

# Les origines du gallicanisme. Tome 2 / Victor Martin

Martin, Victor (1886-1945). Auteur du texte. Les origines du gallicanisme. Tome 2 / Victor Martin. 1939.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisation.commerciale@bnf.fr](mailto:utilisation.commerciale@bnf.fr).

LES  
ORIGINES DU GALLICANISME  
\* \*





Victor Martin

# Les origines du Gallicanisme

---

Tome second



Genève  
Mégariotis Reprints  
1978

Martin, Victor  
Les Origines du gallicanisme  
Tome 2



\* 2 9 0 0 6 \*

*Réimpression de l'édition de Paris, 1939.*

#### IV

### LA SUPÉRIORITÉ DU CONCILE SUR LE PAPE



## CHAPITRE PREMIER

### LA TRADITION CANONIQUE AVANT LE GRAND SCHISME

LA THÈSE CONCILIAIRE  
ET LE GALLICANISME

Que le concile œcuménique soit supérieur au Pontife romain, qu'il représente l'autorité suprême de l'Église universelle, que « toute personne, de quelque qualité qu'elle soit, même papale »<sup>1</sup>, lui doive obéissance : voilà une maxime que l'on considère habituellement comme essentielle au Gallicanisme. A juste raison, d'ailleurs. A la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, elle a perdu, il est vrai, beaucoup de son crédit dans le clergé français. Il n'en reste pas moins qu'elle figure encore en bonne place dans la déclaration de 1682, que plusieurs théologiens du royaume y restèrent toujours attachés et que les parlements ne cessèrent de la considérer comme l'expression d'une « liberté » fondamentale.

Dans l'histoire de la formation du Gallicanisme, cet élément n'apparaît qu'en dernier lieu. A l'époque de la soustraction définitive d'obéissance au pape d'Avignon, l'assemblée du clergé n'admet pas encore la suprématie conciliaire. Sept ans plus tard, la nouvelle doctrine triomphe à Constance. C'est donc entre 1407 et 1415 qu'elle s'est imposée à la France.

Incontestablement, les circonstances favorisèrent son adoption : il fallait sortir de l'impasse où l'obstination des papes rivaux maintenait la chrétienté. Mais cette théorie ne jaillit pas spontanément du cerveau de quelque contemporain. Les commentaires des canonistes sur certains textes du *Corpus juris*, qui reconnaissaient à l'Église le droit de juger le pape en cas d'hérésie, avaient ouvert la porte à l'appel au concile. Afin de pouvoir utiliser ce remède en vue de l'union, les hommes du xv<sup>e</sup> siècle se virent obligés d'en modifier les bases juridiques. Ils utilisèrent pour cela des conceptions vulgarisées depuis peu, par Marsile de Padoue et surtout par Occam.

Il convient de bien remarquer, cependant, que la doctrine de la

(1) Art. 11 de la 4<sup>e</sup> session du concile de Constance ; cf. *Dictionnaire de théologie catholique*, t. III, col. 1206.

supériorité du concile sur le pape n'est point gallicane dans son origine. Les Gallicans eurent plutôt le mérite de la dépouiller de ce qu'elle impliquait, chez certains docteurs étrangers, de trop dangereux pour le catholicisme. Mais alors que les autres pays se hâtèrent de l'abandonner quand elle eut joué son rôle et ramené l'unité, la France s'obstina à lui rester fidèle. C'est ainsi que, maintenue dans la seule Église du royaume, elle apparaît comme un des éléments spécifiques du Gallicanisme.

### § 1. — Principe général de la supériorité du pape sur le concile.

Ni l'antiquité, ni le haut Moyen Age ne se sont préoccupés d'établir, entre le chef de l'Église et l'assemblée qui la représente, un ordre théorique de supériorité. En matière de droit constitutionnel, on montrait alors peu de goût pour la spéculation pure. Les événements soulevaient des problèmes, les doctrines s'élaboraient ensuite, pour interpréter les solutions adoptées. C'est donc sous forme pratique que devait d'abord se poser la question d'une subordination du pape au concile. Elle se posa de très bonne heure, à propos de jugements. Existe-t-il, sur terre, une instance qualifiée pour connaître d'une accusation contre le Pontife romain ? Les sentences portées par le tribunal du pape sont-elles susceptibles d'être révisées par une juridiction supérieure ? Cette instance, cette juridiction, si on l'admet, ne saurait être que le concile. Cette double question reçut une réponse négative.

*ON NE PEUT APPELER  
D'UN JUGEMENT DU PAPE* Déjà en 495, saint Gélase affirme que le siège de Rome peut se prononcer sur toutes les causes et que personne n'a qualité pour modifier ses arrêts<sup>1</sup>. L'Église entière le sait, dit-il. « On appelle à lui de toutes les parties du monde ; de lui, personne n'a le droit d'appeler ». Et il ajoute : « Nous ne voulons point passer sous silence que le siège apostolique n'a besoin du secours d'aucun concile pour réformer les mauvais jugements rendus par un concile... Cette faculté lui vient de la suprématie que le bienheureux apôtre Pierre a toujours tenue de la bouche du Seigneur et qu'il tiendra toujours ». En fait, remarque Pierre de Marca, des décisions pontificales ont parfois été révisées par des assemblées synodales, mais on ne peut parler, dans ce cas, d'*appellatio* proprement dite. En appel, en effet, la sentence est rendue par des juges nouveaux, sans intervention des premiers. A cela, les papes se sont toujours opposés, et victorieu-

(1) Texte inséré dans le *Décret* de Gratien, C. IX, q. 3, c. 17, *Cuncta per mundum*, col. 611.

sement. Ce qu'ils ont admis, c'est la *supplicatio*, en vertu de laquelle une cause est examinée de nouveau, en concile, mais avec la participation des juges qui l'ont d'abord tranchée. Cette procédure, favorisée par les empereurs romains, pour calmer les esprits et rétablir la paix, dans des circonstances particulièrement difficiles, n'implique aucune subordination de la juridiction papale<sup>1</sup>.

LE PAPE AU-DESSUS DU JUGEMENT  
DES HOMMES

Quant à l'impossibilité de juger le pape lui-même, elle fut admise également dès les tout premiers siècles. Grégoire VII a affirmé, dans le dix-neuvième de ses *dictatus papae*<sup>2</sup>, le principe de cette immunité ; mais d'autres l'avaient fait bien avant lui. C'est dans une lettre de Nicolas I<sup>er</sup> à l'empereur d'Orient, Michel l'Ivrogne, écrite en 865, que l'on trouve la fameuse expression : *prima sedes non judicabitur a quoquam*<sup>3</sup>. Personne n'admet plus, aujourd'hui, l'authenticité du prétendu concile de Sinuessa, allégué par Nicolas, où cet axiome aurait été énoncé, déjà en 303, à propos d'actes d'idolâtrie reprochés à saint Marcelin<sup>4</sup>. Mais rien n'autorise à prétendre que, même au début du iv<sup>e</sup> siècle, l'opinion que la célèbre formule est censée traduire n'eût pas encore pris consistance. En tout cas, moins de deux cents ans plus tard on en constate l'existence de façon certaine. Le concile romain de 501, réuni par le roi wisigoth Théodoric, pour juger le pape Symmaque, accusé de plusieurs crimes et notamment d'avoir dissipé les biens de l'Église, refusa de se prononcer. « La prééminence de Pierre, dirent les prélats, a été attachée au siège de Rome ; il jouit, de ce fait, d'une autorité particulière et son titulaire ne saurait être jugé par ses inférieurs »<sup>5</sup>. Ils consentirent à examiner la cause de Symmaque, mais seulement quand celui-ci eut déclaré qu'il remerciait le roi de lui avoir ainsi fourni la possibilité de se disculper.

La même conviction trouva, en 800, l'occasion de s'exprimer avec encore plus d'éclat. Léon III avait été faussement accusé d'adultère et de parjure par Paschalis et Campulus, neveux de son prédécesseur Hadrien I<sup>er</sup> ; ils l'avaient maltraité, emprisonné et avaient même essayé de lui crever les yeux et de lui couper la langue. Arrivé à Rome, Charlemagne assembla un concile pour examiner l'affaire. Mais « tous

(1) P. DE MARCA, *De concordia Sacerdotii et Imperii*, liv. IV, chap. 17, t. I, p. 263.

(2) E. CASPAR, *Das Register Gregors VII.*, t. I, p. 206. Cf. A. FLICHE, *La réforme grégorienne*, t. II, p. 191.

(3) *P. L.*, t. CXIX, col. 940. Ce texte est inséré au *Décret* de Gratien, Dist. XXI, c. 7, *Nunc autem*, col. 71.

(4) HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. I, p. 207.

(5) MANSI, *Ampliss. collectio*, t. VIII, col. 247 ; HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. II<sup>a</sup>, p. 960 et suiv. Cf. G. BARDY, dans l'*Histoire de l'Église* d'A. FLICHE et V. MARTIN, t. IV, p. 345-349.

les archevêques, évêques et abbés déclarèrent d'une seule voix : nous n'osons pas juger le siège apostolique, qui est la tête de toutes les Églises de Dieu ; car, d'après l'ancienne tradition, nous tous sommes jugés par lui, mais lui n'est jugé par personne ; nous nous soumettons, conformément aux prescriptions des canons, à ce que le pape lui-même aura décidé »<sup>1</sup>. Léon consentit à se justifier et son innocence fut reconnue.

Sans doute, les conciles du Latran de 1112 et de 1116 réprouvèrent la conduite de Pascal II, qui avait accordé à Henri V le droit d'investiture ; mais ils le firent du consentement du pape, qui avait confessé tout le premier le caractère abusif de cette concession, s'était humilié devant ses frères et avait sollicité leur « correction », pour obvier au « préjudice de son âme »<sup>2</sup>. Cette pratique est la même que nous avons vu suivre au VI<sup>e</sup> et au IX<sup>e</sup> siècle. Elle est conforme au principe que formulèrent les légats d'Hadrien II au concile de Constantinople de 869, huitième œcuménique : « Il n'est permis à personne, patriarche ou autre prélat, de porter une sentence au sujet du pontife du premier siège, à moins que lui-même n'en ait donné préalablement l'autorisation »<sup>3</sup>.

## § 2. — L'hypothèse du pape hérétique.

LE TEXTE DES « GESTA BONIFACII »

Toutefois, cette règle admettait une exception. Gratien a inséré dans son *Décret*<sup>4</sup> un fragment où l'on a cru longtemps voir les propres paroles de saint Boniface, apôtre des Germains, martyr en 755. En voici la traduction : « Si le pape néglige son salut et celui de ses frères, s'il s'avère inutile et lâche, s'il ne dit pas où est le bien, il nuit grandement à sa personne et à tous, car il entraîne à sa suite des foules innombrables ; aussi le diable lui infligera-t-il pendant l'éternité les supplices dont il est lui-même torturé. Pourtant, qu'aucun mortel n'ait l'audace de le reprendre de ces fautes, car il juge

(1) *Qui universi archiepiscopi et episcopi et abbates unanimiter audientes dixerunt : nos sedem apostolicam quae est caput omnium Dei ecclesiarum judicare non audemus : nam ab ipsa nos omnes et vicario suo judicamur, ipsa autem a nemine judicatur, quemadmodum et antiquitus mos fuit, sed sicut ipse summus pontifex censuerit, canonice obediemus.* MANSI, *op. cit.*, t. XIII, col. 932 ; HEFELE-LECLERCQ, *op. cit.*, t. III<sup>2</sup>, p. 1113-1115. Cf. E. AMANN, dans *l'Histoire de l'Église* d'A. FLICHE et V. MARTIN, t. VI, p. 159.

(2) MANSI, *op. cit.*, t. XXI, col. 49 et suiv., 145 et suiv. ; cf. HEFELE-LECLERCQ, *op. cit.*, t. V, p. 528-537, 555.

(3) MANSI, *op. cit.*, t. XVI, col. 126 ; cf. P. VIOLLET, *L'infailibilité du pape et le Syllabus*, 1904, p. 33.

(4) Dist. XL, c. 6, *Si papa*, col. 146. *Si papa suae et fraternae salutis negligens reprehenditur inutilis et remissus in operibus suis, et insuper a bono taciturnus, quod magis officit sibi et omnibus, nichilominus innumerabiles populos catervatim secum ducit, primo mancipio gehennae cum ipso plagis multis in eternum vapulaturus. Hujus culpas istic redarguere presumit mortalium nullus, quia cunctos ipse judicaturus a nemine est judicandus, nisi deprehendatur a fide devius.*



tout le monde et personne n'a le droit de le juger, à moins qu'il ne dévie de la foi ». En réalité, ce texte est tiré des *Gesta Bonifacii*, dont les critiques ignorent la date exacte. Le cardinal Deusdedit l'a inséré dans sa collection canonique<sup>1</sup>, sous le pontificat de Victor III, en pleine époque de la réforme grégorienne. Il est passé de là dans les recueils, d'Yves de Chartres, où Gratien l'a trouvé<sup>2</sup>. Mais qu'il reflète une tradition déjà solide au VIII<sup>e</sup> siècle, cela ne fait aucun doute. Nous en avons la preuve dans les épîtres de saint Colomban, abbé de Luxeuil. Des rumeurs malveillantes circulaient sur l'orthodoxie du pape Boniface IV, qui régna de 608 à 615 ; Colomban lui écrivit pour lui assurer qu'il n'y croyait pas et le défendait avec vigueur. Mais il ajoute : si toutefois ce que l'on raconte n'est pas une fable, et que vous vous soyez écarté de la vraie croyance, « c'est à juste titre que vos inférieurs vous résistent, à juste titre qu'ils refusent de communiquer avec vous... Vos fils, en se détournant de vous, regardent vers la tête, alors que vous regardez vers la queue (*Deut. XXVIII, 44*). Ce m'est une douleur de le dire : ceux-là vous jugeront qui ont toujours gardé la foi orthodoxe, quels qu'ils soient, même s'ils paraissent au-dessous de vous »<sup>3</sup>.

**HONORIUS I<sup>er</sup>** Aussi bien, n'a-t-on pas l'exemple célèbre d'Honorius I<sup>er</sup>, postérieur de quelque dix ans à Boniface IV ? S'embrouillant dans les subtiles formules chères aux Orientaux, il proposa, sur l'activité du Christ, par amour de la paix, des expressions transactionnelles qui furent, après sa mort, déclarées hérétiques : trois conciles œcuméniques l'anathématisèrent, et toute une série de papes, dans leur profession de foi, renouvelèrent par la suite la condamnation de ses erreurs<sup>4</sup>.

**INNOCENT III** Pas plus que personne, en effet, les Pontifes romains n'ont eux-mêmes mis en doute que l'hérésie les rendrait justiciables de l'Église. Innocent III nous en est témoin, au moment où la papauté atteignait, au Moyen Age, l'apogée de sa puissance et se montrait moins disposée que jamais à laisser entraver

(1) W. von GLANVELL, *Die Kanonessammlung des Kardinals Deusdedit*, t. I, *Die Kanonessammlung selbst*, Paderborn, 1905, l. I, ch. 306, p. 177. Dans les éditions antérieures de la collection de Deusdedit, ce texte forme le ch. 231.

(2) Cf. P. VIOLLET, *L'infailibilité du pape et le Syllabus*, p. 19.

(3) *P. L.*, t. LXXX, col. 279 (épître 5, paragr. 9). Tout en reconnaissant l'authenticité de cette lettre, M. J. RIVIÈRE en a réduit la portée : il ne s'agirait pas d'un procès éventuel proprement dit, mais « de ce verdict moral que la conduite de chacun de nous formule implicitement sur celle de son prochain » : *Saint Colomban et le jugement du pape hérétique*, dans *Revue des Sciences religieuses*, t. III, 1923, p. 277-282.

(4) Sur la question d'Honorius, voir E. AMANN, dans *Dictionnaire de théologie catholique*, t. VII, col. 96-130 ; P. VIOLLET, *op. cit.*, p. 23-32.

son indépendance<sup>1</sup>. Il aimait à prêcher, le jour anniversaire de son couronnement, et il entretenait ses auditeurs des prérogatives et des devoirs de sa charge. Dans plusieurs de ces sermons de circonstance, il rappelle combien la foi lui est nécessaire et quelles conséquences entraînerait une défaillance à cet égard. Il tient, il est vrai, cette éventualité pour chimérique. « Si je ne suis pas, dit-il, affermi dans la foi, comment puis-je affermir les autres ? C'est pourtant le rôle spécial de ma fonction, puisque le Seigneur a déclaré : j'ai prié pour toi, Pierre, afin que ta foi ne faiblisse pas ; à ton tour, soutiens tes frères. Il a prié, et il a obtenu : parce qu'en tout, sa révérence lui vaut d'être exaucé. Aussi, la foi du siège apostolique n'a-t-elle chancelé sous le coup d'aucune tempête ; toujours elle a gardé son intégrité et sa pureté ». Et il ajoute : « La foi m'est tellement nécessaire que si je n'ai que Dieu pour juge de mes autres péchés, pour le péché contre la foi, et pour lui seul, l'Église pourrait me juger »<sup>2</sup>. Une autre année, comparant à un mariage son union à l'Église, union indissoluble, où l'époux « ne cherche pas de divorce, ne démissionne pas, ne saurait être déposé », il remarque : « Pour cause de fornication, toutefois, l'Église romaine pourrait répudier le Pontife romain : fornication non point charnelle, s'entend, mais spirituelle, car il s'agit d'un mariage spirituel, non charnel ; je veux parler d'une erreur dans la croyance »<sup>3</sup>. La même affirmation revient ailleurs, à propos, justement, de l'immunité du pape à l'égard de tout censeur humain. « Puisque le Pontife romain n'a pas d'autre seigneur que Dieu, quels que soient ses écarts, qui peut l'expulser de son siège, qui peut le fouler aux pieds ? C'est à lui qu'il est dit : recueille ta cause dans ton sein. Pourtant, qu'il ne se flatte pas vainement de sa puissance, qu'il ne se glorifie pas témérairement de sa sublimité et de son honneur, car moins il dépend du jugement des hommes, plus il doit craindre celui de Dieu. Les hommes ? il peut même être jugé par eux, ou plutôt être déclaré jugé, à savoir s'il choit dans l'hérésie, car celui qui ne croit pas est déjà jugé », suivant la parole de saint Jean<sup>4</sup>.

(1) Cf. H. X. ARQUILLIÈRE, *L'origine des théories conciliaires*, dans *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, t. CLXXV (75 de la nouvelle série), 1911, p. 582.

(2) *In tantum enim fides mihi necessaria est, ut cum de caeteris peccatis solum Deum judicem habeam, propter solum peccatum quod in fide committitur possem ab Ecclesia judicari. Nam qui non credit jam judicatus est* (Joan. III). *Credo quidem, et certissime credo*, etc. P. L., t. CCXVII, col. 656 (sermo II in Consecratione pontificis).

(3) *Propter causam vero fornicationis Ecclesia Romana posset dimittere Romanum pontificem. Fornicationem non dico carnalem, sed spiritualement ; quia non est carnale, sed spirituale conjugium, id est propter infidelitatis errorem, quoniam qui non credit jam judicatus est* (Joan. III). *Ibid.*, col. 664 (Sermo III in Consecr. pont.).

(4) ... *Quia quanto minus judicatur ab homine, tanto magis judicatur a Deo. Minus dico : quia potest ab hominibus judicari, vel potius judicatus ostendi, si videlicet evanescat in haeresim : quoniam qui non credit jam judicatus est* (Joan. III). *Ibid.*, col. 670 (Sermo IV in Consecr. pont.).

## LES DÉCRÉTISTES

La possibilité de mettre le pape en jugement, s'il se rend coupable d'hérésie, fut donc, pour tout le Moyen Age, une maxime incontestée. Mais quand Gratien eut inséré dans sa compilation le fragment des *Gesta Bonifacii*, dont nous avons parlé plus haut, les glossateurs furent amenés à le commenter <sup>1</sup> et ainsi une doctrine canonique s'élabora sur ce sujet <sup>2</sup>. Toute hérésie rend-elle le pape justiciable de l'Église ? Non, disent Rufin, Jean de Faenza, Huguccio : une simple défaillance passagère, imputable à la légèreté ou dont on se repent sans retard, ne suffit pas ; il faut que l'erreur s'aggrave de contumace, que le pape ferme l'oreille aux avertissements, qu'il s'opiniâtre <sup>3</sup>. Rufin se demande s'il ne convient pas, en outre, de restreindre la possibilité de jugement au seul cas où l'hérésie porte préjudice à la communauté tout entière et non pas seulement à quelques individus, et il semble bien pencher pour l'affirmative <sup>4</sup>. En revanche, plusieurs décrétistes assimilent à l'hérésie le schisme <sup>5</sup>. Huguccio va plus loin : il met sur le même pied tout crime scandaleux dans lequel le pape s'obstine. Supposons, dit-il, un pape « simoniaque, fornicateur, voleur, ou autre chose d'analogue. On dira peut-être qu'il ne nuit qu'à lui-même, car un chacun sait parfaitement qu'il n'est point permis de voler, de forniquer ou de commettre la simonie. Pour mon compte, je crois qu'il en va de même que pour l'hérésie : le pape peut être accusé et jugé pour tout crime notoire, si, dûment admonesté, il refuse de s'amender. Eh ! quoi : voici qu'il vole publiquement, ...qu'il entretient publiquement une concubine... et qu'il ne veut pas se corriger quand on l'avertit : on ne le mettra pas en accusation ? on ne le chassera pas ? on ne le condamnera pas ? Scandaliser ainsi l'Église, n'est-ce pas l'équivalent d'une hérésie ? » <sup>6</sup> Jean le Teutonique soutient la même thèse dans la glose ordinaire du *Décret* <sup>7</sup>. Du reste, pour ces deux célèbres commentateurs, l'obstination dans le crime, la *contumacia*, implique une hérésie tacite, et, par ce biais, ils pensent rejoindre la doctrine commune. Toutefois, leur interprétation large ne paraît pas avoir obtenu grand succès ;

(1) Les commentateurs ne se sont pas occupés de la question du pape hérétique uniquement dans leurs gloses sur le texte des *Gesta Bonifacii*. Le passage de Nicolas I<sup>er</sup>, cité plus haut, *Prima sedes non judicabitur a quoquam*, également inséré dans le *Décret*, leur en fournissait aussi l'occasion. Ils y ont touché, en outre, à propos de la doctrine générale de la suprématie papale, affirmée dans de nombreux canons, qu'ils corrigeaient en renvoyant à ceux-là.

(2) Les fragments de gloses intéressants à ce point de vue ont été réunis par F. SCHULTE, en appendice à son ouvrage *Die Stellung der Concilien, Päpste und Bischöfe*, 1871 (cet appendice est affecté d'une pagination spéciale).

(3) F. SCHULTE, *loc. cit.*, p. 255, 258, 262 ; voir aussi p. 266 l'opinion de l'« Archidiaque » (Guido de Baysio).

(4) *Ibid.*, p. 255.

(5) *Ibid.*, p. 256 (Étienne de Tournai), p. 258 (Jean de Faenza).

(6) *Ibid.*, p. 262-263.

(7) *Ibid.*, p. 264.

un peu plus tard, les glossateurs des *Décrétales* de Grégoire IX s'en tiendront, en général, au cas d'hérésie proprement dit. « Si le pape est catholique, écrit Hostiensis, personne ne peut le juger... Il n'y a qu'un seul crime pour lequel l'accusation soit admise, celui d'hérésie »<sup>1</sup>. La glose de Jean le Teutonique, la plus répandue au XIII<sup>e</sup> siècle, garda cependant des partisans, au moins en dehors des canonistes proprement dits. En 1302, le théologien dominicain Jean de Paris n'hésite point, par exemple, à englober parmi les motifs de déposition la dilapidation des biens de l'Église, à condition, bien entendu, que le pape, dûment averti, s'obstine dans ses errements<sup>2</sup>.

Mais qui représentera l'Église, pratiquement ? Dans un cas concret d'hérésie, qui siégera comme juge ? En tout état de cause, le concile général sera compétent : il est l'instance indiscutable. Il ne sera pourtant pas toujours nécessaire de le réunir. Hostiensis ne le requiert qu'avec une certaine hésitation<sup>3</sup>. A défaut du concile, nous ne voyons guère, à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, qu'un seul tribunal possible : le collège des cardinaux ; et c'est bien lui, en effet, que désigne Jean de Paris<sup>4</sup>.

#### EXPLICATION DE L'ANOMALIE

Faire une exception, pour le crime d'hérésie, au principe général de l'immunité papale, cela implique, à vrai dire, une anomalie juridique ; car cette immunité découle de la suprématie du Pontife romain : il peut juger tout le monde parce qu'il est supérieur à tous ; mais si personne ne lui est supérieur, comment, fût-ce dans un seul cas, le juger lui-même ? Cette difficulté n'a pas échappé aux Décrétistes, et voici comment ils l'ont résolue : en tombant dans l'erreur doctrinale, le pape déchoit de son rang, il cesse d'être chef de l'Église, il s'exclut de la hiérarchie, il se ravale au-dessous de tous les catholiques ; n'importe quel fidèle peut se faire son accusateur et même, en toute rigueur, le juger. Bien plus, il est condamné préalablement à tout procès devant les hommes, suivant la parole de l'évangéliste saint Jean : « celui

(1) F. SCHULTE, *loc. cit.*, p. 268.

(2) *De potestate regia et papali*, ch. VI : ... *Propter quod si aliter pro libito distrahat papa, et non bona fide, de jure non tenet : et non solum tenetur ad poenitentiam de peccato, quasi propter abusum rei non suae, sed infideliter agit et ad restitutionem tenetur, scilicet aliunde de patrimonio, si habuerit aliquid vel acquireret... Et etiam sicut monasterium posset agere ad depositionem abbatis, vel ecclesia particularis ad depositionem episcopi, si appareret quod dissiparet bona monasterii vel ecclesiae, et quod infideliter, non pro bono communi, sed pro privato ea detraheret aut distraheret : ita si appareret quod papa bona ecclesiarum infideliter distraheret seu detraheret, scilicet non ad bonum commune, cui superintendere tenetur, cum sit summus episcopus, deponi posset, si admonitus non corrigeretur : Dist. XL, can. Si papa, ubi dicitur : Cunctos judicaturus a nemine judicandus est, nisi deprehendatur a fide devius, ubi dicit glossa : Quod si comprehendetur in quocumque alio vitio, et admonitus non corrigatur, sed scandalizet vel scandalizaret ecclesiam, idem posset fieri. GOLDAST, *Monarchia S. Romani Imperii*, t. II, p. 115.*

(3) F. SCHULTE, *loc. cit.*, p. 268 : *Convocato forte super hoc concilio generali.*

(4) GOLDAST, *op. cit.*, p. 146 : « ... Ergo a simili collegium cardinalium vice totius ecclesiae poterit papam invitum deponere. »

qui ne croit pas est déjà jugé ». La sentence de l'Église n'est qu'une constatation, une déclaration<sup>1</sup>.

Aussi bien, le mérite de cette trouvaille ne revient pas aux canonistes. Nous avons vu plus haut saint Colomban expliquer de la même façon à Boniface IV le mécanisme de sa déchéance hypothétique. Innocent III conclut par la citation de saint Jean tous ses développements sur la nécessité qu'il y a pour lui de garder la foi. Mais personne, peut-être, n'a expliqué plus minutieusement cette mise automatique du pape au ban de l'Église qu'un théologien contemporain de Boniface VIII, le franciscain Pierre Olieu, ou Olivi. L'hypothèse d'un pape hérétique, dit-il en substance, ne se conçoit même pas. En effet, le Pontife romain n'est pas un simple particulier, dont la croyance puisse être affaire purement personnelle : il représente l'Église en général, dont il est le chef. Or l'Église, dans son ensemble, ne peut perdre la foi ; elle ne peut pas, en conséquence, faire corps avec une tête qui l'aurait perdue. Au moment même où il devient hérétique, le pape cesse nécessairement de représenter l'Église, il cesse d'être pape<sup>2</sup>.

### § 3. — Au temps de Boniface VIII.

En somme, quand le concile examine le cas d'un pape accusé d'hérésie, il se demande, équivalement, si le Saint-Siège est vacant, si l'homme qui se dit souverain Pontife l'est encore en réalité. Mais qui n'aperçoit le parti que l'on pourra tirer de cette doctrine dans l'éventualité d'un pape soupçonné d'« intrusion » ? Puisque seul un légitime successeur de saint Pierre bénéficie du privilège de ne relever que de Dieu, et puisque le concile a certainement compétence pour déclarer si cette légitimité persévère, à plus forte raison est-il qualifié pour connaître de l'invalidité d'une élection frauduleuse. Ainsi purent raisonner les Colonna en 1297.

*APPEL DES COLONNA* L'appel en forme qu'ils interjetèrent au concile et qu'ils renouvelèrent dans leurs manifestes successifs, paraît bien être le premier qu'enregistre l'histoire. Pierre de Marca, nous l'avons dit plus haut, a précisé la vraie nature des prétendus appels dont les premiers siècles de l'Église fournissent l'exemple. Nous ne le suivrons pas, en revanche, quand il fait remon-

(1) F. SCHULTE, *loc. cit.*, p. 261 (Huguccio), p. 265 (Jean le Teutonique), p. 267 (Jean de Torquemada).

(2) F. EHRLE, *Petrus Johannis Olivi, sein Leben und seine Schriften*, dans *Archiv für Literatur und Kirchengeschichte*, t. III, 1887, p. 524. Sur P. Olieu, cf. *Dictionnaire de théologie catholique*, t. XI, col. 982 et suiv. (art. de P. F. CALLAËY).

Martin. — II.

ter à Frédéric II la liste des appels proprement dits<sup>1</sup>. Il est vrai, en 1245, les délégués de cet empereur en appellent des décisions prises contre lui par Innocent IV. Mais à qui en appellent-ils ? Au concile, sans doute, mais à bien d'autres autorités encore : « à Dieu, tout d'abord, au bon plaisir de qui nous rapportons tout ce que nous sommes », au futur pape, à tous les princes allemands, à tous les rois de l'univers<sup>2</sup>. C'est le cri d'un condamné qui essaye de mobiliser toutes les puissances du ciel et de la terre contre la sentence qui le frappe : on ne saurait y voir un appel au concile dans l'acception juridique du terme.

Il en va tout autrement avec les Colonna. Hommes de curie, s'ils n'étaient peut-être pas rompus eux-mêmes au droit canonique, au moins n'ignoraient-ils point l'importance de son utilisation : surtout contre un adversaire comme Boniface VIII, qui se glorifiait de sa longue expérience de juriste<sup>3</sup>. Les termes de leurs mémoires témoignent d'un souci constant de légalité. Aussi, que prétendent-ils ? Que Benoît Gaetani occupe sans titre la chaire de saint Pierre. Ils demandent la convocation d'une assemblée qui se prononcera d'abord sur la question de légitimité. Après quoi, elle statuera sur les crimes de l'intrus. Cette procédure se déduit de la doctrine élaborée sur le cas du pape hérétique<sup>4</sup>.

Les appelants sont bien loin d'imaginer la thèse, qui ne prendra corps que plus tard, d'une prééminence essentielle du concile. Ils reconnaissent même explicitement que le Pontife romain n'a d'autre supérieur que Dieu. Bien plus, ils fondent sur cette maxime toute leur

(1) P. DE MARCA, *De concordantia Sacerdotii et Imperii*, l. IV, ch. 17, t. I, p. 263.

(2) ... *Ad Deum primo cuius nutibus attribuimus quicquid sumus, et postmodum ad futurum summum pontificem et ad generalem synodum, ad principes Alamannie universos et ad alios principes terre, pro parte nostra libere valeant appellare*. PENTZ, *Monumenta Germaniae historica*, in fol., *Leges*, t. II, p. 353.

(3) *Quadraginta anni sunt quod nos sumus experti in iure...* Discours de Boniface à un consistoire de 1302, dans P. DUPUY, *Histoire du différend d'entre le pape Boniface VIII et Philippe le Bel*, Preuves, p. 77.

(4) Le texte des trois manifestes des Colonna, des 10 mai, 16 mai et 15 juin 1297, a été publié par H. DENIFLE, dans *Archiv für Literatur und Kirchengeschichte*, t. V, 1889, p. 509-524. On n'y trouve pas de raisonnement en forme pour déduire de l'enseignement des canonistes la légitimité de l'appel au concile en cas de pape intrus. Les auteurs font intervenir le caractère schismatique de Benoît Gaetani (*Ipse potius scismaticus, et Dei ecclesie violentus et illicitus detemptator*, p. 523). Ils insistent sur les crimes scandaleux dans lesquels il s'opiniâtre : extorsions, simonie, abus de pouvoir, etc. (p. 520). Or, nous avons vu que plusieurs décrétistes assimilaient ces crimes à l'hérésie, et notamment l'auteur de la « glose ordinaire ». Il est à remarquer, toutefois, que ces griefs apparaissent surtout dans le troisième appel : ce qui semble déceler, chez les Colonna, le souci de mieux étayer juridiquement leur recours. Le premier mémoire ne met guère en avant que le chef d'intrusion et les dangers que fait courir à la foi la présence d'un faux pape à la tête de l'Église. Cette seule accusation parut donc d'abord suffisante. Or, il est bien évident que l'idée d'appeler formellement au concile ne pouvait germer, dans des cerveaux de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, qu'en fonction des doctrines de l'époque, lesquelles n'accordaient pas d'autre base que l'hérésie à la compétence de l'assemblée. C'est pourquoi nous pensons que l'appel de 1297 doit surtout être expliqué par l'idée, découlant de tout l'enseignement du Moyen Âge, qu'en cas d'hérésie le siège apostolique est vacant et que le rôle du concile est de se prononcer d'abord sur cette vacance : d'où l'on conclut aisément que ses pouvoirs sont analogues dans le cas d'intrusion.

argumentation. Ils partent, en effet, de ce principe que Célestin V n'a pu abdiquer. Personne, disent-ils, une fois pape, ne saurait cesser de l'être, à moins d'une intervention positive d'en Haut. Celui qui porte la charge du pontificat ne peut en être délivré que par une puissance supérieure à la sienne : or, il n'y en a pas sur terre<sup>1</sup>. Benoît Gaetani, qui se fait appeler pape, n'a pas droit à ce titre ; il n'est qu'un *pseudo-praesul*<sup>2</sup>, un « tyran »<sup>3</sup>, qui occupe le siège de Rome par dol et violence, un « loup ravisseur »<sup>4</sup>, qui s'est substitué au berger. Il a frauduleusement suggéré à Célestin une démission impossible en droit, et, une fois à sa place, il l'a fait mourir en prison, pour écarter tout danger de retour<sup>5</sup>. Sur son trône usurpé, il ravage l'Église<sup>6</sup>. Les deux cardinaux en appellent donc au concile, pour qu'il « fasse éclater la vérité ». Soucieux d'accorder le plus possible leur requête avec l'enseignement traditionnel, ils ne manquent pas d'alléguer, autant que le leur permet le cas d'espèce, la défense de la foi : il importe souverainement, disent-ils, au salut des âmes et au « fondement de la croyance », que le « troupeau du seigneur soit conduit par un vrai et légitime pasteur »<sup>7</sup>. Subsidiairement, le concile devra se prononcer sur les accusations portées par Gaetani contre les Colonna. Mais là encore les appelants ne manquent pas de se fonder sur des principes juridiques : aux termes du concile de Nicée, prétendent-ils, et conformément à un usage attesté par le *Liber pontificalis*, les cardinaux ne peuvent être jugés qu'en concile<sup>8</sup>.

APPEL DE G. DE NOGARET Si tous les pays chrétiens connurent l'initiative des Colonna, elle n'obtint pas, cependant, le succès qu'en espéraient ses auteurs. Mais elle créa un précédent. Six ans plus tard, le 12 mars 1303, un nouvel appel retentissait : à Paris cette fois. Sur quelle base se fonde-t-il ? Sur la supériorité de l'assemblée conciliaire ? En aucune façon. Nogaret, qui l'interjette, affecte au contraire de se maintenir avec le plus grand soin dans la tradition canonique. Il a manifestement sous les yeux les « sommes » composées sur le *Décret* de Gratien ; il emprunte aux glossateurs leurs idées et jusqu'à leurs expressions. Le terrain choisi par les Colonna ne lui semble même pas assez sûr : un pape « intrus », ce n'est pas encore le cas ordinaire, où la compé-

(1) H. DENIFLE, *op. cit.*, t. V, 1889, p. 510-512, 519.

(2) *Ibid.*, p. 519.

(3) *Ibid.*, p. 514, 519, 520, 521.

(4) *Ibid.*, p. 519.

(5) *Ibid.*, p. 515, 519.

(6) *Ibid.*, p. 521.

(7) *Ibid.*, p. 514.

(8) *Ibid.*, p. 513, 522.

tence du concile soit admise *ex professo* ; on ne la conclut que par un raisonnement, au bout duquel tout pape illégitime, pour quelque raison que ce soit, apparaît hors de l'abri que procure la prérogative apostolique. Le grief d'illégitimité viendra, mais par surcroît ; de même que viendra l'accusation de « crimes énormes ». Ces derniers suffiraient, aux yeux de certains glossateurs, d'un Huguccio, par exemple, d'un Jean le Teutonique ; mais d'autres ne s'en contentent pas. Il faut à maître Guillaume le beau thème classique, le chef d'hérésie, et d'hérésie opiniâtre. « Je soutiens que ledit Boniface est hérétique manifeste, coupable de plusieurs formes d'hérésie qui seront précisées en temps et lieu ». Et il ajoute : « De ce fait, il n'appartient plus au corps de sainte Église »<sup>1</sup>. Ce légiste a la précision de termes du décrétiste le plus averti.

Mais de quel droit lui-même, simple laïc, s'érige-t-il en accusateur ? En tombant dans l'hérésie, disent les gloses, le pape descend au-dessous du dernier des fidèles, tout catholique lui devient supérieur et peut le dénoncer : même une femme, précise Nogaret, même un mauvais chrétien, fût-il taxé d'infamie, pourvu qu'il reste catholique. Et voilà pourquoi lui, simple « bête de somme », il assume le rôle de « l'ânesse de Balaam », poussé comme elle par « la force de Dieu »<sup>2</sup>.

Si le droit canonique accorde incontestablement l'action judiciaire à tout fidèle, n'importe qui n'a pas les moyens pratiques de la faire aboutir. Elle doit trouver l'appui d'une autorité suffisamment forte pour mettre la procédure en branle et obtenir la tenue du concile. Nogaret se tourne donc vers le roi ; mais là encore il se garde de toute nouveauté, il s'appuie uniquement sur de vieilles idées, courantes en France : mission qu'a la royauté d'arrêter les malfaiteurs ; serment du sacre, par quoi le souverain s'engage à protéger les églises du royaume, victimes, à cette heure, des malversations de Boniface ; droit de patronage, entraînant la charge de conserver, et au besoin de récupérer, les biens ecclésiastiques ; piété des anciens rois, qui ont toujours secouru le Saint-Siège<sup>3</sup>.

Mais qui convoquera les membres de l'assemblée ? Sur ce point, les textes ne précisent rien, et Nogaret les imite. Là encore, il manifeste une prudence extrême. « Je vous demande et requiers, mondit

(1) 2<sup>e</sup> proposition dans P. DUPUY, *Histoire du différend d'entre le pape Boniface VIII et Philippe le Bel*, Preuves, p. 57. P. Dupuy range cette « requête » parmi les pièces de 1302 : elle est bien datée de 1302, mais dans le style de l'époque, où l'année commençait à Pâques. Elle est de 1303, d'après notre façon de parler, et antérieure seulement de deux mois au réquisitoire de Plaisian, dont il est question un peu plus loin. — Sur les appels de 1297 et de 1303, cf. H.-X. ARQUILLIÈRE, *L'appel au concile sous Philippe le Bel et la genèse des théories conciliaires*, dans *Revue des questions historiques*, nouvelle série, t. XLV, 1911, p. 23-55.

(2) P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 57.

(3) *Ibid.*, p. 58.



seigneur roi, avec toute l'insistance possible, et vous supplie de *vous entendre* avec les prélats, docteurs et peuples, et les princes nos frères dans le Christ, principalement les cardinaux, pour que *tous* vous convoquiez le concile général »<sup>1</sup>. Et comme il faudra bien un « demandeur » déterminé, pour soutenir l'accusation, le moment venu, devant ce tribunal une fois constitué, il offre d'assumer ce rôle en personne.

*APPEL DE G. DE PLAISIAN* Guillaume de Plaisian ne prit pas une autre attitude les 13 et 14 juin. Du reste, les documents qu'il lut sont probablement, eux aussi, de la plume de Nogaret, déjà parti pour l'Italie. On dirait même qu'entre-temps les légistes de Philippe le Bel ont voulu serrer de plus près le droit reconnu par tous. En effet, Plaisian restreint davantage encore l'accusation au chef d'hérésie : il ne maintient plus qu'elle, y ramenant tous les griefs qu'il énumère. « Je, Guillaume de Plaisian, chevalier, dis, prétends et affirme que Boniface, qui préside actuellement au siège apostolique, est hérétique parfait : ses hérésies, ses crimes énormes, la perversion qu'il fait des dogmes, je vais les énumérer. Ils sont vrais, et je crois pouvoir les établir. Ils suffisent à prouver qu'il est hérétique dans la perfection du terme »<sup>2</sup>. La précision du juriste l'empêche de s'en tenir exclusivement à l'hypothèse du concile général. Les textes et la doctrine ne sont pas si formels. Le pape, lit-on dans le *Décret*, « ne peut être jugé par personne, à moins qu'il ne dévie de la foi ». Dans ce cas, expliquent les glossateurs, il relève de l'Église. Plaisian s'en tient là. Il en appelle au concile, oui, mais en prenant la précaution d'ajouter, et cela à deux reprises, qu'il soutiendra son accusation devant cette instance « ou ailleurs, et quand et par devers qui de droit »<sup>3</sup>.

Beaucoup d'historiens ne manquent pas d'ironiser sur la clause mise par Plaisian, et aussitôt après par le roi et les autres adhérents à l'appel, qu'ils n'entendaient porter aucune atteinte à l'honneur du Saint-Siège. Ils ont bien tort, croyons-nous. Dans le cadre de la présente accusation, cette clause n'a rien d'insolite. Plaisian s'érige en défenseur de l'Église, contre un pape qui la déshonore et la trahit ; il use d'un remède que le droit met à sa disposition ; il est naturel qu'il proteste de sa bonne foi et de la pureté de ses vues. « Je, Guillaume de Plaisian, chevalier, affirme que je ne prétends ni n'avance les choses susdites pour quelque haine spéciale contre Boniface (car ce n'est pas lui que je poursuis de mon animosité, mais bien sesdites

(1) P. Duvy, *loc. cit.*, p. 58.

(2) *Ibid.*, p. 102.

(3) *Ibid.*, p. 102, procès-verbaux du jeudi et du vendredi.

mauvaises actions) ni pour l'injure ou infamie de lui ou de personne d'autre, mais pour le zèle de la foi, pour la dévotion que je porte à la sainte Église de Dieu et au saint Siège de Rome. Je dis et jure, la main sur les saints Évangiles, qu'en raison de ce que j'ai vu et entendu de témoins dignes de foi... je le tiens pour hérétique parfait. Je crois pouvoir tirer contre lui, de ce que j'ai avancé et d'autres choses, des preuves suffisantes pour le faire déclarer tel suivant les statuts des saints Pères »<sup>1</sup>.

Les prélats ne retiennent, dans leur formule d'adhésion, que le grief d'hérésie. « Considérant que cette affaire touche la foi, ...nous, qui sommes appelés malgré notre indignité à la sollicitude de la défendre et exalter, désireux d'obvier au danger qui menace les âmes dont nous avons la charge, nous croyons ledit concile utile et même nécessaire ». Ils souhaitent de toute leur âme, disent-ils, que Boniface arrive à s'y disculper, mais s'il n'y parvient pas l'assemblée statuera sur son compte, « conformément aux règles canoniques ». Ils agréent donc la convocation, tout en mettant à l'abri « l'honneur et révérence dus à la sainte Église de Rome ». Ils promettent d'aider à la réunion des prélats de la chrétienté, « suivant les décrets des saints Pères et les prescriptions du droit canon ». Et pour sauvegarder leur indépendance de juges éventuels, ils protestent n'adhérer d'avance à aucun parti, ni à celui de l'accusation ni à celui de la défense<sup>2</sup>.

On le voit, cette procédure de 1303 est absolument vide de tout gallicanisme ecclésiastique. Pas la moindre idée d'une supériorité quelconque du concile sur le pape. Les organisateurs du scénario de mars et de juin ne soupçonnent même pas les théories sur la constitution de l'Église dont les docteurs français se feront les champions au concile de Constance. Dans l'appel de Nogaret et de Plaisian nous n'avons pas autre chose que l'usage, — pour des motifs, il est vrai, dont la sincérité et le fondement réel restent sujets à caution, — d'un droit que tout le Moyen Âge s'accordait à proclamer : le droit d'appeler en jugement le pape hérétique.

#### § 4. — Jean XXII et Louis de Bavière.

L'exemple donné par Philippe le Bel ne fut pas perdu. Les chancelleries étrangères connurent les actes des assemblées parisiennes de 1303 et les conservèrent soigneusement, pour toutes fins utiles. Nous en avons la preuve au moins pour la chancellerie impériale. Pendant les soixante-huit ans que la papauté résida en Avignon, aucune diffi-

(1) P. DUCUY, *loc. cit.*, p. 106.

(2) *Ibid.*, p. 108.

culté grave ne risquait de l'opposer à la cour de France ; mais elle ne jouit pas, à l'égard d'autres nations, d'une égale tranquillité. On sait quelle lutte terrible Jean XXII poursuivit contre Louis de Bavière. Les hostilités commencèrent aussitôt après la victoire de Mühl-dorf, du 28 septembre 1322, qui débarrassa Louis de son compétiteur au trône impérial, Frédéric d'Autriche. Le 11 juillet 1324, exécutant des menaces différées plusieurs mois, le pape déclara le duc de Bavière excommunié, contumace, déchu de tous les droits qu'il pouvait tenir de son élection contestée, et le cita une dernière fois à comparaître devant lui, personnellement ou par procureur, le 1<sup>er</sup> octobre suivant<sup>1</sup>. Louis riposta en publiant son célèbre appel au concile, connu sous le nom de manifeste de Sachsenhausen<sup>2</sup>. Ce qui nous intéresse ici, c'est de voir de quels arguments il l'étaya. Or, cet appel repose exactement sur les mêmes bases que celui de 1303.

Sans doute, il y a une très grande différence de forme entre l'interminable et filandreux exposé du Bavarois et le réquisitoire précis, dru, serré, d'une seule ligne, rédigé par les légistes français. L'on découvre sans peine, à lire cette prose, que le grief déterminant, celui qui, en fait, procura l'appel, est d'ordre politique. Les rédacteurs du manifeste insistent avec complaisance sur les droits impériaux, sur la validité de l'élection de Louis de Bavière, sur les troubles fomentés par le pape dans les provinces italiennes, vassales de l'Empire. Mais ils sentent parfaitement que tout cela ne suffit point à fonder en droit un recours à l'Église. Il leur faut démontrer que « Jean de Cahors », soi-disant pape, n'est qu'un abominable hérétique. Tous leurs efforts tendent à ce but. Aussi bien, les circonstances les servaient à souhait.

JEAN XXII ET LES FRANCISCAINS      Après avoir mené, au début de son pontificat, une lutte finalement victorieuse contre les « Spirituels », franciscains révolutionnaires, on rupture avec le gros de leur communauté, et qui, prétendant observer dans toute sa rigueur la règle du Pauvre d'Assise, se livraient à un ascétisme extravagant et ne se montraient qu'affublés de guenilles<sup>3</sup>, Jean XXII se trouvait, depuis 1321, en hostilité ouverte avec l'Ordre entier des Frères Mineurs. Le différend se ramenait à ceci : les Franciscains prétendaient que le Christ et les apôtres n'avaient absolument

(1) On trouvera le texte du monitoire de Jean XXII dans MARTÈNE et DURAND, *Thesauriſ novus anecdotorum*, t. II, col. 660-671. Cf. Noël VALOIS, *Jacques Duèse, pape sous le nom de Jean XXII*, dans *Histoire littéraire de la France*, t. XXXIV, 1915, p. 473-475 ; G. MOLLAT, *Les papes d'Avignon*, I, II, ch. 2, paragr. 2 : « Louis de Bavière et le conflit avec la papauté ».

(2) Texte dans E. BALUZE, *Miscellanea*, édit. MANSI, 1762, t. III, p. 224-233.

(3) N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 426-440.

rien possédé, pas plus en commun qu'à titre individuel, et qu'en conséquence la vie des fils de saint François, renonçant à toute propriété même collective, représentait un idéal de perfection plus élevé que celle des autres Mendians, les Dominicains par exemple, dont l'Ordre, sinon les individus, ne pratiquait pas l'absolu dépouillement. Tel n'était point l'avis du pape, et des deux côtés l'on en vint à qualifier d'hérétique l'opinion adverse. Les Mineurs brandissaient des bulles de Nicolas III et de Clément V, abondant dans leur sens, et invoquaient l'autorité du concile de Vienne de 1311 ; Jean XXII répliquait qu'il appartient au Saint-Siège d'interpréter les textes pontificaux ou conciliaires et de modifier, au besoin, le régime des communautés. Bref, le 8 décembre 1322, il publia la bulle *Ad conditorem canonum*, où, constatant que l'absence de toute possession, au lieu de favoriser chez les Frères le développement de la charité, principale des vertus chrétiennes, les rendait au contraire plus âpres à poursuivre les biens de ce monde et plus tenaces à les défendre, il leur enlevait un privilège obtenu de Nicolas III et dont ils tiraient grande gloire : celui de n'être que de simples usufruitiers, le Saint-Siège retenant la propriété de tout ce dont ils se servaient. C'est là, disait le pape, un privilège purement verbal, puisque personne, à moins d'être fou, n'ira croire que la papauté se réserve « la propriété d'un œuf, d'un fromage ou d'un morceau de pain reçu et mangé par un Frère » ; mais cette fiction porte un grave préjudice au bon renom du siège apostolique, car, sous le prétexte qu'ils ne travaillent point pour eux, les Mineurs n'hésitent pas à intenter des procès pour des futilités, et nomment, pour ester en justice à leur place, des procureurs qualifiés de pontificaux qui usent trop souvent, à l'égard de la partie adverse, de procédés vexatoires. L'année suivante, Jean XXII porta à l'Ordre un coup plus dur encore : la bulle *Cum inter nonnullos*, du 12 novembre 1323, déclara hérétique, si on la soutient avec entêtement, la proposition que le Christ et les apôtres n'ont « jamais rien eu à eux, soit en propre, soit en commun »<sup>1</sup>.

Loin de se soumettre, les Franciscains cherchèrent appui auprès de Louis de Bavière, alors menacé d'anathème et sommé de se désister de l'administration de l'Empire. Le roi des Romains ne nourrissait pas à leur égard une extraordinaire sympathie : il allait même jusqu'à les accuser de violer le secret de la confession<sup>2</sup>. Mais il fut trop heureux de profiter de l'aubaine : ils lui apportaient l'argument dont il avait tant besoin pour dénoncer le pape à la chrétienté et demander la réunion du synode œcuménique. En effet, « s'attaquer à un Ordre

(1) N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 441-455.

(2) *Ibid.*, p. 475, note 2.

qui n'avait d'autre règle que la perfection évangélique, oser dire que le Christ et ses disciples ont possédé des biens, c'était s'insurger contre la foi des papes et des conciles : les bulles *Ad conditorem* et *Cum inter nonnullos*, œuvres scandaleuses, empoisonnées, blasphématoires, décelaient un hérétique et un hérésiarque ; le seul fait d'en être l'auteur dépouillait « Jean de Cahors » du caractère de prélat, le retranchait du corps de l'Église »<sup>1</sup>.

#### MANIFESTE DE SACHSENHAUSEN

La rédaction du manifeste de 1324, largement tributaire de la littérature des polémistes franciscains, trahit la collaboration des Frères révoltés<sup>2</sup>. Près de la moitié de ce long réquisitoire est consacré à la critique des deux bulles de Jean XXII. « Il ne lui suffit pas d'attenter aux droits de l'empire temporel, de les jeter bas, de sévir iniquement contre notre couronne, il s'attaque à Notre-Seigneur Jésus-Christ lui-même, roi des rois et seigneur des seigneurs, à sa très sainte Mère, qui partagea l'état de son Fils dans l'observance de la pauvreté, au saint collège des apôtres ; il dénigre leur conduite ; il s'insurge contre la doctrine évangélique de l'absolue pauvreté du Christ, sur l'exemple de qui se fonde la perfection de la vie chrétienne, dans le total abandon des choses de ce monde »<sup>3</sup>. Non content d'opposer à l'enseignement de l'Évangile l'exemple d'une « mauvaise vie, tout attachée aux biens terrestres », il ose formuler un dogme « vénéneux », prêcher publiquement, solennellement, que le Sauveur et les apôtres ont possédé en commun, comme de vulgaires associés : « ce qui est une hérésie notoire, une profanation du saint texte de l'Évangile »<sup>4</sup>. Il a assuré, devant des hommes dignes de foi, que « depuis une quarantaine d'années déjà il tenait la règle du Bienheureux François pour chimérique et impossible à observer ; que si Dieu lui donnait le pouvoir de la détruire et abroger, il en imposerait une autre aux Mineurs, grâce à laquelle ils posséderaient en commun, comme le reste des religieux ». Il s'est efforcé, « avec adresse et persévérance, — on le prouvera en temps et lieu, — de persuader aux principaux supérieurs de cet Ordre de renoncer à ladite règle, qui pourtant représente à l'évidence la perfection évangélique ». Ce soi-disant pape, hérétique depuis longtemps, n'a même jamais occupé valablement le siège apostolique ; mais depuis la publication de ses bulles, « son hérésie est devenue notoire et il s'est ainsi exclu » de son apparente dignité<sup>5</sup>. De la place

(1) N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 457.

(2) *Ibid.*, p. 458.

(3) BALUZE-MANSI, *Miscellanea*, t. III, p. 228, colonne 2.

(4) *Ibid.*, p. 228, col. 2.

(5) *Ibid.*, p. 230, col. 1.

qu'il continue indûment d'occuper, quel tort ne fait-il pas à la foi ! En niant l'excellence de la parfaite pauvreté et en réhabilitant les biens de ce monde, « il ouvre la porte à l'erreur des Juifs et judaïsants, pour qui le Christ n'est pas le vrai Messie, puisqu'il n'a pas accompli les prophéties promettant sa venue dans l'abondance de la fortune ». Il favorise également « l'erreur des Sarrasins, qui font consister la béatitude éternelle dans les plaisirs que procurent les richesses et la luxure »<sup>1</sup>.

LOUIS DE BAVIÈRE COPIE PHILIPPE LE BEL

Les rédacteurs du manifeste de Sachsenhausen

étaient donc bien convaincus de la nécessité de fonder sur le crime d'hérésie leur appel au concile. Ils ne se lassent pas de répéter comme un refrain, après la critique de chaque passage des bulles de Jean XXII : « par conséquent, l'auteur de cette constitution doit être regardé comme hérétique »<sup>2</sup>. Ils retenaient la leçon donnée par Nogaret et Plaisian. Du reste, ils avaient sous les yeux les actes parisiens de 1303. Dans la partie qui constitue l'appel proprement dit, la *protestatio*<sup>3</sup>, qui donne sa conclusion à la longue diatribe contre le pape, ils suivent les deux légistes français d'aussi près que le leur permet la différence des situations. Mais surtout Louis de Bavière reproduit le petit discours de Philippe le Bel, presque de mot à mot. Le rapprochement des deux textes ne laisse aucun doute sur leur parenté<sup>4</sup>.

(1) BALUZE-MANSI, *loc. cit.*, p. 231, col. 1.

(2) *Ibid.*, p. 231, col. 2 ; 232, col. 1.

(3) *Ibid.*, p. 232, col. 2 ; 233, col. 1.

(4) Appel de Philippe le Bel.

P. DUPUY, *Hist. du différend*, p. 107.

Nos Philippus Dei gratia Franciae Rex auditis et intellectis propositis et objectis per vos G. de Plesseiano militem et antea per dilectum et fidelem militem nostrum G. de Nogareto contra Bonifacium, nunc Romanae Ecclesiae regimini praesidentem,

*licet pudenda patris cujuscumque proprio libenter pallio tegeremus, ob fervorem tamen catholicae fidei, ac devotionem eximiam, quam ad sacrosanctam romanam et universalem Ecclesiam matrem nostram et omnium fidelium, sponsam Christi, progenitorum nostrorum inhaerendo vestigiis gerimus, qui pro exaltatione ac defensione ecclesiasticae libertatis, et fidei, proprium sanguinem fundere minime dubitaverunt,*

*fidei negotio et Ecclesiae statui consuli cupientes, pro vitando dispendio scandali generalis, praemissa nequeunt ulterius, urgente conscientia, sub conniventia vel dissimulatione transire, cum super his et frequentibus et assiduis clamoribus per fide dignos et magnae auctoritatis*

Appel de Louis de Bavière.

BALUZE-MANSI, *Miscellanea*, t. III, p. 232.

Nos Ludovicus Dei gratia Romanorum rex, et semper Augustus, protestamur (protestation, empruntée à Nogaret et Plaisian, qu'il n'agit point par haine, mais poussé par le zèle de la foi, etc.).

*... licet enim pudenda patris proprio libenter pallio tegeremus, ob favorem tamen catholicae fidei et devotionem quam ad sanctam romanam Ecclesiam matrem nostram habere tenemur,*

*fidei negotio et Ecclesiae statui consuli cupientes, pro vitando dispendio scandali generalis nequeunt, urgente nos conscientia, praedictas et alias ipsius nequitias sub conniventia et dissimulatione transire, cum super praedictis ex frequentibus clamoribus per fide dignos saepe*

ENCYCLIQUE DE MICHEL DE CÉSÈNE

On le voit d'abondant, l'appel de 1324 se situe sur la même ligne que celui de 1303 ; il n'a pas d'autre fondement juridique ; il ne fait qu'utiliser la conception classique du pape justiciable du concile dans le cas où il « dévie de la foi ». Si une preuve de plus était encore nécessaire, on la trouverait dans l'encyclique du général des Franciscains, Michel de Césène, affichée aux portes de la cathédrale de Pise et répandue dans l'univers chrétien en 1328<sup>1</sup>. Celui que Jean XXII allait bientôt qualifier solennellement d'« homme réprouvé »<sup>2</sup> y explique pourquoi l'appel de Louis de Bavière est légitime : il repose sur des « hérésies dogmatisées » ; et voici alignés les textes du *Corpus juris* et des glossateurs d'où il appert que si le pape abandonne la vraie foi, il s'exclut de la communauté catholique et descend au-dessous du dernier des fidèles<sup>3</sup>. Tout cela pour aboutir à une conclusion assez imprévue. Cette assemblée, dit-il, requise par l'empereur, puisque l'Avignonnais s'obstine à en empêcher la tenue, qu'on s'en passe ! Au fait, elle n'est pas nécessaire. L'autorité du concile général est la même, qu'il réprouve une erreur déjà proférée ou qu'il la condamne d'avance. Or le IV<sup>e</sup> concile du Latran, présidé par Innocent III, a

*viros, saepe et saepius inculcatis, ejus opinio vehementer et notabiliter sit gravata, cum super excidio fidei nostrae et quorumlibet aliorum et praecipue Regum et Principum orbis terrae, qui ad ejus exaltationem et augmentum collatam nobis a Domino suscepisse cognoscimus potestatem, debet negligentia reprobare... etc.*

*Ne autem dictus Bonifacius, qui animose et injuriose contra nos pluries fuit procedere comminatus, impedire satagens ne sua, si qua sint, in lucem veniant opera tenebrarum, hujusmodi convocationi et congregationi concilii, directe vel indirecte, impedimenta praestando, vel aliter quovis modo, status vester in eo integer existat* — (texte certainement défectueux) — *contra*

*nos, statum nostrum, ecclesias, praelatos, barones et alios fideles, vassallos et subditos nostros, terras nostras vel ipsorum, regnum nostrum et ipsius regni statum, in aliquo, spirituali gladio abutendo, de facto procedat, excommunicando, interdicendo, suspendendo, etc.*

*et saepius conculcatis ejus opinio vehementer sit et notabiliter aggravata, praedictum concilium generale pro praedictis petimus congregari cum instantia repetita.*

*Nos autem, ne dictus Joannes, qui animose et injuriose contra nos et sacrum Imperium jam incepit procedere et processit, ut dicitur nullo prorsus juris ordine observato, et procedere gravius comminatur, impedire satagens ne sua in lucem veniant opera tenebrarum, convocationem et congregationem concilii hujus generalis directe vel indirecte impedientia, vel aliter, quam status sacri Imperii et noster, et principum nostrorum et subditorum ipsius in ipso integer existat, contra sacrum Imperium,*

*nos et statum nostrum, et jura sacri Imperii et nostra, et terras ipsorum et nostras, ecclesias, praelatos, principes ecclesiasticos et mundanos, barones et alios fideles vassallos et subditos nostros, et terras nostras et ipsorum et contra sacrum Imperium et ipsius statum in aliquo, spirituali gladio abutendo, de facto procedat excommunicando, interdicendo, suspendendo, etc.*

Il y a même là plus qu'une dépendance : un plagiat sans vergogne.

(1) Texte dans BALUZE-MANSI, *Miscellanea*, t. III, p. 303-310.

(2) C'est l'incipit de la bulle du 16 novembre 1329, *Quia vir reprobus* ; texte dans BALUZE-MANSI, *loc. cit.*, p. 323-341.

(3) BALUZE-MANSI, *loc. cit.*, p. 310, col. 1.

porté l'anathème, en 1215, contre « tous les hérétiques », même éventuels, qui « s'élèvent contre la sainte foi orthodoxe »<sup>1</sup>. Jean XXII est tombé *ipso jure* sous le coup de cette sentence préalable. Notoire, manifeste, son crime n'exige aucun procès. Une déclaration synodale serait superflue. Il n'y a qu'à le tenir pour excommunié et à rompre avec lui<sup>2</sup>.

INSUFFISANCE DES ANCIENNES CONCEPTIONS  
POUR REMÉDIER AU SCHISME

Ainsi, à la fin du XIII<sup>e</sup>  
siècle, la vieille idée  
de la compétence de

l'Église sur le pape hérétique, inscrite dans les textes canoniques et pacifiquement admise par toute la tradition, a quitté le domaine de la spéculation pure, où elle n'avait servi, pendant si longtemps, qu'à des exercices d'école. L'appel au concile est entré dans les mœurs. En moins de trente ans, il a retenti en Italie, en France, en Allemagne. La qualité de ceux qui l'interjetaient en a multiplié l'écho. La chrétienté en garde le souvenir bien vivant quand éclate le Grand Schisme. Faut-il s'étonner, dans ces conditions, si de bons esprits songent tout de suite à ce remède, dans leur souci de rétablir l'unité ?

Pourtant, une difficulté grave ne peut manquer de frapper leur attention. Dans la conjoncture qui oppose Clément VII à Urbain VI, sur quels éléments du droit fonder un recours à l'Église ? Sans doute, les juristes assimilent assez couramment le schisme à l'hérésie. Mais les grandes assises de la catholicité représentent, dans l'hypothèse admise par la doctrine canonique, une juridiction pénale. Pour justifier leur intervention, il faut un *crime*, le crime d'hérésie. Qu'on le dise impliqué dans celui de schisme, soit. Mais des deux rivaux en présence, quel sera le « criminel », le « justiciable », en tant que schismatique ? De qui dira-t-on, pour reprendre l'expression si souvent alléguée de saint Jean, qu'« en perdant la foi il s'est exclu lui-même » ? Ils peuvent être sincères l'un et l'autre ; en tout cas, chaque obédience tient son pape pour le vrai. Il conviendrait que le concile, même si le doute persistait finalement sur la validité des élections de 1378, pût imposer d'autorité les sacrifices qu'exige le bien général. Mais, pour cela, les anciennes bases juridiques de l'appel s'avèrent trop étroites<sup>3</sup>. Il serait nécessaire de les élargir : bien mieux, de les chan-

(1) Le passage a été inséré dans le *Corpus juris* : c. *Excommunicamus itaque*, X, de *haereticis*, l. V, tit. vii, c. 13, col. 787. C'est au *Corpus* que renvoie Michel de Césène.

(2) *Et ex quo aliquis coeperit publice praedicare contra fidem, nec dejicere quemquam valet nec damnare, quum non potest quemquam dejicere jam prostratus, omnesque catholici ab ipsius haeretici communione et obedientia recedere sunt astricti.* Loc. cit., p. 310, col. 2.

(3) Il y avait bien, dans la glose ordinaire de Jean le Teutonique sur le *Décret* de Gratien, un passage qui eût pu être utile ; mais on paraît l'avoir surtout remarqué lorsque la théorie conciliaire s'ébaucha sur la documentation fournie par Occam. Il n'était pas, du reste, très précis. Rencon-



ger complètement. Ce qu'il faudrait, en effet, c'est pouvoir, invoquant des principes différents de ceux qu'on a professés jusque-là sur la constitution de l'Église, reconnaître au synode œcuménique une autorité essentielle, sans condition, sur le Pontife romain.

Or, justement, des idées commencent à s'accréditer, qui en offriront le moyen. Dès la fin du xiv<sup>e</sup> siècle, quelques isolés vont s'en emparer, pour construire une théorie toute nouvelle sur la supériorité respective du pape et du concile : théorie qui trouvera sa sanction dans les décrets de Constance et à laquelle le Gallicanisme entendra rester fidèle.

trant, au canon 8 de la distinction 79, le texte où l'empereur Honorius, en 420, prévoyait le cas d'une double élection, faite *contra fas*, et l'annulait d'avance, le glossateur se demandait : *Sed quis erit iudex de hoc an electio sit contra fas ?* Et il répondait : *Non ipsi cardinales : quia si sic, essent iudices in proprio facto. Nam nullus superior potest inveniri, ut extra de elec. licet. in fin. Dic istud c. locum habere quando neuter est electus a duabus partibus. Vel dic quod concilium convocabitur.* Ed. de Lyon, 1574, col. 379. Henri de Langenstein relèvera ce passage, dans son *Epistola concilii pacis*, dont nous parlons plus loin, mais il n'en fera qu'un argument complémentaire, secondaire, et d'ailleurs en lui enlevant son caractère dubitatif : *Johannes Teutonicus, glossator Decreti, 79 Distinctione, quaerit : Si duo contra fas eligantur, quis erit iudex ? Non cardinales ipsi. Quia sic erunt iudices in facto proprio. Nec alius superior poterit inveniri. Et post pauca subdit : Dic quod concilium convocetur.* Dans les œuvres de Gerson, éd. d'ELLIES DU PIN, Anvers, 1706, t. II, col. 829.



## CHAPITRE II

### LES IDÉES RÉPANDUES PAR MARSILE DE PADOUE ET OCCAM TOUCHANT LA CONSTITUTION DE L'ÉGLISE

**QUELQUES PRÉCURSEURS** Il est rare que les doctrines, même les plus classiques, recueillent l'unanimité des adhésions. Nous avons déjà vu Jean de Paris considérer le pape, suivant l'expression de Gierke, comme un « chef corporatif »<sup>1</sup>, jouissant de pouvoirs conditionnés par le bien commun<sup>2</sup>. Le célèbre dominicain va même plus loin : il accorde au peuple, dans l'Église, une telle autorité qu'il lui reconnaît le droit d'écarter de son siège un pape qu'il estime malfaisant<sup>3</sup>. Jean de Paris n'était pas un révolutionnaire : la tranquille assurance avec laquelle il exprime son opinion permet de supposer que, si elle n'était pas courante, au moins d'autres que lui la partageaient. En fait, Guillaume Durand le Jeune, dans son *De modo generalis concilii celebrandi*, composé à l'occasion du concile de Vienne de 1311, souhaite une limitation du pouvoir absolu du Pontife romain et une participation plus effective de la communauté au gouvernement de l'Église, grâce au renforcement du rôle des conciles<sup>4</sup>. Un autre théologien de la même époque, Hervé Nédellec, mort en 1323, signale une opinion nouvelle, d'après laquelle saint Pierre devrait sa primauté à une simple délégation de ses com-

(1) O. V. GIERKE, *Les théories politiques du Moyen Âge*, trad. J. DE PANGE, p. 190.

(2) Voir plus haut, t. I, p. 344.

(3) «... Et ideo si perpendit mollities animi, vel ineptitudo in scandalum Ecclesiae, vel quod turbet Ecclesiam, seu quod dividat gregem Domini, faciens divisiones et suscitans scandala, et si admonitus non desistat, etiam compellendus est ad cessionem... Non est igitur irrationabile dicere quod papa... invitatus etiam de consensu populi in tali casu possit deponi, quia cum ipse papa, et quilibet alius praelatus praesit non propter se, sed propter populum ut scilicet prosit, efficacior est consensus populi in hoc casu ad deponendum eum etiam invitum, si totaliter inutilis videatur, et ad eligendum alium, quam ejus voluntas ad renuntiandum voluntarius... In depositione tamen qua deponitur voluntarius (sic, probablementement erreur de copie, pour invitatus, ou involuntarius) et per populum, cum majori maturitate est incedendum quam in cessione vel renuntiatione voluntaria: quia ad renuntiationem sufficit quod causam alleget coram collegio cardinalium, quod est in hoc casu loco totius Ecclesiae. Sed ad deponendum decet quod fiat per concilium generale... Credo tamen quod simpliciter sufficeret ad depositionem hujusmodi collegium cardinalium. JEAN DE PARIS, *De potestate regia et papali*, ch. XXIV, dans GOLDAST, *Monarchia S. Romani Imperii*, t. II, p. 144.

(4) F. SCADUTO, *Stato e Chiesa negli scritti politici*, p. 42.

pagnons d'apostolat<sup>1</sup>. Il semble donc qu'au début du xiv<sup>e</sup> siècle la théorie communément admise d'une suprématie pontificale fondée sur le seul droit divin ne ralliât pas tous les suffrages et que certains esprits fussent enclins à étendre à l'Église les conceptions démocratiques appliquées à l'État, sous l'influence de l'Aristotélisme.

### § 1. — Le « Defensor pacis ».

**LES AUTEURS** Mais il s'agissait là de brèves propositions, éparses dans des traités hétérogènes : elles ne s'imposaient pas à l'attention. Bientôt on allait voir tout autre chose. En 1324, deux maîtres de l'université de Paris, professeurs à la Faculté des Arts, réunirent un véritable arsenal d'arguments contraires aux prérogatives de la papauté. Cet ouvrage, intitulé *Defensor pacis*<sup>2</sup>, devait connaître très vite une retentissante notoriété. Ses auteurs, l'italien Marsile de Padoue et le champenois Jean de Jandun, l'avaient fait présenter à Louis de Bavière, en lutte avec Jean XXII. Ils eurent le temps de s'enfuir près de lui et de s'associer à sa fortune avant que le livre se fût répandu en France<sup>3</sup>.

**LE TITRE** Pourquoi ce titre, *Defensor pacis* ? Marsile de Padoue, — car c'est lui qui tient la plume<sup>4</sup>, — nous l'explique dès la première page et nous dévoile, du même coup, ses intentions. Les sociétés, dit-il, n'ont pas de trésor plus précieux que la paix. C'est le bien que le Christ a annoncé au monde, le jour même de sa naissance, le bien qu'il n'a cessé de souhaiter à ses amis : « la paix soit avec vous »<sup>5</sup>. Aristote a décrit la plupart des causes capables de la troubler. Il y en a une, cependant, qu'il n'a pas pu connaître, car elle n'existait pas de son temps. Elle fait aujourd'hui d'effroyables dégâts. « Sous un masque d'honnêteté et de décence, elle est si dangereuse pour le genre humain qu'elle portera, si on ne l'arrête, un pré-

(1) *Histoire littéraire de la France*, t. XXXIII, p. 583 (notice de Noël VALOIS sur Jean de Jandun et Marsile de Padoue).

(2) Nous le citerons d'après l'édition de C. W. PREVITÉ-ORTON, *The Defensor pacis of Marsilius of Padua*, Presses universitaires de Cambridge, 1928.

(3) Voir H. OTTO, *Marsilius von Padua und der Defensor pacis*, dans *Historisches Jahrbuch im Auftrage der Görres-Gesellschaft*, t. XLV, 1925, p. 189-218. Sur Marsile de Padoue, Jean de Jandun et leur collaboration, on peut consulter la notice de N. VALOIS, *Jean de Jandun et Marsile de Padoue, auteurs du « Defensor pacis »*, dans l'*Histoire littéraire de la France*, t. XXXIII, p. 528-623. Un très bon résumé de tout ce qui concerne le *Defensor pacis*, avec abondante bibliographie, se trouve dans l'article consacré à Marsile de Padoue par M. J. RIVIÈRE, dans le *Dictionnaire de théologie catholique*, t. X, col. 153-177. Mais l'étude la plus complète est due à M. G. DE LAGARDE : *La naissance de l'esprit laïque au déclin du Moyen Âge*, t. II, *Marsile de Padoue ou le premier théoricien de l'état laïque*, 1934.

(4) Il se désigne lui-même sous le nom d'*Antenorides* (éd. cit. p. 5) ce qui veut dire le Padouan, Antenor, prince troyen, passant pour avoir fondé Padoue. Cf. N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 571.

(5) 1<sup>re</sup> partie, ch. I, n° 1, p. 1 et 2.

judice intolérable à la civilisation et à la patrie »<sup>1</sup>. Qui la combat travaille au bonheur public, défend la paix. C'est ce qu'entend faire l'auteur, avec l'aide de Dieu, dans le seul souci de servir la vérité, d'être utile à ses frères et de porter secours aux opprimés. Marsile se réserve de faire connaître plus loin ce danger si redoutable. Disons tout de suite qu'il s'agit des empiétements de la papauté. Le traité, dont la division est annoncée en termes assez imprécis, comprend trois parties ou *dictiones* : l'exposé d'une doctrine de l'État occupe la première ; la deuxième, de beaucoup la plus longue, est consacrée à l'Église et à ses rapports avec la société civile ; la troisième, très brève, fournit un résumé des principales conclusions<sup>2</sup>.

**IDÉES POLITIQUES** En politique, les auteurs du *Defensor Pacis* donnent leur préférence au régime démocratique. Dans un livre dédié à Louis de Bavière, ils ne pouvaient faire moins que de célébrer la monarchie élective, comme la forme idéale de l'État ; mais cela n'implique pas contradiction : l'élu n'est que le mandataire du peuple. Dans cette première *dictio*, Marsile de Padoue et Jean de Jandun se montrent bons disciples d'Aristote. A chaque pas, du reste, ils s'abritent derrière lui. Mais ce ne sont pas leurs conceptions politiques qui nous intéressent ici.

**SOURCES DE L'AUTORITÉ DANS L'ÉGLISE** Traitant de l'Église, Marsile fait cette remarque : il ne s'agit pas de se demander quelle autorité le Christ pouvait lui donner, mais de savoir quelle autorité il lui a donnée en fait. Rien ne l'empêchait, puisqu'il était Dieu, d'établir ses apôtres et leurs successeurs au-dessus de tous les hommes ; et même davantage : de leur permettre de créer de nouveaux êtres, de détruire et de rebâtir le ciel et la terre, de commander aux anges. Il ne l'a pas voulu<sup>3</sup>. Ses intentions, manifestées par son exemple et par ses paroles, doivent être cherchées dans les Écritures *canoniques*, « contenues dans le volume de la Bible ». Dieu les a directement inspirées. Cette source d'information est donc sûre, infaillible<sup>4</sup>. Toutefois, elle a besoin d'interprétation. Celle-ci procède des conciles généraux. A cet égard, leurs décisions s'imposent également à nous, car elles émanent du Saint-Esprit. En effet, Jésus-Christ a promis l'assistance du Saint-Esprit à ses fidèles et ces assemblées les représentent<sup>5</sup>. Hors de là,

(1) 1<sup>re</sup> partie, ch. I, n° 3, p. 3.

(2) Dans l'éd. PREVITÉ-ORTON, les 3 *dictiones* occupent respectivement les pages 1-110, 111-491, 492-501.

(3) II, ch. IV, n° 2, p. 129.

(4) II, ch. XIX, n°s 1-6, p. 312-315.

(5) II, ch. XIX, n°s 2 et 3, p. 313 ; ch. XX, n°s 1 et 2, p. 318-320.  
Martin. — II.

il n'y a que littérature purement humaine, et par conséquent sujette à erreur : le psalmiste l'a dit, « tout homme est menteur »<sup>1</sup>. Dans cette littérature humaine il faut ranger notamment les « décrets ou décrétales du Pontife romain et du collège de ses clercs appelés cardinaux »<sup>2</sup>. Aussi bien, l'expérience montre assez que papes et cardinaux se sont souvent trompés<sup>3</sup>.

#### NÉGATION DU POUVOIR COERCITIF A L'ÉGLISE

De l'Écriture et des conciles, que tire le

*Defensor* ? Nous n'avons pas à insister ici sur l'autorité qu'il reconnaît à l'Église en général. Disons seulement qu'il dénie au clergé tout pouvoir répressif et ne lui laisse, sur les biens temporels, qu'un droit précaire, subordonné au bon plaisir de l'État. « L'évêque de Rome, appelé pape, et n'importe quel évêque, ou prêtre, ou diacre, n'a, ni ne doit avoir..., aucune juridiction coactive sur personne, prêtre ou non-prêtre, chef, communauté, collège ou individu quelconque, de quelque condition qu'il soit »<sup>4</sup>. La puissance de contraindre n'appartient, sur terre, qu'aux représentants de l'État, sans exception de personnes ou de matières<sup>5</sup>. Ainsi, clercs aussi bien que laïcs relèvent des tribunaux séculiers ; le prétendu privilège du for n'est qu'un abus<sup>6</sup>. Même s'il s'agit de punir l'hérésie, le juge civil a compétence exclusive, et il ne peut prononcer de peines que si la loi civile le prévoit et le permet ; les « prêtres » ont simplement à dire s'il y a hérésie ou non, dans tel cas déterminé<sup>7</sup>. Personne ne peut être contraint d'obéir à la loi divine, car un acte accompli sans liberté n'a aucune valeur pour le salut ; le péché relève de Dieu seul et Dieu fait crédit au pécheur jusqu'au jour de la mort : il n'appartient pas aux prêtres d'être plus exigeants. Qu'ils instruisent, exhortent, reprennent, fassent entrevoir les peines de l'autre vie, là se borne leur rôle, analogue à celui du médecin, qui avertit son malade des inconvénients auxquels il s'expose s'il refuse de suivre ses conseils. Seule une infraction à la loi humaine, à la loi séculière, peut faire l'objet d'une sanction pénale<sup>8</sup>. Ce principe conduit Marsile de Padoue jusqu'à refuser à l'Église le libre droit d'excommunier ; l'excommunication entraîne, en effet, des conséquences temporelles : une certaine diffamation, la

(1) II, ch. XIX, n° 4, p. 314.

(2) II, ch. XIX, n° 6, p. 315.

(3) II, ch. XX, nos 6-11, p. 322-324. Toute cette seconde partie fourmille d'accusations contre la papauté, qui a empiété, contre tout droit, sur les attributions du peuple, des princes et du clergé.

(4) II, ch. IV, n° 1, p. 128.

(5) II, ch. V, n° 6, p. 153.

(6) II, ch. V, n° 8, p. 157 ; ch. VIII, n° 7, p. 183.

(7) II, ch. V, n° 7, p. 154 ; ch. X, n° 1, p. 197.

(8) II, ch. V, n° 6, p. 153 ; ch. X, n° 2, p. 198.

mise au ban de la société ; il faut que le peuple, au préalable, y consente <sup>1</sup>.

**NÉGATION DES DROITS FISCAUX** Dépouillée de sa juridiction répressive, l'Église se voit également privée de ses droits fiscaux : elle ne peut lever de taxes, on ne lui doit pas de dîmes <sup>2</sup>. Ses fidèles sont tenus seulement d'assurer aux ministres de l'Évangile la nourriture quotidienne et le vêtement <sup>3</sup>. Moyennant ces prestations, le peuple ou le prince peuvent exiger le service spirituel <sup>4</sup>. Le clergé n'a le droit de posséder des biens immeubles que dans l'intention de s'en défaire aussitôt que possible au profit des pauvres. Du reste, qu'il s'agisse de meubles ou d'immeubles, il ne saurait en revendiquer la propriété par voie de justice <sup>5</sup>. A tout moment le peuple ou le prince ont droit d'utiliser le superflu des possessions ecclésiastiques pour les besoins publics <sup>6</sup>. A plus forte raison peuvent-ils les grever de tailles et d'impôts <sup>7</sup>.

**PAS DE HIÉRARCHIE DE DROIT DIVIN** Il convenait de rappeler sommairement ces thèses révolutionnaires. Elles expliquent, en partie, et le scandale que provoqua le *Defensor pacis* et le succès qu'il obtint. Ce ne sont pas elles, cependant, qui pouvaient avoir de l'influence sur les doctrines conciliaires du xve siècle. Ce qui nous intéresse davantage, à ce point de vue, ce sont les idées de Marsile de Padoue et de Jean de Jandun sur la structure même de l'Église. Quel pouvoir respectif attribuent-ils aux divers échelons de la hiérarchie ? « Question difficile, écrit Marsile, et qu'il est absolument nécessaire d'étudier » <sup>8</sup>. En réalité, ils n'admettent pas de hiérarchie de droit divin. Le Christ n'a institué que le pouvoir d'ordre : il a créé un sacerdoce, chargé de consacrer le pain et le vin eucharistiques, de remettre ou de retenir les péchés, d'administrer les autres sacrements <sup>9</sup>. Tous les prêtres, à la suite des apôtres, y participent également, au même degré que l'« évêque de Rome » et les autres prélats. Marsile s'étonne que des gens puissent soutenir que « le Pontife romain ait reçu du Christ, quant aux clefs, un plus grand pouvoir que le reste des prêtres » <sup>10</sup>. Toute différence entre prê-

(1) II, ch. vi, n° 12, p. 168-171.

(2) II, ch. xiv, n° 6, p. 247 ; III, ch. ii, n° 39, p. 499.

(3) *Ibid.*

(4) III, ch. ii, n° 40, p. 499.

(5) III, ch. ii, n° 38, p. 499.

(6) III, ch. ii, n° 28, p. 497.

(7) II, ch. xvii, n° 18, p. 303.

(8) II, ch. xv, n° 1, p. 263.

(9) II, ch. xv, n° 2, p. 264.

(10) II, ch. xv, n° 4, p. 266.

tres est d'origine humaine. Des raisons d'ordre social : nécessité de mieux défendre l'unité, de mieux assurer la discipline, amenèrent le clergé d'une même église locale à choisir dans son sein une espèce de surintendant, chargé de régler le service du culte et l'« économie » : il reçut le nom d'*épiscopo*, c'est-à-dire de surveillant ; mais le choix de ses pairs ne lui conférait aucun « mérite essentiel », aucune « augmentation de son sacerdoce ». Ce fut quelque chose d'analogue à ce que pratiquaient jadis les soldats, qui désignaient quelqu'un de leur bande pour les faire combattre en meilleur ordre, et qu'ils appelaient tête, ou commandant, *capitaneum*, *praeceptorem*, *imperatorem* <sup>1</sup>.

**CHOIX DES CHEFS** En principe, tout prêtre pourrait exercer partout ses fonctions sacrées, car le Christ n'a point attribué à chaque apôtre un champ spécial d'évangélisation ; il leur a donné à tous une mission indéterminée, les envoyant vers « les nations et les peuples » <sup>2</sup>. D'un commun accord, cependant, les apôtres se partagèrent le monde ; la « cause efficiente » de ce partage fut leur volonté collective <sup>3</sup>. Les églises locales s'organisèrent du fait qu'à la tête des nouveaux chrétiens, dans tel ou tel lieu, les apôtres établissaient un prêtre. Cette façon de préposer les membres du sacerdoce était la seule possible, à une époque où les fidèles, peu nombreux, mal instruits, n'auraient pas su choisir eux-mêmes avec assez de discernement <sup>4</sup>. Mais quand les communautés furent mieux organisées, elles élurent celui qui devait exercer le sacerdoce au milieu d'elles. Aujourd'hui, il appartient au peuple de le choisir et au chef civil de l'approuver. Aucun évêque, aucun collège ecclésiastique, n'a le droit de le nommer ; simplement, ils lui confèrent le pouvoir d'ordre <sup>5</sup>. Du reste, dans l'État tel que le conçoivent les auteurs du *Defensor pacis*, le clergé forme l'un des trois grands corps constitués, les deux autres étant la magistrature et l'armée ; il appartient au *principans* de pourvoir à leur recrutement <sup>6</sup>. Non seulement l'autorité séculière nomme aux emplois ecclésiastiques, mais elle en écarte, au besoin, ceux qui s'en acquittent mal, elle opère des mutations, elle intervient pour contraindre les négligents à mieux remplir leurs fonctions <sup>7</sup>. Les bénéfices lui appartiennent : elle peut les conférer, les désaffecter, les aliéner, à moins qu'ils n'aient été créés par des individus ou des

(1) II, ch. xv, n° 6 et 7, p. 268-269.

(2) II, ch. xvii, n° 2, p. 289.

(3) II, ch. xvii, n° 3 et 5, p. 290 et 291.

(4) II, ch. xvii, n° 6 et 7, p. 292.

(5) II, ch. xvii, n° 8, p. 293-294 ; *ibid.*, n° 15, p. 300.

(6) I, ch. iv, n° 2-4, p. 12-13 ; ch. xv, n° 8-14, p. 71-74.

(7) II, ch. xvii, n° 14 et 15, p. 299-300.



collèges particuliers, auquel cas la charte de fondation doit être respectée<sup>1</sup>. Au prince également de fixer le nombre des temples nécessaires aux besoins des fidèles, ainsi que celui de leurs desservants<sup>2</sup>.

#### SAINT PIERRE N'EUT AUCUNE PRIMAUTÉ

Dans une Église ainsi comprise, dont la hiérarchie est d'origine tout humaine et dont l'activité dépend si étroitement du pouvoir civil, l'on devine quelle place restreinte est laissée au pape. Le *Defensor* dénie au siège de Rome toute primauté de droit divin. Aucun évêque, en effet, n'a d'autorité sur les autres<sup>3</sup>. Saint Pierre était l'égal de ses compagnons : le Christ ne lui a donné sur eux aucune prérogative et lui-même n'en a pas exercé<sup>4</sup>. Tout au plus convient-il d'admettre qu'il fut l'objet d'égards particuliers à cause de son âge, du mérite d'avoir confessé le premier la divinité de Jésus, de sa foi plus vive, de ses fréquents colloques avec le Sauveur<sup>5</sup>. Ses successeurs ne peuvent donc prétendre à une primauté qu'il n'eut pas<sup>6</sup>. Aussi bien, que parle-t-on de ses successeurs ? L'épiscopat dans son ensemble a recueilli la succession de tous les apôtres, en bloc<sup>7</sup>. Et pourquoi le successeur de saint Pierre en particulier serait-il l'évêque de Rome, plutôt que celui d'Antioche ? Il est certain que saint Pierre exerça son apostolat à Antioche. Fût-il évêque de Rome ? C'est beaucoup moins sûr ; quelques-uns doutent même qu'il y soit jamais venu. En tout cas, c'est saint Paul qui fonda l'Église de cette ville, où il demeura deux ans, envoyé par une révélation du Christ. C'est donc plutôt à lui que les papes succéderaient<sup>8</sup>.

#### D'OU VIENT L'AUTORITÉ DES PAPES

Il ne reste pas moins que le siège de Rome jouit, en fait, d'une importance exceptionnelle. Comment le *Defensor* va-t-il l'expliquer ? Par la situation prédominante de cette ville dans l'ancien empire, par le nombre et la spéciale culture des premiers chrétiens romains, par le prestige des grands noms de saint Pierre et de saint Paul. A une époque où les évêques n'osaient pas encore se réunir pour conférer entre eux, ils prirent l'habitude de soumettre à l'évêque et aux fidèles de Rome leurs doutes en matière d'Écriture, d'organisation du culte. En l'absence de sujets susceptibles d'être élevés

(1) II, ch. xvii, n° 16, p. 301.

(2) III, ch. ii, n° 22, p. 496.

(3) II, ch. xvi, n° 1, p. 273 ; ch. xxii, n° 1, p. 342.

(4) II, ch. xvi, nos 2-6, p. 274-278.

(5) II, ch. xvi, n° 10, p. 280.

(6) II, ch. xvi, n° 11, p. 281.

(7) II, ch. xvi, n° 13, p. 282.

(8) II, ch. xvi, nos 14-16, p. 283-286.

au sacerdoce, le peuple des provinces demanda à la chrétienté romaine de lui en envoyer. Tout naturellement, l'évêque et l'Église de Rome, dont on implorait ainsi les lumières et le secours, eurent l'idée de faire connaître, à titre amical, aux autres Églises leurs propres ordonnances ; quand ils apprenaient que quelque division les déchirait, ils s'interposaient en toute charité pour ramener la paix. A la faveur de ces pratiques, la coutume s'établit « spontanément » de reconnaître à cette Église une certaine « priorité » et ses évêques se mirent, avec la tacite connivence des autres, à prescrire des règles générales, dont ils commandaient l'observation<sup>1</sup>. Vint ensuite la Donation de Constantin, qui établit l'évêque de Rome au-dessus des autres et lui attribua la possession d'importants territoires<sup>2</sup>. Peu à peu, « croissant l'appétit de domination », les papes en sont arrivés, grâce à la « faiblesse » et à l'« ignorance » des « dévots fidèles », à s'arroger cette *plenitudo potestatis* dont ils se disent maintenant investis, même sur les souverains temporels<sup>3</sup>. Mais on voit ce que valent leurs prétentions : elles ne reposent à aucun titre sur le droit divin, le Christ n'a point fait du pape le chef de l'Église universelle.

**PRÉÉMINENCE LÉGITIME** Pourtant, les auteurs du *Defensor* ne contestent pas à la papauté toute prééminence, voire même, en un certain sens, toute juridiction. La longue coutume de considérer l'évêque de Rome comme « principal » et de lui obéir de bon gré équivaut, estiment-ils, à « une sorte d'élection ». Sans doute, à l'origine, « pas plus la loi humaine que la loi divine ne soumettait davantage le reste des Églises à celle de Rome que celle de Rome à n'importe quelle autre ». Mais puisque les fidèles adoptèrent l'« utile et raisonnable » usage de suivre ses préceptes, moyennant quoi ils « se maintinrent mieux dans l'unité », ils contractèrent de ce fait l'obligation de lui rester soumis, par la suite, « dans les choses honnêtes et licites », comme s'ils avaient « choisi pour juge cette Église et son évêque ». Toutefois, remarquent nos auteurs, cela fut surtout vrai tant que l'on ne put tenir de grandes assises de la catholicité et y perfectionner les institutions ecclésiastiques<sup>4</sup>.

**LE CONCILE** En effet, l'autorité suprême, compétente pour prendre toutes mesures relatives aux intérêts généraux de l'Église, c'est l'assemblée de tous les fidèles, ou, pratiquement, de leurs délégués : le concile œcuménique. Dans l'Église comme dans

(1) II, ch. xviii, nos 5-7, p. 307-309.

(2) II, ch. xviii, n° 7, p. 309.

(3) II, ch. xxiii, nos 9-13, p. 365-368.

(4) II, ch. xxii, n° 16, p. 354-355.

l'État, la souveraineté réside dans le peuple<sup>1</sup>. Aussi le clergé ne doit-il pas être seul à intervenir au concile ; les laïcs y ont également une place, et nécessaire. En revanche, l'on ne voit pas quel rôle utile y joueraient des évêques ignorants. L'on ne fera donc état, dans le choix des délégués, que de la dignité de leur vie et de l'étendue de leur savoir<sup>2</sup>. Le concile éclaircit les doutes touchant la doctrine et détermine, en général, ce qui est « utile, expédient et nécessaire » pour le « culte divin », pour la « paix et la tranquillité des fidèles »<sup>3</sup>. C'est lui, notamment, qui réglemente les jeûnes et abstinences, qui canonise les saints, qui fixe les empêchements de mariage, qui approuve ou interdit les ordres religieux<sup>4</sup>.

**ROLE DE L'EMPEREUR** Le droit de convoquer le concile appartient à celui que Marsile nomme « le fidèle législateur humain qui n'a personne au-dessus de lui »<sup>5</sup>. Cette expression, souvent employée dans le *Defensor pacis*, est assez imprécise ; elle s'applique parfois au peuple, parfois à l'empereur. Ici, vraisemblablement, elle désigne l'empereur : c'est l'opinion généralement admise par les commentateurs<sup>6</sup>. L'empereur déterminera, de même, les aptitudes que doivent avoir les représentants que le peuple élira ; il s'assurera que l'assemblée se réunit et se clôture selon les règles ; il obligera à s'y rendre les délégués récalcitrants ; il contraindra chacun, « prêtres et non-prêtres », à observer les décrets qu'elle aura publiés<sup>7</sup>. Ce rôle ne revient à aucun titre au pape ou aux cardinaux. Il convient d'envisager, en effet, l'hypothèse où le concile aurait à les juger et il est bien évident qu'ils feraient, dans ce cas, tout leur possible pour en empêcher la tenue<sup>8</sup>. En outre, s'il se réunissait autrement que sur l'ordre du « législateur humain », le concile ne pourrait renforcer ses décisions de sanctions pénales, puisque le pouvoir séculier dispose seul du droit de contrainte<sup>9</sup>. Les lois conciliaires ne sauraient être abrogées, modifiées ou suspendues que par une nouvelle assem-

(1) II, ch. xx, n° 2, p. 319.

(2) II, ch. xx, n°s 2-3, p. 319-321 ; *ibid.*, n°s 13-14, p. 325-326.

(3) II, ch. xx, n° 2, p. 320.

(4) II, ch. xxi, n° 8, p. 334.

(5) *Humanus legislator fidelis superiore carens*, II, ch. xxi, n° 1, p. 327. Marsile le désigne ailleurs sous le titre de *Supremus legislator fidelis*, II, ch. xviii, n° 8, p. 310 ; ou encore de *Fidelis humanus legislator primus*, II, ch. xxi, n° 8, p. 334. Toutes ces expressions désignent le même pouvoir, puisqu'il s'agit de celui qui réunit le concile. Il semble qu'il faille le distinguer du simple *Legislator humanus* et du *Legislator humanus fidelis*, dont il est si souvent question dans le *Defensor*. Ce n'est pas le lieu, ici, de discuter sur le sens respectif de ces diverses tournures, que peut-être l'auteur a voulu délibérément laisser un peu imprécises. Cf. C. W. PREVITÉ-ORTON, *Introduction*, p. xvi-xxvi, et p. 310, note 3, 334, note 2.

(6) Cf. N. VALOIS, *Jean de Jandun et Marsile de Padoue*, *loc. cit.*, p. 582.

(7) II, ch. xxi, n° 1, p. 327.

(8) II, ch. xxi, n° 3, p. 329.

(9) II, ch. xxi, n° 8, p. 334.

blée de même nature ; aucun évêque ou « collège particulier », « de quelque condition ou dignité qu'il soit », n'a autorité sur elles<sup>1</sup>. Inutile de remarquer qu'en écrivant ces mots, Marsile de Padoue songe au pape et aux cardinaux.

**LE PAPE, DÉLÉGUÉ DE L'ÉGLISE** Il y aura lieu de choisir, parmi les membres du concile, un président qui propose les questions, dirige les débats, authentique les actes par sa signature et son sceau, les communique aux diverses Églises. Cette fonction devrait revenir, normalement, à celui que ses qualités morales et sa science désignent comme le plus digne. Toutefois les auteurs du *Defensor* ne voient pas d'inconvénient à ce qu'elle soit dévolue à l'évêque de Rome, eu égard aux titres historiques de ce siège. Le souvenir de saint Pierre et de saint Paul, le renom de l'ancienne capitale de l'empire, la révérence traditionnellement portée à une Église si riche en docteurs et en saints, dont l'action a été si bienfaisante pour l'unité et la pureté de la foi, rendent même cette préférence recommandable. Rien n'empêche, non plus, et pour les mêmes raisons, que l'assemblée et le pouvoir séculier ne donnent à cette Église et à son chef une sorte de délégation générale pour tenir la main à l'observation des décrets conciliaires et pour dirimer les conflits d'ordre spirituel qui pourraient surgir entre évêques ou Églises : qu'ils leur confèrent, en somme, une certaine surintendance à l'égard des autres. Mais cela n'implique aucune subordination essentielle et chacun garde le droit, en cas d'abus, de se pourvoir auprès des auteurs de la délégation : toute sa primauté, en effet, l'Église de Rome ne peut la tenir que du concile ou du « fidèle législateur humain qui n'a personne au-dessus de lui »<sup>2</sup>.

**INFLUENCE DU « DEFENSOR PACIS »** Cette rapide analyse montre quelle place respective le pape et le concile occupent dans la doctrine du *Defensor pacis* : leur autorité n'est pas comparable ; ils sont, à l'égard l'un de l'autre, dans un rapport de complète subordination. Composé en 1324, le traité de Marsile de Padoue et de Jean de Jandun ne se répandit guère qu'en 1326<sup>3</sup>. Mais il fit tout de suite très grand bruit. Il valut à ses auteurs d'être excommuniés l'année suivante et cités à comparaître en Avignon<sup>4</sup>. Les champions de l'orthodoxie prirent immédiatement la plume pour le réfuter. La bulle *Licet juxta doctrinam*, de Jean XXII,

(1) II, ch. xxi, n° 10, p. 336.

(2) II, ch. xxii, nos 6-9, p. 346-349.

(3) N. VALOIS, *Jean de Jandun et Marsile de Padoue*, loc. cit., p. 587-590 ; G. DE LAGARDE, *La naissance de l'esprit laïque à la fin du Moyen Âge*, t. II, *Marsile de Padoue*, p. 304 et suiv.

(4) J. RIVIÈRE, *Marsile de Padoue*, dans *Dictionnaire de théologie catholique*, t. X, col. 166.

datée du 23 octobre 1327, en condamna solennellement les principales erreurs<sup>1</sup>. C'était la première fois, peut-être, qu'un pape prenait la peine de discuter longuement, dans un document officiel, les idées qu'il frappait de censure. Cette précaution montre déjà l'importance que l'on attachait à cet ouvrage et à quel point l'on craignait son influence. Mais le fait que, par la suite, les apologistes de la papauté mirent la critique de ses thèses à la base de leur argumentation témoigne qu'il connut effectivement le succès : l'on ne bataille pas si ferme contre un ennemi négligeable ; or il est bien certain qu'ils voient dans le *Defensor* le plus redoutable de leurs adversaires<sup>2</sup>. En effet, malgré les anathèmes et les réfutations, le livre des deux maîtres parisiens trouva de nombreux lecteurs parmi les contemporains : nous en avons la preuve dans le fait qu'on le traduisit bientôt en français, et que cette version servit, en 1363, à l'établissement d'un texte italien<sup>3</sup>. Les idées marsiliennes purent se répandre ainsi dans un plus large public. Nous avons vu précédemment ce que doit au *Defensor* le *Songe du Vergier*<sup>4</sup>. Incontestablement, ces idées exercèrent, au xv<sup>e</sup> et au xvi<sup>e</sup> siècles, une influence considérable. On les retrouve dans les polémiques soulevées par les assemblées de Constance et surtout de Bâle<sup>5</sup>. Elles inspirèrent les propagateurs de la Réforme<sup>6</sup>.

Mais l'on aimerait savoir dans quelle mesure en sont tributaires les premiers mémoires conseillant l'appel au concile, tout au début du Grand Schisme. Ont-elles favorisé, en fait, l'élargissement nécessaire, comme nous le disions plus haut, des bases juridiques de cet appel, que la tradition cherchait jusque-là dans la seule hérésie du Pontife romain ? Sur ce point, l'on est réduit aux conjectures. Le *Defensor pacis* n'est pas un livre que l'on cite, quand on a le souci de paraître orthodoxe. Ceux qui, peut-être, l'ont utilisé ont eu la précaution de masquer leurs emprunts : l'on n'avoue pas un parrainage si compromettant.

## § 2. — Le « Dialogue » d'Occam.

MARSILE DE PADOUE ET OCCAM      A vrai dire, il n'était pas indispensable de recourir directement au texte marsilien. Presque tous les arguments que l'on y voit contre

(1) Texte dans MARTÈNE et DURAND, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, col. 704-716 ; bonne analyse dans J. RIVIÈRE, *loc. cit.*, col. 167-172.

(2) Cf. J. RIVIÈRE, *loc. cit.*, col. 173.

(3) Cf. N. VALOIS, *ibid.*, p. 621.

(4) Voir t. I, p. 227. Cette dépendance s'entend des conceptions touchant les rapports de l'Église et de l'État. L'auteur du *Songe* s'est en effet appliqué à expurger le *Defensor* de ses éléments démocratiques. Il n'a donc pu servir à la propagation des idées marsiliennes sur la subordination du pape au concile.

(5) J. RIVIÈRE, *loc. cit.*, col. 174.

(6) *Ibid.*, col. 175.

la suprématie du pape se retrouvent, joints à beaucoup d'autres, dans les écrits du franciscain anglais Guillaume d'Occam, et surtout dans le *Dialogus*<sup>1</sup>. Il serait difficile de nier la parenté de ces ouvrages. La critique s'est demandé si le *Defensor* ne reflétait pas l'influence occamista<sup>2</sup>. Il faut plutôt admettre l'hypothèse inverse. Le *Dialogus* fut achevé autour de 1343<sup>3</sup>. Le *Defensor*, on l'a vu, date de 1324. En 1328, Occam se mit au service de Louis de Bavière<sup>4</sup>, près de qui Marsile de Padoue et Jean de Jandun l'avaient précédé de deux ans. Il les a donc vraisemblablement fréquentés. Il avait lu leur livre quand il travaillait au sien. Et puisqu'on retrouve sous sa plume les thèses des deux maîtres parisiens, force est bien d'admettre une dépendance par rapport à eux<sup>5</sup>.

Il faut s'entendre, cependant. Nous ne disons point qu'Occam prenne à son compte les idées du *Defensor pacis*. Rien n'est plus malaisé que de connaître les opinions personnelles de l'auteur du *Dialogus*<sup>6</sup>. Cet ouvrage, comme l'indique le titre, est censé reproduire une conversation, ou plutôt une série d'entretiens. Un « ami » d'Occam, jouant le rôle d'étudiant, lui pose des questions, des objections, comme à son professeur. Et le maître lui répond. Cela donne à Occam l'occasion d'exposer sur tous les sujets d'organisation ou de politique ecclésiastiques les points de vue les plus divers. « Dis-moi par quelles raisons telle théorie pourrait s'étayer » ; et le maître les fournit. « Dis-moi maintenant comment les partisans de la thèse contraire trouvent moyen de la défendre » ; et voilà alignés les arguments adverses. Quelque part, le maître se dispose à donner son propre avis ; mais le disciple l'arrête : « Non, ne me révèle point ce que tu as dans l'esprit ; ce que je désire entendre, ce sont les réponses que n'importe qui pourrait imaginer ou formuler »<sup>7</sup>. D'ailleurs, dans le prologue

(1) Imprimé dans M. GOLDAST, *Monarchia S. Romani Imperii*, t. II, p. 398-957. La 2<sup>e</sup> partie, *De dogmatibus papae Johannis 22*, n'est pas dialoguée (p. 740-770) et forme, dans l'ensemble, comme une enclave étrangère. Elle avait d'abord paru à part, vers 1333, cf. E. AMANN, *Dictionnaire de théologie catholique*, t. XI, col. 874. L'autre traité où Occam expose des théories sur l'Église s'intitule *Octo quaestionum decisiones*, *ibid.*, p. 313-391 ; mais toutes les idées de ce dernier ouvrage se retrouvent, ou à peu près, dans le *Dialogus*, sous une forme plus développée.

(2) A la suite de la publication, par C. HÖFLER, 1868, d'une allocution consistoriale du pape Clément VI, où l'on lit ceci : *Diversos errores contra potestatem et auctoritatem hujus Sanctae Sedis docuit et docet, et ab illo Guillelmo (Occam) didicit et recepit errores ille Marsilius et multi alii*. Mais ce document est loin d'être d'une authenticité certaine. Cf. E. AMANN, *loc. cit.*, col. 865.

(3) E. AMANN, *loc. cit.*, col. 871.

(4) *Ibid.*, col. 869-872.

(5) C'est d'ailleurs ce qu'a fort bien montré M. G. DE LAGARDE, *Marsile de Padoue et Guillaume d'Ockham*, dans *Revue des Sciences religieuses*, t. XVII, 1937, p. 168 et suiv.

(6) M. DE LAGARDE s'y est efforcé avec succès, dans la mesure du possible : *Marsile de Padoue et Guillaume d'Ockham*, *loc. cit.*, p. 431 et suiv.

(7) Part. I, liv. VI, ch. 34 ; GOLDAST, *loc. cit.*, t. II, p. 504.

même, l'« ami » a préalablement posé ses conditions, en les justifiant. « On désignera ma personne sous le nom de disciple, la tienne sous celui de maître. Tu feras connaître les conceptions diverses..., mais tu n'indiqueras aucunement ce que pense ta sagesse. Non point qu'il faille t'interdire, après avoir exposé les opinions des autres, de donner une conclusion de ton cru, mais tu ne diras pas qu'elle est de toi. Je te demande cela pour deux raisons. Tout d'abord, j'ai tant d'estime pour ta science que si je connaissais ton jugement, je m'efforcerais d'y conformer le mien : or, dans la recherche que je me propose, j'entends ne subir l'influence d'aucune autorité, mais expérimenter la force des arguments et des textes, soumis à mes propres réflexions. En outre, l'amour et la haine, l'orgueil, la colère, la jalousie et les autres passions troublent l'esprit dans la poursuite de la vérité. Si tu dissimules ton avis, et même ton nom, tes amis n'accueilleront pas avec plus de faveur qu'ils ne doivent l'ouvrage que nous projetons de mettre sur pied, ni tes ennemis ne le mépriseront plus qu'il ne mérite : les uns et les autres, ne s'attachant pas à savoir de qui vient telle affirmation, mais l'examinant en elle-même d'un œil serein, s'efforceront davantage de discerner le vrai. Pour les mêmes motifs, tu ne diras jamais ce que tu penses du seigneur pape ni de ses contradicteurs, pas plus que de leurs doctrines respectives ; et pour garder une meilleure réserve, quand tu parleras des personnes, tu les désigneras par une simple initiale et tu tairas leur titre »<sup>1</sup>.

Cette méthode permet à Occam de dérouler, au cours des 529 pages in-folio que comprend le *Dialogue*<sup>2</sup>, la plus savante et la plus capricieuse des arabesques, d'alléguer les textes les plus opposés, de soutenir les thèses les plus contradictoires, sans se départir à aucun moment du ton le plus calme et le plus impersonnel. Veut-on un exemple de sa tranquille hardiesse ? « Nous avons examiné assez longuement, dit le disciple, si le pape peut être hérétique. Passons maintenant au concile général. Risque-t-il, lui-même, de tomber dans l'hérésie ? — Il y en a qui le prétendent, avoue le maître, d'autres le nient. — Pour ma part, réplique le disciple, je crois fermement qu'il ne saurait errer, mais je serais curieux de savoir comment les tenants du contraire défendent leur position. — Par des raisons, explique le maître, et aussi par des exemples ». Et le voilà qui soutient l'opinion la plus hardie que des révolutionnaires aient jamais avancée. Seule l'Église, dans son intégralité, est assurée de garder la vraie foi, car à elle seule nous voyons que le Christ, dans les Écritures authentiques, a promis l'indéfectibilité. Dira-t-on que le concile la représente ? Mais les

(1) GOLDAST, *loc. cit.*, p. 398.

(2) Nous ne comptons pas la 2<sup>e</sup> partie ; cf. plus haut, p. 42, note 1.

représentants d'une société, collègues aussi bien qu'individus, ne jouissent pas nécessairement de tous les privilèges de la communauté qu'ils résument. Le pape, également, synthétise en lui l'Église universelle, il parle et agit en son nom, et pourtant on admet qu'il puisse être hérétique. Concile et Église diffèrent bien l'un de l'autre, puisque l'Église est assurée de vivre jusqu'à la fin des siècles, tandis que le concile, au contraire, est une institution passagère, il est dissous par une autorité humaine. Et pourquoi serait-il infaillible ? Cent, deux cents évêques, pris isolément, pourront se tromper, et ils ne le pourront plus s'ils s'assemblent ? Où a-t-on vu que le fait de se trouver en un même lieu confirme dans la foi ? Sans doute, le Christ a promis d'être au milieu de ceux qui se réuniraient en son nom. Mais cette promesse trouve son application tout aussi bien s'il s'agit des conciles provinciaux ou du chapitre général des Ordres religieux : leurs membres sont également réunis au nom du Seigneur. Prétend-on que ces assemblées soient infaillibles ? Aucun mandat humain ne saurait garantir ceux qui en font l'objet contre le danger de se tromper ; or le concile général est convoqué par des hommes ; d'hommes aussi ceux qui y assistent reçoivent leur délégation ; ils ne sont donc pas, de ce chef, prémunis contre l'erreur. Mais alors, d'où les membres d'un concile général tiendraient-ils le privilège de ne pouvoir faillir ? De leur science personnelle ? Souvent ils ne comptent point parmi les plus brillantes lumières de la chrétienté ; du reste, l'Écriture le dit, Dieu réserve parfois ses inspirations aux simples et il se cache aux yeux des savants. De leur sainteté ? Il n'y a pas que des saints, aux assemblées conciliaires, et d'ailleurs la sainteté n'empêche pas de se fourvoyer. D'une autorité spéciale conférée par leur mandat ? Mais l'autorité n'a rien à voir avec la sécurité doctrinale <sup>1</sup>.

*INFLUENCE DU « DIALOGUE »* Occam n'était sans doute pas un sceptique : il n'aurait pas pris la peine d'écrire tant de traités touchant la vérité chrétienne. Et pourtant, comme il n'attaque rien, ne prouve rien, défend tout aussi bien les théories hérétiques que les conceptions orthodoxes, n'hésite pas à se retrancher, le cas échéant, derrière le manque de documents pour s'établir dans le doute <sup>2</sup>, il laisse une indéniable impression d'indifférence,

(1) Part. I, l. v, ch. 25, *ibid.*, p. 494.

(2) Par exemple, part. III, traité II, l. II, ch. 30, *ibid.*, p. 901 *bis* (les pages 901 et 902 sont répétées deux fois) à propos de la translation de l'Empire au pape : à la question qui lui est posée par le disciple, *quid igitur de facto transtulerunt Romani in papam super Imperium ?* Occam répond : *Respondetur quod nemo potest hic dicere, nisi libere et diligenter vidisset Privilegia papae vel registra fide digna, vel scripturas autenticas de hujusmodi translatione vel collatione juris super Imperium facto papae.*



de détachement : en un mot, de scepticisme. Il est plus corrosif que Marsile de Padoue ; disons mieux : plus dissolvant. Il touche, d'ailleurs, à plus de questions que lui. Le principal intérêt du *Dialogue* est de fournir aux contemporains non seulement une mine à peu près inépuisable, mais un répertoire méthodique, où ils trouveront groupés, coordonnés, tous les arguments bibliques, patristiques, canoniques et rationnels, pour et contre les théories admises par le Moyen Age sur la constitution de l'Église ou les droits de la papauté. Et il ne faut pas se dissimuler que les arguments contraires aux positions orthodoxes, ainsi groupés, produisent un effet de masse assez impressionnant. Le disciple l'avoue lui-même. Après avoir entendu le maître démontrer que l'Église gagnerait à être gouvernée par plusieurs chefs au lieu d'un seul : « Ces raisons, dit-il, me font beaucoup penser »<sup>1</sup>.

*SUBSTANCE DU « DEFENSOR PACIS »* Or, sur les questions qui nous intéressent ici : indépendance plus ou moins absolue du pape à l'égard de toute autorité d'ici-bas, pouvoir que le concile aurait éventuellement sur lui, hors le cas d'hérésie, que trouve-t-on dans le *Dialogue* ? D'abord, les arguments du *Defensor pacis* contre la prétendue suprématie de l'évêque de Rome, mais dépouillés de leur ton agressif et considérés, si l'on ose dire, du point de vue de Sirius. « Au sujet de la primauté de l'Église romaine, on soutient des opinions diverses et opposées. Certains disent que ni saint Pierre, ni aucun de ses successeurs, ni l'Église de Rome n'ont reçu de Dieu ou du Christ le droit de commander aux autres Églises. Ils soutiennent même que le Christ n'a donné à Pierre aucune autorité sur ses compagnons et qu'il n'a pas établi de différence entre un évêque et les autres. Ils s'efforcent d'établir cinq propositions : 1<sup>o</sup>, saint Pierre n'a tenu du Christ aucune supériorité sur le reste des apôtres ; 2<sup>o</sup>, il ne fut pas évêque de Rome ; 3<sup>o</sup>, ce sont les apôtres qui l'ont mis à leur tête ; 4<sup>o</sup>, en vertu de l'institution divine, tous les prêtres ont la même puissance ; 5<sup>o</sup>, la suprématie de l'Église romaine provient de Constantin »<sup>2</sup>. Et voilà chacune de ces propositions suc-

(1) *Ex rationibus istis mihi dedisti occasionem cogitandi quamplura...* Part. III, traité 1, l. 11, ch. 14, *ibid.*, p. 799.

(2) Part. I, l. v, ch. 14, *ibid.*, p. 483. Ces propositions sont développées et soutenues dans les chapitres suivants ; Occam y revient dans la 3<sup>e</sup> partie, traité 1, liv. iv, ch. 1 et suiv., *ibid.*, p. 846 et suiv. Les derniers mots du ch. 8, p. 856, semblent laisser entendre que l'auteur ne partage point, personnellement, la théorie marsilienne. Comme le disciple prétendait que l'ordre du Christ de paître les brebis ne s'adressait pas seulement à saint Pierre, mais à tous les apôtres, et que tous eurent ainsi la même autorité que Pierre, le maître lui répond : *Huic objectioni tuae respondetur quod Christus, qui etiam nunc Ecclesiam non desinit invisibiliter gubernare, secundum apostolum quosdam mediante Petro constituit pastores. Nec apostolus dicit quod Christus dedit absque ministerio Petri quosdam pastores, sed quod dedit pastores, quia dedit eos mediante ministerio et auctoritate*

cessivement étayées de tous les textes possibles, extraits des Évangiles, des épîtres de saint Paul, des écrits des Pères et des glossateurs. N'y insistons pas, nous avons suffisamment parlé de ces thèses en étudiant le *Defensor pacis*.

*ÉGLISE DU CHRIST ET ÉGLISE ROMAINE* Mais Occam soulève, au sujet de la constitution de l'Église, bien d'autres questions, que Marsile de Padoue et Jean de Jandun n'avaient pas même soupçonnées. De cet amas d'arguments résulte l'impression troublante que la papauté n'a, en somme, qu'une importance relative et qu'en tout cas l'on aurait tort de trop se laisser arrêter par la considération des droits du pape, quand l'utilité de la société chrétienne est en jeu. Dans le tableau qu'il trace de ce que pourrait devenir l'Église battue par l'hérésie, les valeurs communément reconnues s'amenuisent et fondent. La véritable Église, l'Église du Christ, est évidemment celle qui garde la vraie foi, celle qui a reçu du Sauveur la promesse de ne point défaillir jusqu'à la fin des siècles<sup>1</sup>. Est-ce l'Église romaine ? La population de Rome, avec les cardinaux, et le pape en tête, peut devenir hérétique. Quand Jésus assurait saint Pierre que sa foi ne sombrerait point, il n'avait pas en vue telle ou telle communauté locale, mais l'ensemble des fidèles. Il visait une société déjà fondée et la chrétienté de Rome n'existait pas encore. D'ailleurs, avant d'être évêque de Rome, saint Pierre le fut d'Antioche, et l'on voit qu'Antioche a cessé d'être catholique. Dans le langage des Pères, lorsqu'ils assurent que la foi de l'Église romaine triomphera de tous les assauts, « romain » signifie catholique, apostolique ; ils désignent, de façon imagée, la partie pour le tout. Qu'a fait saint Pierre à Rome ? Il y a prêché, donné le bon exemple, accompli des miracles, et finalement il y a versé son sang. Mais, tout cela, Jésus-Christ l'a fait à Jérusalem ; et pourtant Jérusalem, évangélisée par Jésus-Christ, témoin de ses prodiges et « consacrée » par sa passion, n'a pas gardé la foi. Or saint Pierre n'est pas plus que son Maître<sup>2</sup>.

*HYPOTHÈSE DE TOUT LE CLERGÉ  
DEVENANT HÉRÉTIQUE*

Occam envisage tranquillement l'éventualité où le clergé tout entier verserait dans l'hérésie. Qu'est-ce qui l'en garantirait ? La connaissance des Écritures ? Bien

*Patri, quod verum est.* Cette finale, *quod verum est*, paraît ne pas appartenir à l'argumentation, mais être ajoutée par l'auteur comme l'expression d'un avis personnel.

(1) Part. I, l. v, ch. 25, *ibid.*, p. 494. Occam revient plusieurs fois sur cette idée, au cours du *Dialogue* : par exemple, même livre, p. 500 (ch. 29 et ch. 30), p. 506 ; part. III, traité I, l. II, ch. 30, *ibid.*, p. 818 ; etc.

(2) Part. I, l. v, ch. 17, 18, *ibid.*, p. 489, 490.

souvent, au contraire, elle favorise les chutes et la plupart des hérésiarques furent de savants clercs. La pureté de la foi repose sur le secours de Dieu, non pas sur le savoir des hommes, et le Christ a choisi, pour leur révéler sa doctrine, des simples et des illettrés. N'a-t-on pas vu défaillir les apôtres eux-mêmes, pourtant instruits par le Sauveur en personne ? L'Évangile nous montre qu'après la Passion tous avaient perdu leur confiance en sa divinité<sup>1</sup>.

**MÊME TOUS LES HOMMES** Bien plus, l'on ne saurait garantir sans témérité que tous les hommes, *viros*, ne tomberont pas dans l'erreur. Ils ne forment pas une Église à part, et les femmes une autre. La véritable Église subsisterait si la foi se maintenait simplement au cœur de quelques femmes. Pourquoi n'en serait-il pas ainsi ? Les hommes jouissent-ils d'assurances spéciales ? On en a vu suivre en masse les fauteurs d'hérésie ; rien ne prouve qu'un jour ils ne les suivront pas en totalité. A moins d'une révélation divine, aucun mortel ne saurait assurer qu'il y aura sur terre, à un moment donné, plus de fidèles que dans l'arche de Noé. Les péchés des chrétiens peuvent être tels que Dieu permette aux Sarrasins ou à d'autres mécréants d'occuper tout l'univers, si bien que l'Église résiderait dans deux ou trois individus, réduits à se terrer dans des cavernes. Bien plus, la vraie foi pourrait disparaître de l'âme de tous les adultes, sans exception, de quiconque a atteint l'âge de raison ; il suffirait que subsistassent quelques enfants baptisés : ils conserveraient la foi à l'état d'*habitus*, et ce sont eux qui formeraient l'Église<sup>2</sup>. Dans de telles hypothèses, la suprématie de l'évêque de Rome perd, évidemment, un peu de son relief.

**PAPES MULTIPLES** Aussi bien, la présence d'un pape unique à la tête de l'Église n'est-elle pas un simple phénomène temporaire, accidentel ? On peut se demander s'il ne vaudrait pas mieux que la société chrétienne eût plusieurs chefs. Aucune injustice ne saurait être véritablement un bien pour l'Église ; or, préposer à tous les fidèles un homme qui vaut moins que beaucoup d'entre eux, n'est-ce pas injuste ? On donne au pape le titre de pasteur : n'est « pasteur » que celui en face de qui le reste mérite d'être qualifié de « troupeau » ; cette opposition ne se justifie que par une valeur exceptionnelle, par des mérites transcendants. Doit-on moins exiger d'un chef religieux que d'un chef civil ? Pour qu'un seul commande légitimement à tous, il faut, dit Aristote, qu'il se distingue

(1) Part. I, l. v, ch. 29, *ibid.*, p. 498.

(2) Part. I, l. v, ch. 32, 34 et 35, *ibid.*, p. 503, 504, 505.

de la masse autant qu'un dieu, ou qu'un héros, se distingue des simples mortels ; autrement, il serait inique d'établir une telle différence, et qui dure toute une vie. Si donc on ne trouve pas, dans l'Église, un homme qui s'impose à tous, sans conteste, par sa science et sa vertu, il n'y a pas lieu de créer un pape ; que l'on choisisse de préférence, parmi les meilleurs, plusieurs chefs, revêtus d'un pouvoir égal. Comme le remarque encore Aristote, un concert plaît davantage qu'un solo, plus il y a d'yeux mieux on voit, et une cité est mieux gouvernée par plusieurs bons chefs que par un seul. Aussi les apôtres eux-mêmes conféraient-ils entre eux quand il fallait prendre une mesure grave. Et puis, il faut compter avec les passions ; il est plus malaisé de corrompre tout un groupe qu'un individu isolé. Mais pour l'Église en particulier, l'unité de commandement apparaît chose dangereuse. Que demande-t-on d'un monarque, en effet, sinon que sa présence se fasse sentir partout, pour le maintien de la justice, pour le châtement de l'iniquité ? Mais ce rôle nécessite de grosses dépenses, et par conséquent des ressources abondantes. L'Église, au contraire, ne devrait pas en avoir. Que de guerres, de dissensions, de troubles politiques, de sacs de villes, de maux de toute sorte auraient été épargnés dans le passé, si l'Église romaine fût restée pauvre <sup>1</sup> !

**CAS DE NÉCESSITÉ** Admettons toutefois si l'on veut, que le gouvernement d'un seul soit préférable en théorie : il ne s'ensuit pas qu'il convienne à tous les temps. Une société garde toujours le pouvoir de modifier sa constitution suivant que l'exigent les circonstances. A cette règle, l'Église ne fait pas exception. En mettant saint Pierre à sa tête, le Christ l'a dotée de la forme idéale de gouvernement ; mais il ne l'a point privée, pour autant, du droit d'en changer en cas de nécessité ou d'utilité manifeste. Elle reste libre, si le bien général le requiert, de ne point se donner de pape ou de s'en donner plusieurs. Les préceptes du Christ, en effet, doivent être interprétés. Ce qu'il faut chercher, ce sont ses intentions profondes ; elles diffèrent parfois beaucoup de ce que les mots sembleraient indiquer de prime abord ; la nécessité, une grande utilité, peuvent rendre licite, parfois, le contraire de ce que l'on tient pour une institution évangélique. Jésus-Christ n'a pas dit expressément « faites un pape après saint Pierre ». Mais il a dit expressément de ne pas résister au mal et de tendre la joue gauche si l'on est frappé sur la droite : *Ego autem dico vobis*. Et pourtant nous voyons saint Paul, frappé par l'ordre du grand prêtre, lui crier : « Dieu te frappera toi-

(1) Part. III, traité 1, l. II, ch. 2, 11, 13, *ibid.*, p. 790, 798.

même, muraille blanchie ! » Si donc l'Église doit avoir un souverain Pontife, cela s'entend des cas où c'est expédient. S'avère-t-il préférable qu'elle en ait plusieurs ? Alors, qu'elle les crée. Il y a une façon de vivre suivant le Christ en temps normal, et une autre en temps de nécessités particulières <sup>1</sup>.

*UNITÉ DE L'ÉGLISE* On objectera que le Christ a voulu son Église une, et qu'il n'est pas loisible de rompre cette unité. Mais l'unité n'est pas incompatible avec l'existence de plusieurs chefs. L'Église est une, même quand elle n'a point de pape, ce qui arrive fréquemment, à l'époque des vacances. Elle le serait également si elle en avait plusieurs : à la condition, bien entendu, que chacun d'eux ne prétendît pas être le seul vrai, car c'est en cela que consiste le schisme. Si la nécessité ou l'utilité s'en manifestait, l'on ne voit pas pourquoi les fidèles ne s'entendraient pas pour élire plusieurs papes, qui les gouverneraient d'un commun accord ; il n'y aurait de division ni entre les chefs ni entre les sujets, et par conséquent pas de schisme. Il était bien de règle, autrefois, de ne point donner deux évêques à une même Église locale ; et cependant, pour l'utilité de celle d'Hippone, saint Augustin fut adjoint à Valère. Les textes de saint Cyprien, que l'on oppose à cette thèse, ne prouvent rien contre elle. En effet, le cas qu'ils visent est tout différent : Corneille et Novatien se prétendaient chacun seul possesseur légitime du siège de Rome. Mais s'ils s'étaient associés pacifiquement, du consentement du peuple catholique, l'unité n'eût pas été en cause. Qu'il n'y ait pas de pape, qu'il y en ait un, qu'il y en ait plusieurs, l'essentiel est que les fidèles gardent entre eux la concorde et l'union. Sans doute, l'unité de pontificat représente mieux l'unité de l'Église ; aussi voyons-nous qu'on s'y tient en temps normal ; mais en cas de nécessité, et même d'utilité sérieuse, on pourrait légitimement adopter une autre pratique. Ce qui donne à l'Église son unité essentielle, c'est sa tête, qui est le Christ ; sous lui, rien n'empêcherait que plusieurs papes fussent, par exemple, préposés à certaines contrées. Quand une communauté devient trop nombreuse, se répand en des pays trop divers, l'on peut craindre, en effet, qu'un seul chef ne soit incapable de la bien diriger. La création de papes multiples aurait un autre avantage : elle obvierrait au danger d'une perversion trop générale, qui risquerait de se produire dans l'hypothèse où un pape unique tomberait dans l'hérésie et s'en ferait le champion. L'univers est gouverné par plu-

(1) Part. III, traité 1, l. II, ch. 20, 22, 24, *ibid.*, p. 806, 809, 811 ; l. IV, ch. 23, *ibid.*, p. 865 ; traité II, l. I, ch. 5, *ibid.*, p. 876 ; cf. *Octo quaestionum*, question III, ch. 7, *ibid.*, p. 352.  
Martin. — II.

sieurs rois : et cela est certainement mieux que s'il n'y en avait qu'un seul <sup>1</sup>.

LE PAPE N'EST PAS NÉCESSAIREMENT  
L'ÉVÊQUE DE ROME

En tout cas, si l'on tient à n'avoir qu'un pape, l'on ne voit pas pourquoi ce serait nécessairement l'évêque de Rome. Rome, dit-on, est le siège de saint Pierre ; mais Antioche le fut avant Rome ; elle fut donc, avant Rome, la tête de la catholicité. Et qui sait si Rome ne tombera pas, un jour, aux mains des Musulmans ? Passée à l'infidélité, elle cesserait, bien entendu, d'être la mère des Églises. Les catholiques de l'univers s'arrangeraient pour élire un pape, leur chef à tous. Qu'il prenne le titre d'évêque de Rome, il le pourrait : on voit bien des patriarches catholiques de Constantinople, d'Alexandrie ou d'Antioche ; mais ils n'ont aucun rapport, en fait, avec ces villes. De même, le pape reste libre de transférer son siège papal ailleurs, comme saint Pierre quitta Antioche. L'Église universelle peut être gouvernée tout aussi bien de Lyon que de Rome. Rome peut manquer, comme Paris, Gênes ou Constance, l'Église n'en subsistera pas moins. Si elle disparaît d'Europe, elle se retrouvera « en Syrie, en Égypte, en Éthiopie, aux Indes, ailleurs, où Dieu voudra » <sup>2</sup>.

LA RÉALITÉ Mais laissons les hypothèses et tenons-nous à la réalité ; il y a un pape, un seul, et c'est l'évêque de Rome : de quel pouvoir dispose-t-il ? « Les opinions, là-dessus, sont diverses et opposées ». Il y en a d'extrêmes. Certains reconnaissent au Pontife suprême une souveraineté absolue et de droit divin sur le spirituel et sur le temporel, à telle enseigne que son bon plaisir n'est limité que par le droit divin, naturel ou positif ; d'autres lui dénie toute suprématie, étant donné, selon eux, que le Christ n'a établi aucun degré entre membres du sacerdoce. Quelques-uns tiennent le milieu, restreignant au domaine spirituel l'autorité du pape ou distinguant, dans ses pouvoirs, une part qui lui vient de Dieu et une autre qu'il a reçue des hommes <sup>3</sup>. D'après les partisans de cette dernière opinion, le Christ aurait donné au successeur de saint Pierre toute puissance au for de la conscience, un droit plénier d'enseignement par rapport à tous les fidèles, sans distinction, la faculté de pourvoir aux charges ecclésiastiques. Comme le pape est la tête de l'Église militante, on peut ajouter que le Christ a également voulu qu'on lui

(1) Part. III, traité I, l. III, ch. 25, 30, *ibid.*, p. 812, 818.

(2) Part. I, l. V, ch. 23, 24, *ibid.*, p. 491-494 ; part. III, traité II, l. III, ch. 8, *ibid.*, p. 937.

(3) Part. III, traité I, l. I, ch. 1, *ibid.*, p. 772.

soumit les difficultés les plus graves. Mais le gouvernement proprement dit, ce sont les canons qui le lui attribuent. Ce sont eux, en effet, qui lui réservent le droit de convoquer le synode général, qui lui permettent de recevoir les appels de l'univers entier, qui interdisent qu'on appelle de ses sentences, qui le font ainsi juge de tous et l'exemptent de tout jugement. Eux, également, qui imposent à tous l'obéissance à ses décrets, qui lui réservent les causes majeures. Or, les canons sont l'œuvre des conciles, et par conséquent des hommes <sup>1</sup>.

*POUVOIR LÉGITIME DU PAPE*

Mais voici une conception plus nuancée, qui paraît bien avoir les sympathies du « narrateur », à en juger par le soin et la complaisance qu'il met à l'exposer. Le pape tiendrait du Christ, au spirituel et au temporel, un pouvoir tempéré, suffisant pour lui permettre de gouverner sagement la communauté des fidèles, mais assez restreint pour échapper au danger de tyrannie, respectueux de la liberté qu'accordent aux chrétiens le droit naturel, le droit des gens et les lois civiles. Ainsi, le pape a toute autorité sur les institutions qui ne trouvent leur fondement que dans l'Évangile : administration des sacrements, ordination des prêtres, formation du clergé, recrutement de ceux qui doivent instruire le peuple, etc. Mais il ne lui appartient pas d'imposer l'obéissance à ce que la loi évangélique ne prescrit point et se contente de conseiller : s'il le faisait hors du cas de nécessité, son ordre serait sans effet et l'on n'aurait pas à tenir compte des censures qui le renforceraient. Le Christ ne lui a pas donné de ces pouvoirs dont l'usage entraînerait facilement pour la communauté de graves préjudices. Le droit de désigner le mode d'élection de son successeur entre apparemment dans cette catégorie ; s'il le tenait du Christ, en effet, et qu'après avoir aboli un mode de désignation il négligeât d'en déterminer à temps un nouveau, la communauté chrétienne se trouverait privée de la possibilité de se choisir un Pontife, et cela paraît incompatible avec le bien commun. Au point de vue temporel, il a droit à la liberté ; si donc il était choisi parmi les esclaves ou les serfs, son élection l'affranchirait *ipso jure*. Il jouit du pouvoir coercitif, mais dans la mesure où son exercice ne préjudicie pas notablement aux droits d'un tiers. Par exemple, il peut punir un serf coupable de délit ecclésiastique, mais à la condition de ne point causer à son seigneur innocent un dommage appréciable. En face de lui, l'empereur, les rois, les princes, gardent leur pleine souveraineté et ses excommunications sont nulles si elles tendent à leur imposer l'obéissance

(1) Part. III, traité 1, I. 1, ch. 11, *ibid.*, p. 782.

dans les choses temporelles, qui restent leur domaine. Pour ce qui regarde les biens matériels, il convient de se garder de deux excès : refuser au pape la faculté de rien exiger et faire de lui le maître de tout ; il a le droit de revendiquer les ressources nécessaires à son entretien et à l'exercice de sa fonction. Bref, le Christ a investi le successeur de saint Pierre des pouvoirs conditionnés par l'utilité des fidèles, d'une autorité qui lui permette d'accomplir sa tâche *provide*, avec une sage mesure, et sans danger, *non periculose*. Tout le reste est venu à la papauté de source humaine, par concession expresse ou tacite, ou grâce à la « négligence » et à la « malice » de ceux qui l'ont laissé faire. Cela explique que tous les papes n'ont pas eu, à travers les âges, une puissance égale ni également bienfaisante<sup>1</sup>. Occam n'ajoute pas, mais on le devine, que ce que des hommes ont donné, d'autres peuvent le reprendre.

En somme, l'auteur du *Dialogue* christianise, pour ainsi dire, le vieux principe romain *Salus populi suprema lex esto*. Le fondateur de l'Église s'est proposé, avant tout, l'intérêt général de la société catholique. Le chef de celle-ci ne peut rien revendiquer, au nom d'une concession du Christ, qui soit de nature à porter préjudice au bien commun. On devine ce que dut avoir de séduisant, au temps du Grand Schisme, une pareille conception. Occam la professe également à propos du concile. Là encore, nous avons un des rares passages où il semble que l'on puisse discerner son avis personnel. Examinant si le concile ne peut pas être assemblé, de manière légitime, autrement que par le pape : « Il ne faut pas, conclut-il, repousser le témoignage des souverains Pontifes, affirmant que le concile ne peut pas être réuni sans leur autorité ; mais il faut le bien entendre, et ne point l'interpréter au détriment de la foi chrétienne, qui doit être de toute façon préférée au souverain Pontife, même s'il est catholique »<sup>2</sup>. Voilà bien ce dont on avait besoin pour recourir au concile général, dans les conjonctures où se trouve l'Église à partir de 1378.

*SUCCÈS D'OCCAM* Bien qu'Occam se soit révolté contre le Saint-Siège, qu'il ait bataillé en faveur de Louis de Bavière et de l'Ordre franciscain auquel il appartenait lui-même, ses œuvres sur la puissance ecclésiastique ne firent jamais l'objet de condamnations spéciales. Il faut attendre le xvi<sup>e</sup> siècle, et le premier *Index*, publié en exécution des décrets du concile de Trente, pour les

(1) Part. III, traité 1, l. 1, ch. 17, *ibid.*, p. 786.

(2) *Propter quod, ut dicitur, auctoritates summorum pontificum asserentium quod concilium generale absque auctoritate papae congregari non debet nequaquam sunt negandae: sed sunt sane intelligendae, ut nullo modo interpretentur in praejudicium fidei christianae, quae summo pontifici, etiam catholico, est modis omnibus praeferenda.* Part. I, l. vii, ch. 84, *ibid.*, p. 603.



voir inscrites parmi les « livres prohibés <sup>1</sup> ». Aussi ne participèrent-elles point à l'ostracisme dont les écrivains soucieux d'orthodoxie frappèrent le *Defensor*. L'on commence seulement à étudier l'influence qu'exerça, au point de vue théologique et surtout philosophique, celui que le x<sup>v</sup><sup>e</sup> siècle devait nommer le « Docteur invincible », l'*Inceptor venerabilis* du Nominalisme. Mais on tient déjà pour certain qu'elle fut considérable et domina très vite les universités. Les idées occamistes révolutionnaient les jeunes cerveaux de la rue au Fouarre dès avant 1339 <sup>2</sup>. Quand le *Dialogue* parvint à Paris, la célébrité de son auteur devait le préserver de passer inaperçu. En fait, nous voyons les maîtres parisiens de la seconde moitié du xiv<sup>e</sup> siècle l'utiliser largement. Pierre d'Ailly en est tributaire dès ses premières œuvres. Dans sa thèse de vespéries <sup>3</sup>, soutenue devant la Faculté de théologie au mois d'avril 1381, il reprend les opinions exposées par Occam, après Marsile de Padoue, sur l'égalité de tous les prêtres, sur l'impossibilité de fonder sur le droit divin la primauté papale ; il distingue le souverain Pontife et le pontife romain, qui peuvent être fort bien des personnages différents ; il envisage l'hypothèse de toute l'Église tombant dans l'hérésie, à l'exception de quelques enfants : le jour de la Passion, dit-il, elle se retrouva dans la seule Vierge Marie, les apôtres ayant perdu la foi ; il rappelle qu'Antioche fut le siège de saint Pierre et la tête des Églises avant Rome. Même contribution du *Dialogue* à la thèse *de resumpta* <sup>4</sup>, où l'on retrouve, notamment, l'exposé d'Occam sur le concile général et l'affirmation que les mandataires ne jouissent pas nécessairement de tous les privilèges de la communauté qu'ils représentent <sup>5</sup>. Un autre maître parisien, Jean Courtecuisse, emprunte à Occam près de la moitié du traité qu'il consacre, vers la même époque, à « la foi, l'Église, le Pontife romain et le concile général ». Sauf la première partie, qui concerne la foi, tout le reste est plus ou moins tiré du *Dialogue* <sup>6</sup>. Et dans ces trois écrits, c'est la même méthode du *pro et contra*, chère au franciscain anglais.

(1) E. AMANN, dans *Dictionnaire de théologie catholique*, t. XI, col. 869-872, 903 ; P. VIGNAUX, *ibid.*, col. 888.

(2) *Ibid.*, col. 896.

(3) On sait que le doctorat en théologie s'obtenait, à Paris, moyennant la soutenance de trois thèses, celle de vespéries, l'aulique et celle *de resumpta* ; la seconde était soutenue au palais épiscopal. La thèse de vespéries de P. d'AILLY s'intitule *Utrum Petri Ecclesia lege reguletur* ; elle a été imprimée parmi les œuvres de J. GERSON, éd. d'ELLIES DU PIN, Anvers, 1706, t. I, col. 662-671. Les passages que nous visons se trouvent surtout col. 667-671.

(4) *Utrum Petri Ecclesia rege gubernetur, lege reguletur, fide confirmetur, jure dominetur*, *ibid.*, col. 672-693.

(5) Col. 689.

(6) *Johannis Breviscoxae, Doctoris parisiensis in sacra theologia, tractatus de fide et Ecclesia, romano pontifice et concilio generali*, imprimé parmi les œuvres de J. GERSON, éd. d'ELLIES DU PIN, t. I, col. 806-903. La dépendance d'Occam est surtout sensible à partir de la col. 872.

En exposant tour à tour, et avec la même force, les thèses les plus contradictoires, Occam se prêtait à toutes les utilisations. Il ne faut donc pas s'étonner si les partisans de la « voie de cession » se recommandent de lui pour légitimer la soustraction d'obédience<sup>1</sup>. Mais avant eux les partisans de la voie de concile recoururent à ses arguments pour démontrer que le meilleur moyen de ramener l'unité était de s'en remettre à la décision souveraine de l'Église assemblée.

(1) Voir plus haut, t. I, p. 347-348.

### CHAPITRE III

## A LA RECHERCHE D'UN REMÈDE AU SCHISME

Dès l'origine du schisme, beaucoup de catholiques mirent leur espoir dans le concile général. Non seulement il apparaissait comme le moyen auquel l'Église avait recouru dans les plus graves difficultés de son histoire, mais, depuis un siècle, on invoquait son autorité avec tant d'insistance qu'il s'imposait tout naturellement à l'esprit des contemporains<sup>1</sup>. Des voix s'élevèrent pour en réclamer la convocation aussitôt que la majorité des cardinaux, alléguant la pression exercée sur le conclave, eût répandu des doutes sur la légitimité d'Urbain VI. L'élection de Clément VII parut rendre plus urgente encore la nécessité d'une pareille assemblée, et jusqu'en 1382 l'on ne cessa d'insister pour qu'elle se réunît. Sans doute, beaucoup de partisans du concile ne s'embarrassaient guère de considérations spéculatives : ils se contentaient d'évoquer les maux qu'engendraient l'incertitude ou la division, les dangers qu'elles faisaient courir à la discipline et même à la foi, et ils prônaient ce moyen comme le seul apte à les conjurer. Mais d'autres se préoccupaient du côté juridique du problème et apercevaient l'importance de ne rien faire qui ne fût régulier. Il nous importe de connaître les raisons qu'ils avançaient pour justifier leur demande : elles fourniront son noyau à la théorie qui triomphera quelque trente-cinq ans plus tard.

#### § 1. — Premiers tâtonnements.

##### *PROPOSITION DES CARDINAUX URBANISTES*

Il n'y a pas grand'chose à tirer, à ce point de vue, de l'attitude que prirent, dès le mois d'août 1378, les trois cardinaux italiens restés fidèles à l'élu du 8 avril. Jacques Orsini, cardinal diacre de Saint-Georges *in Velabro*, Pierre Corsini, évêque de Porto, mieux connu sous le nom de cardinal de Florence, et Simon de Borsano, du titre de Saints-Jean-et-Paul, surnommé cardinal de Milan, proposèrent, en effet, la réunion d'un synode œcuménique<sup>2</sup>. Mais d'après

(1) Appels des Colonna en 1297, de Philippe le Bel en 1303 ; en 1311, concile de Vienne, sous Clément V ; en 1324, appel de Louis de Bavière et des Franciscains.

(2) BARONIUS-THIEINER, *Annales ecclesiastici*, an. 1379, n° 3, t. XXVI, 1872, p. 351. Cf. N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. I, p. 76.

les déclarations d'Orsini sur son lit de mort, on voit qu'ils en attendaient la convocation d'Urbain VI, lequel leur laissait espérer qu'il s'y prêterait<sup>1</sup>. On aurait eu alors le cas, familier aux canonistes, du Pontife romain soumettant lui-même sa propre cause au concile. Rien n'eût été plus conforme au droit traditionnel.

PAS DE NOUVEAUTÉ A L'ASSEMBLÉE  
DE PARIS DE 1378

Il semble bien que l'assemblée réunie par Charles V à Paris, le 11 septembre 1378, et qui

compta « grand arroy de prelates et d'abbés et de theologiens »<sup>2</sup>, soit restée, à peu de chose près, fidèle aux mêmes conceptions. A ce moment, il n'y avait encore qu'un pape, mais les cardinaux affirmaient ne lui avoir donné leurs suffrages que menacés par la foule et en danger pour leur vie. Qui jugera de la validité de l'élection, se demanda l'assemblée ? Les cardinaux ? On ne peut pourtant pas leur soumettre l'examen de leurs propres affirmations. Un fort parti inclina vers la réunion d'un concile. Mais qui le convoquerait ? Les patriarches, risquèrent quelques voix ; ou bien les princes, d'un commun accord. Ces suggestions manquaient de consistance. L'attention paraît s'être surtout fixée sur cette alternative : ou considérer, en attendant, le Saint-Siège comme vacant et remettre la convocation au Sacré Collège, organe de gouvernement de l'interrègne ; ou mieux, tenir provisoirement Urbain VI pour vrai pape et tâcher de l'amener à convoquer lui-même le concile, à la décision duquel il se remettrait<sup>3</sup>. Ainsi, on voyait mal la possibilité de se passer de la papauté. Les « saiges docteurs » parisiens, pris au dépourvu, ne regardent encore que vers les sentiers battus.

NI EN ESPAGNE EN 1379

Le même état d'esprit se retrouve en Espagne, vers le mois de septembre 1379. Sollicité par Charles V de prendre parti pour Clément VII, le roi de Cas-

(1) BARONIUS-THEINER, *ibid.*

(2) N. VALOIS, *op. cit.*, t. I, p. 103, note 2.

(3) BARONIUS-THEINER, *loc. cit.*, an. 1378, n° 42, p. 312. L'annaliste, transcrivant un manuscrit avignonnais transporté à Rome, relate : ... *Decimo, non videtur, cum reverentia, ut multi jurisperiti disceptant, ad alium judicem recurrendum nisi ad concilium generale, quod concilium in hac disceptatione est verus iudex. Quis autem haberet in hoc casu concilium congregare, diversae fuerunt sententiae : super hoc affirmanter dicebant aliqui, quod ad illum qui erat in possessione papatus, et sic ipso concilio posset causam suam submittere, etc.* Après quoi il résume, en laissant paraître ses sentiments personnels : *Cum hi sapientes egregie sentirent. dissensere alii dicentes concilium non ab Urbano, sed a cardinalibus cogendum ; alii sensere indicendum a patriarchis, alii a principibus consensu unanimi decernendum, ad quod Urbanus et cardinales vocandi essent.* Une dernière possibilité fut aussi envisagée : *Ultimo, inquiunt Acta, tactum fuit quod pendente via tractatus inter partes, principes singulares super hoc concordet et adunati facerent generale concilium congregari, ut si ad concordiam partes non possent devenire, referretur negotium ad concilium praedictum.* P. 313.

tille, Jean I<sup>er</sup>, lui répondit en louant son zèle et en l'assurant que lui-même souhaitait ardemment le rétablissement de l'union ; mais leur avis différait sur le choix des moyens. « L'éternel médecin ne dispose, en pareil cas, que d'un seul remède : la réunion d'un concile général de toute la catholicité »<sup>1</sup>. Le conseiller de Jean I<sup>er</sup> pour les affaires religieuses était l'archevêque de Tolède, Pierre Tenorio. S'il n'a pas rédigé la lettre du roi, au moins l'a-t-il inspirée<sup>2</sup>. Or, nous savons comment il envisageait la question de droit. Le cardinal diacre de Saint-Eustache, Pierre Flandrin, lui avait adressé un mémoire pour démontrer l'invalidité de l'élection d'Urbain VI. Dans la longue réponse qu'il lui écrivit, Tenorio expose les doutes que lui laisse la lecture de ce réquisitoire. Il croit beaucoup plus sûr de s'en remettre au concile, et il adopte, sur le point de la convocation, une solution analogue, en substance, à celle de l'assemblée parisienne. « Mais si cette affaire relève du concile, écrit-il, qui le convoquera et lui donnera l'autorité judiciaire ? Car un concile ne peut être convoqué que par le pape ou son légat, et il tient du pape son autorité. Or, maintenant il n'y a point de pape, puisque l'on prétend que le siège est vacant. Je réponds en toute humilité qu'il sera convoqué par le collège des très révérends seigneurs cardinaux : ils succèdent, en pareil cas, à la juridiction papale... Mais si cette procédure n'agrée pas à votre très révérende paternité, je dis que pour plus de sûreté on pourrait faire réunir le concile par les deux élus, d'accord avec le collège des très révérends seigneurs cardinaux : de cette façon aucun doute ne sera plus possible sur sa légitimité »<sup>3</sup>. En somme, la question de la supériorité du concile sur le pape ne se pose pas encore et l'on reste sur les positions classiques.

(1) N. VALOIS, *op. cit.*, t. I, p. 206.

(2) *Ibid.*, p. 207.

(3) *Venio igitur ad primum articulum sub illa VIII q. comprehensum et per vos subtilissime et copiose discussum ; et quaero si ad cardinales non spectat ista determinatio, ad quem igitur spectabit ? Cum supportatione et determinatione vestra, videtur quod ad concilium : quia ista causa totam universalem ecclesiam tangit. Igitur per regulas juris ab omnibus decidi debet quod omnes tangit etc. Hoc tenet expresse glossa in c. si duo forte, LXXIX di. ; cum quo tenet Archidiaconus pro ipsa glossa, allegando VI q., c. I. Cum igitur sint duo doctores antiqui reddentes generalem juridicam rationem, et suspicit cardinales quod essent iudices in facto proprio, stemus eorum consilio et opinioni, postquam non habemus aliquod jus expressum in contrarium.*

*Sed si ad concilium spectat, quis convocabit concilium et praestabit auctoritatem judicariam, cum non possit concilium convocari, nisi per papam vel ejus legatum, et ipsum concilium recipiat auctoritatem ab ipso papa, qui modo non est, cum sedes dicatur vacare ? Respondeo cum supportatione vestra et omnimoda determinatione et dico quod revocabitur per coetum reverendissimorum dominorum cardinalium, qui hoc casu succedunt in jurisdictione papali... Sed si hoc non placet reverendissimas paternitati vestrae, dico quod ad majorem cautelam convocetur concilium per utrumque electum una cum coetu reverendissimorum dominorum cardinalium : et in hoc casu cessabit omnis dubitatio. MARTÈNE et DURAND, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, col. 1117. C'est à tort que ces auteurs fixent la date de cette lettre circa an. 1381. N. VALOIS montre qu'elle est du mois de septembre 1379, *loc. cit.*, p. 205, 207.*

## ARGUMENTATION DES OPPOSANTS

Il semble que l'on fut amené à en sortir par l'argumentation même des opposants. Que répondent, en effet, les adversaires du concile, aussi bien à Paris qu'à Anagni, puis à Fondi, où les cardinaux anti-urbanistes se retirèrent entre les deux élections ? Qu'un concile ne peut être assemblé que par le pape, sous peine d'être un simple « conventicule », sans aucune autorité. Or, il n'y a point de pape en ce moment. Après l'élection de Clément VII, ils raisonnent ainsi : en admettant que le vrai pape convoque le concile et le préside, l'autre et ses partisans n'y viendront pas et ce sera peine perdue ; si on le laisse convoquer par l'antipape, ses décrets n'auront aucune valeur<sup>1</sup>. C'est pour sortir de ce dilemme que fut mise au point la théorie que l'Église, en cas de nécessité, peut se réunir sans le pape et que ses décisions lui sont supérieures. L'on ne peut guère douter qu'elle ne s'élabora dans l'université de Paris et grâce aux idées répandues par Occam.

## TRAVAIL FÉCOND A L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'Université, comme Charles V, avait d'abord reconnu Urbain VI. Elle ne suivit pas le roi sans hésitation quand, un peu plus tard, impressionné par les rapports des cardinaux, il prit parti pour Clément VII. Le 8 janvier 1379, elle se présenta au Louvre en plein désarroi, suppliant qu'on lui permît de ne point brusquer sa détermination : certains de ses membres penchent vers Urbain, d'autres vers Clément, d'autres restent en suspens. Au mois de mai, la majorité se prononça pour Clément, mais à la suite de laborieuses discussions et presque contrainte par le roi, qui lui avait fait entrevoir son « desplesir ». Après la mort de Charles V, elle essaya de retrouver son indépendance. Le 20 mai 1381, elle se réunit en assemblée plénière au couvent des Bernardins et les quatre Facultés, de théologie, de droit, de médecine et des arts tombèrent d'accord que

(1) Voir BARONIUS-TREINER, *loc. cit.*, t. XXVI, p. 313 : *Ad primum, inquit, venio et dico quod concilium nec potest vocari nec fieri in isto casu, quod sic probatur : omne concilium debet congregari per habentem auctoritatem et praesidentiam judicariam super illos qui ad concilium vocantur et super personas quarum causae in concilio terminantur. Ergo in hoc casu concilium non potest congregari : consequentia tenet, ideo quia. Sed apostolica vacante, super cardinales et illum qui de papatu contendit nullus vivens jurisdictionem aliquam seu praesidentiam habet... Omne concilium generale recipit consilium a papa et quae ibi statuuntur et declarantur ab auctoritate papae recipiunt efficaciam. Ergo in hoc casu non potest celebrari concilium. Consequens ex se notum est, quia ubi deficit papa et ejus auctoritas deficit... Revera non posset congregari. Quaero enim per quem ? Per eum qui praetenditur intrusus ? Non ; cum et paulo infra non sit ibi obediendum... etc.* (réponse du cardinal de Saint-Eustache, Pierre Flandrin, aux card. italiens partisans du concile, en 1378). — *Ibid.*, p. 351 : *Serto, dico quod in tanto schismate non potest vocari concilium generale, quia vel vocaret ipsum verus papa dominus Clemens, vel antipapa. Si verus papa, tum non venirent adherentes antipapae. Si vero antipapa vocaret, non potest dare auctoritatem, non potest diffinire nec determinare, et adherentes domino Clementi non venirent* (réponse des Clémentins aux nouvelles instances des cardinaux urbanistes, en 1379).

le concile général était la voie la plus sûre pour sortir du schisme. Elles décidèrent d'employer tous leurs efforts à la faire adopter<sup>1</sup>. Nous pouvons connaître les raisons par lesquelles l'Université défendait son avis, grâce aux écrits que nous ont laissés sur ce sujet deux des plus célèbres professeurs de la Faculté de théologie, allemands l'un et l'autre et qui, d'ailleurs, quittèrent Paris quand s'évanouit tout espoir de faire aboutir la solution qu'ils préconisaient.

## § 2. — Conrad de Gelnhausen.

CONRAD DE GELNHAUSEN composa son *Epistola concordiae* au mois de mai 1380<sup>2</sup>. Il s'y adresse à Charles V, et ce n'est point là un artifice de style. Il s'était entretenu avec lui de la question du schisme et il ne lui avait pas dissimulé qu'à son avis le concile pouvait seul, à moins d'un miracle, y mettre fin. Le roi lui avait demandé le résumé écrit de sa démonstration et Conrad le lui avait envoyé sans retard. Mais ensuite il avait lu, ou relu, des « traités subtils » où des maîtres « dont il n'était pas digne de dénouer les chaussures » soutenaient des thèses absolument opposées à la sienne. « Anxieux, effrayé », il s'est demandé s'il n'était point au-dessus de ses forces de contredire, auprès d'un si auguste correspondant, des hommes pleins de sagesse, qui étaient ses maîtres. Cependant, il a réfléchi : en se taisant, il trahirait son maître suprême, Jésus-Christ. Confiant dans la clémence de celui qui lui a mis, naguère, la plume en main, il lui envoie donc ces développements complémentaires<sup>3</sup>.

(1) N. VALOIS, *op. cit.*, t. I, p. 94-96, 120-123, 137-139, 337-339.

(2) Texte dans MARTÈNE et DURAND, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, col. 1200-1226, *Conradi de Geilenhusen ecclesiae Wormatiensis praepositi, tractatus de congregando concilio tempore schismatis*. Cf. A. KNEER, *Die Entstehung der konziliaren Theorie*, 1893, p. 48-60 (*Römische Quartalschrift für christ. Alterthumskunde und für Kirchengeschichte*, Erstes Supplementheft) ; N. VALOIS, *op. cit.*, t. I, p. 324-325 ; K. HIRSCH, *Die Ausbildung der konziliaren Theorie im XIV. Jahrhundert*, 1903, p. 76-82 (dans les *Theologische Studien der Leo-Gesellschaft*).

(3) *Quae quidem benedicta pax et unitas salubriter reformari, et schisma miserabile ac contagiosissimum de medio auferri posse non videtur aliqua via mundi, circumscripto tamen miraculo divino, nisi per viam concilii generalis, prout alias regiae magnificentiae dixi oraculo vivaec vocis, et postmodum de serenitatis vestrae mandato in quadam brevi epistola regali majestati transmissa, non ut decuit, sed prout minus male potui, exaravi. Porro quia post haec vidi et relegi nonnulla opera et tractatus subtiles dominorum magnorum et peritorum valde, quorum calciametorum etiam corrigias solvere non sum dignus, contrarium omnino sentientium : anxius et pertimescens dixi insipiens in corde meo quod scribere tantae celsitudini de re et tanta et talibus ac tantis reverendissimis et sapientissimis patribus et dominis meis contrarium sentiendo obviare supra me est. At vero ex adverso cogitavi quod dormire et segniter agere in causa Jesu-Christi summi magistri et domini mei, contra me est... Sicque, Domine, inter repugnantium motuum auspicia fluctuans et incertus, tandem tamen spe adjutorii confortatus Altissimi, qui cum potens sit de lapidibus filios Abrahae suscitare, meam poterit implere insufficientiam : necnon de regia mandatrice clementia, cujus jussionem volui pro possibilitate debili aliquantisper latius adimplere, quae cum sit ipsa sapiens, libenter meam sufferret insipientiam...* MARTÈNE et DURAND, *loc. cit.*, col. 1202.

*NÉCESSITÉ DU CONCILE* L'*Epistola concordiae* comprend quatre chapitres. Dans le premier, l'auteur s'efforce de prouver que, pour rendre à l'Église la paix avec l'unité, il est utile, juste et nécessaire de convoquer le concile général ; dans le deuxième, il reproduit les principales objections des adversaires ; dans le troisième, il établit quelques principes généraux et, s'appuyant sur eux, il répond, dans le quatrième, à ses contradicteurs. Il se refuse, dit-il tout de suite, à examiner la valeur des titres qu'invoquent les deux papes rivaux. Ce qu'il cherche, c'est une « solution conciliatoire », car il n'y en a pas d'autre. Aucune puissance au monde, si haute soit-elle, individu ou collège, n'est en mesure de faire cesser le schisme. Les contendants, le Sacré Collège, s'y sont employés en vain. Malgré toutes les démarches des cardinaux, leurs mémoires, leurs ambassades, la chrétienté reste divisée en deux camps, de jour en jour plus enflammés l'un contre l'autre. Pendant ce temps la charité s'en va, la foi s'obscurcit. Chacun doit appliquer ses efforts à mettre un terme au fléau, d'après la maxime indiscutée : ce qui touche tout le monde doit être traité par tous. Le corps entier souffre quand la tête est malade, et puisque l'Église romaine est la mère de tous les catholiques, tous les catholiques doivent prendre sa cause en main. Le remède qui s'impose, c'est le concile. Les apôtres estimèrent utile de s'assembler quatre fois. Ils auraient pu s'en dispenser, puisque l'Esprit Saint les assistait personnellement, et trancher les difficultés par simples lettres. Mais ils voulurent donner ainsi l'exemple de ce que l'Église devrait faire, quand elle traverserait quelque passe dangereuse. Qu'il faille le suivre, saint Paul l'affirme assez quand il écrit : « Soyez mes imitateurs comme je le suis du Christ ». En fait, l'Église a suivi cet exemple, elle a tenu ses assises chaque fois que de graves controverses l'exigeaient. Dira-t-on qu'il s'agissait de la foi ? Mais n'est-elle pas en cause aujourd'hui, où un monstre à deux têtes déchire la chrétienté et où tant d'erreurs commencent à pulluler ? Si l'on examine les dangers et les scandales que le schisme suscite, à peine trouverait-on des raisons équivalentes parmi celles qui provoquèrent la tenue des assemblées apostoliques ou des anciens conciles. Quand des troubles graves surgissent dans un diocèse ou une province, on réunit le synode ou le concile provincial. Il n'en doit pas aller différemment pour l'Église universelle. Si l'on ne doit pas recourir à ce moyen, c'est donc en vain que saint Grégoire, saint Isidore, saint Augustin et tant d'autres lui ont consacré de si soigneuses études ? Il n'y a qu'à détruire ces parchemins inutiles.



LE CONCILE SUPÉRIEUR AU PAPE  
ET AU SACRÉ COLLÈGE

Mais tout cela n'est que préambule. Conrad de Gelnhausen sait parfaitement où gît la difficulté

et il va l'aborder de face. Tout acte, pose-t-il en principe, s'il est important mais douteux, doit être apprécié par le supérieur de celui qui en est l'auteur. L'examen des élections faites par les cardinaux relève de l'Église universelle, dont la représentation, c'est-à-dire le concile œcuménique, est supérieure à leur collège. On prétend qu'il appartient plutôt au pape : mais puisqu'il n'y a que des papes discutés, il est bien évident que l'on n'obtiendrait, par ce procédé, qu'une certitude insuffisante. Le pape, même uni aux cardinaux, est inférieur à l'Église universelle, au moins dans les choses qui intéressent la croyance. On peut se sauver en dehors d'eux, on ne le peut pas hors de l'Église. Forte des promesses divines, celle-ci ne risque pas d'errer ; elle ne risque pas, souillée dans son ensemble par le péché, de devenir « la synagogue de Satan ». Elle est « bâtie sur la pierre » et « les portes de l'enfer ne prévaudront jamais contre elle ». Peut-on en dire autant du groupe formé par le pape et les cardinaux ? Certainement non, s'il s'agit du pape. Anastase II, par exemple, adhéra manifestement à l'hérésie, et pour cela mourut frappé par Dieu : « il expulsa ses intestins aux lieux d'aisance »<sup>1</sup>. Marcellin tomba dans l'idolâtrie et, une fois repent, se condamna lui-même à rester toujours sans sépulture. Et saint Pierre en personne, n'a-t-il pas renié son maître ? Si le pape est sujet à défaillance, on ne doit pas tenir les cardinaux pour plus assurés. Il est vrai : « je me rappelle avoir lu que le pape avec les cardinaux, pris tous ensemble, ne sauraient tomber dans l'erreur ni dans le péché ; mais cette affirmation plonge beaucoup de gens dans une grande stupeur ». Le Christ a laissé son Église, en la quittant, dans un état bien imparfait, puisqu'il n'a pas songé lui-même à la doter d'un pareil collège, infaillible et impeccable. Les cardinaux joints au pape seraient quelque chose de bien mieux que le groupe des apôtres, puisque ceux-ci défailirent au moment de la Passion. Il ne manque pas de gens qui prétendent que le pape, en consistoire, assisté de ses cardinaux, a pourvu de bénéfices des candidats que leur bas âge, leur manque de science, leur mauvaise vie, en écartaient légitimement. Si c'est vrai, il faut croire qu'il s'est trompé, et en leur compagnie. En matière de jugements, saint Augustin admet comme possible l'erreur de la cour romaine et il ajoute : « Il reste à recourir au concile général de l'Église, où la cause sera examinée de nouveau, avec les premiers juges ». Saint Jérôme partage cet avis, et il estime

(1) *Anastasius enim papa II, qui inciderat in haeresim jam damnatam, dum assellaret emisi: intestina et a Deo percussus mortuus est, ut legitur et notatur XIX di., Anastasius. Col. 1209.*

que « l'Univers est plus que Rome ». Le pape saint Grégoire proteste rejeter ce que rejettent les conciles et embrasser ce qu'ils vénèrent. L'Église romaine tient sa primauté principalement de Dieu, mais, secondairement, elle la tient aussi des conciles. C'est pourquoi, dans les circonstances les plus ardues, elle doit les consulter. Hostiensis et les canonistes modernes estiment que le pape n'a pas le droit, sans le concile, de déposer un cardinal : à plus forte raison les circonstances présentes exigent-elles qu'on le réunisse. Si l'un des deux contendants s'y oppose, il démontrera par là qu'il fuit la lumière et juge sa cause mauvaise.

**OBJECTIONS** Pourtant, reconnaît Conrad, quelques savants docteurs pensent autrement. A les en croire, ce que l'autorité suprême, concile ou souverain Pontife, a une fois décidé, on ne doit pas le remettre en question devant un autre concile. Or, maint texte, émanant de telles sources, prescrit d'ajouter foi à la parole des cardinaux, surtout quand ils témoignent de ce qu'ils ont eux-mêmes accompli, et notamment en conclave. Il n'y a donc qu'à s'en rapporter à leur affirmation et point n'est besoin d'assembler l'Église. Pour quoi faire, d'ailleurs ? Les événements dont procède le schisme sont notoires ; ni en droit ni en fait ils n'ont besoin d'enquête ou de jugement pour être établis. Mais voici surtout leur grand argument : le pape seul, disent-ils, a qualité pour réunir le concile œcuménique. Tous les prélats du monde peuvent s'assembler : si l'autorité du pape n'intervient pas, ils ne sauraient prendre valablement aucune mesure à portée générale ; chacun n'a de pouvoir que sur ses propres fidèles, et le fait d'être réunis ne leur confère nullement une juridiction universelle. Ils ne forment point un concile, mais un « conciliabule », un « conventicule ». S'ils s'avisent de désigner un pape, leur choix n'aurait aucun effet canonique, par défaut radical de compétence. En outre, le droit réserve au souverain Pontife le jugement de tout ce qui touche aux intérêts de l'Église romaine ; et personne ne contestera que ces intérêts soient en cause, ici, au premier chef. Or comment obtenir, pratiquement, cette intervention indispensable du pape ? Celui que la moitié de la chrétienté reconnaît comme tel, l'autre moitié le traite d'intrus. Recourir à tous les deux, sans préjuger de leur légitimité respective ? Une telle pratique contredirait la notion même du pontificat, qui n'admet qu'un titulaire.

**TROIS PRINCIPES FONDAMENTAUX** Avant de réfuter ces objections, l'auteur s'attache à mettre en bonne lumière ce qu'il considère comme trois vérités fondamentales.

Il importe tout d'abord, dit-il, revenant sur ses premiers développements, de se faire une idée exacte de ce qu'est l'Église. La véritable Église, l'épouse sans tache que s'est donnée Jésus-Christ, ne réside pas dans un groupe particulier, comme celui que forment le pape et les cardinaux, mais bien dans l'ensemble des fidèles répandus par le monde entier. Certes, le pape en fait partie ; il pourrait même la résumer à lui tout seul ; le jour de la Passion, elle se réduisit bien à la Vierge Marie qui seule, croit-on, garda la vraie foi. Mais elle peut très bien exister sans lui, et se restreindre à un unique fidèle, homme ou femme. Cette Église a deux chefs, d'importance inégale : le principal, qui est le Christ, ne lui manquera jamais ; jamais elle ne sera privée de cette tête, toujours saine, indéfectible. L'autre, secondaire, vicaire du principal, et qui est le pape, peut faire momentanément défaut : matériellement, ce qui arrive en période de vacance, ou spirituellement, s'il perd la vraie foi. L'Église n'en subsiste pas moins.

Il convient ensuite de remarquer que ce qui est illicite en temps normal peut devenir légitime en cas de nécessité. Si je dérobe de quoi m'empêcher de mourir de faim, je ne commets pas un vol : cet aliment m'est dû, car le droit naturel prime le droit positif. Puisque la loi se relâche de sa rigueur, quand la nécessité l'exige, au profit d'un simple individu, fût-il un grand pécheur, à plus forte raison doit-elle céder quand entre en jeu le bien général de l'Église. Aucune constitution sur le besoin qu'a le concile d'être convoqué par le pape ne tient dans les circonstances présentes ; on peut légitimement le réunir sans lui. Si les ennemis donnaient l'assaut à Paris et que le roi fût éloigné de plusieurs journées de marche, les bourgeois ne courraient-ils pas aux murailles, sans attendre son consentement ? La convocation par le pape n'intéresse pas l'essence du concile. Supposons qu'à la mort de Grégoire XI, la populace de Rome, avec la connivence du clergé, ait massacré les cardinaux : il n'y aurait pas eu d'autre moyen de créer un pape que d'assembler l'Église, et il aurait bien fallu le faire autrement que dans les formes ordinaires. De même, si les cardinaux refusaient de procéder à l'élection, ou si quelque tyran les en empêchait, le concile devrait bien se réunir, comme il pourrait. Non, cette question de convocation par le pape n'a rien d'essentiel. L'essence du concile est d'être « l'assemblée dans un même lieu, pour y traiter du bien commun de l'Église universelle, d'un certain nombre de personnes dûment convoquées, représentant les divers états, conditions et sexes de la chrétienté tout entière, et agissant en leur nom »<sup>1</sup>.

(1) *Concilium generale est multarum vel plurium personarum rite convocatarum repraesentantium vel gerentium vicem diversorum statuum, ordinum et sexuum et personarum totius christianitatis,*

En troisième lieu, il ne faut pas oublier que si les législateurs ont en vue le bien public, ils envisagent d'ordinaire les éventualités les plus fréquentes. En certaines circonstances exceptionnelles, leurs constitutions s'avèrent nuisibles, si l'on s'en tient à l'écorce verbale ; car ils ne pouvaient tout prévoir. Il est donc nécessaire de considérer l'esprit qui les a inspirés. Dans sa lettre, aucune loi positive n'est applicable sans exception. Il est prescrit de restituer les dépôts à leurs propriétaires : rien de plus juste ; et chacun doit le faire, régulièrement. Mais quelqu'un m'a confié une arme à garder ; il devient furieux ; il me la réclame pour commettre des meurtres : non seulement je puis, mais je dois, refuser de la lui rendre. Saint Jérôme et saint Augustin disent de l'Évangile qu'il ne faut pas s'arrêter à la surface, mais en chercher la moelle. De même pour les lois : au delà des mots, nous devons pénétrer l'intention du législateur et nous attacher à découvrir la justice. Aristote donne à cette sage interprétation le nom d'« épikie », et il en fait une vertu.

*RÉPONSE AUX ADVERSAIRES* Ces trois principes une fois établis, l'auteur va s'y appuyer pour réfuter ses contradicteurs, « en toute humilité et révérence ». Il faut croire aux affirmations des cardinaux, nous dit-on : des textes nous l'imposent, émanant de l'autorité souveraine. Mais dans le cas présent leurs affirmations se contredisent ; même Dieu ne peut concilier les contradictoires ; il ne peut faire qu'une chose soit et ne soit pas. Ce qu'affirment les cardinaux a besoin qu'on le discute, et c'est justement là le rôle du concile. Les textes qu'on nous objecte ne s'appliquent pas à des cas comme le nôtre ; il est donc nécessaire d'interpréter l'intention de leurs auteurs : elle est certainement de donner la paix aux consciences chrétiennes. Les événements dont le schisme est issu sont assez notoires, ajoute-t-on, pour qu'il n'y ait pas besoin de les soumettre à des juges. Ils le sont tellement, avec la contradiction qu'ils impliquent, qu'ils ont jeté toute l'Église dans le doute et la division. Mais c'est au dernier argument qu'il convient surtout de s'attaquer, puisque ceux qui l'objectent le tiennent pour capital. Le pape seul peut assembler le concile général : qu'est-ce à dire ? Si un pape indiscuté refuse de le convoquer, parce qu'à juste titre il l'estime inutile, les fidèles n'ont pas le droit d'opposer leur volonté à la sienne ; s'ils passent outre à son refus, nous admettons que leur réunion ne

*venire aut mittere valentium aut potentium, ad tractandum de bono communi universalis ecclesiae in unum locum communem et idoneum conventio seu congregatio.* Col. 1218 (voir la définition analogue que donne Occam du concile général dans son *Dialogue*, part. 1, l. vi, ch. 85, Goldast, *op. cit.*, t. II, p. 603).

sera qu'un « conventicule ». De même si, dans un danger grave, au lieu d'insister auprès du pape pour qu'il réunisse le concile, ses inférieurs, par négligence ou esprit d'indépendance, se passent de lui et s'assemblent de leur propre chef. Ces cas tombent certainement sous le coup des textes qu'on allègue. Mais voici une nécessité imminente, la convocation du concile s'impose. Il n'y a point de pape, ou il y en a plusieurs et l'on ne sait quel est le vrai ; ou bien même il y en a un seul, mais par apathie, par mauvaise volonté, parce qu'il redoute ce qui sortira de l'assemblée, il refuse de la réunir, et l'Église court de sérieux risques. Certes, une judicieuse épikie commandera de se passer de lui, car si les auteurs des textes qu'on nous oppose avaient prévu cette éventualité, c'est la solution qu'ils auraient donnée, sans aucun doute. C'est exactement comme si le prince trahit la république qu'il a mission de protéger : les citoyens peuvent la défendre malgré lui, et ils le doivent. Même les préceptes de Jésus-Christ, on les interprète. Il n'y en a pas de plus grand que celui-ci : « tu aimeras le Seigneur ton Dieu de toutes tes forces ». Et pourtant l'on ne peut pas, sur cette terre, l'observer à la lettre et tendre constamment toutes ses forces vers cet amour. Aussi les saints, nos maîtres en épikie, admettent-ils que le Sauveur, tout en connaissant l'impossibilité d'obéir complètement à ce commandement, l'a formulé quand même, afin d'orienter notre vie morale. Si donc on cherche légitimement l'intention, même derrière les paroles du législateur suprême, à plus forte raison convient-il de le faire quand il s'agit de textes canoniques. Admettons que le concile ne puisse être convoqué sans le pape *regulariter*, il peut l'être *casualiter*, à titre exceptionnel, avec le consentement présumé de l'auteur de la loi.

#### SOLUTIONS PRATIQUES

Pour finir, Conrad propose quelques solutions pratiques. Si les deux rivaux ne haïssent pas la lumière, qu'ils s'entendent pour lancer de concert la convocation. On dit qu'il ne peut y avoir en même temps deux papes. D'accord. Mais à peu près tous les chrétiens croient à la légitimité de l'un des deux. Chacun recevra ainsi satisfaction et par surcroît les canons seront respectés. Mais à défaut de cet accord, les cardinaux peuvent invoquer la priorité de l'Église romaine, et réunir le synode en se prévalant de l'absence d'un pape admis par tous. L'assemblée ne traitera d'aucune réforme, ne publiera aucun décret, avant d'avoir tranché la question du schisme. Celui qu'elle reconnaîtra pour pape se joindra ensuite à elle et tous ensemble pourront s'occuper des autres besoins de l'Église. L'*Epistola concordiae* s'achève sur une apostrophe au roi, l'adjuvant de prendre en main la cause du concile,

en « vaillant soldat du Christ », décidé à « briser la résistance des contumaces » et à « écraser les bataillons des précurseurs de l'Antechrist ».

DERNIÈRES PAROLES DE CHARLES LE SAGE

Charles V mourait quatre mois plus tard, le 16 septembre 1380. On a publié naguère ses dernières paroles, recueillies par notaire. Elles émeuvent encore, après tant de siècles. « Vou-lant connaître ce que je dois croire, articula-t-il péniblement, j'ai interrogé des ducs, des comtes, des barons, des chevaliers, des prélats. Tous, à l'exception d'un seul, m'ont dit en leur âme et conscience que, si les rapports des cardinaux n'étaient pas mensongers, il valait mieux, afin de prévenir le schisme, prendre immédiatement un parti ; et ils ajoutaient que les droits de Clément l'emportaient de beaucoup sur ceux auxquels pouvait prétendre Barthélemy de Bari. J'ai suivi leurs conseils ; j'ai voulu, à l'exemple de mes prédécesseurs, qui ont toujours été vrais catholiques et bons défenseurs de l'Église, marcher dans les sentiers de la foi ; j'ai choisi en cela comme en tout le reste, autant que possible, la route la plus sûre : j'ai donc cru et je crois fermement que Clément VII est le vrai pasteur de l'Église. Cependant, si jamais le bruit venait à se répandre que les cardinaux ont agi sous l'inspiration du Démon, sachez qu'aucune considération de parenté, aucun sentiment déplacé n'a dicté mon choix, mais uniquement la déclaration desdits cardinaux, puis les avis des prélats, des clercs, de mes conseillers. Enfin, si l'on dit jamais que je me suis trompé, ce que je ne crois pas, mon intention, sachez-le bien, est d'adopter et de suivre toujours l'opinion de notre Sainte Mère l'Église universelle : je veux obéir sur ce point au concile général ou à tout autre concile compétent qui pourrait statuer sur la question. Dieu veuille ne pas me reprocher ce que j'ai pu faire, à mon insu, contre cette décision future de l'Église<sup>1</sup> ». Ainsi, sur son lit de mort, le roi que l'histoire a surnommé le Sage entrevoyait que le schisme pourrait bien ne point finir autrement que par la réunion d'un concile œcuménique. La dialectique de Conrad de Gelnhausen ne fut sans doute pas étrangère à ce pressentiment.

§ 3. — Autres tributaires d'Occam.

HENRI DE LANGENSTEIN L'*Epistola concordiae* n'était pas destinée au public. Au contraire, l'*Epistola concilii pacis*<sup>2</sup>, qu'un autre professeur allemand de la Faculté de théologie

(1) N. VALOIS, *op. cit.*, t. I, p. 327 ; cf. *ibid.*, p. 328, note 3.

(2) On désigne également ce traité sous le titre d'*Epistola consilii pacis*. Sur ces deux ortho-

de Paris, Henri de Langenstein, ou de Hesse, composa l'année suivante, s'adresse à l'opinion. Son auteur lui souhaite de parcourir l'univers<sup>1</sup>. L'analyser à son tour serait nous répéter ; les deux épîtres développent les mêmes arguments : la seconde, toutefois, avec plus d'abondance. Par exemple, à propos du droit qu'a la chrétienté d'élire le souverain Pontife si le Sacré Collège néglige ou refuse de le faire, Henri de Langenstein développe complaisamment toutes les façons imaginables de choisir un pape ; et il remarque en passant que les cardinaux étant de simples mandataires de l'épiscopat, celui-ci garde le droit de contrôler la manière dont ils s'acquittent de leur délégation<sup>2</sup>. Voulant prouver que seul le concile peut amener la fin du schisme, il passe en revue tous les autres procédés, pour en montrer l'inefficacité, et il n'en trouve pas moins de sept, y compris l'intervention miraculeuse de Dieu : sur laquelle, dit-il, on ne saurait compter sans témérité<sup>3</sup>. Aux objections rapportées par Conrad il en ajoute une quatrième, qu'il n'a pas de peine à résoudre : à savoir qu'il n'est pas permis de fuir les maux dont la Providence nous éprouve, dans sa bonté parfois incompréhensible<sup>4</sup>.

Mais on chercherait en vain dans l'*Epistola concilii pacis* un argument juridique qui ne se trouve déjà, au moins indiqué, dans l'*Epistola concordiae*. Même distinction entre l'Église universelle, qui seule compte, en définitive, et qui pourrait se réduire à un unique fidèle, et l'église romaine ou le groupe que le pape forme avec les cardinaux<sup>5</sup> ; entre les deux têtes de l'Église, dont l'une est indispensable et indéfectible, le Christ, tandis que l'autre, le pape, n'est qu'accessoire et peut manquer. Même insistance sur la nécessité d'interpréter les lois,

graphes, voir A. KNEER, *Die Entstehung der konziliaren Theorie*, p. 76. Henri de Langenstein avait déjà écrit, en 1379, une *Epistola pacis*, où il fait discuter un urbaniste et un clémentin, et où il prône la solution conciliaire. Sur cette œuvre, et d'autres du même auteur, cf. A. KNEER, *loc. cit.*, p. 64-75, 86 et suiv. ; sur H. de Langenstein et ses écrits, voir également K. HIRSCH, *Die Ausbildung der konziliaren Theorie*, p. 55-76. On trouvera les indications nécessaires sur les manuscrits et les éditions de l'*Epistola concilii pacis* dans A. KNEER, *loc. cit.*, p. 77-78. Nous nous sommes servi ici de l'éd. d'ELLIES DU PIN, *Gersonii opera*, t. II, col. 809-840, où est supprimé le chap. I, traitant de la « cause du schisme », que l'auteur cherche dans les péchés publics.

(1) L'opinion qu'adopte N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. I, p. 358, à la suite de KNEER, *loc. cit.*, p. 85-86, d'après laquelle cet écrit « ne fut pas, du moins primitivement, destiné à sortir d'un cercle assez restreint » d'amis, en l'espèce les membres de l'université parisienne, ne nous paraît pas conciliable avec les quelques vers par lesquels H. de Langenstein termine son épître :

*Clemens Urbano litem quia moverat, ergo  
Explicit errantem codex vasurus in Orbem.  
Consilii placeat nominetur Epistola pacis.  
Si facit aut terror, torpor, vel devius error  
Ut taceant linguae : mundum transcurrere libelle,  
Schisma veta tale, pete Concilium generale.  
Clama, non metue montes transire per altos.  
Per sylvas et aquas, valles, lacerasque myricas.* Etc. Col. 840.

(2) Col. 826-827.

(3) Col. 827-828.

(4) Col. 821, 832.

(5) Col. 824.

de rechercher l'intention du législateur, d'user d'épikie. Même souveraineté reconnue au concile, s'opposât-il au pape, dans les cas de nécessité<sup>1</sup>.

L'on s'est demandé dans quelle mesure les deux épîtres dépendaient l'une de l'autre, et l'on s'est efforcé de montrer, avec succès croyons-nous, qu'Henri de Langenstein utilisait son collègue<sup>2</sup>. La question n'a qu'un intérêt secondaire. Les deux auteurs mettent surtout à contribution une source commune, les écrits d'Occam<sup>3</sup>. Ils ne proposent rien que nous n'ayons déjà trouvé dans le *Dialogue*. Il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler l'analyse fragmentaire de ce traité que nous avons donnée ci-dessus. Il n'est pas jusqu'au terme même d'« épikie » que l'on ne rencontre, identiquement utilisé, sous la plume d'Occam : bien estropié, il est vrai, et presque méconnaissable dans l'édition de Goldast, dont on se sert d'ordinaire<sup>4</sup>.

« LAMENTATIO ECCLESIAE » Ainsi les deux principales œuvres dogmatiques où, au début du Grand Schisme, nous voyons l'appel au concile justifié en droit par des raisons nouvelles, adaptées aux nécessités de l'heure, nous révèlent l'influence du célèbre franciscain anglais et peut-être aussi, au moins à travers lui, celle de Marsile de Padoue. Si l'on étudiait les nombreux mémoires encore inédits, composés vers 1380 et 1381 pour réclamer la convocation du synode œcuménique, il est bien probable que l'on y découvrirait la même dépendance : sauf, bien entendu, dans ceux dont les auteurs se bornent à une attitude pragmatique, sans discussion doctrinale. N. Valois a publié, en 1896, une *Lamentatio Ecclesie*, en vers alexandrins, qui date de cette époque<sup>5</sup>. Le rimeur est un partisan décidé du concile :

Le Conseil général en chose que il die  
Ne peut de rien mesprendre : du tout à li m'affie<sup>6</sup>.

(1) Col. 830-834.

(2) A. KNEER, *Die Entstehung der konziliaren Theorie*, p. 106 et suiv.

(3) Cette utilisation d'Occam a été fort bien mise en évidence par K. HIRSCH, *Die Ausbildung der konziliaren Theorie*.

(4) *Octo quaestionum*, quest. I, ch. 17, p. 332. *Legumlatores non possunt omnes articulos praevidere, et per consequens omnes casus non possunt comprehendere sigillatim in legibus; videtur ergo juxta naturalem aequitatem, ratione fultam et litteris sacris, quod nequaquam debent intelligi de papa haeretico... Si in casu haeresis, propter magnitudinem periculi quod imminet universali ecclesiae si papa efficitur haeticus, ... rationis igitur est ut papa in hoc potius deterioris quam melioris conditionis existat: ut specialissime de illo ΕΠΙΚΟΙΗΣ (pour Epikieies), canones dirigendo, dicat quod de ipso canones in hoc casu non debent intelligi; quia canonum conditores, si de hoc casu cogitarent et ipsum timuissent venturum esse, ipsum excepissent omnino.* — K. HIRSCH, *loc. cit.*, p. 79, relève avec raison l'erreur de KNEER, qui croyait que Conrad de Gelnhausen avait utilisé le premier le terme aristotélicien d'épikie. Non seulement, depuis saint Thomas, il était familier aux théologiens et canonistes, mais on le trouve aussi dans le *Defensor pacis*.

(5) *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. I, Éclaircissement 1, p. 389-394. Sur l'auteur et la date, cf. *ibid.*, p. 378-382.

(6) Dernier quatrain, p. 394.



Mais pour défendre son point de vue, il emploie l'ironie. Donnant la réplique à l'Église, il feint de lui remontrer qu'elle a tort de se plaindre et pour le lui prouver il ne trouve rien de mieux que de piller le *Dialogue*<sup>1</sup> :

Dame, tu te complains d'avoir par mariage  
Ensemble .ij. maris. Mes ce n'est pas oltraige.

. . . . .

Que l'ame ait .ij. maris, selon le sens mystique  
C'est que .ij. papes soient en la foi catholique<sup>2</sup>.  
Ne semble pas erreur, ne sentence heretique<sup>3</sup> :  
Je te le prouverai par raison authentique.

Selon les saints docteurs et la foy de la Bible  
Dieu ne veult faire chose senon bonne et possible<sup>4</sup>.  
Qu'un homme ait gouvernance raisonnable et paisible  
Sur tous les gens du monde, c'est chose impossible.

En monde ha regions de si tres grant distance,  
Que, se le pape estoit ou à Rome ou en France,  
En .xx. ans ne pourroit par tout faire ordenance :  
Tant dis pluseurs pourroient cheoir en desesperance<sup>5</sup>.

Comme pourroit seul home bien gouverner la foy  
En Europe, en Asye, en Afrique, en Cathoy<sup>6</sup> ?  
Sur tout le temporel ne peut suffire .j. roy ;  
Non pourroit .j. seul pape, tant fust de bon arroy<sup>7</sup>.

(1) Les chapitres qu'il utilise sont les ch. 1, 2, 25 et 30 du livre II, dans la 3<sup>e</sup> partie, traité I.

(2) *Quamvis ergo corpus naturale esset monstruosum si haberet duo capita naturalia vel plura..., tamen unum corpus mysticum potest habere plura capita spiritualia..., nec hoc est monstruosum, sed naturale et multis expediens et decorum* ; GOLDAST, *op. cit.*, t. II, p. 788.

(3) *Absque unitate summi pontificis potest unitas ecclesiae perdurare... Ex hoc quod essent plures summi pontifices simul regentes ecclesiam non potest inferri quod scissa esset ecclesia* ; p. 812. — *Sicut igitur in eodem episcopatu possunt esse plures episcopi, ita in apostolatu possunt esse plures Apostolici* ; p. 814.

(4) *Nullum injustum est expediens communitati fidelium. Sed unum esse caput et principari universis fidelibus est injustum... Amplius : id quod est inutile non expedit congregationi fidelium ; sed unum caput praeesse congregationi fidelium est inutile, quia caput quod non potest in operationem debitam est inutile reputandum* ; p. 790.

(5) *Omni populo simul moranti expedit uni rectori mortali subesse, non autem uni populo comprehendenti plures populos in locis distantibus habitantes... Cum communitas fidelium sic possit esse tanta quod nemo mortalis possit omnia hujusmodi negotia sustinere, expedit communitati fidelium ut regatur a pluribus, non ab uno... Quia unus non sufficit ad cogendum universos fideles ad servandam unitatem fidei ac rituum et observantiarum, quos omnes christiani servare tenentur... Licet sit expediens quod uno populo partiali fidei praesit unus episcopus, non expedit tamen quod toto populo fidei praesit unus solus, quia omnia negotia unius populi partialis potest sustinere unus solus, nullus autem unus potest sustinere omnia negotia etiam majora omnium christianorum* ; p. 818.

(6) Pour « Cathay », nom par lequel on désignait alors la Chine.

(7) *Quia totus orbis et diversa regna melius reguntur a pluribus, quorum nullus sit superior alio,*

L'Eglise ha pour espous Jhesu, vray Dieu et home ;  
 Et si ha el avec le vrai pape de Romme !<sup>1</sup>  
 L'Eglise Lin et Clete avec saint Pierre nomme ;  
 Dont peut l'Eglise avoir .ij. maris : c'est la somme.

L'auteur de cette pièce était, paraît-il, un « maistre philosophe ». Cela montre qu'à la Faculté des arts, comme à celle de théologie, les œuvres de politique ecclésiastique d'Occam alimentaient les lectures et qu'on savait les utiliser.

*LA THÉORIE CONCILIAIRE N'EST PAS D'ORIGINE  
 SPÉCIALEMENT GALLICANE*

On voit donc comment est née cette doctrine de la su-

périorité du concile sur le pape. Ses origines n'ont rien de spécifiquement français. La compétence du concile sur le pape hérétique est une maxime admise par le droit canonique, sans distinction de pays, dès avant le ix<sup>e</sup> siècle. Les appels de la fin du xiii<sup>e</sup> siècle et du début du xiv<sup>e</sup> s'y rattachent. Ils contribuent à familiariser les esprits avec la possibilité de soumettre, en cas de besoin, la conduite des souverains Pontifes au jugement d'une autorité plus haute. Tout naturellement, la conviction que le concile est seul capable de faire cesser le schisme issu de la double élection de 1378 s'impose à beaucoup de contemporains. Sans doute, un grand nombre ne la raisonne pas ; mais ceux que préoccupe le souci de procéder de façon régulière cherchent le moyen de justifier leur suggestion dans les idées répandues naguère par Occam et dont plusieurs ont été soutenues déjà auparavant, notamment par Marsile de Padoue. C'est dans l'université de Paris que se fait d'abord, vraisemblablement, ce travail d'adaptation ; mais les maîtres dont les écrits nous apparaissent, sous ce rapport, les plus importants, sont précisément des étrangers. Ce qui est gallican, c'est la fidélité gardée à ces doctrines, plus tard, quand les autres pays les auront abandonnées. Mais nous n'en sommes pas encore là.

*RETARD DANS L'ADOPTION DE LA THÉORIE*

En effet, le sursaut d'indépendance dont l'université de Paris donna le spectacle à la mort de Charles V n'eut pas grand succès. Les professeurs eurent beau tenter démarches sur dé-

*quam ab uno solo, propter rationes tactas superius : per hoc ad allegationem ultimam respondetur quod non expedit universitati mortalium ut regatur ab uno monarcha totus orbis, sed regulariter expedit ut regatur a pluribus ; p. 819.*

(1) *Quamvis Christus sit caput ecclesiae, tamen sub Christo oportet quod sit aliud caput ejusdem ecclesiae, quod sub Christo curam ejus gerat... Licet ergo Christus sit caput, tamen homo mortalis fidelis debet esse caput, quamvis sub capite ; p. 788.*

marches auprès de la Cour, aller même jusqu'à suspendre leurs leçons, les princes qui gouvernaient pendant la minorité de Charles VI n'entendaient pas que l'on remît en question la légitimité du pape reconnu dans le royaume. Ils emprisonnèrent un des orateurs mandatés par l'Université pour leur exposer son avis et interdirent à celle-ci de reparler de ces questions sous peine d'encourir l'indignation royale<sup>1</sup>. Beaucoup de professeurs étrangers, dont quelques-uns célèbres, et plus encore de suppôts, quittèrent alors Paris, préférant regagner leur pays que de faire obédience à un pape qu'ils tenaient pour intrus. Plusieurs Français, partisans d'Urbain VI, imitèrent leur exemple et s'exilèrent<sup>2</sup>. A partir de 1382, l'Université, réduite au silence, dut se contenter, pendant une huitaine d'années, d'assister aux efforts des oncles de Charles VI pour isoler le pape italien. Vers la fin de 1390, elle croit le moment venu de rentrer en scène et s'efforce de faire comprendre au jeune roi, qui prépare une expédition guerrière outre-Monts, qu'il y a d'autres moyens de travailler plus efficacement au retour de l'unité. D'abord mal accueillies, ses suggestions ne tardent pas à obtenir plus de faveur, et en 1392 des négociations s'engagent entre le pape de Rome et la cour de Paris<sup>3</sup>. Au mois de janvier 1394, l'Université organise un véritable plébiscite et recueille, sur la question du schisme, plus de dix mille avis. Cette consultation montre qu'il faut définitivement abandonner le vieux projet de faire triompher par la force la cause clémentine et opter entre ces trois solutions : réunir le concile, obliger les deux contendants à se démettre ou nommer une commission pour examiner leurs titres<sup>4</sup>. Nous avons déjà dit que la « voie de cession » finit par prévaloir. Douze ans, la France devait appliquer tous ses efforts à la faire aboutir.

Pendant ce temps, la fortune de la théorie conciliaire subit un arrêt, et même un recul. Arme de combat, forgée contre le schisme, on l'abandonne quand elle ne peut plus servir. Bien mieux, elle soulève les critiques des plus acharnés partisans des mesures de contrainte à l'égard du pape d'Avignon, et c'est dans les rangs des défenseurs de Benoît XIII qu'elle recrute des adhérents. Construite à la hâte, sous l'empire des nécessités de l'heure, elle n'a pas encore de valeur absolue : on s'en sert ou on la met de côté, suivant les besoins de la lutte : seul importe le résultat. Au concile parisien de 1398, l'un des plus ardents champions de la soustraction d'obédience, un disciple d'Occam, lui aussi, Gilles des Champs, la combat, parce que

(1) N. VALOIS, *op. cit.*, t. I, p. 339-344.

(2) *Ibid.*, p. 366-368.

(3) *Id.*, *op. cit.*, t. II, p. 394 et suiv.

(4) *Ibid.*, p. 407.

son raisonnement exige que le pape n'ait point de supérieur sur terre, à qui le déférer<sup>1</sup>. Tandis que les avocats de Benoît, préoccupés d'écarter les mesures radicales et de gagner du temps, se retranchent derrière la possibilité de saisir éventuellement une juridiction problématique. Il faut attendre l'échec définitif des tentatives en faveur de la voie de cession pour que toute la France se tourne résolument vers le concile, dernier espoir de quiconque aspire sincèrement à la paix dans l'unité<sup>2</sup>. C'est surtout entre 1407 et 1415 que la suprématie conciliaire va cesser d'être un argument utilitaire et que les Gallicans, à force de la défendre, s'attacheront à elle comme à une vérité, méritant pour elle-même, et indépendamment de toute considération empirique, l'adhésion des esprits.

(1) Voir son discours dans BOURGEOIS DU CHASTENET, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 43. A la p. 42, Gilles des Champs se couvre de l'autorité d'Occam, qu'il ne craint pas de nommer : *Hoc tenet Okam in Dialogo*. Voir également le discours de Jean Petit, *ibid.*, p. 227.

(2) Ce n'est pas à dire, cependant, qu'entre 1398 et 1407 les adversaires de Benoît XIII aient tout à fait perdu de vue la théorie de Conrad de Gelnhausen et d'Henri de Langenstein. Ils savaient s'en souvenir au besoin : témoin les appels répétés que l'université de Paris interjeta du pape au futur concile, et dont nous avons déjà eu l'occasion de parler. Voir à ce propos N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. IV, p. 500.

## CHAPITRE IV

### LE CONCILE DE PISE (1409)

*LE CONCILE DE PISE N'A PAS UTILISÉ  
LA NOUVELLE THÉORIE*

Assez couramment, l'on fait dater du concile de Pise, en 1409, le triomphe de la doc-

trine, dite gallicane, de la suprématie conciliaire. A notre avis, c'est à tort<sup>1</sup> ; et la position prise par les Pères de Pise diffère profondément de celle qu'adoptèrent, huit ans plus tard, ceux de Constance. Cependant, les thèses soutenues par Conrad de Gelnhausen et Henri de Langenstein, au début du schisme, avaient gagné du terrain, et en 1408 plusieurs voix autorisées s'élevèrent en leur faveur. Tout porte à croire que ce n'est point par scrupule que l'assemblée de Pise ne s'en prévalut pas davantage.

*LES CHEFS DE FILE, HOMMES VIOLENTS,  
N'EN ONT PAS EU BESOIN*

Parce que la théorie de la supériorité du concile sur le pape est aujour-

d'hui officiellement réprouvée par l'Église et que les catholiques du <sup>xx</sup>e siècle la tiennent à juste titre pour subversive, ils sont assez portés à croire, de prime abord, qu'elle eut pour promoteurs des esprits particulièrement téméraires. La vérité nous paraît tout autre et l'on n'exagérerait pas en affirmant, au contraire, que la violence des docteurs les plus hardis retarda son adoption.

A Pise comme à Constance, il y avait une mesure que tout le monde

(1) N. VALOIS, par exemple (*La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. IV, p. 99, note 5), reproche à L. SALEMBIER d'avoir « dit à tort que les pères de Pise... ne se jugeaient pas, à proprement parler, supérieurs au pape (*Le Grand Schisme d'Occident*, p. 262) ». Et H. LECLERCQ (éd. française de l'*Histoire des conciles* d'HEFELE, t. VII<sup>1</sup>, p. 48, note 1) renchérit : « Si cette conclusion est vraie, c'est qu'alors les mots n'ont plus de sens et la sentence de Pise n'est plus du latin ». Précisément parce que les mots ont un sens et que la sentence de Pise est du latin, — et même du latin de canonistes très précis, — nous espérons montrer que la conclusion de L. Salembier est la bonne, bien que lui-même, qui l'indique sans insister, n'ait peut-être pas aperçu très nettement pourquoi elle est la bonne. H. LECLERCQ ajoute : « De ce fait qu'une définition rendue en 1870 a prévalu, il ne s'ensuit pas que les cardinaux de 1409 l'aient prévue et s'y soient, à l'avance, conformés. Mais à supposer qu'il en fût ainsi, que ces cardinaux réunis en concile ne se fussent pas tenus pour supérieurs au pape, quel argument en tirera-t-on ? Et en quoi cet argument viendra-t-il affermir une définition dogmatique qui se soutient indépendamment de lui ? » Nous sommes bien de cet avis (sauf qu'au concile il n'y avait pas que des cardinaux) : mais là n'est pas la question.

s'accordait à juger nécessaire : la déposition des papes multiples, qui s'obstinaient à ne point vouloir céder. Ceux qui tendaient vers ce but avec le moins de ménagement n'hésitaient pas à accuser de schisme et d'hérésie les rivaux récalcitrants. Dès lors, ils n'avaient pas besoin d'insister sur la suprématie conciliaire. Le vieux droit traditionnel, que nous avons exposé plus haut, leur suffisait pour écarter de leur siège de prétendus pontifes dont ni l'un ni l'autre, disaient-ils, ne l'était plus en réalité, puisqu'ils avaient « dévié de la foi ». Mais des esprits plus modérés, plus soucieux de la justice et de la charité, reculaient devant une telle accusation : ils ne la jugeaient pas suffisamment fondée, ils la trouvaient infamante pour la dignité pontificale et plus propre, tout compte fait, à exaspérer les passions qu'à ramener le calme. Ils préféraient se rabattre sur un moyen qu'ils estimaient plus conforme à l'équité et à la décence : laisser de côté toute considération d'hérésie et même de culpabilité personnelle, et faire reconnaître le droit absolu qu'a le concile œcuménique d'imposer sa volonté au pape, et même de l'écarter de son siège, si le bien supérieur de l'Église en fait une nécessité. L'influence des violents prédomina à Pise ; ce furent surtout des modérés que le concile de Constance eut pour chefs de file.

### § 1. — La littérature conciliaire.

*DÉCISION DES CARDINAUX* Au moment où la France s'occupait d'organiser chez elle le régime de la neutralité, des événements importants se passaient en Italie. Au mois de mai 1408, perdant espoir de voir leur maître tenir sa promesse d'abdiquer, neuf cardinaux de Grégoire XII l'abandonnèrent. Bravant la défense qui leur était intimée, sous peine de dégradation, de quitter la curie, ils s'enfuirent à Pise et de là se mirent en rapport avec Benoît XIII<sup>1</sup>. Ils le prièrent de venir à Livourne, négocier avec eux un projet d'union et s'y rendirent eux-mêmes. Pour s'éclairer sur leurs intentions, Benoît leur dépêcha quatre membres de son propre collège. Au cours des entretiens qu'eurent entre eux les cardinaux des deux obédiences, l'idée germa de se passer des papes et de recourir à un concile général. Le 29 juin, clémentins et urbanistes conclurent un accord, aux termes duquel chacun s'engageait par serment à poursuivre de toutes ses forces la cession des deux rivaux par le moyen du synode œcuménique, et faisait vœu de ne jamais rejoindre son maître, autrement que comme négociateur, tant que

(1) N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. III, p. 590-591.

celui-ci ne se départirait pas de son obstination. Quinze cardinaux participèrent à ce pacte, car, entre-temps, le nombre des transfuges de Benoît XIII était monté à six<sup>1</sup>. Cette entente répondait aux plus vifs désirs du roi de France et de l'université de Paris, qui écrivirent aux dissidents pour les encourager dans cette voie<sup>2</sup>. Après avoir obtenu de la république de Florence, le 23 août, l'autorisation de tenir à Pise l'assemblée projetée, les cardinaux lancèrent les convocations et fixèrent la date d'ouverture au 25 mars 1409<sup>3</sup>.

Le clergé de France, qui tenait alors à Paris un cinquième concile national, mis au courant des événements d'outre-Monts, se déclara pleinement d'accord avec le groupe des cardinaux. Le 22 octobre, tous les ecclésiastiques présents jurèrent sur les Évangiles et la relique de la vraie Croix de poursuivre le même but qu'eux, par le même moyen. Un membre du concile, qui avait assisté à toutes les délibérations, fut délégué en Toscane, pour faire connaître cette entière adhésion<sup>4</sup>.

**BALDE** L'annonce de la prochaine réunion de l'assemblée de Pise suscita tout de suite des écrits qui exaltèrent les droits du concile : en France, mais aussi ailleurs<sup>5</sup>. En Italie, la thèse conciliaire était connue depuis longtemps. Le fameux jurisconsulte pérugin Baldo degli Ubaldi, qui avait soutenu pendant vingt ans la légitimité d'Urbain VI et de son successeur Boniface IX, et avait consacré à la défendre d'abondantes dissertations, lassé finalement de l'opiniâtreté du pape romain, lui avait tourné le dos. En 1398, il avait intercalé, dans son commentaire sur le premier livre des *Décrétales*, une violente diatribe contre les deux rivaux. Si l'on joue sur la première syllabe de leurs noms, écrit-il, « Boniface veut dire bœuf et Benedict bête de combat : deux brutes l'un et l'autre, celui qui beugle et celui qui fonce. De chaque côté, du bruit, pas de réflexion<sup>6</sup> ». Et il préconisait nettement le recours au concile. Autrefois, notait-il, pour parer aux schismes, il y avait l'empereur, qui convoquait l'assemblée de l'Église et y assistait ; mais aujourd'hui « l'empereur a perdu ses faisceaux » ; les autres souverains se sont soustraits à sa domination, « afin de préserver de la sauvagerie teutonique les tranquilles royaumes

(1) N. VALOIS, *op. cit.*, t. IV, p. 5-15.

(2) *Ibid.*, p. 15.

(3) *Ibid.*, p. 19, note 1.

(4) *Ibid.*, p. 37, 41.

(5) Sur un de ces écrits, composé à Prague par Jean de FALKENBERG, voir L. PASTOR, *Histoire des papes*, trad. française de FURCY RAYNAUD, t. I, p. 201, note 4.

(6) *Bonifacius significat bovem, Benedictus significat bestiam bellantem, si primam sillabam cujus nominis prave interpretaris ; utraque bestia, tam qui boas quam qui bellat ; si bene introspicerent, utraque bestia rugumat (rumigerat ?) sed neutra ruminat.* — *Super Decretalibus*, commentaire sur le c. *Olim ex literis* (liv. I, tit. III, de rescriptis, c. 25), éd. de 1537, fol. 37v. Cf. M. SOUCHON, *Die Papstwahlen in der Zeit des grossen Schismas*, t. I, p. 60.

chrétiens, les douces et riantes patries ». Ni en droit ni en fait, on ne peut compter sur lui pour réunir le concile. Sur qui, alors ? Sur les cardinaux, répondait Balde ; et point n'est besoin qu'intervienne « celui qui se prétend pape, puisqu'il est question, justement, de le priver de son autorité »<sup>1</sup>.

**ZABARELLA** En 1408, l'idée du vieux maître allait se réaliser ; un de ses plus célèbres disciples, François Zabarella, évêque de Florence, en entreprit l'apologie dans un *Tractatus de schismate*<sup>2</sup>. Dès la première page il pose nettement la question et la résout sans hésiter : « dans le cas de discussion au sujet de la papauté, à savoir si deux prétendants se disent vrai pontife et que chacun traite l'autre d'intrus, qui est juge ? Je réponds : le concile »<sup>3</sup>. Mais si les deux rivaux « sont en possession du siège et ne veulent pas réunir le concile, qui le convoquera ? Je réponds : les cardinaux ; puisqu'ils sont électeurs du pape, ils ont pouvoir sur les conséquences de l'élection »<sup>4</sup>. Zabarella envisage, sans doute, l'hypothèse d'une intervention impériale<sup>5</sup>, mais il ne le fait guère qu'à titre spéculatif. Comme il écrit un « traité », il tient à être complet, à proposer toutes les solutions théoriquement admissibles ; mais quand il en vient au cas concret, toute sa dialectique vise à légitimer l'initiative des cardinaux dissidents. Le concile, dit-il, doit être universel et le schisme ne peut cesser que par l'union des deux obédiences. Chaque pape ne saurait convoquer efficacement l'Église entière, puisqu'il n'est reconnu que d'une moitié. Au contraire, si les cardinaux des deux partis se joignent ensemble, le concile qu'ils convoquent d'un commun accord est tout à fait œcuménique : il peut citer les deux adversaires, instruire leur cause et terminer le schisme<sup>6</sup>.

Les objections n'échappent pas à l'auteur : il les reproduit et les réfute. On opposera, dit-il, que l'autorité du pape est supérieure à celle du concile, parce qu'aux termes des canons, le concile ne peut pas faire la loi à l'Église romaine, mais qu'il tient d'elle son pouvoir.

(1) *Olim schisma curabat imperator, concilium congregabat et illi intererat... Hodie imperator fasces amisit, quia reges subtraxerunt ei obedientiam ne dira barbaries Teucrorum, ut sic dixerim, vel immanitas Teutonicorum tranquilla regna christianorum principum et dulces patrias ac amenas subverteret... Unde sequitur quod imperator non potest convocare concilium nec in urbe, que hoc habet de jure capitis, nec alibi ; et sic nec de jure nec de facto potest convocare clerum romanum, qui est caput cleri totius mundi, ... nec clerum regni Hierusalem... nec clerum Francie, quia illud regnum nullo jure subest imperatori, loquendo secundum novam ecclesiam... Quis ergo congregabit concilium Uguccio determinat expresse in d. c. si uno forte, ubi dicit quod ubi est dissensio inter cardinales debent concilium convocare autoritate cardinalium.*

(2) Publié dans S. SCHARD, *De jurisdictione, autoritate et preeminencia imperiali ac potestate ecclesiastica*, Bâle, 1566, p. 688-711. Pour la date du traité, cf. N. VALOIS, *op. cit.*, t. IV, p. 57, note 5.

(3) *Loc. cit.*, p. 688.

(4) *Loc. cit.*, p. 690.

(5) *Loc. cit.*, p. 691-693.

(6) *Loc. cit.*, p. 709.



Il faut s'entendre : dans le cas présent, il ne s'agit pas de l'Église romaine, mais du pape ; quand les canons parlent de l'Église romaine, pour lui reconnaître les prérogatives que l'on allègue, ils ont en vue l'ensemble des fidèles et désignent le tout par la partie<sup>1</sup>. Le concile n'est donc pas au-dessus de l'Église : il est elle-même, ou plutôt il la représente ; or « le pouvoir de l'Église réside dans la communauté entière, il trouve en elle son fondement ». Mais la puissance du pape, répliquera-t-on, est de droit divin, il la tient immédiatement de Dieu, non des hommes. Peu importe. Tout d'abord, si cette puissance elle-même procède de Dieu, le fait qu'un tel plutôt qu'un autre en est investi dépend d'un choix humain. L'objet de ce choix peut donc être modifié. En principe, les cardinaux qui ont élu le pape auraient qualité pour le destituer ; mais la volonté positive de l'Église en a disposé autrement. Il a été admis que les cardinaux représenteraient la communauté quand il s'agirait de l'élection ; que pour la destitution, au contraire, le concile devrait s'assembler. De la sorte, ce n'est même pas les hommes qui écartent un pape dûment élu, c'est Dieu, puisque le concile jouit de l'assistance du Saint-Esprit.

Mais, pour Zabarella, le principal argument en faveur de la supériorité du concile est celui-ci : c'est dans l'Église, comme telle, dans la communauté de tous les fidèles, que réside le pouvoir suprême ; il le répète sous plusieurs formes, et avec insistance. On a beau prétendre, dit-il, que dans une société pourvue d'un gouverneur, l'autorité appartient à ce dernier, non à la masse : cela n'est pas vrai pour l'Église ; elle n'a pas d'autre supérieur absolu que Dieu. La supériorité du pape dépend d'une condition : s'il administre bien. Et juger de la qualité de cette administration appartient à la communauté. Cette prérogative est inamissible, car l'Église la tient du droit divin, contre lequel elle ne peut aller : il ne lui serait pas permis de l'aliéner au profit du pape. Pour ce juriste, les maximes du droit romain valent aussi pour l'Église : la puissance du peuple est au-dessus de celle du magistrat ; si le prince abuse de son autorité, la décision populaire peut l'en priver. Sans doute, les textes canoniques proclament que le pape n'est jugé par personne ; mais c'est là du droit positif, qui ne lie pas le concile, attendu qu'en lui réside la plénitude du pouvoir, comme représentant de la société tout entière. Aussi bien, ces textes supposent un pape unique ; il suffit qu'ils n'envisagent pas l'éventualité où l'on se trouve présentement pour que l'on ne tienne pas pour réprouvé le moyen qu'adoptent les cardinaux<sup>2</sup>.

D'ailleurs, Zabarella n'a-t-il pas pour lui l'exemple de la primitive

(1) *Loc. cit.*, p. 700.

(2) *Loc. cit.*, p. 703, 704, 708, 709.

Église ? Saint Pierre était le chef des apôtres, mais l'intégralité du pouvoir ne résidait pas en lui seul. On voit qu'aux assemblées il tient sa place individuelle, comme tous les autres ; les décisions ne sont point publiées en son nom, mais au nom « des Apôtres et des Anciens ». Il doit en aller de même aujourd'hui. La communauté détient « le fondement » de la puissance ; le pape lui fait sortir ses divers effets, en qualité de principal ministre. Il n'est pas tenu d'obéir aux lois qu'il fait lui-même, mais il reste soumis à celles de Dieu, et par conséquent à celles du concile, qui légifère sous la dictée de l'Esprit Saint <sup>1</sup>.

PIERRE D'AILLY  
L' « EPISTOLA DIABOLI LEVIATHAN »

Pendant que l'évêque de Florence s'efforçait de prouver les droits du concile en s'appuyant

surtout sur les textes du *Corpus juris* et l'autorité des glossateurs, des théologiens français travaillaient à la même tâche en utilisant plutôt l'Écriture sainte et les ressources du raisonnement. Pierre d'Ailly s'était montré partisan de la solution conciliaire dès l'origine du schisme. En 1381 ou 1382, il avait publié un truculent pamphlet, intitulé *Epistola Diaboli Leviathan* <sup>2</sup>. Nous n'en avons pas parlé plus haut, parce qu'il ne contient aucune argumentation propre à nous éclairer sur la position doctrinale de son auteur. C'est une diatribe contre les adversaires du concile, sous forme de lettre écrite par le diable à ses suppôts : efforcez-vous par tous les moyens, leur dit-il en gros, d'empêcher que l'on ne réunisse l'Église ; rien ne nuirait davantage à un état de choses où je trouve si bien mon compte. Cela suffit à nous montrer où vont, à cette époque, les préférences du savant professeur qui devait devenir plus tard chancelier de l'université de Paris, aumônier du roi Charles VI et membre du Grand Conseil, évêque du Puy en 1395, de Cambrai en 1397 et finalement cardinal en 1412 <sup>3</sup>. Acquis à la cause de Benoît XIII, il avait lutté, par la suite, contre ceux qui préconisaient le concile, mais parce qu'il s'agissait, dans leur idée, d'une assemblée de la seule obédience avignonnaise. Pierre d'Ailly craignait qu'elle ne prît des mesures qui envenimeraient le conflit et rendraient le schisme à peu près inguérissable. Il le dit lui-même. Le souvenir de Photius et de Michel Cérulaire l'obsédait : il redoutait, pour l'Église d'Occident, une irréparable brisure <sup>4</sup>.

(1) *Loc. cit.*, p. 702, 704.

(2) Publiée par P. TSCHACKERT, *Peter von Ailli*, Appendice V, p. 15-21.

(3) Pour la biographie et les écrits de P. d'Ailly, voir l'art. de L. SALEMBIER dans le *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, t. I, 1912, col. 1154 et suiv.

(4) *Non expedit fieri concilium ad tractandum determinative materias fidei. Ratio ad hoc : quia esset dare occasionem scandali et periculi magni in fide nostra si aliud determinaret illa pars, sive*

## LETTRE AUX CARDINAUX

Mais quand il connut la décision prise par les cardinaux, en 1408, son cœur bondit d'espoir. Il leur écrivit incontinent une lettre enthousiaste. « Je ne saurais assez vous dire de quelle allégresse mon âme a débordé en apprenant la nouvelle de votre accord, si saint, si salutaire pour toute l'Église, en vue de poursuivre l'union par le moyen du concile général ». Il a, dit-il, toujours souhaité cette voie, toujours il l'a prônée ; « il faut s'y engager, y progresser, y persévérer jusqu'à la mort »<sup>1</sup>.

## LES VINGT PROPOSITIONS

En route pour Pise, contraint de s'arrêter en Provence pour y attendre le cardinal de Bar<sup>2</sup>, l'évêque de Cambrai y rédige deux séries de dix propositions qu'il fait tenir à ses amis et que son disciple Gerson commentera dans sa chaire de l'université de Paris, à l'applaudissement de ses auditeurs<sup>3</sup>. L'Église, y lit-on, trouve son unité en Jésus-Christ, dont elle forme le corps mystique. Elle tient de lui, « originairement et immédiatement », le droit de s'assembler pour se défendre contre toute division. Là où deux ou trois se trouveront réunis en mon nom, a dit le Sauveur, je serai au milieu d'eux. « Il n'a pas dit au nom de Pierre, ou au nom du pape, mais en mon nom ». Quel que soit celui qui l'assemble, pourvu qu'il s'agisse de son salut, l'Église est assistée par son Maître, « directeur infailible ». Non seulement l'Évangile, mais le droit naturel, donne à la communauté chrétienne ce pouvoir de tenir ses grandes assises. Quand un corps est menacé, il met en

*altera, in materia quae omnes tangit, et quae ab omnibus debet approbari, quemadmodum potuit de Latinis et Graecis. Facile tamen et verisimile quod determinationem in hac parte factam non approbaret altera pars, praesertim si in aliquo tangi videretur status eorum in materia hac schismatis; sicut tamen tangeret etiam apud istam partem.* Le fragment dont est tiré ce passage a été imprimé sous le nom de GERSON (*Gersonii opera*, t. II, col. 25). Il formait, en réalité, la 1<sup>re</sup> partie d'un grand traité de P. d'Ailly, *De materia concilii generalis*, composé vers la fin de 1402; la 2<sup>e</sup> partie demeure inédite; la 3<sup>e</sup> est devenue le *Tractatus super reformatione Ecclesiae*. Cf. L. SALEMBIERE, *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, t. I, col. 1158. — P. d'Ailly, cependant, n'a exclu ni toujours ni de façon absolue le concile d'une seule obédience. Au 1<sup>er</sup> concile de Paris, 1395, il trouvait simplement ce moyen *difficilior et ad proseguendum prolixior*; aussi estimait-il qu'il n'était pas à conseiller *tanquam expediencior*: F. EHRLICH, *Martin de Apaltis chronica actuatorum* (tome XII des *Quellen und Forschungen* publiées par la *Goerres-Gesellschaft*, 1906), p. 472. Au concile de 1407, au contraire, il le recommande, pour permettre à Benoît XIII de se purger des accusations qu'on porte contre lui; il y voit un acheminement au concile vraiment œcuménique: « La voie du S. Esprit ne doit pas estre repellée; le conseil general ne doit pas estre repellé. Là sera, se Dieu plaist, pris si bon moien que nous arons vraie paix. C'est le grand et le commun chemin, il ne faut pas le leissier: là sera un commun consentement: là nous preparerons-nous pour aller au conseil general des deux obeissances ». BOURGEOIS DU CHASTENET, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 156. Ces variations de P. d'Ailly s'expliquent par le plus ou moins d'espoir qu'il apercevait d'obtenir la cession du pape: quand il pensait que Benoît XIII consentirait à se démettre, il ne conseillait pas la réunion du concile; il le faisait, au contraire, quand il s'avérait certain que l'Avignonnais n'abdiquerait pas de son plein gré.

(1) P. TSCHACKERT, *Peter von Ailli*, Appendice x, p. 29.

(2) *Ibid.*, p. 30.

(3) C'est P. d'Ailly qui nous donne lui-même ce détail dans son *Apologia concilii pisani*, P. TSCHACKERT, *op. cit.*, Appendice XII, p. 37. Ces propositions se trouvent dans MARTÈNE et DURAND, *Veterum scriptorum... amplissima collectio*, t. VII, col. 909 et 916.

jeu tous ses membres ; chaque société fait de même pour préserver son intégrité. L'Église apostolique n'hésita pas à user de cette faculté : quatre fois elle s'assembla, et sans que saint Pierre la convoquât. Ce n'est même pas lui qui présida le premier concile de Jérusalem, mais bien saint Jacques, évêque de cette ville ; et c'est saint Jacques aussi qui en promulgua les décisions.

Plus tard, les canons et les décrétales réservèrent au pape le droit de convocation. Mais pourquoi ? Pour honorer le siège apostolique, oui, mais aussi pour obvier à des dangers certains, du côté des princes séculiers. C'est à eux que l'Église a voulu se soustraire : ils n'auraient pas manqué, si on leur eût laissé le droit de réunir des conciles, d'y soutenir leurs erreurs et de faire naître des schismes ou des hérésies. Mais cette mesure ne restreint en rien le pouvoir absolu de l'Église universelle, qu'aucun texte positif ne saurait limiter. Ce qui a été décidé en faveur de l'Église ne doit pas être invoqué à son préjudice. Qu'il s'agisse d'une période de vacance, d'un pape devenu fou, de l'existence simultanée de plusieurs papes douteux, la communauté chrétienne garde la faculté de s'assembler sans intervention pontificale. Les dispositions du droit écrit n'obligent que dans les circonstances normales, lorsque existe un pape unique, reconnu par tous, apte à convoquer le concile et disposé à le faire si l'utilité s'en impose. Cela résulte d'une saine interprétation, de ce qu'Aristote appelle « épikie ». Dans les conjonctures présentes, on peut donc se passer du pape, et même aller contre ses ordres. Le concile se tiendra en vertu de l'autorité de l'Église elle-même. Les deux prétendants devront y paraître, en personne ou par procureurs, et se soumettre aux mesures qui y seront arrêtées. S'ils refusent, alors ils s'avoueront fauteurs de schisme, l'assemblée pourra les déclarer déchus et procéder à une nouvelle élection.

Sur ce dernier point, cependant, Pierre d'Ailly hésite. Non pas que le droit lui paraisse douteux ; mais il se demande s'il est « expédient » de choisir tout de suite un autre pape. Question de prudence, dit-il. Il conviendra de bien s'assurer, d'abord, des dispositions de la chrétienté. Si les deux rivaux dépossédés gardaient des partisans et que le nouvel élu n'arrivât pas à s'imposer à tous, on aurait créé une situation pire que la précédente ; au lieu de prendre fin, le schisme s'aggraverait.

JEAN GERSON Ces vingt propositions, que leur auteur donnait pour « probables », furent rédigées au début de janvier 1409. Préoccupé surtout de légitimer la prochaine assemblée, réunie dans des conditions si insolites, Pierre d'Ailly n'y établissait pas,

*ex professo*, la supériorité du concile sur le pape. Mais ce qu'il pensait à ce propos ressortait assez clairement de plusieurs de ses assertions. C'est à peu près sous la même forme que Jean Gerson fit connaître son avis, quelques jours plus tard, dans un court traité sur l'*unité de l'Église*<sup>1</sup>.

« DE UNITATE ECCLESIASTICA » Retenu à Paris par ses occupations, y dit-il, et dans l'impossibilité de se « transporter en personne au saint concile », au moins veut-il, « animé de la passion de la paix, répandre de tous côtés la parole de Dieu par ce modeste écrit ». Et tout de suite il affirme nettement son opinion : « L'unité de l'Église sous un seul et certain vicaire de Jésus-Christ, étant donné les circonstances où nous nous trouvons aujourd'hui, 29 janvier 1409<sup>2</sup>, ne doit pas être retardée par des considérations de droit positif ». Après avoir rappelé que pour attirer les grâces du ciel, dont on a tant besoin en ce moment, il faut se tourner vers Dieu, se corriger de ses vices, s'humilier, prier, il reprend, en somme, les arguments de son ancien maître. Il est probable, du reste, qu'à cette date il avait déjà en main les vingt propositions de Pierre d'Ailly. Nous retrouvons sous sa plume la même comparaison du corps mystique avec le corps matériel, l'énumération des mêmes circonstances où l'Église peut s'assembler sans le pape, la même invitation à user d'épikie pour interpréter les textes. Gerson y ajoute un éloge de « la bonne grosse équité », qu'il recommande de préférer à la complication des règles de procédure. Ce petit traité atteignit vraisemblablement beaucoup plus de lecteurs que les propositions dont il s'inspirait.

DISCOURS A LA DÉLÉGATION ANGLAISE Le jour même où Gerson commençait d'écrire, en notant la date, son *De unitate ecclesiastica*, l'université de Paris recevait officiellement la délégation anglaise se rendant à Pise. C'est lui qui fut chargé de la haranguer<sup>3</sup>. Prenant pour texte ce passage du prophète Osée, « les fils d'Israël et ceux de Juda se réuniront ensemble et ils se donneront un chef unique », il profita de cette occasion pour faire, devant un auditoire particulièrement apte à saisir les nuances, un exposé précis de sa doctrine sur la constitution de l'Église. Il nous faudra y revenir, un peu plus loin, pour fixer les positions exactes du Gallicanisme. Retenons seulement, pour l'instant, que le chance-

(1) *Gersonii opera*, t. II, col. 113-118.

(2) Gerson écrit 1408, le mois de janvier ne faisant pas encore partie de la nouvelle année, dans le calendrier de l'époque. Nous avons transposé en style moderne, pour ne pas embrouiller la chronologie.

(3) Son discours se trouve au t. II de ses œuvres, éd. citée, col. 123-130.  
Martin. — II.

lier de Paris, parlant devant l'université et en son nom, reconnaissait à l'Église universelle, réunie en concile, le pouvoir de déposer le pape, « même régulièrement élu, et de le remplacer par un autre si elle le juge avantageux pour l'édification générale ». En effet, expliquait-il, « le pasteur est institué pour l'utilité du troupeau ; si sa présidence devient une cause de grave dommage, et s'il se cramponne à un siège où il procure la perte de ses ouailles, il faut le tenir pour un mercenaire, bien plus : pour un voleur, pour « le loup qui dévaste » la bergerie. Sans doute le concile doit normalement se réunir d'accord avec le pape : c'est « la façon de concorde, d'assentiment, de charité ». Il y en a cependant une autre, « la façon d'autorité » ; elle est non moins légitime, en certaines circonstances, car « toute société libre, exempte de tyrannie, jouit du droit de s'assembler », et si l'on en subordonnait absolument l'exercice à la nécessité de l'intervention pontificale, « la république ecclésiastique courrait à sa ruine ».

« DE AUFERIBILITATE PAPAE » Mais c'est surtout ailleurs que Gerson, à l'occasion du concile de Pise, a exposé dans toute son ampleur sa thèse sur l'autorité respective du pape et de l'Église : dans son *Libellus de auferibilitate papae ab Ecclesia*<sup>1</sup>. On assimile à un mariage, y écrit-il, l'union du pape avec l'Église ; cette union serait donc indissoluble. C'est faux. L'Église n'a qu'un époux, à proprement parler, le Christ. Le pape en tient la place sur terre, oui ; mais seul son office vient de Dieu ; la personne qui l'occupe, objet d'un choix humain, n'est pas inamovible. Aucun état, aucune dignité, aucun ministère n'a été créé par Dieu pour autre chose que le bien commun, l'édification des fidèles. Le pape reste un homme, sujet aux misères et aux passions de la nature. Supposons qu'il attente injustement, violemment, à la vie d'un individu, à son intégrité corporelle, la victime de ses coupables entreprises aura le droit de lui résister, « d'opposer la force à la force » : elle sera dans le cas de légitime défense. Elle pourra « le frapper, le jeter à l'eau ». Et l'Église n'aurait pas le même droit pour sa propre sauvegarde<sup>2</sup> ?

Gerson ne fait aucune difficulté d'admettre que, « même de droit divin », l'intervention du pape soit nécessaire pour la tenue régulière des conciles ; mais cela s'entend à la condition que « l'on ait un pape

(1) *Gersonii opera*, t. II, col. 209-224.

(2) *Quomodo etiam uni singulari personae fas esset in casu violentiae attentatae per papam, verum contra castitatem suam, vel vitam, vim vi repellere, cum appositione inculpatae tutelae, etc., et ita licite stabit quod tangat papam violenter, vel in mare deiciat : cur similiter, in casu, non liceat idem toti Ecclesiae pro defensione sua et violentiae attentatae cauta repressione ?* Col. 215, fin de la *Consideratio* 10. Gerson revient sur ce sujet, à peu près dans les mêmes termes, à la fin de la *Consideratio* 16, col. 221.

unique et que l'on ne puisse élever contre lui d'exception légitime ». Car, dit-il, « toutes les règles générales, en morale comme en grammaire, admettent dérogation ». S'appuyant sur Aristote, il rappelle qu'au-dessus de tous les préceptes, il y a une loi, « plus divine, qui s'appelle *gnomê* » et qui exprime la justice absolue. C'est à elle qu'il faut se conformer, et l'épikie a pour rôle d'y ramener les autres, en les interprétant et en en faisant découvrir le véritable but. Or « la fin de toute loi, non seulement humaine, mais divine, c'est la charité, qui procure l'union ». Dès qu'une prescription, si on en observait les termes, aurait pour effet d'amener la discorde et « d'entraver le salut commun », il n'est pas « un cerveau raisonnable » qui ne doive en recommander l'abandon<sup>1</sup>.

Toute société libre, et l'Église en est une au premier chef, jouit du pouvoir de s'occuper de ses propres affaires : elle ne peut l'abdiquer, on ne peut le lui enlever, personne n'a qualité pour le confisquer à son profit personnel, aucune loi ne saurait le suspendre. Gerson repousse bien loin l'idée de refuser au pape la puissance de gouvernement par rapport à tous les hommes. Mais, cette puissance, il la lui reconnaît « dans la mesure où le Christ a jugé expédient de la lui concéder » ; c'est-à-dire « plutôt en vue de l'utilité de l'Église » que pour son propre avantage. A l'égard du pape, le concile, qui est la représentation officielle de l'Église, peut « dire le droit » et exercer l'autorité répressive : double sens du mot « juridiction ». Il incarne « la loi divine et sans déviation », qui « corrige » le pape, le « contraint » et le « ramène », qui l'empêche de nuire non seulement à l'Église, mais à lui-même. Saint Pierre feignait de « judaïser » : saint Paul lui résiste en face ; en allant chez le centurion Corneille, un gentil, il introduisait dans l'Église une pratique nouvelle : les murmures des fidèles le contraignirent à s'expliquer et à légitimer sa conduite. Il ne s'agit pas, proteste Gerson, d'amoindrir le pouvoir papal, mais bien d'assurer que « l'usage en soit vertueux, décent, licite et avantageux pour toute l'Église ». Ce rôle de directeur, de redresseur, appartient au concile ; car, qu'il s'agisse de discipline ou de croyance, la décision finale doit toujours revenir à l'Église elle-même, qui reste « le juge indéniable ». Quiconque « méprise le concile, méprise Dieu qui le dirige ». Ils commettent « une erreur énorme », ceux qui prétendent que « la décision du pape l'emporte sur celle du concile », ou que le pape n'est pas tenu, même contre son gré, d'obéir au concile<sup>2</sup>.

(1) *Consid.* 11, col. 215.

(2) *Consid.* 12, col. 216.

EN 1409, LA DOCTRINE EST MURE

On voit que les théories déjà soutenues, en 1380 et 1381, par quelques précurseurs, avaient trouvé pour les défendre, à l'approche du concile de Pise, des voix particulièrement autorisées. Un Zabarella, un Gerson, exprimaient autre chose qu'un simple avis personnel. On considère à juste titre le premier comme un des porte-parole des universités italiennes. Et quand Gerson s'adressait à l'ambassade anglaise, en présence et au nom de la grande école parisienne, il savait parfaitement que ses auditeurs pensaient, en gros, comme lui. Il ne serait donc pas étonnant que le concile eût lui-même sanctionné cette doctrine. L'a-t-il fait ? Dans sa huitième session, qu'il tint le vendredi, 10 mai 1409, il approuva, sur la proposition du patriarche d'Alexandrie, Simon de Cramaud, un décret dont quelques mots sembleraient le laisser entendre. « Le saint synode, après mûre délibération, déclare, prononce et décide, avec la grâce de Dieu, qu'il est un concile général représentant la totalité de l'Église universelle... et qu'il lui appartient, comme à l'unique supérieur et juge sur terre, de connaître, examiner et trancher la cause des deux prétendants<sup>1</sup> ». Pourtant, qu'on ne se hâte pas de conclure. Ces paroles n'ont pas nécessairement le sens qu'on leur a parfois donné. A notre avis, elles désignent tout autre chose que la supériorité du concile sur le pape telle qu'on l'entendra à Constance, quelques années plus tard.

## § 2. — La déposition des deux papes rivaux.

OPINION DES FRANÇAIS SUR BENOÎT XIII

En adoptant le principe de la neutralité, le clergé de France avait pris, à l'égard de Benoît XIII, une attitude très nette : il avait déclaré Pierre de Luna « schismatique endurci » et « véritable hérétique ». Proposée par l'université de Paris, cette motion avait recueilli l'adhésion de toutes les autres universités du royaume et de toutes les provinces ecclésiastiques<sup>2</sup>. C'était la thèse qu'avaient soutenue, à l'assemblée parisienne de 1406, les orateurs partisans de la soustraction d'obédience. « Je dy vérité, s'écriait Simon de Cramaud, par le serment que je apporte de baptesme : je ne say comment l'en sueffre deux tels ennemis de nostre Foy... Je ne veul rien dire

(1) ... *Et ad hoc generale concilium, tanquam ad unicum superiorem et judicem in terris pertinere hujusmodi causae et omnium propositorum contra Dominos Benedictum et Gregorium nominatos, contententes, seu, ut asseritur, colludentes, cognitionem, examinationem, decisionem et omnimodam determinationem omnium singulorum ad dictam causam pertinentium, quoquo modo dependentium, incidentium, seu emergentium ex praemissis.* L. D'ACHERY, *Spicilegium sive collectio veterum aliquot scriptorum*, t. I, p. 845.

(2) N. VALOIS, *op. cit.*, p. 26.



de moy, je ne ferai que reciter les saints docteurs : *sapientibus tamen legem loquor*. Les docteurs dient que une contumace en souverain evesque ou pape, n'est-ce pas heresie toute clere?... Qui se feint tenir la sainte Foy et despise et contemne les traditions des saints Peres et des docteurs, et par occasion de ce divise l'Eglise, il est heretique. Et dy outre, et use des paroles des docteurs, que tel doit estre dy vray heretique<sup>1</sup> ». Après avoir rappelé les promesses de Benoît XIII, il concluait de nouveau : « Et ainsi il appert clerement, puisqu'il n'en a voulu riens faire, qu'il a esté et est proterve ; et ainsi appert que telle contumace est scismatique et heresie formelle<sup>2</sup> ». Pierre Plaoul lui avait fait écho. « Quand un homme devise l'Eglise et y met celle perturbation pour sa presidence posseder et retenir, et ensuit pertinacement son opinion, il doit estre dit scismatique, et ne puet durer le scisme longuement qu'il n'y ait suspicion d'heresie envers celui qui est cause et fait le scisme<sup>3</sup> ». C'est ce que Jean Petit avait répété sous une autre forme : « Un scisme nouvel n'est pas heresie et toutefois c'est scisme ; mais en Benedict nous pouvons considerer scisme nouvel, scisme pertinace et scisme inveteré ou heretique<sup>4</sup> ».

**ET SUR GRÉGOIRE XII** Le clergé ne s'était prononcé que sur Benoît XIII ; mais nous avons vu Cramaud traiter les deux papes d'« ennemis de nostre Foy ». L'université de Paris les mettait, en effet, sous le rapport de l'hétérodoxie, tous les deux sur le même pied. C'est ce que Pierre Plaoul fit savoir au concile de Pise, dans un discours qu'il prononça au cours de la treizième session, le 29 mai 1409 : elle les tenait l'un et l'autre, dit-il, pour schismatiques endurcis et « hérétiques au sens propre et étroit du mot ». Il ajouta que telle était également l'opinion des universités d'Orléans, de Toulouse et d'Angers<sup>5</sup>.

**LES FLORENTINS** De leur côté, les Florentins avaient retiré leur obédience à Grégoire XII, à la suite d'un concile auquel assistèrent, au début de l'année 1409, « plusieurs prélats et un grand nombre de docteurs en droit canon et civil ». Ils proclamèrent leur pape « devastateur de l'Eglise et nourricier d'un schisme inveteré »<sup>6</sup>. Ils ne prononçaient pas le terme d'hérétique, mais on devine assez que, dans leur pensée, la formule employée y équivalait.

(1) BOURGEOIS DU CHASTENET, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 122.

(2) *Ibid.*, p. 215.

(3) *Ibid.*, p. 185.

(4) *Ibid.*, p. 224.

(5) MARTÈNE et DURAND, *Veterum scriptorum... amplissima collectio*, t. VII, col. 1094.

(6) *Ibid.*, col. 949 (lettre des Florentins à Charles VI).

**LES BOLONAIS** L'université de Bologne avait été plus explicite, dans une déclaration du 20 décembre 1407, formellement approuvée par la Faculté de théologie. Le présent schisme, y lit-on, bien qu'à l'origine il n'ait été que schisme, s'est finalement tourné en hérésie par sa durée même et l'obstination de ceux qui le maintiennent. Les deux prétendants avaient juré de procurer l'union ; en refusant de tenir ses serments, le vrai pape est devenu hérétique et n'importe qui peut le dénoncer comme tel ; les fidèles doivent lui refuser obéissance, ils n'ont plus à son égard aucune obligation. Les mêmes conclusions valent, à plus forte raison, pour l'antipape<sup>1</sup>.

**AUTRES TÉMOIGNAGES** Cette thèse, que l'endurcissement des deux rivaux, leur entêtement à maintenir la division de l'Église, impliquait la note d'hérésie, n'était pas nouvelle en Italie. Balde la soutenait déjà en 1398. « Le schismatique obstiné, écrivait-il dans son commentaire des *Décrétales*, est du fait même hérétique, et quiconque a cessé d'adhérer à Dieu n'a plus sa place dans l'Église<sup>2</sup> ». Aussi n'est-il pas étonnant que son disciple Zabarella ait soutenu le même point de vue en 1408 : « En persistant à ne point vouloir céder, lisons-nous dans son *Tractatus de schismate*, et en empêchant ainsi volontairement l'Église de retrouver son unité, les deux papes actuels se sont rendus coupables, notoirement, du délit de schisme. Mais le schisme implique l'hérésie, car le schismatique entend se constituer une église propre en opposition avec l'Église universelle, laquelle est une ». Et plus loin : « il y en a qui pensent qu'après trente ans et plus qu'il dure, le schisme d'aujourd'hui prend figure d'hérésie. Et comme les deux contendants non seulement ne le combattent pas, mais le favorisent plutôt, ils sont eux-mêmes hérétiques ; nous devons nous séparer d'eux, cesser avec eux tous rapports, puisque les hérétiques sont exclus de l'Église ». Sans doute, tout schisme n'est pas hérésie, comme le remarque la Glose : il faut qu'il se complique d'opiniâtreté. Mais dans les conditions où nous sommes, les deux actuels rivaux ne peuvent invoquer aucune excuse. Bien plus, leurs devanciers eux-mêmes encourent une condamnation identique. « Pour n'avoir pas employé tous leurs efforts à faire cesser la division, ils furent schismatiques, fauteurs de schisme, et par conséquent hérétiques. Non point qu'ils aient été coupables en acceptant leur élection et en se comportant en papes : non, puisqu'ils se croyaient canoniquement investis ; leur crime consista à s'entêter dans leur pon-

(1) *Ibid.*, col. 894 (*Conclusiones per studium bononiense*).

(2) *Schismaticus obstinatus hereticus est, et qui non habet partem in Deo non habet partem in ecclesia*. *Loc. cit.*, fol. 37<sup>v</sup>.

tificat..., car peu importe que le pape soit Pierre ou Jean : l'essentiel, c'est qu'il n'y en ait qu'un ». Tout cela serait vrai même en l'absence de promesses jurées. A plus forte raison doit-on l'admettre dans le cas présent, où de si solennels serments furent formulés, au moment de chaque élection, de se démettre pour ramener l'unité<sup>1</sup>.

LA VIEILLE THÉORIE  
SUR LE PAPE HÉRÉTIQUE VA SUFFIRE

Un fort courant d'opinion existait donc, au moment où s'ouvrit le concile, en

faveur de la mise en accusation pure et simple de Benoît XIII et de Grégoire XII pour « hérésie formelle ». Qu'il se soit encore fortifié à Pise, nous en avons la preuve dans les actes mêmes de la treizième session. Après le discours de Pierre Plaoul, l'évêque de Novare, Jean Capogallo, monta à l'ambon, assisté de deux maîtres en théologie, l'un anglais et l'autre toulousain. Il fit savoir que la veille, 28 mai, une réunion s'était tenue dans la sacristie de l'église des Franciscains, à la demande des cardinaux. Y assistaient tous les théologiens présents au concile, docteurs pour la plupart : six ou huit seulement n'étaient que licenciés ou bacheliers formés. Parmi eux, vingt-trois membres de l'université de Paris. Ces théologiens représentaient toutes les conditions ecclésiastiques : évêques, abbés, généraux d'ordres, prêtres séculiers, moines. Leur nombre s'élevait à cent cinq. Le cardinal de Milan, Pierre Philargès, qui présidait, leur posa deux questions : Pierre de Luna, dit Benoît XIII, et Ange Correr, dit Grégoire XII, sont-ils coupables de schisme et d'hérésie ? S'ils le sont, le concile doit-il les déclarer exclus de l'Église, et, en tant que besoin est, les exclure ? Après longue discussion, l'assemblée répondit par l'affirmative, à l'unanimité. Le cardinal rappela, en terminant, que les universités de Florence et de Bologne partageaient cet avis, qu'à Florence les maîtres qui s'étaient prononcés dans ce sens atteignaient le chiffre de cent vingt, et que les délégués des universités d'Orléans, de Toulouse et d'Angers avaient assuré que leurs corps respectifs étaient du même sentiment. L'avocat du concile demanda que procès-verbal de cette déclaration fût dressé séance tenante<sup>2</sup>. Le même soir, quelques délégués de l'université de Paris pouvaient écrire à leurs commettants : « Les Anglois, Alemans, Bohémiens, ceulx de Poulaine, de France, de Cipre, de Rodas, d'Ytalie sont si très solennellement concordables<sup>3</sup> ».

(1) S. SCHARD, *op. cit.*, p. 697, 699, 706.

(2) L. D'ACHERY, *Spicilegium*, t. I, p. 846 ; MARTÈNE et DURAND, *Veterum scriptorum et monumentorum... amplissima collectio*, t. VII, col. 1094.

(3) *La chronique d'Enguerran de Monstrelet*, éd. L. DOUET-D'ARCO (société de l'Histoire de France), t. II, p. 24.

Cet accord nous laisse deviner dans quelle voie dut s'engager le concile. Il s'agissait simplement, pour lui, d'examiner les faits qui valaient aux deux rivaux l'accusation d'hérésie. S'il les estimait prouvés, la sentence s'imposait : bien plus, Dieu lui-même l'avait rendue et les Pères n'auraient qu'à le constater. Nous l'avons assez montré<sup>1</sup> : aux termes du droit canonique le mieux établi, le pape qui « dévie de la foi » perd *ipso jure* sa dignité et se ravale au-dessous du dernier des fidèles. Mais comme ces faits étaient notoires, on pouvait tenir d'avance le résultat de l'instruction pour assuré. C'est ce qu'exprimait en termes crus, le 10 mai, un orateur aragonnais, l'évêque de Sisteron, Nicolas Sacosta. Nous connaissons la substance de son discours par une lettre de l'abbé de Saint-Maixent, Pierre Baston, à Gérard de Montaigu, évêque de Poitiers. « Le dimanche estant ouudit temps, écrit-il, fut célébrée la messe devant les cardinaulx par un évesque nommé Fachinquant<sup>2</sup>. Et fist le sermon l'évesque de Sistoracense, natif d'Aragon, très grand docteur en théologie, qui tous jours avoit tenu le parti de Pierre de la Lune : commençant son theume : *Expugnate vetus fermentum, ut sitis nova consparsio*. Ces paroles sont escriptes en l'Epistre monseigneur Saint-Pol leue en sainte Eglise le jour de Pasques communaulx. Et vault autant à dire en moralité : expurgez le vieil levain, c'est à dire la vieille corruption de péché, afin que vous soiez nouvelle consparsion, c'est à dire par bonnes œuvres et bonnes vertus. Lequel theume il démena si parfond que tous les prélats et docteurs s'en émerveillèrent grandement : mectant certaines conclusions, et dist que les deux contendans estoient aussi bien papes que ses vielz soulers, appelant et nommant iceulx que Annas et Cayphas, et les appela dyables et les compara aux dyables d'enfer<sup>3</sup> ».

Dans le cadre du droit classique, et tenant d'avance pour prouvé ce que tout le monde admettait, le « très grand docteur » avait raison. Tombés dans l'hérésie, Benoît et Grégoire étaient dès lors exclus de l'Eglise. Suivant l'expression de saint Jean, si souvent répétée par les canonistes et chère à Innocent III<sup>4</sup>, ils étaient « déjà jugés ». Ils n'étaient pas plus papes que de « vieux souliers ».

Ainsi la violence de l'hostilité déchaînée, en 1409, contre les deux prétendants dispensait l'assemblée de tenir compte des idées nouvelles sur la supériorité intrinsèque du concile. Elle put s'acquitter

(1) Voir p. 12-17.

(2) Qui était ce « Fachinquant » ? Peut-être un parent du fameux condottiere de cette époque Facino Cane.

(3) *La chronique d'Enguerran de Monstrelet*, t. II, p. 18.

(4) Voir plus haut, p. 14.

de sa tâche sans recourir à autre chose qu'au *Corpus juris* et aux commentaires admis comme des oracles.

*L'ACTE D'ACCUSATION* Dès sa deuxième session, le 26 mars, le synode avait désigné, pour soutenir l'accusation, un avocat, des procureurs et des promoteurs. Aussitôt après avoir prêté serment de bien remplir sa charge, l'avocat monta en chaire et expliqua quelle procédure il envisageait contre Benoît et Grégoire, qu'il se plut à nommer par dérision *Benefictus* et *Errorius*<sup>1</sup>. Ayant rappelé depuis combien de temps ils entretenaient le schisme et fait savoir qu'ils avaient été dûment cités, il demanda qu'on les tint pour contumaces s'ils refusaient de comparaître. A la requête des promoteurs, le concile approuva ces propositions et en donna acte à l'avocat. Après quoi, deux cardinaux, assistés d'un archevêque, d'un évêque, de l'avocat et de plusieurs notaires, sortirent sur la place, appelèrent à haute voix les deux prévenus et demandèrent à la foule si l'on connaissait quelques-uns de leurs gens, logés en ville. Revenus à leur stalle, ils dirent n'avoir trouvé personne. Les mêmes sommations se renouvelèrent le lendemain, et à la quatrième session, tenue le 31 mars, les deux papes furent déclarés contumaces. Les fêtes de Pâques interrompirent les travaux de l'assemblée, qui reprit le 15 avril. C'est seulement le 24, toutefois, que l'on se remit au procès, les sessions intermédiaires ayant été consacrées à entendre et à réfuter les ambassadeurs du roi des Romains, Robert de Bavière, qui contestaient la légitimité du synode. Ils quittèrent Pise, d'ailleurs, aussitôt après leur protestation, et sans prendre congé<sup>2</sup>.

Le 24 avril, après une dernière sommation faite aux portes de l'église, et une nouvelle déclaration de défaut, le concile décida de passer outre<sup>3</sup>. Alors l'avocat donna lecture de l'acte d'accusation<sup>4</sup>. Il comprenait trente-sept articles et faisait du schisme un historique détaillé, d'où ressortait l'obstination des deux rivaux, leur mauvaise foi et leur refus d'accomplir des promesses solennellement jurées. Suivaient les conclusions du ministère public : plaise à l'assemblée déclarer l'association des cardinaux des deux obédiences « légitime, canonique, valide et raisonnable pour le bien et l'évidente nécessité de la très sainte union » ; proclamer le présent concile « dûment et régulièrement convoqué, en temps opportun et en lieu sûr » ; décider

(1) *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. IV, p. 212 : ... quorum unum pro Benedicto Benefictum, alterum pro Gregorio Errorium pluries nominavit...

(2) *Ibid.*, p. 212-221.

(3) MARTÈNE et DURAND, *loc. cit.*, col. 1084 ; L. D'ACHERY, *Spicilegium*, t. I, p. 833 ; *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. IV, p. 220.

(4) Texte intégral dans L. D'ACHERY, *loc. cit.*, p. 833-843.

que ledit concile représente bien l'Église universelle et qu'il est compétent pour connaître de cette affaire et la trancher ; dire en outre que les allégations sus-énoncées à la charge des inculpés sont notoires ; prononcer, en conséquence, « et faire savoir à tout le peuple chrétien que lesdits contendants se sont rendus incapables de toute dignité et honneur, même papal, comme schismatiques notoires, fauteurs de schisme, hérétiques endurcis, coupables de crimes énormes et en particulier de parjure et violation de vœux, scandaleux, incorrigibles, d'une opiniâtreté évidente et manifeste ; que pour lesdites iniquités ils sont, par Dieu et les saints canons, exclus et privés de tout règne, commandement et présidence et exclus de l'Église ; que néanmoins le saint concile les prive, rejette et exclut par sentence et interdit à tous les deux et à chacun de se comporter en pape ». Les Pères étaient enfin requis d'interdire à tout fidèle de prêter à aucun des deux rivaux obéissance, secours ou conseil, nonobstant tout serment de fidélité ou autre lien, sous peine d'excommunication.

C'est à ces réquisitions que fit droit l'assemblée en déclarant, le 10 mai, comme nous l'avons dit, qu'elle était, en tant que concile régulièrement convoqué et représentant l'Église universelle, « unique supérieur et juge sur terre » des deux papes en conflit. Par ce qui précède on voit que cette déclaration, si elle n'exclut pas positivement la croyance d'une supériorité générale et absolue du concile sur le pontife, est bien loin, en revanche, de l'impliquer de façon certaine.

Comme le demandait l'avocat, le synode nomma une commission chargée de vérifier les chefs d'accusation. Elle fut composée de deux cardinaux, un pour chaque collège, de l'évêque de Lisieux, de trois docteurs pour le royaume de France, un pour le royaume d'Angleterre, un pour la Provence et deux pour l'Allemagne<sup>1</sup>. Du 10 au 30 mai, elle interrogea, au cours de treize vacations, quatre-vingt-quatre témoins, dont dix furent cités et déposèrent deux fois. Italiens, Français, Germains, Savoyards, Gênois, cardinaux, grands personnages, obscurs fonctionnaires des deux curies, presque tous apportèrent des souvenirs personnels, grâce à quoi les griefs imputés aux prévenus parurent suffisamment étayés<sup>2</sup>. Il s'agissait, du reste, de faits assez connus.

*GRIEFS COMPLÉMENTAIRES* Mais la meilleure preuve que le concile n'entendait point se prévaloir des idées mises récemment en circulation au sujet de la constitution de l'Église, mais s'en tenir, plutôt, au vieux droit touchant le pape hérétique,

(1) *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, t. IV, p. 224.

(2) Voir l'indication de quelques-uns de ces témoins dans N. VALOIS, *op. cit.*, t. IV, p. 91.

c'est qu'il craignit que l'obstination des deux rivaux à ne pas se démettre, et par conséquent à entretenir le schisme, obstination cependant prouvée, ne suffît point, toutefois, à justifier le chef d'hérésie, dans le sens indiscutable du terme. En effet, la commission, qui avait reçu, le 17 mai, les pouvoirs nécessaires pour « ajouter de nouveaux articles » aux trente-sept que comportait primitivement l'acte d'accusation, et pour « entendre à leur sujet des témoins et faire les interrogatoires qu'elle jugerait utiles »<sup>1</sup>, se mit en devoir de rechercher, dans le passé des deux papes, des éléments capables de mieux faire apparaître leur hétérodoxie. Elle apprit ainsi qu'ils s'étaient permis des paroles contraires à la saine doctrine, des fréquentations suspectes, et son dossier s'enfla de toutes les vieilles histoires de sorciers, de « nigromans », qui traînaient déjà dans les procès de Boniface VIII et des Templiers, et qui semblent avoir hanté les imaginations de cette époque.

La plupart des historiens du concile de Pise passent sous silence cette partie de l'instruction ; quelques-uns en parlent comme d'une fable. Mais N. Valois en a découvert, aux archives du Vatican, les procès-verbaux inédits et il en a publié d'intéressants extraits<sup>2</sup>. Sur les articles additionnels, les commissaires interrogèrent plus de trente témoins. Il apparut qu'Ange Correr, avant de devenir Grégoire XII, avait été poursuivi devant les inquisiteurs de Venise, pour avoir tenu des propos hérétiques ; les preuves étaient administrées et la sentence prête. Le témoin ne dit pas, il est vrai, pourquoi elle ne fut point publiée, et l'on ne put mettre la main sur les actes du procès. Une fois pape, le même Grégoire consultait un certain Élias, médecin juif, pratiquant la magie, afin d'apprendre ce qui arriverait s'il ne cédait pas. Pour Benoît XIII, les charges étaient plus fortes encore : il avait protégé des hérétiques contre les justes rigueurs de l'inquisition et gardé leurs écrits par devers lui. Il commerçait avec les esprits, tenait à son service personnel deux démons, « enfermés dans une bourse ». Il avait fait rechercher à grands frais, et finalement s'était procuré, chez des Juifs d'Espagne et chez des Sarrazins, des livres de sorcellerie : quand il quitta Nice, lors de son dernier voyage, il en oublia même un dans son lit. Partout où il savait des magiciens, notamment dans les prisons, il les faisait venir près de lui pour les consulter. On nommait les intermédiaires qui mettaient à sa disposition les bons offices du « Dieu des vents », du « Prince des séditions » ou du « Révélateur des trésors cachés ». Avec de pareilles dépositions, faites sous

(1) *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, t. IV, p. 236.

(2) *Op. cit.*, t. IV, p. 92-97. Pour l'attitude des historiens antérieurs, *ibid.*, p. 97, note 4.

la foi du serment, bien entendu, les enquêteurs de 1409 pouvaient avoir l'impression de marcher enfin sur un terrain solide.

**LA SENTENCE** La sentence du 5 juin, lue solennellement à l'ambon par Simon de Cramaud, patriarche d'Alexandrie, assisté des deux patriarches latins d'Antioche et de Jérusalem, fut telle qu'on pouvait l'attendre<sup>1</sup>. Le « saint et général synode, représentant l'Église universelle » et compétent pour juger la cause des deux papes accusés, « réuni par la grâce du Saint-Esprit dans l'église principale de Pise et y tenant son tribunal », « le nom du Christ invoqué », retenait pour « vrais et notoires » les crimes imputés à Pierre de Luna et Ange Correr, « qui se font appeler respectivement Benoît XIII et Grégoire XII ». Il « prononçait, décrétait, définissait et déclarait » que l'un et l'autre étaient « schismatiques notoires, nourriciers, fauteurs et défenseurs de schisme invétéré, hérétiques notoires et détournés de la foi » ; qu'ils avaient « scandalisé la sainte Église universelle par les abominables crimes de parjure et de violation de vœux » ; qu'ils étaient « incorrigibles, contumaces et obstinés ». Pour tout cela, ajoutait le texte, — et la formule est à remarquer, parce qu'elle montre la fidélité du concile aux principes de l'ancien droit<sup>2</sup>, — « ils se sont rendus inaptes à tout honneur et dignité, même papale. Leurs iniquités, crimes et excès font qu'ils ont été, par Dieu et les saints canons, exclus et privés *ipso facto* du règne, commandement et présidence, et détachés de l'Église ». C'était donc bien tout d'abord, et surtout, une sentence déclaratoire que portait l'assemblée. Elle constatait officiellement, comme instance ayant seule qualité pour le faire, un état de choses préalable, à savoir la déchéance des deux inculpés, l'exclusion du rang qu'ils avaient pu d'abord occuper. Ce résultat avait été produit, automatiquement, le jour où ils avaient « dévié de la foi ».

Cependant, par surcroît de précaution, et conformément aux formules usuelles de style<sup>3</sup>, le texte associait au verdict divin une con-

(1) Texte dans MARTÈNE et DURAND, *op. cit.*, t. VII, col. 1096-1098 ; dans L. D'ACHERY, *Spicilegium*, t. I, p. 847-848 ; reproduite dans HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. VII<sup>1</sup>, p. 46, note 1 ; etc.

(2) Voici le passage principal : ... *Ipsosque Angelum Corario et Petrum de Luna, de papatu, ut praefertur, contendentes et eorum utrumque fuisse et esse notorios schismaticos, et antiqui schismatis nutritores, defensores, approbatores, fautores et manutentores pertinaces, nec non notorios haereticos et a fide devios, notoriisque criminibus enormibus perjurii et violationis voti irretitos, universalem ecclesiam sanctam Dei notorie scandalizantes, cum incorrigibilitate, contumacia et pertinacia notoriis, evidentibus et manifestis ; et ex his et aliis se reddidisse omni honore et dignitate, etiam papali, indignos, ipsosque et eorum utrumque propter praemissas iniquitates, crimina et excessus, ne regnent vel imperent aut presint, a Deo et sacris canonibus fore ipso facto abjectos et privatos, ac etiam ab ecclesia praecisos ; et nihilominus ipsos Petrum et Angelum et eorum utrumque per hanc sententiam definitivam in his scriptis privat, abjicit, praescindit ; inhibendo eisdem ne eorum aliquis pro summo pontifice gerere se praesumat, ecclesiamque vacare Romanam ad cautelam decernendo.*

(3) Les rédacteurs de la sentence de Pise étaient trop bons juristes, et notamment Simon de



damnation explicite. « Au surplus, le saint synode, par cette sentence définitive portée par écrit, prive, chasse, rejette lesdits Pierre et Ange, interdisant à chacun d'eux d'oser se comporter en pape ». Après quoi, le concile déclarait, « en tant que besoin est », l'Église romaine vacante.

LE CONCILE DE PISE RESTE DANS LA LIGNE  
DE L'ANCIEN DROIT

Si l'on se rappelle la  
législation du *Corpus*  
*juris* sur le pape héré-

tique, et la doctrine élaborée sur ce sujet par les glossateurs, on reconnaîtra sans difficulté que le concile de Pise pouvait se réclamer d'une doctrine déjà élaborée. Sa position juridique est exactement celle où Nogaret, Plaisian, Louis de Bavière prétendaient s'établir<sup>1</sup>. Ce que l'on est convenu d'appeler le « gallicanisme ecclésiastique » fit des progrès dans l'opinion publique à l'annonce de cette assemblée : c'est certain. Mais au concile même il n'avança pas d'une ligne et n'y reçut aucune consécration.

ÉLECTION D'ALEXANDRE V

Trois semaines après la proclamation de la double déchéance, le 26 juin, les cardinaux, enfermés en conclave et investis d'une délégation du concile, élisèrent comme souverain Pontife Pierre Philargès, archevêque de Milan<sup>2</sup> ; il prit le nom d'Alexandre V. Les craintes exprimées par Pierre d'Ailly avant l'assemblée n'étaient point chimériques : bien loin de mettre fin au schisme, cette élection le compliquait. Grégoire XII et Benoît XIII conservèrent des partisans : au lieu de deux papes, la malheureuse Église allait en avoir trois. Il faudra attendre huit ans encore avant de lui procurer l'union tant désirée.

Cramaud, pour ignorer le vocabulaire de la procédure pénale. Quand les papes du Moyen Age déclarent, par exemple, que tel violateur de l'immunité personnelle des clercs a encouru l'excommunication *promulgati canonis*, ils ne manquent jamais d'ajouter qu'ils l'excommunient par surcroît. Pourtant, ce n'est pas nécessaire : excommunié, cet homme l'est déjà, *ipso jure*, comme transgresseur d'une loi où la peine est inscrite *latae sententiae*. Mais, pour plus de sûreté, on lui fait bonne mesure : c'est une de ces clauses de style *ad cautelam*, qui fourmillent dans la littérature de chancellerie.

(1) Voir, p. 19-28. — Nous disons que le concile n'est pas sorti de la voie traditionnelle : nous ne prétendons pas, cependant, que personne n'ait eu l'impression, à cette époque, qu'il s'arrogeait purement et simplement une autorité supérieure à celle du pape. Même quelques-uns de ses membres durent avoir cette idée et, au concile de Constance, P. d'Ailly revendiquera ce précédent. De même Guillaume Fillastre ; pour légitimer le pouvoir que l'on aurait de contraindre les trois papes de 1415, dont au moins un, Jean XXIII, n'est pas suspect d'hérésie, il ne craint pas de dire : *Nec dubitandum quin generale concilium sit iudex competens in hac parte : alioquin Pisanum concilium viribus non subsistere, in quo eadem auctoritate et ex eisdem causis radicalibus fuit judicatum*. MANSI, *Amplissima collectio*, t. XXVII, col. 555. Ces opinions personnelles ne modifient en rien la position juridique qu'adopta, en fait, l'assemblée de Pise.

(2) Ou plutôt ancien archevêque ; il n'était plus, depuis son élévation au cardinalat par Innocent VII, en 1405, qu'administrateur de ce diocèse. Il est le plus souvent désigné, à cette époque, sous le titre de cardinal de Candie, du nom de l'île dont il était originaire.



## CHAPITRE V

### LE CONCILE DE CONSTANCE (1415-1416)

*JEAN XXIII SUCCÈDE A ALEXANDRE V* Les événements qui se déroulèrent de 1409 à 1414, date où fut convoqué le concile de Constance, n'entrent pas dans le cadre de cette étude. Alexandre V mourut dans la nuit du 3 au 4 mai 1410. Balthasar Cossa, cardinal de Saint-Eustache, lui succéda le 17, sous le nom de Jean XXIII. Le 21 juin 1411, fut élu roi des Romains le futur empereur, Sigismond de Luxembourg. Partisan de Grégoire XII avant cette date, et reconnu par lui, il se rapprocha de Jean XXIII, sans cependant abandonner son pape. « Dès lors, les regards de beaucoup de chrétiens se tournèrent vers le chef de l'Empire... La pensée du concile hantait, effectivement, l'esprit de Sigismond ; il le voulait œcuménique ; il entendait y préluder par la pacification de l'Europe occidentale ; il rêvait d'y assister à l'union des Églises grecque et latine, et déjà il se flattait de voir les peuples chrétiens tourner, à la voix de Jean XXIII, leurs armes contre les infidèles<sup>1</sup> ». L'hypothèse que plusieurs écrivains avaient envisagée, quelques années plus tôt, quelques-uns, comme Zabarella, sans beaucoup de conviction, d'autres avec plus d'espoir, allait se réaliser en partie : si l'empereur ne convoqua pas lui-même le concile, au moins en obtint-il la convocation du pape que reconnaissait pour vrai la plus grande partie de la chrétienté<sup>2</sup>.

*SITUATION NOUVELLE* Mais en 1414 la situation n'était plus la même qu'en 1409. Une expérience avait été faite à Pise, et elle n'avait pas réussi : l'Église n'avait pas été unanime à admettre le bien-fondé de la double condamnation pour hérésie. Y avait-il lieu de la tenter de nouveau ? En outre, le même concile de Pise avait complété son œuvre par l'élection d'un pape auquel l'on n'avait imposé aucune promesse de démission, d'un pape « cer-

(1) N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. IV, p. 229.

(2) Cf. N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 129-256 ; H. FINKE, *Acta concilii constanciensis*, t. I, 1896 (ce volume contient les actes de la période préparatoire).

tain ». Son successeur avait été élu, l'année suivante, *unanimiter et concorditer*<sup>1</sup> : pouvait-on le traiter, lui aussi, de schismatique et d'hérétique ? Sans doute, ce dernier choix n'avait guère été heureux : avant son élection, Balthasar Cossa jouissait d'une assez triste réputation et une fois pape il n'échappa point au reproche de simonie<sup>2</sup>. Mais cela ne suffisait pas à étayer une accusation d'hérésie. Il fallait trouver une autre procédure.

### § 1. — Les protagonistes français.

On a écrit que « Paris a fait Constance »<sup>3</sup>. Il y a dans ce jugement une grande part d'exagération : les idées qui triomphèrent à Constance ne sont pas, nous l'avons vu, d'origine spécialement gallicane. Il n'en reste pas moins que les Français jouèrent au concile un rôle des plus importants. Or, les personnages qui y exercèrent l'influence la plus considérable, parmi nos compatriotes, ne sont plus ceux qui avaient tenu, à Pise, le devant de la scène. Les gens comme Simon de Cramaud, dont on connaît la hardiesse outrancière, cèdent la première place à trois hommes qui avaient toujours été, au contraire, partisans de la prudence et de la modération : Pierre d'Ailly, Guillaume Fillastre et Jean Gerson. Les deux premiers avaient été nommés cardinaux par Jean XXIII au consistoire du 6 juin 1411<sup>4</sup>, le troisième était dans tout l'éclat de sa célébrité.

*PIERRE D'AILLY* Dès 1402, Pierre d'Ailly s'efforçait de proscrire des discussions ces gros mots d'« hérétique » et de « schismatique ». Il n'y a jamais eu, disait-il, de doute mieux fondé que dans les présentes conjonctures ; et pourtant chaque obédience ose prétendre que c'est à son pape qu'il faut nécessairement obéir. Gardons-nous bien de lancer à la légère des accusations aussi injurieuses que celle-ci : vous errez dans la foi<sup>5</sup> ! Au concile parisien de 1406, il rappelle les exigences de la charité chrétienne. « Je dy pourtant qu'il me semble cose bien abhominable que en cette matiere l'en use de paroles injurieuses et especialement contre la personne

(1) C. EUBEL, *Hierarchia catholica medii aevi*, t. I, p. 32, note 5.

(2) *Quam electionem fuisse vitiosam fama est, et quantum ad merita persone certum* : *Journal de Guillaume Fillastre*, dans H. FINKE, *Acta concilii constantiensis*, t. II, 1923, p. 14. Cf. G. MOLLAT, art. *Jean XXIII*, dans *Dictionnaire de théologie catholique*, t. VIII, col. 641-644 : « Peu de personnalités ont été aussi diversement appréciées que la sienne. Certains historiens ont pris sa défense, tandis que d'autres l'ont attaqué avec âpreté. Les plus modérés ne lui sont guère favorables... »

(3) L. SALEMBIER, *Le Grand Schisme d'Occident*, p. 119.

(4) C. EUBEL, *Hierarchia catholica medii aevi*, t. I, p. 33.

(5) *Gersonii opera*, éd. d'ELLIES DU PIN, t. II, col. 25 (écrit faussement attribué à Gerson ; il s'agit en réalité de la première partie du traité *De materia concilii generalis*, de Pierre d'Ailly ; cf. L. SALEMBIER, dans *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, t. I, col. 1158).

du pape, avant qu'il soit jugié tel, comme l'en l'y met sus. J'ay leu et estudié les livres des conseaux generaux, esquels conseaux a moult de papes jugiés de plusieurs crimes et condamnés ; mais je n'ay point trouvé que l'en y trovast telles injures... Pour Dieu, fuyons-les, et traittons nostre matiere honestement et paisivablement *in vinculo pacis*... Je me esmerveille moult comment on ose parler de si hauts articles comme de dire que le pape soit heretique, heresiarque, especialement en son absence... Mais l'en me dira qu'il est suspect de heresie, qu'il est scismatique, et ainssi, etc. ; c'est venir contre l'Evangile : *nolite judicare et non judicabimini*. Saint Augustin dit que quand une cose est douteuse, on la doit interpreter au meilleur entendement... Sire, quand l'en parle en la matiere de la foy, comme de scisme, ou de heresie, l'en en doit parler en paroles precises <sup>1</sup> ». Loin de favoriser l'union, de tels procédés de discussion lui portent un grave préjudice, et l'orateur rappelle qu'il a soutenu le même point de vue à Gênes, l'année précédente <sup>2</sup>. Rentré dans son diocèse, l'évêque de Cambrai garde un souvenir amer des violences dont il a été témoin. « Tout ce que je vois, écrit-il à Gerson, m'est pénible et presque insupportable ». Si bien que son disciple doit le consoler, en détournant ses pensées vers « un aliment plus solide », celui de la « dévotion intérieure » et des considérations mystiques <sup>3</sup>. Cinq ans plus tard, Pierre d'Ailly reste fidèle à son attitude modérée. Dans son *Apologia concilii pisani*, écrite en 1411, il soutient que seule l'obstination à nier une « vérité de foi » rend hérétique et que le schisme, « en tant que vice et péché », suppose l'entêtement contre « l'unité et la charité de l'Église » <sup>4</sup>. Sans doute, il a adhéré lui-même aux condamnations de Pise, mais il explique pourquoi : « J'avais bien des doutes, je l'avoue, à propos de ces mesures, surtout pour ce qui concernait la nouvelle élection... Mais ils ont cessé devant l'autorité dudit concile ». Il n'a pas voulu « s'endurcir dans sa propre opinion » ; il a jugé « plus sûr » d'adhérer à l'avis de l'assemblée que de « s'attacher trop fort à sa prudence personnelle » <sup>5</sup>.

GUILLAUME FILLASTRE      A la différence de P. d'Ailly, Guillaume Fillastre n'a pas laissé d'écrits sur le schisme, antérieur au concile de Constance <sup>6</sup>. Le fait que les délégués de Be-

(1) BOURGEOIS DU CHASTENET, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 151, 157, 159, 160.

(2) *Ibid.*, p. 159 ; cf. P. TSCHACKERT, *Peter von Ailli*, Appendice, p. 32 ; N. VALOIS, *op. cit.*, t. IV, p. 497.

(3) *Gersonii opera*, éd. cit., t. III, col. 429.

(4) P. TSCHACKERT, *op. cit.*, Appendice, p. 33.

(5) *Ibid.*, p. 38.

(6) Au concile de Constance, il tint un journal qui est une des sources les plus précieuses pour Martin. — II.

noft XIII le choisirent, au synode parisien de 1406, pour plaider la cause du pape, nous montre déjà qu'il était un ennemi des mesures extrêmes. Mais les discours qu'il prononça à cette occasion nous renseignent d'abondant sur sa tournure d'esprit. Il estime abusive la prétention du roi de régler les questions spirituelles : « Je m'esmerveille moult comment l'en vous requiert de vous chargier de cette cause. Je ne trouve pas que toutes les nations ensemblées puissent juger ne condamner le pape · comment donc par un conseil qui est en petit nombre, quant au regard de toute l'Eglise, et qui n'est que la quarte ou quinte partie, le jugerés-vous ? Je me esbahis comment gens sachans vous font telles requestes. Ne lisons-nous pas que pour ce que le roy Osias voulut entreprendre à faire les sacrifices qui appartennoient aux prestres, en lieu de *lamina aurea* que mettoient les prestres sur leur face quand ils sacrifioient, il eut la face toute couverte de mesellerie ? » Le meilleur moyen de faire cesser le schisme, pour lui, c'est de procurer la rencontre des deux adversaires : « s'ils estoient assemblés et convenus en un lieu seur, l'on porroit mieux et plus hautement practiquer la voie de cession que autrement. Semblablement la voie de reduction. Ils seroient plutôt ramenés à cette obéissance quand l'on auroit ouvert les droits d'un costé et d'autre. Par la voie de arbitrage semblablement. Et aussi appert clerement que la voie de convention est la meilleure, comme elle contient toutes ces autres voies, considéré que la voie de cession est incertaine, car quand le nostre auroit cédé, encore n'ariens-nous riens fait <sup>1</sup> ».

Homme d'action plutôt que spéculatif, le doyen de Reims estime vaine la recherche des culpabilités : « Nous veons l'Eglise cheuë au puits de scisme. En cette horreur seroit cose plus expediente d'aviser comment en sera traitte et ostée que de se arrester à savoir comment elle y est cheuë ». Aussi ne veut-il pas que l'on se lance à la face ces épithètes injurieux de schismatique et d'hérétique. Remarquant que Pierre Le Roy, qu'il tient pour le plus grand canoniste de l'époque, s'en abstient avec soin : « Monsieur l'Abbé du Mont, dit-il, est le maire : il n'a oncques parlé en sa proposition de scisme ou de heresie, sur Benedict ; je crois que s'il en fust de opinion, qu'il ne s'en fust mie teu. *Non tacuisset*. Il n'a pas dit qu'il ne le soit mie : il a passé auprès et sagement s'est teu, comme il le scet bien faire <sup>2</sup> ».

Il semble bien qu'en définitive, c'est en le concile général qu'il espère ; mais il ne croit pas le moment venu et il s'efforce d'empêcher

<sup>1</sup> Histoire de cette assemblée ; publié en 1923 par H. FINKE, *Acta concilii constantiensis*, t. II, p. 13-170.

(1) BOURGEOIS DU CHASTENET, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 128, 135.

(2) *Ibid.*, p. 208.

qu'on ne fasse rien qui puisse en compromettre l'éventuel succès. « Or bien, quand nous serons, que dirons-nous ? Se nous disons que le nostre n'a point eu de droit, et pour ce nous sommes soustrais de luy, nous nous arguerons scismatiques. Se nous disons qu'il est vray pape, l'en nou arguera : que ne lui obéissiés-vous donc ? Se nous vous disons : il est bien vray qu'il a eu droit *in papatu*, mais il l'a perdu ; pourquoi ? Car il est scismatique et heretique ; l'en nous arguera : comment l'avez-vous jugié ? L'aves-vous peu condamner en ce cas ? Et ensi appert que la sustraxion empescheroit la voie du Conseil general de la chrestienté ». Il n'a pas l'air de trop s'embarasser des difficultés que présente, pour les juristes, la convocation de l'assemblée œcuménique : « l'en y pourvoera tres bien », dit-il. On sommera le pape de le réunir, « et lors, le Conseil assemblé, l'en l'y dira : *condemna te ipsum. Pone causam tuam in sinu tuo* ». Et s'il refuse de se soumettre, le concile demandera aux princes séculiers de tenir la main aux décisions synodales<sup>1</sup>. En somme, Fillastre nous apparaît là comme un homme de robuste bon sens, ennemi des violences inutiles ou dangereuses, préoccupé de l'union autant que personne, sans la croire cependant immédiate, mais parfaitement capable, le cas échéant, d'une audace qu'il estimerait bienfaisante.

**JEAN GERSON** D'un tout autre caractère, Gerson répugne aux excès par scrupule de conscience. Le souci de la charité, la passion pour la paix, inspirent toute sa conduite. Chacun a l'obligation, écrit-il, de travailler dans sa sphère et avec les dons qu'il a reçus de Dieu, à ramener la sérénité dans les âmes : par la prière, par les exhortations, par l'enseignement. Lui-même ne cesse de donner l'exemple. S'adressant à ses compatriotes flamands, il s'efforce de les éclairer et de les rassurer. Il serait téméraire et scandaleux, leur explique-t-il, de mettre en doute les ordinations conférées par un évêque d'une autre obédience, de refuser d'entendre la messe de tel prêtre ou de recevoir de lui les sacrements, sous le prétexte qu'il n'admet pas le même pape que vous. Il ne faut pas que les gens d'un parti évitent ceux de l'autre. Tenir si durement à son avis que l'on condamne ceux qui ne pensent pas de même n'est pas chrétien ; mieux vaut se fréquenter charitablement, en frères : en gardant toujours, bien entendu, l'intention de rester soumis à l'Église<sup>2</sup>.

Dans son traité *De unitate ecclesiastica*, écrit en 1408, il recommande de s'abstenir des attaques personnelles. « On obtiendra plus sûrement l'unité si l'on évite, avant, pendant et après le concile (de Pise). de

(1) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 140, 203.

(2) *De modo habendi se tempore schismatis*, dans *Gersonii opera*, t. II, col. 4-6.

justifier ou d'incriminer les mesures prises de part et d'autre, si l'on ne recherche pas qui est l'intrus, si l'on laisse de côté les procès intentés par tel pape contre ses adversaires, si l'on observe le silence sur les serments et leur violation ». Il faudra se garder de traiter de schismatiques ceux qui, dans des circonstances si complexes, ont cru préférable de n'embrasser aucun parti<sup>1</sup>. Il revient sur ces recommandations dans son discours à l'ambassade anglaise : fuyons les discussions, les arguties, les disputes : elles seraient indécentes et causeraient bien des troubles<sup>2</sup>.

A quoi bon, d'ailleurs ? Est-il besoin de fautes, pour qu'un concile œcuménique écarte un pontife de son siège ? Pourquoi s'évertuer à dire criminels Benoît XIII ou Grégoire XII ? Supposons qu'un pape soit fait prisonnier, sans espoir de libération prochaine : n'en élirait-on pas un autre ? L'Église ne saurait se passer d'un chef si longtemps, et, comme elle ne peut avoir deux têtes à la fois, il faudrait bien que le pauvre captif fût déposé. De même si le pape devenait fou, s'il tombait dans de telles infirmités qu'il ne pût s'acquitter de ses fonctions. Envisagez le cas où les Grecs, prêts à revenir au catholicisme, seraient uniquement retenus par leur animosité contre le pontife régnant : hésiterait-on à écarter celui qui, sans culpabilité aucune, empêche un si grand bien ? Sans doute l'histoire ne nous offre pas de cas analogue à celui d'aujourd'hui. Mais qu'avons-nous besoin de précédent<sup>3</sup> ? Le bien des âmes est en jeu, cela suffit, et il n'y a pas lieu de chercher autre chose.

Ce moraliste, ce mystique, préoccupé surtout de la paix des consciences, professe le plus magnifique dédain pour ces juristes étroits qui ne peuvent se déterminer s'ils n'ont une autorité où s'appuyer. Il possède une arme à toute épreuve : l'épique lui permet d'écarter d'un revers de main, ou de rendre inoffensifs, les textes gênants<sup>4</sup>. Il faut s'occuper de la vérité, et laisser dire ceux qui prétendent tout trancher avec leur « droit écrit »<sup>5</sup>, tenir compte de l'Évangile et de la « règle éternelle » plutôt que de la glose<sup>6</sup>. Il pousse la tranquille hardiesse jusqu'à contester le principe, admis comme un dogme par les canonistes, de la déchéance *ipso facto* en cas d'hérésie. Mieux vaut admettre, dit-il, que le pape reste en place tant qu'une sentence positive et humaine de destitution ne l'a point jeté bas. Il a fallu que les

(1) *Gersonii opera*, t. II, col. 117, 118 (*consideratio nona, undecima*).

(2) *Ibid.*, col. 130.

(3) *De auferibilitate papae ab Ecclesia (consideratio XIX)*, *ibid.*, col. 222-223.

(4) *De unitate ecclesiastica*, *ibid.*, col. 115, 119, 120.

(5) *De auferibilitate papae ab Ecclesia*, *ibid.*, col. 223 (fin de la *consider. XIX*).

(6) *Sermo super processionibus facienulis pro viagio regis Romanorum ad Petrum de Luna*, *ibid.*, col. 275.



hommes s'en mêlent pour le créer pontife : qu'ils s'en mêlent donc nécessairement aussi pour qu'il ne le soit plus. Eh ! ne voit-on pas dans quelle incertitude on jette les âmes, en leur disant que la hiérarchie ecclésiastique peut être douteuse, en ne leur donnant pas un moyen concret, indiscutable, de savoir qu'un tel a cessé d'être pape ? On les amène à croire que seul le juste peut commander justement, à se demander si un mauvais prêtre continue de consacrer valablement. Il y a bien des façons d'appartenir à l'Église. On lui appartient par la charité ; ceux qui la perdent sont des « membres arides », « indignes du pain qu'ils mangent ». Mais on lui appartient aussi par le baptême, qui demeure, quand même la foi s'en va. Cela suffit pour qu'un pape, une fois élu, garde sa qualité, même s'il tombe dans l'hérésie, tant qu'il n'est pas déposé. Ce qui ne veut pas dire qu'il faille lui obéir en tout et l'honorer ; au contraire, on peut « le lier, le mettre en prison, le jeter à l'eau » ; mais il demeure pape <sup>1</sup>. On le voit, tout s'oriente, pour Gerson, vers la paix des consciences.

CE SONT DES HOMMES MODÉRÉS

Tels nous apparaissent les trois Français qui jouèrent, à Constance, un rôle de premier plan. Ce n'était ni des esprits aventureux ni des contempteurs de la dignité du souverain Pontife. A la différence d'un Plaoul, d'un Petit, d'un Cramaud, ils avaient toujours fait preuve de sagesse et de modération, au cours des débats soulevés par le schisme. Il n'est pas à dire, pour cela, qu'ils gardèrent constamment, au concile, une attitude sereine. Dans l'ardente poursuite d'un résultat qu'ils jugeaient indispensable au bien de l'Église, ils ne reculèrent point, parfois, devant ces accusations de schisme et d'hérésie qu'ils avaient eux-mêmes si fortement blâmées. C'était des hommes, et qui luttaient. Au moins n'est-il que juste de rendre hommage à la hauteur et à la droiture de leurs intentions.

## § 2. — Préambules.

FILLASTRE ET P. D'AILLY  
CONTRE LES MESURES VIOLENTES

Gerson et la délégation de l'Université n'arrivèrent à Constance que le 21 février 1415 <sup>2</sup>. Les travaux du concile étaient commencés et les deux cardinaux Fillastre et d'Ailly, présents dès le début, avaient déjà déployé beaucoup d'activité. L'assemblée avait tenu sa première session le

(1) *De auferibilitate papae ab Ecclesia*, *ibid.*, col. 219-221. Voir aussi le traité *An liceat in causis fidei a summo pontifice appellare*, *ibid.*, col. 305.

(2) N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. IV, p. 273.

16 novembre ; mais, comme le remarque Fillastre dans son *Journal*<sup>1</sup>, la vraie besogne ne commença qu'en janvier. Entre temps, il est vrai, Pierre d'Ailly avait saisi l'occasion d'orienter les futurs débats. Les Italiens avaient présenté une motion sur la procédure à suivre. Selon eux, il fallait confirmer d'abord les décisions de Pise et obtenir l'exécution des sentences portées contre Grégoire XII et Benoît XIII ; après, l'on prendrait des mesures pour obvier à la mauvaise administration de Jean XXIII<sup>2</sup>. L'évêque de Cambrai s'éleva contre cette méthode et laissa deviner sa tactique. Les deux anciens papes, dit-il, s'apprêtaient à envoyer des ambassadeurs : il fallait les admettre. Quel but poursuivait-on ? La fin du schisme. Il convenait donc de n'exclure d'avance aucune possibilité de l'atteindre, par un moyen ou par un autre. Sans doute, le concile de Pise était légitime ; mais on pouvait estimer que les procédés qu'il avait choisis n'étaient pas les meilleurs. Il formait un seul tout avec celui de Constance. Ce que le pape et les cardinaux s'étaient engagés à faire, c'était de procurer dans la présente assemblée « l'union parfaite et entière de l'Église ». Non seulement les résolutions prises en 1409 y obligeaient, mais le droit naturel et le droit divin<sup>3</sup>. Fillastre, à qui l'auteur de cette motion l'avait communiquée, et qui l'approuvait, la soutint : si bien que les Italiens durent renoncer à leur projet<sup>4</sup>. Ainsi la volonté des deux cardinaux français apparaissait nette : exclure toute mesure de violence inutile ou nuisible et ne reculer devant aucune négociation susceptible de procurer un résultat.

#### P. D'AILLY ET LA SUPRÉMATIE DU CONCILE

Pierre d'Ailly ne perdait pas de vue, en effet, sa vieille idée de faire reconnaître la supériorité absolue du concile sur le pape. Il la proposa aux méditations de l'assemblée, dans un discours qu'il prononça probablement le premier dimanche de l'Avent, deux décembre<sup>5</sup>. Prenant pour texte ce passage de l'Évangile, où saint Luc dit qu'« il y aura des signes dans le soleil, la lune et les étoiles », il précisa le rôle respectif de ces divers astres dans le ciel de l'Église. Le soleil, c'est le pape ; la lune, l'empereur ; les étoiles, « les divers états » de la hiérarchie ecclésiastique. Cela lui donna l'occa-

(1) H. FINKE, *loc. cit.*, p. 16 : *Usque ad finem januarii nichil omnino actum est neque tactum de materia unionis, quoniam apud aliquos erat morbus noli me tangere. Illi autem qui agere cupiebant, pro absentia aliorum, Gallicorum videlicet et Anglicorum, in quibus apud omnes maxima spes erat, tangere non audebant.*

(2) D. MANSI, *Amplissima collectio*, t. VII, col. 541.

(3) D. MANSI, *op. cit.*, t. VII, col. 542-543 (remarquer la note 1 de la col. 543).

(4) *Journal de G. Fillastre*, *loc. cit.*, p. 17.

(5) L'orateur commente, en effet, l'évangile de ce jour, qui commence par ces mots : *Erunt signa in sole, et luna, et stellis, et in terris pressura gentium* (Luc, ch. xxi, verset 25).

sion de louer le zèle de Sigismond, sa prudence et sa modération. Il le compara à Constantin. Que la chrétienté se réjouisse, s'écria-t-il, et nous, réjouissons-nous avec elle, « que le Sérénissime roi des Romains ait voulu en toute humilité assister à ce concile : non pour le présider, mais pour l'aider, non pour y définir, au nom de l'autorité royale, les affaires spirituelles de l'Église, mais pour y mettre sa puissance au service des décisions synodales ». Mais s'il loua dans la papauté, soleil de l'Église, la « sublimité de la position », la « noblesse de l'état » et « l'utilité du ministère », il se hâta d'ajouter que le pontife ne saurait avoir rien de tout cela s'il devait sa place à une « injuste et condamnable ambition », s'il menait « une vie deshonnête et scandaleuse », s'il gouvernait « de façon oisive, tyrannique, ou lourde pour son troupeau ». Et l'on pouvait deviner sous ces mots une allusion assez claire aux bruits qui couraient sur Balthasar Cossa.

Passant au rôle des étoiles, l'évêque de Cambrai en exaltait l'importance : ce sont elles qui forment le concile. Au passage, il rappelait sa théorie sur la convocation : régulièrement, elle appartient au pape ; mais cette règle souffre exception ; Pise en offre la preuve. La fin du sermon contient tout un programme : nous sommes réunis pour réformer l'Église, procurer la paix et l'union, assurer l'avenir. L'union, s'écrie l'orateur, oh ! puissions-nous la procurer : « il faut combattre notre négligence, secouer notre paresse. Jusqu'ici, nous avons été trop insoucians, trop passifs, trop endormis. Levons-nous enfin, puisque le Ciel nous donne l'occasion et la possibilité d'entreprendre efficacement une œuvre si difficile, mais si nécessaire à l'Église de Dieu ». Les paroles qui suivent purent paraître grosses de menaces à ceux qui prétendaient que l'on ne dût point toucher à Jean XXIII, puisqu'il était incontestablement légitime. « Je le proclame avec audace : pour obtenir ce but, le concile ne doit exclure aucun moyen qui ne soit clairement réprouvé par le droit divin ou le droit naturel ». Et il lui faudra, en outre, prendre des mesures pour que l'Église n'ait plus à souffrir d'un malheur aussi horrible que le schisme actuel. Il le doit, car il le peut. « Il faut qu'on le sache, en effet : au firmament, il n'y a pas que le soleil et la lune, il y a aussi les étoiles ; leur rôle n'est pas seulement de tenir compagnie aux deux autres astres : elles ont, avec eux, une action à exercer ». Les Pères du concile ne doivent pas se borner à assister le pape et à lui témoigner leur obéissance, ils ont une œuvre à faire, de leur propre autorité, œuvre de décision, non pas simplement de conseil. Et P. d'Ailly s'élève, en terminant, contre la pratique d'attribuer au souverain Pontife seul les mesures arrêtées par l'assemblée : elles procèdent du concile et lui appartiennent. Les anciennes formules le reconnaissent assez. Qu'y lisons-

nous ? « Il a plu au saint concile », ou « le saint concile a décrété ». « Ils commettent donc une erreur manifeste, et qu'il faut condamner comme dangereuse, et pernicieuse au plus haut point pour toute l'Église, ceux qui, pour flatter le pouvoir pontifical, ravalent l'autorité du concile jusqu'à oser prétendre que le pape n'est pas tenu d'obéir nécessairement aux décisions synodales : bien plus, qu'il faut suivre le pape s'il contredit à l'Église ou au concile. Pour donner à leur erreur une fausse teinte de vérité, ils allèguent les *Décrétales*, mais ils les interprètent mal, et entendent plus mal encore le droit naturel et divin<sup>1</sup> ».

LETTRE ANTÉRIEURE DE P. D'AILLY  
A JEAN XXIII

Pierre d'Ailly voulait donc que le concile pût imposer au pape ses décisions et il n'excluait

pas l'éventualité qu'elles atteignissent Jean XXIII. Sur ce dernier point, il rejoignait Sigismond<sup>2</sup>. L'évêque de Cambrai était allé en Allemagne comme légat l'année précédente et le spectacle des hérésies qui pullulaient dans l'empire, à la faveur du schisme, l'avait convaincu de l'absolue nécessité d'aboutir, coûte que coûte, à l'union. A son retour, il avait écrit à Jean XXIII pour lui dire « l'amertume » dont son cœur débordait. Cette lettre, rédigée après la convocation du concile de Constance, est un déchirant cri d'alarme ; elle contribue à expliquer les dispositions de P. d'Ailly à la veille de l'assemblée. Il ne recule pas devant les expressions les plus dures, qu'il emprunte au prophète Ézéchiël. « Je te livrerai aux mains de ceux qui te haïssent ; ton lupanar sera détruit, et démoli le lieu où tu te prostitues ». Quoique nous ne sachions pas le moment où se produira le cataclysme, dit-il, certains signes laissent prévoir qu'il approche. Et après le tableau de ces signes : « grands, Très saint Père, grands sont les maux qui proviennent de ce détestable schisme, et vous les connaissez fort bien. Je ne suis ni prophète ni fils de prophète : pourtant j'ose dire, sans crainte de témérité, que si le prochain concile n'arrive pas à trouver remède à ces scandales, s'il ne fait pas totalement cesser la division, s'il ne réforme pas l'Église, pervertie sur tant de points, l'on peut s'attendre vraisemblablement à des malheurs encore pires... Nous avons vu les éclairs, nous entendrons le tonnerre. Car la durée du présent schisme, l'entêtement qu'on apporte à le maintenir, chose inouïe au cours de l'histoire, font que beaucoup de princes et de peuples chrétiens, scandalisés, lassés, n'osent plus qu'à peine croire à une future union. Ils paraissent s'en désintéresser. Comme consé-

(1) *Gersonii opera*, t. II, col. 917-924.

(2) Cf. N. VALOIS, *op. cit.*, t. IV, p. 232, 262.

quence, nombre de séculiers, bien plus, d'ecclésiastiques, se réjouissent et tâchent de passer des jours heureux au milieu des biens de la terre. Ils se trompent, certes, et leur joie est folle : non seulement ils payeront cette erreur dans les supplices éternels de l'enfer, mais dès ce bas monde ils expieront leur misérable vie. Depuis longtemps, en effet, l'on n'avait vu tant de gens mal intentionnés contre l'Église, rebelles avec obstination, l'attaquant orgueilleusement. Ils abondent ceux qui, dans la haine qu'ils lui portent, sèment les hérésies, fondent des sectes nouvelles... Et que l'on n'espère pas opposer à cette persécution la valeur ou le nombre des guerriers, lui échapper en cherchant refuge dans les villes fortes, les citadelles et les châteaux : le glaive de la fureur divine atteindra partout <sup>1</sup> ». Cette lettre émouvante s'achevait par une prosopopée, où le légat faisait parler l'Église, divisée, en lambeaux, tout en larmes, suppliant le pape de profiter du prochain concile pour l'unir et la reconstituer. Ce document nous fait comprendre que P. d'Ailly fût prêt, pour faire cesser le schisme, à ne reculer devant la demande d'aucun sacrifice. Jean XXIII n'allait pas tarder à s'en apercevoir.

*P. D'AILLY RÉUNIT LES THÉOLOGIENS*

Le discours du deux décembre était gros de menaces voilées ; mais il ne contenait rien, en somme, que l'orateur n'eût déjà fait connaître quelques jours auparavant. Ses propositions sur la forme à donner aux décisions conciliaires se rattachaient, en effet, à un épisode récent. Après la motion des Italiens, dont nous avons dit un mot plus haut, les Pères s'occupèrent de la condamnation de Wicklef et de Jean Huss, et cela permit au cardinal de Cambrai de préciser les positions respectives qu'occupaient, à ses yeux, le pape et l'assemblée. Il réunit un certain nombre de maîtres en théologie, appartenant à différentes universités, et leur proposa de délibérer sur ce thème : au cas où les erreurs de Wicklef contre la foi seraient condamnées, devait-on le faire sous cette forme : « Nous, — c'est-à-dire le pape — avec l'approbation du saint concile, condamnons et réprouvons », ou sous cette autre : « Le saint concile condamne et réprouve ? » Et il dit tout de suite sa propre opinion : c'est le concile, non le pape, qui doit condamner, car le concile est au-dessus du pape ; il forme un tout dont le pape n'est qu'une partie ; proposition qu'il tâcha de prouver par l'Écriture et les saints docteurs. Cinquante-deux théologiens partagèrent son avis ; les autres lui résistèrent, arguant que le concile n'a par lui-même aucune autorité, qu'il tire toute sa vertu du pape qui le préside, et que son rôle n'est que consultatif.

(1) *Gersonii opera*, t. II, col. 876-882.

Le cardinal répliqua que le concile était si bien au-dessus du pape qu'il pouvait au besoin le déposer et il offrait de soutenir cette thèse devant tous les docteurs présents à Constance. Il y utiliserait, dit-il, cet argument *ad hominem* : si le concile ne peut se passer du pape et n'a pas le droit de le déposer, tout ce qui s'est fait à Pise est nul et Jean XXIII n'est point vrai pontife, puisque l'élection de son prédécesseur fut la conséquence de destitutions préalables. Il ajouta que l'Église universelle, représentée par le concile, tient du Christ seul le privilège de ne pas errer dans la foi et que, ce privilège, le pape ne peut s'en prévaloir<sup>1</sup>.

### § 3. — Les Français préconisent la démission des trois papes.

*ARRIVÉE DE L'EMPEREUR* Tout cela, cependant, n'était que préambules : bien peu faits, il est vrai, pour nourrir les bons rapports entre le pape et l'évêque de Cambrai. Jean XXIII songeait, dit-on, à faire arrêter le cardinal quand celui-ci reçut un important renfort : dans la nuit de Noël, le roi des Romains fit son entrée à Constance<sup>2</sup>. Pierre d'Ailly l'utilisa immédiatement en faveur de sa politique. Les Italiens n'abandonnaient pas l'espoir de faire adopter les moyens violents contre Benoît XIII et Grégoire XII. Pour entraver leur projet, le cardinal présenta une motion où il demandait que les ambassadeurs des deux papes déchus fussent reçus en assemblée par Sigismond : avoué de l'Église, disait-il, auteur en grande partie de la réunion du concile, l'empereur élu avait un rôle à y jouer. Il convenait de proposer aux dits ambassadeurs toutes « voies raisonnables » propres à faciliter la fin du schisme et « la conclusion d'une paix entière pour l'Église universelle ». Ces voies, Pierre d'Ailly les avait indiquées dans une cédula précédente, où il affirmait que le concile devait procéder « non point par la rigueur, mais par la mansuétude ». Réduire par la force les anciens contendants serait chose difficile et à peu près impossible. Il convenait plutôt de leur offrir une situation honorable, pour la fin de leurs jours, s'ils consentaient à céder de bon gré. Si l'on ne gagnait rien de cette façon, l'on s'efforcerait d'obtenir de leurs partisans l'engagement de ne point leur élire de successeur, de sorte que le schisme s'éteignît de lui-même, à la longue<sup>3</sup>. Si les ambassadeurs proposaient de nouveaux moyens d'entente, on les examinerait, et au besoin le concile s'ajournerait pour un temps, déléguant pouvoirs de négocier à une commission choisie

(1) P. d'Ailly rappelle tout cela dans son *Tractatus de Ecclesiae, concilii generalis, romani pontificis et cardinalium auctoritate*, 3<sup>e</sup> partie, chap. 2, *Gersonii opera*, t. II, col. 952-953.

(2) N. VALOIS, *op. cit.*, t. IV, p. 265.

(3) Cette idée avait été déjà mise en avant par Gerson, dans son *De unitate ecclesiastica*, en 1408 : *Gersonii opera*, t. II, col. 118 (fin de la *consideratio XII*).

parmi les représentants des diverses nations <sup>1</sup>. Ces propositions montrent le souci qu'avait le cardinal de trouver une solution qui réunît l'assentiment de toutes les obédiences ; mais elles ne faisaient guère avancer la besogne conciliaire. En revanche, elles liaient à Sigismond celui qui les présentait.

*FILLASTRE POSE LA QUESTION  
DE LA TRIPLE DÉMISSION*

Guillaume Fillastre, d'accord avec son collègue de Cambrai, brusqua les choses. Le 26 janvier 1415, l'électeur palatin Louis de Bavière, resté fidèle à Grégoire XII, offrit au concile, en son nom et au nom des prélats de la même obédience, de « traiter amiablement » de la cession de leur pape et exprima l'espoir que l'on aboutirait sans trop de difficulté. Il posait cependant deux conditions : que les discussions fussent assez libres pour que chacun pût dire son opinion sans crainte, et que l'on retirât à Jean XXIII la présidence de l'assemblée. Fillastre profita de cette occasion. « Grâce à Dieu, écrit-il dans son *Journal*, la porte était ouverte ; mais personne ne voulait ou n'osait la franchir » ; le concile perdait son temps à entendre des discours prononcés par les Anglais ou les Polonais, qui venaient d'arriver, à suivre des discussions entre le pape et le roi des Romains, et la cause de l'union menaçait de traîner encore. Le cardinal de Saint-Marc rédigea donc une cédula, que Pierre d'Ailly approuva et qui « remplit de joie » Sigismond ; il en fit circuler le texte parmi les nations, qui y adhérèrent. D'une main rude, Fillastre y écartait toutes les questions qu'il n'y avait pas d'intérêt pratique à discuter et il invitait l'assemblée à entreprendre enfin une besogne qui eût chance d'aboutir <sup>2</sup>.

Le concile de Constance, y lisons-nous, s'est réuni dans un double but, procurer l'union et réformer l'Église. Avant Pise, on a cherché plusieurs moyens de mettre fin au schisme : réduire les dissidents à une même obédience, discuter les droits de chaque compétiteur, obtenir que l'un et l'autre cédât. Il a fallu abandonner les deux premiers de ces moyens comme chimériques. On a donc consacré tous les efforts à la double cession. Après avoir juré de s'exécuter, les deux rivaux, finalement, se sont dérobés ; on les a déposés et on a élu un autre pape. Quelle est la situation aujourd'hui ? Il reste des réfractaires. Peut-on les ramener ? Non. Si les Espagnols ont refusé d'abandonner Pierre de Luna à Pise, ils s'y résoudront bien moins encore aujourd'hui, où leur pape est condamné : jamais ils n'accepteront de reconnaître qu'ils ont soutenu un hérétique. Discuter les droits des trois

(1) MANSI, *op. cit.*, t. VII, col. 544-545.

(2) *Journal de G. Fillastre*, *loc. cit.*, p. 18.

rivaux ? Devant quelle instance ? Légitimement, il n'y en a qu'une, le concile où nous sommes ; mais on nous dira que c'est un concile de Jean XXIII. En assembler un autre des trois obédiences ? Ce serait extrêmement long et laborieux ; on a vu, quand on s'y est essayé, la difficulté de faire accepter par Ange Correr et Pierre de Luna un même lieu de réunion. Il y en a qui prônent le recours aux armes. Solution impraticable : il faudrait mettre en branle de trop nombreux princes ; on n'y arriverait pas. Du reste, il s'ensuivrait des maux infinis, comme de toutes les guerres. Et pour un résultat douteux. Supposons qu'on écrase les troupes de Malatesta, qui soutient Grégoire XII en Italie : resteraient beaucoup d'Allemands, fidèles à la même obéissance. Admettons que le roi des Romains les réduise, on aura encore devant soi les Espagnols, les Écossais et tous les autres qui tiennent pour Benoît XIII. Chimère qu'une telle idée ! Écartons-la.

Une seule voie demeure, praticable, facile même : la démission des trois papes ; il faut y travailler. Posons comme principe que tout moyen évidemment apte à ramener la paix de l'Église est bon et utile, et que, parmi ces moyens, il convient de choisir le plus rapide et le plus sûr. Cela admis, il faut agir d'abord auprès de Jean XXIII. Qu'il prenne l'engagement conditionnel de se démettre si les autres le font. Bien plus, qu'il se démette sous condition, si bien que dès le moment où l'on aura obtenu la cession des autres, la sienne soit acquise. Il doit le faire s'il veut se conformer vraiment aux obligations du bon pasteur, qui donne sa vie pour ses brebis. Et on ne lui demande pas de sacrifier sa vie, mais seulement sa fonction. « Je ne comprends rien à la doctrine du Christ sur le bon pasteur si, étant donné l'état actuel de l'Église, le vrai pontife n'est pas tenu d'abdiquer pour le bien de celle-ci ». A défaut de prières, on emploiera l'injonction, et, s'il persiste à refuser, la contrainte. Il n'y a pas de doute que le concile ait compétence pour en venir à cette extrémité ; son autorité se fonde sur des arguments de droit naturel, divin et humain ; « il est supérieur au pape en ce qui touche l'état universel de l'Église, comme dans le cas présent ». Sans doute, il faudra d'abord procéder par la douceur, exposer à Sa Sainteté, *humiliter et devote*, quel est son devoir, le supplier d'avoir pitié de son troupeau et de chacune de ses parties, lui montrer le sort lamentable de l'Espagne, de l'Allemagne, de l'Italie, lui faire comprendre combien ce sacrifice serait glorieux pour lui. Mais s'il s'obstine, qu'on ne lui cache pas la perspective de la déposition<sup>1</sup>.

(1) D. MANSI, *op. cit.*, t. VII, col. 553-555.



## RÉACTION DES PARTISANS DE JEAN XXIII

Aussitôt publiée, cette motion mit les esprits en effervescence et plusieurs jugèrent les propositions de Fillastre « déraisonnables et injustes ». Jean XXIII fut indigné ; le cardinal de Saint-Marc eut beau lui expliquer que la paix de l'Église était le seul but qu'il poursuivait, il ne réussit pas à calmer son ire<sup>1</sup>. Les réponses ne tardèrent pas à pleuvoir. N'était-il pas schismatique, hérétique, celui qui osait mettre sur le même pied un pape légitime, élu canoniquement, dont la doctrine ni l'attitude n'avaient rien de répréhensible, et deux mécréants solennellement condamnés par un concile œcuménique ? L'œuvre de l'assemblée de Pise était donc inutile ? Bien plus, elle serait nuisible, à ce compte, puisqu'elle n'aurait fait que rendre tricéphale l'Église, de bicéphale qu'elle était. Faire céder Jean XXIII ? Alors, on choisira un quatrième pape ? On pourrait continuer ainsi à l'infini ! La voie de cession qu'on nous propose est « illégitime en soi et par soi ». Pourquoi le droit, en effet, si l'on renvoie dos à dos les plaideurs, au lieu de dire qui a raison ? Il est inique de forcer quelqu'un à perdre ce qu'il possède, en faveur d'un tiers dont le seul titre consiste en un coupable entêtement. Le Christ n'a pas cédé devant ses adversaires, il n'a point composé avec les pseudo-messies. On nous parle du bon pasteur : son devoir est de ne pas abandonner ses brebis, autrement il s'avère mercenaire ; il doit combattre pour les arracher aux loups, et c'est ce que Sa Sainteté Jean XXIII ne cesse de faire. Certaines de ces réponses reprurent même la folle idée de réduire par la guerre les partisans de Benoît XIII et de Grégoire XII. Il est remarquable, cependant, que personne ne réfuta l'argument de la supériorité du concile. Quelqu'un posa simplement la question, sous forme dubitative : « un pape vrai et canonique, ni accusé ni suspect d'hérésie, peut-il être contraint par qui que ce soit à renoncer à sa charge ? » Une telle discrétion, sur un pareil sujet, vaut d'être signalée<sup>2</sup>.

## RÉPLIQUE DE P. D'AILLY

A toutes ces réponses, ce fut Pierre d'Ailly qui répliqua, et en termes fort vifs. « Que les zélateurs de la foi et de l'unité se méfient de ceux dont le Christ a prédit : gardez-vous des faux prophètes ; ils s'affublent de peaux de brebis pour vous séduire, mais ils ne sont que des loups, prêts à la rapine ». Aux thèses « séditieuses et mensongères » des soutiens de Jean XXIII il opposa des conclusions qu'il requit le concile d'étudier en séance plénière. Il se plaça sur le terrain des faits. Bien que

(1) *Journal de G. Fillastre, loc. cit.*, p. 18.

(2) D. MANSI, *op. cit.*, t. VII, col. 556-558.

l'œuvre du concile de Pise soit légitime, dit-il, l'on est bien cependant forcé de constater qu'elle ne satisfait pas tout le monde : les papes déchus gardent des partisans. On se retrouve donc en face des mêmes difficultés qu'avant cette assemblée. Si chacun souhaitait alors le désistement des deux rivaux, il y a plus de raisons encore, aujourd'hui, de désirer celui des trois. Conseiller à Jean XXIII de céder n'est point l'égaliser aux autres, c'est le faire collaborer à une œuvre de pacification. Entre deux maux il faut choisir le moindre : le droit divin comme le droit humain admettent cet axiome. On nous propose la guerre : c'est pécher contre le Saint-Esprit ; le concile est réuni pour procurer la paix ; il lui faut employer des moyens pacifiques. Qu'un pape certain, canoniquement élu, non hérétique, non accusé de crimes scandaleux, ne puisse être contraint d'abdiquer, c'est vrai en règle générale ; aucun individu, aucun collège particulier ne saurait l'y obliger. Mais dans les circonstances exceptionnelles où nous nous trouvons, alors qu'il s'agit de rendre la paix à l'Église, un synode œcuménique peut s'arroger ce droit<sup>1</sup>.

*ET DE G. FILLASTRE* Guillaume Fillastre vint à la rescousse. Sans doute, dit-il, il serait juste en soi, et bien préférable, que Jean XXIII restât pape. Rigoureusement parlant, on pourrait exiger l'exécution des sentences de Pise, oui. Mais les conjonctures actuelles rendent impossible un tel projet. A le poursuivre, l'on ne servirait en rien la cause de l'union. Au contraire, la cession de tous paraît une solution susceptible d'être acceptée par tous les esprits. La combattre, dans l'état de choses actuel, c'est nourrir le schisme. Jean XXIII peut arguer qu'il ne viole pas la justice en restant en place, soit. Mais si l'Église universelle, représentée par le concile, estime que son maintien sur le siège apostolique est un mal, elle peut, sans qu'il soit coupable, l'en écarter d'autorité<sup>2</sup>.

*L'IDÉE DE LA DÉMISSION EST ADOPTÉE* La question était ainsi clairement posée et le concile de Constance recevait son programme. Il s'agissait d'arriver à l'union par la démission des trois papes, à commencer par Jean XXIII. Il devait donner le bon exemple, et au moins se déclarer prêt à résigner sa charge si l'on obtenait de ses rivaux qu'ils en fissent autant. Cet avis prévalut d'autant plus aisément que le roi des Romains le partageait. Français, Anglais, Allemands, l'adoptèrent sans difficulté.

(1) D. MANSI, *op. cit.*, t. VII, col. 559.

(2) *Journal de G. Fillastre, loc. cit.*, p. 18 ; D. MANSI, *op. cit.*, col. 560 (à partir de *Licet via executionis...*).

Les Italiens firent plus de résistance, mais vers la mi-février ils parurent se laisser convaincre. Le 16, devant le concile réuni et en présence de Sigismond, Jean XXIII promit d'abdiquer si Pierre de Luna et Ange Correr « renonçaient suffisamment aux droits qu'ils prétendent sur la papauté ». Comme cette formule ne parut pas assez nette, il en présenta une autre, le 21. Elle ne fut pas davantage acceptée. Finalement, les nations s'entendirent pour rédiger un texte que Sigismond réussit à faire agréer par le pape. Celui-ci le lut le 1<sup>er</sup> mars, à la satisfaction de tous<sup>1</sup>.

#### § 4. — Décret sur la suprématie du concile.

ARRIVÉE DES AMBASSADEURS DE CHARLES VI Entre temps, le 21 février, Gerson et les délégués de l'université de Paris étaient parvenus à Constance. Le 5 mars, les ambassadeurs de Charles VI arrivèrent à leur tour<sup>2</sup>. D'emblée, les uns et les autres se déclarèrent partisans de la suprématie conciliaire, bien que les ambassadeurs se montrassent réservés pour ce qui touchait Jean XXIII. L'un des envoyés du roi de France, l'évêque de Carcassonne, Géraud du Puy, laissa entendre, le 11 mars, ce que ses collègues et lui pensaient de l'autorité respective du synode et du pape. « J'ai entendu, dit-il, des hommes de grand renom, et qui probablement avaient raison », soutenir que lorsqu'il s'agissait d'ordonner et de conclure, les pouvoirs du concile primaient ceux du pape. Les décisions du concile général, même contredites par le pape et quelques cardinaux, doivent être observées absolument, préférées aux ordres du pape. Si l'on admettait le contraire, il s'en suivrait que la tenue des conciles est chose inutile. « Il faut donc tenir très fermement » que pour ce qui concerne l'hérésie, le schisme, l'état et la réforme de l'Église entière, c'est au concile qu'il convient d'obéir, plutôt qu'au pape<sup>3</sup>.

FUITE DE JEAN XXIII Jean XXIII avait-il jamais eu sincèrement l'idée de déposer la tiare ? Quand il s'agit de préciser les modalités de la cession éventuelle, les difficultés s'accumulèrent. Sigismond projetait de se rendre à Nice, négocier avec Benoît XIII et le roi d'Aragon. Les nations française, anglaise et allemande entendaient qu'il emportât une procuration en règle, pour abdiquer, s'il y avait lieu, au nom du pape de Constance ; celui-ci

(1) *Journal de G. Fillastre, loc. cit.*, p. 20-21.

(2) *Ibid.*, p. 21, 22.

(3) Le discours de Géraud du Puy a été publié par H. FINKE, *Acta concilii constantiensis*, t. II, 1923, p. 403-410.

ne voulait pas entendre parler de démission par intermédiaire. Pendant qu'on discutait à ce sujet, Jean XXIII, affublé de vêtements laïcs et une arbalète pendue au côté, s'enfuit. Dans la nuit du 20 au 21 mars, voyageant à pied ou en barque, il gagna Schaffouse. Là, il se mit sous la protection du duc d'Autriche, avec lequel il avait noué, les jours précédents, des rapports secrets<sup>1</sup>.

**DISCOURS DE GERSON** Cette fugue surexcita les esprits. Le 23, Gerson, mandaté par ses collègues de l'université de Paris, prit la parole à l'assemblée générale. Commentant ce passage de l'évangile selon saint Jean, que l'on venait de lire à la messe (on était la veille des Rameaux), « marchez pendant que vous avez la lumière, de peur que les ténèbres ne vous surprennent », il conclut son discours par douze propositions, qu'il donna pour autant de « rayons étincelants de vérité ». Il y disait notamment ceci : le mariage de l'Église avec le souverain Pontife n'est pas tellement indissoluble qu'il n'admette le *libellum repudii*. L'Église, et par conséquent le concile qui la représente, est « la règle dirigée par le Saint-Esprit, donnée par le Christ, à laquelle chacun, de quelque condition qu'il soit, même papale, est obligé d'obéir, sous peine d'être tenu pour un païen et un publicain ». Quand le concile édicte des mesures concernant le gouvernement de l'Église, le pape n'est pas tellement au-dessus du droit positif qu'il puisse les abroger. Le concile ne peut enlever au pape la plénitude de puissance que lui a conférée le Christ, mais il peut en limiter l'usage si l'« édification de l'Église » le requiert, car c'est en vue de celle-ci que le pouvoir papal a été institué. Si le concile général choisit une voie pour faire cesser le schisme et décide que le pape doive l'accepter, l'obéissance, pour le pape, est obligatoire<sup>2</sup>.

Les idées gersonniennes n'allaient pas tarder à recevoir une consécration officielle. Pendant que cardinaux et prélats circulaient entre Constance et Schaffouse, s'efforçant d'amener Jean XXIII à préciser de façon acceptable la procédure de son abdication éventuelle, le concile, malgré la protestation de quelques-uns de ses membres, tint en l'absence du pape sa troisième session, le 26 mars. Il y fut déclaré que l'assemblée n'était point dissoute par le départ du « seigneur pape » ; qu'elle demeurerait dans toute « son intégrité et autorité », nonobstant toutes ordonnances contraires qui pourraient intervenir ; qu'elle ne se disperserait pas avant la fin du présent schisme ni ne

(1) *Journal de G. Fillastre, loc. cit.*, p. 22-24 ; *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, t. V, p. 480 ; cf. N. VALOIS, *op. cit.*, t. IV, p. 285.

(2) *Gersonii opera*, t. II, col. 201-206.

serait transférée ailleurs sans motifs reconnus par elle comme raisonnables ; qu'aucun de ses membres, enfin, ne s'éloignerait sans licence préalable <sup>1</sup>.

*JEAN XXIII S'ÉLOIGNE D'AVANTAGE*

Sur les entrefaites, le pape avait consenti de nouvelles offres touchant sa démission par procureurs ; il proposait de rester, pendant quatre ou cinq semaines, à une distance n'excédant pas une ou deux journées de marche de la ville de Constance. Mais il y mettait des conditions : qu'on lui donnât de bonnes garanties de sécurité ; que le duc d'Autriche, son protecteur, ne fût pas inquiété, au moins pour le moment ; que les cardinaux eussent toute liberté de se rendre auprès de lui ; qu'enfin tous les membres de sa curie vinssent reprendre leur poste à ses côtés. Cette dernière exigence provoqua d'autant plus d'irritation qu'en même temps l'on pouvait lire, placardé sur les portes de la cathédrale, un ordre enjoignant à tous les curialistes de gagner Schaffouse dans les six jours, sous peine d'être excommuniés et de perdre tous leurs bénéfices. On crut voir là une indication évidente que le pape voulait rompre avec le concile. On réclama à grands cris une session nouvelle et Sigismond envoya son défi au duc d'Autriche. Effrayé, s'attendant à voir les troupes du roi des Romains paraître devant Schaffouse, Jean XXIII prit place sur une barque de pêcheurs, et, en compagnie de quelques familiers, gagna, sous la conduite de l'Autrichien, le château de Laufenbourg, sur les bords du Rhin, entre Schaffouse et Bâle. C'était le vendredi saint, 30 mars 1415. A Constance, raconte Guillaume Fillastre, on eut l'impression que le pape, « pour fuir un péril, s'engageait dans un plus grand », consommait l'abandon des siens et se faisait le prisonnier du duc d'Autriche. « Il faut croire, ajoute le cardinal, que le doigt de Dieu était là <sup>2</sup> ».

*QUATRIÈME SESSION (31 MARS 1415)*

Le lendemain, et comme sanction de cette malencontreuse fugue, le concile tint sa quatrième session, où furent adoptés les fameux décrets qui firent, par la suite, couler tant d'encre. Jean Mauroux, patriarche latin d'Antioche, célébra la messe. Étaient présents : Sigismond, en grand appareil d'élé à l'empire, le burgrave de Nuremberg, le duc de Saxe, le marquis de Montferrat, Jean Visconti de Milan, les ambassadeurs des rois de France, d'Angleterre, de Pologne, de Norvège, de Navarre, de Chypre, neuf cardinaux, deux cents

(1) *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, t. V, p. 485.

(2) *Journal de G. Fillastre*, loc. cit., p. 26-27 ; D. MANSI, *op. cit.*, col. 582-584. Martin. — II.

Pères. Après la messe, le cardinal Giordano Orsini, évêque d'Albano, prit la présidence de l'assemblée et Zabarella, en qualité de dernier des cardinaux diaques, monta à l'ambon et donna lecture du texte arrêté d'avance, que le concile approuva. Les procureurs des nations, du roi des Romains, des universités, des ambassades, en demandèrent copie authentique, qui leur fut délivrée. Voici la teneur de ces décrets :

« Au nom de la sainte et indivisible Trinité, Père, Fils et Saint-Esprit, *Amen*.

« Ce saint synode de Constance, formant un concile général, et  
« légitimement assemblé au nom du Saint-Esprit, à la gloire du Tout-  
« Puissant, pour l'extirpation du présent schisme, pour l'union et la  
« réformation de l'Église de Dieu dans son chef et dans ses membres,  
« afin d'accomplir ladite union plus facilement, plus sûrement, plus  
« amplement et plus librement, statue, déclare et définit ce qui suit :

« Premièrement, qu'étant légitimement assemblé au nom du Saint-  
« Esprit, formant un concile général et représentant l'Église catho-  
« lique militante, il tient immédiatement de Jésus-Christ une puis-  
« sance à laquelle chacun est tenu d'obéir, de quelque qualité ou  
« dignité qu'il soit, même papale, en ce qui touche la foi et l'extirpa-  
« tion dudit schisme.

« *Item*, que monseigneur le pape Jean XXIII ne pourra envoyer  
« ni transférer de cette ville de Constance en un autre lieu la cour  
« romaine, ni les offices publics ou officiers d'icelle ; qu'il ne pourra  
« contraindre ni directement ni indirectement les personnes desdits  
« officiers à le suivre, sans l'avis et le consentement dudit saint synode,  
« et ce quant aux officiers et offices dont l'absence ou la privation  
« pourrait, selon toute apparence, dissoudre ou entraver le concile ;  
« et que, s'il avait fait le contraire ou le faisait à l'avenir, s'il se per-  
« mettait quelques procédures ou mandements contre lesdits officiers  
« ou autres, quels qu'ils soient, adhérant au sacré concile, s'il avait  
« fulminé ou fulminait quelques censures ecclésiastiques ou autres  
« peines quelconques pour les contraindre à le suivre, tout cela sera  
« nul et de nul effet, et l'on ne devra obéir en aucune façon auxdites  
« procédures, censures et peines, comme étant nulles et de nul effet.  
« Et comme telles, le concile les casse et annule, et décide même que  
« lesdits officiers jouiront de leurs offices dans ladite ville de Cons-  
« tance et qu'ils les exerceront librement. tant que ledit saint synode  
« s'y tiendra.

« *Item*, que toutes et chacune des translations de prélats, toutes  
« dépositions desdits personnages ou autres bénéficiers, quels qu'ils  
« soient, toutes révocations de commendes et de donations, toutes  
« monitions, censures ecclésiastiques, procédures, sentences et actions

« faites et à faire par notredit seigneur, ou par ses officiers ou commissaires, au détriment du concile ou de ses adhérents, ou au préjudice d'iceux ou de quelqu'un d'eux, seront nulles et de nul effet, sans force ni valeur, et comme telles le concile les casse, annule et anéantit de son autorité.

« *Item*, que pour le bien de l'union, il ne sera pas créé de nouveaux cardinaux, et afin que, par fraude ou par ruse, on ne dise pas qu'il en a été nommé récemment, le sacré concile déclare qu'on ne tiendra point pour cardinaux ceux qui n'étaient pas publiquement désignés et reconnus comme tels au moment du départ dudit seigneur pape de la ville de Constance.

« *Item*, il plaît à nos révérendissimes paternités que chaque nation choisisse trois députés, qui seront appelés simultanément, ou au moins deux à la fois, à connaître des motifs de ceux qui voudront s'éloigner, et qui auront pouvoir d'en référer à celui qui sera président pour le moment ; lequel président, chargé d'autoriser les départs, aura pouvoir d'accorder des congés, suivant l'exigence du cas, et d'infliger des peines à ceux qui partiraient sans permission »<sup>1</sup>.

CINQUIÈME SESSION (6 AVRIL) La cinquième cession suivit à huit jours d'intervalle, le samedi après Pâques, 6 avril. Les décrets du 30 mars y furent confirmés et aggravés. L'on aura remarqué que la supériorité du concile n'avait été proclamée que pour les choses qui touchaient la foi et l'union : on y ajouta la réforme de l'Église dans sa tête et dans ses membres. Aucune sanction n'avait été prévue contre les contrevenants : on combla cette lacune. La question de l'abdication de Jean XXIII n'avait pas été touchée : elle le fut. Voici les articles nouveaux ou modifiés :

« Premièrement, qu'étant légitimement assemblé au nom du Saint-Esprit, formant un concile général et représentant l'Église catholique militante, il tient immédiatement de Jésus-Christ une puissance à laquelle chacun est tenu d'obéir, de quelque qualité ou dignité qu'il soit, même papale, en ce qui touche la foi et l'extirpation dudit schisme, ainsi que la réformation de l'Église de Dieu dans son chef et dans ses membres.

« *Item*, il déclare que tout homme, de quelque qualité ou dignité qu'il soit, même papale, qui refusera opiniâtrement d'obéir aux mandements, statuts, ordonnances ou décrets de ce saint synode et de tout autre concile général légitimement assemblé pour les choses susdites ou autres y attendant, faites ou à faire, sera châtié

(1) *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, t. V, p. 486-490 ; D. MANSI, *op. cit.*, t. VII, col. 584-586.

« comme il mérite et dûment puni, s'il ne revient à résipiscence, et  
 « que l'on pourra recourir contre lui, s'il est besoin, à toutes autres  
 « voies.

« ...*Item*, il déclare que ledit seigneur pape Jean, tous les prélats  
 « et autres qui ont été convoqués à ce concile général, et tous ceux  
 « qui s'y trouvent de présent, ont été et sont encore en pleine liberté,  
 « ainsi que l'a constaté ledit sacré concile, et que rien qui y soit con-  
 « traire n'a été porté à la connaissance d'aucun desdits convoqués  
 « ou dudit concile : ce que ledit sacré concile atteste devant Dieu  
 « et devant les hommes.

« *Item*, il déclare, statue et décrète, que notredit seigneur le pape  
 « est tenu de renoncer à la papauté, non seulement dans tous les cas  
 « indiqués par la cédula de ses offres, mais encore dans tous les cas  
 « où sa renonciation peut être d'une grande et évidente utilité, et  
 « contribuer à l'union de l'Église de Dieu ; et que, sur ce, notredit  
 « seigneur le pape est obligé de déférer à la déclaration et décision  
 « dudit concile.

« *Item*, il délibère et déclare que, si notredit seigneur, après en  
 « avoir été requis par ledit sacré concile, pour le bien de l'union,  
 « refuse de renoncer à la papauté ou diffère trop longtemps, il sera,  
 « dès à présent comme dès lors, et dès lors comme dès à présent,  
 « tenu par tous les chrétiens pour déchu de la papauté et que toute  
 « obéissance lui sera soustraite.

« *Item*, il définit que le départ clandestin de notredit seigneur le  
 « pape de la ville de Constance a été illicite, préjudiciable et nuisible  
 « au bien de l'union de l'Église de Dieu ; et que notredit seigneur le  
 « pape sera requis de la part dudit sacré concile de revenir, pour faire  
 « et accomplir ce qu'il a promis, offert et juré, en vue d'assurer l'union  
 « de l'Église de Dieu ; et qu'il lui sera intimé que, s'il refuse de revenir  
 « audit concile dans le terme qui lui sera fixé par ledit sacré concile,  
 « ou s'il diffère trop longtemps, il sera procédé contre lui comme  
 « fauteur de schisme et suspect d'hérésie, selon que le requièrent  
 « les saints canons ».

Le dernier article prévoyait les compensations qui seraient offertes  
 à Jean XXIII si, au contraire, il se soumettait de bon gré <sup>1</sup>.

#### § 5. — Attitude des cardinaux français et des ambassadeurs de Charles VI.

Ainsi furent adoptés et publiés les célèbres décrets dont la substance  
 doctrinale est souvent désignée sous le nom de gallicanisme ecclé-

(1) *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, t. V, p. 594-602 ; D. MANSI, *op. cit.*, t. VII, col. 590-592.



siastique. On a prétendu que les cardinaux français et les ambassadeurs de Charles VI avaient fait à leur sujet les plus expresses réserves, que Pierre d'Ailly les aurait reniés, sous le prétexte qu'ils n'auraient pas été approuvés *conciliariter*<sup>1</sup>. La question intéresse assez l'histoire du Gallicanisme pour qu'on l'examine ici d'un peu près.

RÉSERVE INATTENDUE DES  
CARDINAUX FRANÇAIS

Il n'est pas douteux qu'après s'être montrés d'abord si ardents pour faire prévaloir la thèse de la triple cession, à commencer par celle de Jean XXIII, Pierre d'Ailly et Guillaume Fillastre s'enfermèrent dans un « mystérieux silence » et ne le rompirent que le 16 mars de façon inattendue. Comme Jean XXIII prétextait, pour repousser le projet d'abdication par procureurs, que jamais Pierre de Luna ne consentirait à en faire autant, ils déclarèrent que c'était exact : les ambassadeurs de Benoît XIII leur avaient dit que telles étaient bien les dispositions de leur maître. C'était « venir au secours du pontife si étrangement malmené ». De fait, leur allégation fortifia le pape dans une résistance qu'eux-mêmes s'étaient les premiers efforcés de vaincre.

Comment expliquer ce revirement ? On a proposé plusieurs explications, qui toutes paraissent contenir une part de vérité. L'influence prépondérante que prenait Sigismond au concile finissait par soulever leur inquiétude ; il leur répugnait de le voir accaparer la direction de l'assemblée, au préjudice des cardinaux, relégués dans l'ombre. Ils sentaient que même la nation française leur échappait : elle subissait de plus en plus l'influence de Jean Mauroux, patriarche d'Antioche, qui s'entendait directement avec le roi des Romains. Ce personnage, soit dit en passant, semble bien avoir joué double jeu, puisque, tout en soutenant ouvertement la politique impériale, il faisait tenir secrètement à Jean XXIII un rapport où il établissait qu'un pape catholique n'était pas soumis au concile. Quand ce document fut connu, son auteur s'en excusa et Pierre d'Ailly eut l'occasion de l'attaquer par la suite<sup>2</sup>. On a ajouté que les deux cardinaux français subissaient peut-être la pression des ambassadeurs de Charles VI, qui répugnaient à laisser traiter trop durement le pontife que le royaume reconnaissait pour vrai, et qui hésitaient à pousser à bout

(1) Cette dernière affirmation est répétée par L. SALEMBIER dans tous les travaux qu'il a consacrés à l'évêque de Cambrai : *Petrus de Alliaco*, 1886, p. 277 ; *Dictionnaire de théologie catholique*, t. I, 1909, col. 650 ; *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, t. I, 1912, col. 1162 ; *Le cardinal Pierre d'Ailly*, 1932 (ouvrage posthume), p. 272. On la retrouve dans son livre sur *Le Grand Schisme d'Occident*, 1900, p. 320.

(2) Dans son *Tractatus de Ecclesiae, concilii generalis, romani pontificis et cardinalium autoritate*, 3<sup>e</sup> partie, chap. 3, où il raconte toute l'affaire : *Gersonii opera*, t. II, col. 953-956.

un pape dont les coups de tête risquaient de compromettre l'union. Cette hypothèse cadre assez bien avec ce que nous savons de la prudence et du sens pratique des deux prélats. Leur hésitation, jointe à la réserve des ambassadeurs, impressionna la nation française, si bien que, alors qu'Anglais et Allemands continuaient à réclamer l'abdication par procureurs, elle refusa de se soumettre aux injonctions de Sigismond et proposa de transiger. A ce moment, Jean XXIII quitta Constance et les deux cardinaux français, de même que les mandataires de Charles VI, se montrèrent les plus actifs à négocier avec le fugitif pour prévenir une rupture.

*CARDINAUX ET AMBASSADEURS  
AUX 4<sup>e</sup> ET 5<sup>e</sup> SESSIONS*

A la quatrième session, où l'adoption des décrets que nous venons de voir était à l'ordre du jour, Pierre d'Ailly ne parut pas ; il prétexta une maladie, vraie ou feinte. Les autres membres du Sacré Collège et l'ambassade française, d'abord décidés à s'abstenir, y vinrent cependant, sur les instances de Sigismond : mais à la condition que l'on ne parlât pas de la subordination du pape au concile en matière de réforme et que l'on supprimât l'article envisageant des pénalités contre le pontife, s'il désobéissait à l'assemblée. Ces suppressions, nous l'avons vu, ne furent pas maintenues à la cinquième session ; les cardinaux et les ambassadeurs de Charles VI émirent simplement, avant la cérémonie, dans la salle des parements de l'évêché, une protestation secrète : s'ils assistaient à la session, dirent-ils, c'était pour éviter le scandale et non point parce qu'ils approuvaient la teneur des décrets. Ils y assistèrent cependant, et officiellement donnèrent ainsi leur approbation tacite. Quant à Pierre d'Ailly, qui continuait à garder la chambre, son attitude s'explique aisément, si son indisposition n'était que simulée, par la volonté de ne point rompre avec Jean XXIII tant qu'il restait quelque espoir de négocier utilement <sup>1</sup>.

*SUR QUOI PORTE L'OPPOSITION*

Que conclure de tout cela ? Remarquons, d'abord, que l'opposition ne porta que sur deux points : la subordination du pape au concile, non pas en matière de foi ou d'union, mais de réforme, et sur l'énoncé positif de sanctions éventuelles. Sur le premier point, il s'agissait peut-être d'un scrupule affectant le fond. Guillaume Fillastre nous apprend que plusieurs cardinaux, et Zabarella le premier, affirmaient qu'en matière de réforme la subordination n'était pas certaine *de*

(1) Sur l'attitude des cardinaux français et de l'ambassade, voir N. VALOIS, *op. cit.*, t. IV, p. 280-298.

*jure*, et qu'ils n'avaient pas eu l'occasion de faire connaître leur sentiment à ce propos<sup>1</sup>. Le refus de laisser formuler des menaces paraît inspiré surtout par des considérations d'opportunité : il ne convenait pas de compromettre davantage des rapports déjà si tendus. On ne voit pas très bien, en effet, comment l'on aurait pu nier la légitimité de sanctions contre un récalcitrant dont on proclamait, cependant, la soumission obligatoire. Car, et il importe de le remarquer, en ce qui concerne l'affirmation doctrinale de la supériorité du concile, au moins en matière de foi et d'union, aucune objection ne s'éleva. Nous connaissons, d'ailleurs, l'opinion de l'ambassade à ce sujet, par le discours que Géraud du Puy prononça le 11 mars. On ne peut donc pas dire que les cardinaux et ambassadeurs français se soient opposés aux premiers articles, les seuls qui nous intéressent. Ajoutons que les réserves dont nous parlons ne furent proposées que par le Sacré Collège et les représentants de Charles VI. Guillaume Fillastre signale que la nation française ne partageait pas ces scrupules et il ajoute même qu'elle traita les ambassadeurs, à cette occasion, sans les égards qu'elle leur devait<sup>2</sup>.

#### PRÉTENDU DÉSAVEU DE P. D'AILLY

Quant au prétendu désaveu de Pierre d'Ailly, il faut torturer étrangement les textes pour l'y trouver. Le principal écrit que l'on allègue est son traité *De Ecclesiae, concilii generalis, romani pontificis et cardinalium autoritate*, publié au concile, en 1416<sup>3</sup>. Au chapitre IV de la deuxième partie, il y pose un certain nombre de *dubia* touchant la procédure de l'assemblée, « qui mettent, dit-il, beaucoup de gens en grande perplexité ». Après bien des discussions pour savoir comment voter : par têtes, par provinces ou par nations, les Pères avaient finalement adopté le vote par nation. Et le cardinal de Cambrai se demande : « les quatre nations entre lesquelles le concile se partage, à savoir l'italienne, la française, la germanique et l'anglaise, constituent-elles bien le concile général, puisqu'on laisse

(1) *Quia propter diversas opiniones de potestate concilii generalis supra papam, maxime in hiis quae pertinent ad reformationem ecclesie, supra prima diffinitione prescriptis, fuerat omissus articulus de hoc faciens mencionem, et sequens qui ex primo dependet, quia cardinalis Florentinus sustinebat quod ille articulus non erat verus de jure, et propter hoc plures cardinales, eciam quia super illis diffinitionibus non fuerant habite nec sufficienter petite deliberaciones eorum, nolebant sessioni predictae interesse, post illam sessionem fuit per eundem cardinalem Florentinum super hoc cum aliquibus deputatis aliquantulum disputatum. Finaliter concilium voluit ex integro dictas diffinitiones ad longum iterum in alia sessione pronunciari. Journal de G. Fillastre, loc. cit., p. 27-28.*

(2) *Die sabbati in vigilia pasche cardinalibus adhuc non fuerat plene aperta materia agendorum in illa sessione, nec etiam ambaxiatoribus regis Francie, qui ad veritatem minus reverenter tractati sunt et recepti eciam a nacione gallicana. Ibid., p. 27.*

(3) Pierre d'Ailly le fit lire dans une des églises de Constance le 1<sup>er</sup> octobre 1416 : N. VALOIS, *op. cit.*, t. IV, p. 368 (c'est par inadvertance que cet auteur donne au dit traité le titre *De potestate ecclesiastica*).

de côté les cardinaux ? Ce sont plutôt divers conciles particuliers, très inégaux, disproportionnés, discutant à part. Ces discussions, d'où le Sacré Collège est exclu, auxquelles on ne procède pas en séance plénière où l'on entendrait l'avis de tous, paraissent à beaucoup n'être point des délibérations du concile général, faites *conciliariter*. Et il propose, si l'on tient au principe du vote par nations, ce remède : admettons le chiffre de quatre, tout indiqué depuis qu'une extravagante de Benoît XII a distingué quatre grandes divisions territoriales, ou « nations », dans la catholicité soumise à l'évêque de Rome ; mais puisque les Espagnols vont arriver à Constance, qu'ils forment un groupe à eux seuls et que les Anglais, très peu nombreux, se fondent avec les Allemands <sup>1</sup>.

Tirer de ce passage la preuve que l'auteur renie les décrets de la quatrième et de la cinquième session, c'est aller un peu loin. D'autant plus qu'il n'a même pas l'air de songer au passé. Il se préoccupe d'établir une procédure indiscutable en vue de l'élection du futur pape unique. Arguer, dans le même sens, de la finale du traité, où, après avoir soutenu la thèse de la supériorité du concile sur le pape, Pierre d'Ailly déclare que son intention n'est pas de « se prononcer définitivement », mais qu'il entend simplement soumettre quelques points de vue à la définition du saint concile, et conclure de là qu'il ne tient pas pour admis les articles des deux sessions, c'est isoler dangereusement quelques mots du contexte général. L'auteur les fait précéder, en effet, de cette phrase : « Voilà qui me semble suffisant pour répondre aux dix propositions formulées dans le prologue de cet ouvrage » <sup>2</sup>. Ce n'est donc pas seulement le dernier chapitre, qu'il soumet à l'examen du concile, mais tout le traité ; et ce dernier chapitre est tellement l'expression du fond de sa pensée que la soumission du souverain Pontife au concile est démontrée, selon lui, « par le droit naturel, divin et canonique » <sup>3</sup>.

Non, mieux vaut renoncer à ces sophismes apologétiques. A quoi bon, du reste, s'acharner à prouver que tel grand homme, extrêmement sympathique par ailleurs, n'a point adhéré à une doctrine condamnée longtemps après ? Il l'a soutenue de bonne foi, dans les meilleures intentions, et cela doit suffire, puisqu'à ce moment, sur ce sujet, les opinions restaient libres. Après comme avant les définitions conciliaires du 30 mars et du 6 avril 1415, Pierre d'Ailly demeure convaincu que le concile général est supérieur au pape. Cette maxime, constate-t-il, a été mise en pratique dans la déposition de Jean XXIII :

<sup>1</sup>) *Gersonii opera*, t. II, col. 940.

<sup>2</sup>) *Ibid.*, col. 960, dernier paragraphe.

<sup>3</sup>) *Ibid.*, col. 956-960.

« il n'est donc pas permis d'y contredire »<sup>1</sup>. Il rappelle tout ce qu'il a fait pour le succès d'une telle doctrine ; non seulement il ne s'en excuse pas, mais il s'en glorifie. En attaquant la thèse soutenue par Jean Mauroux dans son mémoire à Jean XXIII, il assimile le patriarche d'Antioche au « serpent caché sous l'herbe » ; il l'accuse de flatterie ; en nourrissant le pape du « lait de l'erreur », dit-il, il l'a empêché de céder de bon gré et l'a conduit à la triste extrémité où il s'est finalement trouvé<sup>2</sup>.

**DÉCLARATION DE GERSON** Que cette doctrine exprimée dans les décrets traduisît bien l'opinion des Français de Constance, celle des cardinaux comme celle de la « nation », nous en avons la preuve dans les paroles que prononça Gerson, le 21 juillet 1415, dans une occasion solennelle. Sigismond s'apprêtait à quitter le concile pour se rendre auprès de Benoît XIII, et essayer d'obtenir son abdication. L'orateur, disciple respectueux et aimant de Pierre d'Ailly, ne se serait point permis de contredire son « incomparable » maître<sup>3</sup>, au moins sans s'excuser. Or, pas un mot de précaution oratoire. Il est évident, d'autre part, que son discours ne choqua pas ses autres compatriotes, puisque Gerson, peu après, fut mis à la tête de la délégation française, à la place de Jean Mauroux<sup>4</sup>. Que dit donc le chancelier de Paris ? Il prend pour texte ce verset du psaume soixante-sept : « le Dieu qui nous a si souvent sauvés nous accordera un voyage heureux », et, après avoir exprimé les vœux de l'assemblée pour l'auguste voyageur, il détourne ses regards des routes de la terre pour les porter plus haut, vers « les chemins célestes de l'éternité », où nous avançons avec « les pieds de l'esprit ». Il distingue trois routes : celle de la paix, celle de la vérité et celle de la vertu. Il les montre jalonnées de bornes indicatrices, qui sont les différents aspects de la supériorité du concile sur le pape. A l'entrée

(1) *Restat videre utrum papa subjiatur iudicio concilii generalis, non obstante suas potestatis plenitudine. Ad quam quaestionem breviter respondeo affirmative : nec ei solum subjiatur in casu quo accusaretur de crimine haeresis proprie dictae ; sed etiam in quibusdam aliis casibus, qui possent quodam modo reduci ad haeresim, large sumptam, ut ratione obstinationis et incorrigibilitatis in crimine. Haec autem conclusio in condemnatione et depositione Joannis papae XXIII practicata est per hoc concilium generale, cujus determinationi contra dicere non licet. Gersonii opera, t. II, col. 951.*

(2) Jean Mauroux posait ainsi la question : *Utrum papa catholicus subjiatur concilio generali ; ad quod, sub determinatione Sanctissimi Domini nostri papae, dico quod non ;* et il alignait ses raisons, que reproduit Pierre d'Ailly. Après avoir rapporté intégralement ce texte, l'évêque de Cambrai se contente d'écrire : *Ex praedicta schedula sic subscripta patet quod sicut latet anguis in herba, sic iste inter fautores et praefatos adulatores dicti Joannis papae latitabat : qui eum lacte erroris nutrientes ad exterminium deduxerunt. Ibid., col. 953-956.*

(3) C'est ainsi qu'il le nomme dans un sermon du 7 juin 1416, *Gersonii opera, t. III, col. 1236 : Reverendissimum Patrem, Doctorem incomparabilem, Magistrum meum, praecipuum Dominum...*

(4) En cette qualité il reçut de Charles VI, datée du 11 octobre 1416, une lettre spéciale de sauvegarde pour lui et sa suite, qui pourrait comprendre jusqu'à trente personnes, *cum equis, mulis, vecturis, armis, ceterisque adminiculis, etc.* Texte dans *Gersonii opera, t. V, col. 683.*

de la première, celle de la paix, il place la « loi » formulée à « la session publique du 5 avril »<sup>1</sup>. Ce n'est même pas le décret de la quatrième session, qu'il cite, mais bien celui, plus complet, de la cinquième, où la subordination du pape est étendue à la réforme de l'Église. Après en avoir rappelé les termes : « Cette délibération si salutaire. s'écrit-il, je voudrais la voir écrite sur les lieux les plus élevés, gravée dans la pierre de toutes les églises ! » C'est « la règle fondamentale et comme infaillible » qui empêchera les fidèles de se heurter désormais à « la monstrueuse, à l'horrible pierre d'achoppement » laissée jusque-là sur la voie des préceptes divins. Et il conclut son discours en développant cette idée : le saint synode peut, et il doit, imposer la tenue de conciles généraux plus fréquents qu'autrefois, à savoir tous les dix ans, et imposer cette loi aux souverains Pontifes, de façon qu'ils ne puissent la transgresser<sup>2</sup>.

Les décrets en question correspondaient donc bien aux vœux de ceux qui représentaient, à Constance, l'Église gallicane. Sans doute, ces représentants ne furent pas les seuls à les juger opportuns et les Allemands, les Anglais, se montrèrent même plus ardents que les Français à en presser l'adoption, moins retenus qu'ils étaient que plusieurs de ceux-ci par des considérations d'opportunité et le désir de ménager le pape<sup>3</sup>. Mais déjà nous apercevons pourquoi l'Église gallicane resta fidèle à ces décrets quand d'autres les abandonnèrent. Ceux de ses fils qui, à Constance, s'en étaient faits les champions, y voyaient un moyen permanent, comme le disait Gerson le 21 juillet 1415, d'empêcher le retour d'un schisme nouveau et d'assurer de façon continue la réforme dont la catholicité avait si grand besoin<sup>4</sup>. Pour eux, il ne s'agissait point d'un expédient passager, d'un sacrifice aux circonstances, mais d'un nouvel et bienfaisant article inscrit en encre indélébile dans le droit constitutionnel de l'Église.

(1) Sic : en réalité, c'est le 6 que la session avait eu lieu.

(2) *Sermo super processionibus...* etc., dans *Gersonii opera*, t. II, col. 274-280.

(3) Pierre d'Ailly se plaindra plus tard qu'on l'ait accusé de trop exalter le pape au préjudice du concile : *Quia vero nonnulli adversarii veritatis et erroris defensores hanc mihi imposuerunt infamiam, quod disputare volebam de plenitudine potestatis Romani Pontificis ut ejus, ac Romanae Ecclesiae potestatem extollerem et deprimerem auctoritatem concilii generalis : ideo ad hanc maculam expurgandam declarabo qualiter non solum nunc, sed jam dudum concilium generale stabilire nisus sum, et specialiter in hujus concilii initio. Gersonii opera*, t. II, col. 951. Une cédula présentée à la nation allemande, au mois d'avril 1415, nous montre quel dépit soulevaient les tergiversations des Français : on les y accuse de ménager le pape afin de le ramener en Avignon et de confisquer ainsi la papauté à leur profit : ... *Ut iterum Gallici illic papatum habeant et per eum lucra temporalia capient et toti christianitati, prout fecerunt olim ante hoc scisma inchoatum, iterum potestative dominentur. Et etiam hec videtur esse ratio quare multi Gallici hic existentes nutant nec volunt aperte eidem concilio inherere.* H. FINKE, *Forschungen und Quellen zur Geschichte des Konstanzer Konzils*, p. 305. Pour le succès de la thèse conciliaire dans les milieux allemands, voir l'avis de Dietrich de Münster, *ibid.*, p. 301-303, et deux autres pièces, p. 292 et 304 ; elles ne portent pas d'attribution, mais leur origine se déduit clairement de la façon dont il est parlé des empereurs germaniques.

(4) Le souci d'assurer l'avenir avait été déjà manifesté par P. d'Ailly, dans son discours du 2<sup>e</sup> décembre 1414 : *Tertia conclusio est, quod haec sancta synodus congregetur ad provisionem et*

## FIN DU GRAND SCHISME

Nous ne nous étendrons pas ici sur la fin du Grand Schisme<sup>1</sup>. Suspendu de ses fonctions le 14 mai, Jean XXIII fut destitué le 29. La sentence ne retint pas contre lui le grief d'hérésie ni de schisme. S'appuyant sur sa simonie notoire, sur l'aliénation abusive qu'il avait faite des biens du Saint-Siège, ses mœurs « détestables » et scandaleuses, elle se contenta de le déclarer indigne, « inutile et dangereux »<sup>2</sup>. Ainsi le concile utilisait les décrets qui lui reconnaissaient une supériorité absolue sur le pape, indépendamment des considérations admises par l'ancienne doctrine canonique. Il décida, en outre, qu'aucun des trois compétiteurs ne pourrait être réélu. Avant la publication de la sentence, les articles de l'accusation retenus par l'assemblée avaient été communiqués à Jean XXIII, le 27 mai, avec toute liberté d'y répondre. Dans cette circonstance, le pape se montra aussi humblement soumis qu'il avait été, jusque-là, réfractaire et tenace. Il fit savoir qu'il renonçait à se défendre et qu'il se conformait à la décision du concile, « très saint » et « incapable d'errer »<sup>3</sup>. Il tint parole et plus jamais ne revendiqua son titre. Les Pères enregistrèrent bientôt une autre victoire, celle-ci plus facile : Grégoire XII offrit spontanément d'abdiquer. Il refusait cependant de le faire devant un concile réuni hors de lui. L'assemblée consentit à se laisser convoquer et habiliter, au nom du pape italien, par son légat Jean Dominici. Charles de Mala-

*evitationem futurae maleficae pravitatis... Docemur quod ad hoc synodaliter congregemur ut non solum praeterita mala corrigere aut praesentia reordinare debeamus, sed etiam ut contra futura providere et ea, quantum in nobis est, in nostris posteris evitare curemus. Gersonii opera, t. II, col. 923.*

(1) On en trouvera l'histoire dans N. VALOIS, *op. cit.*, t. IV, p. 308-478.

(2) D. MANSI, *op. cit.*, t. VII, col. 715-716. L'accusation de schisme et d'hérésie figurait d'abord dans le préambule de l'acte qui suspendait, le 14 mai, Jean XXIII de ses fonctions : ... *Dictum jam clandestinum recessum fuisse et esse ecclesiae sanctae Dei damnosum, scandalosum et opprobriosum, ac unionis et pacis ecclesiae perturbativum et impeditivum, hujusque nefandissimi schismatis nutritivum et roborativum, haeresisque et suspicionis fidei incentivum* : D. MANSI, *loc. cit.*, col. 653. Mais à la demande de Guillaume Fillastre, qui protesta contre l'imputation de *crimen heresis et fautorie scismatis et alia quaedam, de quibus non constabat*, ce passage fut modifié (*sententia correcta fuit in forma prescripta*) : *Journal de G. Fillastre, loc. cit.*, p. 39 ; D. MANSI, *op. cit.*, t. VII, col. 654. — Gerson devait montrer, un peu plus tard, l'importance de ce fait que la sentence de déposition ne se fondait aucunement sur l'accusation d'hérésie ou de schisme. En 1418, il rédigea un *Tractatus quomodo et an liceat in causis fidei a summo pontifice appellare*. Il y posait cette question : est-il « catholique » de prétendre qu'il n'est permis à personne d'appeler d'une décision du souverain Pontife en matière de foi ? Et pour montrer que cet appel était bien permis, il raisonne ainsi : *Sequeretur septimo, et magis ad hominem* (dans le cas où l'on nierait la légitimité du dit appel) *quod concilium generale non esset supra papam, vel iudex papae legitimus, cujus oppositum determinavit et practicavit sacrum Constantiense concilium. Non enim processum est ad inchoandum depositionem Joannis quousque fuisset articulus iste declaratus, sicut apparet ex actis ejusdem concilii, quoniam aliqui videbantur super hoc haesitare... Et si dicatur, prout aliqui fingere volunt, quod concilium non est supra papam, nisi quando est haereticus, seu devius a fide, in quo casu non est mirum, inquiunt, si concilium sit supra talem papam, quia desiit esse papa et est inferior omni homine... hoc breviter ad praesens repellitur. Primo, quia Joannes non est accusatus vel convictus de haeretica pravitate, et tamen concilium vocavit et judicavit ipsum, tanquam suum subditum. Unde et in toto processu, usque post sententiam definitivam suae depositionis, reputatus est ab eodem concilio verus papa. Gersonii opera, t. II, col. 305.*

(3) MANSI, *op. cit.*, t. VII, col. 707.

testa, procureur de Grégoire XII, affirma solennellement, une dernière fois, la légitimité de son mandant et présenta sa démission. Le concile témoigna sa reconnaissance à Ange Correr en lui accordant l'évêché de Porto, la légation à vie de la marche d'Ancone et le droit de prendre rang tout de suite après le futur pape ; il maintint en outre dans leur dignité cardinalice tous les membres de son collège.

Il ne restait donc plus que Benoît XIII. Le vieux lutteur espagnol se montra irréductible. Sigismond le rencontra à Perpignan au mois d'octobre et le roi d'Aragon, les comtes de Foix et d'Armagnac, s'associèrent en vain à ses efforts. Benoît finit par rompre les négociations et s'enfuit au château de Peñíscola. Abandonné par l'Aragon, la Castille, la Navarre et le comté de Foix, il ne lui restait plus que l'Écosse et le comté d'Armagnac. Le concile le déposa le 26 juillet 1417, comme parjure, schismatique incorrigible et hérétique. Il devait s'entêter dans sa résistance jusqu'à sa mort, lançant, chaque jeudi saint, l'excommunication contre ses cardinaux, qui l'avaient délaissé jusqu'au dernier, pour se rallier à l'élu de Constance, Martin V. On ne sait pas exactement quand il mourut, en 1423 ou 1424, car son entourage cacha son trépas et continua quelque temps encore à expédier des bulles en son nom. Il eut simultanément deux successeurs fantômes, Gilles Muñoz, prévôt de l'église de Valence, qui se fit appeler Clément VIII, et un inconnu, peut-être un certain Bernard Garnier, élu par un seul cardinal récemment créé, et qui prit le nom de Benoît XIV. Cette séquelle du schisme se prolongea, avec des allures de comédie plutôt que de drame, jusqu'en 1429, où Clément VIII se soumit et où le falot Benoît XIV rentra définitivement dans l'oubli.



## CHAPITRE VI

### POSITION DOCTRINALE DES GALLICANS VIS-A-VIS DU CONCILE ET DU PAPE

Nous avons constaté plus haut que la doctrine de la supériorité du concile sur le pape dérive de la vieille idée que le Pontife romain, s'il devient hérétique, *devius a fide*, perd sa fonction par le fait même et que l'assemblée de l'Église peut le déclarer déchu. Cette idée fut soutenue par les glossateurs du *Décret*, à quelque pays qu'ils appartenissent. Occam, dont le *Dialogue* fournit les éléments qui permirent d'élargir et même de transformer cette conception classique, était anglais. Conrad de Gelnhausen et Henri de Langenstein, qui, les premiers, en 1380 et 1381, donnèrent à l'appel au concile de nouvelles bases juridiques, en vue de l'adapter aux besoins créés par le Grand Schisme, écrivirent sans doute à Paris ; mais ils étaient allemands l'un et l'autre et d'ailleurs quittèrent bientôt les bords de la Seine pour n'y plus revenir. On ne peut donc pas dire que la doctrine en question soit spécialement gallicane par ses origines. Elle ne l'est pas davantage par la nationalité de ceux qui la firent triompher à Constance. Les Français s'en montrèrent chauds partisans, mais aussi les Anglais, les Allemands ; même les Italiens lui donnèrent leur suffrage. Il nous reste à voir qu'elle n'est pas, non plus, gallicane sous sa forme la plus outrancière.

#### § 1. — Excès de certains auteurs étrangers.

On a essayé de prouver la subordination du pape au concile par bien des arguments, qui tous n'affectent pas au même chef la notion catholique de l'Église. Quelle position adoptèrent, à cet égard, les Gallicans ? Après Constance, l'on ne chercha, en France, d'autres assises doctrinales à cette « liberté » que celles que lui avaient données Pierre d'Ailly et Gerson. Ni l'université de Paris, ni le clergé dans ses assemblées, ne dépassèrent la pensée de ces deux théologiens. Ils sont restés, sur ce point, les porte-parole du Gallicanisme ; les écrivains postérieurs leur font simplement écho <sup>1</sup>. Or, si l'on interroge

(1) Voir notamment Jacques ALMAIN, *Tractatus de autoritate Ecclesiae et conciliorum generalium*,

leurs œuvres, il est aisé de se convaincre qu'ils n'admettent pas les excès de plusieurs de leurs contemporains. En deux mots : alors qu'ailleurs l'on n'hésitait pas à fonder la suprématie conciliaire sur les thèses du *Defensor pacis*, eux-mêmes ne cessèrent de mettre leurs lecteurs ou leurs auditeurs en garde contre les exagérations de Marsile de Padoue, qu'ils jugeaient scandaleuses, hérétiques et sacrilèges<sup>1</sup>.

**DIETRICH DE NIEHEM** Longtemps, les historiens se sont plu à chercher la pensée exacte des Français de Constance dans un traité que Von der Hardt a publié en 1696, en l'attribuant, l'on ne sait trop pourquoi, à Gerson<sup>2</sup>. Sur la foi de ce compilateur, Ellies du Pin l'a inséré, sous le même nom, dans son édition des œuvres du chancelier de Paris, imprimées à Anvers en 1706<sup>3</sup>. Or, il est aujourd'hui démontré que le *De modis uniendi ac reformandi Ecclesiam in concilio universali*, composé vers 1410, n'est pas de Gerson, et du reste il suffit de le comparer aux écrits authentiques de celui-ci pour se rendre compte qu'il contient des idées toutes différentes. Est-il de l'espagnol André d'Escobar, de l'abbé bénédictin André de Randulf ? Les probabilités sont plutôt favorables à Dietrich de Niehem et c'est maintenant sous ce nom qu'on le cite d'ordinaire<sup>4</sup>. Il nous

écrit en 1512, en réponse à Cajetan, dans *Gersonii opera*, t. II, col. 976-1012 (cf. *Dictionnaire de théologie catholique*, t. I, col. 896) ; Jean MAJOR, *Disputatio de autoritate concilii supra pontificem maximum*, dans *Gersonii opera*, t. II, col. 1131-1145 : c'est un extrait de son commentaire sur saint Mathieu, écrit en 1518 (cf. *Dictionnaire de théologie catholique*, t. IX, col. 1662). Ces deux auteurs ont toujours été considérés comme des lumières de la Faculté de théologie de Paris au XVI<sup>e</sup> siècle : on peut trouver dans leurs écrits l'expression de l'enseignement de cette école.

(1) Nous ne comprenons pas que M. G. DE LAGARDE, dans son étude par ailleurs si remarquable sur Marsile de Padoue, *La naissance de l'esprit laïque au déclin du Moyen Âge*, t. II, *Marsile de Padoue ou le premier théoricien de l'esprit laïque*, 1934, ait pu écrire ceci, p. 328 : « Lorsque l'on voit un Gerson céder à cet engouement (pour le *Defensor pacis*) et reconnaître l'œuvre comme une des meilleures qui soient, on se demande si l'impulsif chancelier de l'université de Paris avait bien pris la peine de lire son auteur ». Nous avouons que si de l'admiration pour Marsile se manifeste quelque part dans les œuvres authentiques de Gerson, cela nous a échappé... En revanche, nous avons remarqué maint passage, où l'« impulsif » chancelier apprécie très sévèrement la théologie du padouan. Nous en donnons quelques-uns plus bas. M. de Lagarde, après tant d'autres, ne jugerait-il pas des opinions de Gerson d'après le *De modis uniendi ac reformandi Ecclesiam* ? On y voit Marsile, en effet, loué et constamment utilisé. Mais il est démontré que ce traité n'est pas de Gerson, comme nous le disons tout de suite, dans notre texte.

(2) H. v. d. HARDT, *Magni œcumenicum concilium constantiense*, t. I, 5<sup>e</sup> partie, p. 68-142.

(3) *Gersonii opera*, t. II, col. 161-201.

(4) Cf. L. PASTOR, *Histoire des papes*, trad. Furcy Raynaud, t. I, p. 207 ; N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. IV, p. 229, note 2 ; E. VANSTEENBERGHE, *Le cardinal Nicolas de Cusa*, p. 35. Dietrich de Niehem se montre d'une égale violence dans un autre ouvrage, son *De schismate*. Il y déplore que les empereurs du XV<sup>e</sup> siècle n'aient plus la poigne d'un Othon I<sup>er</sup>, qui déposa Jean XII et lui substitua Léon VIII ; et cela était très bien, dit-il. Jean XII était sans doute *unicus et indubitatus papa*, mais il menait une vie dissolue, et cela suffisait pour légitimer sa déchéance. Et il s'écrit : *Utinam talis imperator surgeret temporibus nostris, qui nunc cassaret scripturarum multipliciter in hoc labyrintho, quae adeo creverunt propter multitudinem scribentium, in hoc passu, quod vix eos centum camelis portarent ! Clarum est enim quod omnium christianorum maxime interest quod papa, a quo omnes normam vivendi capiunt, esse debet mundus, non symoniacus, sanguinolentus, adulter et lubricus, aleator, ebriosus, venator seu venerius, vel aliter publicus barator... Nec credo illud obstare quod canonistae dicunt quod papa, nisi a fide sit devius, dejici non possit et quod nemo judicat primam sedem, quodque nullus potest auferre auctoritatem vel potestatem*

permet de mesurer la distance qui sépare les Gallicans de certains partisans extrémistes de la suprématie conciliaire.

LE PAPE N'EST PAS LE CHEF DE L'ÉGLISE

Pour l'auteur de ce traité, l'Église catholique, com-

posée de tous ceux qui croient en Jésus-Christ, forme un corps pourvu d'une seule tête, qui est Jésus-Christ lui-même. Pape, cardinaux, prélats, clercs, rois, princes, manants, en sont membres au même titre, bien que situés sur des plans différents. Le pape ne peut donc pas être appelé chef de l'Église : il ne l'est pas ; il est seulement vicaire du chef, son lieutenant sur terre ; et cela aussi longtemps qu'il n'abuse pas de son pouvoir, car l'intention du législateur est le salut de la république entière<sup>1</sup>. La conservation de celle-ci importe plus que les droits particuliers. Toutes les constitutions apostoliques, toutes les lois faites en faveur du pape, des cardinaux, des prélats, doivent être entendues sous cette réserve : pourvu que la république ecclésiastique n'en souffre aucun dommage, ni directement ni indirectement, ni en public ni en secret, ni dans sa totalité ni dans aucune de ses parties. Dietrich s'indigne à la pensée qu'on se demande si l'on peut déposer le pape. Eh quoi ! pour le salut d'un État, écrit-il, on dépose un roi, un prince séculier, qui tient son trône de l'hérédité ; et l'on hésitera à se débarrasser d'un pape, élu par les cardinaux, d'un homme « dont peut-être le père et le grand-père n'avaient pas assez de fèves pour s'emplir le ventre ! Il m'est dur d'admettre que le fils d'un pêcheur vénitien doive être maintenu en place au détriment de l'Église »<sup>2</sup>.

INFLUENCE DE MARSILE DE PADOUE

Disciple de Marsile de Padoue, il ne reconnaît pas le privilège

du for ecclésiastique, même en faveur du pape. « S'il est malfaisant, criminel, au moins de façon notoire, rien ne l'exempte du pouvoir coercitif séculier ; son maître n'avait pas péché, et cependant il s'y soumit »<sup>3</sup>. Dietrich donne de la papauté une définition multitudiniste, particulièrement osée : « La papauté, c'est la totalité des fidèles, juridiquement associés en vue de leur commune utilité ». Dans cet

*quam conferre non potest... Qui enim a ratione deviat non homo, sed animal irrationabile jure censetur... et sic non papa sed bestia magis proprie appellatur.* — Theodorici de Nyem de scismate libri tres, éd. G. ERLER, liv. III, chap. ix-xi, p. 221-224. Ce passage paraît bien de la même plume truculente qui écrit, dans le *De modis uniendi*, à propos du pape : ... *Cujus pater et avus forsan ventres implere non sufficiebant fabis : durum enim est dicere quod filius veneti piscatoris papatum debeat tenere cum detrimento totius Reipublicae ecclesiasticae.* — Gersonii opera, t. II, col. 166. Certes, Gerson n'usait pas de cette encre.

(1) Gersonii opera, t. II, col. 163, 165.

(2) Ibid., col. 166.

(3) Ibid., col. 168.

ensemble organique, les uns doivent commander et les autres obéir : obéir ou refuser obéissance, suivant les cas ; car si l'on est tenu de se soumettre à un incontestable vicaire de Jésus-Christ, il convient de se soustraire, d'un accord unanime, à l'autorité de deux ou trois compétiteurs qui se disputent la charge papale. En effet, — et ici l'auteur s'inspire d'Occam, — « les fidèles peuvent fort bien mourir dans la charité et aller au ciel sans qu'il existe de pape »<sup>1</sup>. Par rapport au concile, celui-ci n'a aucun droit ; il ne peut ni le convoquer, ni le présider, ni rien y définir touchant l'état de l'Église<sup>2</sup>. La convocation appartient à l'empereur, et, s'il n'est pas encore sacré, au roi des Romains<sup>3</sup>. A l'appui de cette thèse, Dietrich cite un fragment d'un *modernus magnus theologus*, qui n'est autre que Marsile de Padoue<sup>4</sup>. A l'empereur, également, la présidence, quoique, ici, l'auteur s'exprime en termes plus embarrassés<sup>5</sup>. Le concile est donc bien au-dessus du pape ? « Certes, oui ! Il lui est supérieur en autorité, supérieur en dignité, supérieur par la fonction ; le pape est tenu de lui obéir en tout ; le concile peut limiter le pouvoir du pape, car il représente l'Église universelle, c'est lui qui détient les clefs pour ouvrir et fermer ; il peut anéantir les droits de la papauté. Nul ne peut en appeler de ses décisions ; il peut élire le pape, le priver de son titre, le déposer ; il peut établir de nouveaux droits, abolir les anciens. Ses constitutions, statuts et règles sont immuables, elles ne souffrent ni modification ni dispense, de qui que ce soit, si ce n'est de lui-même<sup>6</sup> ».

La première chose que la future assemblée devra faire, ce sera de limiter la puissance coercitive du pape, qui n'est qu'usurpée, contrairement à la volonté de Dieu et à toute justice. Le pape, en effet, a dépouillé les évêques de l'autorité qu'ils tenaient du Christ et de l'Église, car, à l'origine, pape et évêques étaient égaux<sup>7</sup>. Le Sauveur n'a donné à Pierre de juridiction que pour lier en imposant des pénitences, délier en absolvant des péchés<sup>8</sup>. Dietrich de Niehem n'admet pas que la primauté de juridiction soit d'institution divine : elle résulte d'une délégation de l'Église, unique dépositaire de l'intégralité du pouvoir<sup>9</sup> ; et toujours l'Église peut annuler sa concession ou la

(1) *Ibid.*, col. 171 ; cf. col. 163 : *Et in hac Ecclesia et in ejus fide omnis homo potest salvari, etiamsi in toto mundo aliquis papa non posset reperiri et non inveniretur.*

(2) *Ibid.*, col. 171 : *Nullatenus ad eum, etiamsi esset unicus, universalis et indubitatus, pertineat generale concilium convocare ; nec ad eum pertinet tanquam judicem praesidere, aut aliqua concernentia statum Ecclesiae definire.*

(3) *Ibid.*, col. 178, 187, 189.

(4) *Ibid.*, col. 179.

(5) *Ibid.*, col. 189.

(6) *Ibid.*, col. 172-173.

(7) *Ibid.*, col. 174 : *Qui in primitiva Ecclesia aequalis potestatis cum papa erant.*

(8) *Ibid.*, col. 174 : *Christus enim nullam aliam potestatem Petro tribuit quam ligandi et solvendi, ligandi per poenitentias, et solvendi culpas.*

(9) Comparant l'Église romaine à l'Église universelle, il écrit : *Et haec longe minoris auctoritatis*

restreindre. Tout cela n'est qu'un démarquage du *Defensor pacis*. On voit, si en attribuant ces maximes au chancelier de Paris, l'on avait beau jeu pour taxer d'hérésie les Gallicans.

**NICOLAS DE CUSA** Cette conception démocratique du pouvoir, auquel le prince ne participe qu'en vertu d'un mandat de la collectivité, conception aristotélicienne de l'État, transposée sur le plan ecclésiastique par Marsile de Padoue et Occam, paraît avoir séduit bien des esprits dans la première moitié du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle <sup>1</sup>. Nicolas de Cusa, le futur cardinal, la soutiendra encore dans son *De concordia catholica* <sup>2</sup>, achevé d'écrire en 1433 : avec plus de nuances, toutefois, que Dietrich de Niehem, et un souci plus grand d'orthodoxie. Comme le titre de ce traité l'indique, l'auteur se propose d'expliquer la constitution de l'Église d'une façon acceptable par tous <sup>3</sup>. Selon lui, l'Église étant l'ensemble des fidèles, en elle résident tous les droits qu'a pu conférer son fondateur. Dépositaire des promesses divines, elle ne saurait errer. Ce privilège lui appartient en propre ; dans la pratique, il s'exerce par l'intermédiaire du concile général, qui représente seul la collectivité. Cette assemblée est donc au-dessus de tout, même du pape. Ce n'est pas de lui qu'elle tire sa force, mais bien du fait qu'elle exprime le *consensus omnium* <sup>4</sup>. Le pape n'est point évêque universel, mais seulement le premier des évêques <sup>5</sup>. Quand le Christ accordait à saint Pierre des pouvoirs spéciaux, cet apôtre figurait, en sa qualité de plus âgé, la communauté dans son ensemble ; c'est à elle, non à lui, quoique à travers lui, que Jésus-Christ s'adressait <sup>6</sup>. Il est nécessaire d'être uni à la chaire de Pierre, car elle représente le principe du gouvernement. Mais Nicolas de Cusa dépouille cette affirmation d'une grande partie de sa force en lui donnant tout de suite un complément inattendu : primitivement, dit-il, les trois grands patriarches, de Rome, d'Alexandrie et

*videtur esse universali Ecclesia, ut videtur inferius. Et est quasi instrumentalis et operativa clavium universalis Ecclesiae et executiva potestatis ligandi et solvendi ejusdem. Nec de recta conscientia majorem habet vel habere potest auctoritatem et executionem potestatis quam sibi ab universali ecclesia conceditur.* Et plus loin, col. 183 : *Nec potest negari quin papa sibi usurpando aliorum episcoporum, quos frater appellat, jurisdictionem et honorem, praesertim ita generaliter, per hoc peccet mortaliter.*

(1) Quoique le cardinal Zabarella ait fait des difficultés pour admettre la supériorité du concile sur le pape en matière de réforme, comme nous l'avons dit plus haut, il semble bien, lui aussi, rejoindre Marsile quand il applique à l'Église, dans son *Tractatus de scismate*, la conception romaine de la délégation des pouvoirs faite au prince par le peuple : *Neque unquam ita potuit (universitas) transferre potestatem in papam ut desineret esse penes ipsam ... Populus Romanus, transferendo jurisdictionem in principem, etiam in se retinuit, scilicet quod non potuit a se abdicare statuendo legem a qua non posset recedere.* Dans S. SCHARD, *De jurisdictione, auctoritate et praeeminencia imperiali ac potestate ecclesiastica*, p. 708-709.

(2) Nous nous servons ici du texte publié par S. SCHARD, *De jurisdictione, etc.*, p. 478-676.

(3) E. VANSTEENBERGHE, *Le cardinal Nicolas de Cues*, p. 36.

(4) Liv. II, chap. 34, p. 592-593.

(5) Liv. II, chap. 13, p. 533.

(6) Liv. I, chap. 11, p. 495.

Martin. — II.

d'Antioche, étaient également assis sur la chaire de Pierre ; les deux derniers ont fait défection, mais tous les sièges créés par celui de Rome et qui lui restent unis ne font qu'un avec lui<sup>1</sup>.

La primauté romaine ne serait-elle donc qu'un symbole, une simple expression figurée ? Non, et Nicolas de Cusa trouve de subtiles explications pour sauvegarder, lui semble-t-il, sa réalité substantielle sans rien enlever aux droits de l'*universitas*. Tout pouvoir vient d'en Haut, mais il commence par être d'abord latent dans la masse et l'élection l'en fait sortir : il est nécessaire, en effet, que celui qui doit présider soit élu, pour que sa supériorité procède de ceux-là même qu'il régira par la suite<sup>2</sup>. Toute la hiérarchie ecclésiastique est ainsi fondée en partie sur la volonté des inférieurs. Quand ils élisent le pape, les cardinaux procèdent par délégation de l'Église entière, et en se soumettant à lui ils lui confèrent l'autorité. Ainsi le pouvoir papal vient de Dieu, moyennant le consentement des électeurs et de leurs mandants ; il découle d'une double source, divine et humaine<sup>3</sup>. Cela se vérifia déjà pour saint Pierre : le Christ lui conféra la *prioritas*, mais suivant la désignation que firent de lui ses compagnons<sup>4</sup>.

#### NATURE DE LA « PRIORITÉ » DU PAPE

En quoi consiste donc cette « priorité » ? Non point en

une juridiction proprement dite, en un pouvoir qui aurait qualité pour s'imposer. Sous ce rapport, Pierre n'a rien reçu de plus que les autres. Quand son Maître parle de la « pierre » sur laquelle il bâtira son Église, c'est lui-même qu'il désigne, non point Simon. Paître les brebis, dans son idée, c'est leur distribuer la bonne parole, les édifier par l'exemple. Il n'y eut au début qu'un épiscopat, dont les membres jouissaient de facultés identiques. Aujourd'hui encore la juridiction reste égale chez tous les évêques, « peut-être chez tous les prêtres » ; son exercice seul est réglé, aux uns plus, aux autres moins, pour mieux conduire les fidèles vers Dieu. Mais ce dosage est une création du droit positif : quand cesse le but de l'inégalité dans la répartition, alors les dispositions légales perdent leur vigueur. Cela explique, par exemple, qu'en cas de nécessité un simple prêtre puisse lever une excommunication portée par le pape<sup>5</sup>. La supériorité de saint Pierre consista uniquement en ceci qu'il reçut plus de grâces que les autres, parce qu'il devait maintenir l'unité, écarter les schismes. La désignation divine ne lui conféra point de « magistère », car

(1) Liv. I, chap. 14, p. 498-499.

(2) Liv. II, chap. 19, p. 551-552.

(3) Liv. II, chap. 13, p. 529 ; chap. 34, p. 593.

(4) Liv. I, chap. 15, p. 500 ; liv. II, chap. 13, p. 529.

(5) Liv. II, chap. 13, p. 528-529.

il n'y a qu'un seul maître, Jésus-Christ ; elle fit plutôt de lui le premier serviteur de l'Église. Il n'est pas devenu chef de la communauté, il en est resté membre, supérieur à chacun des autres pris individuellement, mais inférieur à la totalité, au service de laquelle il est spécialement préposé. Ni Pierre ni ses successeurs ne tiennent de Dieu un pouvoir coercitif, mais une autorité ministérielle. Leur action doit être acceptée volontairement, non subie, car le fondateur de l'Église n'a voulu en elle aucune contrainte : le salut consiste à adhérer librement au Christ, avec l'aide de la grâce. Sans doute, il faudra parfois que le pape corrige, qu'il « coupe les membres pourris » ; mais ce qui rend légitime ces mesures de rigueur, c'est la volonté de la communauté, ou tout au moins de sa plus grande partie, qui comprend que le bien général les exige<sup>1</sup>. En expliquant ainsi la primauté pontificale, Nicolas de Cusa essaye de faire leur part à Dieu et aux hommes : le premier fournit les grâces nécessaires, les autres prêtent un consentement sans lequel leur bénéficiaire n'en saurait user.

*ELLE EST FONDÉE  
SUR LE CONSENTEMENT DU PEUPLE*

Mais comment concilier une telle idée de l'autorité papale avec l'opinion traditionnelle,

affirmée par tant de textes, que le pape commande aux évêques, les lie et les absout, qu'il n'est jugé par personne et qu'on peut toujours, au contraire, porter une cause devant son tribunal ? Il n'y a rien là d'incompatible, dit Nicolas de Cusa. La tradition est légitime parce que fondée sur l'usage ; or l'usage suppose le *consensus populi*. Tant qu'il persiste, les actes tolérés sont irréprochables ; ils deviennent abusifs, au contraire, le jour où la communauté retire son consentement. Aussi bien, ajoute-t-il, considéré les abus auxquels ce long usage donne lieu aujourd'hui, une bonne réforme exige qu'il cesse et le concile peut l'interrompre<sup>2</sup>.

*LE PAPE N'EST PAS NÉCESSAIREMENT  
L'ÉVÊQUE DE ROME*

Si le pape succède à saint Pierre dans la « présidence » de l'Église, il ne s'ensuit

pas qu'il doive nécessairement lui succéder aussi comme évêque de Rome. Nicolas de Cusa tient les deux fonctions pour parfaitement séparables, au moins en théorie. La ville de Rome a été choisie, comme le lieu de résidence du premier des évêques, eu égard à son importance dans l'empire, au souvenir de tant de martyrs et de saints qui l'illustrèrent ; mais ce choix résulte moins de ces

(1) Liv. II, chap. 34, p. 594-595, 597-599.  
(2) Liv. II, chap. 13, p. 530-532.

considérations accidentelles que de la volonté des premiers conciles, qu'elles déterminèrent<sup>1</sup>. On ne peut pas dire qu'il doive en être toujours ainsi : cela dépend de l'Église. Il est très convenable, sans doute, que l'on continue de choisir l'évêque de Rome pour lui confier la priorité ; mais, en définitive, les électeurs qualifiés restent libres de leur décision. « Si, par impossible, ils donnaient leur préférence à l'archevêque de Trèves », celui-ci, tout en restant archevêque de Trèves, « serait davantage successeur de saint Pierre que l'évêque de Rome ». La primauté ne dépend point du siège<sup>2</sup>.

Nicolas de Cusa, en terminant son livre deuxième, a beau prendre à partie le *Defensor pacis*<sup>3</sup>, il rejoint Marsile par la prépondérance qu'il attribue à la volonté populaire dans le droit constitutionnel de l'Église. En fin de compte, et malgré un luxe de nuances et de restrictions qui rendent parfois sa pensée flottante et même obscure, il concentre à peu près tout le pouvoir dans cet être aux mille têtes que le Padouan désignait sous le nom de *Legislator fidelis*<sup>4</sup>.

## § 2. — Les Gallicans soucieux d'orthodoxie.

CRITIQUE DE MARSILE DE PADOUE.  
P. D'AILLY

Que les idées marsiliennes aient hanté, à Constance, bien des cerveaux, Pierre d'Ailly nous l'affir-

me lui-même. Non seulement il ne les admet point pour son compte, mais il les juge dangereuses. C'est en partie pour les combattre qu'il compose, en 1416, son traité *De Ecclesiae, concilii generalis, romani pontificis et cardinalium auctoritate*<sup>5</sup>. « L'amertume gagne son cœur » à la vue des erreurs qui circulent. Il se propose de les réfuter en exposant quelques vérités « catholiques ». Il faut se garder, dit-il, d'exagérer d'un côté comme de l'autre, et, pour exalter le concile, d'enlever au pape et à l'Église romaine l'autorité qui leur appartient<sup>6</sup>.

PRIMAUTE DE DROIT DIVIN

Bien qu'à l'origine l'Église possédât un épiscopat collégial, et que l'autorité de chaque apôtre eût pour champ d'action l'univers entier, nous devons reconnaître que le Christ, prévoyant le danger de confusion, donna à saint Pierre, pour lui et pour ses successeurs, « le pouvoir

(1) Liv. I, chap. 16, p. 502.

(2) Liv. II, chap. 34, p. 599.

(3) *Ibid.*, p. 600.

(4) Cf. E. VANSTEENBERGHE, *Le cardinal Nicolas de Cues*, p. 41.

(5) *Gersonii opera*, t. II, col. 925-960.

(6) *In hoc sacro concilio errores contrarii circa ecclesiasticam potestatem a nonnullis periculose seminati sunt, et inter caeteros errores, quidam papae et Ecclesiae Romanae auctoritatem totaliter abstulerunt, quo potestatem concilii generalis extollerent.* Col. 926.



d'établir les ministres et de déterminer la juridiction ». La formule « pais mes brebis » équivaut à celle-ci : « sois le pasteur, le prélat universel, à qui appartient le gouvernement général de la bergerie ». Et ainsi Pierre a reçu vraiment, dans sa plénitude, une puissance qu'il a ensuite communiquée à d'autres en les appelant à « partager sa sollicitude ». Il a été souverain Pontife avant d'être évêque de Rome, soit ; mais l'une et l'autre charge, il l'a reçue de Dieu : car la mission de paître les brebis impliquait, pour lui, la liberté de se fixer où il voulait et d'y être chef local. Il s'appropriä d'abord Antioche et y resta sept ans ; puis, « à la suite d'une révélation du Christ », il vint à Rome et s'y installa comme évêque. Dès lors, lui et ses successeurs cumulent deux épiscopats : celui de l'Église entière et celui de Rome en particulier. Il s'ensuit que l'Église romaine est la tête de l'Église universelle et à la fois de toutes les Églises locales. Nier cela est hérétique, comme de nier que le souverain Pontife soit le chef de l'Église. « En vertu d'un droit très ancien, prescrit par la coutume et qui a force de loi, il appartient au Pontife romain, avec le conseil de ses frères, qui sont les cardinaux, d'ordonner et d'instituer des évêques : ainsi Pierre, avec l'assistance des apôtres, créa Jacques évêque de Jérusalem »<sup>1</sup>. La hiérarchie ecclésiastique n'est pas d'origine purement humaine, à telle enseigne qu'on puisse la supprimer. La variété des charges nécessaires à l'Église exige, pour le maintien du bon ordre, une certaine subordination des pouvoirs de gouvernement ; elle suppose, au sommet, une autorité suprême, qui est celle du pape. Cette autorité ne se fonde pas sur une concession humaine, elle procède de Dieu : c'est Jésus-Christ qui a établi la papauté<sup>2</sup>. Sans doute, les hommes interviennent dans la création du pape, puisque la charge est élective ; mais les pouvoirs qui y sont annexés viennent de Dieu *immediate et principaliter* ; le rôle des hommes n'est que « ministériel » et se borne au choix du titulaire<sup>3</sup>.

**GERSON** Gerson ne tient pas un autre langage. La communauté des fidèles, s'écrie-t-il, en 1408, devant la délégation anglaise traversant Paris pour se rendre au concile de Pise, n'a pas, — elle n'a jamais eu — le pouvoir de s'organiser elle-même, de créer la hiérarchie que nous lui voyons. Sans compétence pour instituer la papauté, elle n'en a pas davantage pour la supprimer. L'Église est une monarchie, il ne lui appartient pas de se donner une autre constitution politique<sup>4</sup>. Mêmes idées dans le *De auferibilitate papae* :

(1) Col. 928-930.

(2) Col. 934.

(3) Col. 938 (*quarta conclusio*).

(4) *Gersonii opera*, t. II, col. 128 : *Congregatio ecclesiastica non habet vel habuit ex se potestatem*

le Christ, y lit-on, n'a créé qu'une seule société monarchique, l'Église ; mais il lui a donné cette forme immuablement. Ceux qui pensent le contraire, qui prétendent qu'il pourrait y avoir plusieurs papes, ou que tout évêque est pape dans son diocèse, égal au pontife suprême, ceux-là parlent contre la foi, détruisent cet article du symbole où nous disons : je crois en *une* Église ; et s'ils s'entêtent dans leur opinion, ils méritent d'être condamnés pour hérésie, « comme Marsile de Padoue et certains autres »<sup>1</sup>. Dans son traité *De statibus ecclesiasticis*, il commence ainsi le chapitre consacré au pape : « La condition papale a été instituée par le Christ surnaturellement et immédiatement, comme ayant la primauté monarchique et royale dans la hiérarchie ecclésiastique ; grâce à cette charge unique et suprême, l'Église militante est dite une, sous Jésus-Christ. Quiconque ose attaquer ou diminuer cette primauté, quiconque a la présomption de lui égaler une autre situation ecclésiastique, s'il le fait avec entêtement, il est hérétique, schismatique, impie et sacrilège ; il tombe dans l'hérésie condamnée tant de fois, en termes formels, depuis le début de l'Église naissante jusqu'à nos jours, par la voix des saintes Écritures et des conciles généraux »<sup>2</sup>. Et il répète un peu plus loin la même affirmation sous une autre forme<sup>3</sup>.

#### LE BIEN COMMUN DE L'ÉGLISE

On le voit, ni Gerson ni Pierre d'Ailly, auxquels les Gallicans restèrent plus tard fidèles<sup>4</sup>, n'admettent les exagérations du *Defensor pacis*<sup>5</sup>. Ils se refusent à méconnaître l'institution divine de la papauté

*seipsam ordinandi et constituendi per gradus varios atque hierarchicos dignitatum et administrationum... Patet : quia supernaturalis est haec institutio, consurgens ex solo beneplacito liberalissimi conditoris. Col. 129 : Congregatio ecclesiastica, licet non possit instituere papatum nec destituere, nihilominus potest per se vel per concilium eam repraesentantem statuere alium modum eligendi papam quam modo fit, ut aliis visum est. Col. 130 : Denique non potest, lege stante, politia ecclesiastica, quae est monarchica, in aliam transformari, sicut in alia politia.*

(1) Gersonii opera, t. II, col. 214.

(2) Ibid., col. 529.

(3) Ibid., col. 531 : *Status summi pontificis, ac sacri collegii dominorum cardinalium sibi collateralium, fundatus est in ecclesiastica hierarchia sub caelesti, immediate a Christo ; nec humana institutione seu praesumptione potest destitui. Cui statui qui pertinaciter derogat, censendus est juxta sacros canones haereticus atque sacrilegus.* La suite de ce développement, sur les droits du Saint-Siège en matière de biens temporels, de taxes, est directement opposée aux idées marsiliennes.

(4) IMBART DE LA TOUR, au t. II de son ouvrage sur *Les origines de la Réforme*, p. 170, après avoir analysé en gros les idées d'Almain, qui reconnaît, dit-il, « la primauté, d'institution divine, du pape », les oppose, par cette simple phrase, à celles de Gerson : « Nous voici loin des affirmations hautaines et tranchantes de Gerson ». Et il ajoute : « On peut voir, à cette modération prudente, combien depuis un siècle le gallicanisme théologique avait évolué ». Il n'avait pas besoin d'évoluer, et Gerson, tout comme Almain, admet que le pape « tient son pouvoir de Dieu même » et que « de droit divin, le Christ lui a donné toutes ses brebis fidèles à paître ». L'erreur du savant historien s'explique par le fait, avoué à la p. 75, note 1, qu'il a cherché les idées de Gerson dans le *De modis uniendi ac reformandi Ecclesiam*, qui n'est pas de lui. Du reste Almain prend la précaution de citer souvent Gerson en remarquant qu'il est d'accord avec lui : par exemple, col. 981, 988, 1005, 1007, 1012, dans *Gersonii opera*, t. II.

(5) Si Gerson, pas plus que Pierre d'Ailly, ne souscrit aux thèses du *Defensor*, il admire Occam

ou à nier au Pontife romain la *plenitudo potestatis* sur l'Église universelle. Comment pensent-ils donc, tout en maintenant cette attitude conservatrice, établir la supériorité du concile sur le pape et le droit de le déposer ? En distinguant, dans le pape, la charge et la personne<sup>1</sup> et en faisant intervenir la notion de *bonum commune*, avec lequel se confond nécessairement, disent-ils, la volonté du Christ. Ils posent d'abord comme axiome, imitant en cela tous les partisans de la suprématie conciliaire, que le tout est plus que la partie, le corps entier plus que la tête seule et par conséquent l'Église, dans son ensemble, plus que le pape. C'est elle que son fondateur a toujours eue en vue, à elle qu'il a promis de ne jamais périr, de ne jamais dévier, pour elle qu'il a tout organisé, y compris le suprême pontificat. L'Église universelle, et par conséquent le concile général qui n'en est que la représentation, le « miroir », doit donc posséder la *plenitudo potestatis* au moins autant que le pape. Mais elle la possède différemment : le pouvoir suprême réside en elle *causaliter* et *finaliter*, « comme dans son objet, en vue de quoi il est institué » ; le pape, lui, le détient *ministerialiter*, « comme le sujet qui l'a reçu et l'exerce au profit d'un autre ». Le pouvoir, en effet, n'est point pour le pape, mais « le pape et son pouvoir pour l'Église ».

*DISTINCTION, DANS LE PAPE,  
DE LA CHARGE ET DE LA PERSONNE*

Si celle-ci ne peut rien sur le pontificat, elle garde barre, éventuellement, sur la personne qu'elle en a investi par voie d'élection. Puisqu'il ne cesse pas d'être homme, le pape reste faillible, exposé au danger d'abuser de sa puissance. Obligé de s'en servir pour l'édification des fidèles, il peut l'employer au préjudice de leur salut. Dans ce cas, la communauté reprend légitimement l'exercice d'une souveraineté dont elle n'a jamais perdu le domaine éminent. Elle fait de même lorsqu'elle constate que la personne de l'usufruitier, même en dehors de toute faute de sa part, est un obstacle grave à la paix générale, à l'union chrétienne<sup>2</sup>. Toutefois, cette reprise ne saurait être qu'exception-

et l'utilise, mais sans abdiquer sa clairvoyance. Voici comment il parle de lui dans son *Tractatus quomodo et an liceat in causis fidei a summo pontifice appellare* (Gersonii opera, t. II, col. 305) : *Hanc autem materiam latissime et studiosissime prosecutus est et fundavit Ockam in Dialogo suo : cujus solius auctoritati non oportet inniti, quamvis fuerit egregius theologus ; sed innitendum est rationibus suis, pro quanto robur et auctoritatem accipiunt a sacra Scriptura.*

(1) Voici, par exemple, comment Gerson s'exprime, en 1408, devant la délégation anglaise : *Congregatio ecclesiastica dici potest habere duplices partes integrantes eam : quaedam sunt fluentes, quaedam permanentes, et, ut ita loquamur, essentielles. Primae sunt ipsae personae mortales constitutae in graduum varietate. Aliae sunt ipsimet gradus dignitatum et administrationum. Exemplum in papa et papatu...* — Gersonii opera, t. II, col. 128.

(2) Cette théorie, qui se dégage de l'œuvre de P. d'Ailly et de Gerson, a été condensée par le premier à la fin du chap. 1 de la *Tertia pars* de son *De Ecclesiae, etc., auctoritate* : Gersonii opera, t. II, col. 950-951. *Primo, dico quod jura quae loquuntur de plenitudine potestatis intelliguntur*

nelle ; seules des raisons impérieuses, pratiquement fort rares, et qui toutes se ramènent au bien commun, la justifient <sup>1</sup>. Elle ne peut avoir qu'un de ces deux objets : ou opérer un transfert de la primauté sur une autre tête, ou obliger le titulaire que l'on garde, mais qui ne fait pas sortir à sa mission les bienfaisants effets que l'Église est en droit d'en attendre, d'adopter une conduite plus conforme à la volonté du Christ. Car le Christ, en définitive, demeure le chef suprême de la société ecclésiastique, et le droit positif, aussi bien divin qu'humain, doit être sainement interprété suivant ses intentions.

Cette explication des Gallicans vaut ce qu'elle vaut. Peut-être a-t-elle, spéculativement, moins de cohérence que le radicalisme brutal d'un Marsile de Padoue ou d'un Dietrich de Niehem. Si l'on se rappelle que ses auteurs voulaient passionnément restaurer l'unité, rendre impossible tout nouveau schisme et assurer une réforme dont la papauté semblait se désintéresser, elle témoigne au moins, chez eux, d'un louable effort pour ménager, plus que d'autres ne le faisaient, la tradition doctrinale et les droits du Saint-Siège.

### § 3. — Comment s'explique le maintien, en France, de la théorie conciliaire.

Si la doctrine de la suprématie conciliaire n'a rien de spécialement français ni dans ses origines, ni dans son triomphe, ni dans ses outran-

*de potestate jurisdictionis... Secundo, dico quod haec plenitudo jurisdictionis, proprie loquendo, solum residet in Romano, seu summo pontifice, Petro succedente... Tertio dico quod hujusmodi plenitudo potestatis, tropice et alio modo equivoce, est in universali Ecclesia et in concilio generali ipsam repraesentante. Pro cujus declaratione sciendum est quod quantum ad propositum pertinet, aliquid dicitur tripliciter esse in alio : primo tanquam subjecto, sicut virtus est in anima et accidens in substantia subjective ; secundo modo, tanquam in objecto, sicut effectus dicitur esse in sua causa, vel in suo fine, quia in illum tendit, tanquam in suum objectum finale ; tertio modo, tanquam in exemplo, ut res visa dicitur in speculo, vel aliqua doctrina in libro, quia ibi est repraesentative. Primo ergo modo, plenitudo potestatis est in papa tanquam in subjecto ipsam recipiente et ministerialiter exercente. Secundo est in universali Ecclesia tanquam in objecto ipsam causaliter et finaliter continente. Tertio est in concilio generali tanquam in exemplo ipsam repraesentante et regulariter dirigente. Primum patet ex immediate dictis, quod papa proprie loquendo est minister, hanc potestatem subjective recipiens et administrative dispensans, juxta illud Lucae XXII, 26 : Qui praecessor est in vobis fiat sicut ministrator. Secundum patet, quia plenitudo potestatis non est causaliter propter papam, sed papa et ejus potestas propter Ecclesiam, et ad eam ordinatur sicut ad finem, id est ad ejus aedificationem : quia secundum sententiam Apostoli, secundae ad Corinth., X, 18, penult., hanc potestatem dedit Dominus in aedificationem Ecclesiae et non in destructionem. Tertium patet ex eodem verbo Apostoli, quia si papa uteretur hac potestate ad destructionem Ecclesiae, generale concilium est exemplum, vel speculum dictam universalem Ecclesiam repraesentans et, ejus vice et nomine, abusus hujusmodi plenitudinis potestatis coercens, regulans et dirigens.*

(1) C'est ce que fera remarquer Jean Mason, en 1518. Après avoir, quelques lignes auparavant, traité Gerson de *doctor vocatus christianissimus, profecto nunquam satis laudatus*, il conclut ainsi sa *Disputatio de autoritate concilii supra pontificem maximum* : *Concludendo dico : hic modus cuilibet sapienti pontifici debet esse gratior opposito, licet dicamus concilium esse casualiter super pontificem et posse eum corrigere ; cum hoc enim dicimus papam esse ex institutione Christi, non deponibilem sine gravissima causa, quae vix ter contigit mille annis ; et si papa millies juraret tueri libertatem Pontificatus summi, debet tamen parere rationi, et velle corrigi, si incorrigibiliter delinquat.* — *Gersonii opera*, t. II, col. 1145.

ces, comment peut-on la considérer comme un des éléments essentiels du Gallicanisme ? C'est seulement à partir de la seconde moitié du xv<sup>e</sup> siècle qu'elle prend, chez nous, figure de « liberté ». En effet, les autres pays l'abandonnèrent après le concile de Bâle ou tout au moins cessèrent de s'y intéresser ; ils fournirent beaucoup plus d'écrivains pour la combattre que pour la défendre. La France, au contraire, s'y tint dans son ensemble, et pendant de longues années la Faculté de théologie de Paris ne souffrit point que ses élèves l'attaquassent dans leurs thèses. Vers le milieu du xvii<sup>e</sup> siècle, Pascal pouvait remarquer, en toute exactitude : « Il n'y a presque plus que la France où il soit permis de dire que le concile est au-dessus du pape »<sup>1</sup>. A cette époque, il est vrai, l'attachement à cette maxime se refroidissait déjà et tout un parti de théologiens osait l'attaquer, même en Sorbonne. Elle n'en est pas moins donnée par Bossuet, dans la Déclaration de 1682, comme admise officiellement par l'Église gallicane. Et l'on n'a pas oublié que Napoléon I<sup>er</sup> prétendit même, dans les Articles organiques, en rendre l'enseignement obligatoire dans tous les séminaires.

*AUTORITÉ DU CONCILE DE CONSTANCE* La fortune de cette doctrine a dépendu, en définitive, de l'autorité que l'on reconnaissait au concile de Constance. Que l'on relise le deuxième des Quatre Articles de 1682 : l'on y verra clairement que croire à la supériorité du concile sur le pape se ramène à admettre l'œcuménicité de l'assemblée de Constance dès ses premières sessions. « Après mûre délibération », les archevêques, évêques et autres députés « représentant l'Église gallicane » décident d'établir et déclarer ceci : « la plénitude de la puissance sur les choses spirituelles réside dans le Siège apostolique et dans les successeurs de Pierre, vicaires de Jésus-Christ ; en ce sens toutefois que les décrets du saint concile œcuménique de Constance sur l'autorité des conciles généraux, formulés dans les sessions quatre et cinq, approuvés par le Saint-Siège apostolique, confirmés par la pratique même des souverains Pontifes et de toute l'Église, observés religieusement et sans défaillance par l'Église gallicane, gardent leur valeur et demeurent inébranlés. L'Église gallicane n'approuve point ceux qui attentent à la force de ces décrets sous le prétexte qu'ils seraient d'une autorité douteuse et dépourvus d'approbation, ou en restreignent la portée au temps du schisme »<sup>2</sup>.

(1) *Pensées*, éd. BRUNSCHVIG, p. 733, n° 871.

(2) *Sic autem inesse Apostolicæ Sedi ac Petri successoribus Christi vicariis rerum spiritualium plenam potestatem, ut simul valeant atque immota consistent sanctæ Œcumenicæ Synodi Constan-*

Personne n'a contesté l'œcuménicité du concile de Constance à partir de l'élection de Martin V, puisqu'il fut alors présidé par un pape certain, qui en sanctionna les décisions. Plusieurs, même hors de France, vont plus loin et reconnaissent, aujourd'hui encore, un caractère régulier à ce que fit l'assemblée dès l'abdication de Grégoire XII et l'abandon de Benoît XIII par le gros de ses troupes : Jean XXIII ayant déjà accepté sa déposition, il n'y avait plus de souverain Pontife et le concile, convoqué successivement par le pape de Pise et celui de Rome, habilité par eux, détenait dans l'Église l'autorité suprême. Mais pour la période antérieure : celle, justement, où se placent la 4<sup>e</sup> et la 5<sup>e</sup> sessions, les avis se sont longtemps brutalement opposés<sup>1</sup>. Sans doute, l'on ne pouvait nier que les articles de 1415 eussent contribué à mettre fin au Grand Schisme, l'on admettait donc sans peine leur utilité et beaucoup, eu égard aux circonstances exceptionnelles, ne leur refusaient pas une certaine opportunité. Mais le concile avait-il qualité, par lui-même, pour attacher à ces décrets une valeur absolue, perpétuelle ? Son intention, d'ailleurs, fut-elle de le faire ? Martin V, ou plus tard Eugène IV, les ont-ils reconnus ? Sans doute, nulle part l'on ne fut à ce propos d'un avis absolument unanime et partout l'on peut constater des divergences individuelles ; mais répondre à ces trois questions par l'affirmative devint une caractéristique de l'Église gallicane, alors que l'opinion contraire prévalait dans les autres pays.

Quelle qu'ait été, sur la portée réelle des décrets de 1415, la pensée intime de plusieurs Pères de Constance, il est indiscutable que Gerson vit en eux autre chose qu'un expédient éphémère, légitimé seulement par une urgence exceptionnelle. Il jugeait vraie, en soi, l'idée qu'ils exprimaient ; il aurait voulu, dit-il, les voir gravés dans la pierre, au fronton de toutes les églises<sup>2</sup>. Que la délégation française ait pensé de même à leur sujet, au moins sa très grande majorité, rien n'autorise à le contester. Pierre d'Ailly lui-même, qui s'abstint cependant de paraître aux sessions, pour les raisons que nous avons tâché d'expliquer, n'était pas d'un autre avis. Il avait soutenu la thèse de la supériorité conciliaire, sans condition de temps ni de circonstances ; et l'usage qu'il fait des décrets, dans le traité même où il élève des doutes sur la régularité du vote par nations, montre qu'il les tient

*tiensis a Sede Apostolica comprobata, ipsoque Romanorum Pontificum ac totius Ecclesiae usu confirmata, atque ab Ecclesia gallicana perpetua religione custodita Decreta de auctoritate conciliorum generalium, quae sessione quarta et quinta continentur ; nec probari a gallicana Ecclesia qui eorum Decretorum, quasi dubiae sint auctoritatis ac minus approbata, robur infringant aut ad solum schismatis tempus Concilii dicta detorqueant.*

(1) Cf. A. BAUDRILLART, dans *Dictionnaire de théologie catholique*, t. III, col. 1220 ; HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. VII, p. 571.

(2) Voir ci-dessus, p. 122.

pour valables<sup>1</sup>. A leur retour, les députés gallicans, avec toute l'autorité qui s'attachait à leur science et à leur qualité d'anciens membres de l'assemblée, accréditèrent solidement l'opinion que le concile avait légiféré pour toujours, et il ne faut pas s'étonner que la France l'ait tout de suite admise. Mais comment put-elle, par après, pour se fortifier dans une position qui la singularisait de plus en plus, prétendre, en outre, que ces articles avaient reçu la sanction pontificale ? Pour le comprendre, il convient de se rappeler quelques actes des deux premiers papes qui suivirent le Grand Schisme.

#### ATTITUDE EMBARRASSÉE DE MARTIN V

En face des décrets en question, Martin V se trouva dans un extrême embarras. Évidemment, sa fonction lui imposait de défendre les prérogatives de la papauté, et admettre la subordination de celle-ci au concile général lui parut impossible. Mais il devait sa tiare à l'application des articles de 1415. Son élection avait eu pour condition préalable un déblaiement de terrain que seule avait permis la déclaration de la supériorité absolue du synode œcuménique. S'il avait pu se rattacher à la lignée des papes romains, sa situation eût été facilitée, puisque le dernier successeur d'Urbain VI, Grégoire XII, avait abdiqué librement : la chaîne se serait ainsi ressoudée sans le secours des nouvelles théories. Mais il n'y fallait point songer : il avait abandonné son maître, en 1408, pour adhérer au parti des cardinaux ; à Pise, il avait voté la déchéance du Romain comme celle de l'Avignonnais ; à Constance, le pontife qu'il reconnaissait pour vrai, Jean XXIII, avait été déposé sans qu'intervînt la question d'hérésie. Lui-même tenait sa désignation d'un conclave issu du concile, formé de cardinaux des trois obédiences et de délégués des nations. Il pouvait donc difficilement désavouer les fameux articles sans mettre en doute sa propre légitimité. Ajoutons qu'une condamnation prématurée eût risqué de réveiller le schisme. Jamais les Espagnols, par exemple, n'auraient admis, pour abandonner Benoît XIII, qu'il fût un hérétique formel ; Guillaume Fillastre l'avait très bien senti, dès les premières sessions. Seule, la proclamation de la supériorité absolue du concile les avait décidés. Et ce danger dura jusqu'à l'abdication du pseudo Clément VIII, le dernier représentant de l'obédience avignonnaise<sup>2</sup>. Martin V dut donc manœuvrer avec une extrême prudence, employer des formules dont tous les mots étaient savamment calculés, approuver l'œuvre de Constance, mais

(1) Voir ci-dessus, p. 120-121.

(2) La situation embarrassée de Martin V a été très bien exposée par N. VALOIS, *Le pape et le concile*, t. I, Introduction.

en termes qui permettraient d'exclure, éventuellement, les décrets dangereux. Ainsi, dans la bulle *Inter cunctas*, où se trouvent les questions à poser à chacun des partisans de Jean Huss, figure cette phrase : « croyez-vous ce que ce saint concile de Constance, représentant l'Église universelle, a approuvé et approuve en faveur de la foi et pour le salut des âmes, choses que tous les fidèles du Christ doivent approuver et tenir ? Et tout ce qu'il a condamné et condamne comme contraire à la foi et aux bonnes mœurs, il faut le tenir pour condamné »<sup>1</sup>. Au cours de la quarante-cinquième et dernière session, une discussion s'éleva à propos d'un écrit du dominicain Falkenberg. La commission de la foi, les nations, le Sacré Collège, l'avaient condamné. Les Polonais et les Lithuaniens demandaient que le concile sanctionnât solennellement cette réprobation en assemblée plénière. Les Chevaliers Teutoniques s'y opposaient. Comme le tumulte croissait, Martin V l'apaisa par cette déclaration : « Tout ce que le saint concile général ici réuni a résolu en matière de foi *conciliariter* est confirmé et irrévocablement établi ; nous approuvons donc et ratifions tout ce qui a été fait en matière de foi *conciliariter* »<sup>2</sup>. Que signifiaient ces formules volontairement imprécises ? Dans quelle mesure les décrets de la quatrième et de la cinquième sessions intéressaient-ils la foi, les bonnes mœurs ? Dans quelle mesure étaient-ils l'œuvre du concile général comme tel, *conciliariter* ? Adversaires et partisans de la suprématie conciliaire eurent beau jeu, plus tard, pour interpréter ces paroles dans un sens favorable à leurs opinions contradictoires.

EUGÈNE IV ET LE CONCILE DE BALE Le même passé n'entravait pas le successeur de Martin V. Neveu de Grégoire XII et fidèle à sa cause, le futur Eugène IV n'était venu à Constance que plusieurs mois après la cinquième session. Il n'avait donc pris aucune part au vote des articles et il aurait pu dire, au besoin, comme son oncle, qu'il n'attribuait de valeur qu'aux actes de l'assemblée postérieurs à sa convocation par le vrai pape de Rome<sup>3</sup>. Mais des difficultés d'un autre genre ne tardèrent pas à le presser ; elles le contraignirent à des approbations qui lui répugnaient et qu'il se hâta de contredire dès que la nécessité se fit moins tyrannique. Si bien que, lui aussi, permit aux partisans comme aux adversaires de la thèse conciliaire d'alléguer en leur faveur la connivence du Saint-Siège.

(1) HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. VII, p. 522.

(2) *Ibid.*, p. 567.

(3) N. VALOIS, *Le pape et le concile*, t. I, p. 99.



Dans la trente-neuvième session, tenue le 9 octobre 1417, les Pères de Constance avaient publié un décret prescrivant la réunion périodique des conciles généraux : « le prochain se célébrera dans un délai de cinq années à partir de la clôture de celui-ci, le deuxième sept ans plus tard et les suivants tous les dix ans »<sup>1</sup>. Martin V se conforma à cette injonction. Il convoqua à Pavie, en 1423, une assemblée dont une épidémie imposa presque aussitôt le transfert à Sienne. Peu nombreux, animés d'un esprit fort libre à l'égard de la cour romaine, les Pères inspirèrent vite de l'inquiétude au pape, dont la grande préoccupation fut de les disperser le plus tôt possible. Les légats y réussirent le 26 février 1424. Mais avant de se dissoudre, l'assemblée, conformément aux prescriptions de Constance, s'occupa de désigner le lieu où se tiendrait la prochaine réunion. Elle choisit la ville de Bâle. Le 1<sup>er</sup> février 1431, Martin V nomma le légat qui présiderait ce nouveau synode ; il lui donna le pouvoir de le transférer au besoin et même de le congédier. Peu après il mourut<sup>2</sup>. Quand Eugène IV ceignit la tiare, il se trouva donc en présence du célèbre concile de Bâle, contre lequel il ne tarda pas à soutenir une lutte si violente qu'un autre schisme en résulta. Les alternatives de force et de faiblesse l'amènèrent à battre en brèche la doctrine de la suprématie conciliaire, ou, au contraire, à paraître l'accepter.

#### LE PAPE DISSOUT LE CONCILE

Il n'y a pas lieu de retracer ici l'histoire de l'assemblée bâloise, de tumultueuse mémoire<sup>3</sup>. Nous aurons l'occasion, du reste, d'y revenir plus loin, à l'occasion de la Pragmatique Sanction de Bourges. Qu'il nous suffise de rappeler en quelques mots la principale circonstance où le pape dut capituler. Le 2 novembre 1431, Eugène IV vit venir à Rome un envoyé du concile, le parisien Jean Beaupère, qui lui demanda de se transporter en personne à Bâle et, en attendant, de confirmer les pouvoirs donnés par son prédécesseur au cardinal légat, Julien Cesarini. Beaupère le pria de s'entremettre auprès du duc d'Autriche, allié du roi de France, et du duc de Bourgogne, allié du roi d'Angleterre, dont les troupes se battaient aux environs de Bâle. Il l'invita enfin à prescrire aux prélats de la catholicité de se rendre d'urgence à l'assemblée, sous peine de censures. Les renseignements de l'ambassadeur, avouant le petit nombre des Pères alors présents à Bâle et l'insécurité du lieu, produisirent sur Eugène IV un effet

(1) Décret *Frequens* ; texte dans HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. VII, p. 459.

(2) N. VALOIS, *Le pape et le concile*, t. I, p. 3 et suiv.

(3) Voir notamment N. VALOIS, *op. cit.*, 2 vol., 1909. On trouvera les textes dans *Monumenta conciliorum generalium saeculi XV. Concilium Basileense* (publication de l'Académie de Vienne), 1857-1935.

tout opposé à celui qu'on espérait. L'approche de l'hiver faisait craindre au pape qu'au lieu de s'accélérer, la migration vers Bâle ne se ralentît encore. Lui-même était malade et ne pouvait songer à un si long voyage. Au lieu de favoriser le concile, il décida de le dissoudre et fit rédiger pour cela deux bulles, datées du 12 novembre. Il donnait rendez-vous aux Pères à Bologne dans un délai de dix-huit mois et fixait Avignon comme lieu de réunion de la suivante assemblée décennale. Une autre nouvelle, qu'il reçut peu après, l'effraya. Désespérant de vaincre les Hussites par les armes, le concile les avait invités à venir devant lui discuter leurs opinions : Eugène IV vit compromis par là les résultats obtenus à Constance. Il résolut de se hâter. Sans attendre l'arrivée à Bâle de ses bulles du 12 novembre, il en publia d'autres en consistoire, datées du 18 décembre, les fit immédiatement afficher à Rome et en envoya copie à toute la chrétienté. Elles prononçaient la dissolution immédiate, faisaient état de la convocation intempestive des Bohêmes et enjoignaient aux Pères de se disperser <sup>1</sup>.

*RÉSISTANCE DES PÈRES* Ceux-ci ne l'entendirent pas de la sorte. A la lecture des documents pontificaux, ce fut un tumulte indescriptible. Cesarini écrivit à Eugène IV pour lui remontrer qu'au lieu d'essayer de supprimer l'assemblée, mieux valait s'en rendre maître en y faisant venir le plus possible de cardinaux et d'évêques. Jusque-là, en effet, les docteurs et simples clercs y dominaient. De leur côté, les Pères se mirent en rapport avec le roi des Romains, les ducs de Savoie et de Milan, les Électeurs de l'Empire ; ils envoyèrent également des émissaires en France et en Angleterre. Appuyés sur les décrets de Constance, ils déniaient au pape le droit de dissoudre ou de transférer malgré elle une assemblée qui représentait l'Église universelle. Sigismond, les rois de France, d'Angleterre, de Castille, les Électeurs allemands, le duc de Bourgogne, se déclarèrent pour Bâle. Entre temps, le nombre des prélats augmentait, les princes envoyaient des ambassadeurs, et les dispositions intransigeantes du concile allaient croissant. Sa cause faisait des recrues à Rome même, où plusieurs cardinaux, de nombreux curialistes, passèrent de son côté. Réduit à composer, Eugène IV entendit sauvegarder le plus possible les prérogatives du Saint-Siège. Le synode lui avait fait présenter une formule de rétractation, où le pape révoquait ses bulles, affirmait l'existence légitime de l'assemblée depuis son ouverture, reconnaissait l'irrégularité de ses propres

(1) N. VALOIS, *op. cit.*, t. I, p. 118 et suiv.

tentatives pour la dissoudre ou la transférer, adhérait franchement à son œuvre et promettait de la favoriser. Eugène IV accepta le texte, mais en le modifiant quelque peu. Aux mots *decernimus et declaramus*, qui impliquaient « la constatation d'une vérité préexistante », il substitua ceux de *volumus et contentamur*, qui signifiaient de sa part un acte de bonne volonté et « une concession à laquelle il n'était pas tenu ». En outre, il ajouta une phrase : « à condition, y disait-il, que les nonces par nous désignés soient admis à présider ledit concile et que tout ce qui a été fait par le synode contre notre personne, notre autorité, notre indépendance, celle du Saint-Siège, des cardinaux ou de nos partisans soit abrogé au préalable ». Telle fut la substance de la bulle *Dudum sacrum*, expédiée le 1<sup>er</sup> août 1433<sup>1</sup>.

Le pape prenait en même temps d'autres précautions. Dans la bulle *Inscrutabilis*, datée du 29 juillet, mais destinée à n'être publiée que plus tard, il flétrissait l'audace de ces hommes « emportés par leurs passions », qui, « sans aucune autorité », osaient « s'arroger », malgré la défense pontificale, « les pouvoirs d'un concile universel ». Comme les Bâlois avaient promulgué, le 13 juillet, un décret obligeant Eugène IV à se soumettre dans le délai de soixante jours, sous peine, un mois après, de voir ses cardinaux, fonctionnaires et autres partisans privés de tous leurs bénéfices, la bulle *In arcano*, du 13 septembre, annula ledit décret et le déclara « dépourvu d'autorité, valeur et importance » ; prononça en outre l'excommunication, la privation de toute dignité, bénéfice ou office, et l'inhabilité à en recevoir d'autres, contre quiconque, de quelque dignité qu'il fût, prêterait la main à son exécution<sup>2</sup>.

Naturellement, l'assemblée jugea la bulle *Dudum sacrum* insuffisante. Mais quand elle connut les deux autres, ce fut bien autre chose. A la quatrième session, tenue le 7 novembre 1433<sup>3</sup>, le pape fut mis en demeure de les révoquer dans les trente jours et d'adhérer au concile sincèrement et *cum effectu*, suivant un formulaire qu'on lui dictait ; faute de quoi, les mesures envisagées dans la douzième session<sup>4</sup> produiraient *ipso facto* leur effet. Or, parmi ces mesures, figurait la suspension de sa charge et l'ouverture d'un procès en vue d'une « sentence finale ». En d'autres termes, on le menaçait de la déposition.

(1) N. VALOIS, *op. cit.*, t. I, p. 130-152, 160-166, 175-252.

(2) Texte de la bulle *Inscrutabilis* dans *Monumenta conciliorum generalium saeculi XV*, t. II, p. 566 ; de la bulle *In arcano*, *ibid.*, p. 567.

(3) *Monumenta conciliorum*, t. II, p. 510.

(4) *Ibid.*, p. 398.

## EUGÈNE IV EST OBLIGÉ DE CÉDER

En ce moment, Eugène IV soutenait en Italie une guerre désastreuse. L'empereur<sup>1</sup>, les puissances représentées à Bâle, insistèrent auprès de lui pour qu'il cédât. Ses plus fidèles cardinaux, démoralisés, parlaient de l'abandonner s'il s'obstinait. Malade, épuisé par l'émotion, il finit par se résigner. La bulle *Dudum sacrum* reçut une nouvelle rédaction, entièrement conforme aux exigences bâloises ; les mots *decernimus et declaramus* y furent rétablis et toute condition en disparut. Les bulles *Inscrutabilis* et *In arcano* y étaient abrogées, le concile proclamé légitime depuis son origine, nonobstant toute dissolution ou translation. La réforme qu'il poursuivait devait s'étendre à toute l'Église, non seulement à ses membres, mais à sa tête<sup>2</sup>. C'était l'approbation sans réserve, au moins explicite, des décrets de Constance, puisque le souverain Pontife proclamait la valeur du concile tenu malgré lui et dont il avait cassé les actes. Les Pères de Bâle se déclarèrent satisfaits<sup>3</sup>. Quand les nonces désignés par Eugène IV se présentèrent à l'assemblée, ils furent admis à la présider ; mais ils durent jurer, le 24 avril 1434, que « le sacré synode, légitimement réuni sous l'inspiration du Saint-Esprit, formant un concile général et représentant l'Église catholique militante, tient immédiatement sa puissance de Jésus-Christ et que tout homme, de quelque condition et dignité qu'il soit, même papale, est obligé de lui obéir » : exactement la formule, mot à mot, de la cinquième session de Constance<sup>4</sup>.

## L'INTERPRÉTATION QUI PRÉVAUT

Cette bulle, ce serment, expliquent que l'Église gallicane ait pu tenir les décrets de 1415 pour approuvés par le Saint-Siège. Il n'y avait point là, cependant, de quoi imposer à tous la même opinion ; les adversaires de la suprématie conciliaire surent interpréter la bulle de façon à la rendre inoffensive, et il est certain que leur glose respectait l'intime pensée d'Eugène IV. Sans doute, dirent-ils, le pape avait reconnu que l'assemblée siégeait légitimement « pour

(1) Sigismond avait été sacré à Rome le 31 mai 1433.

(2) Texte de la bulle *Dudum sacrum* ainsi modifiée dans *Monumenta conciliorum*, t. II, p. 565 ; cf. N. VALOIS, *op. cit.*, t. I, p. 279-304.

(3) ... *Eadem sancta synodus decernit et declarat prefatum dominum Eugenium per predictas litteras plenarie satisfacisse monicioni, citacioni et requisicioni hujus sacri concilii, prout in decreto in quarta decima sessione promulgato et in cedula in eodem decreto inserta continetur, ipsasque litteras approbat, admittit et acceptat, ratasque habet et gratas et sic ab omnibus haberi vult, mandans litterarum dictarum transsumpta sub bulla sacri concilii dari debere omnibus habere volentibus. Monumenta conciliorum*, t. II, p. 564.

(4) *Oratores sanctissimi domini Eugenii pape quarti in eorum incorporacione jurabunt nominibus propriis fideliter laborare pro statu et honore hujus sacri concilii Basiliensis et ejus decreta defendere et manutenere, et specialiter decretum sacri concilii Constanciensis, cujus tenor sequitur et est talis : Primo quod generalis synodus... etc.* (suit le texte *in extenso* des articles de la 5<sup>e</sup> session). *Monumenta conciliorum*, t. II, p. 647. Cf. HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. VII, p. 847.

l'extirpation des hérésies, la pacification de la chrétienté et la réforme de l'Église en sa tête et en ses membres ». C'est ce que demandaient les Pères de Bâle. Il avait approuvé ce qu'elle ferait par la suite *ad praedicta et pertinentia ad ea*. Mais les décrets préjudiciables à l'autorité pontificale entrent-ils dans cette catégorie ? Le synode a pu le prétendre, tenir pour une hérésie la négation de la supériorité conciliaire. Le pape n'a jamais partagé cet avis. Chaque fois que les Bâlois ont agi contre les prérogatives apostoliques, ils se sont écartés de la triple mission fixée par la bulle. Reconnaître la validité d'un concile n'est pas approuver tous ses actes. Le concile d'Éphèse se célébra canoniquement, et pourtant saint Léon condamna ses décrets, deux ans plus tard, au concile de Chalcedoine. C'est la thèse que défendra Jean de Torquemada. C'est celle qu'Eugène IV soutint devant ses cardinaux, en 1439 : « Nous avons approuvé la continuation du concile, voulant qu'il poursuivît comme il avait commencé ; mais nous n'approuvons point pour cela ses décrets<sup>1</sup> ». Le serment des légats ? Ils le prêtèrent en leur nom personnel : il n'engage pas la papauté.

Cette explication devait prévaloir. On se rappelle que le concile de Bâle, victime de ses excès, finit dans le discrédit. Rassuré du côté de l'Italie, où ses armées reprenaient le dessus, Eugène IV, dès 1435, tint tête à l'assemblée. Celle-ci se divisa à propos des négociations avec les Grecs. Une importante minorité se rallia au pape pour adopter une ville italienne comme lieu de réunion. De ce nombre était le cardinal Julien Cesarini, qui avait tant lutté, jusque-là, pour faire prévaloir les droits du concile. C'est à cette occasion que Nicolas de Cusa changea de camp. Quatre ans après avoir écrit le *De concordia ecclesiastica*, que nous avons analysé plus haut, il abandonnait Bâle pour devenir bientôt « l'Hercule des Eugéniens » et recevoir le chapeau cardinalice<sup>2</sup>. Alors qu'une majorité décapitée continuait de s'exciter en Suisse, un nouveau concile s'ouvrait à Ferrare, pour se transporter bientôt à Florence ; l'union s'y concluait avec les Byzantins et Eugène IV bénéficiait de ce succès. L'élection, à Bâle, d'un antipape, dans la personne d'Amédée de Savoie, qui prit le nom de Félix V, jeta la chrétienté dans un malaise qui se tourna, chez beaucoup, en aigreur contre le concile. Quand Eugène IV mourut, le 23 février 1447, le nouveau roi des Romains, Frédéric III, s'était déclaré pour lui, entraînant le revirement du célèbre Aeneas Sylvius Piccolomini, qui devait être plus tard le pape Pie II ; le roi de France, Charles VII,

(1) N. VALOIS, *Le pape et le concile*, t. I, p. 304.

(2) E. VANSTEENBERGHE, *Le cardinal Nicolas de Cues*, chap. iv, « Du parti conciliaire au parti pontifical », et chap. v, « L'Hercule des Eugéniens ».

Martin. — II.

ne songeait plus qu'à procurer l'élimination de Félix V : bref, la victoire s'annonçait prochaine pour la papauté. Elle fut consommée sous Nicolas V, qui enregistra l'abdication de son rival en 1449. Les Pères de Bâle, qui s'étaient transportés à Lausanne, n'eurent plus qu'à se disperser. Un grand jubilé eut lieu en 1450 : l'affluence des pèlerins qui accoururent à Rome montra combien les fidèles étaient las de toutes ces discussions et aspiraient à reprendre une vie normale sous la direction incontestée du souverain Pontife<sup>1</sup>.

**LA DOCTRINE COMMUNE** Entre temps, une littérature avait commencé d'éclore, pour soutenir les droits de la papauté. Le 16 mai 1439, dans sa trente-troisième session, le concile de Bâle avait jugé opportun de définir comme vérités de foi le contenu des articles de 1415 et de déclarer hérétique quiconque y contredirait obstinément<sup>2</sup>. Eugène IV répondit en ouvrant, à Florence, une large discussion sur la portée de ces articles. Il confia le soin de les défendre au cardinal Julien Cesarini, lequel, pour avoir quitté Bâle, n'en gardait pas moins ses anciennes sympathies à la thèse conciliaire. L'attaque fut menée par un théologien espagnol déjà célèbre, le dominicain Jean de Torquemada, maître du Sacré Palais, qui devait être créé cardinal quelques mois plus tard. Il argumenta ainsi : les décrets de Constance doivent être entendus pour le cas où plusieurs papes douteux se trouvent en conflit. A une époque où l'Église possède un seul pape, et qui est certain, soutenir, comme on vient de le faire à Bâle, qu'ils expriment une vérité de foi, est proférer un mensonge. Il y a donc lieu de distinguer soigneusement entre le récent décret bâlois et ceux de Constance : le premier est une impiété, les autres ne demandent qu'à être interprétés correctement. Torquemada répandit cette opinion dans un mémoire qu'il publia vers le printemps de 1440. Plusieurs autres traités parurent dans les mois qui suivirent, exposant les mêmes idées. Eugène IV les résuma dans la bulle *Etsi non dubitemus*, du 20 avril 1441, qu'il envoya aux universités, aux rois et aux autres princes. Il y établit d'abord les droits de la papauté. Passant ensuite aux articles de 1415 : s'ils expriment une vérité, dit-il, on doit nécessairement les interpréter conformément à l'Évangile, aux écrits des saints docteurs et aux canons des conciles. Aussi bien,

(1) N. VALOIS, *Le pape et le concile*, t. II.

(2) *Et sicut has esse veritates fidei katholice satis constat ex pluribus declarationibus precedentibus, tam in prefato Constanciensi concilio quam in hoc Basiliensi factis, ad maiorem tamen soliditatem et firmitatem omnium catholicorum in unanimi professione veritatum ipsarum, haec sancta synodus diffinit et declarat prout sequitur : veritas de potestate concilii generalis, universalem Ecclesiam representantis, supra papam et alterum quemlibet, declarata per Constanciense et hoc Basiliense generalia concilia est veritas fidei katholice... Pertinaciter repugnans est censendus hereticus. Monumenta conciliorum, t. III, p. 278.*

œuvre des seuls partisans de Jean XXIII, ils n'appartiennent pas à l'époque où l'assemblée de Constance fut œcuménique<sup>1</sup>.

Le pape ne réitéra pas ces affirmations. Au cours de ses négociations ultérieures avec l'Allemagne, le souci de ne point rompre lui dicta même des formules qui en atténuèrent l'effet<sup>2</sup>. Mais théologiens et canonistes continuèrent la besogne commencée en 1439. Sous le pontificat de Nicolas V, Torquemada reprit la plume en faveur des droits du Saint-Siège, et cette fois avec plus de hardiesse ; il fit le procès des prétentions démocratiques et n'hésita pas à dénier aux conciles, réunis hors du pape, tout ce qui dépassait le pouvoir de remontrance. Saint Antonin de Florence, saint Jean de Capistran, l'espagnol Sanchez de Arevalo, le vénitien Piero del Monte, évêque de Brescia, et beaucoup d'autres, composèrent des traités pour démontrer que bien loin d'être supérieur au pape, le concile ne pouvait même pas légiférer sans lui<sup>3</sup>. C'était revenir aux conceptions admises avant le Grand Schisme. Jean Major remarquera, en 1518, que telle est « la doctrine commune des Thomistes », et il ajoutera : « on dit qu'à Rome il n'est permis à personne de soutenir le contraire »<sup>4</sup>.

#### LA FRANCE NE SUIT PAS LE MOUVEMENT

Pourquoi la France n'entra-t-elle pas, elle aussi,

dans ce courant ? Nous en apercevons deux raisons, d'inégale importance. L'élite intellectuelle du clergé français recevait sa formation à l'université de Paris ; la plupart des évêques en sortaient : l'on ne

(1) N. VALOIS, *op. cit.*, t. II, p. 202-210.

(2) A la diète tenue à Francfort en 1446, requis de déclarer qu'il reconnaissait les conciles de Constance et de Bâle, Eugène IV y consentit, en faisant toutefois d'opportunes réserves : ... *Ad imitationem sanctorum Patrum praedecessorum nostrorum, quorum vestigiis inhaerentes gratum divinae majestati obsequium praestare non dubitamus, sicut illi generalia concilia suis temporibus rite instituta atque canonice celebrata recipere, amplecti et venerari consueverunt, sic generalia concilia Constantiense et Basileense ab ejus initio usque ad translationem per nos factam* (il s'agit du transfert à Ferrare en 1437, d'où l'on passa ensuite à Florence) *absque tamen praejudicio juris, dignitatis et praeminentiae sanctae Sedis apostolicae, ac potestatis sibi et in eadem canonice sedenti in persona B. Petri a Christo concessae, cum omni reverentia et devotione, suscipimus, amplectimur et veneramur.* BARONIUS-THEINER, *Annales ecclesiastici*, ad an. 1446, n° 3 : t. XXVIII, p. 461. — La formule employée l'année suivante a pu, davantage encore, prêter à discussion. Le pape y approuve non seulement le concile de Constance en général, mais nommément le décret *Frequens*, imposant la périodicité des conciles, et « les autres décrets » de la même assemblée : *Concilium autem generale Constantiense, decretum Frequens ac alia ejus decreta, sicut caetera alia concilia catholicam militantem Ecclesiam representantia, ipsorum potestatem, auctoritatem, honorem et eminentiam, sicut et caeteri antecessores nostri, a quorum vestigiis deviare nequaquam intendimus, suscipimus, amplectimur et veneramur.* *Ibid.*, ad an. 1447, n° 5, p. 475. La prudence d'Eugène IV se manifeste par le soin qu'il prend de dire qu'il n'entend rien autrement que ses devanciers, par l'omission de toute allusion au concile de Bâle, et par la substitution du mot *eminentia* à celui de *praeminentia* que les Allemands lui proposaient. Cf. F. ROCQUAIN, *La cour de Rome et l'esprit de réforme avant Luther*, t. III, p. 288-290 ; N. VALOIS, *Le pape et le concile*, t. II, p. 364.

(3) L. PASTOR, *Histoire des papes*, trad. FURCY-RAYNAUD, t. II, p. 47-52 ; N. VALOIS, *op. cit.*, p. 365-366.

(4) *Tenent communiter Thomistae et Romae, ut asseritur, nulli fas est oppositum tueri. Gersonii opera*, t. II, col. 1132.

saurait surestimer l'influence de l'illustre école. Or, elle avait pris nettement parti dans la controverse. Dès la clôture de l'assemblée de Constance, quiconque osa soutenir, à la Faculté de théologie, que le pape était supérieur au concile dut se rétracter publiquement<sup>1</sup>. Une tradition commença donc tout de suite, que l'on ne pouvait guère interrompre, plus tard, sans se déjuger. L'université préféra tirer mérite de son isolement. « Rien d'étonnant, écrit Major, si l'on exalte le pape au-dessus du concile. Le concile se réunit à de rares intervalles, et il ne distribue pas de dignités ecclésiastiques ; le pape en distribue ; aussi les hommes le flattent-ils, disant que lui seul peut rendre carré tout ce qui est rond, et rond tout ce qui est carré »<sup>2</sup>.

Pourtant, cette explication ne suffit pas. Ailleurs aussi, la thèse de la suprématie conciliaire fut enseignée aussitôt après Constance, et néanmoins elle perdit son crédit. Si elle le garda en France, au contraire, c'est qu'elle complétait à souhait une autre théorie, née de la veille elle aussi, mais à laquelle les esprits s'attachaient fortement. En 1407, la notion de « libertés gallicanes » s'était clarifiée. Elle comportait essentiellement le droit de se gouverner d'après « les saints canons », c'est-à-dire les décisions des premiers conciles et les décrétales des vieux pontifes admises dans le royaume. Cet ensemble formait une législation réputée intangible, que l'on refusait aux papes récents le droit de modifier<sup>3</sup>. Le consentement à la loi, son acceptation volontaire, jouait dans cette doctrine un rôle important. L'on ne reconnaissait plus au pape dans le royaume, suivant l'expression qui fit fortune, qu'un pouvoir « tempéré ». Comment pouvait-on, sans se contredire, lui attribuer sur l'Église universelle une puissance absolue, que même l'assemblée représentant tous les fidèles ne saurait limiter ou contrôler ? Les « libertés » trouvèrent leur charte dans la Pragmatique Sanction de Bourges, de 1438<sup>4</sup>. Elle ne vécut pas longtemps, mais le clergé de France, le parlement de Paris, en gardèrent toujours la nostalgie quand François I<sup>er</sup> l'eut remplacée par le concordat de 1516. Or, la Pragmatique était composée tout entière de décrets bâlois de réformation, dont quelques-uns restreignaient singulièrement le libre jeu de l'activité romaine en matière de bénéfices. Il était difficile de proclamer ensuite que ces décrets ne valaient rien.

(1) *Alium modum semper nostra Universitas parisiensis, a diebus concilii Constantiensis, imitata est ; sic quod in ea, qui praedictam viam tenuerit, in campo cogitur eam revocare.* J. MAJOR, *ibid.*, col. 1132.

(2) *Quod vero plures pontificem extollant quam concilium, non miraberis. Concilium raro congregatur, nec dat dignitates ecclesiasticas ; papa dat eas : hinc homines ei blandiuntur, dicentes quod solus potest omnia quadrare rotunda et rotundare quadrata, tam in spiritualibus quam in temporalibus.* J. MAJOR, *ibid.*, col. 1144.

(3) Voir plus haut, t. I, p. 326 et suiv.

(4) Voir plus loin, liv. V, chap. vi.



pour n'avoir jamais reçu l'approbation pontificale. La doctrine de la suprématie conciliaire garda son crédit en France parce que, si elle n'était pas une pièce maîtresse des « libertés gallicanes » entendues dans leur sens étroit, au moins les renforçait-elle comme un solide étai. Ceux qui la rejetèrent, au xvii<sup>e</sup> siècle, abandonnèrent en même temps le Gallicanisme presque tout entier, et ce n'est pas sans raison qu'on les qualifia d'« ultramontains ». Ils restèrent, il est vrai, fidèles à la thèse de l'indépendance absolue du roi de France en matières temporelles : mais ce n'était plus là le Gallicanisme intégral ; ce n'en était que l'élément strictement politique.



LES LIBERTÉS DE L'ÉGLISE GALLICANE  
DEPUIS LEUR RÉTABLISSEMENT JUS-  
QU'A LA PRAGMATIQUE SANCTION DE  
BOURGES.



## CHAPITRE PREMIER

### LES LIBERTÉS DE L'ÉGLISE GALLICANE ET LE CONCILE DE PISE (1408-1412)

Essayant de voir, dans les précédents chapitres, comment a pris corps la doctrine de la subordination du pape au concile général, doctrine qui passe à juste titre pour un des axiomes du Gallicanisme, nous avons eu l'occasion de nous étendre longuement sur l'époque où se tinrent les assemblées de Pise et de Constance. Il nous faut maintenant revenir sur cette même période, car elle nous intéresse également à un autre point de vue. En effet, l'on ne se proposait pas seulement, alors, la fin du schisme, mais bien aussi la réforme de l'Église « dans sa tête et dans ses membres ». Or cette réforme se confondait en partie, pour un certain nombre de Français, avec le maintien des « anciennes franchises », telles que les avaient rétablies les ordonnances du 18 février 1407<sup>1</sup>.

On se rappelle que ces franchises comprenaient deux éléments, l'un bénéficial, l'autre fiscal. Les évêchés et les abbayes devaient être pourvus par élection ; les bénéfices moins importants faisaient retour aux collateurs ordinaires, compte tenu des droits patronaux, mais à l'exclusion de toute réserve ou expectative pontificale. Quant aux taxes perçues jusque-là par la Chambre apostolique, c'est abusivement, disait-on, que le pape les exigeait ; à l'avenir, on n'en acquitterait plus, sinon librement et après examen.

*LES FRANÇAIS N'ONT D'ABORD QU'UN ATTACHEMENT  
D'ORDRE PRATIQUE AUX FRANCHISES GALLICANES*

Nous verrons plus loin le concile de Bâle abon-

der dans le même sens et plusieurs de ses décrets, insérés dans la Pragmatique Sanction de 1438, obtenir force de loi dans le royaume. Mais, entre-temps, quelles vicissitudes auront subies les libertés ? Quand on eut publié, le 14 mai 1408, les ordonnances de l'année précédente, tenues en réserve jusqu'à la déclaration de neutralité<sup>2</sup>, ceux

(1) Voir le texte de ces ordonnances dans P. DUPUY, *Preuves des libertés de l'Église gallicane*, t. II, p. 11 et 13.

(2) Ci-dessus, t. I, p. 339.

qui avaient préconisé ou approuvé ces mesures d'émancipation auraient dû, semble-t-il, leur rester fidèles. En fait, qu'arriva-t-il ? Le roi, les évêques, l'Université, le Parlement lui-même, tour à tour invoquent les ordonnances et en font bon marché. Le Gallicanisme est encore trop jeune pour que personne ait eu le temps de s'attacher fortement aux principes qui lui servent de support. Les libertés restent quelque chose d'utilitaire et chacun prend à leur égard l'attitude que suggère l'intérêt immédiat.

**§ 1. — Organisation d'un régime bénéficial conforme à l'ordonnance du 18 février 1407.**

Si la force d'inertie suffisait pour assurer aux ordonnances de 1407 leur efficacité au point de vue fiscal, puisqu'il n'y avait qu'à ne point payer les taxes, la provision des bénéfices exigeait un règlement minutieux. L'expérience de 1398 avait assez montré que le « retour à l'ancien droit » ne procurait pas nécessairement la liberté des élections ni ne garantissait les collateurs contre l'ingérence du favoritisme. Le concile parisien qui se réunit le 11 août 1408<sup>1</sup> s'efforça d'élaborer un *modus vivendi* susceptible de parer à tous les abus.

*AVANTAGES ASSURÉS AUX CLERCS GRADUÉS* Ses préoccupations s'affirment dans le procès-verbal de la session du 1<sup>er</sup> octobre<sup>2</sup>. Il veut « pourvoir convenablement de bénéfices » les clercs instruits, gradués des universités ou attachés au service du roi, de la reine et des princes. Il craint, en effet, que « le défaut de provision ne fasse périliter les études, au préjudice de l'Église universelle et de la foi orthodoxe, principalement dans le royaume ». Ce souci l'amène à supprimer l'arbitraire des collateurs ordinaires. Et voici ce qu'il édicte : les universités dresseront des rôles, comme ceux qu'elles présentaient naguère aux papes. Les clercs des maisons royales et princières en feront autant, pour ce qui les concerne. A côté de chaque nom figurera l'indication des ordres, grades et autres titres de l'intéressé, de même que le nombre et la valeur des bénéfices qu'il possède déjà. Des commissaires nommés par le concile examineront ces listes, et, n'obéissant qu'à leur conscience, rangeront les candidats par ordre de mérite. Le classement ainsi établi sera imposé aux collateurs ou patrons, qui devront le suivre à chaque

(1) *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, t. IV, p. 30.

(2) Ce n'est pas à proprement parler un procès-verbal de séance, mais un acte de notaire où sont consignés les résultats des délibérations des 1<sup>er</sup>, 9, 16 et 19 octobre. Il porte pour titre *Instrumentum provisionis beneficiorum quoad potestatem commissariorum*. Publié dans DU BOULAY, *Historia universitatis parisiensis*, t. V, p. 182-184.

vacance. Et pour que cette prescription « ne risque pas d'être illusoire », le concile la munit, dans sa séance du 9 octobre, d'une clause irritante : toute promotion faite autrement sera nulle de plein droit.

COMMISSION CRÉÉE POUR VEILLER AUX PROVISIONS

La commission créée le 1<sup>er</sup> octobre comprenait, avec le patriarche d'Alexandrie Simon de Cramaud, les archevêques de Tours, Sens et Toulouse, quatorze évêques, les abbés de Saint-Gilles et du Mont-Saint-Michel et le prieur de Saint-Martin de Paris. Bien qu'il dût suffire, pour la validité des décisions, que sept membres, et même, à la rigueur, cinq, fussent présents, la difficulté de faire fonctionner un organisme aussi pesant apparut vite. Le 16 octobre, le concile réduisit pratiquement la commission à cinq membres : Simon de Cramaud, les évêques de Paris, de Tournai, d'Évreux, et l'abbé du Mont-Saint-Michel ; les autres restaient simplement autorisés à se joindre à eux, s'ils en avaient le goût et le loisir. Le 19, ces cinq commissaires reçurent mission de dirimer tout conflit entre candidats et collateurs ou patrons, et de procéder eux-mêmes, le cas échéant, à la mise en possession du bénéfice : cela, au nom du concile et en faisant appel, si besoin était, au bras séculier. Il suffirait que deux d'entre eux intervinssent pour qu'une décision fût valable.

L'assemblée compléta ces mesures le cinq novembre<sup>1</sup>. L'université de Paris lui avait proposé des *advisamenta* ; elle en adopta plusieurs<sup>2</sup>. Interdiction fut faite de « molester » les collateurs pour se faire pourvoir à un tour de faveur ; quiconque adresserait, directement ou par tiers, des « prières importunes » au roi ou aux grands pour obtenir leur intercession perdrait son tour *ipso facto*. En revanche, personne n'étant tenu d'accepter un bénéfice qui ne lui plairait point, le suivant du rôle était autorisé à réclamer pour son compte la provision refusée par son devancier. Mais sur un certain nombre de points, l'assemblée s'en remit aux commissaires<sup>3</sup>.

(1) Le texte publié par MARTÈNE et DURAND, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, col. 1398-1407, dont nous nous servons, est précédé d'un titre donnant la date du 22 octobre ; celle du 25 est indiquée col. 1401, à propos de quelques articles. N. VALOIS admet cette chronologie et assigne l'adoption des *Advisamenta* aux « séances du 22 et 25 octobre » (*La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. IV, p. 31). Nous préférons la date du 5 novembre, mentionnée dans la *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. IV, p. 30 et 42 et dans DU BOULAY, *loc. cit.*, p. 184. Dans la copie utilisée par Martène et Durand le titre est peu sûr, puisqu'il contient certainement une erreur sur l'année (1404 au lieu de 1408).

(2) Ces *Advisamenta* avaient été préalablement remis par l'Université à chaque province (N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 31, note 1). Ceux que le concile adopte sont suivis de la mention : *Transivit in forma* (MARTÈNE et DURAND, *loc. cit.*, col. 1405-1407).

(3) Le texte de MARTÈNE et DURAND porte, à la suite de ces articles : *Remittitur ad collatores*, ou *Provideant collatores*. Cela n'a aucun sens dans un décret qui a précisément pour objet de réglementer l'exercice du droit de collation. C'est *collocatores* qu'il faut lire : ceux qui sont chargés

*ADOPTION DE L'ALTERNATIVE* Ceux-ci élaborèrent, en 26 articles, une sorte de règlement d'application où ils entrèrent dans les détails les plus circonstanciés. Là encore, l'université de Paris eut vraisemblablement l'initiative des propositions : le dernier article le montre assez, où il est déclaré qu'à titres égaux les suppôts parisiens jouiront de la préférence<sup>1</sup>. Le concile s'était lui-même rendu compte qu'il avait été trop radical en privant les collateurs ordinaires de toute initiative ; il avait accepté, par la suite, une mitigation de la procédure rigoureuse décidée le 1<sup>er</sup> octobre<sup>2</sup>. La commission, conformément à ces vues, adopta le principe de l'alternative. Celle-ci commencerait à fonctionner à partir de Noël : le premier bénéfice vacant après cette date serait pourvu librement par le collateur, le deuxième reviendrait de droit au candidat jouissant du tour de rôle, et ainsi de suite. Elle jouerait indépendamment pour chacune des cinq catégories de bénéfices : prébendes de chapitres cathédraux, dignités capitulaires, prébendes de chapitres collégiaux, cures, bénéfices simples.

Ces mesures attestent la volonté d'assurer l'honnête existence de l'élite intellectuelle du clergé, sans toutefois anéantir la liberté des collateurs. D'autres témoignent du souci de répartir équitablement les ressources ecclésiastiques en interdisant les trop gros cumuls. Personne ne sera pourvu s'il possède déjà des bénéfices lui rapportant une rente annuelle de 400 livres parisis. Encore ce maximum n'est-il admis que pour les maîtres en théologie, les docteurs en droit, les membres du Parlement et de la chambre des Comptes, les maîtres des requêtes de l'Hôtel, le confesseur, le grand aumônier, le premier médecin du roi de Sicile et des ducs<sup>3</sup>. Les maîtres en médecine, les

d'établir le rôle, de fixer la place de chacun, c'est-à-dire les membres de la commission créée le 1<sup>er</sup> octobre. Eux-mêmes emploient régulièrement les expressions *collocatio*, *collocatos*, dans les articles dont nous parlons plus bas. Du reste, c'est la graphie que l'on trouve dans BOURGEOIS DU CHASTENET, qui publie le même texte, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 286 : *Remittitur ad collocatores*.

(1) *Item quod ubi supposita Universitatis Parisiensis concurrent cum suppositis aliarum Universitatum, supposita Universitatis Paris. praeferentur suppositis aliarum Universitatum, caeteris paribus*. Ces 26 articles ne portent aucune date et DU BOULAY, qui les publie, *loc. cit.*, p. 179-182, y voit un premier jet du texte conciliaire arrêté le 5 novembre. Il se trompe certainement. N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 31, note 3, montre qu'ils appartiennent à la période de la neutralité et pense qu'ils pourraient bien être l'œuvre de la commission. L'on peut sans danger être plus affirmatif : il n'y a pas de doute qu'il s'agisse du règlement postulé par les formules *Remittitur ad collocatores* et autres semblables, car ce sont les points laissés en suspens par l'assemblée qui reçoivent là les précisions nécessaires. Chaque article est suivi de la mention *Placet omnibus*, sauf le dernier. Cela s'explique sans peine dans l'hypothèse d'un plan proposé par l'Université : les commissaires souscrivent à tout, sauf à l'obligation de donner la préférence aux Parisiens, ce qui leur paraît sans doute excessif.

(2) Dans les *Advisamenta* approuvés le 5 novembre (MARTÈNE et DURAND, *loc. cit.*), il est parlé du « tour du collateur ou patron » (art. 18, col. 1407), de la « liberté » de présentation ou de collation en cas de refus du *nominatus*, c'est-à-dire du candidat désigné par les commissaires (art. 11, col. 1406). L'alternative est donc déjà prévue.

(3) Sur ce point, le règlement se montre plus sévère que le projet du 5 novembre : celui-ci pré-



bacheliers formés en théologie, les licenciés en droit, les lecteurs de Sentences devront se contenter d'un revenu de 300 livres. 200 livres suffiront aux maîtres ès arts et aux simples bacheliers des diverses Facultés.

**LES ÉLECTIONS** Il ne faut pas s'étonner que le concile parisien de 1408 ait accordé une particulière attention aux bénéfices pourvus par les ordinaires : c'est à leur propos que l'expérience de 1398 avait procuré le plus de déceptions. Mais il ne manqua pas, cependant, de s'occuper des élections. Le moyen le plus pratique d'en garantir la liberté lui parut de les déclarer nulles si elles étaient entachées de pression séculière. Le supérieur à qui revenait le droit de confirmer l'élu connaîtrait éventuellement de toute plainte à ce sujet. Quand il s'agirait d'un primat, ou d'un archevêque ne relevant pas d'un primat, il appartiendrait au concile provincial, qui se réunirait obligatoirement chaque année pour une session d'au moins un mois, de se prononcer sur la validité de l'élection et de confirmer l'élu justifiant des qualités requises par le droit <sup>1</sup>.

**RÉSERVE DE L'APPROBATION DU CONCILE** Cette législation bénéficiale s'incorporait dans un ensemble de mesures destinées à régir l'Église de France durant la neutralité. Mais il y a lieu de la considérer à part. Quand il pourvoyait, par exemple, à l'absolution des censures réservées, aux dispenses d'irrégularités ou d'empêchements de mariage, aux appels interjetés d'un métropolitain <sup>2</sup>, le concile ne pouvait songer, évidemment, qu'à une situation provisoire. D'ailleurs, quelle compétence avait-il bien en ces matières ? Plusieurs prélats se scandalisaient de le voir empiéter sur un domaine strictement pontifical et n'hésitaient pas, comme l'archevêque de Reims, Guy de Roy, à traiter d'« attentats » ces ordonnances dépourvues de la sanction romaine <sup>3</sup>. Mais nous avons vu plus haut qu'en rétablissant, comme il le disait, les anciennes libertés de l'Église gallicane, le clergé de France entendait revenir au droit commun, réprimer des empiètements prétendus abusifs de la cour de Rome, se fonder sur l'autorité des conciles généraux supérieure à celle du pape, et par conséquent créer du définitif <sup>4</sup>. Dans la

voyait que le revenu ne pourrait excéder 400 livres, à moins qu'il ne s'agisse d'un candidat noble de père et de mère, ou licencié en théologie, droit ou médecine, d'un bachelier formé en théologie, d'un maître des requêtes, etc. Il est vrai que l'on parlait là de livres tournois, et que le règlement compte en livres parisis, qui valaient davantage.

(1) MARTÈNE et DURAND, *loc. cit.*, col. 1405.

(2) *Ibid.*, col. 1398-1404.

(3) *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. IV, p. 52.

(4) *Ci-dessus*, t. I, p. 324-325.

pensée de leurs auteurs, si les dispositions arrêtées à Paris en 1408, touchant les bénéfices, n'étaient pas immuables dans tous leurs détails, au moins devaient-elles subsister dans leurs grandes lignes. Les ordonnances de 1407 avaient réservé l'approbation du futur concile œcuménique<sup>1</sup>, mais on espérait bien l'obtenir. Or l'épreuve n'allait pas tarder, puisqu'au moment même où s'élaboraient les règlements que nous venons de résumer, le concile de Pise était déjà convoqué pour le 25 mars de l'année suivante.

## § 2. — La réforme au concile de Pise.

LA NATION FRANÇAISE ÉLABORE UN PROJET Avant de se séparer, les membres de l'assemblée parisienne précisèrent les buts que la France devrait poursuivre à Pise : sans doute et en premier lieu l'union, mais aussi le « recouvrement des libertés ecclésiastiques »<sup>2</sup>. Naturellement, la liquidation du schisme accapara d'abord toute l'attention des Pères. Mais une fois déposés Benoît XIII et Grégoire XII, tout le monde, à Pise, voulut s'attacher à l'extirpation des abus. Le 29 mai 1409, les délégués de l'université de Paris pouvaient écrire à leurs mandants : « Révérens pères, seigneurs et maistres redoubtez, autre chose pour le présent ne vous escripvons, fors que toutes nations tendent à la réformation de l'Église, à laquelle réformer sera tenu et obligé le nouvel pape qui, à la grâce de Dieu, sera esleu<sup>3</sup> ». Pendant le conclave d'où devait sortir Alexandre V, la nation française désigna une commission de seize membres pour élaborer un projet. Après quatre ou cinq jours de conférences, les commissaires prirent langue avec les nations anglaise et allemande, puis chargèrent Robert de Chaudessoles, prieur du monastère clunisien de Sauxillanges, au diocèse de Clermont, de mettre en forme le résultat des délibérations<sup>4</sup>. Ce premier projet comprit quarante-cinq articles<sup>5</sup>. Peut-être fut-il présenté à Alexandre V immédiatement après son élection, qui eut lieu le 26 juin. En tout cas, le 1<sup>er</sup> juillet, à la XIX<sup>e</sup> session, où il fut solen-

(1) ... *Quo usque per concilium generale canonice celebrandum aliud fuerit ordinatum : ad cujus concilii ordinationem dicta Ecclesia Gallicana et Delphinatus se submittit*. P. DUPUY, *Preuves des libertés de l'Église gallicane*, t. II, p. 14, col. 1.

(2) MARTÈNE et DURAND, qui donnent le texte de cette délibération (*Veterum scriptorum... amplissima collectio*, t. VII, col. 912), l'attribuent à un concile d'Aix de 1409, en remarquant que la même fut certainement prise dans les autres conciles provinciaux de cette année. Mais N. VALOIS (*La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. IV, p. 38, note 4) montre que ces décrets émanent certainement du concile parisien de 1408.

(3) MONSTRELET, *Chronique*, t. II, p. 25.

(4) Lettre de Robert de Chaudessoles à l'abbé de Cluny, du 28 juin, dans MARTÈNE et DURAND, *Veterum scriptorum... amplissima collectio*, t. VII, col. 1117.

(5) ... *Omnes domini collegae mei me elegerunt ad dictandum et concipiendum articulos et capitula hujus reformationis... : quod et feci, et sunt XLV articuli*. *Ibid.*

nellement proclamé, le nouveau pape donna l'assurance qu'il s'occuperait volontiers de la réforme et qu'il allait incontinent désigner dans ce but un certain nombre de cardinaux. Il pria l'assemblée de choisir de son côté quelques représentants<sup>1</sup>.

LE CONCILE ET LA PROVISION DES BÉNÉFICES

Le projet définitif qui résuma les travaux de

cette commission, et auquel répondit le pape, ne comportait plus que vingt-deux articles<sup>2</sup>. Dans ceux qui concernent les provisions bénéficiales et les taxes apostoliques, on reconnaît sans peine les vieilles formules chères aux conciles parisiens. « Depuis quelques années en ça, les Pontifes romains se sont réservé tous les évêchés et abbayes, les principales dignités des églises collégiales, même régulières, et des cathédrales ; ils ont accordé sans discernement ni limitation les grâces expectatives. Par ces moyens, et d'autres encore qu'ils ont imaginés en grand nombre, ils tiennent à leur disposition la totalité des bénéfices ecclésiastiques. Il en résulte que le pouvoir des chapitres, collèges et couvents, celui des archevêques, évêques et autres prélats, de même que celui des patrons, touchant les élections, confirmations, collations, présentations et institutions, qui leur reviennent de droit, se trouve du tout empêché et réduit à néant. Une telle pratique va contre les décrets des conciles généraux et les statuts des saints Pères ; elle nuit à la police ecclésiastique, s'oppose à l'administration régulière, à la hiérarchie, à la pieuse intention des fondateurs ; elle bouleverse l'état général de l'Église et entrave la papauté dans l'accomplissement de ses devoirs principaux ». L'abus réside surtout dans les grâces expectatives ; le concile les condamne parce qu'elles suggèrent le désir de la mort d'autrui et qu'elles excitent à la provoquer. Pour ces raisons, « et d'autres encore qu'il serait facile de détailler au besoin », le Saint-Père est supplié de vouloir bien permettre de bon gré « que les élections, confirmations, présentations, institutions et collations, chaque fois que vaquera une dignité, un bénéfice ou un office quelconque, se fassent conformément au droit commun, c'est-à-dire que les ordinaires y pourvoient comme il leur appartient par droit, coutume, prescription ou privilège ». Qu'il daigne en outre prendre de bonnes mesures pour que tant les prélatures et autres dignités électives que les bénéfices de libre collation aillent à des sujets reconnus idoines, de préférence aux gradués des universités<sup>3</sup>.

(1) Session XIX<sup>e</sup> du concile, dans MARTÈNE et DURAND, *op. cit.*, t. VII, col. 1105 ; post-scriptum de Robert de Chaudessoles, daté du 2 juillet, *ibid.*, col. 1120.

(2) MARTÈNE et DURAND, *op. cit.*, t. VII, col. 1124. Les réponses du pape se trouvent *ibid.*, col. 1130.

(3) Art. VI, *ibid.*, col. 1125.

## LA QUESTION DES TAXES

En matières fiscales, les plaintes ne sont pas moins amères ni les demandes moins pressantes. « Depuis quelques années en ça, les Pontifes romains se sont réservé le revenu de la première année des prélatures et bénéfices après leur vacance, ils exigent les communs et menus services, s'emparent de la dépouille laissée par les ecclésiastiques, imposent des décimes à leur bon plaisir, gardent vacantes longtemps entre leurs mains les prélatures, afin d'en percevoir les rentes, sans consentir à aucun frais d'entretien, sous prétexte que ce n'est qu'un acompte sur ce qu'ils disent être dû à la Chambre apostolique. Tout cela est contraire au droit, à la raison, aux décrets des conciles généraux et des saints Pères. Ce sont des exemples pernicieux, scandaleux au plus haut point. Églises et monastères en subissent, au spirituel et au temporel, un grave détriment ». Écrasés de dettes, en effet, ils ne peuvent entretenir leurs bâtiments, ils doivent aliéner à vil prix leurs meubles précieux, mettre en gage pour de très longs temps, contrairement au droit, leurs immeubles et parfois même les céder tout à fait. La vie conventuelle est diminuée, le culte divin ralenti ; on ne prie plus pour les fondateurs ; les ecclésiastiques sont réduits à mendier, à la honte du clergé. Mais les papes ont également pris l'habitude de se faire payer les procurations dues aux prélats pour la visite canonique ; de ce fait, les églises ne peuvent plus fournir au visiteur les prestations nécessaires, en nature ou en espèces, et celui-ci ne passe plus : d'où, pullulement des abus. Et si l'on n'acquitte pas les taxes, on encourt des censures : beaucoup d'églises et de monastères doivent de telles sommes à la Chambre apostolique, au Sacré Collège, aux fonctionnaires de curie, qu'ils ne peuvent les solder. Leurs titulaires sont-ils excommuniés de ce chef ? Ils n'en savent rien. Quelques-uns, par prudence, s'abstiennent de célébrer les saints offices, d'autres préfèrent braver les censures. Le concile supplie donc le pape de mettre fin à toutes ces exactions, de permettre aux ayants droit le libre usage de leurs revenus, de laisser aux visiteurs les procurations instituées pour eux, de faire remise des arrérages et d'éteindre les procès engagés pour leur recouvrement <sup>1</sup>.

## RÉPONSES D'ALEXANDRE V

C'était demander au nouvel élu de bien gros sacrifices. Alexandre V n'accorda pas tout. Au moins se montra-t-il accommodant. Il rétablit les élections, se réservant simplement de confirmer l'élu, pour les évêchés et pour les abbayes d'un revenu supérieur à 300 florins de Chambre :

(1) Art. viii, ix, x, *ibid.*, col. 1126, 1127.

cela, jusqu'au prochain concile, qui se tiendrait dans trois ans. Pour les monastères de moindre valeur, l'ordinaire accorderait la confirmation, comme délégué du Saint-Siège<sup>1</sup>. Quant aux bénéfices de libre collation, le pape nommerait une commission d'« hommes notables », qui reviserait la liste des réserves et ferait disparaître celles qui paraîtraient « iniques ou excessives ». En attendant, il atténuait tout de suite les plus mauvais effets de l'expectative : celle-ci n'irait jamais, à l'avenir, jusqu'à interdire entièrement aux ordinaires l'exercice de leur droit ; un quart des bénéfices resterait à leur libre disposition, nonobstant les grâces pontificales dont se prévaudraient les expectants<sup>2</sup>. En ce qui concerne les finances, Alexandre V voulut que « tout le clergé et le peuple chrétien vît la charité avec laquelle il entend procéder, malgré les charges écrasantes qui pèsent sur ses épaules ». Il renonça donc au droit de dépouille, aux vacants et aux procurations. Il se réserva les communs et menus services, ainsi que l'annate des bénéfices conférés par l'autorité pontificale et dont le revenu dépassait 24 florins de Chambre. Pour les arrérages, il promit de prendre des dispositions telles que « les sollicitateurs auraient lieu de s'estimer à bon droit satisfaits »<sup>3</sup>.

CHACUN PENSE A SOI

C'était là, en somme, un effort appréciable, et il semble bien que le concile se soit accommodé de ce compromis. Mais foin de la réforme, si l'intérêt personnel trouvait mieux son compte autrement ! L'assemblée ne s'était pas encore dispersée que l'on voyait les anciens abus favorisés par ceux-là même qui venaient juste de les combattre. Alexandre V avait prononcé le 1<sup>er</sup> juillet, au cours de la XIX<sup>e</sup> session où il fut solennellement proclamé pape, des paroles que les auditeurs se gardèrent d'oublier : il ne voulait pas seulement, disait-il, travailler au bien général de l'Église, mais faire en sorte que « tous et chacun s'en retournent chez eux consolés »<sup>4</sup>. On le prit au mot. Simon de Cramaud, le plus vigoureux champion des libertés aux divers conciles parisiens, le plus ardent apôtre du retour aux élections, fut le premier à donner l'exemple. Patriarche d'Alexandrie, il administrait l'église de Carcassonne : il se fit pourvoir de l'archevêché de Reims, que la mort de Guy de Roy, survenue le 8 juin, venait de rendre vacant<sup>5</sup>. Pierre Aymery obtint de quitter son siège de Bourges, pour remplacer Cra-

(1) *Responsio ad VI. capitulum, ibid.*, col. 1130.

(2) *De reservationibus inferiorum* ; *ibid.*

(3) *Responsio ad VII. capitulum, VIII et IX ; responsio ad X. capitulum* ; *ibid.*, col. 1131.

(4) *Obtulit eis quod ipse faceret tantum omnibus et singulis quod ipsi redderentur consolati*. Lettre de Robert de Chaudessoles à l'abbé de Cluny, du 2 juillet ; *ibid.*, col. 1119.

(5) C. EUBEL, *Hierarchia catholica medii aevi*, t. I, p. 419. MARTÈNE et DURAND, *op. cit.*, t. VII, col. 1116.

maud à Carcassonne, qui rapportait beaucoup plus<sup>1</sup>. Guillaume de Boisratier, élu peu auparavant à l'évêché de Mende, sous le régime de la neutralité, sollicita avec succès le siège de Bourges, augmentant ainsi notablement ses rentes<sup>2</sup>. Sans doute, à proprement parler, il s'agissait là de translations, où l'intervention papale était de règle. Mais que devenaient les droits des électeurs rhémois ? Le patriarche en fit bon marché. Ces prélats avisés ne furent pas les seuls, et un avocat pouvait dire devant le Parlement, deux ans plus tard : « au Conseil de Pise fu dit qu'il valoit miex que l'en laissast faire le pape ; et, pour ce, donna Reims, Bourges, Mande et autres, et y a l'en obey, et n'a point l'en obey à elections, s'aucunes ont esté faictes »<sup>3</sup>.

### § 3. — L'université de Paris et la question bénéficiale après le concile de Pise.

*L'UNIVERSITÉ DE PARIS FAIT  
BON MARCHÉ DES FRANCHISES*

L'université de Paris, dont nous avons vu l'acharnement à poursuivre le retour au « droit commun », s'empessa de sacrifier les mesures prises en sa faveur l'année précédente et de profiter du nouveau pontificat. Dès le 17 août, elle arrêtait le rôle des candidats qu'elle se proposait de soumettre à la libéralité d'Alexandre V. Des discussions sur le choix des émissaires qui le porteraient en curie, sur le privilège des régents de médecine, en retardèrent cependant l'envoi jusqu'au mois de décembre<sup>4</sup>.

*ELLE EST DÉÇUE PAR LE RÉGIME DE 1408*

Il ne faut pas trop s'étonner de ce revirement. L'application des mesures prises par l'assemblée de 1408 n'avait guère procuré que des déceptions à la grande école parisienne. On lui avait promis mille bénéfices pour ses « suppôts », mais d'autres candidats leur avaient été préférés. Le 20 mars 1409, Charles VI publia une

(1) MARTÈNE et DURAND, *ibid.* — Bourges n'était taxé, dans les registres de la Chambre apostolique, que pour 4.000 florins, Carcassonne pour 6.000. Cf. C. EUBEL, *ibid.*, p. 139, 166.

(2) C. EUBEL, *ibid.*, p. 139 (Mende n'était taxé que pour 3.500 florins, *ibid.*, p. 341) ; MARTÈNE et DURAND, *loc. cit.*, col. 1116 ; N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. IV, p. 179, note 6 (pour l'élection de Boisratier à Mende).

(3) N. VALOIS, *op. cit.*, t. IV, p. 180, note 2. À lire cette note, et le texte qui y renvoie, on pourrait croire que Gilles des Champs, dont on a vu plus haut quelle lutte il mena, au concile parisien de 1398, pour le retour à l'observation des « saints canons » (cf. *supra*, t. I, p. 282, 286), se laissa également porter par le flot des solliciteurs et obtint d'Alexandre V sa nomination à l'évêché de Coutances. En réalité il y avait été élu, puisqu'il était déjà consacré dès le 27 septembre 1408 (cf. EUBEL, *loc. cit.*, p. 205, note 4). Le pape ne fit qu'avaliser le choix des électeurs. Il étendit du reste cette faveur à tous ceux qui avaient été pourvus pendant le schisme, à la session XXI<sup>e</sup> du concile de Pise, tenue le 27 juillet : MARTÈNE et DURAND, *Veterum scriptorum... amplissima collectio*, t. VII, col. 1109.

(4) Du BOULAY, *Historia universitatis parisiensis*, t. V, p. 194-195 ; DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium Universitatis parisiensis*, t. IV, p. 165, n° 1867.

ordonnance dont la partie narrative nous édifie sur la résistance des collateurs<sup>1</sup>. Après avoir rappelé les précautions prises par le concile de Paris pour assurer aux universitaires leur équitable part, « néantmoins, ajoute le roi, combien qu'il ait vaqué depuis plusieurs benefices en plusieurs dioceses de nostredit royaume et Dauphiné, toutes voys la délibération lors prinse audit Conseil n'a mie sorty en plusieurs lieux son effet ; ainçois par les collateurs desdits benefices, ou ceux qui ont droit de presenter à iceux, a esté pourveu d'aucun desdits benefices à plusieurs personnes moins idoines et suffisantes et qui ne leur estoient mie nommées par lesdits quatre prelates<sup>2</sup>, rejettez et mis arriere lesdits supposts de nostre dite Fille qui avoient esté colloquez par iceulx quatre prelates ». En manière de protestation, après s'être plaints sans succès, les maîtres sont allés jusqu'à « cesser de leçons et sermons, et de tous faits d'estude, dont plusieurs escandales se sont desia ensuis, et se pourroient encore ensuir plus grands à l'Église universelle et à toute chrestienté se remède n'y estoit mis ». D'accord avec le Grand Conseil, il a donc fait « visiter le roule » dressé par l'Université, et force a bien été de constater « que à moult grande quantité desdits supposts n'a mie esté encore pourveu » : ce qui, dit-il, « très fort nous desplaist et non sans cause », car « les benefices doivent estre donnez et distribuez à ceux qui en sont dignes et non à autres ». Aussi enjoint-il à chacun des « prelates et autres collateurs et presentateurs de nosdits royaume et Dauphiné, qui n'ont obtempéré à ladite délibération, que, entant comme en eux est, ils accomplissent ce que ainsi unanimement et saintement fut délibéré en ladite assemblée, en pourveant de benefices appartenans à leurs collation ou presentation, quand ils escherront, à ceux qui ont esté colloquez à icelles par les quatre prelates dessusdits ». Une difficulté, toutefois, peut surgir : le roi, la reine, les princes, ont écrit aux collateurs pour leur recommander leurs propres clercs ; à qui donner la préférence ? Charles VI prescrit l'alternative : un clerc des maisons royales ou princières, puis un universitaire, « et ainsi par ordre, jusques à ce que les supposts d'icelle nostre Fille » soient pourvus des mille bénéfices qui leur ont été promis. En terminant, le roi menaçait les récalcitrants de son « très grand déplaisir », qui ne se manifesterait pas simplement par des paroles.

Apparemment, ces ordonnances ne produisirent pas grand effet, car l'on va voir bientôt l'Université, renonçant à tout espoir de ce côté, prendre avec une singulière énergie le parti du pape contre les

(1) DU BOULAY, *loc. cit.*, p. 186-188.

(2) Il s'agit des commissaires dont il a été parlé plus haut, p. 155 ; on se rappelle que leur nombre était de cinq ; sans doute, un d'entre eux étant empêché, le chiffre fut-il abaissé à quatre.

collateurs ordinaires, sans souci de renier un passé encore tout récent. Sans doute n'est-il pas inutile d'insister un peu sur les circonstances de cette volte-face. Nous avons constaté plus haut le rôle important de l'*Alma Mater* dans le « retour aux anciennes libertés », décidé en 1406. Son attitude à partir de 1409 entraînera en grande partie celle du clergé français jusqu'après le concile de Constance, ou tout au moins paralysera les velléités d'opposition.

#### DIFFICULTÉS AVEC ALEXANDRE V

L'Université n'obtint pas, en curie, une satisfaction immédiate et même Alexandre V ne lui épargna pas les motifs de mécontentement ou d'inquiétude. Probablement à la fin de novembre, arriva à Paris le cardinal de Thury, avec mission d'obtenir la levée de deux décimes. Il échoua, grâce à l'opposition des universitaires qui, gardant tout leur attachement à quelques-unes au moins des libertés, rappellèrent à quels maux devaient obvier les ordonnances du 18 février 1407 et obtinrent qu'on les observât<sup>1</sup>. Au même moment, elle batailla durement contre une bulle du 12 octobre 1409, qui confirmait les privilèges des Ordres mendiants, condamnait un certain nombre de propositions trop favorables au monopole des curés sur l'administration des sacrements et portait l'excommunication réservée au pape contre quiconque enseignerait ces thèses, les soutiendrait, prêcherait ou glôserait<sup>2</sup>. Avant de connaître le texte de cette bulle, et sur des nouvelles de curie qui en exagéraient d'ailleurs la portée<sup>3</sup>, l'Université avait obtenu du roi, le 26 février 1410, une ordonnance interdisant aux « religieux mandians de semer, induire, preschier nouvelle doctrine, ne qu'ils aient plus ample puissance au regart de l'administration des saints sacremens et cure des ames et choses qui en dependent, autrement ne plus avant qu'il leur est permis de droit et par les saints canons, jusqu'à ce qu'ils Nous aient fait apparoir de bule ou privilege valable et soustenable de droit par vertu duquel ils puisse ce faire, et que icelle bulle, s'aucune en ont, aient aportée par devers Nous et nostre conseil pour icelle estre vûe et examinée, et sur le contenu en icelle estre délibéré par tels et comme il appartiendra de raison »<sup>4</sup>. En possession de la bulle, l'Université jugea celle-ci « intolérable » et propre à « troubler l'état ecclésiastique ». Le 5 mars, la Faculté de théologie proposa de convoquer les prélats et « autres sages et

(1) MONSTRELET, *Chronique*, t. II, p. 60. Cf. DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium*, t. IV, p. 168, n° 1871.

(2) Extraits dans DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium*, t. IV, p. 165, n° 1868 ; dans *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. IV, p. 290-306. Texte entier dans DU BOULAY, *op. cit.*, t. V, p. 196-200.

(3) *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. IV, p. 288.

(4) *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, t. IX, p. 492.



prudentes personnes tant du conseil du roi que du Parlement et Chatelet » pour qu'ils se joignent à l'opposition, de porter la question devant les princes, de donner des instructions aux prédicateurs pour qu'ils saisissent l'opinion, et de faire même composer de petits opuscules en français, que les curés pourraient lire et commenter aux « simples », à leur prône dominical<sup>1</sup>. Comme le recteur avait en outre fait voter que « tous les mendiants seraient rejetés du giron de l'Université leur mère, et qu'on ne les laisserait plus prêcher à Paris jusqu'à ce qu'ils eussent remis l'original des bulles et renoncé aux privilèges qu'elles leur conféraient »<sup>2</sup>, les Prêcheurs et les Carmes jugèrent prudent de renoncer aux prérogatives accordées par le pape. Ils demandèrent à « l'Université leur mère de les avoir pour agréables et pour recommandés, eux et leur Ordre, puisqu'ils se soumettaient à elle en toute humilité ». Moins habiles ou plus entêtés, les Mineurs et les Augustins essuyèrent la honte d'entendre un héraut proclamer, à la porte de leurs maisons, qu'au nom du roi et à la requête de l'Université il était interdit aux curés, sous peine de perdre leur temporel, de les admettre à confesser dans les églises<sup>3</sup>.

#### LE PAPE SE MONTRE BIEN DISPOSÉ

Il ne semble pas, cependant, qu'Alexandre V ait tenu rigueur à l'Université. Celle-ci, d'ailleurs, dans son opposition, savait garder les formes. Dans l'affaire des Mendiants, elle affecta de mettre la personne du pape hors de cause : il était trop « exercé dans les saintes lettres » pour penser ce qu'on lui faisait dire et manifestement la bulle était « subreptice »<sup>4</sup>. En tout cas, Pierre Plaoul, évêque de Senlis après avoir enseigné avec éclat à la Faculté de théologie, pouvait, dans une lettre écrite de Bologne à ses anciens collègues, le 4 mai, attester les bonnes dispositions du Saint-Père à leur égard : plusieurs fois il l'avait fait appeler pour lui parler d'eux « avec une affection venant du cœur » ; il avait « pris pour principe de les considérer tous comme ses familiers : bien plus, de les préférer à ses familiers et à ceux des cardinaux ». Quand lui-même serait de retour à Paris, il leur expliquerait de vive voix « bien des secrets ». Du reste, le pape avait témoigné sa bienveillance aux universitaires de façon tangible, en accordant à leur rôle une date de préférence, « la plus favorable qu'il lui fût possible », celle du jour même de son couronnement<sup>5</sup>.

(1) DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium*, t. IV, p. 173, n° 1879. Cf. *ibid.*, p. 174, n° 1880, les « vitupérations » de J. Gerson et de quelques autres docteurs.

(2) *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. IV, p. 290.

(3) *Ibid.*, p. 306, 308.

(4) DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium*, p. 177, n° 1880.

(5) *Ibid.*, p. 178, n° 1881.

Hélas ! La même lettre annonçait également « le bienheureux passage » d'Alexandre V : ce rôle si bien daté, le pape mourait sans l'avoir signé.

*JEAN XXIII ET L'« ARTICLE QUINT »* Naturellement, la première préoccupation de l'Université fut d'obtenir de Jean XXIII qu'il réparât ce retard. Quand Alexandre V promettait à Plaoul de traiter les gradués parisiens aussi bien et même mieux que ses propres employés, il n'usait pas de vagues paroles de bienveillance, mais faisait allusion à un désir précis des universitaires. Ceux-ci le formulèrent sans ambage à son successeur. Arguant que « par le passé, ô douleur ! on a eu plus d'égards pour les personnes que pour les bénéfices eux-mêmes, au point que l'on a favorisé des gens de peu de lettres et dépourvus de grades, au grand détriment des offices et du salut des âmes », ils demandèrent que « les maîtres inscrits sur le présent rôle » eussent un tour de préférence sur tout possesseur de grâces expectatives, « même inscrit sur le rôle principal des familiers, commensaux et domestiques continuels » du pape, quel que fût leur état, noblesse ou qualité, « même impériale ou royale », nonobstant toute date antérieure apposée sur lesdites grâces. Ils ne proposaient qu'une exception, en faveur des commensaux effectifs des cardinaux qui auraient des titres académiques supérieurs ou au moins équivalents à ceux de leurs propres candidats. C'est là le contenu du fameux *Article quint* de ses revendications<sup>1</sup>, pour lequel l'Université se débattit pendant vingt mois.

*INSTANCES POUR LA DATE DU RÔLE* Jean XXIII se contenta d'abord de bonnes paroles : le rôle serait gratifié d'une excellente date et les universitaires ne se verraient préférer que très peu d'autres candidats<sup>2</sup>. En fait, le rôle ne fut pas daté du couronnement, 25 mai 1410, mais seulement du surlendemain<sup>3</sup> : en deux jours, combien de concurrents pouvaient être déjà pourvus ! Maigre succès ! Le 25 octobre, l'Université dépêche en curie un messenger pour presser l'obtention d'une meilleure date<sup>4</sup>. Le 30, elle rabat de ses exigences et se déclare contente si on ne lui préfère, en nombre restreint, que ceux qui « vraiment sont commensaux du pape, des cardinaux et des rois »<sup>5</sup>. Le 17 novembre, nouveau

(1) DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium*, t. IV, p. 185, n° 1891.

(2) DENIFLE et CHATELAIN, *Auctarium Chartularii*, t. II, col. 85. Cf. *Chartularium*, p. 185 (réponse à l'art. v : *Provisum est de optima data quam paucissimi precedunt*. B.).

(3) DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium*, t. IV, p. 184, note 7. Pourtant l'Université avait écrit à ses procureurs en curie de rapporter le rôle non signé, plutôt que d'accepter une autre date que celle du couronnement, *ibid.* (texte).

(4) DENIFLE et CHATELAIN, *Auctarium Chartularii*, t. II, col. 88.

(5) *Ibid.*, col. 90.

courrier, porteur de doléances<sup>1</sup>. Au mois de janvier 1411, elle exhale sa déception. « Nous avons attendu avec confiance, très saint Père, que vous étendiez très largement sur nous et nos suppôts la main qui dispense vos faveurs : votre prédécesseur Alexandre V, Votre Sainteté elle-même et tous les cardinaux, nous l'avons su, ont tellement loué nos travaux et nos mérites, pour l'aide que nous nous sommes efforcés d'apporter à notre mère l'Église ! » Et ces faveurs lui sont accordées, au contraire, avec une extrême parcimonie : retard de deux jours pour la date, silence sur les prérogatives ; la voici sur le même pied qu'un nombre infini de compétiteurs et beaucoup de privilégiés lui sont préférés. Cela ne peut être que l'œuvre de ceux qui la jalourent. Si elle n'obtient pas une meilleure date, si le « très équitable » *article quint* ne lui est pas concédé, toutes les faveurs qu'on lui octroie n'auront aucun effet<sup>2</sup>.

*PLAINTES AMÈRES* Quelque trois mois après, ses plaintes se font plus amères. « Bien qu'on ne puisse garder sa sérénité en voyant quantité d'hommes sans grades, et enrichis des biens de ce monde par des moyens plus ou moins honnêtes, préférés à nos suppôts, c'est cependant avec humilité que nous vous supplions : que les faveurs obtenues à une meilleure date ne portent point préjudice aux nôtres ; signez donc *ut petitur in forma* cet *article quint* si souvent présenté à Votre Sainteté ». Que des hommes « d'immense érudition, alliant la science la plus étendue à une extrême honnêteté, qui ont passé toute leur vie dans l'étude, en y dépensant leur patrimoine, qui ont combattu de tant de manières pour la foi catholique, soient préférés à des illettrés bien fournis de ressources, que pourrions-nous, très saint Père, demander de plus juste et de plus équitable ? Et que l'on confie l'administration des bénéfices à des cuisiniers, à des boulangers et autres domestiques de quelques grands seigneurs, pour les récompenser de leur besogne, peut-on dire et même imaginer pratique plus honteuse et plus contraire au bon ordre ecclésiastique ? » Sans doute, quelques suppôts ont obtenu, à titre individuel, une date de préférence ; mais l'Université blâme plutôt ces avantages extorqués par des moyens irréguliers ; ce qu'elle veut, c'est la « provision publique » de tous ses membres<sup>3</sup>.

*L'« ARTICLE QUINT » EST ACCORDÉ,  
MAIS AVEC DES RESTRICTIONS* Le 10 juillet 1411, Jean XXIII se résolut enfin à signer le fameux article, en antidatant d'une année, jour pour jour. Mais il y inséra des réserves qui lui enlevaient une

(1) *Ibid.*, col. 91.

(2) DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium*, t. IV, p. 200, n° 1913.

(3) DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium*, t. IV, p. 205, n° 1917.

grande partie de sa portée. Aux expectatives accordées aux universitaires il conférait un droit de priorité sur toutes celles que d'autres auraient obtenues à une date antérieure ; il exceptait toutefois les « familiers, domestiques et commensaux » d'Alexandre V, de lui-même et des cardinaux, inscrits sur le principal de leurs rôles respectifs, et à la condition qu'ils fussent réellement en curie et y exerçassent un service effectif ; un certain nombre d'employés du dernier conclave et de fonctionnaires de l'administration pontificale ; les neveux des cardinaux ; les frères, fils et neveux des rois, ducs, marquis et comtes ; les ambassadeurs desdits seigneurs ainsi que des universités, porteurs d'un premier rôle et qui s'étaient personnellement présentés devant le pape ; les procureurs résidant en curie pour le compte des rois et reines, du Dauphin, des ducs de Bourgogne, d'Orléans, de Bourbon et de quelques autres ; les familiers en service continuel auprès desdits rois et ducs ainsi que de leurs femmes ; les membres du parlement de Paris. En outre, tous ceux à qui le pape aurait accordé l'expectative de plusieurs bénéfices, même s'ils ne faisaient point partie des privilégiés mentionnés plus haut, seraient, pour l'un de ces bénéfices, préférés aux suppôts parisiens<sup>1</sup>. Cette dernière clause surtout parut insupportable à l'Université. « Jamais nous ne pourrions accepter que ceux qui ne figurent pas explicitement sur la liste des exceptions nous soient préférés pour un bénéfice, parce qu'ils ont obtenu l'expectative de plusieurs ». A la disparition de cette clause, elle connaîtrait si le pape entendait lui montrer « l'effet de sa sainte et paternelle volonté »<sup>2</sup>.

*L'UNIVERSITÉ PROTESTE* Ce qui ne l'empêchait point de protester contre les autres exceptions. Certainement, écrivait-elle à Jean XXIII, votre bonne foi a été surprise ; car vous n'auriez jamais permis qu'« un cuisinier, un maître d'hôtel, un écuyer, soit préféré à n'importe quel docteur », qu'on paye des services temporels avec des faveurs spirituelles. « Votre clémence aurait encore remarqué que ni les procureurs, ni les ambassadeurs, ni les scribes (de curie) ne doivent l'emporter sur nous : les ambassadeurs en effet, nous dit-on, se sont vu déjà pourvoir de bénéfices vacants ; il ne convient pas qu'ils nous passent encore devant pour ceux qui vaqueront, qu'ils s'engraissent deux fois alors que d'autres endurent faim. Les scribes, les procureurs, pendant qu'ils copient ou qu'ils font leurs démarches, vivent de leur charge et s'enrichissent. Nous, au contraire, ni en prêchant, ni en faisant nos cours, ni en poursuivant la recherche de la vérité, ne nous procurons de quoi vivre. Nous avons mangé ce

(1) *Ibid.*, p. 209, n° 1925.

(2) *Ibid.*, p. 212, n° 1927.

que nos parents nous avaient laissé ; en courant après la science, en préparant des examens rigoureux, nous nous appauvrissons à mesure que nous devenions plus instruits... Ceux qui n'ont rien appris deviennent recteurs d'églises ; ceux qui enseignent, on les laisse dans la médiocrité ». Et pourquoi cette préférence en faveur des membres du Parlement ? « Ils sont riches, et leur charge leur rapporte tant que de leurs parents, jadis pauvres et obscurs, ils font d'opulents et brillants seigneurs <sup>1</sup> ».

L'Université montrait d'autant plus d'amertume qu'on l'avait avisée par un simple billet, signé d'un employé subalterne. « Qu'est-ce donc que ce morceau de papier ? » écrivait-elle à ses procureurs en curie. « Une concession qui n'est ni publiée, ni enregistrée, qui ne porte pas la signature du pape ou du vice-chancelier ! Se moque-t-on de nous ? Est-ce du vent qu'on prétend nous servir pour nourriture ? » <sup>2</sup>.

*ELLE FINIT PAR OBTENIR SATISFACTION* Finalement, Jean XXIII fit partiellement gré aux doléances des maîtres parisiens. Il révoqua le tour de faveur d'abord concédé aux porteurs d'expectatives multiples et déclara qu'en dehors des exceptions limitativement énoncées, toute provision obtenue au préjudice de la prérogative générale des suppôts était *ipso facto* « cassée et irritée ». La décision, cette fois, fut signifiée par une vraie bulle, datée du 7 janvier 1412 <sup>3</sup>. Même ainsi restreint, le privilège accordé à l'université de Paris était encore assez important pour exciter l'envie des curialistes et des écoles étrangères <sup>4</sup>. Cela nous aide à comprendre l'attitude que prit l'École, quelques semaines plus tard, devant l'assemblée du clergé réunie au Louvre pour préparer la participation de la France au concile général qui devait prochainement se tenir à Rome.

*L'UNIVERSITÉ CHAMPION  
DES RÉSERVES PAPALES*

Comme toujours, des projets de réforme y étaient mis en avant et l'on y envisageait notamment le « retour au droit commun » pour la provision des bénéfices. L'Université comprit le danger qui la menaçait et il est assez remarquable de la voir reprendre à son compte les mêmes arguments qu'elle combattait avec tant d'ardeur quelques années plus tôt. Le mardi, 23 février, le recteur, Guillaume Roussel, obtint la parole. Au nom de la

(1) *Ibid.*, p. 217, n° 1932.

(2) *Ibid.*, p. 211, n° 1926.

(3) *Ibid.*, p. 224, n° 1941.

(4) N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. IV, p. 183.

Faculté des arts, dont il était doyen, il soutint la thèse que le retour aux élections et à la liberté des collateurs ordinaires, voté naguère à Paris, et sanctionné par ordonnances royales, n'était de mise que pour l'époque du schisme et qu'il n'en pouvait plus être question depuis que l'Église possédait « un pape unique et indiscuté ». Telle était, dit-il, la doctrine adoptée *concorditer* par toute l'Université. Puis il fit donner lecture, par des procureurs mandatés, d'un appel en forme dont la teneur nous édifie sur la volte-face des maîtres parisiens au cours des dernières années. La « vénérable Faculté des arts », portait ce document, a appris qu'un certain nombre d'ecclésiastiques et de laïcs, de diverse dignité et condition, « mus par on ne sait quel mauvais esprit », imaginent des « nouveautés insolites », sans crainte d'apporter « le scandale dans l'Église de Dieu ». Ils voudraient en effet que « Notre très saint Père dans le Christ et bienheureux seigneur le pape Jean XXIII, ou tout autre qui serait à l'avenir Pontife romain, n'eût plus dorénavant le libre et absolu pouvoir de conférer, dans le royaume de France, toutes dignités épiscopales, ou autres supérieures ou moindres, séculières ou régulières, collégiales ou non collégiales, électives ou non électives, ... vacantes ou à vaquer ; et qu'il n'eût même plus le droit d'accorder des expectatives : choses que tous les autres Pontifes romains ont pu faire et ont faites jusqu'ici sans discussion ». Dans ce but, ils s'efforcent de créer de « nouvelles lois », d'en obtenir « ou plutôt extorquer » la confirmation par « tout autre que ledit Pontife romain lui-même ». La vénérable Faculté voit là une tentative « tout à fait pestilentielle, scandaleuse », pleine de dangers pour l'Église universelle « et notamment pour les universités et étudiants ».

Les procureurs alléguaient ensuite les raisons propres à démontrer la nocivité de l'entreprise, celles-là mêmes que les avocats de Benoît XIII soumettaient aux conciles parisiens pour écarter la soustraction d'obédience : une telle mesure porterait atteinte aux justes droits de l'Église romaine, elle serait une rébellion manifeste contre le Saint-Siège et entraînerait les sanctions prévues par les textes canoniques, elle donnerait aux autres pays l'occasion de faire pis encore, elle porterait un coup terrible au bon renom de l'Église gallicane et des rois de France, elle entraverait le retour des nations encore dissidentes à l'obédience du vrai pape légitime.

On devine facilement que ces considérations n'avaient guère qu'une valeur oratoire : l'Université ne manquait pas tellement de mémoire qu'elle eût déjà oublié le peu de cas qu'elle faisait naguère de ces mêmes arguments. Voici plutôt les vraies raisons qui l'inspirent : si l'on revient aux élections et aux provisions par les collateurs ordinaires, ce sera de nouveau l'ingérence des « puissants », des « seigneurs

temporels », dont on a vu tant d'exemples dans le royaume. Supprimer les expectatives équivaut à ruiner les études, dans toutes les universités, mais spécialement dans celle de Paris. En effet, si les jeunes gens savent qu'en fréquentant les cours ils se signalent à la bienveillance du pape, qu'il leur accordera l'expectative de quelque bénéfice de préférence à d'autres candidats, ils afflueront aux leçons et travailleront dans le calme ; si, au contraire, on les prive de cet espoir, ils ne viendront plus ou s'en iront, pour chercher ailleurs d'autres moyens d'existence. Mais il y a plus : des suppôts en assez grand nombre ont obtenu de telles faveurs au prix de démarches qui leur ont coûté pas mal de temps et d'argent ; ils attendent la vacance qui leur permettra de prendre possession : va-t-on les frustrer de ce qui est plus qu'un espoir, un véritable droit acquis ? Pour toutes ces raisons, la vénérable Faculté des arts en appelait au pape et au futur concile contre quiconque poussait « auxdites nouveautés et abus ».

Le président de l'assemblée, Jean de Thoisy, évêque de Tournai, suspendit la séance, après avoir conféré quelques instants avec les prélats et les membres du Conseil qui l'entouraient : afin de donner une réponse « plus mûrie », il voulait auparavant, dit-il, prendre l'avis du Parlement, qui tenait séance dans le même palais. La cour lui suggéra de ne s'engager en rien : quand il revint, il fit connaître au recteur et aux procureurs que la présidence ne lui ayant été dévolue qu'*ad audiendum et referendum*, il ne pouvait conclure quoi que ce fût en l'absence du roi<sup>1</sup>. En fait, il ne fut plus question pour cette fois de remettre en vigueur l'ordonnance de 1407 : l'*Alma mater* avait obtenu gain de cause.

#### § 4. — L'université de Paris et les taxes pontificales.

Au même moment où l'Université favorisait la réserve au pape de tous les bénéfices, réserve contre laquelle le reste du clergé pouvait d'autant moins s'élever que plusieurs membres des plus en vue de l'épiscopat avaient les premiers donné l'exemple du recours aux faveurs papales, une dure campagne se menait pour le maintien des libertés fiscales. Sur ce terrain, l'Université et le clergé se trouvèrent unis. Ils enregistrèrent cependant une cuisante défaite. Cette fois, c'est le roi qui se fit l'allié du pape, contre les franchises.

PREMIÈRE LÉGATION D'ALAMANNO ADIMARI

Vers la mi-juin 1410.

Jean XXIII avait expé-

dié en France une légation composée de son référendaire Alamanno

(1) DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium*, t. IV, p. 226-232, n° 1943. Cf. *ibid.*, p. 233, n° 1944, l'adhésion de toute l'Université à la démarche de la Faculté des arts.

Adimari, archevêque de Pise, de Nicolas de Robertis et de Geoffroy de Peyrusse, qui devait être nommé, l'année suivante, à l'évêché de Saintes<sup>1</sup>. Elle avait pour mission, publiquement avouée, de faire part au roi de l'élection du nouveau pape ; mais elle était également chargée d'obtenir la levée d'une décime dans toutes les provinces de France<sup>2</sup>. L'archevêque de Pise espérait se concilier l'Université ; après lui avoir adressé de la part du pape les plus chauds éloges, il lui demanda « assistance, conseil et faveur »<sup>3</sup>. Ces précautions servirent de peu. Devant le conseil du roi, où il exposa sa requête le 22 novembre, l'ambassadeur crut bon de démontrer « que non mie seulement l'Eglise françoise estoit obligée et tenue à ladite solucion dudit subside, mais toutes églises quelzconques estoient de prime face à la voullenté du pape par le droit divin ». Ne lisait-on pas, en effet, au chapitre ix du *Lévitique*, que « les dyacres paioient au souverain prestre le dixiesme » ? D'ailleurs, droit divin, droit naturel et droit positif sur ce point se renforçaient<sup>4</sup>.

#### L'UNIVERSITÉ CONTRE LA DÉCIME

C'était là, pour l'Université, paroles inadmissibles. Le jour même, le recteur convoqua d'extrême urgence pour le lendemain matin à 8 heures, dans l'église de Saint-Bernard, une assemblée d'exceptionnelle importance, où non seulement les maîtres, comme d'habitude, mais encore les licenciés en droit civil et canon devraient se rendre. Dans sa hâte, il envoya même au Parlement une sommation collective à tous les conseillers clercs d'avoir à s'y trouver « en vertu de leur serment », et sous menace des peines prévues en telle occurrence. La cour le prit mal et fit savoir au recteur qu'elle n'était « subgecte ne jurée que du Roy », et que si « aucuns singuliers » étaient liés par serment à l'Université, il devait les aviser individuellement. L'affaire n'eut d'ailleurs pas de suite et le recteur en fut quitte en s'excusant<sup>5</sup>. Devant l'assemblée, il produisit l'ordonnance du 18 février 1407, interdisant les exactions pontificales. Les « anciennes franchises » pouvaient bien n'avoir qu'une valeur provisoire s'il s'agissait d'obtenir des bénéfices, elles retrouvaient leur caractère définitif quand il était question de payer. Le recteur n'hésita pas à les invoquer : les demandes du légat, dit-il, « vont directement contre l'ordonnance royale »,

(1) DENIFLE et CHATELAIN, *Auctarium*, t. II, col. 85, note 5 ; cf. C. EUBEL, *Hierarchia catholica Medii Aevi*, t. I, p. 537.

(2) Texte de la bulle dans MARTÈNE et DURAND, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, col. 1433.

(3) DENIFLE et CHATELAIN, *Auctarium*, t. II, col. 90-91.

(4) Cette histoire est racontée en détail dans la *Chronique* de MONSTRELET, t. II, p. 103-109. Mais l'auteur brouille un peu la chronologie ; on la trouvera exactement rétablie dans DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium*, t. IV, p. 193, n° 1902.

(5) *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 341-342.



elles « portent un grave préjudice aux libertés de l'Église gallicane » ; on ne peut les admettre. L'assemblée vota ces conclusions radicales : « Se le pape ou les légaulx veulent aucun compeller ou contraindre, par censure ecclésiastique ou autrement, à paier lesdiz tribus, que on appelle de eulx au concile général de ladicte Eglise. *Item*, s'il y a aucuns collecteurs ou subcollecteurs voulans avoir ou exiger lesdiz succides, qu'ilz soient punis par prinse de leur temporel s'ilz en ont, et si non qu'ilz soient mis en prison »<sup>1</sup>. La nation anglaise, tout en n'admettant point que le pape pût à son bon plaisir imposer des charges à l'Église gallicane, ne voulut pas cependant qu'on le privât des secours nécessaires au bien général de la chrétienté ; il suffirait de prendre des précautions pour que ces secours ne servissent point à « rassasier les gens de curie »<sup>2</sup>. A son instigation, l'assemblée concéda que dans le cas où le pape « allègueroit nécessité évidente en l'Eglise », on réunirait le clergé de France, « et là seroit advisée une manière de subvencion, non mie par manière de deu, mais par manière de subside charitable, et seront levées et recueillies lesdictes pécunes par certains bons preudhommes esleus par ledit conseil, qui les distribueront à ceulx qui seront ordonnez par ledit conseil »<sup>3</sup>.

**APPEL AU PARLEMENT** Le lendemain, 24, l'Université se présenta devant le Parlement. Elle lui remontra qu'il pouvait d'autant moins tolérer les paroles d'Adimari que ses propres arrêts avaient précédé l'ordonnance de Charles VI, et que si « icelles pécunes sont dehues de droit divin, naturel et positif », la cour, comme le roi, « averoient erré contre la foy ». En conséquence, elle requérait l'assistance du procureur général<sup>4</sup>.

**MENACES CONTRE LE LÉGAT** Ce même jour, le légat était de nouveau entendu par le Conseil, et au lieu d'atténuer ses propos, il les aggravait plutôt. Il soutint que les subsides étaient dus à la Chambre apostolique, et que quiconque les « denyoit a paier, il n'estoit pas chrestien ». Le recteur, présent au Conseil, se leva pour protester : ces paroles, dit-il, sont « proférées au déshonneur du Roy et obprobre de l'Université et par conséquent de tout le royaume »<sup>5</sup>. Aussi convoqua-t-il une seconde assemblée pour le dimanche suivant, 30 novembre. Il y fut résolu que « lesdiz légaulx du pape » retireraient leurs paroles, faute de quoi « la Faculté

(1) MONSTRELET, *loc. cit.*, p. 104 ; DENIFLE et CHATELAIN, *Auctarium*, t. II, col. 93.

(2) DENIFLE et CHATELAIN, *Auctarium*, t. II, col. 94.

(3) MONSTRELET, *Chronique*, t. II, p. 104.

(4) *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 343.

(5) MONSTRELET, *Chronique*, t. II, p. 105.

de théologie escripra contre eulx sur les articles de foy, et seront punis selon l'exigence du cas ». Sur le fait de la contribution, rien ne serait payé, sinon dans la mesure et sous les formes arrêtées le dimanche précédent. L'assemblée décida en outre d'écrire aux prélats et aux universités du royaume pour que tous fissent bloc dans la même opposition. Une sorte d'ultimatum serait envoyé à Simon de Cramaud et aux autres membres du conseil royal qui avaient prêté serment à l'université de Paris : s'ils ne se joignaient pas à elle dans « la poursuite devant dicte », ils se verraient exclus du corps académique<sup>1</sup>.

LE ROI D'ACCORD AVEC LE PAPE

Tout ce beau tintamarre ne devait pas aboutir à grand résultat. Avec la bulle imposant la décime, les légats en avaient apporté une autre ; et leur date respective, de même que l'identité des porteurs, laisse assez entendre qu'elles étaient l'une avec l'autre en étroite relation<sup>2</sup>. Depuis Urbain V, les papes avaient l'habitude d'accorder à la Couronne le droit de faire concourir l'Église de France aux charges financières imposées par la guerre. Au temps de la neutralité, le clergé avait lui-même voté cette contribution, mais pour une période qui prenait fin le 10 janvier 1410. Tarie cette source de revenus, le trésor royal se trouvait très mal à l'aise<sup>3</sup>. Or Jean XXIII offrait de nouveau les aides et désignait des prélats pour les lever, les évêques de Paris, de Noyon et de Limoges. Mais, donnant donnant. Cet argument décida du succès. Une ordonnance du 4 février 1411 autorisa la décime. Sans doute y avait-il une réserve : « sans préjudice des libertés de l'Église de France ». Pure clause de style : pour le fond, le pape obtenait tout ce qu'il voulait ; lui-même ferait lever l'impôt par qui bon lui semblerait, et il en utiliserait à son gré le produit ; quiconque refuserait ou « delayerait » de payer, méprisant « les sentences et fulminations » pontificales, se verrait par les officiers du roi, à la requête des collecteurs, contraint « vigoureusement et sans déport »<sup>4</sup>. La récompense de cet appui royal ne se fit guère attendre : le 30 août, une nouvelle bulle prorogeait de trois années, jusqu'en 1415, le droit d'imposer les aides, que celle du 11 juillet 1410 n'avait accordé que jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1412<sup>5</sup>. Bon gré mal gré, il fallut bien que le clergé s'exécutât. Au sein même de l'Université, la nation

(1) MONSTRELET, *Chronique*, t. II, p. 105, 106.

(2) DENIFLE et CHATELAIN, *Auctarium*, t. II, col. 93, note 5 : la bulle imposant la décime est datée du 14 juin 1410 ; celle qui accorde les aides au roi et nomme les exécuteurs est du 11 juin.

(3) N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. IV, p. 187.

(4) *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, t. IX, p. 572.

(5) N. VALOIS, *op. cit.*, t. IV, p. 190.

anglaise refusa de se porter aux extrêmes : le 25 mai 1411, elle décida de s'opposer « par tous les moyens » à l'appel au concile général<sup>1</sup>. Les commissaires nommés par Jean XXIII, l'archevêque de Pise lui-même et l'évêque d'Albi, fixèrent deux termes pour le paiement : la Sainte-Magdeleine et la Pentecôte suivante (22 juillet 1411 et 22 mai 1412). Et le chroniqueur Enguerran de Monstrelet note que la décime « si se cueillit assez rigoureusement, et tant que le povre clergié commun s'en plaignoit moult piteusement »<sup>2</sup>.

Ainsi s'en allaient en fumée les fameuses libertés, inscrites dans ces ordonnances du 18 février 1407, qui devaient être, pourtant, « bonnes et fermes et perpétuelles ordonnances, faictes à tenir et garder *in perpetuum* »<sup>3</sup>. L'Université pour les bénéfices, le roi pour les finances, travaillaient, par intérêt, à les reléguer dans l'oubli.

### § 5. — Les libertés gallicanes et le Parlement.

Mais quelle fut, dans les démêlés que nous venons de résumer, l'attitude du Parlement ? L'on s'accorde généralement à voir en lui le bastion des libertés de l'Église gallicane, le corps qui les défend pour elles-mêmes et contre tous. En réalité, il ne sera cela qu'à partir de 1418. Nous verrons, plus loin la compagnie, à la suite des tristes événements qui ensanglantèrent Paris cette année-là, se partager pour suivre deux maîtres, le duc de Bourgogne et le Dauphin. Le Gallicanisme sera dans la ligne du parlement de Charles VII, continuateur du parlement de Poitiers ; mais même le parlement anglo-bourguignon n'hésitera pas à tenir tête à Jean sans Peur et au duc de Bedford, pour la sauvegarde des libertés<sup>4</sup>. En 1410, nous n'en sommes pas encore là, et la Cour n'échappe point aux calculs intéressés.

LA COUR PRÉSENTE SON RÔLE A ALEXANDRE V

En matière de bénéfices, elle ne témoi-

gna pas aux « anciennes franchises », lors de l'avènement d'Alexandre V, plus de respect que les universitaires. Le greffier de l'époque note dans son journal que le 16 novembre 1409, « maistre Hugues Grimaud, doyen de Noyon et conseiller du Roy nostre Sire céans », a été choisi « pour porter le roole devers nostre Saint Père le Pape à

(1) DENIFLE et CHATELAIN, *Auctarium*, t. II, col. 106 : *Concorditer erat deliberatum et conclusum quod nacio appellare non vellet quocumque modo, ymmo omni appellacioni quantum possibile esset resistere*. On sait que la nation anglaise comprenait aussi les Allemands.

(2) MONSTRELET, *Chronique*, t. II, p. 123.

(3) N. VALOIS, *op. cit.*, t. IV, p. 196, note 3.

(4) *Infra*, p. 227-229.

Pise », et il ajoute que « chacuns des seigneurs baillera iij frans, pour ce qu'il faut pranre le chemin par les Alemaignes, obstant les perilx des chemins de Jannes pour la rebellion que les Janenoix ont fait au Roy en la personne du mareschal Bouciquaut, gouverneur de Jannes pour le Roy »<sup>1</sup>. A la date du 19 juin 1410, nous lisons que « pendant le temps que ledit Grimaut estoit en court de Romme, trespasa ledit Alexandre environ le xxiiij<sup>e</sup> d'avril derrain passé, *negotio Curie ibidem imperfecto* »<sup>2</sup>. Mais avec Jean XXIII la cour fut particulièrement bien traitée puisque le pape, nous l'avons vu, lui accorda même la préférence sur l'Université. Le 23 avril 1412, elle expédie en curie un messenger porteur d'un nouveau rôle, avec mission d'obtenir « competent date », et des « prérogatives si convenables et proufitables que pourra »<sup>3</sup>. Dans ces conditions, elle ne pouvait guère s'opposer aux réserves et aux expectatives. Elle n'eut pas, d'ailleurs, à prendre ouvertement parti pour leur maintien : puisque l'Université menait le branle, il suffisait de la laisser faire. L'attitude de l'avocat du roi au Parlement, Jean Jouvenel, à l'assemblée du clergé où le recteur et la Faculté des arts émirent la protestation que nous avons vue plus haut, est un modèle d'opportunisme : au nom du procureur général, il déclara qu'il jugeait « expédient au bien du roi et du royaume » de ne prendre parti ni pour ni contre ; simplement, il exigea copie authentique de l'acte d'opposition<sup>4</sup>. La cour eut d'autres occasions de manifester ses tendances. Plusieurs fois des compétiteurs à un siège épiscopal ou abbatial, se prévalant d'une élection canonique faite en leur faveur par le monastère ou le chapitre, citèrent devant elle un rival nommé par le pape : c'est presque toujours à ce dernier qu'elle donna raison, sanctionnant ainsi l'abandon de l'ordonnance qui rétablissait les scrutins<sup>5</sup>.

**ACCUEIL FAVORABLE FAIT AUX LÉGATS** Au moins, le Parlement sera-t-il intransigeant contre les « exactions » pontificales ? Il semblerait qu'il eût dû soutenir le clergé. Il n'en fut rien ; et là encore nous retrouvons les calculs intéressés. Quand l'Université se présenta devant la cour, le 24 novembre 1410, pour lui demander son aide contre « certains legas de

(1) *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 298 (Jannes=Gênes).

(2) *Ibid.*, p. 323.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 62.

(4) DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium*, t. IV, p. 232 : *Postremo magister Johannes Jouvenel, advocatus regius in parlamento regali Parisiensi, pro et nomine procuratoris domini nostri Francorum regis prefati in eodem parlamento, dixit et proposuit coram omnibus in dicto Concilio Gallicano existentibus, quod pro bono dicti domini nostri regis et regni sui expediebat eidem procuratori regio, non quod se partem aut adversarium de presenti facere vel constituere velit in hac parte, copiam appellationis antedictæ habere et penes se custodire.*

(5) N. VALOIS, *op. cit.*, t. IV, p. 197, note 3.

Court de Romme », envoyés « en ce royaume requérir lesdictes pecunes nonobstant lesdiz arrest et ordonnance », ses mandataires reçurent du procureur général une réponse singulièrement circonspecte : « il fera tousjours, dit-il, ce qu'il lui apartendra à cause de son office, à ce que lui sera ordonné et commendé de par la Court »<sup>1</sup>. Les légats, qui vinrent à leur tour le surlendemain, obtinrent des promesses moins évasives. La bulle qu'ils remirent ne dissimulait pas l'objet de l'ambassade : le pape avait besoin d'argent et il demandait que « la Court voulsist tousjours ayder à l'Eglise ». Après avoir résumé le petit discours latin que prononça Geoffroy de Peyrusse, le greffier termine le récit de la réception par ces mots : « Aux quelles choses le president pour la Court remercia le pape et iceulx legas, et *offri la Court aux dictes requestes* en ce qu'elle puet »<sup>2</sup>.

LES PARLEMENTAIRES SE CROIENT  
EXEMPTS DE LA TAXE

En étroit contact avec le Conseil, les parlementaires savaient ce que rapporterait au roi son consentement à la décime. La raison d'État pouvait donc les influencer. Mais allaient-ils contribuer eux-mêmes, pour les bénéfices qu'ils possédaient ? Ils entendirent bien tirer leur épingle du jeu. En fait, une ordonnance du 15 juillet 1411 les tint « quittes, libres et exempts » de toute décime ou subside caritatif, levé ou à lever au profit du pape<sup>3</sup>. Ils ne voyaient pas de raison de faire d'opposition, dès lors qu'ils étaient hors de cause.

DOUBLE JEU D'ADIMARI

Encore fallait-il, cependant, que le pape admît cette immunité. Adimari s'offrit lui-même à s'y employer, et, en attendant la réponse de Jean XXIII, il accorda aux clercs de la cour deux délais, le premier jusqu'à Noël 1411, le second jusqu'à Pâques suivantes. Il ne voulait pas, disait-il, que « iceulx seigneurs, graphier et notaire dessusdiz » ne « cheussent en sentence d'excommeniement »<sup>4</sup>. Mais le légat jouait double jeu. Une indiscretion mit aux mains de la cour une lettre écrite par lui à un de ses amis de curie, et datée du 12 août 1411, où il demandait d'« aviser Notre-Seigneur que ceux du Parlement veulent être exemptés de la décime, sous prétexte qu'ils auraient un privilège apostolique ». Mais, ajoutait-il, ils se gardent bien de le montrer, « et je crois qu'ils ne le pourraient pas. De fait, ils ne payent rien et

(1) *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 344.

(2) *Ibid.*, p. 346.

(3) *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, t. IX, p. 619.

(4) *Journal de Nicolas de Baye*, t. II, p. 7.  
Martin. — II.

demeurent sous le coup des censures ; et pendant ce temps ils courent après les prérogatives, dates et bénéfices vacants : toutes faveurs qui ne rapportent pas un centime à l'Église romaine ». Il rappelait, en terminant, les usurpations de pouvoir que le Parlement se permettait chaque jour, au préjudice de la juridiction ecclésiastique, et il concluait par ces mots : « tout le mal vient des clercs qui sont dans cette Cour »<sup>1</sup>.

*RÉACTION DES PARLEMENTAIRES* Ainsi mis personnellement en cause, les parlementaires retrouvèrent toute leur énergie. Le 18 février 1412, deux présidents, deux conseillers, le procureur général, les avocats et le greffier se rendirent au Conseil, que présidait Charles VI en personne. Là, en présence d'Adimari, promu cardinal depuis peu, « maistre J. Perier, chanoine de Chartres, avocat du Roy », dénonça la fameuse lettre, écrite « à la deshonneur et damage du Roy nostredit Seigneur et de sa Court ». Et celle-ci qui attendait que « ledit cardinal eust escript affectueusement au Pape, en la recommandant singulièrement » ! L'affaire touchait le roi, car si ses droits ne pouvaient être atteints, au moins le cardinal s'était-il efforcé de les blesser. Réparation s'imposait.

*EXPLICATIONS DU LÉGAT* Adimari s'efforça de fournir des explications apaisantes. « Il préférerait mourir que de rien dire ou faire au préjudice de la majesté royale ». Le Parlement eût été mieux avisé en lui demandant des explications directes. Les collecteurs lui avaient assuré que l'exemption ne visait que les clercs de la chambre des Comptes et que précédemment les parlementaires contribuaient aux décimes. Ceux-ci n'avaient pas voulu justifier de leur prétention, sous prétexte que le roi n'avait pas coutume de montrer ses chartes. En écrivant familièrement à un sien ami d'avertir le pape, il obviait au danger de laisser publier en curie l'excommunication contre les réfractaires. Il s'en remettait à la discrétion de Sa Majesté, prêt à corriger ce que ses expressions pouvaient avoir d'exagéré.

*L'EXEMPTION EST ADMISE* Devant cette attitude modeste, la cour ne réagit pas de façon trop violente. Le premier président De Marles prit acte de l'aveu que le cardinal a bien « escripte ou envoyée ladicte lettre qu'il glose ». Fort « esbahiz »

(1) Texte *ibid.*, p. 48. Il ne semble pas que les parlementaires aient parlé de privilège *apostolique* ; le greffier note simplement qu'ils se tiennent pour « quittes par privilege, considerées certaines lettres royaulx enregistrees ou livre des Ordonnances ». *Ibid.*, p. 37.

de sa duplicité, ils ont d'abord essayé de ne point ébruiter l'affaire ; mais par ce qu'elle regarde « l'honneur du Roy et leur conscience », et par ce que la lettre avait été « sceue et publiée » outre-Monts, ils ont « voulu adviser de ce le Roy, a qui il touche principalement, car il y sont tenus : si en fera le Roy ce que bon ly semblera »<sup>1</sup>. Le lendemain, réunie en la Tournelle, la cour décida de supplier Charles VI de bien vouloir écrire au pape et aux cardinaux, pour qu'ils n'attachent pas créance aux dires du légat, mais que « le Pape pourvoie très especiaument aux gens de Parlement de bonnes dates et prerogatives, car ilz sont les plus especiaux clers du Roy et sont dignes de grans prerogatives et franchises »<sup>2</sup>. Dès la veille, ils avaient reçu d'Adimari l'assurance qu'il leur donnerait satisfaction sur le point de la décime et les tiendrait pour quittes<sup>3</sup>. Prudemment, le cardinal estimait plus sage de sacrifier de bonne grâce l'hypothétique contribution de la cour que de s'exposer à une hostilité qui risquait de devenir dangereuse, si les parlementaires se décidaient à faire bloc avec l'Université pour combattre le principe même de l'imposition.

(1) *Ibid.*, p. 49-55.

(2) *Ibid.*, p. 56.

(3) *Mémorial de Nicolas de Baye* (en latin, imprimé à la suite du *Journal*) : *XVIIJ<sup>a</sup> februarii, cardinalis Pisanus ... tenuit Curiam pro immuni de decima quam petebat in Ecclesia pro Papa in Francia* ; p. 302.





## CHAPITRE II

### LES LIBERTÉS DE L'ÉGLISE GALLICANE ET LES CONCILES DE ROME ET DE CONSTANCE (1412-1418)

#### § 1. — La réforme au concile de Rome.

On a vu quel peu d'affection les Français témoignaient, vers 1410-1412, aux fameuses libertés de l'Église gallicane, dont le prétendu rétablissement avait été décidé en 1406 et sanctionné par les deux ordonnances du 18 février 1407. Chacun rappelait leur existence juste dans la mesure où son intérêt personnel l'y invitait. Aussi n'est-il point surprenant qu'elles aient tenu peu de place au concile qui se réunit à Rome à la fin de 1412.

*PEU D'ENTHOUSIASME DES FRANÇAIS  
POUR LE CONCILE DE ROME*

La participation du royaume  
y fut d'ailleurs assez restreinte.

Le choix même de cette ville

avait déçu vivement l'Université, qui, à plusieurs reprises, insista pour que Jean XXIII donnât la préférence à une ville de France, où Italiens, Allemands et Espagnols se rendraient avec une égale facilité<sup>1</sup>. Les subsides votés à l'assemblée du clergé tenue à Paris, pour les frais de voyage et de séjour à Rome, avaient été utilisés par le gouvernement royal pour sa lutte contre les Armagnacs<sup>2</sup>. Pierre d'Ailly et Guillaume Fillastre, récemment promus cardinaux, Simon de Cramaud, qui l'allait être bientôt, se mirent en route isolément<sup>3</sup>. Les prélats se firent représenter officiellement par une délégation squelettique, conduite par l'évêque d'Amiens Bernard de Chevenon. L'Université envoya quelques docteurs et Charles VI une ambassade où figurait notamment Jean de Montreuil, membre du Conseil royal et humaniste distingué<sup>4</sup>.

(1) DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium*, t. IV, p. 204, 211 (n° 1926).

(2) N. VALOIS, *op. cit.*, t. IV, p. 194.

(3) *Ibid.*, p. 205.

(4) H. FINKE, *Acta concilii constanciensis*, t. I, p. 162; cf. N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 206.

PROJET DE L'ASSEMBLÉE DU CLERGÉ  
TOUCHANT LES BÉNÉFICES

Il est vrai, à l'assemblée du clergé, l'Université avait proposé un projet de réforme, à soumettre au concile. En matière de bénéfices, il contenait peu de choses : quatre articles seulement, et assez anodins. On y demandait que les clercs originaires du royaume, ou qui y auraient fait leurs études, fussent préférés à tous autres ; que le pape se hâtât moins de pourvoir aux bénéfices majeurs et attendît plutôt les élections, et, si elles étaient canoniquement faites, qu'il les confirmât plutôt que de les casser. Une réserve, toutefois, enlevait tout venin à cette réclamation : « à moins que Sa Sainteté n'estime qu'il y ait, à agir autrement, plus d'honneur et d'utilité pour le siège à pourvoir ». Les évêchés ne devraient être donnés qu'à des gradués ou à des clercs « de grande noblesse » ; les cures qu'à des hommes de science suffisante et de vertu éprouvée : en jugeraient des examinateurs menacés d'excommunication réservée au pape, ou de privation de leurs honneurs et bénéfices, s'ils se montraient négligents dans leur tâche. Enfin, dans chaque cathédrale, et dans chaque collégiale importante, l'Université demandait qu'on réservât deux prébendes, l'une pour un docteur ou un bachelier formé en théologie, qui prêcherait certains jours de la semaine ; l'autre pour un maître ès arts régentant à Paris, ou y ayant régenté pendant sept ans, et qui enseignerait dans l'église en question, lui-même, ou, en cas de légitime empêchement, par l'intermédiaire d'un autre maître ès arts rétribué par lui, la « philosophie » et spécialement la morale<sup>1</sup>.

TOUCHANT LES FINANCES

Dans l'ordre financier, l'Université suggéra des revendications plus nombreuses, et de portée beaucoup plus grande : abandon par le pape des procurations, qui seraient laissées aux prélats visiteurs, des dépouilles, des annates sur tous les bénéfices ne vaquant pas en curie ; pour ceux qui vaqueraient en curie, Jean XXIII serait supplié d'en abandonner également l'annate, et, s'il ne voulait pas y consentir, au moins de ne pas en exiger le versement avant la fin de la première année de possession. Il conviendrait en outre d'obtenir que l'on pût s'acquitter des diverses taxes sur place, entre les mains de receveurs désignés dans le royaume, sans que l'on eût encore la charge d'envoyer l'argent à Rome ; que les vacants ne fussent point payés plus d'une fois en dix ans pour le même bénéfice, quand bien même il vaquerait à plusieurs reprises dans cet intervalle, et qu'on ne les dût point si la va-

(1) H. FINSKE, *Acta concilii constantiensis*, t. I, p. 131 et suiv. (art. 12, 13, 14, 35).

cance se produisait autrement que par décès<sup>1</sup>. Mais les députés devaient surtout insister pour que le pape prît l'engagement formel de ne plus imposer de décimes ou autres subsides, sauf le cas d'urgente nécessité, et de ne plus accorder aux rois ou princes le droit de lever aucune contribution sur le clergé. En effet, les biens d'église, que le souverain Pontife est tenu par sa fonction même de conserver, ne sont point destinés à des usages séculiers ; d'ailleurs, ces contributions ne sont même pas employées pour le bien du royaume, elles servent au faste et à l'ambition des grands, que le pape devrait au contraire s'efforcer de réprimer<sup>2</sup>.

#### LES LEVÉES ROYALES

Pour comprendre la rancœur du clergé contre les levées opérées sur lui par le gouvernement royal, avec la connivence de Jean XXIII, il faut lire les protestations qui s'élevèrent, peu après, au début de février 1413, à la réunion des députés de provinces convoqués en vue d'un impôt extraordinaire et à laquelle assista l'Université. Deux docteurs de la Faculté de théologie, Benoît Gentien et surtout Eustache de Pavilly, stigmatisèrent la dilapidation des deniers publics. Sur l'ordre du recteur, un maître ès arts lut un rapport « désignant par leur nom tous les officiers du roi qui avaient épuisé son trésor en détournant à leur profit les revenus du royaume ». Et cette lecture dura près d'une heure et demie. « Si vous n'avez point les ressources suffisantes pour tenir un rang digne de votre majesté royale, et pour conserver une puissante armée de gens de guerre, capable de défendre le royaume », dit à Charles VI sa « très humble fille » l'Université, « c'est, plus clair que le jour, la faute des officiers qui tiennent les charges publiques. Vos trésoriers n'emploient point vos revenus ordinaires, comme cela s'est toujours pratiqué sous le règne de vos illustres ancêtres, à l'acquittement des charges féodales, aux aumônes accoutumées, aux dépenses journalières de votre maison..., à la solde des troupes, à l'entretien des ponts, des routes, des chaussées, des forteresses et des résidences royales. Ils n'en versent pas l'excédent dans vos coffres... Quatre-vingt-quatorze mille francs d'or suffisaient amplement aux rois vos prédécesseurs pour tenir un grand état... et leurs créanciers étaient bien payés. Il n'en va plus de même aujourd'hui, bien que

(1) *Ibid.*, art. 37, 38, 39, 42, 43, 44, 45, 46.

(2) *Ibid.*, art. 40, 41 : *Item in dicto concilio proponatur omnino per dictum concilium esse in generali concilio prosequendum ne dominus noster alicui regi aut seculari principi concedat aliquid subsidium super viros ecclesiasticos sine eorum scitu et consensu. Hic articulus per ecclesiam regni Francie ac singulos clericos et universitatem est cum honore et reverencia in generali concilio potendus et prosequendus. Et fundari potest ex hoc quod proprio ex suo officio et sua possessione tenetur ex debito res ecclesiasticas conservare... etc.*

le sire de Fontenay et un certain Piquet reçoivent à cet effet de Raymond Raguier et Jean Pidoe, maîtres de la chambre des deniers, une somme annuelle de 450.000 francs... Depuis plus de 28 ans, les finances royales ont été gaspillées par des dispensateurs prodigues, plus qu'en aucun royaume du monde ». Et après avoir passé en revue les malversations de tout ordre, et nommé leurs principaux auteurs, le lecteur s'excusait de n'avoir pu entrer dans le détail, « car plusieurs jours n'y suffiraient pas »<sup>1</sup>.

A ROME, LA DÉLÉGATION FRANÇAISE  
MANQUE DE ZÈLE

Aussi l'assemblée du Louvre adopta-t-elle les propositions de l'Université, et les députés

nommés pour représenter le clergé de France au concile de Rome jurèrent de mettre tout en œuvre pour obtenir satisfaction sur les articles relatifs aux finances<sup>2</sup>. Mais une fois à Rome leur beau zèle s'éteignit. De toute évidence, ils ne pouvaient espérer associer les ambassadeurs de Charles VI à leurs revendications. Ils préférèrent sacrifier celles-ci et présenter, au nom du roi, du clergé et de l'Université, quelques vœux fort anodins. A part la demande d'accorder la préférence aux clercs du royaume, dans la collation des bénéfices, et de laisser davantage jouer les élections, pas autre chose qu'une protestation contre les innombrables entraves apportées par les réserves à l'effet régulier des expectatives, une sollicitation de pouvoir plaider en France les procès bénéficiaux, sans avoir à recourir en curie, une plainte contre la hâte avec laquelle étaient exigées les annates avant que le bénéficiaire ait eu le temps de percevoir ses premiers revenus<sup>3</sup>. A leur retour en France, les délégués du clergé, si l'on en croit la chronique du Religieux de Saint-Denis, s'avouèrent coupables d'avoir mal profité des bonnes dispositions de Jean XXIII et d'avoir surtout songé à leurs intérêts particuliers. Bernard de Chevenon se préoccupa surtout de se faire transférer d'Amiens à Beauvais, et, une fois satisfait, il « conseilla à ses collègues de passer sous silence les différentes requêtes dont il avait accepté d'assurer le succès »<sup>4</sup>.

## § 2. — Accord de Jean XXIII et du roi de France après le concile de Rome.

CHARLES VI VEUT UNE DÉLÉGATION DU PAPE

L'épisode le plus intéressant de l'histoire du

concile de Rome est certainement une démarche que firent auprès

(1) *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, t. IV, p. 738-766.

(2) *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, t. V, p. 72.

(3) H. FISKE, *Acta concilii constantiensis*, t. I, p. 155-162.

(4) *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, t. V, p. 72.

de Jean XXIII les ambassadeurs de Charles VI. Elle nous montre que si l'on savait faire bon marché, le cas échéant, des « libertés de l'Église gallicane », on les tenait toujours cependant en réserve pour les brandir, à l'occasion, comme un épouvantail. Sans doute dès leur arrivée, les représentants du roi avaient remis au pape une supplique, où leur maître sollicitait le privilège de nommer lui-même aux bénéfices de ses États, à titre de délégué du Saint-Siège<sup>1</sup>. La réponse tardait. C'était là, disait Jean XXIII, faveur inouïe, que nul souverain n'avait encore obtenue. Jean de Montreuil reçut mission de ses collègues de plaider oralement la cause de la Couronne. Il adressa au pape un petit discours en un latin recherché, où presque chaque phrase impliquait un sous-entendu ou laissait percer une menace<sup>2</sup>.

DISCOURS DE JEAN DE MONTREUIL

Après s'être étonné que Jean XXIII fît si peu de cas des désirs de Sa Majesté, qu'il n'eût même pas daigné jusqu'alors la consulter à propos d'une seule nomination, dans la crainte, disait-on, que l'empereur et le roi d'Angleterre ne prétendissent être traités de même : « Qu'arrivera-t-il, poursuivit l'orateur, si le roi de France, quand il verra repousser une requête si dévote et si humblement présentée, s'avise d'imiter l'exemple de l'empereur et du roi d'Angleterre ? Si même il se borne à simplement tolérer que les collations de bénéfices et les confirmations de prélats et dignitaires restent, dans son royaume, au mains de ceux que prévoit le droit ? Les circonstances, les troubles actuels, suffiraient à l'y inviter. Il n'y a pas bien longtemps, après longue et mûre délibération de tout le royaume, on a proclamé le retour aux anciennes libertés, comme disent les Français, et cette décision est confirmée par lettres patentes. Je le murmure à votre très sainte oreille : si vous tardez encore, il ne reste plus qu'à extraire ces lettres du trésor des ordonnances ». D'ailleurs, que demande Sa Majesté ? A nommer « par la grâce et autorité du souverain Pontife ». A parler franc, cette requête « tend à conserver les nominations et à les consolider entre les mains du Siège apostolique ; la repousser produirait peut-être l'effet opposé ». Mais pareille faveur, objecte-t-on, ne s'est jamais accordée. « Prenez garde, répond l'orateur, qu'à trop considérer le ciel vous ne perdiez de vue la terre ». Ceux qui prétendent qu'un tel privilège exalterait outre mesure le

(1) C'est Jean de Montreuil, dans le discours dont nous parlons ci-dessous, qui y fait allusion : *... certam nominationum gratiam, prout sue parte majestatis porrecta continet supplicatio.*

(2) Ce discours avait été publié déjà par MARTÈNE et DURAND, *Veterum scriptorum... amplissima collectio*, t. II, col. 1370-1374, parmi les *epistolae selectae* de Jean de Montreuil. H. FINKE en a donné un texte plus sûr, dans ses *Acta concilii constanciensis*, t. I, p. 150-155. C'est sur lui que nous traduisons.

roi de France, qu'ils se rappellent que celui-ci « percevait autrefois les dîmes sur son clergé, et qu'il jouissait d'une telle puissance que non seulement les évêques de son royaume, mais le pape lui-même, ne pouvaient être élus hors de sa présence ou sans son consentement ». En termes assez sybillins, Montreuil fait allusion aux intrigues de ceux qui ne seraient pas fâchés de voir la brouille s'introduire entre Rome et le Louvre. « Que Votre Sainteté, dans sa très haute et très avisée prudence, considère à deux fois, et réfléchisse bien, si là ou ailleurs il n'y a pas beaucoup de gens qui désirent, pour des raisons diverses, que les dangers qui peut-être sont à la porte, se produisent sans tarder. Il y a dans le cœur des hommes, Bienheureux Père, tant de retraits, tant de détours, tant de désirs et passions qu'à peine les peut-on compter ou découvrir. A un sage, ces quelques mots suffisent, comme dit le poète comique »<sup>1</sup>. Le pape semble réserver toutes ses faveurs pour les universitaires et vouloir s'appuyer sur eux. Calcul décevant ! « Voulez-vous, Père saint, qu'un pauvre d'esprit vous dise la vérité, puisque, en ces matières, flatter c'est mentir ? Supposons qu'un de ces jours il se trouve un recteur, avec un ou deux procureurs de chacune des quatre nations, qui se prenne d'un peu de goût pour les libertés (gallicanes) — ce qui peut facilement arriver — ils concluront irrémédiablement en leur faveur, au nom de toute l'Université ». Que Votre Sainteté ne s'appuie donc pas sur « un frêle roseau ».

**MENACES** Pour finir, le ton se hausse et le voile qui enveloppait la menace se déchire tout à fait. « Les ambassadeurs du roi Très Chrétien des Français ont fait près de 700 milles » pour vous rendre obéissance. Les laisser partir les mains vides serait « une indécence, pour ne pas dire un affront ». Aussi, « pour parler sans détour, hardiment et tout net, ...quand ils seraient déjà aux portes de Paris, vous devriez les rappeler, si faire se pouvait ; car tenez pour certain, Saint-Père, que personne ne viendra plus jamais en solliciteur de la part dudit roi ».

**PROMESSES DE JEAN XXIII** On ne pouvait plus brutalement mettre marché en mains : céder les nominations à Charles VI, qui les ferait au nom du pape, ou s'exposer à les perdre,

(1) Il semble bien que ces insinuations visent l'Université, qui sans doute n'aurait pas été fâchée que le pape et le roi s'entendissent un peu moins étroitement : elle y aurait eu tout avantage, obtenant les bénéfices et refusant les impôts. Ce qui porte à le croire, c'est que l'orateur, après ces paroles, passe sans transition à l'hypothèse d'un recteur épris des franchises. Voici d'ailleurs son texte : *Et iterum iterumque consideret ac revolvat altissima oculatissimaque vestre sanctitatis prudentia, si isthic vel alibi sint quamplures qui optarent, diversis licet respectibus, ut inconvenientia, que forsan pregnantia et in foribus sunt, protinus sequerentur. Tot sunt, beatissime pater, in animis*

par le retour aux libertés gallicanes. Jean XXIII, si l'on en croit certaines dépositions faites plus tard, à Constance, au cours de son procès, avait entendu pendant le concile de Rome quelques dures vérités. Devant « une multitude de clercs et de nobles réunis dans la grande salle des parements », les docteurs parisiens s'étaient enhardis jusqu'à lui reprocher sa simonie et ses mauvaises mœurs, « dont on parle dans l'univers entier »<sup>1</sup>. Ce n'était pas le moment de s'aliéner le gouvernement français. Il dut donner verbalement de bonnes réponses, puisque le bruit courut à Paris, quand revinrent les députés du clergé, vers la fin de juin, qu'il avait « gracieusement concédé au roi et aux princes de son sang un certain nombre de nominations et le pouvoir d'accorder des bénéfices ecclésiastiques à leurs familiers »<sup>2</sup>. Mais cela restait sans doute un peu vague, car un légat devait partir prochainement, qui apporterait le texte officiel des faveurs.

LES ARMAGNACS AU POUVOIR

Or, peu après, un revirement politique s'opérait à Paris, longtemps terrorisé par les bouchers de Caboché ; la paix de Pontoise était signée le 26 juillet ; le 23 août, Jean sans Peur prenait la fuite et les ducs d'Orléans, de Bourbon, le roi de Sicile Louis II d'Anjou, retrouvaient leur influence prédominante dans les conseils du roi<sup>3</sup>. Si le duc de Bourgogne se souciait fort peu des libertés gallicanes, le parti armagnac se montrait au contraire, ne fût-ce que par esprit de contradiction, beaucoup mieux disposé à leur égard<sup>4</sup>. On ne tarda pas à s'en apercevoir. Le 25 octobre, un mandement royal enjoignit au Parlement de délibérer sur l'opportunité de remettre en vigueur les ordonnances du 18 février 1407<sup>5</sup>. Chaque jour, y disait-on, l'on voit des prélats refuser de confirmer les élus, « soubz umbre de certaines réservations que l'en dit avoir esté faictes d'iceulz benefices par nostre Saint Pere ou autrement ». Les promotions papales sont cause que « plusieurs grandes et excessives finances ont esté et sont de jour en jour transportées et widées de noz diz royaume et Daulphiné, qui est en venant directement contre lesdictes ordenances, et ou grant prejudice, dommage irreparable et desolation de noz diz royaume et Daulphiné, de la chose publique et des eglises d'iceulz estans de fondation royal

*hominum latibula, tot recessus, tot vota et affectus, ut vix dinumerari valeant vel rimari. Sapienti dictum sat est, ait comicus. Vultisne, pater sancte, ab hoc insipiente verum dici, cum blandiri in hac parte sit fallere ? Si dierum istarum una rector foret in universitate Parisiensi et unus vel duo quatuor nationum procuratores ad has libertates tantisper inclinati..., etc. Ibid., p. 154.*

(1) H. FINKE, *op. cit.*, t. I, p. 124.

(2) *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. V, p. 72.

(3) Ces événements sont racontés en détail dans la *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. V, p. 6-150.

(4) N. VALOIS, *op. cit.*, t. IV, p. 219.

(5) *Journal de Nicolas de Baye*, t. II, p. 155-156.

et autres, et seroit plus se par nous n'estoit sur ce pourveu de remede convenable ». Le 8 novembre, la cour recevait des prévôts et échevins de Paris une requête dans le même sens.

*LE PARLEMENT POUR CERTAINES LIBERTÉS* Elle délibéra sur cette question les 8, 9 et 10 novembre. Constatant que depuis quatre ou cinq ans, l'on « avoit porté hors ce royaume à Court de Romme bien xxx cent mil escus qui valent iii millions », sa conclusion fut que le roi « face mettre à execution lesdictes ordenances royaulx au regard de la reduction des franchises et libertez de l'Eglise de France et du Daulphiné quant aux benefices electifz et non cheans en graces communes et expectatives. Et quant ausdictes finances, pour y pourveoir plus especialment, soient appelez dix ou douze preudhommes et experts en tele matiere qui advisient aucun bon remede et le reportent au Conseil ». En attendant, l'on interdira sous peines sévères que « nul ne soit si hardy de transporter, ne faire transporter par lettres, bulletes, obligations ne autrement, en quelque manière, or ne argent, à occasion desdiz benefices electifz, hors du royaume »<sup>1</sup>.

On aura remarqué la prudence des parlementaires : leur sévérité n'atteint que les bénéfices électifs et encore épargne-t-elle les expectatives. Et pourtant, n'était-ce pas contre les expectatives, accusées de faire désirer et même « moyenner » la mort des titulaires, qu'on avait le plus vigoureusement protesté naguère ? Mais combien de clercs de la cour n'en étaient pas aujourd'hui pourvus ! Il suffira donc de prendre des mesures pour que les « notables bénéfices » aillent bien aux « notables hommes », et d'empêcher que le pape ne les baille « à ceux qui plus ont d'argent » et « comme à l'inquant »<sup>2</sup>.

*DEUXIÈME LÉGATION D'ADIMARI* Cet avis plut assez au Conseil ; mais, dit un document de 1417, « aucuns lors presens » empêchèrent d'y donner suite, « pour leur profit particulier »<sup>3</sup>. C'est qu'il s'était produit du nouveau, sur les entrefaites. Le légat, dont le sauf-conduit était signé depuis le 19 avril 1413, mais qui n'avait pas encore quitté Rome au début de septembre<sup>4</sup>, était enfin parvenu à destination. C'était, encore une fois, Alamanno Adimari, cardinal de Pisc ; et il n'arrivait pas les mains vides. Le pape mettait à la disposition du roi cinq cent trente bénéfices im-

(1) *Ibid.*, p. 155-158.

(2) *Ibid.*, p. 155.

(3) Du BOULAY, *Historia universitatis parisiensis*, t. V, p. 319.

(4) DENIELE et CHATELAIN, *Chartularium*, t. IV, p. 268, n° 1996, note 1.



portants qu'il pourrait faire conférer par le légat, avant la Toussaint de 1414, à autant de clercs attachés à son service, à celui de la reine ou de son fils aîné le duc de Guyenne. En outre, dans chaque chapitre comptant au moins vingt-cinq prébendes, deux de celles-ci lui seraient réservées<sup>1</sup>. « Ce n'était pas la délégation permanente du droit de pourvoir aux bénéfices qu'avait réclamée si instamment pour le roi Jean de Montreuil. Mais cet indult, comparable à ceux que les papes d'Avignon avaient, à plusieurs reprises, concédés aux rois de France, était de nature à satisfaire un grand nombre d'appétits, et fort propre à faire taire la plupart des réclamations »<sup>2</sup>. Le 12 novembre 1414, le procureur général demanda bien au chancelier de sceller « certaines lettres exécutoires d'aucunes ordonnances royaulx sur l'exaction de plusieurs pecunes que l'en levoit et portoit à Court de Romme de ce royaume, comme *alias* avoist esté oppoinctié au Conseil du Roy ». La folie intermittente du pauvre Charles VI, qui traversait en ce moment une de ses mauvaises périodes, fournit une excellente échappatoire : le chancelier répondit qu'il ne scellerait rien, « jusques à ce que le Roy sera en santé »<sup>3</sup>. Comme si c'était le moment de froisser Jean XXIII ! Ainsi que le remarque Jouvenel des Ursins, « le roy et les seigneurs au regard des prelatures estoient pape ». Et leurs propres « pecunes », sinon celles du royaume, s'en trouvaient assez bien, car « se bailloient les eglises au plus offrant et dernier encherisseur »<sup>4</sup>.

*TRIOMPHE DES CALCULS INTÉRESSÉS* Ainsi, depuis le concile de Pise jusqu'à la veille de celui de Constance, ceux que nous avons vus, précédemment, les plus chauds partisans des libertés de l'Église gallicane, les invoquent juste dans la mesure où ils y trouvent un profit immédiat ; et les intérêts s'opposent ou se combinent de telle façon qu'elles sont maintenues toutes et constamment en échec. Plusieurs évêques avaient donné l'exemple, dès le premier jour, du recours à la réserve. L'Université et le Parlement préférèrent avoir affaire au pape qu'aux électeurs ou aux colla-

(1) Charles VI rappelle ces concessions dans une lettre à Adimari, du 19 septembre 1414, où il lui « nomme » un candidat de son choix : texte publié par N. VALOIS, *op. cit.*, t. IV, p. 221, note 2. Le roi se sert de cette formule : *per praesentes vobis nominamus, requirentes ut hujusmodi canonicatu et prebenda... juxta formam litterarum apostolicarum eidem providere aut provideri mandare curetis*.

(2) N. VALOIS, *op. cit.*, t. IV, p. 221.

(3) *Journal de Nicolas de Baye*, t. II, p. 200-201.

(4) Ce passage de Jouvenel des Ursins est cité par H. FINKE (*op. cit.*, t. I, p. 115) qui montre combien à tort Bess l'a utilisé pour tâcher de prouver l'existence d'un prétendu « concordat », conclu en 1411 entre Charles VI et Jean XXIII, sur la base de l'abandon par le roi des ordonnances du 18 février 1407, moyennant le droit de pourvoir lui-même aux bénéfices du royaume. Bess ne s'est pas rendu compte que le chroniqueur bloque en un même récit les résultats des deux légations d'Adimari, celle de 1410-1411 et celle de 1414 ; il anticipe de trois ans, pour en faire l'objet de son accord imaginaire, la faveur accordée en 1414, dans les circonstances et suivant les modalités que nous venons de dire.

teurs ordinaires et ils se firent les champions de l'expectative. La royauté, après avoir observé d'abord une attitude neutre, menaça de remettre les ordonnances en vigueur si on ne lui assurait point sa large part dans la distribution des faveurs pontificales ; ayant obtenu satisfaction, elle se hâta d'oublier les franchises. Les taxes apostoliques continuèrent d'être levées, malgré l'opposition violente des ecclésiastiques, du moment qu'elles avaient pour contrepartie l'autorisation accordée au roi de taxer de son côté les bénéfices au profit du trésor ; et le Parlement ne suscita aucune difficulté, parce qu'on exempta ses membres de la contribution.

Mais qui ne devine ce qu'un tel équilibre avait d'instable ? Qu'un des protagonistes français n'aperçût plus les mêmes raisons de soutenir le pape, et la cause des libertés regagnerait du terrain. Si l'Université pesait de tout son poids en faveur des réserves et des expectatives, les prélats, collateurs ordinaires, ne subissaient qu'à contre-cœur sa tyrannie. Réduits provisoirement au silence, les défenseurs des franchises n'en subsistaient pas moins et les circonstances pouvaient à chaque instant leur donner de la hardiesse. Un nouveau concile œcuménique allait s'ouvrir, à Constance : ils espéraient bien y voir triompher leur cause.

### § 3. — Les libertés gallicanes au concile de Constance.

#### *PROJET DE REMETTRE EN VIGUEUR LES ORDONNANCES DE 1407*

Au moment où la France s'apprêtait à envoyer ses représentants aux grandes assises qui mettraient fin au schisme, l'entourage de Charles VI conçut le projet de fortifier leurs revendications éventuelles en matière de réforme, en frappant, si l'on peut dire, une monnaie d'échange. Il s'agissait de remettre en vigueur les ordonnances de 1407, « afin que ceux qui pour l'Église desdits royaume et Dauphiné iroient audit concile general y comparussent eux estans en possession et saisine desdites franchises et libertez ». Le roi convoqua donc une assemblée de prélats et d'universitaires, auxquels il adjoignit un certain nombre de membres du Grand Conseil et du Parlement. Il leur demanda de délibérer sur cette proposition. Elle parut avantageuse à la majorité, qui l'adopta. Mais Alamanno Adimari, le légat pontifical, n'avait pas encore quitté Paris ; et il veillait. Il manœuvra si bien que la décision prise resta lettre morte <sup>1</sup>.

(1) Le fait est rappelé deux fois dans l'*Advis par escript* donné par l'assemblée que réunit Charles VI, du 1<sup>er</sup> au 16 mars 1418, pour savoir comment la France devait se comporter à l'égard de Martin V, nouvellement élu : dans Du BOULAY, *Historia universitatis parisiensis*, t. V, p. 316-326 ; les passages se trouvent p. 319, 324.

TENTATIVE DE RÉSERVER AU CONCILE  
LES PROVISIONS PAPALES

Les Gallicans arrivèrent à Constance sans plan commun, et aussitôt les intérêts opposés recommencèrent de s'affronter. La déchéance de Jean XXIII posait de façon immédiate la question de la réserve : qui pourvoirait aux bénéfices durant la vacance du pontificat ? Le 14 mai 1415, incontinent après avoir donné lecture solennelle de la sentence de déposition, le patriarche d'Antioche, Jean Mauroux, de connivence avec les universitaires parisiens dont il s'était fait le chef de file, essaya d'escamoter la difficulté : le concile réserve à sa propre disposition jusqu'à nouvel ordre, dit-il, toutes les églises, monastères et bénéfices. La réaction fut immédiate. Les prélats français avaient, eux aussi, leur idée : l'occasion s'offrait de récupérer l'exercice de leur droit de collation, ils entendaient la saisir. « Jamais le concile n'a rien décidé de pareil », s'écria Géraud du Puy, évêque de Carcassonne et ambassadeur de Charles VI, et il éleva contre le procédé de Mauroux une énergique protestation. Un bon nombre de ses collègues de l'épiscopat l'appuyèrent et le patriarche dut battre en retraite<sup>1</sup>.

L'UNIVERSITÉ DE PARIS TRAVAILLE CONTRE  
LES COLLATEURS ORDINAIRES

L'université de Paris ne renonça point pour autant à ses visées. Vers

le milieu de juillet, le concile entend lecture d'une lettre d'elle, où, sous couleur de vouloir écarter tout danger de friction entre les Pères, elle les exhorte à laisser dormir jusqu'à l'élection du nouveau pape la question bénéficiale. Elle ne manque pas d'insinuer que l'Église aurait tout à gagner si les bénéfices non électifs, qui servent d'ordinaire à assurer la subsistance aux clercs pauvres durant leurs études, restaient à la disposition de « la curie romaine »<sup>2</sup>. Le 26 août, la nation anglaise donne ordre à son mandataire à Constance de s'opposer « par tous les moyens possibles au retour des collations entre les mains des prélats »<sup>3</sup>. Le 15 décembre 1416, dans une assemblée générale de l'Université, la même nation demande au recteur d'exiger de qui lui succédera dans sa charge le serment de « résister, chaque fois que ce sera opportun, à l'intention qu'ont les prélats de conférer les bénéfices »<sup>4</sup>. Et il semble bien que l'école parisienne ait obtenu pratiquement gain de cause, car l'on voit mainte collation, durant l'inter-règne, procéder du concile lui-même<sup>5</sup>.

(1) *Journal de Guillaume Fillastre*, dans H. FINKE, *Acta concilii constanciensis*, t. II, p. 39.

(2) Lettre de Pierre de PULKA, député de l'université de Vienne, à ses mandants, du 26 juillet 1415, dans *Archiv für Kunde österreichischer Geschichts-Quellen*, t. XV, 1856, p. 27.

(3) DENIFLE et CHATELAIN, *Auctarium*, t. II, col. 199.

(4) *Ibid.*, col. 214.

(5) N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. IV, p. 412, note 2, signale

Les évêchés et abbayes intéressaient moins les universitaires. Ou peut-être ceux-ci n'avaient-ils pas vis-à-vis des électeurs la même défiance qu'à l'égard des prélats. Toujours est-il que le régime des élections recommença de fonctionner en France : le concile remplaçait le pape dans la confirmation des métropolitains et des abbés exempts. L'Université s'opposait tellement peu à cette pratique que nous la voyons intercéder elle-même, auprès des cardinaux et des Français de Constance, en faveur d'Amédée de Talaru, doyen de Lyon, élu archevêque par le chapitre<sup>1</sup>.

LES NATIONS N'ARRIVENT PAS A S'ENTENDRE  
A PROPOS DES BÉNÉFICES

Théoriquement, pourtant, la question bénéficiaire restait pendante.

Après l'élection de Martin V, les « nations » n'arrivèrent pas à s'entendre pour lui soumettre des vœux homogènes. Quelques jours après son couronnement, qui eut lieu le 21 novembre 1417, le pape convoqua leurs présidents et exprima son désir de voir travailler activement à la réforme. Il désigna six cardinaux pour y collaborer. Pendant plusieurs semaines, une commission nommée à cet effet discourut d'élections, de collations et de réserves. Elle n'aboutit à rien. Les nations, rapporte Guillaume Fillastre dans son Journal, différaient d'avis. En général, les Allemands réclamaient le retour pur et simple aux dispositions du *Corpus Juris* et n'entendaient laisser au pape, outre les réserves du droit écrit, que la provision d'un seul bénéfice par collateur. D'autres demandaient le retour aux élections, mais abandonnaient au Saint-Siège les deux tiers des bénéfices collatifs. Quant aux députés des universités, ils prônaient la réserve de tous les bénéfices mineurs, dans l'espoir que le pape en pourvoirait les hommes d'étude<sup>2</sup>.

NI LES FRANÇAIS ENTRE EUX

Martin V essaya de mettre d'accord au moins les Français, qui restaient divisés. Il nomma quelques cardinaux pour discuter avec eux<sup>3</sup>. Peine perdue : entre prélats et universitaires, les intérêts s'opposaient trop. On sait ce que le pape trouva de mieux pour en finir : négocier avec chaque nation des concordats particuliers, où la provision des bénéfices était réglée par l'application plus ou moins rigide du principe

tout un registre des Archives du Vatican, rempli de provisions faites par le concile durant la vacance.

(1) N. VALOIS, *ibid.*, p. 412, note 3.

(2) *Journal de Guillaume Fillastre, loc. cit.*, p. 160, 161, 164.

(3) *Ibid.*, p. 162.

de l'alternative<sup>1</sup>. Mais au préalable, pour rendre les accords plus faciles, il reprit la méthode qui avait si bien réussi à Alexandre V lors du concile de Pise. Dans une lettre à son recteur, du 10 février 1418, le délégué de l'université de Vienne, Pierre de Pulka, pouvait écrire : « Le seigneur pape accorde déjà des grâces expectatives à tous ceux qui lui en demandent et signe chaque jour plusieurs rôles... ; et cependant la réforme reste en suspens »<sup>2</sup>. Une fois de plus, comme après Pise, les Parisiens furent particulièrement bien traités : Martin V leur signa un rôle si avantageux que les autres universités s'en montrèrent jalouses<sup>3</sup>.

## DÉBATS SUR LA FISCALITÉ ROMAINE

Les Français se trouvèrent-ils au moins plus unis, à Constance, pour lutter contre la fiscalité pontificale ? Sur le principe, tout le monde était d'accord : des dégrèvements s'imposaient. A Paris, on ne cessait de le répéter. Après l'ouverture du concile, le 12 novembre 1415, les gens du roi avaient demandé au Parlement « qu'il fust pourveu sur les finances, qui sans mesure se wident et de pieça hors du royaumes »<sup>4</sup> ; et Jouvenel des Ursins remarque que c'était en effet « grande pitié des exactions qu'on faisoit lors à cause des benefices, tant prelatures, graces expectatives que autres »<sup>5</sup>. Au mois de mai suivant, la même assemblée du clergé qui accorda à Charles VI la décime de 1416, concluait « par la voix de tous concordablement que par aucun droict escrit, coustume, privilege ou autrement les vacquans n'estoient aucunement deus au pape et ne lui en devoit-on plus aucunement payer »<sup>6</sup>. A Constance, la nation française s'ins-

(1) Cf. J. SZNURO, *Les origines du droit d'alternative bénéficiaire*, dans *Revue des Sciences religieuses*, t. VI, 1926, p. 13 et suiv.

(2) Lettre de Pierre DE PULKA au recteur de l'université de Vienne, du 10 février 1418, *loc. cit.*, p. 66.

(3) Lettre de Pierre DE PULKA à l'université de Vienne, du 19 février 1418, *loc. cit.*, p. 67 : *Signati sunt plures rotuli principum et praelatorum et ambasiatorum ; verum quod de praelatione universitatis Parisiensis omnes aliae universitates Galliae male contentantur, similiter et Germaniae et ad equiparationem possetenus laborabunt*. Pour la nature de ces privilèges, voir DU BOULAY, *op. cit.*, t. V, p. 326-327.

(4) *Journal de Nicolas de Baye*, t. II, p. 221.

(5) Cité *ibid.*, note 1.

(6) Rappelé dans l'*Advis par escript* déjà mentionné plus haut, DU BOULAY, *op. cit.*, t. V, p. 324. Quel est, ici, le sens exact du mot « vacant » ? D'ordinaire il désigne les revenus du bénéfice entre la mort ou le départ du titulaire et la nomination de son successeur ; c'est son sens normal, celui de « fruits durant la vacance ». Il semble toutefois qu'à cette date, dans la langue au moins des Français, il s'applique plutôt à l'annate, c'est-à-dire aux revenus de la première année qui suit la vacance. A plusieurs reprises, dans le procès-verbal des délibérations de la « nation » française à Constance (dont nous parlons ci-dessous) les deux mots sont pris comme synonymes : *Mansi. Ampliss. collectio*, t. XXVIII ; p. ex., col. 182 : ... *primo anno vacationis beneficiorum, annata seu vacantias, idest beneficiorum primo anno suae vacationis fructus et redditus*. De même, col. 186. 192. Ces tournures assez gauches sembleraient, à première vue, désigner les revenus *pendant* la vacance ; mais il n'en est certainement rien : à ceux-ci est appliquée une expression très claire, *fructus medii temporis* (col. 182, 187). D'ailleurs, l'annate est parfois mieux définie : *vacantium fructuum primariorum*, ou encore *solutio fructuum primi anni* (col. 161). Il semblerait donc que dans Martin. — II.

pira d'abord des mêmes sentiments et dès son arrivée nous la voyons à l'œuvre.

#### LA QUESTION DE L'ANNATE ET DES SERVICES

La commission chargée par le concile de préparer la réforme s'était prononcée tout de suite pour l'abolition de l'usage romain d'imposer des décimes par voie de constitution apostolique, d'exiger les dépouilles et les procurations, et de s'approprier le revenu des bénéfices durant leur vacance<sup>1</sup>. Restaient les autres taxes et notamment l'annate. Le 15 octobre 1415, la représentation du royaume, réunie dans le réfectoire des Dominicains, lieu ordinaire de ses séances, aborda l'étude de leur éventuelle suppression<sup>2</sup>. Le patriarche d'Antioche, Jean Mauroux, présidait. Jean de Rochetaillé, patriarche de Constantinople, présenta un projet de décret, préparé, dit-il, de concert avec quelques autres députés. Point de demi-mesures: abolition radicale non seulement des annates, mais de « toutes prestations de ce genre, sous quelque prétexte et à quelque occasion qu'on les exige, y compris les menus services, les droits de pallium ou de sacrée bénédiction ». Cela pour l'avenir. En outre, puisque la situation financière du clergé était encore plus alarmante qu'au temps du concile de Pise, où l'on avait cependant décidé de passer l'éponge sur toutes les vieilles créances, remise pure et simple de tout l'arriéré dû à la Chambre apostolique ou au trésor du Sacré Collège.

Avant que la discussion s'engageât sur ce texte, « vénérable et circonspect grand'homme » maître Pons Simonet, professeur de théologie, se leva et pria Mauroux de faire lire encore un autre document, qu'il avait là tout prêt, et d'importance, dit-il, considérable. C'était l'ordonnance bien connue du 18 février 1407, rétablissant, en matière fiscale, les « anciennes franchises ». L'évêque du Puy, Elie de Lestrang, donna le premier son avis : puisque le roi de France, répondant aux vœux du concile de l'Église gallicane, avait condamné les exactions papales, il ne restait qu'à en voter la suppression. Des acclamations jaillirent aussitôt : *placet ! placet !* Mais il ne manqua pas de députés pour trouver que c'était aller un peu vite. Dans une matière de telle importance, chacun devait pouvoir exprimer son avis, et par bulletin

le vocabulaire gallican, au temps du concile de Constance, les termes d'annates et de vacants soient pris l'un pour l'autre et désignent ce que l'on entend communément par « annate », c'est-à-dire les revenus des bénéfices pendant la première année qui suit leur provision. Ce que l'on nomme d'ordinaire « vacants », c'est-à-dire les revenus durant la vacance, se désigne par l'expression de *fructus medii temporis*.

(1) Le fait est rappelé dans les protestations élevées par les procureurs du Sacré Collège et de la Chambre apostolique, MANSI, *ibid.*, col. 182, 187.

(2) Le procès-verbal des nombreuses séances que tint la « nation » française pour délibérer sur ces matières est publié *in extenso* dans MANSI, *op. cit.*, t. XXVIII, col. 161-221.

secret, pour plus de liberté. En outre, ne convenait-il pas de prendre langue, au préalable, avec les autres nations ? La discussion se prolongea tard et l'on se sépara sans avoir rien conclu.

Les débats recommencèrent le 22. Simonet voulait qu'on décidât rapidement cette question des taxes, avant de passer à toute autre matière. Il somma au nom du roi les ambassadeurs de Charles VI, comme d'ailleurs tous les députés, de « faire leur devoir » et d'obéir à l'ordonnance<sup>1</sup>. Quelqu'un remarqua que le pape n'était pas seul à commettre des « exactions », et que l'on ferait peut-être bien de s'occuper aussi de la fiscalité royale. A cette proposition osée les « *placet* » ne manquèrent pas non plus. Finalement, le président mit aux voix la question d'urgence : fallait-il surseoir, ou prendre une décision immédiate ? Comme chaque député exprimait oralement son opinion, et certains avec assez d'ampleur, le scrutin prit plusieurs séances. Le renvoi *sine die* ne rencontra pas grande faveur. Presque tous les députés se montrèrent partisans de la suppression des annates ; mais la plupart aussi exprimèrent leur souci d'assurer au pape et aux cardinaux quelque autre moyen de soutenir leur rang et de s'acquitter de leur charge. Or, fallait-il lier les deux choses et n'abolir les annates qu'une fois trouvée la compensation, ou proscrire d'abord les annates et confier à une commission le soin de chercher ensuite par quoi les remplacer ? Là-dessus, les avis se partagèrent, et il semble bien que la solidarité des deux questions ait eu les préférences du plus grand nombre<sup>2</sup>.

Néanmoins, le 2 novembre, Jean Mauroux essaya d'un coup de force. A plusieurs reprises déjà, des protestations s'étaient élevées contre la longueur de ces débats. Ce jour-là, comme certains députés réclamaient à grands cris la clôture, le président, qui cependant avait été absent de plusieurs séances, déclara que d'après les deux tiers des opinants les annates n'étaient point dues et qu'il fallait les supprimer. Jean d'Achery, le tout nouvel évêque de Senlis, renchérit, soutenu par de nombreux applaudissements : ce ne sont point seulement les annates qu'il convient d'abolir, mais encore les communs et menus services et toutes les taxes accessoires. Sur quoi Mauroux, au nom de la nation française, prononça la condamnation des annates et services, pour le présent, pour l'avenir et même pour le passé, puisque l'arriéré d'exactions abusives ne saurait être dû<sup>3</sup>.

(1) *Et super hoc requisivit ex parte regis omnes ambaxiatores regis et regni, ac cleri Franciae ac Delphinatus, et omnes regnicolas, ut in hoc sibi assistant et faciant debitum suum, quod omnino tollantur et fiat voluntas regis, qui hoc, ut asseruit, ordinavit, et de praemissis petiit sibi fieri publicum instrumentum.* Col. 166.

(2) L'expression des avis est consignée aux col. 166-176.

(3) Col. 176-177.

*POURQUOI L'ON HÉSITE A SUPPRIMER  
LES ANNATES ET LES SERVICES*

Ce fut alors un beau vacarme.  
Les adversaires de la suppression sans contre-partie s'in-

surgèrent violemment. Beaucoup n'avaient pu encore, dirent-ils, exprimer leur opinion devant l'assemblée ; d'autres arguèrent de la pluralité de leurs mandats pour qu'on reconnût à leur opposition une importance multipliée. D'où venait donc cette sollicitude inaccoutumée pour les besoins du pape et du Sacré Collège ? Gardons-nous de la croire trop désintéressée. Les vrais mobiles de la résistance s'étaient d'ailleurs sans artifice. Où prendrait-on les ressources d'échange ? Les communs et menus services grevaient les prélatures. Les prébendes et autres bénéfices moindres n'allaient-ils pas faire les frais de cette belle réforme ? S'il doit en être ainsi, dit le représentant du chapitre de Besançon, j'interjette appel ! Et incontinent il déposa une cédula. Le doyen de Lyon fit une déclaration analogue au nom de son chapitre<sup>1</sup>. Essayant de dominer le tumulte, le président cria : je conclus pour la deuxième fois que les annates, communs et menus services, doivent être abolis ; mais qu'il sera honnêtement et décentement pourvu aux besoins du pape et des cardinaux ; à cet effet une commission sera nommée, comprenant des députés de tous les degrés. L'opposition ne se calma point pour autant. Le procureur de l'abbé de Cluny, au nom de tout l'Ordre et du clergé de la province de Bourges dont il avait également reçu mandat, soutint une motion qui réunit beaucoup de suffrages. Qu'une commission peu nombreuse, dit-il, composée de députés français, mais aussi de représentants des autres nations, ventile d'abord les ressources du patrimoine de l'Église romaine et détermine à quoi se montent les dépenses de l'administration pontificale. Si un appoint reste nécessaire, on essayera de le trouver dans un meilleur aménagement de l'annate : on pourrait, par exemple, en réduire le taux, décider que les assujettis ne payeront rien avant une année de possession, que le versement de la somme due s'échelonnera sur plusieurs annuités. Mieux vaudrait cela qu'une suppression pure et simple. Car pour remplacer les annates, si elles lui sont nécessaires, le pape recourra chaque année à des levées arbitraires, beaucoup plus onéreuses ; quant aux cardinaux, ils mettront la main sur les bénéfices, « d'où découleront pour nous, réguliers et séculiers, de graves dommages au spirituel et au temporel ». Contre une telle éventualité, le dit procureur ne pouvait que se porter opposant<sup>2</sup>. Les délégués du duc et du clergé de Bretagne, du duc et du clergé de Savoie, élevèrent des protestations identiques, de même que l'abbé de Cîteaux et

(1) Col. 177.

(2) Col. 178.



d'autres encore <sup>1</sup>. Il ne fallait pas risquer de soumettre les bénéficiers à un « tribut perpétuel », dirent-ils tous ; en abolissant les annates, on courait au devant de ce danger. On voit que l'accord était loin de régner, au sein de la « nation française ». Les fameuses « libertés de l'Église gallicane » en matière fiscale avaient beau jouir, en général, des sympathies du clergé : quand on en venait au détail, leur adoption soulevait de difficiles problèmes.

*PROTESTATIONS DU SACRÉ COLLÈGE  
ET DE LA CHAMBRE*

Aussi bien, la Chambre apostolique et le Sacré Collège ne restaient pas endormis devant la

menace. En leur nom, des procureurs déposèrent des cédules entre les mains des notaires de la « nation » ; pour le cas où les partisans de la suppression immédiate des annates obtiendraient du président qu'il proclamât leur opinion comme définitivement adoptée, ils interjetaient appel en forme au concile tout entier et au futur pape <sup>2</sup>. Le 12 novembre, l'assemblée nomma une commission pour examiner ces textes et, au besoin, préparer une réponse. Celle-ci devait être fournie, éventuellement, le 24 <sup>3</sup>. Ce jour-là, comme les Français se trouvaient de nouveau réunis, Pons Simonet, dont on a déjà vu la poche complaisante livrer au bon moment des documents sensationnels, en tira « un cahier de dix-sept feuilles de papier, écrites des deux côtés », où, dit-il, se trouvait la réponse <sup>4</sup>. A l'insistance avec laquelle les universitaires en réclamèrent immédiate lecture, on peut deviner qu'elle était leur œuvre. Mais plusieurs commissaires protestèrent n'en point connaître le premier mot. Désignés officiellement pour la préparer eux-mêmes, au moins entendaient-ils l'avoir examinée : ils demandèrent ajournement. Un débat confus et passionné s'engagea. Le procureur des cardinaux, Jean Poncet, chanoine de Besançon, offrit au président de proroger les délais aussi longtemps qu'il faudrait. Bref, ce fut seulement le 2 décembre que la « nation » en entendit lecture <sup>5</sup>.

*MANIFESTE DE L'UNIVERSITÉ*

Le préambule laisse deviner le ton de cette riposte <sup>6</sup>. « Que ceux par qui vient le scandale en portent la responsabilité ! » Les cardinaux ont été les premiers à mettre cette question sur le tapis en demandant le

(1) Col. 178-179.

(2) Le texte de ces appels se trouve col. 181-183, 185-189, 190-193, 193-196.

(3) Col. 189.

(4) Col. 196 ; cf. col. 218.

(5) Col. 218.

(6) Le texte occupe les col. 199-217.

maintien des annates : « qu'ils imputent les conséquences à eux seuls, et à nul autre ». C'est avertir que les mots ne vont pas être mâchés. De fait, on imaginerait difficilement plus violente diatribe. Jean XXIII et « sa curie romaine apostolique » ont prétendu s'approprier le revenu de la première année de toutes les prélatures, à chaque mutation de titulaire. Peu importe si le changement se produit deux et même trois fois la même année. A tout nouveau promu le pape demande l'annate pour lui ; et les cardinaux se font payer encore la moitié de cette somme, pour le Sacré Collège. Comme on a intérêt à multiplier les vacances, on multiplie les privations et les transferts ; et l'on nomme de préférence le candidat qui surenchérit encore sur la taxe. Pratique abominable, génératrice de querelles et de scandales, qui ne peut invoquer en sa faveur ni privilège, ni coutume, ni prescription ! Comment s'est-elle introduite ? Par les offres spontanées de certains compétiteurs à des prélatures litigieuses, qui voyaient là le moyen d'obtenir en leur faveur la solution du procès qu'ils plaidaient en curie. Les Italiens appelaient cela un « service », les Allemands un « pour-boire » (*propina*). Ces offrandes volontaires, on en a inscrit le chiffre dans les registres de la Chambre, et il a servi de base à des taxes obligatoires, que l'on exige maintenant de tout nouveau promu.

Et sous quel prétexte, cette exaction ? Parce que, dit-on, le pape a fait la promotion, et que les cardinaux y ont consenti. Aux termes des canons, n'est-ce pas de la simonie pure ? Mais on allègue, pour la justifier, les besoins du Saint-Siège et du Sacré Collège. La vérité, c'est qu'une source de profits si facile à exploiter permet au pape de négliger, de sacrifier, les revenus légitimes du patrimoine de l'Église romaine : il fait remise des sommes qu'on lui doit, se dispense d'exiger les impôts. Rien qu'aujourd'hui, les Florentins, par exemple, ou le roi d'Apulie, en savent quelque chose. Si le souverain Pontife manque d'argent, qu'il fasse comme les autres évêques, qu'il en demande au clergé de son diocèse ; qu'il se tourne ensuite vers le reste de sa province. Qu'il sollicite des subsides caritatifs extraordinaires, au lieu d'imposer des contributions permanentes : on ne les lui refusera pas si les raisons qu'il allègue apparaissent fondées.

Quant aux cardinaux, ils se prétendent les coadjuteurs du pape : ils n'en sont que les conseillers. Les vrais coadjuteurs du pape sont les évêques. Et ils sont supérieurs aux cardinaux. La preuve, c'est que les textes conciliaires leur permettent d'avoir trente familiers, alors qu'ils limitent à vingt-cinq personnes la maison des cardinaux. Et cependant, les cardinaux d'aujourd'hui méprisent les évêques, ils les oppriment, ils les assujettissent au tribut ; « si un prélat s'incline devant eux jusqu'à terre, à peine mettent-ils la main au chapeau »

pour lui rendre son salut. Aucun prince, aucun roi, ne se permettrait d'en faire autant<sup>1</sup>. Et pourtant les évêques tiennent de Dieu leur dignité, tandis qu'eux ne sont que les créatures d'un homme. Il faut limiter leur nombre, réduire leur train, rendre leur charge temporaire, et « les renvoyer chez eux quand ils s'en acquittent mal »<sup>2</sup>.

Les évêchés et abbayes de France, dont la taxe est inscrite pour l'annate sur les registres de la Chambre apostolique, doivent payer en tout 697.750 francs. Les prélatures non taxées et les autres bénéfices acquittent pratiquement, pour le même chef, une somme forfaitaire à peu près équivalente. Le total, on pourrait le démontrer, est encaissé tous les six ans. Cela donne une moyenne annuelle de 200.000 francs. Si toutes les nations versaient autant, la Chambre apostolique percevrait sur la chrétienté six millions neuf cent soixante-dix-sept mille et cinq cents florins. Mettons qu'elle ne les touche qu'en dix ans, ce serait encore une somme bien excessive. En outre, les cardinaux tiennent en France six évêchés, des dignités, des bénéfices, qui devraient leur suffire, sans recourir aux annates. Mais voici : en Angleterre, Chambre et Sacré Collège ne lèvent de taxes que sur les évêchés, qui sont fort peu nombreux, et les cardinaux n'y possèdent aucun bénéfice. Certaines régions d'Espagne ne payent rien du tout. En Allemagne, quelques diocèses seulement supportent des taxes, et d'ailleurs les évêques y ont toujours la possibilité de rendre vaines les exigences de Rome : il leur suffit de refuser aux bulles le *vidimus*. L'Italie n'a que des prélatures de peu d'importance et les autorités séculières s'opposent, quand il leur plaît, à la levée de toute contribution : si bien que la Chambre n'en tire pas grand'chose. Ces pays ont bien tort de critiquer et de vilipender la « vénérable nation gallicane » : elle fait plus à elle seule que toutes les autres réunies, elle « porte le poids du jour et de la chaleur » ; pour s'être montrée « trop docile, trop obéissante, elle s'est vue écrasée, et maintenant on la couvre d'opprobre ».

Si l'on en croit cette *responsio*, — et il semble difficile que ses auteurs aient menti sur des faits dont tous les députés pouvaient être témoins, — les débats de la « nation » française provoquèrent parmi les curialistes la plus vive effervescence. Les familiers des cardinaux assaillirent le couvent des Dominicains pour empêcher, par leurs clameurs, l'assemblée de délibérer. Alertés par le Sacré Collège et craignant d'être affamés, protonotaires, auditeurs du sacré Palais, notaires,

(1) *Nec pro quocumque prælato, etiam prono adorante eos in terra, ponerent manum ad cappellum, ut salutarerent eum. Quod numquam rex aut princeps fecit, neque hodie permetteret.* Col. 210.

(2) *Necessarium [est] in statu eorum providere, ut certus constituatur numerus, statusque eorum limitetur, decernendo quod fierent tantummodo temporales, ... qui bene se habuissent confirmarentur, qui vero male eradicarentur et in domos suas remitterentur.* Col. 210.

copistes, appariteurs, « et jusqu'aux hommes de peine attachés à la curie », s'ameutèrent et promirent de tout mettre en œuvre pour qu'au moins les autres nations ne se laissent pas entraîner<sup>1</sup>.

L'atmosphère resta longtemps à l'orage. A la fin de mars 1416, la rumeur courait que les partisans de la suppression immédiate des annates avaient obtenu de Jean Mauroux qu'il la publiât comme votée purement et simplement par la « nation » française. Ce bruit devait être assez peu fondé, étant donné le nombre et l'activité des adversaires, au sein même de la députation. Néanmoins, les procureurs de la Chambre et du Sacré Collège crurent bon de prendre des précautions. A leur requête, les notaires français se virent signifier par ministère de juge une sommation leur interdisant, sous peine d'excommunication *ipso facto*, d'établir et de délivrer aucun autre document, touchant cette matière, que la copie intégrale des procès-verbaux de séance, où toutes les oppositions apparaîtraient à leur place<sup>2</sup>.

**LA RÉFORME N'EST FAITE QU'EN PARTIE** Si la concorde était si difficile à obtenir au sein même de la « nation » française, à combien plus forte raison le concile tout entier devait-il être incapable de s'entendre sur les modalités de cette « réforme de l'Église dans sa tête et dans ses membres », que cependant tout le monde souhaitait ! Le 18 octobre 1417, à la veille du conclave qui devait élire le nouveau « pape unique », le délégué de l'université de Vienne, Pierre de Pulka, faisait remarquer à un de ses correspondants qu'« il est bien malaisé de mettre d'accord tant d'hommes, si différents par les situations, les mœurs et les pays »<sup>3</sup>. Le concile finit par se décharger sur le futur élu du soin de prendre les mesures opportunes, dont il se contenta d'indiquer les rubriques, en dix-huit articles<sup>4</sup>. Trois de ceux-ci visaient la fiscalité : annates et services (art. 3), perception des fruits durant la vacance des bénéfices (art. 11), décimes (art. 18). Si Martin V renonça aux revenus des bénéfices

(1) *Et familiares suos venire faciebant ad nationem gallicanam, ad vociferandum et clamandum, sicut de facto fecerunt, ad deliberationem impediendum. Et ultra videntes non posse impedire deliberationem quae fiebat, ad invicem congregati omnes protonotarios, auditores palatii, scriptores, notarios, cursores et quoscumque alios, etiam mechanicos romanam curiam sequentes, convocaverunt, et ad se venire fecerunt, et cum gemitibus eis dixerunt quod natio gallicana per se sola praesumebat destruere statum papae... Et ipsam romanam curiam incitarunt, loquendo quod oportebat se illis opponere, et ad contrarium laborare et conclusionem receptam de non solvendo vacantias facere per media ut non admittatur per alias nationes. Et fuit dubium et etiam periculum de magna commotione contra natos de Gallis.* Col. 213.

(2) Texte col. 219-221. Daté du 19 mars. La sommation émanait de l'Auditeur général des causes de la Chambre.

(3) Dans *Archiv für Kunde österreichischer Geschichtes-Quellen*, t. XV, 1856, p. 57.

(4) B. HÜBLER, *Die Constanzer Reformation*, 1867, p. 39 ; cf. J. SZNURO, *Les origines du droit d'alternative bénéficiale*, loc. cit., p. 14.

vacants, il refusa d'abandonner les annates et les services : il se borna à en modérer le taux et à accorder des facilités de paiement. Quant aux dépouilles et aux procurations, il s'abstint d'en rien dire, puisque le concile les avait abolies d'autorité dès l'année précédente<sup>1</sup>.

Pour les finances comme pour les bénéfices, il y avait loin entre les mesures édictées par Charles VI dans les ordonnances de 1407 et les accommodements consentis par le nouveau pape ! En mettant leur confiance dans le concile, les partisans des « anciennes libertés de l'Église gallicane » s'étaient bien leurrés. Il est vrai, l'espoir pouvait leur venir d'un autre côté, car juste au temps où les concordats s'élaboraient à Constance, on discutait à Paris des mêmes questions.

(1) N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. IV, p. 419 ; Id., *Histoire de la Pragmatique Sanction de Bourges*, Introduction, p. II. Voir les décrets de réforme dans HAMEL-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. VII<sup>1</sup>, p. 488-504 et 529 et suiv.



### CHAPITRE III

## LA RECONNAISSANCE DE MARTIN V PAR LA FRANCE ET LE RÉTABLISSEMENT DES LIBERTÉS (1417-1419)

A la fin de 1413, nous l'avons vu <sup>1</sup>, le Parlement avait recommandé le retour au droit commun pour la provision des bénéfices et invité le roi à interdire l'exode vers Rome des finances du royaume. Mais nous savons aussi que cet avis n'eut aucune suite, grâce aux faveurs accordées à Charles VI par Jean XXIII et dont le cardinal de Pise apporta le détail. Les parlementaires en profitèrent largement, et non seulement les conseillers clercs : les laïcs eux-mêmes, présidents de chambres ou autres, se virent favorisés dans la personne de leurs fils, frères ou neveux. La cour ne se partagea pas moins de quatre-vingt-dix bénéfices, parmi les mieux rentés <sup>2</sup>. Elle gardait toutefois dans son sein quelques irréductibles partisans des franchises, et l'on se rappelle que le 12 novembre 1414 le procureur général demandait au chancelier, bien inutilement du reste, de sceller les ordonnances préparées naguère pour la remise en vigueur des dites franchises.

### § 1. — Dispositions du gouvernement français lors de l'élection du nouveau pape.

ÉPURATION DU PARLEMENT  
PAR LE CONNÉTABLE D'ARMAGNAC

Quatre ans plus tard, les sentiments de la majorité du Parlement apparaissent modifiés. Le souvenir s'estompe des anciens bienfaits de Jean XXIII et l'on s'effraye de l'évasion des deniers. Le tout-puissant connétable d'Armagnac vient de pratiquer des coupes sombres <sup>3</sup> : le 28 août 1417, vingt et un parlementaires, dont treize conseillers, ont reçu l'ordre de quitter Paris sous prétexte de leur sympathie pour le duc de Bourgogne, dont on sait que les libertés gallicanes ne l'intéressaient guère. Bref, la cour

(1) Ci-dessus, p. 188.

(2) E. MAUGIS, *Histoire du parlement de Paris, de l'avènement des rois Valois à la mort d'Henri IV*, 1913, t. I, p. 504 et suiv. (L'auteur s'obstine à écrire Jean XXII ; c'est Jean XXIII qu'il faut lire).

(3) E. MAUGIS, *op. cit.*, p. 22.

se rappelle le mandement royal du 25 octobre 1413, lui enjoignant de délibérer sur l'exécution des ordonnances du 18 février 1407<sup>1</sup>. Elle s'associe, comme Charles VI l'y invitait, des gens du Grand Conseil, de la prélature et de l'Université, et après plusieurs jours de délibérations, elle rend, le 25 novembre 1417, une consultation où l'on peut distinguer six articles<sup>2</sup>.

CONSULTATION DU 25 NOVEMBRE 1417 1<sup>o</sup> Il est « licite et expédient au roy » de maintenir l'Église de France en ses franchises anciennes « perpetuellement à tousjours », en sorte que les bénéfices soient pourvus de « personnes ydoines par les ordinaires collateurs », et, s'il s'agit de dignités électives, « par elections et confirmacions », selon la teneur des « status faiz ès concilz generalx et drois anciens ». — 2<sup>o</sup> Le roi doit faire cesser « toutes exactions de finances » pratiquées par les papes à propos des bénéfices. — 3<sup>o</sup> Des lettres seront données en Grand Conseil, « present M. le Dauphin et autres telz et en tel nombre qu'il sera advisé » ; elles seront publiées et exécutées, « telement que les ambassadeurs du Roy estans à Constance au consil general ou autres n'aient auctorité ou pouair de faire ou consentir aucune chose ou prejudice desdites libertés et franchises ». — 4<sup>o</sup> Toutefois, la cour n'entend pas conseiller au roi d'empêcher l'Église de France de contribuer « modement », ainsi que les églises des autres royaumes le font et doivent le faire, à « la conservacion et substentacion du pape et droiz de l'Eglise universel ». — 5<sup>o</sup> L'Église de France une fois « reduite et maintenue en sesdites libertés et franchises », il sera « expedient et convenable » que le roi fasse aviser « par personnes notables » aux moyens pratiques de faire pourvoir de bénéfices les gradués des universités et autres sujets méritants. — 6<sup>o</sup> L'intention de la Cour n'est pas de priver d'effet toutes les grâces expectatives accordées précédemment par le pape Jean XXIII ; elle est d'avis que leurs détenteurs s'en prévaillent, mais chacun pour un bénéfice seulement, et « sans prejudice desdictes libertés ».

LE NOUVEAU DAUPHIN Depuis quelques semaines, un nouveau personnage venait d'entrer en scène. Le premier des fils de Charles VI qui ne fût point mort en bas âge et qui ait porté le titre de Dauphin, Louis, duc de Guyenne, était décédé le 18 décembre 1415. Quelques mois après, le 5 avril 1417, Jean, duc de Touraine,

(1) E. MAUGIS, *op. cit.*, p. 528 ; *Journal de N. de Baye*, t. II, p. 155.

(2) E. MAUGIS, *op. cit.*, p. 530-531 ; N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. IV, p. 421, note 1.



son frère et successeur, le suivait dans la tombe. Une ordonnance du 13 avril donna le Dauphiné à Charles, onzième fils du roi <sup>1</sup>, et une autre, du 14 juin, le chargea de présider le Conseil en l'absence de son père <sup>2</sup>. C'était le futur Charles VII ; c'est lui que nous allons voir au premier plan dans les prochaines délibérations touchant les libertés. Sans doute serait-il exagéré de lui attribuer une action personnelle de quelque importance. L'ordonnance du 14 juin a beau dire qu'il est « en aage de povoir endurer peine, et avoir cure et diligence de vacquer et entendre » aux affaires, il ne pouvait être en politique qu'un apprenti, puisqu'il n'avait guère plus de quatorze ans. Mais avec lui le duc de Bourgogne perdait l'influence qu'il avait exercée jusque-là sur l'héritier du trône. Louis de Guyenne était son gendre et le Dauphin Jean son neveu par alliance ; tous les deux lui étaient dévoués. Le jeune Charles, au contraire, fiancé à la fille de Louis II d'Anjou, roi de Sicile <sup>3</sup>, que Jean sans Peur regardait comme un de ses principaux ennemis, professait des sympathies tout opposées. Louis d'Anjou avait présidé les conseils du roi et gouverné effectivement jusqu'à sa mort, qui survint le 29 avril 1417. Si le nouveau Dauphin lui succéda en nom dans sa charge, la véritable autorité demeura au connétable d'Armagnac <sup>4</sup>. Or on sait qu'à l'égard des choses ecclésiastiques, alors que les Bourguignons se montraient généralement enclins à satisfaire la papauté, les franchises trouvaient dans les Armagnacs leurs meilleurs champions. Dans les débats qui s'ouvrent en cette fin de 1417, le Dauphin Charles va être entre les mains de ces derniers un instrument docile ; et le pli qu'il prendra là, le futur père de la Pragmatique Sanction ne le perdra plus jamais.

*ENGAGEMENT DE CHARLES VI* Au moment où le Parlement arrêta les termes de sa consultation, Martin V était déjà pape (21 novembre 1417). La nouvelle de son élection ne tarda pas à parvenir à Paris. Il paraîtrait que longtemps déjà avant le conclave, Charles VI aurait pris l'engagement solennel, « presens notaires, personnes publiques de son Conseil, de l'Université de Paris et autres », de ne point reconnaître le futur pape, quelques lettres qu'il pût recevoir, avant d'entendre de la bouche même de ses propres ambassadeurs que tout s'était passé « deüement et franchement, selon les saints canons, et les electeurs estans en leur plaine franchise et liberté d'élire ». Il se serait en effet rappelé que « du temps

(1) *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, t. X, p. 404.

(2) *Ibid.*, p. 416.

(3) Les fiançailles eurent lieu à la fin du mois de décembre 1413 ; le mariage fut célébré à Bourges au mois d'avril 1422.

(4) Sur tout cela, voir G. Du FRESNE DE BEAUCOURT, *Histoire de Charles VII*, t. I, chap. I.

du roy son père et après la mort de Gregoire XI, les cardinaux estans à Rome écrivirent que l'élection par eux faite de Barthelemy, qui se fit appeler Urbain VI, avoit esté par eux deüement et canoniquement faite : laquelle toutefois, quand ils furent en liberté à Anagne, ils rescrivirent avoir esté faite par force et violence, et éleurent derechef Clement VII, par quoy ce douloureux schisme qui si longtemps a duré commença »<sup>1</sup>. C'est fort possible, et il semble improbable que cette assertion puisse se trouver dans un document officiel du mois de mars 1418 si elle ne reposait sur aucun fondement. Quoi qu'il en soit, le 29 novembre 1417, vraisemblablement aussitôt connue la nouvelle de l'élection, comme Charles VI résidait à Creil, le Dauphin fit venir à l'hôtel des Tournelles une délégation du chapitre de Notre-Dame et lui intima, en présence du recteur et de plusieurs membres de l'Université, défense de procéder à aucune cérémonie pour fêter l'événement, sans licence préalable du roi<sup>2</sup>.

Cependant, le gouvernement n'attendit pas d'avoir officiellement reconnu Martin V pour s'aboucher avec lui. Les ambassadeurs de Charles VI à Constance reçurent l'ordre de le « sommer et requérir » d'accepter les propositions votées le 25 par le Parlement. S'il l'avait fait, la crainte d'un nouveau schisme eût sans doute moins travaillé les gens du Conseil. Mais il ne fallut pas longtemps à ses interlocuteurs pour perdre l'espoir, s'ils l'avaient jamais eu, de lui voir approuver de bon gré les libertés de l'Église gallicane<sup>3</sup>.

L'UNIVERSITÉ SE MET EN RAPPORT  
AVEC MARTIN V

Si le chapitre de Notre-Dame obéit sans arrière-pensée aux injonctions du Dauphin, il n'en fut pas de même de l'Université, qui avait reçu des défenses analogues. Elle avait d'abord décidé d'y obtempérer publiquement, tout en reconnaissant par devers elle l'élection du nouveau pape, dont la validité lui paraissait incontestable<sup>4</sup>. Mais elle flaira bien vite, derrière les scrupules officiels du gouvernement royal, le désir des prélats de rentrer dans l'exercice de leur droit de collation. Qu'ils y parviennent, pensait-elle, et c'est la ruine des gens d'études<sup>5</sup>. Elle résolut donc de prendre les devants. Dès le 9 décembre,

(1) Du BOULAY, *Historia universitatis parisiensis*, t. V, p. 317.

(2) N. VALOIS, *op. cit.*, t. IV, p. 421, note 2 (extrait du registre des délibérations du chapitre de Notre-Dame, séance du 29 novembre 1417 ; l'événement s'est passé *hoc mane*).

(3) Du BOULAY, *op. cit.*, t. V, p. 320. Cette démarche n'impliquait pas la reconnaissance du pape : on pouvait toujours parler avec lui de ce qu'il entendait faire, sans contracter pour cela aucun engagement.

(4) Du BOULAY, *ibid.*, p. 307.

(5) *Subodorata Universitas dilationis et morae hujusmodi causam hanc esse potissimam quia rectores regni et praelati totam ad se beneficiorum collationem transferre satagebant, juxta id quod anno 1406* (style ancien ; il s'agit des ordonnances du 18 février 1407, suivant la computation

elle décide de procéder à l'établissement de son rôle ; le 14, elle fixe les délais d'expédition : les porteurs se mettront en route avant l'Épiphanie, et à tout le moins avant la Chandeleur ; le 23, la nation anglaise insiste pour qu'on n'attende pas plus tard que le jour des Rois ; le 30, elle demande qu'on se préoccupe d'organiser des fêtes pour célébrer le couronnement du pape et présente une motion tendant à dénoncer au roi, dans une solennelle entrevue, les menées des prélats<sup>1</sup>. Le 25 janvier 1418, les courriers de l'Université sont à Constance, ils présentent le rôle à Martin V et sollicitent le renouvellement des privilèges de l'École<sup>2</sup>.

**RÉPRIMANDES DU GOUVERNEMENT** Le gouvernement jugea une telle désobéissance intolérable. Après en avoir délibéré à plusieurs reprises, « dans des réunions de prélats et autres grands du royaume », le Dauphin cita l'Université à se présenter au Parlement, où il tiendrait son conseil le 26 février. Le recteur, Pierre Forget, y vint, accompagné d'un certain nombre d'universitaires, parmi lesquels un théologien du collège de Navarre, Raoul de la Porte, chargé de discourir. Le Dauphin leur fit exposer par le premier président, Robert Maugier, les raisons du retard mis par le roi à reconnaître Martin V : ce retard était commandé par une sage prudence et s'inspirait des leçons du passé. Il importait de ne pas imiter ceux qui, autrefois, « s'estoient trop legerement determinez », mais de prendre, au contraire, « une bonne conclusion bien deliberée ». Voilà pourquoi le Dauphin a interdit aux universitaires, jusqu'à nouvel avis, de mettre à l'ordre du jour de leurs assemblées rien qui touchât à l'élection en cause. Nonobstant cette défense formelle, ils ont tenu plusieurs réunions pour discuter de l'obédience à rendre à celui qu'on dit pape. Le roi et son fils en sont fort mécontents. On leur intime donc de nouveau les précédentes interdictions, en y ajoutant la menace de sanctions sévères. Le Dauphin confirma la déclaration du premier président et en « belles et briefves paroles... rafraischit lesdites défenses iteratives »<sup>3</sup>.

**L'UNIVERSITÉ EN APPELLE AU PAPE** Raoul de la Porte fit alors sa harangue. Après les compliments d'usage, il rappela les privilèges de l'Université, que ces défenses

moderne) *schismaticis temporibus ab ecclesia gallicana statutum fuerat, quod quidem experta fuerat factum in grave studiorum detrimentum...* etc. *Ibid.*

(1) DENIFLE et CHATELAIN, *Auctarium chartularii*, t. II, col. 235, 236, 238, 239.

(2) DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium universitatis parisiensis*, t. IV, p. 334, n° 2092.

(3) Tout cela est consigné dans les registres du Parlement ; les procès-verbaux de ces journées sont publiés dans DU BOULAY, *op. cit.*, t. V, p. 309 et suiv. Celui du 26 février se trouve également dans DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium*, t. IV, p. 336-338.

enfreignaient, et il demanda au Dauphin de bien vouloir tenir la main à leur conservation. Abordant ensuite la question de fond : les prélats, dit-il, veulent « attirer à leur pleine et franche disposition » les bénéfices du royaume. S'ils y réussissent, « les clercs et étudiants ès Universitez » se verront, comme toujours quand leur sort dépend des collateurs ordinaires, victimes du bon plaisir et de l'intrigue. Les leçons seront « désertées et désolées ». Que « mondit seigneur le Dauphin, lieutenant pour le Roy »<sup>1</sup>, daigne souffrir que la provision des bénéfices demeure plutôt « en l'ordonnance du pape, comme paravant ont esté en la disposition de ses prédécesseurs papes de Rome ». Et faisant siennes les paroles de l'évangile du jour : « Père, s'écria-t-il, donne-nous la part de substance qui nous revient ! » Mais il ne s'arrêta pas en si bon chemin, et jugeant adroit de joindre la menace aux prières, il poussa contre les « prélats qui là estoient présents et autres prélats de ce royaume » une charge qu'il crut décisive. Ils recommencent, dit-il, ce qu'ils ont fait autrefois, mais alors l'Université en appela au pape. Et exhibant l'« instrument ou scedulle » présenté au concile parisien de 1412, le 23 février, par Guillaume Roussel, le recteur d'alors<sup>2</sup> : cet appel, conclut-il, l'Université le renouvelle aujourd'hui, et le leur signifie.

#### LE PARLEMENT LA CONDAMNE

Mais les dispositions du Parlement s'étaient modifiées, depuis six ans ! L'avocat du roi, Guillaume le Tur, demanda incontinent la parole et riposta avec indignation. Le roi, s'écria-t-il, est empereur en son royaume, il tient celui-ci de Dieu seul, et ne reconnaît au temporel aucun supérieur sur terre. Il a le droit de faire les lois, statuts, ordonnances et constitutions qui lui paraissent utiles pour régir ses sujets « en bonne paix, police et obéissance ». Quiconque ose appeler de ces décrets, « les débatre ou contredire, directement ou indirectement, par voyes obliques ou autrement », commet le crime de lèse-majesté. Prenant les ordonnances du 18 février 1407, Le Tur en lut le texte. Le roi les a faites, poursuivit-il, « pour la nécessité, evident profit et utilité de son royaume et Dauphiné de Vienne, par l'avis et délibération des Seigneurs de son sang, des prélats, clergé et universitez de son royaume et des gens de son Conseil ». De la Porte et « ses adhérens ou complices », en appelant d'icelles en cour de Rome, travaillent à mettre la « juridiction temporelle, puissance et autorité du roy

(1) Le Dauphin avait été nommé lieutenant général du royaume, le 6 novembre 1417 : *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, t. X, p. 424.

(2) Voir ci-dessus, p. 169-171 ; texte de l'appel dans DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium* t. IV, p. 228-231 ; cf. *ibid.*, p. 338, n° 2096, note 2.

au ressort de la juridiction ecclésiastique et spirituelle ». Ce faisant, il n'y a pas de doute qu'ils ne soient criminels de lèse-majesté. Peu importe qu'ils s'y prennent de façon détournée, en prétendant en appeler des prélats qui ont conseillé les ordonnances. Quiconque en appellerait du Parlement, parce qu'il a conseillé tel arrêt, ne serait-il pas « grièvement à punir, comme desobeyssant au roy et comme criminel de leze majesté » ?

Faisant gré aux réquisitions de l'avocat, la cour « conclut que ledit instrument appellatoire et tous autres semblables », étant « iniques, damnables, injurieux, offensifs de la Majesté royale, non recevables et emendables », seraient « déchirez et rompus » ; que les notaires « qui ont receu ou faits lesdits actes » ne devraient en faire « desormais nuls semblables, et que s'ils en ont aucuns autres semblables par devers eux qu'ils les apportent par devers la Cour ». En vain de la Porte essaya-t-il de se justifier en protestant que jamais ni lui ni l'Université n'avaient eu l'intention d'appeler, directement ou indirectement, des ordonnances royales : le Dauphin, « oüye la delibération et advis des prelates et conseillers », le décréta de prise de corps, ainsi que le recteur qui le couvrait et ceux des universitaires présents qui se solidarisaient avec lui. On les emprisonna au Louvre, sauf le recteur, auquel on assigna comme lieu d'arrêts la cure de Saint-André-des-Arts. Quant à ceux qui désapprouvaient l'appel, ils se retirèrent tranquilles.

EXCUSES DE L'UNIVERSITÉ  
ET LIBÉRATION DES PRISONNIERS

Si la mesure était humiliante pour l'École, ceux qu'elle frappait n'en pâtirent point trop longtemps. Dès le lendemain, le recteur fut élargi et les autres obtinrent d'être « traités gracieusement » et de pouvoir « administrer leurs necessitez »<sup>1</sup>. Naturellement, l'Université mit aussitôt tout en œuvre pour les faire relaxer eux aussi. Il semble bien que Raoul de la Porte avait dépassé les termes de son mandat : celui-ci lui enjoignait seulement d'interjeter appel au pape dans le cas où les évêques « violeraient les privilèges de l'Université »<sup>2</sup>. Le 2 mars, après avoir fait présenter au Dauphin des explications apaisantes, le recteur vint au Parlement, accompagné de quelques maîtres ; le Dauphin tenait, en effet, à avoir « sur ce reponse ou provision par lesdits conseillers assemblés en la Chambre ». Le recteur laissa entendre que si l'on ne

(1) DU BOULAY, *loc. cit.*, p. 311, 312 ; DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium*, t. IV, p. 338.

(2) DU BOULAY, *loc. cit.*, p. 311. *M. Radulphus de Porta paulum praetergressus fuerat mandati sui leges, adjeceratque de suo multa in aestu et fervore orationis : hic enim solummodo habuerat in mandatis ut si qua in re episcopi violarent privilegia Universitatis, ab iis appellaretur summus Pontifex.*

se pressait pas de libérer les captifs, leurs collègues ne pourraient, en conscience, « longuement tarder à faire cessation » de leurs cours. Mais la menace produisit un effet tout différent de celui que les solliciteurs espéraient ; ils se virent durement « repris et blasonnez », et la cour refusa tout avis favorable à l'élargissement <sup>1</sup>. Ce fut seulement le 7 qu'elle se laissa fléchir, aux conditions suivantes : conduits par le recteur, les prisonniers iraient trouver le Dauphin à son hôtel, lui feraient des excuses, lui demanderaient humblement leur grâce et lui répéteraient les explications déjà fournies : « c'est à sçavoir que ce ne fut onques, ne estoit, leur intention d'appeler du roy, de ses ordonnances ou conseillers, qui auroient conseillé ou voudroient tenir ou executer icelles ordonnances ; mais qu'ils entendoient seulement avoir appelé d'iceux prelates ou conseillers, au cas que de leur propre autorité ils voudroient aucune chose faire, entreprendre ou accepter, à leur prejudice ». Ils devraient en outre renoncer à l'appel, et protester qu'ils « sont et seront tousiours adherans et obeyssans au roy, à ses ordonnances et mandemens, comme tenus y sont ». Ainsi fut fait, et incontinent les prisonniers se virent « mis à plaine delivrance » <sup>2</sup>.

*MARTIN V SIGNE LE RÔLE DE L'UNIVERSITÉ* A part soi, l'Université ne dut pas estimer avoir payé trop cher sa désobéissance aux injonctions du 29 novembre. A Constance, Martin V avait signé son rôle, avec des clauses dont on sait qu'elles rendirent jaloux les autres grands centres d'études <sup>3</sup>. Sans doute, l'attitude du gouvernement laissait peu d'espoir d'en profiter tout de suite. Mais l'expérience montrait assez que le vent changeait vite, en ces temps de guerre civile. Une bonne bulle, comme celle qui portait la date du 29 janvier 1418 <sup>4</sup>, valait bien quelques jours de prison. Si les universitaires parisiens raisonnèrent ainsi, l'avenir n'allait pas tarder à leur donner raison.

## § 2. — L'ordonnance de mars 1418.

### *ANNONCE OFFICIELLE DE L'ÉLECTION DE MARTIN V*

Sur ces entrefaites était arrivé de Constance à Creil le comte Luc Fieschi, porteur de bulles annonçant officiellement au roi de France l'élection du nouveau pape <sup>5</sup>.

(1) DU BOULAY, *loc. cit.*, p. 313 ; DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium*, t. IV, p. 337.

(2) DU BOULAY, *loc. cit.*, p. 314.

(3) Ci-dessus, p. 193.

(4) DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium*, t. IV, p. 334, n° 2093.

(5) Sur ce personnage, cf. N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. IV, p. 424, note 1.

Le 28 février 1418, le chancelier du Dauphin signifia au Parlement que Charles VI désirait que la cour délibérât, avec les prélats, les gens du Grand Conseil et « aucuns clercs de l'Université de Paris, en bon nombre », sur les réponses à faire à cet ambassadeur. En exécution de ce mandement, des assemblées se tinrent à la Grand'Chambre les 1<sup>er</sup>, 2, 3, 4, 7 et 16 mars. Ce dernier jour furent arrêtés les termes d'un long « advis », dont les conclusions s'accompagnaient du rappel de tout ce qui avait été précédemment fait pour la défense des libertés gallicanes <sup>1</sup>.

*AVIS DU CONSEIL EXTRAORDINAIRE  
TENU DU 1<sup>er</sup> AU 16 MARS*

Non seulement, y lisons-nous, le roi n'a aucune prévention contre la personne de celui que l'on dit avoir « esté élu en pape », mais le choix du « seigneur cardinal de la Coulombe » (Othon Colonna) lui semblerait même particulièrement heureux. Sa Majesté a entendu maintes fois dire de lui le plus grand bien ; elle n'oublie pas non plus que « la maison de Coulombe a es temps passez esté bien agréable et bienveillouë au roi, à son royaume et à ses predecesseurs rois de France ». Toutefois, « de present », elle n'est pas encore suffisamment assurée de la parfaite régularité de cette élection. En effet, « le saint college des cardinaux et concile de Constance » paraissent avoir été sous la complète domination du roi des Romains, Sigismond de Luxembourg, qui a trahi le roi de France, malgré la parenté et l'alliance jurée qui l'unissaient à lui. Après être venu naguère dans le royaume, où il a été traité avec « grands honneurs et curialitez », avoir promis de négocier avec l'Angleterre une paix avantageuse, il s'est au contraire joint à l'adversaire et a envoyé son défi à Charles VI, « que onques ne lui mesfit ». A Constance, « continuant son mauvais propos », il a plusieurs fois proféré des menaces contre les ambassadeurs français ; il a empêché qu'ils n'eussent « au concile et en l'élection et consecration qu'on dit avoir esté faites du soy disant élu » les « prérogatives et prééminences » qui appartiennent de droit aux représentants du roi de France. « Pourquoy vray-semblablement le roy ne doit penser aucune chose avoir esté deuëment faite, où si inconstante et mauvaise personne a eu la puissance et l'autorité ; mais doit douter que la violence et l'oppression n'ayent estés moyens de la conclusion ». Aussi convient-il d'attendre le retour des ambassadeurs, qui fourniront des renseignements dignes de foi et diront « si aucune violence ou oppression a esté faite par ledit roy des Romains ou autres ». Dès qu'ils seront

(1) Extraits des registres du Parlement, dans DU BOULAY, *loc. cit.*, p. 312 et suiv. L'*avis* occupe les pages 316-326. P. DUPUY, *Preuves des libertez de l'Eglise gallicane*, t. I, 1<sup>re</sup> partie, p. 125-134. Voir aussi DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium*, t. IV, p. 338-343.

arrivés, le roi « fera tellement son pouvoir que Dieu, sainte Eglise, le soy disant élu et tous autres » auront lieu d'être satisfaits. En attendant, que « messire de Flisco » veuille bien « estre contents et n'y prendre aucune déplaisance »<sup>1</sup>.

*BONNE OCCASION POUR RÉTABLIR LES LIBERTÉS*

En outre, il est opportun de profiter de cette conjoncture pour remettre en vigueur les anciennes libertés de l'Eglise gallicane. D'autant plus que si le concile et Martin V se sont si nettement opposés à leur rétablissement, « est à penser que le roy des Romains ennemy du roy et de ce royaume, en laquelle puissance sont le soy disant élu en pape, les cardinaux et concile devant dits, y a fort tenu la main ». Sans doute espère-t-il, par ce moyen, « avoir sa part » des ressources du royaume et « traire à luy », par le « moyen du soy disant élu » et grâce au produit des « provisions, collations et grâces des benefices », de quoi faire sans tarder la guerre à la France<sup>2</sup>. Ces libertés, du reste, sont conformes aux « anciens droits des conciles generaux et decretis des anciens saints Peres, contre lesquels aucun ne doit ou peut rien faire, sinon pour contraignant nécessité » de l'Eglise<sup>3</sup>. Et puisqu'il n'y a rien à attendre du pape ni de l'assemblée de Constance, le Conseil est d'avis que « le roy doit reduire et remettre à tousiours perpetuellement et dès maintenant les églises de son royaume et Dauphiné en leurs anciennes franchises », en décidant le retour immédiat aux procédés réguliers de provision, à savoir l'élection et la collation par les ordinaires, « nonobstant quelconques provisions, reservations, collations ou grâces dudit soy disant élu en pape ou de ses successeurs ou de leurs legats communs et deputez ou autres, et que à leurs bulles ou lettres ne soit aucunement, quant à ce que dit est, obey en ce royaume et Dauphiné »<sup>4</sup>.

Si quelqu'un s'avisait d'enfreindre les ordonnances faites à ce propos et obtenait du pape des bulles de provision, le Conseil est d'avis « qu'il soit pris et emprisonné », que ses bulles soient confisquées, et qu'en outre il soit frappé d'une très lourde amende, « tellement que les autres y preignent exemple »<sup>5</sup>. Mais il faut s'attendre à voir des intrigants aller jusqu'à solliciter du roi, du Dauphin ou d'autres seigneurs, qu'ils appuient eux-mêmes leurs requêtes en cour de Rome et se fassent ainsi les premiers contempteurs des ordonnances. Les auteurs de l'avis supplient donc instamment le Dauphin de tenir la

(1) Du Boulay, *loc. cit.*, p. 316-317.

(2) *Loc. cit.*, p. 319.

(3) *Loc. cit.*, p. 317.

(4) *Loc. cit.*, p. 320.

(5) *Loc. cit.*, p. 320.



main à ce que les puissants du royaume résistent sans faiblesse à de telles importunités, car ce serait une « grande note d'inconstance et de petit gouvernement » ; ils verraient les territoires de France « en brief si apouris que à leur besoin ils n'en pourroient traire aucunes finances », alors qu'au contraire « leur adversaire le roy des Romains en seroit enrichy ». Pratiquement, le meilleur remède serait « que le roy fist jurer les seigneurs de son sang, ceux de son Grand Conseil, secretares et autres officiers et gens d'entour luy » de ne se prêter à aucune sollicitation de ce genre<sup>1</sup>.

Il faudra en même temps prendre des mesures efficaces pour faire cesser les pressions trop souvent exercées naguère sur les électeurs ou collateurs par de nombreux « nobles et autres », soucieux d'enrichir les leurs, et qui mettent les « vilenies et menaces » au service de leur « desordonnée convoitise ». Par les soins du roi et du Dauphin, les églises devront être pourvues de « bonnes, saiges et honnestes personnes », qui les gouvernent « mieux qu'elles n'ont esté au temps passé, comme chacun sçait qu'elles en ont très grand besoin ». Et afin d'obvier aux « abus accoustumez à cour de Rome », et d'assurer aux « bons estudians de l'étude de Paris et autres » la part de bénéfices qu'ils peuvent légitimement espérer, le roi nommera une commission chargée d'élaborer un règlement que les collateurs « seront tenus de garder et observer », en sorte que les clercs méritants « et mesmement l'Université de Paris n'ayent cause de eux en douloir ». Sans attendre davantage et tout en réservant, bien entendu, le « plaisir et voulenté du roy », les conseillers désignaient les parlementaires et les membres des Facultés qui feraient partie de cette commission, sous la présidence du doyen de Notre-Dame<sup>2</sup>.

En ce qui concerne les taxes pontificales, l'avis déclare que « selon Dieu et conscience » elles ne « se peuvent soutenir » et que le royaume s'en « appaurist grandement ». Puisque l'on ne peut espérer que le pape les abandonne de bon gré, le roi est tenu d'y remédier lui-même. C'est « un des sermens qu'il a fait à son sacre que de tenir les eglises en leurs franchises et libertez ». Il ne doit donc pas hésiter à imposer l'observation des ordonnances publiées à ce propos<sup>3</sup>.

*PROJET DE MENTIONNER LES LIBERTÉS  
DANS LE TRAITÉ QUE L'ON ESPÈRE  
SIGNER AVEC JEAN SANS PEUR*

Sur la question des bénéfices comme sur celle des taxes, il conviendrait de rédiger de « nouvelles lettres narratives »,

où le roi exposerait les raisons qui le meuvent et où il rendrait exé-

(1) *Loc. cit.*, p. 321.

(2) *Loc. cit.*, p. 321-322.

(3) *Loc. cit.*, p. 322.

cutoires les textes de 1407. Rédigées et scellées tout de suite, on les confierait au Parlement, pour qu'il les publiât le moment venu. En effet, des négociations allaient s'engager, en vue d'un traité de paix, entre le roi et le Dauphin d'une part, de l'autre Jean sans Peur et la reine Isabeau, qui avait pris ouvertement le parti de Bourgogne. Les ambassadeurs respectifs devaient se rencontrer prochainement au monastère de la Tombe, près de Montereau<sup>1</sup>. Le rétablissement des libertés constituerait comme une annexe du traité lui-même. Celui-ci conclu, et non pas avant, les plénipotentiaires de Charles VI montreraient à Jean sans Peur qu'il s'agissait là de mesures auxquelles il avait déjà souscrit lui-même, puisqu'il assistait aux délibérations d'où sortirent les ordonnances de 1407. Ainsi, leur exécution pourrait être imposée non seulement dans les régions soumises au roi, mais aussi « dans les pays et autres terres » obéissant au duc de Bourgogne. Au cas où les pourparlers échoueraient, alors Charles VI, incontinent après leur rupture, publierait les documents en réserve et les ferait observer là où il dépendrait de lui<sup>2</sup>.

En attendant, comme « pendant le delay du traité » pourraient se présenter des porteurs de provisions papales ou de grâces expectatives, il suffirait que le roi, par lettres patentes, enjoignît à ses « justiciers » de s'opposer à toute prise de possession sur leur ressort, et de garder les bulles par devers eux, sous prétexte que le pape n'est pas encore officiellement reconnu<sup>3</sup>. De même, il interdirait « par cry public » toute sortie de finances, par quelque moyen que ce soit, mais « en termes généraux, sans faire mention en especial du pape »<sup>4</sup>.

EN RECONNAISSANT MARTIN V,  
LE ROI LUI SIGNIFIERA LE RÉ-  
TABLISSEMENT DES LIBERTÉS

Toutes ces mesures dûment prises, et une fois bien assuré de la régularité de l'élection, alors le roi pourra envoyer au pape ses « solennels ambassadeurs », qui lui feront part de l'obédience de la France. Ils l'assureront que le royaume l'aidera, autant et même plus qu'aucun autre, à « soustenir l'estat de luy et des cardinaux ». Mais ils lui signifieront en même temps les ordonnances et lui expliqueront pour quelles raisons le roi s'est déterminé à rétablir les anciennes franchises. Ils le supplieront de ne prendre à cela aucun « desplaisir » et de ne « faire ou attenter aucune chose au contraire ». Car, lui diront-ils, « le roy et monseigneur le Dauphin, desquels l'intention et ferme propos est

(1) Voir ci-dessous, p. 221.

(2) *Loc. cit.*, p. 320, 324.

(3) *Loc. cit.*, p. 320.

(4) *Loc. cit.*, p. 325.

de faire tenir et garder sans enfreindre lesdites ordenances, ne le prendroient mie en patience et y pourvoiroient comme il appartiendrait par raison ». Suivant la réponse du pape, ils pourront même, s'ils le jugent bon, « dire franchement que le roy et mondit seigneur ne le souffriront mie »<sup>1</sup>.

Enfin, il y a lieu de se précautionner contre un danger dont l'expérience atteste qu'il n'est point chimérique. Pour être bien sûr que les ambassadeurs ne trahiront pas leurs instructions, le Dauphin aura soin, avant leur départ, de leur faire jurer qu'ils ne solliciteront ni n'accepteront du pape, pour eux ou pour d'autres, directement ou indirectement, aucun « benefice, office ou estat ». S'ils étaient tentés de manquer à leur serment, qu'ils sachent que le roi les en ferait « tres-grièvement punir et tellement que ce soit exemple à tous autres »<sup>2</sup>.

*QUE PENSER DES SCRUPULES DE CHARLES VI* Telles furent les conclusions auxquelles s'arrêtèrent, le 16 mars 1418, les conseillers de Charles VI. Que penser des doutes sur l'élection de Martin V, dont ils font si large étalage ? Peut-être ces scrupules furent-ils d'autant plus forts qu'ils servaient davantage la cause des libertés. Mais il serait imprudent de leur dénier toute sincérité<sup>3</sup>. Il suffit de lire le journal de Guillaume Fillastre, témoin oculaire, fort perspicace et averti de tout, pour être édifié et sur les manœuvres de Sigismond au synode et sur la nature de ses sentiments à l'égard de la France. A partir de l'été de 1416, il afficha publiquement son hostilité. « Le concile était dans ses mains », écrit le cardinal de Saint-Marc ; et vers la fin de mars 1417, à l'entendre proférer ses propos belliqueux, les Pères eurent grand'peur que le schisme ne sortît de Constance encore revigoré. En secret, les ambassadeurs de Charles VI dépêchèrent un émissaire chargé de mettre le roi au courant des menées de son ennemi. Sigismond, dont la police veillait, le fit arrêter à Bâle, malgré le sauf-conduit du concile, prit ses papiers, et le vice-camerlingue, tout dévoué au futur empereur, l'incarcéra<sup>4</sup>. Bien entendu, le gouvernement français finit par être informé de tout. En fallait-il beaucoup plus pour qu'on se demandât sincèrement, à Creil et à Paris, si le conclave n'avait point subi une

(1) *Ibid.*

(2) *Loc. cit.*, p. 325-326.

(3) N. VALOIS, *op. cit.*, t. IV, p. 422 et suiv., semble être tombé dans cet excès. Mais il a donné, parmi ses *addenda et corrigenda*, p. 533 et 535, une analyse de certains fragments encore inédits alors du journal de Guillaume Fillastre, qui lui furent communiqués par Finke, et qui permettent de rectifier son jugement. Le dit journal a été, par après, intégralement publié.

(4) *Journal de Guillaume Fillastre*, p. p. H. FINKE, *Acta concilii constantiensis*, t. II, 1923, p. 93-94.

trop forte pression, et si l'on n'allait pas voir se reproduire les événements de 1378 ?

*LE DAUPHIN ET LE ROI APPROUVENT L'AVIS*      Quoi qu'il en fût, le Dauphin entendit l'avis de ses conseillers « agreablement et volentiers » ; il promit d'employer tout son crédit à lui faire sortir effet et il en transmit sans retard le texte à son père <sup>1</sup>. Moins de quinze jours après, il recevait de Creil mandement de « prendre en ladite besongne finale conclusion ». Le 1<sup>er</sup> avril, par la bouche de son chancelier Robert le Maçon, il requit de nouveau l'avis du grand Conseil, assemblé sur son ordre au Parlement. Comme il était tard, la délibération fut remise au lendemain. En attendant, le Conseil pria le cardinal de Bar de convoquer le soir même, à son hôtel, l'ambassadeur Fieschi, et de l'interroger en présence de quelques parlementaires pour savoir si ses instructions ne l'autoriseraient pas à traiter éventuellement des libertés gallicanes. La réponse fut négative <sup>2</sup>.

*ON DÉCIDE DE SE HATER*      Le 2, le Conseil renouvela ses conclusions du 16 mars : il fallait que le roi rétablît les élections, qu'il rendît aux collateurs ordinaires l'exercice de leur droit, et qu'il prohibât l'exportation des finances « en estranges pays ». Mais alors que la publication de ces mesures avait été, le 16 mars, renvoyée après la conclusion du traité avec le duc de Bourgogne, les conseillers furent d'avis, cette fois, d'y procéder le plus vite possible. Les nouvelles ordonnances ne devaient pas être simplement rédigées, scellées et mises en garde au Parlement, mais « expediées, publiées et executées le plustost que bonnement faire se pourra, sans autre delay prendre pour quelconque occasion ». Quant à la reconnaissance de Martin V, il n'était plus question du retour préalable des ambassadeurs : « incontinent après la publication et execution desdites lettres, le roy procedera à soy declarer à l'obeyssance dudit élu en pape ».

*RAPPORT DE JACQUES GELU*      Que s'était-il donc passé, qui motivât cette hâte ? L'archevêque de Tours, Jacques Gelu, était arrivé de Constance, et les ambassadeurs du roi l'avaient muni d'instructions et de lettres de créance <sup>3</sup>. Le rapport de cet informateur officiel dut lever les derniers doutes sur la régularité

(1) Du BOULAY, *op. cit.*, t. V, p. 315 (extrait des registres du Parlement, du mercredi 16 mars).

(2) Les procès-verbaux du Parlement, auxquels ces détails et les suivants sont empruntés, se trouvent publiés dans P. DUPUY, *Preuves des libertez de l'Eglise gallicane*, t. I<sup>er</sup>, p. 134 et suiv.

(3) Procès-verbaux du Parlement, séance du 15 mars, *ibid.*, p. 136.

de l'élection. Mais Gelu était en outre chargé de mission par le pape lui-même. Loin d'épouser, comme on le craignait, les querelles de Sigismond et de se faire l'instrument docile de sa politique anti-française, Martin V était animé à l'égard du royaume des meilleures intentions. Il voulait tout de suite travailler à la paix. Déjà il avait décidé d'envoyer pour cela des légats. Il entendait que les évêques prêchassent la concorde à la noblesse et au peuple. Il allait prescrire des prières publiques, des processions, des sermons. On ne courait donc aucun danger à le reconnaître tout de suite<sup>1</sup>.

CRAINTE D'UNION ENTRE LE PAPE  
ET LE DUC DE BOURGOGNE

Noël Valois ajoute à cela une autre raison<sup>2</sup> : la crainte de voir Martin V négocier avec Jean

sans Peur comme avec le représentant le plus autorisé du royaume. Déjà l'on avait appris, paraît-il, que les deux cardinaux dont la légation en France fut officiellement annoncée au consistoire du 16 mars et qui partirent le 2 avril, Giordano Orsini, évêque d'Albano, et Guillaume Fillastre, du titre de Saint-Marc, s'achemineraient d'abord vers le duc de Bourgogne<sup>3</sup>. Ce qu'ils firent en effet<sup>4</sup>. Et les termes employés par Fillastre dans son Journal laissent assez entendre qu'ils voyaient dans les Bourguignons le parti le plus puissant<sup>5</sup>. Or la façon dont Jean sans Peur avait joué, naguère, de ses relations avec Constance témoignait combien il pouvait être dangereux de laisser croire au pays qu'avec les pouvoirs ecclésiastiques il traitait au nom de la France. D'après la chronique de Monstrelet, un docteur en décret, du nom de Liévin Nevelinc, était venu le trouver, au mois d'octobre 1417, à titre d'« ambaxadeur du saint college des cardinaulx de Romme »<sup>6</sup>. Après lui avoir adressé, de la part de ses mandants, l'invo-

(1) N. VALOIS, *op. cit.*, t. IV, p. 426 et suiv. ; *Preuves des libertez de l'Eglise gallicane*, t. I<sup>er</sup>, p. 136 (même séance).

(2) *Loc. cit.*, p. 427.

(3) *Journal de Guillaume Fillastre, loc. cit.*, p. 168. Nous n'avons pas trouvé la preuve certaine que leur itinéraire fût déjà connu à Paris avant leur départ. La conjecture de N. Valois est d'autant plus probable que Fillastre était chaud partisan de la faction armagnaque alors au gouvernement (voir la note suivante) : il dut tenir Paris au courant de ses projets.

(4) Cf. N. VALOIS, *op. cit.*, t. IV, p. 427, note 4, sur la date du séjour des légats près de Jean sans Peur et l'indication des cadeaux qu'ils reçurent de lui. La date du départ de Constance (2 avril) donnée là comme simplement probable, est certaine : G. Fillastre la marque dans son journal (p. 168). Sur les sentiments réciproques de Jean sans Peur et de Fillastre, voir la *Chronique anonyme* (de sympathies bourguignonnes et de langage picard) publiée par DOUET-D'ARCO à la suite de son édition de celle de Monstrelet, t. VI, p. 251 : « Ausquelx cardinaulx ledit de Bourgongne fist grant honneur et révérence et les rechet moult lyement, en leur monstrant tresgrant amour, et leur fist très bonne chièze en sondit pais de Bourgongne, et par especial audit cardinal de Saint March, lequel il sçavoit avoir esté et estre son adversaire et mortel anemy et qui l'avoit grevé en toutes places et manières qu'il avoit peus. Mais il luy rendy le bien pour le mal. Dont ledit cardinal fut moult esbahy ».

(5) ... *Ad tractandam pacem inter regem et inter principes Francie, qui plurimum inter se discordabant pro regimine regni, rege infirmo, duce Burgundie pro una parte, ceteris pro alia, sed pauciorum : mortui enim aut capti fuerant in bello...* (p. 168).

(6) *La chronique d'Enguerran de Monstrelet*, éd. DOUET-D'ARCO, t. III, p. 223-224. L'éditeur

cation du Psalmiste : *Seigneur, tu es devenu notre refuge*, il lui avait dit être envoyé « par ledit saint college non pas a lui comme au duc de Bourgogne, mais comme à icellui qui représente le royaume de France et à qui en appartient le gouvernement ». S'il n'était pas, ajoutait-il, « envoyé devers le roy, monseigneur le Dauphin et le comte d'Armaignac ou le conseil du roy, si estoit, comme le saint college fait dire, pour ce que le roy estoit ocupé de maladie, monseigneur le Daulphin en trop jeune aage et le comte d'Armaignac entechié de scisme ». Le connétable, en effet, nonobstant les sentences de Pise et de Constance, demeurait obstinément fidèle à Benoît XIII. Poussé par le roi des Romains, le « procureur fiscal du concile » l'avait « relié au scisme », malgré les efforts de Gerson, qui ne cessait de poursuivre, au contraire, la condamnation de Jean sans Peur, meurtrier du duc d'Orléans, et de son apologiste Jean Petit. Au nom des cardinaux, Nevelinc avait adressé au duc « trois prières et requestes » : la première, qu'il lui plût d'« avoir pour recommandé » le Sacré Collège, le futur pape et le concile ; la deuxième, de ne pas ajouter foi à ce qu'on pourrait lui écrire contre eux ; la troisième, « que mondit seigneur voulsist avoir pour agréable ce qui seroit fait par ledit saint college, tant sur le fait de l'élection comme sur la réformation de sainte Eglise ». Jean sans Peur n'eut rien de plus pressé que de faire part de cette ambassade aux bonnes villes de son parti. Il leur envoya copie des instructions que disait avoir Nevelinc, « au bout de laquelle cédule » celui-ci mit son « signe manuel ». Et dans la lettre d'accompagnement, datée du 8 octobre, « en notre ost, à Montlehéry », il ne manqua pas de souligner que suivant le témoignage du « saint college rommain », il lui appartenait à lui, et non pas à un autre, d'« avoir recours aux besongnes de ce royaume et avoir le gouvernement d'icellui ». Comme conclusion, il enjoignait aux villes, de la part du roi, de lui envoyer chacune, pour le 20 octobre, deux députés, qui lui donneraient avis sur les « choses dessusdictes, les circonstances et dépendances d'icelles »<sup>1</sup>. On devine quel parti un tel adversaire tirerait d'une faveur trop ouvertement déclarée de Martin V : il importait donc de ne point offenser celui-ci par d'excessifs délais.

*TENEUR DE L'ORDONNANCE* L'ordonnance rétablissant les libertés fut apportée au Parlement le 9 avril, scellée « du grand seel de la Chancellerie du roy estant à Creil », et

<sup>1</sup> Lu Henri au lieu de Liévin ; Du Boulay, qui rapporte le fait d'après le manuscrit de Monstrelet, n'a pas commis la même erreur (*op. cit.*, t. V, p. 307). Sur le personnage, voir les références de N. Valois, *op. cit.*, t. IV, p. 428, note 1.

(1) Lettre de Jean sans Peur, *ibid.*, p. 220-223.

datée du « mois de mars, après Pâques »<sup>1</sup>. Elle répondait de tous points aux vœux émis le 16 mars. Après un préambule où il déclarait que rien n'est plus glorieux pour la majesté royale que de « relever l'Église opprimée sous le joug de la servitude », de la placer, une fois relevée, sur « le siège de la liberté » et de la conserver là avec persévérance, en écartant d'elle les menées de « l'ambition et de la cupidité », toutes choses, du reste, dont le serment du sacre lui faisait un pressant devoir, Charles VI rappelait à quelles justes doléances avaient fait droit les ordonnances de 1407 et quelles mûres délibérations les avaient précédées. Ces ordonnances, ajoutait-il, nous n'en avons cependant pas, jusqu'ici, pressé l'exécution, dans l'espoir que le concile de Pise, puis celui de Constance, amélioreraient l'état de l'Église. Mais entre-temps, alléguant la réserve et redoutant les sanctions romaines, les collateurs ont omis de pourvoir aux bénéfices de leur ressort, les métropolitains se sont refusés à confirmer des candidats régulièrement élus et l'« horrible plaie de la simonie » s'est étendue sur tout le pays. « L'or en quantité immense, un argent infini et d'innombrables finances » ont pris le chemin de l'étranger. Royaume et Dauphiné en demeurent épuisés, l'État subit de ce fait un préjudice irréparable et les églises sont plongées dans la désolation. Aussi « d'immenses, d'intolérables plaintes » s'élèvent-elles de toutes parts. Le procureur général, le prévôt des marchands et les échevins de la ville de Paris l'ont adjuré à plusieurs reprises de mettre un terme à ces abus. Maintenant, il ne peut plus différer. Il a pris à ce sujet l'avis de nombreux prélats, des gens tenant son parlement, des docteurs et maîtres de l'université de Paris, réunis sur son ordre pour en délibérer spécialement. Il a donc décidé de renouveler les ordonnances dessus dites. En conséquence, les églises et ecclésiastiques du royaume et du Dauphiné sont rétablis pour toujours dans leurs anciennes franchises et libertés. Aux évêchés, abbayes et autres bénéfices électifs, tant séculiers que réguliers, les chapitres, couvents et collèges pourvoiront désormais par scrutin canoniquement fait, et l'élu recevra la confirmation du supérieur compétent. Les bénéfices non électifs seront conférés à des personnes idoines par voie de présentation, collation et institution des ordinaires à qui il appartient de droit commun ou de coutume, conformément à la discipline antique établie par les conciles généraux : « cessant, rejeté et non obstant toutes réserves, tant générales que spéciales, prohibitions, expectatives et grâces, existant déjà ou à intervenir, d'où qu'elles émanent ». En outre, les exactions opérées dans le passé par la curie romaine ou Chambre apostolique, sous cou-

(1) *Preuves des libertez de l'Église gallicane*, t. I<sup>er</sup>, p. 135. Texte dans *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, t. X, p. 445. Pâques tombait, cette année-là, le 27 mars.

leur de vacance de bénéfices ou tout autre prétexte, cesseront absolument. Le roi, « comme fidèle du Christ », a néanmoins l'intention d'aider « raisonnablement » et de soutenir, autant et même plus que n'importe quel autre, le souverain Pontife et l'Église romaine dans leurs besoins, « quand les temps l'exigeront ». Suivaient les clauses de style : inhibitions, menace de peines, et ordre à tous les officiers de justice de poursuivre avec vigueur les contrevenants.

*L'ORDONNANCE EST PUBLIÉE  
ET MARTIN V RECONNU*

Certains propos du cardinal de Bar, rapportés par le président de Nanterre, empêchèrent la cour de publier cette ordonnance le jour même. D'après ce prélat, plusieurs conseillers de Charles VI, à Creil, n'étaient point d'avis que l'on se pressât tant pour reconnaître le pape ; ils estimaient que mieux valait attendre d'abord l'arrivée des légats, qui peut-être seraient accrédités pour discuter des libertés. En outre, il désirait voir lui-même le texte de l'ordonnance avant sa publication. Le Parlement décida de le lui faire porter tout de suite à son hôtel par deux conseillers. Mais le procureur général s'avisa que ce pourrait bien être là des « voyes obliques » pour « ramener à néant » les décisions déjà prises. Il requit la cour de s'en tenir aux conclusions du Grand Conseil arrêtées le 2 avril, et de n'accorder aucun délai. En fait, la publication eut lieu le 13. Le 14, Fieschi et l'archevêque de Tours furent admis à présenter solennellement les bulles de Martin V au Dauphin, celui-ci proclama que la France se rangeait à son obédience, et les cloches de Paris assemblèrent le peuple aux *Te Deum* d'allégresse<sup>1</sup>. Un mois après, le 12 mai, le Parlement publiait de nouvelles lettres, datées du 2 avril, complétant l'ordonnance sur le fait des « exactions » pontificales<sup>2</sup>.

*LES LIBERTÉS DE L'ÉGLISE GALLICANE  
IMPOSÉES SANS RÉSERVE*

Ainsi la réserve de 1407, « jusqu'à ce qu'un concile général en ait décidé autrement »<sup>3</sup>, était levée. En ce qui concernait la réforme, les assemblées de Pise et de Constance avaient déçu l'espoir que l'on mettait en elles. L'Église de France se repliait de nouveau sur elle-même, et, cette fois, pour toujours. Du moins le disaient les textes. Mais les événements, plus forts qu'eux, en décidèrent autrement.

(1) Extraits des registres du Parlement (9, 12, 13, 14, 15 avril 1418) dans *Preuves des libertés de l'Église gallicane*, t. I<sup>er</sup>, p. 136.

(2) *Ordonnances des rois de France*, t. X, p. 447.

(3) Ci-dessus, p. 158.



## § 3. — La réaction bourguignonne.

*LA PAIX NÉGOCIÉE AVEC JEAN SANS PEUR* Les ambassadeurs chargés de négocier la paix furent désignés la semaine de Pâques : seize de chaque côté, « et les plus fors chascun en son party ». L'archevêque de Reims, Regnault de Chartres, conduisait les Armagnacs ; à la tête des Bourguignons était Henri de Savoisy, archevêque de Sens. Chaque groupe s'installa sur les terres de son parti, les Armagnacs à Montereau, les Bourguignons à Bray-sur-Seine, et l'on se réunissait à mi-chemin, au monastère de la Tombe. C'est là qu'après quelques jours passés au camp de Jean sans Peur, arrivèrent les légats de Martin V. Fillastre s'acquitta d'un court voyage à Paris, où il reçut du roi, du Dauphin, du connétable et du Conseil l'accueil le plus chaleureux et où il fit au peuple « ung grant preschement » sur les bienfaits de la paix. Puis il se fixa à Montereau, Orsini à Bray, et ils prirent part à toutes les entrevues de la Tombe<sup>1</sup>.

*OBSTINATION D'ARMAGNAC  
ET FUREUR DES PARISIENS*

L'accord fut conclu vers la mi-mai<sup>2</sup>. La reine et le duc de Bourgogne approuvèrent sans discuter l'œuvre de leurs mandataires. Quand ceux du roi arrivèrent à Paris, le 26, le menu peuple et les gens de métiers, qui souffraient depuis longtemps de la cherté de la vie<sup>3</sup>, témoignèrent d'une joie délirante à l'annonce qu'enfin la paix était conclue. Des cortèges parcoururent les rues au son des instruments ; aux carrefours, des tables les attendaient, où les bourgeois et leurs femmes leur versaient à boire<sup>4</sup>. Hélas ! Il fallut bientôt déchanter. Charles VI, le Dauphin et plusieurs membres du Conseil auraient volontiers ratifié l'accord ; mais le connétable d'Armagnac, le chancelier Henri de Marles et quelques autres s'y opposèrent violemment. « Que le roi le scelle s'il le veut, s'écria même le chancelier, moi je ne le ferai jamais ». Ils alléguaient les intérêts de l'État ; mais, remarque le chroniqueur de Saint-Denys, ils étaient surtout « poussés par leurs vieilles rancunes et le sentiment de leur profit

(1) *Chronique anonyme*, éd. DOUET-D'ARCO (à la suite de la chronique de Monstrelet, t. VI), p. 246-247, 252. *Chronique d'Enguerran de Monstrelet*, t. III, p. 256.

(2) Textes dans la *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. VI, p. 208-223.

(3) « Deux œufs coustoient IIII deniers parisis, ung petit fromaige blanc VII ou VIII blans, la livre de beurre XI ou XII blans, ung petit haren sor de Flandres III deniers ou IIII deniers parisis, et ne venoit quelque chose de dehors à Paris, pour les gens d'armes dessusdiz ». *Journal d'un bourgeois de Paris*, éd. A. TUREY (Société de l'histoire de Paris), p. 87.

(4) *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. VI, p. 228 ; la date y est donnée sous cette forme : *die sollempnitatis sacramenti altaris* ; or la Fête-Dieu, en 1418, tomba le 26 mai.

particulier ». Tout allait être rompu par leur intransigeance<sup>1</sup>. Le peuple de Paris, d'autant plus « dollant et desconfly » que son allégresse avait été plus vive, conçu à l'égard du connétable et du chancelier, déjà passablement détestés, une haine terrible. Quelques jeunes gens allèrent en secret trouver Villiers de l'Isle-Adam, chambellan de Jean sans Peur, qui occupait Pontoise, et lui proposèrent de lui livrer Paris. C'était facile, puisque le père de l'un d'eux, gardien de la porte Saint-Germain-des-Prés, en possédait la clef : il suffirait de la lui prendre pendant son sommeil. Et ainsi, dans la nuit du 28 au 29 mai, les Bourguignons pénétrèrent dans la ville et le peuple se mit de leur côté<sup>2</sup>.

#### LES BOURGUIGNONS A PARIS. MASSACRES

Les jours suivants, ce fut une affreuse tuerie. Tout

ce que les bas-fonds de Paris contenaient de lie remonta à la surface. La haine contre le parti que l'on rendait responsable d'une longue misère, les rancunes personnelles, la soif de pillage, s'assouvirent librement. Des bandes circulaient, armées d'épées rouillées, de vieilles cuirasses, de bâtons de bergers et de ferrailles hétéroclites<sup>3</sup>, à la poursuite des Armagnacs ou gens prétendus tels. Ceux-ci furent égorgés, assommés, noyés, défénestrés, hommes et femmes, par milliers<sup>4</sup>. On força les prisons, pour massacrer les détenus. Les cadavres du connétable et du chancelier, horriblement mutilés, liés l'un à l'autre, servirent pendant trois jours d'amusement à la canaille<sup>5</sup>. Les évêques d'Évreux, de Lisieux, de Senlis, de Coutances furent parmi les victimes<sup>6</sup>. Le pauvre roi, tombé dès les premières heures au pouvoir des Bourguignons, ne parut pas manifester grand étonnement. Ils le firent monter à cheval et le promenèrent dans Paris, pour que le peuple vît bien qu'il était avec eux. Désormais, son nom couvrira les entreprises de Jean sans Peur.

(1) *Ibid.*, p. 230 ; MONSTRELET, *Chronique*, t. III, p. 257 ; *Chronique anonyme*, p. 253. Cf. G. DU FRESNE DE BEAUCOURT, *Histoire de Charles VII*, t. I, p. 86, note 1.

(2) Sur l'entrée des Bourguignons à Paris et les massacres qui suivirent, voir notamment : *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. VI, p. 230 et suiv. ; *Chronique d'Enguerran de Monstrelet*, t. III, p. 260 et suiv. ; *Chronique anonyme*, loc. cit., p. 253 et suiv. ; *Journal d'un bourgeois de Paris* (bourguignon forcené), p. 87 et suiv. ; THOMAS BASIN, *Histoire de Charles VII*, éd. Charles SAMARAN, t. I, 1933 (les classiques de l'histoire de France au Moyen Age), p. 54 et suiv.

(3) *Abhinc usque ad solis occasum abjectissimorum hominum multitudo maxima turmatim cum rubiginosis ensibus, loriceis sordidis, baculis pastoralibus et ferramentis rusticis per vicos et plateas ut amentes...* etc. *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. VI, p. 232.

(4) D'après Walsingham (cité par DOUET-D'ARCO, dans la chronique de Monstrelet, t. III, p. 271, note 1) il y aurait eu cinq mille femmes de massacrées.

(5) « Et les corps du connestable, du chancelier, et de Remonnet de La Guerre furent tous desnuez et mis et liez ensemble d'une corde par trois jours, et là les traynoient de place à autre les mauvais enfans de Paris. Et avoit ledit connestable de travers son corps en manière de bende ostée de sa pel environ deux doits de large par grande desrision ». *Chronique d'Enguerran de Monstrelet*, t. III, p. 271.

(6) DENIFLE et CHATELAIN, *Auctarium Chartularii*, t. II, col. 245, note 6.

LE DUC DE BOURGOGNE POURSUIT  
SA RÉHABILITATION. L'UNIVERSITÉ

Un des premiers soins du tout-puissant duc fut de se blanchir des condamnations portées

contre lui à la suite du meurtre de Louis d'Orléans. L'Université ouvrit la série des humiliantes palinodies. Parmi les partisans du Dauphin qu'elle comptait naguère, plusieurs étaient morts au cours des massacres<sup>1</sup>. Le chancelier Gerson, après la clôture du concile de Constance, plutôt que de s'exposer aux représailles bourguignonnes, s'était volontairement exilé en Autriche<sup>2</sup>. Gérard Machet, qui l'avait remplacé par interim, avait fui de Paris avec beaucoup d'autres docteurs<sup>3</sup>. Ceux qui restaient ne demandaient qu'à se concilier les bonnes grâces du maître du jour. Le 9 août, ils publièrent une lettre où ils traînaient aux gémonies les *gubernatores* dont le joug avait, pendant cinq ans, si lourdement pesé sur la ville et en particulier sur eux-mêmes. Fallait-il s'étonner, demandaient-ils, si l'Université, vide alors de tous ses hommes fameux, s'était laissé arracher, sous l'empire de la terreur, des déclarations qui ne correspondaient point à ses sentiments intimes ? Elle désavoue, maintenant qu'elle a retrouvé sa liberté, tout ce qui a pu être fait, dit ou écrit, sous son nom, de contraire à « l'honneur, état et gouvernement » du très illustre duc de Bourgogne. Déclarations, professions de foi, démarches, ambassades, elle tient tout pour dépourvu de valeur ; dans la mesure où c'est nécessaire, elle le casse et l'annule<sup>4</sup>.

De toute évidence, la lettre fut imposée. Ceux qui la signèrent durent sentir, malgré toute leur complaisance, le rouge de la honte leur monter au front devant cette phrase d'une macabre ironie : « aujourd'hui, grâce à la clémence de Dieu, nous pouvons délibérer librement et faire entendre la voix de la vérité » ; moins de deux mois après l'assassinat d'une demi-douzaine de leurs collègues ! Pourtant, la satisfaction fut moins complète que le duc ne la voulait. L'Université refusa de mentionner Jean Petit, le fameux théologien cordelier qui avait assumé la défense de Jean sans Peur, après le meurtre du 23 novembre 1407, l'apologiste du « tyrannicide ». Il avait soutenu que la loi naturelle et la loi divine autorisent à tuer les « tyrans » comme des bêtes malfaisantes (*villane, per bonas cautelas*), que c'est là une action honorable et méritoire, et que le roi, prince souverain du seigneur assassiné, doit se montrer content du meurtrier, le récompenser, l'aimer plus qu'avant. Cent quarante et un docteurs avaient

(1) *Ibid.*, col. 246 (et notes).

(2) *Ibid.*, col. 243, note 1 et col. 246, note 12 ; *Chartularium*, t. IV, p. 344, n° 2106.

(3) DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium universitatis parisiensis*, t. IV, p. 343, n° 2104.

(4) Texte de la lettre dans DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium*, p. 244-247. DU BOULAY, *op. cit.*, t. V, p. 332-334.

censuré cette thèse avec indignation et Gerson était parvenu, non sans peine, à la faire condamner par le concile de Constance, sans obtenir toutefois qu'il nommât Petit, de peur d'atteindre, derrière lui, le Bourguignon<sup>1</sup>. L'Université n'osa pas aller jusqu'à désavouer en propres termes ces blâmes retentissants<sup>2</sup>.

*ORDONNANCE EN FAVEUR DE JEAN PETIT* Comme l'on n'est jamais si bien servi que par soi-même, Jean sans Peur prit le parti de réhabiliter son apologiste par le moyen d'une ordonnance royale, datée du 6 octobre et adressée à « tous ceux qui ont le souci de la foi catholique ». Il y flétrit du même coup le cardinal Pierre d'Ailly, les docteurs Jean Gerson, Jourdain Morin, Guillaume Beauneveu, Pierre de Versailles et Jean Campani, « soi-disant ambassadeurs du roi et ses défenseurs au concile », qui n'avaient cessé, à ce titre, d'y attaquer la mémoire du défunt cordelier ; « nous n'en avons nul besoin » comme défenseurs, y disait Charles VI, et « n'avons jamais voulu les avoir pour tels »<sup>3</sup>.

*JEAN SANS PEUR ABSOUS DE SES CENSURES* Enfin, le 3 novembre, Jean sans Peur obtint de l'évêque de Paris, Gérard de Montaigu, ce que l'Université lui avait refusé. L'évêque de Paris était « juge ordinaire » et exécuteur perpétuel d'une bulle d'Urbain V, aux termes de laquelle il pouvait excommunier les perturbateurs de l'ordre public. Cette bulle avait servi plusieurs fois contre les uns et les autres et, le 23 novembre 1417, Gérard de Montaigu s'en était prévalu pour anathématiser Jean sans Peur avec ses « fauteurs et adhérents », les soumettre à l'interdit ecclésiastique et les priver, ainsi que leurs descendants jusqu'à la troisième génération, de tous honneurs, domaines et privilèges<sup>4</sup>. Moins d'un an après, maîtres de Paris et du roi, ces personnages cessaient d'être des factieux ; le duc de Bourgogne devenait « vray champion de la couronne de France » et « l'escaillier soustenant la vigne ». On organisa donc une grande procession, où l'on convoqua toutes les paroisses de la capitale. A la grand'messe, chantée à Notre-Dame, assistèrent, sur des « eschaffaux » dressés en leur honneur, les princes, les gens du Conseil, le prévôt des marchands, le recteur

(1) Cf. V. MARTIN, *Le gallicanisme politique et le clergé de France*, 1929, p. 17 et suiv. ; A. COVILLE, *Jean Petit. La question du tyrannicide au commencement du XV<sup>e</sup> siècle*, 1932.

(2) Commandement est de nouveau donné à l'Université, de la part du roi, le 27 mars 1419, de « révoquer et mettre au néant » tout ce qui avait été fait « touchant la proposition de feu M. Jean Petit ». DU BOULAY, *op. cit.*, t. V, p. 340.

(3) Texte dans *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, t. X, p. 485.

(4) *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, t. VI, p. 156. Voir DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium*, p. 222, notes, pour l'usage antérieur de la bulle.

« et autres notables clercs de l'Université ». Le savant théologien Pierre Aux-Bœufs, que nous avons vu intervenir autrefois contre Benoît XIII, dans les conciles parisiens, et qui exerçait à ce moment les fonctions de confesseur de la reine, fit le sermon. Il s'interrompit vers le milieu pour laisser la parole aux vicaires de l'évêque. Gérard de Montaigu était en effet absent, retenu à Saint-Maur-des-Fossés par une opportune indisposition. En son nom, ils déclarèrent solennellement Jean sans Peur absous de toutes ses censures et en même temps révoquèrent les condamnations portées jadis contre les thèses de Jean Petit. Si bien, dit le chroniqueur, que « ledit duc de Bourgogne en fu contend »<sup>1</sup>.

#### RÉVOCATION DE L'ORDONNANCE DE MARS 1418

Si l'Université n'avait point tout donné ce que l'on attendait d'elle, elle avait au moins assez fait pour prétendre en tirer profit. Elle sollicita donc le retour au régime des provisions papales et des grâces expectatives<sup>2</sup>. Il est vrai, Jean sans Peur n'avait même pas besoin qu'on le poussât dans cette voie : il suffisait que le gouvernement antérieur eût rétabli les libertés gallicanes pour que lui-même les prît en horreur. Le 9 septembre, une nouvelle ordonnance révoqua celle de la fin de mars, en termes aussi violents contre les Armagnacs que dévotieux à l'égard du pape<sup>3</sup>.

La série illustre et ininterrompue de nos prédécesseurs, y proclamait Charles VI, n'a jamais cessé de témoigner au vicaire de Jésus-Christ et à la sublimité du Saint-Siège romain la soumission la plus chrétienne et aucun fardeau ne lui a paru trop lourd quand il s'est agi de soutenir leur glorieux état. Dépositaire d'un tel héritage de piété, nous nous sentons au cœur une sollicitude immense pour le souverain Pontife notre très saint Père, et nous n'entendons point faire preuve à son égard d'une vénération moins effective que nos devanciers. Abusant de notre clémence, alors que d'autres affaires accaparaient notre attention, le comte Bernard d'Armagnac et ses complices ont poussé l'impudence, il y a quelques mois, jusqu'à revêtir de notre sceau des écrits pervers, malhonnêtes et du tout contraires à notre intention. Après avoir expulsé de Paris les meilleures et les plus sages personnes de notre Conseil, de notre Parlement et de notre très chère fille l'Université, au mépris de notre très saint

(1) *Chronique anonyme, loc. cit.*, p. 265. DENIFLE et CHATELAIN ont tort de dire que Monstrelet est seul à faire mention de J. Petit à cette cérémonie (*Chartularium*, p. 353, n° 2117, note 2). Pour Monstrelet, voir *Chronique*, t. III, p. 287 (les deux textes, à peu près identiques, dépendent certainement d'une même source).

(2) Allusion très claire à cette démarche dans une lettre du 29 décembre 1418, DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium*, p. 357 (*ad ducem Burgundiae*).

(3) Texte dans *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, t. X, p. 471.  
Martin. — II.

Père et même du sacré concile de Constance alors réuni, ils ont d'abord fait différer dans plusieurs parties de notre royaume l'obéissance au souverain Pontife, dévoués qu'ils étaient eux-mêmes à Pierre de Luna, convaincu de schisme et d'hérésie. En outre, désirant se venger de ce que le concile général ni le souverain Pontife n'avaient voulu consentir à condamner la doctrine de feu maître Jean Petit, aussi recommandable par sa science que par sa vertu, et pour infliger un affront à notre très chère épouse la reine ainsi qu'à notre bien-aimé cousin le duc de Bourgogne, ils ont publié, malgré l'opposition de l'Université, les lettres dont voici la teneur : Charles, etc.

Mais aujourd'hui, rempli d'allégresse par le glorieux couronnement de notre saint Père et par l'union de l'Église universelle, nous voulons donner la preuve éclatante de notre dévotion. Nous ne permettrons plus que ces rebelles contre l'Église, le concile et le souverain Pontife, que ces ennemis de notre sang aient encore du pouvoir dans notre royaume. Le zèle de la maison de Dieu nous y pousse, et aussi la considération des efforts entrepris par notre très pieux Père Martin V en vue de la paix, de même que le souvenir des liens d'amitié qui unissent à notre maison royale l'illustre famille des Colonna. Par l'inspiration de Dieu, nous brûlons d'une telle dévotion que si les autres nations refusaient de subvenir aux travaux et aux dépenses que nécessite l'éminent état de notre très saint Père, nous exposerions dans la mesure où ce serait nécessaire, pour le service de l'Église de Dieu et du vicaire de Jésus-Christ, notre royaume tout entier<sup>1</sup>. Aussi, après avoir pris l'avis de notre bien-aimé cousin le duc de Bourgogne et d'autres princes, seigneurs de notre sang, sages personnes de notre Grand Conseil et de notre très chère fille l'université de Paris, nous révoquons les susdites lettres, les cassons, irritons et annulons par les présentes. Nous en suspendons l'exécution, pour la gloire de Dieu et de la sainte Église universelle, par révérence à l'égard du souverain Pontife notre très clément père Martin V et par vénération pour le Siège apostolique. Nous voulons que nos royaume et Dauphiné de Viennois, jusqu'au prochain concile général, témoignent au Saint-Siège la même libéralité et munificence, tout onéreuse qu'elle soit, dont ils ont fait preuve depuis Grégoire XI d'heureuse mémoire : compte tenu cependant de la réduction à leur moitié des taxes sur les bénéfices vacants, accordée par Urbain V et que notre saint Père veut bien maintenir, comme ses légats nous l'ont fait savoir.

(1) ... *Divino flatu in tantam devotionem exarsimus quod et si laborum et impensarum onera pro excelso statu summi Pontificis Patris nostri ceterae nationes recusarent, totum regnum nostrum in obsequium Ecclesie Dei et ejusdem Vicarii Jhesu Christi, si et quantum expediret, exponere vellemus.*

LE PARLEMENT REFUSE D'ENREGISTRER  
LES LETTRES DE RÉVOCATION

Cette ordonnance, il restait à la faire enregistrer et publier par le Parlement.

Il pourrait sembler, à première vue, que la cour, épurée par le massacre et la fuite de ses membres armagnacs les plus en vue et les plus favorables aux mesures anti-romaines, complétée par des éléments choisis par Jean sans Peur, eût dû se prêter à cette formalité sans grande résistance<sup>1</sup>. Il n'en fut pourtant rien. Le duc de Bourgogne pressentait lui-même à quelle opposition il se heurterait. Il avait fait insérer dans le texte de l'ordonnance une phrase imposant silence au procureur général<sup>2</sup>. Malgré les instances de l'Université, qui le harcelait pour qu'il tint ses « gracieuses promesses »<sup>3</sup>, il attendit près de cinq mois pour presser l'enregistrement.

Il fallait pourtant y venir. Le 15 février 1419, alors que Jean sans Peur se trouvait à Provins, quatre ambassadeurs se présentèrent au Parlement, porteurs de lettres de Charles VI et de lui-même<sup>4</sup>. La publication de l'ordonnance du 9 septembre était parmi les choses qu'ils demandèrent. La cour se borna à répondre, ce jour-là, que le procureur s'y opposait, qu'elle voulait d'abord entendre ses griefs et qu'ensuite elle délibérerait « plus plainement », car « la matière, qui estoit grande, le requeroit ». Le lendemain, présidents et conseillers se trouvaient assemblés avec les échevins de Paris, le prévôt des marchands, le recteur de l'Université et les émissaires de Jean sans Peur. Le recteur insista vivement pour la publication. Mais le procureur répliqua qu'il s'y opposait derechef et entendait requérir contre elle devant la cour « ceans, veu que la matiere touchoit tres-grandement le roy et son royaume, touchoit aussi l'annulation et revocation de ses ordonnances et des arrests de la Cour, dont la connoissance à icelle Cour et non à autre en doit appartenir ».

Le 18, la chambre des Enquêtes se réunit pour délibérer sur cette affaire, et elle se montra violemment hostile à la révocation des « constitutions, ordonnances et arrests touchant les libertez de l'Eglise de France ». Elle les tenait, dit-elle, « justes et raisonnables, faits à tres grande et meure deliberation, et par plusieurs et reïterez fois confirmez et approuvez ». La cour devait « concordablement » assurer leur main-

(1) Sur la composition du parlement bourguignon, cf. E. MAUGIS, *Histoire du parlement de Paris*, t. I, p. 25.

(2) *Procuratori nostro generali quoad predictas revocationes et irritaciones perpetuum silencium imponendo.*

(3) Lettre du 29 décembre 1418, DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium universitatis parisiensis*, t. IV, p. 357, n° 2121.

(4) Les détails qui suivent sont tirés des procès-verbaux du Parlement, publiés dans DU BOULAY, *Historia universitatis parisiensis*, t. V, p. 335-341 (p. 338, au lieu de « du samedi 12 février », c'est 18 qu'il faut lire). Extraits dans DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium*, t. IV, p. 362-364.

tien, et le chancelier y aider lui-même, « pour éviter la desolation de l'Eglise et de tout ce royaume »<sup>1</sup>. Quelques conseillers ne se gênèrent même pas pour dire « hautement, en la présence du chancelier et de tous les assistans, que tous ceux qui par affection ou proufit particulier pourchassent tel dommage contre la chose publique, contre l'Eglise de ce royaume, à la confusion, desolation et total destruction des eglises, contre tout droit et contre bonnes mœurs, sont indignes de demourer et d'estre beneficiez en ce royaume, et les en devroit-on bannir et mettre hors » ; ajoutant qu'il fallait considérer « quels dommages et inconveniens sont advenus ou temps passé par le fait de telles manieres de gens, qui ont aidé, conseillé et conduit plusieurs entreprises contre lesdites libertez en ce royaume ».

Un incident qui se produisit juste à ce moment, le 25 février, montra combien peu le Parlement inclinait à sacrifier les libertés gallicanes : il en exigeait, au contraire, le respect, jusque dans les circonstances où la politique aurait dû lui conseiller de fermer les yeux. Le cardinal Orsini, légat de Martin V, avait reçu du pape, en commende, l'évêché de Chartres. C'était un homme sympathique à tous pour les efforts qu'il déployait en faveur de la paix, soit dans le royaume soit avec l'Angleterre. Il convenait de ne point le blesser. Charles VI lui avait octroyé déjà les lettres nécessaires à la délivrance de son temporel. La chambre des Comptes devait les vidimer. Mais à cela le procureur général s'opposait. Craignant qu'on ne passât outre, il requit le Parlement de l'assister. « Et sur ce appelez les présidens et conseillers de la chambre des Enquestes, fu deliberé et conclu que la Cour devoit tenir la main ferme à faire observer et entretenir lesdites ordonnances sans enfreindre, et devoit faire defenses ausdits gens des Comptes que à l'encontre ne au prejudice de ladite opposition ils n'attendent ou innovent aucune chose ». Toutefois, s'agissant d'un légat, venu en France pour travailler au bien public, on s'arrangerait pour ne point le blesser. La cour ferait donc venir « lesdits gens des Comptes, pour conferer ensemble et trouver les plus gracieuses manières de pratiquer et exccuter ce que dit est, et de faire sur ce gracieuses réponses »<sup>2</sup>.

(1) De la réponse du chancelier il ressort qu'il n'aurait scellé l'ordonnance du 9 septembre qu'à la condition formelle que Martin V viendrait fixer sa résidence en Avignon. Les ambassadeurs chargés de la lui remettre, Charles de Poitiers, évêque de Langres, et Jean Langret, évêque de Bayeux, auraient juré, avant leur départ, de ne point s'en dessaisir si le pape refusait d'accéder à cette demande. Ils s'y étaient de même engagés devant la chambre des Comptes, comme en témoigna le prévôt de Paris. En fait, ils remirent l'ordonnance à Martin V sans aucune condition (Du Boulay, *op. cit.*, t. V, p. 338).

(2) Du Boulay, *loc. cit.*, p. 339.



PREMIÈRE MENTION  
D'UN ENREGISTREMENT FORCÉ

De toute évidence, le Parlement ne céderait que contraint. Un mois passa. Le 27 mars, « iteratif commandement » fut fait par le roi de publier l'ordonnance du 9 septembre et de révoquer celle qui rétablissait les libertés. Le 29, nouvelle opposition du procureur : il requit « veoir premier lesdites lettres pour en dire ce qu'il appartiendrait ». A la délibération du lendemain, 29 conseillers le soutinrent, 12 seulement votèrent pour la publication immédiate. C'était trop d'indépendance ; Jean sans Peur se décida aux moyens extrêmes. Le 31 mars, le comte de Saint-Pol, le chancelier Eustache de Laitre<sup>1</sup> et le sire de Montberon se présentèrent à la cour. Le procureur général était absent. Ils imposèrent la lecture de l'ordonnance et le chancelier donna l'ordre au greffier d'inscrire séance tenante, au dos de l'original, la formule d'usage : *lecta, publicata et registrata*.

Plusieurs conseillers quittèrent la salle en manière de protestation. Le 1<sup>er</sup> avril, la cour délibéra sur les événements de la veille et fit consigner par écrit sa véritable position. La publication de l'ordonnance, porte le procès-verbal, n'a été « aucunement approuvée par ladite Cour ». Celle-ci a toléré la suscription au dos du document, « pour obvier et remedier à toutes manières d'esclandres et de divisions ». Le greffier a dû l'écrire « par le commandement du chancelier, auquel, comme notaire du roy et en icelle qualité », il était tenu d'obéir. Mais ce qui a été fait ne l'a été « mie par l'ordonnance ne du consentement d'icelle Cour ». Tout s'est passé sur l'ordre des « dessusdits comte de S. Pol et chancelier », *praeter, imo contra deliberationem curiae*. C'est la première mention, dans les livres du Parlement, d'un enregistrement forcé<sup>2</sup>.

LE PARLEMENT EST DÉSORMAIS  
GALLICAN PAR PRINCIPE

Pour l'histoire du Gallicanisme, cette attitude du Parlement de 1419, parlement bourguignon, est du plus haut intérêt. Elle permet de se rendre compte du travail qui s'est lentement accompli, au cours des dernières années, dans l'esprit de ces hommes de loi qui joueront plus tard un si grand rôle dans la vie de l'Église de France. Depuis 1413 surtout, le Parlement avait été mêlé de très près aux discussions, toujours stériles, il est vrai, mais toujours reprises, sur la provision des bénéfices et la défense des finances du royaume. L'ordonnance de mars 1418 était en grande partie

(1) Et non pas Robert le Maçon, comme le disent DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium*, t. IV, p. 364, note 2 ; Robert le Maçon était chancelier du Dauphin (voir ci-dessus, p. 216) et il l'avait suivi après l'entrée des Bourguignons à Paris : G. DU FRESNE DE BEAUCOURT, *Histoire de Charles VII*, t. I, p. 347. Voir E. MAUGIS, *Histoire du parlement de Paris*, t. I, p. 532.  
(2) E. MAUGIS, *loc. cit.*, p. 532.

son œuvre, elle marquait sa victoire sur un autre grand corps dont l'influence lui portait souvent ombrage, l'université de Paris<sup>1</sup>. Et nous constatons qu'alors les libertés et franchises de l'Église gallicane ont acquis, à ses yeux, une valeur intrinsèque, absolue, contre quoi les calculs d'intérêt n'arrivent plus à prévaloir. Fort de ses prérogatives, s'estimant gardien des lois<sup>2</sup>, il défendra celle-ci parce qu'il la juge profitable à l'État ; chaque fois que l'on prétendra y toucher, il en prendra la défense<sup>3</sup> ; et il le fera avec l'intransigeance, la raideur, qui caractérise sa manière. Comme on l'a remarqué très justement<sup>4</sup>, le Parlement est une compagnie de légistes dont le domaine est le droit pur, respectueuse des formules et de la chose jugée, portée à la rigueur des déductions, et par là malhabile à s'adapter aux fluctuations des contingences politiques. Il est déjà cela en 1419 et il le restera. Si nous le voyons prendre ainsi position vis-à-vis des libertés gallicanes lorsqu'un Jean sans Peur détient le pouvoir, nous pouvons deviner quelle sera sa politique ecclésiastique sous des gouvernements moins délibérément ultramontains.

*LA FRANCE BOURGUIGNONNE REVIENT AUX  
RÉSERVES ET AUX TAXES APOSTOLIQUES*

Malgré la résistance de la cour, la France revint donc à la pratique des

provisions apostoliques et au paiement des taxes : du moins les provinces soumises au duc de Bourgogne, qui étaient, du reste, les plus nombreuses. Mais cette France-là n'allait pas tarder à devenir une colonie anglaise. Le 10 septembre 1419, Jean sans Peur tombait assassiné au pont de Montereau<sup>5</sup>. Son fils, Philippe le Bon, qui lui succéda, chercha sa vengeance dans un rapprochement avec l'Angleterre et le 25 décembre il concluait alliance avec Henri V<sup>6</sup>. Dix-sept mois après, c'était le traité de Troyes (21 mai 1421) où le malheureux Charles VI nommait le roi d'Angleterre héritier et régent du royaume

(1) Du BOULAY, *op. cit.*, t. V, p. 315, insiste sur cette rivalité entre les deux compagnies.

(2) Le procureur général le fait sonner bien haut, le 16 février 1419 : la matière, dit-il, touche la révocation des ordonnances et arrêts, « dont la connoissance à icelle Cour et non à autre en doit appartenir ». Du BOULAY, *loc. cit.*, p. 338.

(3) C'est ainsi qu'il fit attendre quatre ans l'enregistrement du concordat établissant l'alternative, et ne s'y résolut qu'après sommation impérative, le 9 juillet 1422. En 1425, il tint tête au duc de Bedford, qui voulait lui faire entériner un nouveau *modus vivendi*, et à cette occasion il n'hésita pas à rappeler que les ordonnances rétablissant les libertés gallicanes étaient « conformes à raison écrite, aux statuts des conciles généraux et décrets des saints Pères, qui ont voulu limiter et soumettre à raison la volonté du pape ». Autre enregistrement forcé en 1433. Sur tout cela, voir E. MAUCIS, *Histoire du parlement de Paris*, t. I, p. 534 et suiv.

(4) E. MAUCIS, *op. cit.*, t. I, Introduction, p. XIV.

(5) *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, t. VI, p. 368 et suiv. ; *Chronique d'Enguerran de Monstrelet*, t. III, p. 338 et suiv. ; *Chronique anonyme*, *loc. cit.*, p. 277 et suiv. ; THOMAS BASIN, *Histoire de Charles VII*, éd. Ch. SAMARAN, t. I, p. 70 et suiv.

(6) THOMAS BASIN, *loc. cit.*, p. 74, note 2.

et lui donnait en mariage sa fille Catherine<sup>1</sup>. Henri V mourait le 31 août 1422 et son beau-père le suivait peu après dans la tombe, le 21 octobre. En voyant le duc de Bedford, frère d'Henri V et régent pour le compte du petit Henri VI âgé d'un an, conduire le deuil du roi de France, le bon peuple de Paris et de Saint-Denys fit d'amères réflexions. Quant aux Anglais, ils chantèrent *Noël* sur la fosse, « comme si le Seigneur fût descendu du ciel »<sup>2</sup>. Pour le développement du Gallicanisme, les provinces anglaises ne présentent qu'un médiocre intérêt et nous n'avons pas à nous en occuper<sup>3</sup>.

#### LA VRAIE FRANCE AUTOUR DU DAUPHIN

Pendant ce temps, une autre France, celle de l'avenir, celle que Dieu lui-même allait reconnaître en lui envoyant Jeanne d'Arc, la vraie France se serrait autour du jeune Dauphin. La nuit où les Bourguignons étaient entrés à Paris, le prévôt de la ville, Tanguy du Chastel, tout dévoué à sa cause, courut à l'hôtel du Petit-Musc où il dormait ; il l'arracha du lit, le prit à son cou, « tout deschault et presque tout nud », et le porta jusqu'à la Bastille où il fut provisoirement en sûreté. Peu après, il galopait vers Melun<sup>4</sup>. Ses fidèles le rejoignirent. A Poitiers, il organisa un embryon de gouvernement<sup>5</sup>, avec un parlement d'abord squelettique, mais que vinrent peu à peu grossir de nombreux transfuges que leur loyalisme détachait de la cour de Paris<sup>6</sup>. Dépouillé par son père au profit de l'Anglais, le jeune prince n'en restait pas moins, pour « la plus saine partie » des Français, « le fils unique du roi, le véritable héritier de la couronne de France et le successeur légitime » du monarque dément<sup>7</sup>. Dans les provinces qu'il administrait, l'ordonnance de mars 1418 fut maintenue ; si bien qu'à son avènement, Charles VII trouva, dans le petit royaume qu'il devait agrandir, les libertés de l'Église gallicane en pleine vigueur<sup>8</sup>.

(1) Texte du traité dans la *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. VI, p. 410 et suiv., et dans celle de *Monstrelet*, t. III, p. 390 et suiv.

(2) *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. VI, p. 481-497.

(3) Voir à leur sujet N. VALOIS, *Histoire de la Pragmatique Sanction de Bourges*, Introduction, p. v-xi et xxi-xxxii.

(4) *Chronique anonyme loc. cit.*, p. 255 ; *Chronique d'Enguerran de Monstrelet*, t. III, p. 363 ; *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. VI, p. 233 ; THOMAS BASIN, *Histoire de Charles VII*, éd. cit., t. I, p. 57 ; *Journal d'un bourgeois de Paris*, p. 89.

(5) G. DU FRESNE DE BEAUCOURT, *Histoire de Charles VII*, t. I, p. 346 et suiv.

(6) E. MAUGIS, *Histoire du parlement de Paris*, t. I, p. 49 et suiv.

(7) *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. VI, p. 496.

(8) G. DU FRESNE DE BEAUCOURT, *Histoire de Charles VII*, t. I, p. 369.



## CHAPITRE IV

### CHARLES VII ET MARTIN V (1419-1431)

*RAISONS DES TÂTONNEMENTS DU DAUPHIN* De ce que l'ordonnance du mois de mars 1418 restait en vigueur à la mort de Charles VI, dans les provinces loyalistes, il ne faudrait pas conclure que la question ne se fût jamais posée, entre-temps, de la mettre en sommeil. Sans doute, le Dauphin gardait l'empreinte gallicane, qui l'avait marqué aux premiers jours de sa vie politique et qui, du reste, ne s'effacera plus. Mais sa très vive piété<sup>1</sup> ne devait pas s'accommoder sans gêne d'une brouille avec le chef de l'Église. En outre, sa situation en face des Bourguignons n'était point telle qu'il pût faire fi des sentiments du pape. Aussi bien l'intérêt que la conscience l'inclinaient donc à entretenir avec Martin V des rapports cordiaux. Rappelons-nous aussi que Charles n'était encore qu'un adolescent, peu capable d'imposer une opinion personnelle et subissant forcément l'influence de son entourage. Or, ses conseillers n'étaient plus groupés, comme naguère à Paris. Le Parlement siégeait à Poitiers, le Grand Conseil à Bourges<sup>2</sup>. Si la même passion pour le bien public animait ces deux corps, leurs idées différaient parfois sur les moyens de le promouvoir. Hommes de textes, les parlementaires ne répugnaient pas à une certaine intransigeance ; les gens du Conseil envisageaient davantage l'opportunité des mesures à prendre. Comme les deux assemblées ne pouvaient délibérer en commun, les avis de l'une et de l'autre risquaient parfois de s'opposer. Tout cela aide à comprendre les tâtonnements de la politique ecclésiastique de celui qui alors s'intitule, à l'exemple de son rival anglais, Régent du royaume de France.

#### § 1. — La politique ecclésiastique du « Régent » (1419-1422).

*AMBASSADE A MARTIN V* A l'automne de 1419, Charles envoie à Florence, où réside le pape, Philippe de Coëtquis, nouvellement nommé à l'évêché de Saint-Pol-de-Léon, et le chevalier Guillaume de Meillon<sup>3</sup>. Avant leur départ, le Conseil

(1) DU FRESNE DE BEAUCOURT, *Histoire de Charles VII*, t. I, p. 119, 370, t. II, p. 187.

(2) *Ibid.*, t. I, ch. IX ; cf. ch. IV, p. 117.

(3) *Ibid.*, t. I, p. 327.

discute, à Bourges, un projet de *modus vivendi* que les ambassadeurs soumettront à Martin V<sup>1</sup>. Le procès-verbal mentionne la présence, à cette séance, d'un grand nombre de conseillers, mais il n'énumère nommément, avec le chancelier Robert le Maçon, que des prélats : Regnault de Chartres, archevêque de Reims, Guillaume de Boisratier, archevêque de Bourges, Henri de Savoisy, archevêque de Sens, les évêques de Cahors, de Clermont et de Saint-Papoul<sup>2</sup>. Sans doute était-ce là les chefs de file, ceux dont l'avis prévalait.

**PROJET DE « MODUS VIVENDI »** Le projet qu'ils élaborèrent prend pour base le concordat passé à Constance avec la « nation française »<sup>3</sup>. Il ne s'agissait pas de conclure un accord perpétuel. Le concordat de 1418 ne valait que pour cinq ans, jusqu'au prochain concile ; il deviendrait donc caduc en 1423. Les conseillers du Dauphin entendaient que trois mois avant la réunion du nouveau synode, l'Église gallicane rentrât, *ipso jure*, en possession de ses franchises intégrales. Mais ils jugeaient opportun de « tolérer », d'ici-là, une situation qui eût l'agrément du Saint-Siège<sup>4</sup>. Leur maître accepterait donc le concordat, moyennant quelques retouches.

**BÉNÉFICES** D'après l'article 2 du texte de Constance, le pape se réservait la provision de tout bénéfice, électif ou autre, vacant par la mort en curie du précédent titulaire, ou par suite de déposition, privation ou translation opérée par l'autorité apostolique, de même que par le décès d'un cardinal ou d'un fonctionnaire de curie. Les évêchés et abbayes vaquant pour d'autres causes seraient pourvus par élection. Tous les évêques devraient être confirmés par le pape ; et de même les abbés disposant d'un revenu de 200 livres tournois ; ceux dont les rentes n'atteignaient pas ce chiffre demanderaient leur confirmation au supérieur prévu par le droit commun et ils n'acquitteraient aucune taxe à la Chambre. Quant aux bénéfices

(1) Le procès-verbal de cette discussion a été publié par N. VALOIS, *Histoire de la Pragmatique Sanction de Bourges*, pièce 1, p. 1-3. Il n'est pas daté, mais les raisons que donne N. Valois pour le relier à l'ambassade de 1419 plutôt qu'à celle de 1422 (Introduction, p. xii, note 2) paraissent concluantes.

(2) Guillaume d'Arpajon, Martin Gouge de Charpaignes (qui deviendra chancelier en 1422) et Jean de Bourg.

(3) C'est bien à ce concordat que se réfèrent leurs remarques ; mais le texte dont ils se servent a reçu une division différente de celle pratiquée par la chancellerie de Martin V (voir les divisions primitives dans MANSI, *Ampliss. collectio*, t. XXVII, col. 1184-1189, et dans HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. VII<sup>1</sup>, p. 549-559). L'art. 2 a été subdivisé et est devenu, dans le texte utilisé à Bourges, les art. 2, 3, 4 et 5, si bien que l'*ad quintum* du procès-verbal s'applique à la finale de l'art. 2, concernant les privilèges des gradués, qui doivent être précisés ultérieurement. L'*ad sextum articulum* vise l'art. 3, *de annatis* ; l'*ad octavum* l'art. 4, *de causis in romana curia tractandis* ; l'*ad nonum* l'art. 5, *de commendis*.

(4) *Item advisetur quod ista fiant simpliciter ex quadam tollerancia duratura usque ad tres menses ante tempus ordinatum pro futuro concilio ; quo tempore adveniente arrestum teneatur in terminis sine nova ordinatione seu declaratione.*

de libre collation, le pape et les collateurs ordinaires y pourvoiraient suivant le principe de l'alternative. Contre toutes ces dispositions, les conseillers du Dauphin n'élevèrent pas grande critique. Ils se contentèrent de demander que le pape laissât les confirmations d'élus aux supérieurs normaux, ou tout au moins qu'il portât de 200 à 400 livres tournois le revenu des abbayes pour lesquelles il serait nécessaire de recourir à lui.

*ANNATES* La question des annates les préoccupa davantage. Le concordat prévoyait le paiement au pape de la moitié des fruits de la première année de tous les évêchés et abbayes. La dette s'acquitterait en deux termes, le premier au bout de huit mois, le second au bout de huit autres. Les anciennes créances étaient réduites de moitié, à la condition que les retardataires se libérassent dans les six mois. Le Conseil acceptait le principe de la demi-annate, mais à la condition que le pape déclarât expressément qu'on tiendrait compte, pour la calculer, des réductions précédemment consenties. Quant aux vieilles dettes, il en réclamait l'abolition totale.

*APPELS EN CURIE* Si l'article 4 du concordat avait réduit le nombre des appels en curie, ceux-ci demeuraient encore fréquents. Le Conseil sollicitait l'établissement en Avignon d'un légat qui fût Français et qui jugerait tous les procès en dernier ressort, sans que personne dût passer les Alpes. L'article 5, relatif aux commendes, les abolissait en principe ; il laissait toutefois au pape la faculté d'y recourir dans les cas de nécessité : à un cardinal ou à un patriarche qui n'aurait pas de quoi se suffire, le souverain Pontife pourrait donner en commende un évêché ou même une métropole ; il gardait le droit de recourir au même moyen pour subvenir aux besoins d'un prélat expulsé de son siège sans l'avoir mérité. Aucun bénéfice ne devait être mis en commende si son revenu n'atteignait la somme de 50 florins. Le Conseil désirait que ce chiffre fût relevé à 60 ; mais surtout il exigeait que jamais, et sous aucun prétexte, les sièges épiscopaux ou métropolitains ne fissent l'objet d'une commende et qu'il fût en outre bien entendu que jamais on ne les grèverait de pensions.

A ces aménagements du concordat de Constance les conseillers du Dauphin joignirent trois vœux : que les provisions opérées jusque-là par les ordinaires ne fissent l'objet d'aucune opposition de la part du pape, qu'un collecteur pontifical fût installé à Lyon, pour encaisser le produit des taxes et épargner aux assujettis l'embarras de les faire parvenir en curie ; qu'enfin l'on fixât, pour les versements, la valeur du florin de Chambre à 20 sous tournois, au cours du jour.

Cette délibération nous montre la solidité toute relative de l'ordonnance de 1418. Les libertés de l'Église gallicane avaient beau être rétablies « perpétuellement et à toujours », leur avenir restait précaire. Le gouvernement de Bourges ne les sacrifiait point de gaité de cœur : il « tolérait » qu'on en suspendît la jouissance, et pour un temps limité ; encore voulait-il, en contre-partie, plus de concessions que le pape n'en faisait dans le concordat de Constance. Mais à ce prix, — le plus réduit possible, il est vrai, — il ne croyait pas acheter trop cher l'avantage de bons rapports avec Rome. Si Martin V avait agréé la proposition de l'ambassade de 1419, les fameuses franchises auraient été mises de côté presque aussi vite dans les États du Dauphin que dans les provinces bourguignonnes.

#### RÉSULTATS DE L'AMBASSADE

Philippe de Coëtquis et Guillaume de Meuillon reçurent d'abord un accueil maussade<sup>1</sup>. C'était au lendemain de l'assassinat de Montereau et il ne manquait pas de gens, autour du pape, pour en accuser le Dauphin. Juste à ce moment, du reste, une députation bourguignonne se trouvait en curie. Ses membres s'efforçaient de persuader Martin V que le meurtre de Jean sans Peur n'était point le seul crime dont leur ennemi fût coupable : sa soumission au Saint-Père, disaient-ils, n'était qu'une feinte ; il entretenait des relations avec Pierre de Luna, le vieux Benoît XIII, qui gardait encore, malgré sa déchéance, quelques partisans dans le sud-ouest de la France. La vérité, cependant, finit par se faire jour. Le 29 décembre, le cardinal Guillaume Fillastre pouvait donner à son « très redouté seigneur Monseigneur le Regent le royaume, Dauphin de Vienne », d'excellentes nouvelles<sup>2</sup>. Non seulement le pape avait abandonné ses préventions, mais, pour témoigner à Charles une spéciale bienveillance, il avait remis à Guillaume de Meuillon, le jour de Noël, l'épée d'honneur « de la chapelle royale » et lui avait fait lire, à l'office, une des leçons liturgiques : « laquelle chose est accoustumée estre donnée au plus noble estant en Cour ». Sur la question du concordat, toutefois, les négociations ne durent aboutir à rien, car deux ans après les choses étaient encore dans le même état.

#### CHARLES ANNONCE QU'IL VA ABOLIR L'ORDONNANCE DE 1418

Deux nouveaux ambassadeurs partirent pour Rome à l'automne de 1421 ; Jacques Gelu, archevêque de Tours, s'y rendit directement ; son compagnon, l'abbé

(1) DU FRESNE DE BEAUCOURT, *Histoire de Charles VII*, t. I, p. 327.

(2) Texte de sa lettre *ibid.*, p. 328-329.



de Saint-Antoine de Viennois, Artaud de Grandval, qui devait visiter d'abord les princes du nord de l'Italie, le rejoignit un peu plus tard en curie<sup>1</sup>. Eux aussi devaient entretenir le pape du statut ecclésiastique. Mais, cette fois, leur maître ne discutait plus les clauses du concordat de Constance : purement et simplement, il annonçait au pape son intention d'abolir bientôt l'ordonnance parisienne de 1418. Une lettre écrite l'année suivante par Martin V au Dauphin lui-même le rappelle en termes tels qu'aucun doute n'est possible à ce propos<sup>2</sup>. Que s'était-il donc passé, qui motivât de si bonnes dispositions ? Au mois de mai de cette année-là, les provinces de langue d'Oïl avaient tenu leurs États à Clermont. Charles s'y était ouvert de ses scrupules : il songeait, dit-il, à accepter le concordat passé à Constance avec la « nation française ». Les députés n'objectèrent pas grand'chose. Ils recommandèrent au Dauphin d'imiter le zèle de ses ancêtres pour le maintien des droits, juridiction et franchises ecclésiastiques ; si l'on s'entendait avec le pape, il fallait que celui-ci se montrât conciliant pour le payement des vieilles dettes<sup>3</sup>. En somme, pas d'opposition de principe. Sans doute le Régent vit-il là un « acquiescement tacite »<sup>4</sup> et son désir d'entente avec Rome en fut revigoré.

*AU CONTRAIRE, IL LA CONFIRME* Pourtant, c'est une tout autre décision qu'il allait prendre. Au lieu d'abandonner les libertés gallicanes, il les confirma au contraire par une ordonnance de 1422, qu'un héraut alla publier jusque sur le pont du Rhône, à la limite du territoire pontifical d'Avignon<sup>5</sup>.

*POURQUOI ?* On s'est demandé la raison d'un si brusque revirement : faut-il y voir l'influence du nouveau chancelier, l'évêque de Clermont Martin Gouge de Charpaignes, qui venait de succéder à Robert le Maçon disgracié ? Ou celle de Jean Louvet, président de Provence, alors au comble de la faveur ?<sup>6</sup> Il nous semble beaucoup plus simple, et plus sage, de chercher le mot de l'énigme dans le texte même de l'ordonnance<sup>7</sup>. Notre procureur général, y lit-on, nous a

(1) DU FRESNE DE BEAUCOURT, *Histoire de Charles VII*, t. I, p. 330.

(2) Publiée par N. VALOIS, *Histoire de la Pragmatique Sanction de Bourges*, pièce 7, p. 9 : ... *Cum spem indubiam teneremus datam nobis a tuis de revocatione illius veteris interdicti quod dudum fuerat jussu tuo factum contra ecclesiasticam libertatem.*

(3) DU FRESNE DE BEAUCOURT, *op. cit.*, t. I, p. 363.

(4) L'expression est de N. VALOIS, *op. cit.*, Introduction, p. xiv.

(5) *Non solum id sublatum non est* (l'ordonnance de mars 1418) *sed cum publica denunciations per vocem preconis super ponte Rodani prope urbem nostram Avinionem novissime innovatum fuisse dicitur, et eiam penis oppositis aggravatum.* Lettre citée, N. VALOIS, *op. cit.*, pièce 7, p. 9.

(6) N. VALOIS, *op. cit.*, Introduction, p. xiv.

(7) On le trouve dans le recueil des *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, t. XIII,

rappelé que la provision des bénéfices avait été naguère remise aux électeurs et aux collateurs ordinaires, conformément à l'ancien droit commun, « cessant et rejetées toutes resignations et bulles ou procès apostoliques ». Qu'en outre le paiement des « vacants » était interdit, de même que l'exportation de l'or, étant bien entendu que si notre saint Père a besoin qu'on l'aide, on l'aidera, mais par d'autres moyens. Ces mesures ont été prises après très longue et mûre délibération, à la suite de plusieurs réunions du Grand Conseil, où furent appelés les prélats et d'autres membres du clergé. Elles ont fait l'objet d'une ordonnance royale ; un arrêt du Parlement est ensuite intervenu, qui enjoint à tous les sujets d'observer celle-ci perpétuellement et sans enfreindre. Ordonnance et arrêt ont été publiés de façon suffisante pour que nul ne puisse prétendre les ignorer.

Malgré cela, constate le dit procureur, que voit-on ? Journallement des Français recourent à Rome pour obtenir des bulles de provision, ils prennent possession des bénéfices ainsi conférés, et s'ils se heurtent à quelque compétiteur, ils le citent en curie. En face de tels abus, trop de juges royaux font preuve d'une coupable indulgence. Pourquoi ? En grande partie « sous ombre de ce qu'aucuns ont dit et publié en aucuns lieux, et dient, que nous avons intention de revoquer et moderer lesdites ordonnances ». Notre procureur général a donc « requis sur ce nostre provision et declaration de volonté ».

#### INFLUENCE DU PARLEMENT

Tout cela n'est-il pas clair ? L'offensive est partie de Poitiers. Nous savons de quelle sollicitude les parlementaires entouraient, depuis quelque temps, les libertés gallicanes. Même ceux de Paris, soumis à la pression bourguignonne et anglaise, luttèrent désespérément pour qu'on n'y touchât pas<sup>1</sup>. La cour de Poitiers se devait de ne point témoigner à leur endroit d'un moindre zèle. Elle parla fort et se fit entendre. Il ne faut pas chercher ailleurs les raisons de la nouvelle attitude du Dauphin. Sans doute le Parlement rappela-t-il ses prérogatives de gardien des lois et l'impossibilité d'abroger sans son aveu des textes qu'il avait sanctionnés. En tout cas, il fit valoir un argument dont nous verrons, un peu plus loin, avec quelle force il agissait sur la

p. 22 et dans les *Preuves des libertez de l'Eglise gallicane*, de P. DUPUY, t. II<sup>1</sup>, p. 33. Dans les registres du parlement de Poitiers, d'où elle est tirée, cette pièce porte la date du 8 février 1422 (= 1423 de la computation moderne). Cette date a été, suivant toute vraisemblance, mise après coup, et la première modifiée : pour une raison, du reste, que nous voyons mal. Il ne semble pas douteux qu'il ne s'agisse bien là de l'ordonnance dont parle Martin V en 1422 ; l'année suivante, elle ne trouve pas sa place. Apparemment, le changement de date s'explique par le désir d'attribuer la mesure à Charles déjà roi : en 1422 il n'était que Dauphin.

(1) Voir ci-dessus, p. 227-229.

conscience de Charles<sup>1</sup> : en 1418, ses conseillers lui ont demandé de s'engager à maintenir la nouvelle ordonnance ; il a juré : ce serment le lie.

*LE SERMENT DE 1418* Le Dauphin reconnaît cela dans son texte de 1422. On lui demande son dessein ? Il ne peut être de violer ses promesses. « Nous avons intention et ferme propos de tenir lesdites ordonnances » et de « garder les franchises et libertez de l'Eglise de laquelle nous sommes protecteur et defendeur » : car « tenus y sommes et juré l'avons ». Et pour bien montrer que ce ne sont point là paroles vaines, aux peines d'abord prévues contre les contrevenants il ajoute la contrainte par corps. Tous ceux qui oseront désormais violer l'ordonnance de 1418, « par voye directe ou oblique », se verront punis de « prinse, arrest et detention de leurs personnes ».

*INDIGNATION DE MARTIN V* On devine aisément quelle indignation provoqua à Rome cette mesure. Martin V n'attendit pas longtemps pour manifester son courroux. Un nonce, Nicolas de Mercatello, ancien collecteur apostolique dans les provinces du midi de la France, devenu clerc de la Chambre, fut chargé d'aller exprimer de vive voix au Dauphin les doléances pontificales. Il emportait une lettre où les formules paternelles dissimulaient à peine de très graves menaces<sup>2</sup>. Comme d'ordinaire en pareille circonstance, le pape évitait de s'en prendre directement au prince et chargeait surtout ses mauvais conseillers. « Nous ne pouvons croire, écrivait-il, qu'une telle désobéissance, qu'une telle rébellion à l'égard de l'Eglise, de cette Eglise que tes ancêtres, les rois Très Chrétiens, ont mis toutes leurs forces à défendre et à exalter, procède de ton initiative et de ton libre vouloir. Nous l'attribuons bien plutôt à l'instigation et aux manœuvres d'hommes pervers, déçus peut-être de n'avoir pu obtenir du Siège apostolique ce qu'ils n'auraient pas dû lui demander ». Il n'empêche, cependant, que ces iniques mesures, Charles les a publiées sous son nom et qu'il en porte la responsabilité : « aussi, poursuivait le pape, éprouvons-nous pour toi et tes affaires une grande compassion. Songes-tu, en effet, cher fils, quelle honte tu attaches à ton nom, combien tu t'éloignes de l'honneur de ton sang royal, de la dévotion et de la foi des rois de France, en t'élevant contre la liberté de l'Eglise : maintenant surtout que par la miséricorde de

(1) En 1425, Charles VII supplia Martin V de bien vouloir le relever de ce serment : voir ci-après, p. 256-257.

(2) Lettre déjà citée, dans N. VALOIS, *op. cit.*, pièce 7, p. 9-10.

Dieu cette Église est unie dans le concert de toute la chrétienté ? Personne n'a plus d'excuse pour lui désobéir ; c'est un crime, un déshonneur éternel que de se séparer d'elle, que de machiner, dans la république chrétienne, un nouveau scandale. Vois de quel opprobre chargent ton nom les conseillers qui ne rougissent pas d'abuser de ta sincérité pour t'induire à de si abominables actions, et qui corrompent ta bonté naturelle pour satisfaire leur cupidité. Vois et réfléchis, — l'affection que nous te portons nous pousse à te le dire, — si dans les conjonctures présentes tu as intérêt, pour tes autres desseins, à t'aliéner l'Église, au point qu'il te faille craindre d'être justement déshérité par cette mère spirituelle. Et parce que nous t'aimons d'un amour paternel, nous ne pouvons te cacher de quelle joie tu combles les envieux, ces ennemis de toute paix, qui espèrent déjà que ton audace et tes inconcevables interdictions vont dresser contre toi Dieu et son Église. Ne souffre donc pas que ton honneur soit sali d'une tache indélébile, qu'on dise que la maison de France compte maintenant un oppresseur de la liberté ecclésiastique. Marche plutôt sur la trace de tes aïeux, abolis toutes ces défenses, rends à l'Église romaine sa liberté, afin qu'elle te traite comme un vrai fils ».

LE PAPE ET L'AVÈNEMENT DU NOUVEAU ROI

Cette lettre véhémement fut bientôt suivie d'une autre. En effet, Charles VI était mort le 21 octobre ; le 30, le Dauphin prenait le titre de roi. Nous ne connaissons pas la dépêche par laquelle il annonçait au pape son avènement. Mais la réponse de Martin V a été publiée<sup>1</sup>. C'est une page admirable. Après les condoléances, où se lit une allusion discrète aux malheurs du pauvre fou, le pontife met sous les yeux de Charles VII ses devoirs de souverain. Il le supplie de tourner toute sa sollicitude, toutes ses pensées, vers la tranquillité du peuple et le salut du pays. Ce peuple, dit-il, « tu ne dois pas l'aimer moins qu'un père, moins que des fils, moins que toi-même ». Dans la bonne et dans la mauvaise fortune, enveloppe-le d'un amour paternel, car tu es le père de la patrie : répète-toi cela chaque fois que tu songes à ta royauté. Maintenant, continue le pape, tes sujets sont accablés par une longue guerre et par toutes sortes de calamités, « ils attendent de ton humanité et de ta sagesse que tu les délivres de tant de tribulations, que tu leur procures la paix, le meilleur, le plus désirable des bienfaits ». Cependant, Martin V ne manquait point d'insister aussi sur les devoirs de Charles VII envers Dieu et de lui rappeler ses obligations vis-à-vis de l'Église : « Sois persuadé qu'il y a

(1) BARONIUS-TRENER, *Annales ecclesiastici*, an. 1422, n° 33, t. XXVII, 1874, p. 540 ; L. DOUET-D'ARCO, *Choix de pièces inédites relatives au règne de Charles VI*, t. I, p. 447-449.

des ornements plus précieux que le diadème et la pourpre : la fidélité, l'humanité, la justice, et par dessus tout la crainte de Dieu et la vénération de son Église ; sans quoi l'on peut bien usurper le titre royal, mais l'on ne saurait être vrai et juste roi. Aussi, très cher fils, t'adjurons-nous de craindre Dieu, de vénérer sa sainte Église et de ne point souffrir dans ton royaume que l'on opprime sa liberté, que les illustres rois tes ancêtres ont toujours défendue ».

CHARLES VII N'A PLUS LES MÊMES  
EXCUSES QUE SON PÈRE

Bien qu'en termes généraux, comme l'exigeait la circonstance, c'était là toutefois une

invitation assez claire à rapporter une mesure que la papauté tenait pour une offense à son endroit. Martin V se fit plus explicite et plus pressant dans une autre épître, expédiée peu après<sup>1</sup>. Charles VII lui en avait fourni l'occasion par un billet autographe, où il le suppliait de ne point douter de ses bonnes dispositions. Nous n'avons jamais douté, lui répond-il, de la fermeté de ta foi, ni de ta filiale obéissance : ton excellente nature et ton éducation, vraiment digne de tes illustres aïeux, nous inclinent à croire que tu portes à Dieu et à l'Église une sincère affection. Toutefois, ta lettre a procuré un grand apaisement à notre esprit un peu ému (*aliquahter commotum*) dans le souci qu'il a de ton honneur. Rien ne peut ternir celui-ci, en effet, comme l'oppression de la liberté ecclésiastique. Et Martin V oppose très adroitement la conduite actuelle du roi de France à celle, cependant analogue, que d'autres ont tenue précédemment. Au temps du schisme, expliquait-il, on pouvait dissimuler ses mauvaises entreprises sous un voile qui en changeait la couleur aux yeux des hommes. Maintenant, l'injure faite à Dieu s'aggrave, pour le délinquant, de la perte de sa réputation : car l'union de l'Église, réalisée de nouveau, fait disparaître tout prétexte et enlève toute excuse. C'était, en somme, amnistier les ordonnances de 1407, qu'expliquait, sans peut-être les légitimer, le désir de s'organiser soi-même en période exceptionnelle, et réserver la flétrissure à celles de 1418 et de 1422, auxquelles l'existence d'un pape unique et indiscuté ôtait jusqu'à l'ombre d'un motif. En d'autres termes, c'était opposer Charles VII à son père, justifier l'appel que ne cessait de répéter Martin V à l'exemple des anciens rois Très Chrétiens.

Puisque tu te dis bien disposé, poursuivait le pape, — ce dont nous ne doutons pas, — cesse toute dilation, abolis, fais disparaître ces prohibitions publiées naguère sous ton nom. Nous t'en donnons

(1) Publiée dans BARONIUS-THEINER, *Annales ecclesiastici*, t. XXVIII, p. 14, n° 20, mais sous la fausse date de 1424. Voir à ce sujet N. VALOIS, *op. cit.*, Introduction, p. xv, note 1.  
Martin. — II. 16

le conseil et nous t'en prions. Ta fonction royale t'impose de nombreuses et graves obligations, que tu ne peux remplir, la plupart du temps, sans beaucoup de difficulté : il te faut pour cela des armées, des concours que d'ordinaire tu n'obtiens pas aisément. Un seul, peut-être, de ces devoirs t'est facile : pour rendre à l'Église sa liberté, il te suffit de parler, et voilà que sera effacée, à ton bénéfice, la faute commise par d'autres. Allons, « très cher fils, puisque tu y es tenu, puisque cela t'est commode, puisque les douces lignes écrites de ta propre main nous assurent de ta dévotion et de ta constante fidélité à notre égard, n'attends plus pour passer aux actes ; casse, immédiatement, anéantis tous ces *interdicta* contraires à la liberté de l'Église. Il faut que tous connaissent qu'en vrai roi, et en roi issu de la très chrétienne maison de France, tu vénères l'Église de Dieu et que tu es entré pleinement dans le sein de notre charité ».

**LE PAPE MULTIPLIE LES DÉMARCHES** Martin V ne se borna pas à écrire à Charles VII. Aussitôt connue la nouvelle ordonnance, il s'était adressé au cardinal de Bar<sup>1</sup>, chargé, à titre de légat, de travailler à la paix entre les deux fractions du royaume. Quelque temps après, il expédia des brefs à plusieurs membres du Conseil. Un peu plus tard, il actionnait encore la reine, sa mère la reine de Sicile, le chancelier Martin Gouge, le confesseur du roi, Gérard Machet, et jusqu'au médecin de Charles VII, Jean Cadart<sup>2</sup>.

**NOUVEAU PROJET DE STATUT** De si nombreuses et si vives instances ne pouvaient manquer de produire quelque effet. Par un réquisitoire de maître Cousinot, procureur général au parlement de Poitiers<sup>3</sup>, nous savons qu'en 1423 fut « derechef la matière ouverte ». Charles VII voulait « complaire à nostre S. Père ». Il y allait, jugeait-on, des intérêts du roi et de son conseil. La cour de Poitiers fut invitée à se prononcer sur l'opportunité de maintenir les libertés de l'Église gallicane ou d'accepter quelque compromis. A Bourges, on délibéra sur le même sujet, « en la présence du roy, de monsieur son chancelier et autres de son Grand Conseil, en grand nombre, et presents plusieurs prelates ». De ces discussions sortit un projet de statut, que des ambassadeurs s'en allèrent soumettre à Martin V. Sans doute ressemblait-il à celui de 1419. Ce n'était pas une acceptation pure et simple des dispositions de Constance. L'aban-

(1) Texte dans N. VALOIS, *op. cit.*, pièce 8, p. 11.

(2) Du FRESNE DE BEAUCOURT, *Histoire de Charles VII*, t. II, p. 317. Voir le texte d'une de ces lettres, dont le destinataire reste imprécis, dans N. VALOIS, *op. cit.*, pièce 9, p. 12.

(3) Publié dans P. DUPUY, *Preuves des libertés de l'Église gallicane*, t. II<sup>1</sup>, p. 34.

don des ordonnances restait subordonné à de nouvelles concessions pontificales. Le régime envisagé n'entrerait en vigueur qu'au cas où le Saint-Père « en voudrait estre d'accord, autrement non ». Il ne semble pas que les négociations poursuivies à Rome aient abouti. Entre-temps, s'ouvrit à Sienne le concile ordonné par l'assemblée de Constance et convoqué d'abord à Pavie<sup>1</sup>.

## § 2. — Le concile de Sienne (1423-1424).

### SOURCE PRINCIPALE D'INFORMATION

Sur les faits et gestes des Français au concile de Sienne, nous sommes assez amplement renseignés par la relation d'un député de l'université de Paris, professeur à la Faculté de théologie, le dominicain dalmate Jean Stoyco, ou Stojković, dit Jean de Raguse<sup>2</sup>. Sans doute y a-t-il lieu de n'accepter qu'avec prudence ses jugements personnels : partisan farouche de la suprématie conciliaire, il témoigne aux légats de Martin V et à quiconque les soutient une constante et vigoureuse animosité ; il admire en bloc, au contraire, tous ceux qui leur résistent. Mais son journal est fait en grande partie de pièces officielles, notamment d'exploits de notaires, intégralement recopiés ; c'est par là surtout qu'il est précieux.

### LA REPRÉSENTATION FRANÇAISE

A Sienne, les provinces anglo-bourguignonnes et celles qui restaient fidèles à Charles VII ne formèrent pas deux représentations distinctes ; le concile ne connut qu'une seule « nation française ». Une scission ne tarda pas à s'y produire, mais pour des raisons où la politique nationale n'avait rien à voir : elle fut due à l'opposition de deux tendances, que l'on pourrait appeler gallicane et ultramontaine. La députation française ne paraît pas avoir été fort brillante. Peu de prélats<sup>3</sup>. Le décret *de admittendis*<sup>4</sup>, où la nation, à la fin de juillet 1423, précisa quels membres auraient droit de vote, fait une large place au clergé inférieur : voix délibérative est reconnue non seulement aux docteurs et maîtres de toutes les Facultés, mais aux bacheliers formés en théologie, aux licenciés en droit canon, droit civil et médecine, aux curés

(1) Sur la convocation de ce concile et les hésitations de Martin V, voir N. VALOIS, *Le pape et le concile*, t. I, p. 3 et suiv.

(2) Publié par F. PALACKY, dans les *Monumenta conciliorum generalium seculi XV*, t. I, Vienne, 1857, p. 1-65. Sur Jean de Raguse, voir la préface de ce volume, p. VIII et suiv., et N. VALOIS, *Le pape et le concile*, t. I, p. 3.

(3) Jean de Raguse ne mentionne, au commencement, que l'évêque de Saint-Flour ; un peu plus tard, celui de Lescar ; enfin l'archevêque de Rouen, qui arriva le 12 février 1424. Les magistrats de Sienne, dans une lettre à Charles VII, parlent aussi de l'évêque de Cavaillon (N. VALOIS, *Le pape et le concile*, t. I, p. 63, note 3).

(4) JEAN DE RAGUSE, *loc. cit.*, p. 12.

de paroisses, aux procureurs de tout prince, seigneur ou collectivité, à la condition qu'ils fussent dans les ordres sacrés. Tout autre clerc dans les ordres sacrés, s'il se présentait et que la nation reconnût ses capacités et bonnes mœurs, serait également admis à siéger. La délégation française élit comme président Bertrand de Cadoène, évêque de Saint-Flour et fidèle de Charles VII<sup>1</sup> ; il chanta la messe d'ouverture de la deuxième session, dans la cathédrale de Sienne, le 8 novembre. Personnellement, le roi de France était représenté par un membre assez obscur de son Conseil, Thomas, abbé du monastère écossais de Paisley, dans le diocèse de Glasgow<sup>2</sup>. Ce personnage semble avoir fait, à Sienne, beaucoup plus figure d'agitateur que d'ambassadeur ; à plusieurs reprises, les légats tentèrent de le faire incarcérer ; mais les magistrats résistèrent<sup>3</sup>.

**MÉTHODE DE TRAVAIL** Si depuis Pavie l'on parlait de réformes, celles-ci ne firent d'abord l'objet que de propos fort vagues. Après la deuxième session, cependant, quelques députés particulièrement zélés, appartenant à différentes nations, se réunirent pour mettre sur pied quelque chose d'un peu concret. De leurs délibérations sortit un projet de règlement, destiné à hâter la besogne ultérieure, à la coordonner et à en assurer l'efficacité. C'est un modèle du genre. Par malheur, les événements ne permirent pas de l'appliquer ; mais Jean de Raguse eut soin de le mettre en réserve : au prochain synode, écrit-il, on pourra s'en inspirer avec profit<sup>4</sup>. Les auteurs du projet invitaient chaque nation à fixer elle-même l'horaire et le programme de ses séances d'étude et à se mettre au travail sans tarder davantage. Dès que l'une d'elles aura mis au point tel ou tel chapitre de son ordre du jour, elle le communiquera aux autres nations pour que celles-ci l'examinent, toutes autres discussions cessantes. Quand l'on paraîtra partout d'accord sur une vingtaine d'articles, alors l'assemblée générale se réunira pour leur faire subir un dernier examen et procéder à leur publication solennelle.

(1) Les magistrats de Sienne, écrivant à Charles VII, le rangent parmi ses *veri et fidelissimi servitores* : N. VALOIS, *op. cit.*, p. 63, note 3.

(2) Lui-même se désigne ainsi : *Thomas, monasterii de Pasleto ordinis cluniacensis, Glasgoviensis dioecesis, humilis abbas, serenissimi principis et domini, domini Karoli VII Francorum regis consiliarius* (JEAN DE RAGUSE, *loc. cit.*, p. 58), et l'on voit ailleurs (*ibid.*, p. 65) que *in dicto concilio locum tenebat ambasiatoris regis Franciae*. Il ne faut pas trop s'étonner qu'un Écossais fit partie du conseil de Charles VII ni que celui-ci l'ait choisi pour le représenter à Sienne : les Écossais étaient alors alliés du roi de France contre les Anglais et lui fournissaient des troupes (voir Du FRESNE DE BEAUCOURT, *Histoire de Charles VII*, t. II, p. 63). Au concile, les députés d'Écosse demandèrent, trop tard, d'ailleurs, à faire partie de la « nation française » (JEAN DE RAGUSE, *loc. cit.*, p. 52-53).

(3) JEAN DE RAGUSE, *loc. cit.*, p. 65.

(4) JEAN DE RAGUSE, *loc. cit.*, p. 27.



De la sorte on évitera la confusion et peu à peu l'on s'acheminera, Dieu aidant, vers le but souhaité par tous <sup>1</sup>.

*LES FRANÇAIS SONT PRÊTS LES PREMIERS* Quoique cette méthode de travail n'eût point reçu de sanction la rendant obligatoire, la nation française l'adopta, et bientôt elle put communiquer aux autres un premier train de propositions réformatrices <sup>2</sup>. Quelques-unes étaient inspirées par le louable souci d'extirper tous les schismes qui déchiraient l'Église et de ramener la paix dans la chrétienté : il fallait sévir contre les Fraticelles, qui s'étaient fait, paraît-il, dans les environs de Sienne, un pape à eux ; s'entendre avec Alphonse V d'Aragon, pour qu'il mette un terme à la carrière de Sanchez Muñoz, cet « hérétique » issu du pseudo-conclave de Peñiscola et qui, sous le nom de Clément VIII, se donnait pour le successeur de Pierre de Luna. Comme le souverain Pontife est le vrai vicaire de Jésus-Christ, qui s'est dit envoyé surtout vers les brebis qui périssaient, il devra travailler plus ardemment que par le passé à l'union des « Grecs », notamment en leur envoyant des « hommes lettrés et de grande autorité », dévoués à la cause de leur retour, et qui, chez eux, s'efforceront de les persuader et de les ramener au bercail du Sauveur. Quels prélats, en effet, « consentiront à exposer leur vie pour la conversion des infidèles, si par ailleurs on cesse de travailler à la réconciliation de ces Grecs, d'où sortirent jadis tant de docteurs illustres, et dont les lettres témoignent qu'ils ne veulent à aucun prix être séparés des chrétiens ! » Mais le pape est aussi le berger des âmes fidèles, et sa charge l'oblige à n'épargner rien, pas même son sang, pour qu'elles vivent dans la concorde. Or les guerres dévastent aujourd'hui la chrétienté, elles sont pour un grand nombre une cause de damnation. Le concile rappellera donc, dans les termes qu'il jugera le plus opportun, que le Saint-Père doit s'interposer, personnellement ou par des légats bien choisis, chaque fois qu'un différend met aux prises deux souverains chrétiens, et sans se décourager, tant qu'il n'aura pas rétabli la concorde. S'il ne peut aboutir par les négociations, qu'il convoque le concile, qui, lui, imposera la paix aux récalcitrants <sup>3</sup>.

*ILS PRÉCONISENT DES RÉFORMES RADICALES* Après ces préliminaires, les Français abordent hardiment la « réforme de la tête », et avec les articles suivants nous

(1) *Ibid.*, p. 27-30.

(2) *Ibid.*, p. 30-35.

(3) La nation insistait pour que Martin V fit notamment tous ses efforts pour ramener la paix en France.

voici loin des considérations iréniques. La réserve générale au Saint-Siège de tous les bénéfices et l'exigence des revenus de la première année qui suit la collation<sup>1</sup> ont engendré la simonie et le scandale. Pendant le schisme, et déjà du temps de Jean XXII, provisions, grâces expectatives, dates avantageuses, ont fait l'objet d'un trafic notoire. Les dignités ecclésiastiques ont été couramment accordées à qui ne les méritait pas, mais pouvait les payer gros prix. Aujourd'hui encore, de nombreux bénéfices français restent grevés de si lourdes taxes, à l'occasion de leur vacance, qu'étant donné l'appauvrissement général, procuré par la guerre, leurs titulaires sont dans l'impossibilité absolue de se libérer. Pour extirper ces abus le concile doit déclarer, semble-t-il, que chaque peuple jouira désormais en paix de ses droits et libertés ; qu'en France, notamment, l'impôt de première année, les communs et menus services, ne seront plus ni dus ni payés, que les élections seront confirmées et les bénéfices pourvus par qui de droit. Certaines nations, la France en particulier, ont accepté à Constance un concordat, aux termes duquel le Saint-Père continuerait de confirmer les élections, de conférer les bénéfices et de lever des taxes, dans des limites stipulées audit accord. Mais cela fut fait par manière de tolérance, le principe des libertés dûment sauvegardé, et pour un délai de cinq ans seulement. Aux réserves et protestations formulées alors la nation française adhère aujourd'hui ; elle déclare s'y tenir, en attendant la décision du concile. Elle est d'avis que celui-ci publie un règlement qui fasse disparaître les abus dans les collations bénéficiales et abolisse les grâces expectatives. A la rigueur pourra-t-on laisser au pape l'autorisation d'en accorder quelques-unes pendant les premiers jours qui suivront son couronnement et à l'occasion de la venue en curie d'un prince important. Ce règlement comprendra des articles assurant une vie décente aux universitaires, aux familiers du pape, des cardinaux et des grands seigneurs, compte tenu de leurs emplois respectifs. Quiconque, parmi les collateurs, enfreindra les prescriptions de ce décret se verra privé de l'exercice de son droit de pourvoir, qui sera dévolu à un autre. Comme l'attribution à un même titulaire de plusieurs bénéfices incompatibles, surtout avec charge d'âmes, est une monstruosité, le pouvoir de dispenser à ce propos sera enlevé au pape et les anciennes dispenses annulées. Quant aux bénéfices non incompatibles, le Saint-Père ne pourra autoriser un même clerc à en tenir plus de trois, et il révoquera les autorisations accordées jusqu'ici d'en avoir davantage. On interdira également au pape d'octroyer des commendes, dont l'usage est pour

(1) C'est ainsi qu'il faut traduire, nous semble-t-il, l'expression de *levatio vacanciarum* ; il ne s'agit pas des revenus du temps de la vacance. Voir, à ce sujet, t. I, p. 264 et t. II, p. 193, n. 6.

les bénéfices eux-mêmes une cause de graves dommages ; les commendataires touchent les rentes sans se préoccuper des charges ; souvent ils afferment le revenu à des laïcs, qui laissent les bâtiments sans réparations et se désintéressent du service divin. Toutes les commendes actuellement concédées devront être résiliées dans le délai d'un an, et les bénéfices qu'elles affectent seront pourvus, par qui de droit, de possesseurs idoines.

Défense devrait être faite au pape de nommer des évêques titulaires, qui souvent n'ont pas les ressources nécessaires pour vivre décemment et « vilipendent » la dignité épiscopale. De même, de dispenser des religieux, ou autres candidats aux grades académiques, du temps d'études nécessaire ou des examens exigés pour y accéder : de sorte que l'on ne voie plus désormais le doctorat, soit en théologie, soit en droit civil ou canon, déshonoré par des gens indignes de s'en prévaloir.

Il conviendra de rappeler le pape à l'observation du décret de Constance qui veut que les cardinaux soient choisis dans toutes les parties de la chrétienté ; il faudra l'amener aussi à réduire leur nombre : dix-huit suffisent ; à la rigueur vingt-quatre, mais au grand maximum. Toute nation qui possède déjà un cardinal n'en pourra obtenir un nouveau, s'il n'est pas possible de favoriser les autres pays dans la même proportion. Le Saint-Père fera ses choix sur des listes établies par les nations elles-mêmes. Quant au train de vie des cardinaux, le concile y pourvoira « largement et honorablement » sur les revenus du patrimoine de l'Église, qui seront partagés entre le pape et eux.

Comme les souverains Pontifes doivent offrir le modèle auquel les chrétiens se conforment, le concile leur prescrira de s'abstenir de lever sur les ecclésiastiques gabelles, tailles et autres impôts, afin que les princes laïcs s'en abstiennent de leur côté. Les impôts apostoliques en vigueur, ils les révoqueront. Ils annuleront de même les concessions accordées aux divers gouvernements au détriment du clergé, et rappelleront l'excommunication encourue par quiconque grève les biens d'Église sans le consentement du Saint-Siège. S'il est nécessaire de taxer les laïcs habitant sur des terres d'église, le pape ne pourra le faire qu'avec le consentement écrit des cardinaux.

Au temps du schisme, les soi-disant Pontifes romains ont aliéné beaucoup de biens ecclésiastiques ou en ont confié la garde à des hommes de guerre qui se les sont appropriés. Pour parer au renouvellement de cet abus, le concile fera bien d'interdire l'aliénation de toute ville, château, ou autre bien quelconque appartenant soit au patrimoine de l'Église romaine soit à toute autre église particulière, et de prescrire qu'aucun capitaine ou gouverneur de territoire ne

pourra être nommé par le pape sans le consentement écrit d'au moins deux tiers des cardinaux.

Deux articles de ce projet de réforme rappelaient l'autorité des décisions conciliaires et en particulier de celles de Constance. La « nation française » y demandait que les papes ne se permissent point d'y déroger et que disparût des lettres apostoliques la formule de style *non obstante constitutione generali* : elle la jugeait incompatible avec le respect dû aux conciles. En terminant, elle se disait disposée à fournir encore d'autres suggestions touchant la *reformatio capitis* : seul le manque de temps l'avait empêchée, jusque-là, de les coucher par écrit.

Ainsi la représentation du clergé de France s'affirmait, à Sienne, plus uniformément attachée aux franchises gallicanes que dans n'importe quel concile antérieur. Mais il faut se rappeler qu'à cette date elle était peu brillante, par la qualité sociale de ses membres et sans doute aussi par leur nombre. L'université de Paris n'y avait guère que Jean de Raguse comme porte-parole<sup>1</sup>. Les renforts qui ne tardèrent pas à arriver montrèrent des dispositions tout autres. Il serait donc imprudent de voir dans le document que nous venons d'analyser le fidèle reflet des sentiments que professait, dans sa majorité, l'Église du royaume.

#### FRAYEUR DES LÉGATS

En même temps qu'elle communiquait son plan de réforme aux députations des autres pays, la nation française le remit aussi aux légats de Martin V. En le lisant, dit Jean de Raguse, la terreur s'empara d'eux et ils n'eurent plus d'autre souci que de dissoudre l'assemblée ; dans ce but, ils se mirent à semer la division, notamment parmi les Français<sup>2</sup>. En réalité, de louches menées d'Alphonse d'Aragon, les relations mystérieuses que les magistrats de Sienne entretenaient avec lui, inspiraient au pape des inquiétudes autrement graves : n'allait-on pas attaquer la façon dont le concile de Constance avait réglé le schisme et mettre en question la validité même de l'élection de 1417 ? Cette sourde menace pesa sans doute beaucoup plus lourd que l'attitude des Français sur la décision que prit Martin V de se débarrasser au plus vite

(1) Les autres députés n'arrivèrent que plus tard, le 12 février 1424. Dans la lettre par laquelle l'université annonçait à Martin V l'envoi de sa délégation, il est dit explicitement que Jean de Raguse part avant les autres, et qu'il n'est accompagné que de Jean Mareschal, maître ès arts et bachelier en droit canon : un assez mince personnage (JEAN DE RAGUSE, *loc. cit.*, p. 3).

(2) *Ibid.*, p. 35. ... *Timor ac tremor irruit super eos, praecipue propter articulum de cardinalibus proportionabiliter de omnibus nationibus faciendis. Qui legit intelligat. Et ex tunc omnino ad extinguendum Jesum, id est ad dissolvendum concilium animum dederunt. Verum cum hoc efficere non valerent unitis nationibus : viis et modis quos sator zizaniae diabolus noverat suggerere, divisionem in nationibus procuraverunt, in tantum quod duae nationes, videlicet Franciae et Italiae, in duas partes se diviserunt.*

d'une assemblée dangereuse<sup>1</sup>. Il n'en reste pas moins vrai que les légats ne pouvaient considérer d'un œil tranquille le projet gallican, et que, si peut-être ils ne machinèrent pas eux-mêmes la brouille dont le chroniqueur les rend responsables, au moins furent-ils heureux de l'exploiter.

**DÉSUNION PARMI LES FRANÇAIS** Le 3 janvier 1424, la nation devait réélire son président. Bertrand de Cadoène s'était montré chaud partisan de la suprématie conciliaire et de l'application au gouvernement pontifical d'une réforme drastique. Un groupe important de curialistes français venait d'arriver, et parmi eux le recteur de l'université de Rome. Si l'on en croit Jean de Raguse, ils seraient parvenus, pour grossir leur nombre, à faire admettre aux délibérations jusqu'à leurs cuisiniers et leurs palefreniers<sup>2</sup>. Si l'on se rappelle le décret *de admittendis*, analysé plus haut, cette affirmation laisse un peu sceptique<sup>3</sup>. Quoi qu'il en soit, les nouveaux venus formaient une masse sensiblement égale à l'ancien contingent. Ils opposèrent à l'évêque de Saint-Flour un candidat de tout autre esprit, Jean de Fabrègues, nommé au siège de Lescar, et qui, lui aussi, arrivait de Rome. Ne parvenant pas à concilier les deux groupes, le président sortant renvoya au lendemain les opérations électorales. Le 4 janvier, les partisans de Cadoène se trouvèrent seuls au rendez-vous, Fabrègues ayant réuni ailleurs ses amis. On vota de part et d'autre. L'évêque de Saint-Flour obtint sept voix de plus que celui de Lescar ; mais la minorité refusa de s'avouer battue : la nation française était coupée en deux.

**LES LÉGATS PROPOSENT LEUR ARBITRAGE** Dès qu'ils connurent la situation, les légats firent proposer leurs bons offices à l'ancienne fraction : ils étaient tout prêts, dirent-ils, à travailler au rapprochement, soit amiablement soit par voie de justice ; en effet, représentants du souverain Pontife, n'étaient-ils pas les vrais juges au concile ? Méfiant, Bertrand de Cadoène ne se pressa pas d'accepter ; il se contenta de répondre que la nation allait délibérer et qu'elle ferait connaître sa décision à leurs Seigneuries, par devant notaire. Ce qui fut fait trois jours après.

(1) Cf. N. VALOIS, *Le pape et le concile*, t. I, p. 36-39.

(2) *Adduxerunt secum ad nationem suos familiares, coquos videlicet et stabularios, ad maximam confusionem potius ipsorum quam nationis...* JEAN DE RAGUSE, *loc. cit.*, p. 36.

(3) Au moins ne pouvaient-ils guère, semble-t-il, faire agréer ces domestiques par la nation elle-même. Ce fut autre chose quand ils se réunirent à part, le lendemain ; ils étaient libres, alors, de faire voter qui ils voulaient, puisqu'ils étaient entre eux.

**ON LES RÉCUSE** La nation remerciait les légats de leur affection et de leur dévouement ; elle acceptait volontiers qu'ils s'employassent à ramener des dissidents à qui l'on n'avait fourni aucun prétexte de se séparer : elle était, d'ailleurs, toujours disposée à bien accueillir et à traiter avec égards quiconque viendrait à elle en justifiant des qualités requises, et surtout s'il s'agissait de fonctionnaires de curie envoyés par notre saint Père. Elle ne refusait pas non plus de se soumettre aux décisions d'un tribunal. Mais quant à la prétention des légats d'être juges au concile, elle ne l'estimait pas fondée. Même si le pape était présent, il n'aurait point cette qualité. Le concile représentait l'Église universelle : c'est donc à lui, suivant la parole de l'Écriture, qu'il convenait de proposer ses plaintes. A son verdict, la nation se soumettrait docilement, comme s'il était prononcé par le Christ en personne. Aussi bien, les légats fussent-ils juges, elle les déclinerait comme suspects de partialité en faveur des curialistes. Elle suppliait donc leurs Seigneuries de vouloir bien, le lendemain ou un jour suivant, réunir l'assemblée plénière, devant laquelle elle s'expliquerait <sup>1</sup>.

**INCIDENT DE G. JOSSEAUME** L'on devine que cette réponse ne fut pas du goût des lieutenants de Martin V. Ils refusèrent de convoquer les nations. Les Français s'en chargèrent eux-mêmes. Leurs délégués s'en allèrent trouver chacune d'elles, et obtinrent qu'elles s'assemblassent pour être saisies du différend <sup>2</sup>. Cela prit du temps. Sur les entrefaites, un incident se produisit, qui exacerba contre les légats les préjugés des Gallicans. Le deuxième dimanche après l'Épiphanie <sup>3</sup>, le franciscain Guillaume Josseaume <sup>4</sup> avait commenté en chaire, devant les Pères, l'évangile du jour où est raconté le miracle du changement de l'eau en vin, aux noces de Cana. Il en vint à parler de la Vierge Marie. Elle eut, dit-il, deux époux ; elle obéissait à l'un, le Saint-Esprit ; l'autre, saint Joseph, la servait. Il en est de même pour l'Église, dont Marie est l'image. De ses deux époux, l'un, qui est encore le Saint-Esprit, la gouverne

(1) *Ibid.*, p. 36.

(2) *Ibid.*, p. 37.

(3) *Dominica de nuptiis* (*ibid.*, p. 63). N. VALOIS, *op. cit.*, t. I, p. 39, a pensé qu'il s'agissait du 19<sup>e</sup> dimanche après la Pentecôte (3 octobre 1423), où se lit la parabole du roi qui célèbre les noces de son fils. L'erreur est certaine. En effet, nous voyons Josseaume comparer les six degrés de la hiérarchie ecclésiastique aux six cruches où l'eau fut changée en vin. Or il n'est question de celles-ci que dans le seul épisode des noces de Cana, dont la liturgie fixe la lecture au deuxième dimanche après l'Épiphanie. Et cela oblige à repousser la date que Jean de Raguse assigne à la protestation des Français devant l'assemblée des nations, à savoir le 10 janvier (p. 37). Il est vrai qu'il se méfie de sa mémoire : *Praedicta fuerunt proposita et exposita in congregatione generali omnium nationum, et die 10 januarii, UT CREDO*. Ce ne put être que dans la seconde quinzaine de janvier.

(4) Sur ce personnage, cf. N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 39, note 3 et p. 40, note 1.

et lui enseigne la vérité ; l'autre, le pape, n'a qu'un rôle « ministériel » ; l'Église lui commande et le dirige, elle lui dicte ce qu'il doit faire pour le salut des fidèles. Ce langage scandalisa « les scribes et les pharisiens », rapporte Jean de Raguse ; on les entendit grincer des dents. Après la messe, les légats réunirent quelques amis, qualifièrent Josseaume d'hérétique et décidèrent de le faire emprisonner. La nation française, à laquelle appartenait le franciscain, ne trouva dans son sermon rien à reprendre, sauf peut-être l'excès d'un zèle par ailleurs légitime. Les magistrats se retranchèrent derrière leur promesse d'assurer la liberté des membres du concile et déclarèrent qu'ils n'agiraient que sur réquisition de l'assemblée plénière. Dans l'impossibilité d'obtenir l'incarcération du fougueux mineur, les légats se tournèrent vers ses frères en saint François. Une nuit, Josseaume fut enlevé. Les pires bruits coururent : on l'a assassiné ; on l'a enfermé pour toujours au fond d'une oubliette. La nation française remua ciel et terre ; à sa demande, les magistrats menacèrent de procéder contre le couvent. Un beau jour, le séquestré finit par reparaître, sans trop savoir grâce à qui, et l'on parla de miracle<sup>1</sup>. Il n'était pas encore retrouvé quand les partisans de l'évêque de Saint-Flour saisirent le concile de leurs doléances ; le rapt du « très glorieux frère Josseaume » leur fournit un argument de renfort pour demander la création d'un tribunal, qui non seulement imposerait aux curialistes français réparation des torts causés par eux à leur « nation », mais devant qui tout incident pourrait être porté<sup>2</sup>. En attendant, ils protestaient d'avance contre les décisions que prendrait éventuellement la faction de Jean de Fabrègues et déclaraient les tenir pour nulles.

#### MANIFESTE DE LA NATION FRANÇAISE

Cette *protestatio*, les Français la consignèrent dans un long instrument notarié<sup>3</sup>, dont ils profitèrent pour exposer aussi leur sentiment sur quelques autres points qui les préoccupaient. Leurs syndics le signifièrent aux légats le 26 janvier 1424. Après le récit de la double élection et l'invitation à rejeter tout ce qui procéderait de la minorité fidèle à l'évêque de Lescar, on y lisait ceci : le travail de la réforme est gravement entravé par l'absence du pape, des cardinaux, des fonctionnaires de curie et de beaucoup d'autres personnages qui ont coutume d'assister aux conciles et qui devraient se trouver ici ; la nation française est d'avis que l'assemblée supplie le Saint-

(1) JEAN DE RAGUSE, *loc. cit.*, p. 50.

(2) *Ibid.*, p. 37.

(3) *Ibid.*, p. 38-41. Le notaire de la nation française s'appelait Jean le Cocu, et il était sacriste de la collégiale Sainte-Marie, à Lille (p. 41, 45).

Père de daigner venir en personne, qu'elle adresse aux cardinaux et aux curialistes une sommation en règle, en les menaçant des peines prévues par le droit ; qu'elle fasse afficher aux portes des églises, et partout où il sera utile, un décret proclamant que le concile général se tient à Sienna régulièrement, qu'il y siégera tant que la réforme de l'Église dans sa tête et dans ses membres ne sera pas accomplie, et que nul ne sera admis à exciper plus tard d'une absence quelconque. Le bruit ayant couru depuis quelques jours que les très Révérends Pères qui président le concile au nom de Sa Sainteté songeaient à le dissoudre prématurément, ladite nation s'élève contre ce projet ; elle proclame hautement qu'elle a toujours été et reste disposée à poursuivre jusqu'au bout la tâche réformatrice. A Constance, elle a conclu avec notre saint Père un accord pour cinq ans, touchant la provision des bénéfices, la confirmation des élections et la levée des taxes. Ce délai est maintenant échu et l'Église gallicane est rentrée dans la jouissance de ses anciennes libertés. En conséquence, les bénéfices doivent être pourvus désormais conformément au droit commun, formulé par les conciles généraux. Les revenus de la première année, les communs et menus services, cessent d'être exigibles. Enfin, profondément respectueuse des décrets réformateurs votés à Constance, après mûre délibération, par tant de Pères d'une si grande science et autorité, la nation française déclare qu'elle ne se tiendra pour liée par aucun texte nouveau qui leur serait contraire.

*MANŒUVRE DES LÉGATS* Les légats essayèrent de rafraîchir ce zèle en obligeant les Français à se compromettre individuellement. Le 29 janvier, comme ceux-ci étaient assemblés, un secrétaire du pape, Michel de Pise, se présenta <sup>1</sup>. « Révérends Pères et autres Seigneurs de cette illustre nation, dit-il, les très révérends légats apostoliques, présidant le concile de Sienna au nom de notre très saint Père le pape, m'envoient vous demander quelques explications. Tout d'abord, la protestation signifiée en votre nom le 26 de ce mois émane-t-elle bien de vous et traduit-elle bien vos sentiments ? Dans l'affirmative, et si vous en maintenez les termes, leurs Seigneuries désireraient que tous les protestataires écrivissent leur nom au bas de la copie que voici, afin qu'elles pussent les connaître un par un ». Bertrand de Cadoène, qui présidait, éventa sans peine la manœuvre. Il pria l'émissaire de sortir un instant pour que l'assemblée délibérât. Quand on le rappela, Michel de Pise s'entendit répondre par l'évêque de Saint-Flour que l'instrument lu aux légats

(1) *Ibid.*, p. 43.



et déposé entre leurs mains exprimait très fidèlement l'avis de la nation et qu'en ce moment ladite nation en ratifiait, approuvait et homologuait la teneur. Que cette pièce, officielle et transcrite par notaire, n'était pas de nature à recevoir des souscriptions et que personne ne la signerait. Le secrétaire eut beau insister, il n'obtint rien de plus.

Pour que nul n'en ignorât, les Français intimèrent également leur protestation à chacune des autres nations. Deux procureurs, accompagnés du notaire et de deux témoins, la lurent devant les Espagnols le 28 janvier, et, le 30, devant les Allemands. Il leur fut plus difficile de saisir les Italiens, eux-mêmes divisés. Pourtant, le 3 février, ils en trouvèrent un assez grand nombre réunis à la cathédrale et, devant eux, s'acquittèrent de leur mission<sup>1</sup>.

*ARRIVÉE DE JEAN DE ROCHETAILLÉ* Peu après se répandit la nouvelle de l'imminente arrivée du représentant le plus considérable de la France anglaise, l'archevêque de Rouen Jean de Rochetaillé, patriarche de Constantinople et ambassadeur d'Henri VI. Plusieurs membres de l'université de Paris l'accompagnaient<sup>2</sup>. Ce renfort escompté remplit d'espoir et d'allégresse les partisans de la réforme<sup>3</sup>. Le 12 février, tous les prélats, un grand nombre d'autres membres des diverses nations et une foule de Siennois se portèrent à cheval au devant de l'ambassadeur, qui fit dans la ville une entrée triomphale<sup>4</sup>. Le 16, les chefs des deux fractions antagonistes démissionnèrent et la nation française tout entière élut Rochetaillé comme président<sup>5</sup>.

*IL S'UNIT AUX LÉGATS POUR DISSOUDRE LE CONCILE* Ceux qui avaient compté sur les nouveaux venus pour revigorer le concile perdirent bien vite leurs illusions. Il ne tarda pas à apparaître, en effet, qu'aussi bien pour l'archevêque de Rouen que pour les députés de l'université de Paris, Sienne n'était qu'une brève étape sur la route de Rome. Le patriarche se mit secrètement d'accord avec les légats pour hâter la dissolution du concile. Le 25, devant un petit nombre de Français, il donna lecture du décret

(1) JEAN DE RAGUSE, *loc. cit.*, p. 45. Le 31 janvier ils avaient essayé de signifier leur document à l'évêque de Volterra, président de la nation italienne, qu'ils allèrent trouver à son domicile. Mais il leur déclara qu'il venait de résilier sa présidence entre les mains des légats (*ibid.*, p. 44).

(2) C'était Jean Beaupère, Jean Chuffard, Robert Poitevin, Jean Hervé et Jean le Moutardier (*ibid.*, p. 49). Sur ces personnages, voir N. VALOIS, *Le pape et le concile*, t. I, p. 56, et surtout DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium universitatis parisiensis*, t. IV (aux tables alphabétiques).

(3) Voir les lettres de Jean de Raguse à Jean Beaupère, du 3 février 1424, *loc. cit.*, p. 48.

(4) *Ibid.*, p. 49.

(5) *Ibid.*, p. 50.

de renvoi ; le 26, il intima l'ordre aux abbés de Vézelay, d'Ourscamp et de Dammartin de regagner leur monastère et de s'y trouver au plus tard dans trois mois, sous peine d'encourir l'indignation du roi d'Angleterre. Puis, le jour même, sans prendre congé de la nation qu'il présidait, il s'achemina vers Rome, traiter avec Martin V les affaires de son maître<sup>1</sup>. Jean de Fabrègues l'accompagnait<sup>2</sup>. Quant aux universitaires, les uns n'avaient même pas attendu son départ pour s'éclipser<sup>3</sup> ; les autres le suivirent de près. La signature du rôle dont ils étaient porteurs les préoccupait bien plus que la réforme<sup>4</sup>.

*VAINS ESSAIS DE RÉSISTANCE* Dans la nation gallicane, les membres de la première heure ne perdirent pas, cependant, immédiatement courage. Ils élurent comme président l'abbé de Vézelay, que les menaces de Rochetaillé n'avaient point abattu. Le 1<sup>er</sup> mars, ils décidèrent de siéger chaque jour, sous peine d'amende aux défaillants ; le 7, ils renouvelèrent leur protestation du 26 janvier<sup>5</sup>. Vains efforts ! Le soir même, profitant des réjouissances populaires du carnaval qui distraient l'attention, les trois derniers légats qui restaient encore à Sienne<sup>6</sup> s'enfuyaient clandestinement et, arrivés à Florence, faisaient afficher aux portes de la cathédrale le décret de dissolution, daté du 26 février<sup>7</sup>.

Dès lors, il devenait inutile de s'opiniâtrer. L'abbé de Paisley se hâta de rédiger un long réquisitoire, où, protestant contre l'escamotage de la réforme, il en appelait au pape et au futur concile<sup>8</sup> ; mais les plus ardents avaient perdu leurs dernières illusions : seul Guillaume du Mont, prieur de Payerne, au diocèse de Lausanne, s'associa à l'auteur du manifeste. L'abbé de Vézelay, et Jean de Raguse lui-même, n'y sont point mentionnés comme « adhérents » ; simplement ils servirent de témoins, quand on lut la pièce à la cathédrale, devant ce qui restait du concile dissous. La séance se conclut sur la seule décision qui fût raisonnable : remettre la réforme entre les mains de Dieu et se retirer chacun chez soi<sup>9</sup>.

(1) *Ibid.*, p. 50, 52. Sur les négociations ultérieures entre Jean de Rochetaillé et Martin V, cf. N. VALOIS, *Histoire de la Pragmatique Sanction de Bourges sous Charles VII*, Introduction, p. XXI et suiv.

(2) Il oublia, avant de partir, de finir d'acquitter la note de son logeur. Arrêté, pour cela, à Buonconvento, il y fut retenu jusqu'à payement complet (JEAN DE RAGUSE, *loc. cit.*, p. 52).

(3) *Ibid.*, p. 50 : *Nulla praesentatione aut propositione facta in concilio, infra paucos dies post ipsorum ingressum, unus post alium recesserunt versus curiam.*

(4) *Ibid.*, p. 52 : *In crastinum, scilicet 27, ... aliqui de ambasiatoribus universitatis parisiensis recesserunt versus Romam.* Sur la question du rôle, voir N. VALOIS, *Le pape et le concile*, t. I, p. 57, et *Histoire de la Pragmatique Sanction de Bourges sous Charles VII*, Introduction, p. XXII, note 1.

(5) JEAN DE RAGUSE, *loc. cit.*, p. 46.

(6) Le quatrième était parti dès le 27 février, *ibid.*, p. 52.

(7) Détails rappelés dans le manifeste de l'abbé de Paisley, *ibid.*, p. 56.

(8) *Ibid.*, p. 53-60.

(9) *Ibid.*, p. 61 : *Et tandem, propter vitandum ecclesiae scandalum et auctoritatis ac propriarum*

## § 3. — Le concordat de Genazzano (1426).

L'ÉCHEC DE SIENNE NE PROVOQUE PAS  
DE RANCŒUR EN FRANCE

Le concile de Sienne avait donc avorté. Cet échec ne provoqua point, de la part du gouvernement de Charles VII, la violente réaction que pouvaient faire craindre les actes récents de l'abbé de Paisley. A vrai dire, l'annonce de cette assemblée n'avait point éveillé en France d'échos bien profonds. Au moment où elle s'ouvrait, nous avons vu le roi, comme si elle ne dût rien régler, soumettre au pape un projet d'accord pour la provision des bénéfices<sup>1</sup>. Après la clôture, nous retrouvons Charles VII animé des mêmes dispositions. Un an ne s'était pas écoulé depuis la dispersion des Pères, qu'il engage avec Rome de nouveaux pourparlers.

L'ORDONNANCE DE CHINON, DU 10 FÉVRIER 1425

Mieux : il propose lui-même, de façon inattendue, ce qu'il marchandait précédemment. Une ordonnance datée de Chinon, le 10 février 1425, rendit au pape, en effet, sans condition, le libre exercice des droits niés si souvent sur les bénéfices du royaume<sup>2</sup>. Pour expliquer cette mesure, le texte mentionne les instances de la reine de Sicile, belle-mère de Charles VII, et celles du duc de Bretagne. Sans doute y en eut-il d'autres, et plus efficaces. Sur le « vieil protocole » d'où la pièce est extraite<sup>3</sup>, et qui fut compilé par Odard Mochesne, notaire royal et secrétaire du chancelier Martin Gouge, figure cette note : « Ceste lettre fut faite au pourchas du Président de Provence, lors principal entour le Roy, lequel avoit affaire de nostre S. Père en autre cas ». C'est donc surtout à l'influence de Jean Louvet, alors tout-puissant au Conseil<sup>4</sup>, qu'il faudrait l'attribuer ; et le rôle de celui-ci aurait été dicté par l'intérêt personnel.

PLEINE SATISFACTION DONNÉE AU PAPE

Martin V ne pouvait souhaiter soumission plus complète ni exprimée en termes plus déférents. Servir Dieu, c'est régner,

*personarum periculum, propter propinquam temporalem papae potentiam, deliberarunt res ecclesiae deo committere et unusquisque ad propria remeare.*

(1) Ci-dessus, p. 242.

(2) Texte dans P. DUPUY, *Preuves des libertez de l'Eglise gallicane*, t. II, p. 34.

(3) Après le texte de l'ordonnance, se trouve, *loc. cit.*, la note suivante : « Cet Edit, donné à Chinon le 10 février 1424, se trouve dans un vieil protocole compilé par M. Odard Mochesne clerc, notaire et secretaire du Roy Charles VII et secretaire du Reverend Pere en Dieu monsieur M. Evesque de Clermont Chancelier de France, au bas duquel edict il y a ces mots : Ceste lettre fut faite... etc. »

(4) Il était, dit Du FRESNE DE BEAUCOURT, *Histoire de Charles VII*, t. II, p. 67, « plus maître que le roi » ; voir toute cette page et la suivante et aussi p. 90.

lisait-on dans le préambule de l'ordonnance : aussi le premier souci des rois doit-il être d'offrir, à Celui d'où leur vient le pouvoir, le tribut d'honneur et de dévotion qu'ils lui doivent. Dans sa bonté, le prince éternel et immuable affermit leur puissance éphémère et caduque, si sa crainte les maintient dans l'humilité, s'ils reconnaissent ses bienfaits, si, rendant à Dieu ce qui est à Dieu, ils s'acquittent dignement de leurs devoirs envers lui. C'est, remarquait Charles VII, ce qu'ont fait ses ancêtres et leur gloire est venue de là. De père en fils, ils ont mis la crainte du Seigneur au-dessus de tout, ils « ont plié la tête devant le vicaire du Christ », ils ont comblé d'honneurs l'Église et l'ont protégée de l'oppression. Il veut, ajoute-t-il, imiter leur exemple. Considérant avec quelle ardeur ils ont travaillé si longtemps à procurer à la chaire de saint Pierre un pontife incontesté, il ne saurait assez remercier le Très-Haut d'avoir enfin réalisé leur désir, ni témoigner au Siège apostolique une trop complète obéissance. Répondant à l'invitation des Écritures et de tant de saints Pères, il va faire pour notre mère l'Église, heureuse d'avoir retrouvé son époux, tout ce dont est capable la dévotion d'un fils. Il y est d'ailleurs incliné spécialement par sa reconnaissance à l'égard de Martin V, dont il n'a cessé de sentir la sincère affection, et dont il attend le paternel appui dans toutes les nécessités du royaume.

Poussé par sa conscience, il ordonne donc que les rescrits, mandements, bulles et procès apostoliques soient désormais exécutoires en France et en Dauphiné, qu'ils y obtiennent effet et obéissance, tant pour la provision des bénéfices que pour l'exercice de la juridiction pontificale, de la même façon que sous Clément VII et Benoît XIII : nonobstant toutes ordonnances, arrêts du Parlement ou usages contraires, datant de la période du schisme ou de tout autre temps ; par les présentes le roi les annule et interdit de les observer à l'avenir. Il sollicite toutefois de la clémence du Saint-Père que, pour obvier aux litiges et réclamations éventuelles, les élections, collations et autres actes accomplis conformément aux anciennes ordonnances et arrêts, avant la remise desdites présentes à Sa Sainteté, soient reconnus valides et au besoin confirmés ou validés, pour la tranquillité des églises du royaume.

CHARLES VII ET SON SERMENT DE 1418

Ce document fut porté à Rome par une légation solennelle, conduite, comme celle de 1419, par l'évêque de Saint-Pol-de-Léon, Philippe de Coëtquis<sup>1</sup>. Elle ne comptait pas moins, dit-on, de

(1) MONSTRELET, *Chronique*, t. IV, p. 231. Les autres ambassadeurs étaient Jean, abbé de Saint-Pierre-de-Viennois, Guillaume de Hotot, abbé de Cormery, Jean Girard et Jean de Montmorin,

deux cents chevaux<sup>1</sup>. Charles VII avait chargé ses ambassadeurs d'obtenir de Martin V un certain nombre de faveurs. Le premier article de leurs instructions<sup>2</sup> projette une intéressante lumière sur la psychologie religieuse du roi. Le souvenir du serment prêté en 1418 ne laissait pas de le hanter ; nous avons vu qu'en 1422 le procureur général n'y avait pas fait appel en vain<sup>3</sup>. Et maintenant voici qu'il sacrifiait aux exigences de la politique, et au désir de complaire au pape, ces libertés de l'Église gallicane qu'il avait juré de maintenir toujours. Ses conseillers, qui avaient consenti à la nouvelle ordonnance, le même serment les liait. Que penserait d'eux tous le juge suprême des consciences ? Sans doute une absolution était-elle nécessaire pour le fait accompli, et, en vue de l'avenir, une dispense d'observer l'imprudente promesse. Le Saint-Père serait donc supplié d'accorder l'une et l'autre<sup>4</sup>.

*SOUCI DE LA PAIX DES CONSCIENCES* Charles VII se préoccupait vivement d'apaiser les consciences. Beaucoup de ses vassaux, entraînés dans la guerre civile, ont juré alliance avec l'ennemi ; par après, leur loyalisme s'est ressaisi ; mais la crainte du parjure les retient dans les rangs anglo-bourguignons. Il voudrait une bulle, accordant à son confesseur et à deux ou trois autres prêtres les pouvoirs nécessaires pour relever de pareils serments. Il en désire une autre encore, valable pour trois ou quatre ans, habilitant les mêmes confesseurs pour absoudre des innombrables crimes réservés, incendies de lieux saints, profanations d'églises, viols d'immunité, dont la guerre a favorisé la perpétration. Si tous les excommuniés, les interdits, les irréguliers, qui veulent se mettre en règle, devaient aller à Rome, la moitié du royaume serait vidée.

*DEMANDE D'INDULT POUR NOMMER AUX BÉNÉFICES* Le reste des demandes royales avait un objet moins spirituel. Charles VII désirait un indult lui permettant de nommer à cinq cents bénéfices de son royaume, et il se souciait que la bulle le lui accordant fût assez explicite pour qu'aucune contestation ne pût éventuellement surgir<sup>5</sup>. De nombreux tenants du roi d'Angleterre ou

maîtres des requêtes de l'Hôtel, N. VALOIS, *Histoire de la Pragmatique Sanction de Bourges sous Charles VII*, pièce 11, p. 14 (pouvoir aux ambassadeurs envoiez devers le Pape) ; cf. DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium univ. paris.*, t. IV, p. 441.

(1) N. VALOIS, *op. cit.*, Introduction, p. xxxvi.

(2) Publiées dans MARTÈNE et DURAND, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. I, col. 1759, mais faussement attribuées à circa 1422.

(3) Ci-dessus, p. 239.

(4) *Absolvat et dispenset.*

(5) Des indults de cette nature avaient été plusieurs fois accordés aux rois de France, et Charles VII le rappelle. Le dernier l'avait été par Jean XXIII à Charles VI, en 1413 : ci-dessus, p. 189.

Martin. — II.

du duc de Bourgogne avaient obtenu du pape des bénéfices pourvus simultanément, par les collateurs ordinaires, de fidèles serviteurs de la Couronne : cela, sous le prétexte que les terres de ces bénéfices étaient, en partie, occupées par l'ennemi. Les ambassadeurs devraient obtenir de Sa Sainteté qu'elle mît bon ordre à ces situations intolérables. Enfin, ils recommanderaient à la bienveillance du pape un certain nombre de personnages particulièrement chers au roi, en premier lieu son confesseur, Gérard Machet, et le confesseur du feu roi Charles VI, Pierre de Chantelle, tous deux maîtres en théologie. Comme un interminable schisme déchirait le diocèse de Limoges, où deux compétiteurs prétendaient au siège depuis de longues années<sup>1</sup>, ils s'efforceraient de faire pourvoir d'un autre évêché Hugues de Rouffignac, de façon à laisser en possession pacifique Renoul de Peyrusse, « qui a toujours été, de même que ses parents, fidèle serviteur du roi ».

**RÉPONSES DE MARTIN V** L'ambassade française arriva à Rome aux environs de Pâques<sup>2</sup>, qui tombait cette année le 8 avril. Elle fut reçue en consistoire public, où elle remit au pape l'ordonnance de Chinon<sup>3</sup>. L'on imagine sans peine la joie de Martin V. Il célébra « la sincérité, la plénitude, de la dévotion et de la piété » de Charles VII, le « zèle de sa filiale affection envers le Saint-Siège et l'Église », sa volonté si vigilante de conserver leur dignité dans son royaume<sup>4</sup>. S'il n'accorda que plus tard, et en partie seulement, l'indult demandé pour nommer aux bénéfices<sup>5</sup>, il dut satisfaire le roi sur les autres points. L'on a publié la bulle, datée du 1<sup>er</sup> mai, où il le rassure à propos du serment dont la violation l'inquiétait<sup>6</sup>. Ce serment, lui explique-t-il, puisqu'il porte sur un objet illicite, est nul de plein droit : bien plus, il n'est même pas permis de le tenir. Mais « c'est le propre des âmes délicates de craindre la faute là où elle n'existe pas ». Bien qu'il n'y en ait aucun besoin, il lui accorde donc l'absolution *ad cautelam*. Pour l'avenir, toutefois, si l'occasion se présente encore de contrevenir à cette promesse, que le roi la saisisse hardiment : quoi qu'on puisse lui dire, cela n'aura rien d'un parjure.

(1) Cf. C. EUBEL, *Hierarchia catholica medii aevi*, t. I, p. 301, note 11.

(2) MONSTRELET, *loc. cit.*, p. 231, dit qu'elle partit « à l'issue de cest an » (1424), c'est-à-dire, en style moderne, un peu avant Pâques 1425. Sur la chronologie faussement imaginée par Du Fresnoy de Beaucourt, cf. N. VALOIS, *op. cit.*, Introduction, p. xxxvi, note 7.

(3) Lettre de Martin V à Charles VII, dans N. VALOIS, *op. cit.*, pièce 19, p. 33.

(4) Bulle du 1<sup>er</sup> mai 1425, dans BARONIUS-THEINER, *Annales ecclesiastici*, t. XXVIII, 1874, p. 20.

(5) Voir ci-dessous, p. 264.

(6) BARONIUS-THEINER, *loc. cit.*, p. 20-21. DENIFLE et CHATELAIN, la croyant encore inédite, en ont publié de nouveau une partie, en 1897, au t. IV du *Chartularium*, p. 440-441 (voir la note du n° 2251).

*PROTESTATION DU PROCUREUR GÉNÉRAL* Sur les registres du parlement de Poitiers, l'ordonnance de Chinon ne figure qu'insérée dans la protestation qu'éleva contre elle le procureur général Pierre Cousinot<sup>1</sup>. Pour celui-ci, les lettres du 10 février 1425 ne pouvaient être attribuées qu'à l'« inadvertence » de Charles VII. « Si elles sortissent leur effet, dit-il, seroit de tout point revoquer et mettre au neant lesdictes ordonnances faites si saintement, par si grand conseil et à si grande et meure deliberation ; et si seroit venir contre les sermens de tous ceux qui l'ont juré ». Mais à ces considérations si souvent rebattues il ajoute un argument nouveau, que les défenseurs des libertés gallicanes n'avaient encore, à notre connaissance, jamais utilisé et qui dut frapper les contemporains : « si seroit oster par le roy aux ordinaires, sans les appeler, leurs collations qui leur appartiennent ». En effet, la provision des bénéfices n'appartient pas au roi et rien ne permet de croire qu'il veuille « dépointer les ordinaires ». Au contraire, il « veut et doit faire à un chacun justice et raison et laisser à un chacun ce qui est sien ». Aussi, fidèle au serment de sa charge, le procureur général, « pour l'honneur, le bien et le profit du Roy, et pour le bien de justice et de toute la chose publique en ce royaume », s'oppose-t-il fermement à « l'exécution et enterinement des Lettres royaux cy-dessus incorporées », se déclarant « tout prest, quand il plaira au Roy nostre souverain Seigneur, de dire les causes de son opposition ».

*NUAGE ENTRE LA CURIE  
ET LE GOUVERNEMENT DE CHARLES VII*

Sur ces entrefaites, le tout-puissant président Louvet, à qui l'on attribuait l'initiative de l'ordonnance, tomba en disgrâce<sup>2</sup>. Un incident, en soi peu important, mais exploité par certains membres du Conseil, vint troubler les bons rapports entre Martin V et Charles VII. Celui-ci avait chaudement recommandé pour le siège d'Uzès Pierre de Montbrun, abbé de Saint-Augustin de Limoges. Le pape lui préféra l'évêque de Saint-Flour, Bertrand de Cadoène. Le roi consentit à signer, pour s'en plaindre à Rome, une lettre fort aigre. Martin V répliqua par deux brefs, de ton assez calme, mais où il ne cachait ni son mécontentement ni sa stupeur<sup>3</sup>. Conformément à l'usage, il avait soumis la candidature de Montbrun à l'examen d'une commission cardinalice, chargée de faire, à ce sujet, un rapport au consistoire. C'est toujours ainsi, disait-il, que se pourvoient les évêchés : il faut qu'au moins la majorité du

(1) Texte dans P. DUPUY, *Preuves des libertez de l'Eglise gallicane*, t. II, p. 34-35.

(2) DU FRESNE DE BEAUCOURT, *Histoire de Charles VII*, t. II, p. 90-96.

(3) Publiés par N. VALOIS, *op. cit.*, pièces 19 et 20, p. 32-35.

Sacré Collège donne un avis favorable. Or, à l'unanimité, le consistoire a estimé l'abbé de Saint-Augustin inapte à la charge en question et a recommandé qu'on l'écartât. Le pape ne pouvait passer outre sans charger sa conscience<sup>1</sup>. Mais en compensation il a choisi l'évêque de Saint-Flour, membre du Conseil, et très estimé de Sa Majesté<sup>2</sup>. « Est-ce une raison suffisante, très cher fils, pour éloigner de nous ta filiale dévotion ? Ne parlons pas de tout ce que nous avons fait pour le maintien de ton État et de ton honneur : en cette question de provision des églises, n'avons-nous pas toujours exaucé tes prières ? Depuis six ans nous nous rappelons avoir accordé, sur ta demande, à des sujets qui t'étaient chers, dix évêchés, dont plusieurs ne relevaient même pas de ton obédience. Tu as regretté, nous a-t-on dit, quelques-unes de tes recommandations. Mais ton revirement à l'égard des promus ne doit pas effacer ta reconnaissance vis-à-vis de nous, qui t'avons satisfait. Pourtant, voilà que tu oublies tout ce que nous avons fait précédemment pour toi, et ce petit échec, l'unique, à propos d'Uzès, tu n'arrives pas à en débarrasser ton cœur ».

#### LES ORDONNANCES ET LA PRATIQUE

L'incident n'eut pas de suite, et Martin V ne se trompait sans doute pas en attribuant tout ce bruit aux menées de quelques conseillers. Pour nous, cependant, les détails qu'il fournit ne manquent pas d'intérêt. Si l'on en croit la note, déjà citée, qui figure sur le protocole d'Odard Mochesne<sup>3</sup>, l'ordonnance de Chinon aurait été lettre morte : « et n'ot point lieu ladite restitution, car elle fut faite sans le conseil et consentement des prelates, et aussi de la Cour de parlement ». C'est vrai, sans doute, officiellement, car ladite ordonnance ne fut certainement jamais enregistrée ni publiée ; elle n'eut donc jamais de valeur légale. Mais il ne faudrait point en conclure que celle de 1418 eût été, pour cela, « gardée sans enfreindre ». Nous venons de voir Charles VII, en plein régime de ces libertés gallicanes dont il affirmait le maintien en 1422, recommander ses favoris à la bienveillance du pape au lieu de laisser voter les électeurs : il continue en 1425, et sollicite le siège d'Uzès pour Pierre de Montbrun. Quant aux bénéfices moindres, qu'on se rappelle ce que disait le procureur général en 1422 : l'opinion que le roi allait s'entendre avec Rome et sacrifier les collateurs ordinaires suffisait à faire sanctionner les titres des possesseurs de bulles<sup>4</sup>. Com-

(1) Il nomma cependant Montbrun, le 11 décembre de l'année suivante, à l'évêché de Limoges : cf. C. EUBEL, *Hierarchia catholica medii aevi*, t. I, p. 301.

(2) On se rappelle que Bertrand de Cadoène, président de la nation française au concile de Sienna, s'était montré chaud partisan de la réforme et avait lutté vigoureusement contre les légats : ci-dessus, p. 244 et suiv.

(3) P. DUPUY, *Preuves des libertés de l'Eglise gallicane*, éd. cit., t. II, p. 35.

(4) Ci-dessus, p. 238.



bien plus efficace dut être, dans le même sens, l'annonce que l'accord était enfin conclu !

#### A LA RECHERCHE D'UN STATUT RÉGULIER

Il n'en restait pas moins que le Parlement tenait pour irrégulières les provisions apostoliques, et Charles VII désespéra de vaincre la résistance des légistes de Poitiers. Il résolut d'exposer ses difficultés au pape et de conclure avec lui un arrangement dont il pourrait, d'autorité, imposer la reconnaissance à tous ses sujets<sup>1</sup>. En 1426, une nouvelle ambassade partit donc pour Rome. Elle avait à sa tête Regnault de Chartres, archevêque de Reims<sup>2</sup>. Elle ne rétracta point l'« obédience » pleinement rendue par la légation précédente. Une lettre que Martin V écrivit à la reine, Marie d'Anjou, le 6 septembre 1426<sup>3</sup>, atteste que le prélat diplomate sut persuader Sa Sainteté de l'absolu dévouement du roi à l'égard du Saint-Siège. Cette ambassade, dit le pape, nous a fait toucher du doigt l'obéissance et la dévotion que votre illustre époux professe à notre endroit ; elle nous a rendu, de la façon la plus formelle, l'hommage d'une soumission toute filiale. Il en remercie Dieu, et souhaite à la chrétienté beaucoup de rois et reines comme ceux de France. Ces protestations de fidélité ne purent que rendre plus touchant le tableau que tracèrent les ambassadeurs des difficultés où se débattait leur maître. En quittant Rome, ils emportèrent un certain nombre de documents, dont l'ensemble, on l'a remarqué avec raison<sup>4</sup>, constituait un véritable concordat. C'était quatre bulles, datées de Genazzano, le 21 août 1426, et un acte du régent de la Chancellerie, daté de Rome, le 1<sup>er</sup> septembre.

#### TROIS BULLES LIQUIDENT LE PASSÉ

Il s'agissait d'abord de liquider le passé. L'ordonnance de 1418 avait imposé, pour la provision des bénéfices, un règlement dont le pape, bien entendu, n'avait tenu aucun compte. Fréquemment, deux compétiteurs se disputaient la même cure ou la même prébende, l'un se prévalant d'une bulle apostolique, l'autre d'un titre de nomination du collateur ordinaire ; le premier assignait en cour de Rome son adversaire, qui, de son côté, le citait devant le Parlement. Les procès

(1) Cette volonté de Charles VII est rappelée dans le préambule d'une des lettres de Martin V : *... Regis asserentis quod ordinata per Nos et dictos ambassiatores, dicti Regis nomine, acceptata quantum ad eum pertinebat in Regno et Dalphinatu predictis firmiter faciet observari* (cette bulle est reproduite dans les *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, t. XIII, p. 124).

(2) « Et depuis, c'est à sçavoir l'an 1426, on envoya l'archevesque de Rheims et autres ambaxadeurs devers nostre S. Pere qui modifierent ladite restitution ». Protocole d'Odard Mochesne, *loc. cit.*, p. 35. Le nom de Regnault de Chartres revient à plusieurs reprises dans les lettres de Martin V, notamment dans celle du 6 septembre, à la reine de France (voir note suivante).

(3) Texte dans N. VALOIS, *op. cit.*, pièce 25, p. 50.

(4) N. VALOIS, *op. cit.*, Introduction, p. xxxix.

n'en finissaient plus. Martin V reconnaît cette lamentable situation, dans une des bulles de Genazzano, la plus importante <sup>1</sup>. Pour complaire au roi, qu'il couvre d'éloges, il adopte le compromis que voici.

Les archevêques, évêques et abbés confirmés par le pape, ou nommés directement par lui à la suite d'un appel ou d'une dévolution, garderont leur siège. Resteront également en la possession des gens nommés par le pape tous les bénéfices, électifs ou autres, conférés dans les conditions suivantes : si le précédent titulaire est mort ou a démissionné en curie ou dans un rayon de deux jours de marche de la résidence papale ; s'il était cardinal, légat ou nonce en mission ; s'il faisait partie des 101 rédacteurs des lettres apostoliques, des 25 abrégiateurs de la Chancellerie, des 24 écrivains de la Pénitencerie, où qu'il soit décédé ou ait démissionné, à la condition toutefois qu'il n'eût point quitté la curie plus de quatre ans avant sa mort ou sa démission. De même si le bénéfice a vaqué par suite du sacre d'un archevêque ou évêque. En outre, pour les bénéfices qui étaient déjà litigieux avant la publication des ordonnances de 1418, les clercs nommés par le pape auront la préférence. Tout bénéfice, à quelque titre que le pape l'ait pourvu, si celui qu'il y a nommé a pu en jouir pacifiquement pendant six mois sans qu'on lui opposât de rival, demeurera entre les mains de ce premier possesseur. Gardera de même la possession tout titulaire, nommé par le pape, qui aurait obtenu des tribunaux de curie trois sentences favorables, ou une seule dont personne n'aurait fait appel. Dans les cas ci-dessus, la préférence sera donc donnée toujours au compétiteur justifiant d'une provision papale. En revanche, tous les autres bénéfices, séculiers ou réguliers, quels qu'ils soient, vacants depuis la publication de l'ordonnance de 1418, demeureront entre les mains de ceux qui en ont été pourvus par les collateurs ordinaires. Le pape confirme ces provisions et les valide au besoin, accordant toutes dispenses nécessaires : sauf pour les cas de bâtardise, simonie, insuffisance d'âge supérieure à deux ans, homicide, et excommunication prévue par la bulle *Exsecrabilis* de Jean XXII <sup>2</sup>. Martin V abolissait tout procès pendant en curie pour la possession des bénéfices français, à la condition que le roi fît de même pour les causes en instance devant ses tribunaux ; il absolvait de toute censure, dispensait de toute peine canonique ou irrégularité encourue à l'occasion de ces litiges. Enfin, les clercs obligés de quitter leurs bénéfices, en vertu du présent accord, n'auraient pas à restituer

(1) *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, t. XIII, p. 123-126.

(2) *Extrav. de Jean XXII*, tit. III, de *praebendis et dignitatibus*, c. un. : dans l'éd. du *Corpus juris* d'E. FRIEDBERG, t. II, col. 1207. Cette bulle interdit le cumul de plusieurs bénéfices avec charge d'âme.

les revenus touchés jusque-là, à moins qu'ils n'y eussent été condamnés déjà, pour une autre raison, par une sentence de juge : les fruits ne seraient imputés au nouveau possesseur qu'à partir du 21 août 1426, date de l'arrangement.

Deux autres bulles du même jour complétèrent cette liquidation du passé. Dans l'une<sup>1</sup>, Martin V consentait à ne point inquiéter quelques clercs, recommandés par le roi, et qui, régulièrement, auraient dû se démettre de leurs prébendes : ils avaient été, en effet, nommés par les collateurs ordinaires, et leurs bénéfices entraient, par la façon dont ils avaient précédemment vaqué, dans une des catégories que l'accord réservait aux hommes du Saint-Siège. Les ambassadeurs avaient sollicité cette faveur pour cinquante privilégiés : le pape l'accorda pour vingt-cinq ; onze d'entre eux furent désignés sur-le-champ ; pour le reste, Charles VII ferait connaître son choix avant Noël<sup>2</sup>. L'autre bulle avait une portée plus générale<sup>3</sup>. Un assez grand nombre de fidèles partisans de Charles VII avaient dû quitter leurs bénéfices, sis en territoire occupé par l'ennemi. Quelques prélats de la faction anglaise, arguant de lettres apostoliques qui, disaient-ils, leur en donnaient le droit, les avaient frappés de censures et privés de leur titre, sous le prétexte qu'ils ne gardaient pas la résidence. Et ils leur avaient nommé des successeurs. Reconnaisant que la fuite de ces bénéficiers avait l'excuse de la force majeure et que leur loyalisme méritait plutôt des éloges, le pape cassait toutes les mesures prises contre eux, les rétablissait dans leurs offices, et désavouait les bulles qu'alléguaient les prélats.

UN ACTE DE LA CHANCELLERIE RÈGLE,  
POUR L'AVENIR, LA QUESTION BÉNÉFICIALE

Tout cela concernait le  
passé. L'avenir, Martin V.  
y pourvut dans l'acte que

le régent de la Chancellerie remit aux ambassadeurs de Charles VII et qui porte la date du 1<sup>er</sup> septembre<sup>4</sup>. Renouvelant les dispositions de l'extravagante *Ad regimen*<sup>5</sup>, promulguée par Benoît XII le 11 janvier 1335, le pape se réservait les bénéfices de toute sorte, majeurs

(1) N. VALOIS, *op. cit.*, pièce 22, p. 38.

(2) Passé cette date, ladite bulle perdrait tout effet et même les onze bénéficiaires déjà désignés ne pourraient plus s'en prévaloir. La raison de cette clause était que le pape ne voulait pas que *personne alie quibus per hoc sit prejudicium diu habere maneant sub incerto*.

(3) N. VALOIS, *op. cit.*, pièce 23, p. 42.

(4) Le dit régent était François de Meez, qui venait d'être promu (4 mars 1426) à l'évêché de Genève (C. EUBEL, *loc. cit.*, t. I, p. 261). Il était précédemment abbé de Saint-Oyand de Joux (S. *Eugendi*), ou Jura (autrement dit, Saint-Claude). L'acte qu'il établit est une compilation des textes antérieurs, que Martin V entend maintenir en vigueur en France ; son sceau confère à ces extraits valeur d'authentiques. Texte dans N. VALOIS, *op. cit.*, p. 45.

(5) *Extrav. communes*, l. III, t. II, de *praebendis et dignitatibus*, c. 13 : dans l'édition du *Corpus juris* d'E. FRIEDBERG, t. II, col. 1266. Sur cette extravagante, et sa place dans l'histoire de la réserve, cf. G. MOLLAT, *La collation des bénéfices ecclésiastiques sous les papes d'Avignon*, p. 30.

ou mineurs, séculiers ou réguliers, avec ou sans charge d'âme, qui seraient vacants ou viendraient à vaquer *in curia*, c'est-à-dire par la mort ou démission du possesseur à moins de deux journées de marche de la résidence pontificale ; ceux qui perdraient leur titulaire par révocation, provision ou transfert opéré par l'autorité apostolique ; ceux que laisserait libres la mort d'un cardinal, d'un légat, d'un nonce, ou d'un fonctionnaire de curie ; ceux qui vaqueraient par suite de la promotion de leur titulaire à une prélature. A propos de ces derniers, la fraude était à craindre ; car un candidat, sûr de son élévation, pouvait disposer assez à temps de ses bénéfices pour que sa nomination le trouvât les mains vides et que le pape n'eût plus rien à pourvoir. Martin V para au danger en annulant d'avance toute démission, résiliation, permutation, faite entre la disparition de son prédécesseur et sa propre promotion, par quiconque obtiendrait éventuellement une prélature. Aux réserves prononcées par Benoît XII, il ajoutait celle des premières dignités capitulaires dans les églises métropolitaines, cathédrales et collégiales, des prieurés, des charges de doyen et prévôt dans les couvents, de tous les bénéfices possédés, actuellement ou plus tard, par ses commensaux ou ceux des cardinaux.

Il consentait toutefois les exceptions suivantes : ne seraient point soumises à la réserve les vicairies et chapellenies des églises cathédrales et collégiales dont les titulaires, astreints au service choral, n'auraient d'autres ressources que les distributions manuelles, quel qu'en soit d'ailleurs le montant ; ni celles dont les rentes, quoique fixes, n'excéderaient pas dix livres tournois par an ; ni les abbayes d'un revenu annuel inférieur à deux cents livres ou les prieurés de moins de cent livres. En outre, aucune grâce expectative ne serait valablement accordée pour les charges claustrales ou hospitalières, les aumôneries, les offices quelconques relevant d'un Ordre militaire.

Pour toutes les autres dignités ou bénéfices de France, Martin V, « voulant témoigner sa bienveillance » aux électeurs et aux collateurs ordinaires, leur permettait d'y pourvoir quatre mois sur douze, à savoir quand elles vaqueraient en mars, juin, septembre et décembre. Cela, toutefois, pour cinq ans seulement.

Deux dernières dispositions complétaient cet arrangement. Le pape accordait à Charles VII l'autorisation de nommer, non pas à cinq cents bénéfices comme celui-ci l'avait demandé, mais à trois cents, pourvu qu'il fournît sa liste avant le 24 juin de l'année suivante<sup>1</sup>. Il réglait enfin, à la satisfaction du roi, et sans cependant compromettre les prérogatives du Saint-Siège, une controverse assez irritante au sujet de la juridiction. Dans les premiers mois de son pontificat, il

(1) N. VALOIS, *op. cit.*, Introduction, p. XLII, note 2.

avait, en effet, rappelé les clercs à l'observation du *privilegium fori*, et menacé ceux qui oseraient se présenter comme demandeurs devant le juge laïc de fulminer contre eux les peines que prévoyaient les canons. Le gouvernement de Charles VII s'émut : le pape entendait-il dénier aux tribunaux du roi de France la compétence sur les causes bénéficiales ? Ce serait fort grave, et certainement inadmissible. Les ambassadeurs posèrent la question et alléguèrent la longue possession, suffisante pour prescrire. Martin V répondit que son intention n'était point de déroger à une coutume immémoriale. Il prit soin, toutefois, de préciser qu'il n'entendait, ce faisant, laisser acquérir aucun droit nouveau : simplement il maintenait l'ancien, s'il existait<sup>1</sup>. On ne demandait pas davantage.

LE CONCORDAT ET LA SANCTION PARLEMENTAIRE Le concordat de Genazzano faisait, on le voit, la part belle au Saint-Siège<sup>2</sup>. Les ambassadeurs de Charles VII l'avaient accepté, comme leurs pouvoirs les y autorisaient, et le roi s'était engagé d'avance à le faire observer. Mais il ne deviendrait exécutoire que moyennant la sanction parlementaire. La cour allait-elle consentir à l'enregistrer et à le publier ? Du Fresne de Beaucourt, l'historien le plus important du règne de Charles VII, laissait entendre, en 1882, qu'un mandement royal avait suffi pour briser l'opposition des partisans des libertés gallicanes<sup>3</sup>. En effet, l'ordonnance de Mehun-sur-Yèvre, du 24 novembre 1426, fut enregistrée à Poitiers, le 23 janvier suivant, *de expresse mandato Regis*<sup>4</sup>. Mais en réalité le roi ne recourut pas tout de suite à la contrainte. Noël Valois a découvert, et publié en 1906, une autre ordonnance, également de Mehun-sur-Yèvre et du même jour, mais d'un tout autre style, et qui n'homologue l'accord qu'avec d'importantes réserves<sup>5</sup>. Elle ne fut jamais enregistrée, mais elle permet, si on la compare à l'autre, d'apercevoir comment les choses durent se passer.

#### RÉSERVES DU PREMIER TEXTE DE L'ORDONNANCE DE MEHUN-SUR-YÈVRE

Manifestement, le texte récemment découvert fut rédigé le premier. Dans sa partie narrative, il reflète le souci de ménager les susceptibilités des « Gallicans ».

(1) *Per hoc autem nullum jus seu jurisdictionem in premissis cognoscendis eidem Regi de novo acquiri volumus, sed antiquum, si quod habet, tantummodo conservari.* N. VALOIS, *op. cit.*, pièce 21, p. 36.

(2) Charles VII était loin d'obtenir ce qu'on lui avait refusé en 1419 et en 1423.

(3) DU FRESNE DE BEAUCOURT, *Histoire de Charles VII*, t. II, p. 390, note 2 et p. 603.

(4) *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, t. XIII, p. 123-126. A la fin se lit la mention : *A tergo : lecta et publicata Pictavis, in Parlamento Regis, XXIII<sup>a</sup> die mensis januarii, anno Domini millesimo CCCC<sup>mo</sup> vicesimo sexto, de expresse mandato Regis.* BLOIS.

(5) N. VALOIS, *op. cit.*, pièce 28, p. 55-58. Elle est signée, comme l'autre, *Per Regem in suo Magno Consilio.* FRESNOY.

Le devoir des rois, y lit-on, est souvent de modifier, pour des raisons de circonstance, d'opportunité, des lois dictées, en leur temps, par de justes considérations. Les ordonnances de Charles VI, rétablissant les anciennes franchises, ont eu pour but « la conservation et la stabilité du royaume, l'utilité des sujets » ; elles tendaient à empêcher des exactions qui, sous prétexte de vacances, faisaient sortir du pays « des finances innombrables » ; elles ont été expédiées sur le conseil, et avec l'assentiment, des archevêques, des évêques, d'autres ecclésiastiques encore, dûment convoqués. C'était dire assez clairement qu'on ne les regrettait ni ne les désavouait.

Cependant, ajoutait le texte, l'observation des dites ordonnances a donné lieu à trop de procès, le pape et les collateurs ordinaires nommant chacun de leur côté, et l'on peut craindre qu'à l'avenir les litiges ne deviennent encore plus fréquents. Soucieux de mettre un terme à ces discordes, le Saint-Père et le roi se sont envoyé l'un à l'autre diverses légations. Finalement, les derniers ambassadeurs français viennent d'apporter des lettres apostoliques, qui contiennent un accord acceptable. Le roi les ratifie et ordonne qu'on s'y tienne. Sous quelques réserves, toutefois. La période de cinq années, où se limite le pouvoir reconnu aux prélats de nommer aux bénéfices un mois sur quatre, est insuffisante et il ne l'accepte pas : les anciennes discordes reparaitraient trop tôt. En outre, ses ambassadeurs ayant sollicité la réduction des taxes prélevées à l'occasion des vacances, Sa Sainteté a promis de les réduire de moitié ; or, à ce sujet, les bulles de Genazzano sont muettes ; le pape expédiera donc de nouvelles lettres conformes à sa parole, en attendant que satisfaction plus entière soit donnée par lui-même ou le concile général. Cela étant bien entendu, Charles VII *tolérait*<sup>1</sup> que le concordat sortît son effet à partir du 22 août 1426<sup>2</sup>, « à la condition que le souverain Pontife l'observât de son côté et aussi longtemps qu'il l'observerait ». Son intention n'était pas, cependant, de laisser acquérir, par ce moyen, « au souverain Pontife ou à la curie romaine, aucun droit nouveau, ni de donner force à aucune de leurs prétentions »<sup>3</sup>.

(1) *Notum igitur facimus quod nos, visis litteris apostolicis antedictis, ipsas et in eis contenta... effectum sortiri, premissis per dictum Summum Pontificem similiter observatis et quamdiu ea observabit, etiam sub provisione quod prestiterit litteras suas super remissione medietatis vacanciarum et aliorum minutorum servitiorum, quousque largius circa hec a Summo Pontifice vel Concilio generali provisum extiterit, tolleramus.*

(2) Date de la remise des bulles aux ambassadeurs. Martin V avait fixé, pour la mise en vigueur du concordat, le 21, date de l'expédition desdites bulles.

(3) *Absque tamen quod per premissa ullum jus novum dicto Summo Pontifici seu Romane curie quomodolibet acquiratur, aut pretensum roboretur.*

**LE PAPE N'ACCEPTE PAS CETTE RÉDACTION** Cette rédaction ne reflétait pas les sentiments personnels du roi, dont nous avons vu le désir de s'arranger coûte que coûte avec Martin V. Mais il devait tenir compte de l'état d'esprit qui dominait à Poitiers. Un pareil texte avait chance d'y être accepté sans trop de lutte. Restait à savoir si le pape s'y prêterait. Une nouvelle ambassade partait justement pour Rome, moins solennelle que les deux précédentes. Elle se composait de Jean de Montmorin, maître des requêtes de l'Hôtel, et du secrétaire Jean Mannequin, auxquels devait se joindre Jean Trocon, chargé en curie des affaires du roi<sup>1</sup>. Leur mission principale était de présenter au pape le rôle des quatorze privilégiés, non encore désignés, que Martin V autorisait à garder leurs bénéfices, bien qu'ils les tinssent en violation de la bulle qui liquidait le passé. Ils durent lui soumettre le projet d'ordonnance, et sans doute se heurtèrent-ils à un refus intransigeant. D'où la nécessité d'une nouvelle rédaction, si l'on voulait aboutir. L'ordonnance enregistrée le 23 janvier 1427, quoique portant la même date que l'autre, est donc, en réalité, une substitution, rédigée bien plus tard<sup>2</sup>.

**TEXTE DÉFINITIF** Ce nouveau texte<sup>3</sup> ne contient aucune réserve; tout rappel élogieux de l'ordonnance de 1418 en est banni. On n'y lit plus que ceci : les difficultés d'application des mesures arrêtées par Charles VI à propos des bénéfices ont ému la sollicitude du roi. Les négociations avec le pape viennent d'aboutir à un arrangement, précisé dans un certain nombre de lettres apostoliques. Ces lettres lui donnent satisfaction, il les ratifie, ordonne qu'elles soient insérées dans les registres de la cour et qu'on en observe les dispositions, « de même que les observera notre très saint Père ». Tout le reste n'est que formules de chancellerie. Sauf, pourtant, une courte phrase : « il reste entendu que par ce qui précède notre dit Saint-Père ni la curie romaine n'acquièrent aucun droit nouveau, de quelque façon que ce soit, au préjudice des libertés de l'Église de nos royaume et Dauphiné »<sup>4</sup>. Martin V avait récemment donné l'exemple d'une précaution analogue ; il lui était donc difficile de

(1) Voir leurs lettres de pouvoir dans N. VALOIS, *op. cit.*, pièce 26, p. 51.

(2) Ce n'est là qu'une hypothèse, et nous n'en avons pas le mérite ; N. Valois a proposé avant nous (*loc. cit.*, Introduction, p. XLVI) cette explication chronologique. Elle nous paraît tout à fait judicieuse, et même la seule satisfaisante.

(3) Il est très court ; dans le recueil des *Ordonnances*, t. XIII, p. 123-126, il n'occupe qu'un quart de la place, tout le reste étant pris par la bulle de Martin V, donnée en note.

(4) *Proviso quod per premissa nullum novum jus dicto Sanctissimo Patri seu Romano curie in prejudicium libertatum Ecclesie Regni et Dalphinatus nostrorum quomodolibet acquiratur*. Il est à remarquer que la première rédaction ne mentionnait pas explicitement les libertés.

protester<sup>1</sup>. A cette clause, les fervents des anciennes franchises pouvaient, à la rigueur, suspendre leurs espoirs.

*PRATIQUE DU CONCORDAT* Le concordat de Genazzano ne procura pas une paix aussi complète que ses auteurs l'avaient espéré. Si les lettres de jussion de Charles VII imposèrent l'enregistrement, elles ne réussirent pas à désarmer l'opposition. Au cours des procès qui continuèrent à venir nombreux devant le Parlement, l'on entendit des avocats soutenir que cet accord ne pouvait prévaloir contre l'intangible loi de 1418, faite avec la participation de tout ce qui comptait dans le royaume<sup>2</sup>. Néanmoins ce fut lui qui régla, malgré les protestations de ses adversaires, le fonctionnement du régime bénéficial jusqu'à la mort de Martin V, en 1431. Charles VII y trouva son compte, car il put facilement faire pourvoir en curie ses protégés, et le pape eut la satisfaction d'intervenir en France avec autant de liberté que ses prédécesseurs d'avant le schisme.

(1) Dans sa bulle relative au *privilegium fori*, ci-dessus, p. 265.

(2) Voir plusieurs de ces plaidoiries, extraites des registres du parlement de Poitiers, dans N. VALOIS, *op. cit.*, pièces 34, 35, 36, 38. A son adversaire, Jouvenel, qui revendique pour l'église de Poitiers le droit d'élire son doyen, conformément aux « sains canons et concilz généraux », et qui se fonde sur « les ordonnances royaux et redduction de France à ses anciennes libertez et disposition de droit commun, confirmées par arrest et publiées l'an. m<sup>ie</sup> xviii<sup>e</sup> », l'avocat Macé réplique « qu'il a lettres du Roy, qui veult que on use de l'accord d'entre le Saint Pere et lui » (p. 66).



## CHAPITRE V

### AU TEMPS DU CONCILE DE BALE (1431-1438)

#### § 1. — Les premières années du pontificat d'Eugène IV (1431-1436).

Par quels textes fut réglée la provision des bénéfices, en France, pendant les premières années du pontificat d'Eugène IV ? Il est assez malaisé de s'en rendre compte et les contemporains eux-mêmes ne paraissent pas l'avoir su très exactement. Au cours des procès de l'époque, des avocats soutiennent que le concordat de Genazzano est devenu caduc à la mort de Martin V et que les libertés gallicanes ont retrouvé leur vigueur. D'autres parlent d'un nouvel accord, mais doutent que le roi l'ait approuvé. Pour certains, c'est le pape qui n'y aurait pas consenti, ou tout au moins qui le violerait couramment <sup>1</sup>.

*ACCORDS DE 1432* Il est certain qu'un arrangement fut conclu au début du règne d'Eugène IV. Charles VII le dira lui-même expressément : bien plus tard, il est vrai, et alors qu'un autre statut était déjà promulgué. Voici en quelles circonstances. La Pragmatique Sanction de Bourges, en 1438, avait aboli les réserves apostoliques. Or quelques-uns se demandèrent si elle n'avait pas d'effets rétroactifs : elle introduisait dans le royaume certains décrets du concile de Bâle ; celui qui rétablissait les élections aux prélatures avait été pris dans la XII<sup>e</sup> session, le 13 juillet 1433 ; celui qui rendait l'exercice de leurs droits aux collateurs ordinaires, œuvre de la XXIII<sup>e</sup> session, était du 24 mars 1436 <sup>2</sup>. Depuis ces dates respectives, les provisions papales ne devaient-elles point être tenues pour nulles ? Dans une ordonnance du 7 août 1441 <sup>3</sup>, Charles VII s'élève contre cette interprétation, et il évoque à ce propos son accord avec Eugène IV. « Aucuns ont voulu, dit-il, et se sont efforcés et s'efforcent de interpreter et extandre nostredicte Pragmatique Sanction au temps de la date dudit decret fait au concile de Basle longtemps paravant

(1) Voir notamment, dans N. VALOIS, *Histoire de la Pragmatique Sanction de Bourges sous Charles VII*, les pièces 38, 41 et 42, p. 72-74, 76-80 et 80-81 (plaidoiries devant le parlement de Poitiers).

(2) Sur cette date, voir ci-dessous, p. 285, n. 3.

(3) Texte dans *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, t. XIII, p. 177-179.

nostredicte Pragmatique Sanction et de soustenir iceulx decrets de Basle avoir lieu et devoir sortir effect en nozdiz Royaulme et Daulphiné avant la date de nostredicte Pragmatique Sanction, tant en promotion de dignités archiepiscopales, episcopales, que autres auxquelles a esté pourveu, et d'autres benefices donnez et conferez par nostre Saint Pere pape Eugène, avant la date de nostredicte Pragmatique Sanction ; et veulent dire que parce que receu avons icellui decret du concile de Basle et nostredicte Pragmatique Sanction, les promotions faictes par nostredit Saint Pere pape Eugène depuis la date d'icelui decret fait à Basle et paravant nostredicte Pragmatique Sanction estre de nulle valeur ». Cela, affirme-t-il, serait « contre l'intention de nous ». Et voici le passage important, du point de vue qui nous occupe en ce moment : « Jusques au jour de nostredicte Pragmatique Sanction, les reservations apostoliques, mesmement des eglises metropolitaines et episcopales et autres, avoient lieu et en dispoit et pavoit disposer nostredit Saint Père, selon la teneur des accors faiz entre lui et noz ambassadeurs par nous a lui envoyez ». Et le roi revient, à deux reprises encore, sur ces « accords dessusdits ».

Les ambassadeurs dont parle ici Charles VII sont ceux qu'il chargea, en 1432, d'aller faire obédience au nouveau pape<sup>1</sup>. Ils avaient à leur tête un prélat familiarisé avec ces missions, Philippe de Coëtquis, ancien évêque de Saint-Pol-de-Léon, transféré, en 1427, sur le siège métropolitain de Tours<sup>2</sup>. Que conclurent-ils avec Eugène IV ? Vraisemblablement, d'après ce que l'on peut induire de diverses plaidoiries d'avocats, un arrangement tripartite, envisageant successivement la période d'interrègne, les premiers mois du pontificat et enfin l'avenir. Sur ce dernier point, les envoyés du roi n'obtinrent pas, semble-t-il, grand'chose de plus que n'avait accordé jadis Martin V. Emportèrent-ils un document écrit ? Ce n'est pas sûr. En tout cas, rien ne fut publié. Ce qui permit à Charles VII d'user d'une politique d'opportunisme, soutenant tour à tour les élus des chapitres et les porteurs de bulles, selon ses préférences<sup>3</sup>.

#### POSSIBILITÉ DE RECOURS A BALE

Il avait, en effet, quand les provisions papales ne lui plaisaient point, une autre instance à qui s'adresser. Et sans doute est-ce là qu'il faut chercher l'explication du mystère dont s'enveloppa l'accord de 1432. Depuis quelques mois, l'Église hésitait entre deux autorités,

(1) Sur la composition de cette ambassade, cf. N. VALOIS, *Histoire de la Pragmatique Sanction de Bourges sous Charles VII*, Introduction, p. LVII.

(2) C. EUBEL, *Hierarchia catholica medii aevi*, t. I, p. 503.

(3) N. VALOIS, *op. cit.*, Introduction, p. LXIII-LXVII.

hostiles l'une à l'autre. Convoqué par Martin V et ouvert le 23 juillet 1431, le concile de Bâle n'avait pas tardé à inspirer à Eugène IV de telles craintes que, le 18 décembre, il proclamait la dissolution de cette assemblée <sup>1</sup>. Comme on le sait, celle-ci refusa de se soumettre, et alors commença, entre elle et la papauté, la fameuse lutte qui devait durer près de dix ans <sup>2</sup>. Si l'on en croit une lettre de l'archevêque de Lyon, Amédée de Talaru, écrite de Pierre-Scise, le 28 avril 1432, à l'évêque de Lausanne, Louis de la Palu, les ambassadeurs de Charles VII, rendus optimistes par les faveurs qu'Eugène IV ne leur avait pas ménagées, se firent forts d'obtenir du roi qu'il se prononçât contre le concile <sup>3</sup>. C'était aller vite en besogne, et leurs instructions ne leur permettaient rien de pareil. Le grand chancelier, Regnault de Chartres, archevêque de Reims, qui avait succédé dans cette charge à Martin Gouge <sup>4</sup>, promit, s'ils s'obstinaient, de leur « river leur clou » <sup>5</sup>. En fait, c'est dans une tout autre voie que la France s'engagea.

#### ASSEMBLÉE DE BOURGES DE 1432

Une réunion des prélats du royaume avait été convoquée à Bourges pour le 26 février 1432. Elle délibéra pendant plusieurs semaines. Deux juristes et un théologien furent chargés de défendre d'office la cause du concile, alors qu'il restait loisible à tous de faire valoir les motifs favorables à la dissolution <sup>6</sup>. « Aucun argument de droit divin ou humain, dit Amédée de Talaru, ne fut, je crois, laissé dans l'ombre ». Finalement, les prélats se prononcèrent à l'unanimité pour le maintien de l'assemblée bâloise. Préoccupés cependant de l'union de l'Église, ils sollicitèrent du roi qu'il mît tout en œuvre pour empêcher la rupture entre le concile et le Saint-Siège, pour épargner au pape « toute occasion d'indignation », propre à l'entraîner à des actes irréparables <sup>7</sup>.

#### PROPAGANDE HUSSITE EN FRANCE

Cette décision de Bourges fut surtout dictée par la crainte qu'inspirait aux Français le péril hussite. Les idées qui fermentaient en Bohême avaient, paraît-il, gagné le royaume. Dans le Forez, le peuple,

(1) Ci-dessus, p. 141 et suiv.

(2) Voir N. VALOIS, *Le pape et le concile*.

(3) Texte dans MANSI, *Ampliss. collectio*, t. XXIX, col. 634-637. Le nom de l'auteur n'est pas mentionné ; mais les détails donnés sur sa personnalité ne laissent aucun doute à ce sujet. Voir *ibid.*, col. 405.

(4) DU FRESNE DE BEAUCOURT, *Histoire de Charles VII*, t. II, p. 569.

(5) *Sed dominus cancellarius mihi promisit solide stare et repellere clavum clavo dictis ambasiatoribus*. Lettre d'Amédée de Talaru, *loc. cit.*, col. 636.

(6) Même lettre.

(7) *Advisamenta prolocuta per dominos praelatos et alios clerum regni Franciae et Delphinatus repraesentantes, qui Biturici convenerunt ad mandatum domini nostri regis, die XXVI februarii M.CCCCXXXI* (ancien style) : dans MANSI, *op. cit.*, t. XXIX, col. 401-406.

infecté par les écrits que les novateurs répandaient partout, s'était soulevé, attaquant les châteaux à main armée et refusant de payer l'impôt ; il avait fallu toute la brutale énergie du bailli de Mâcon pour le réduire. Dans certains coins des montagnes dauphinoises, l'on organisait des collectes pour secourir les Bohémiens. Il importait de réprimer cette dangereuse hérésie : en convainquant ses fauteurs par la persuasion, si possible, sinon, en faisant connaître à tous leur contumace<sup>1</sup>.

*CHARLES VII POUR LE CONCILE* Charles VII adopta l'avis de son évêché. La lettre qu'il écrivit aux « Pères », pour leur signifier la position de la France, produisit à Bâle une très grande joie<sup>2</sup>. L'on devine qu'après cela il pouvait compter éventuellement, de la part du concile, sur une audience favorable. Il ne se priva point d'en profiter.

*ORDONNANCE RÉSERVANT LES BÉNÉFICES  
AUX CLERCS DU ROYAUME*

Il s'était d'ailleurs, pour ainsi dire, imposé sa ligne de conduite par une ordon-

nance du 10 mars 1432<sup>3</sup>. Il y rappelait que les rois de France s'étaient toujours préoccupés que les dignités et bénéfices ecclésiastiques « fussent gouvernés et habités par gens à eux féaux, et non autres, pour obvier aux grands inconvénients qui pourroient advenir si lesdits bénéfices venoient ès mains des estrangers ». Son « très cher Seigneur et père, à qui Dieu pardoint », avait fait présenter des observations dans ce sens tant au concile de Constance qu'à Jean XXIII et à Martin V. Lui-même les avait renouvelées auprès de ce dernier. Et néanmoins « feu pape Martin a continué de donner et conférer mesmement les prelatures et autres notables benefices d'iceluy nostre royaume à plusieurs estrangers et autres tenans le party de nos ennemis ». Ce que voyant, Charles VII a assemblé « plusieurs prelates, gens d'Eglise, seigneurs, barons et notables hommes », et sur leur conseil il a décidé de ne plus souffrir « aucuns, de quelque estat et preeminence qu'ils fussent, avoir ou tenir quelconque benefice en nostre royaume s'ils n'estoient natifs d'iceluy et avec ce feaux et bienvueillans de Nous ». Cette décision, il l'a signifiée à Eugène IV, « luy priant et requerant qu'il voulsit donner et conferer lesdits benefices, quand ils vaquoient, mesmement plusieurs notables benefices, comme archeveschez, eves-

(1) MANSI, *op. cit.*, t. XXIX, col. 401-406.

(2) *De consolatione regis Francie ex avisamentis factis pro concilio per clerum regni sui et Delphinatus*. JEAN DE SÉGOVIE, éd. d'E. BIRK, dans *Monumenta conciliorum generalium seculi XV*, t. II, p. 137-140.

(3) Texte dans *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, t. XIII, p. 177-179.

chez, abbayes, prieurez et autre dignitez à gens nobles et autres de grand merite, et profitables et agreables à Nous et à notre Seigneurie, de la loyauté, preudhomie, prudence et littérature desquels estions deüement informez ». Peine perdue. « Icelui nostre Saint Pere a donné et confirmé lesdits benefices. donne et confere chacun jour, à personnes à nous inconnues et qui ne sont aucunement natifs de nostredit royaume, et à autres qui sont en l'obéissance et tiennent le parti de nos ennemis ». Il ne fait aucun état de « noz prieres et requestes à luy sur ce faites », il oublie délibérément que nous sommes « fondateurs, gardiens, protecteurs et defenseurs » de nos églises. Et voici Charles VII reprendre les vieilles doléances que nous avons entendu déjà si souvent répéter : « les finances sont vuidées et portées hors nostredit royaume et obéissance, et viennent au profit de nosdits ennemis, et si sont plusieurs desdits benefices tournez en tres-grande ruine et desolation, le divin service moult diminué, et les estudes de nostredit royaume demeurées toutes despourvues d'estudians et comme desertes ». Mais il y a plus grave encore : si le roi tolérât plus longtemps de tels abus, « nosdits ennemis et adversaires pourroient savoir les secrets du gouvernement et estat de nostredit royaume ». Cela, aucun roi ne pourrait l'admettre. Il veut donc que cessent des errements si préjudiciables aux intérêts français. En conséquence, « dores-en-avant nul de quelque estat, dignité, prérogative, prééminence ou autorité qu'il soit, ne sera reçu à tenir et avoir le gouvernement ou administration d'aucun archevesché, evesché, abbaye, dignité, prieuré ou autre bénéfice ecclésiastique quelconque, en nostredit royaume et seigneurie, s'il n'est natif d'iceluy nostre royaume et seigneurie, et féal et bienvueillant de Nous ». Non seulement les gens de justice devront y tenir la main ; mais les ecclésiastiques eux-mêmes veilleront à n'admettre personne, dans les églises auxquelles ils appartiennent, quelques bulles qu'on leur présente, s'ils ne sont « deüement acertenez » que ceux qui s'en prévalent sont bien originaires de France et féaux du roi.

Comme l'accord avec Eugène IV, cette ordonnance resta enveloppée d'un certain mystère. Elle fut bien enregistrée au Parlement, le 8 avril, et reçut ainsi promulgation officielle ; mais la cour interdit d'en délivrer copie<sup>1</sup>. Manifestement, le roi de France ne voulait pas donner lieu à des discussions irritantes avec le Saint-Siège. Elles auraient nui au rôle de conciliateur qu'il avait assumé entre les deux pouvoirs rivaux, et qui n'allait point, pour lui, sans avantages.

(1) N. VALOIS, *Histoire de la Pragmatique Sanction de Bourges sous Charles VII*, Introduction, p. LVII, note 1.  
Martin. — II.

## § 2. — L'ambassade royale de 1436.

## INSTRUCTIONS AUX AMBASSADEURS

En admettant que Charles VII trouvât son compte à cette situation mal définie, il ne pouvait manquer toutefois d'en sentir le caractère équivoque, et sans doute les prélats du royaume souhaitèrent-ils en sortir. Aussi voyons-nous le roi, en 1436, tenter un effort sérieux pour donner à l'Église de France un statut propre à la satisfaire et qui bénéficiât du grand jour. Au mois de mars, il réunit à Poitiers une assemblée du clergé, qui vota une décime pour l'envoi à Bâle, et de là en curie, d'une ambassade importante<sup>1</sup>. A ce moment, les rapports entre le concile et le pape étaient tendus à se rompre et tout laissait prévoir un schisme prochain. Les instructions très détaillées que reçurent les ambassadeurs<sup>2</sup> sont datées de Loches, le 30 mars 1436 ; le texte en fut sans doute arrêté de concert par le Conseil et le clergé<sup>3</sup>. Elles nous montrent à la fois quelle réforme ecclésiastique souhaitait le gouvernement français et le souci qu'il avait d'empêcher, si possible, une rupture entre Bâle et la papauté.

## ÉLECTIONS

D'après le droit commun, y lisons-nous, il appartient aux ordinaires de confirmer ou de rejeter les élections. Toutefois, par déférence pour le Saint-Siège, on pourra tolérer, jusqu'à nouvel ordre et sans préjudice des libertés de l'Église gallicane, que le résultat des scrutins pour la provision des métropoles et des cathédrales soit déferé au pape. Sa Sainteté attendra obligatoirement cette notification jusqu'à échéance des délais canoniques ; elle confirmera l'élu à moins d'obstacles sérieux, reconnus tels par le Sacré Collège. En cas de refus motivé, elle pourvoira le candidat évincé d'une honnête compensation. Il en ira de même pour les abbayes d'hommes exemptes de la juridiction épiscopale et relevant traditionnellement de la papauté, sans intermédiaire. Sur ces deux points, les ambassadeurs feront en sorte d'obtenir un décret explicite, annulant d'avance toute pratique contraire et par conséquent toute pro-

(1) *Ibid.*, p. LXX.

(2) Elles ont été publiées par J. HALLER, dans *Concilium basiliense*, t. I, p. 402-418. L'ambassade avait à sa tête un laïc, Simon Charles, membre fort influent du Conseil (voir la lettre qu'écrivait à Bâle, en octobre 1432, l'évêque de Novare, envoyé en ambassade près de Charles VII par le concile, dans J. HALLER, *ibid.*, t. I, p. 274). Le roi l'avait déjà chargé plusieurs fois de missions importantes (cf. N. VALOIS, *Le pape et le concile*, aux renvois de la table alphabétique, t. II, p. 394). Il paraît avoir été un des meilleurs diplomates français de cette époque. N. VALOIS (*Histoire de la Pragmatique Sanction*, Introduction, p. LXVII) donne comme chef de l'ambassade l'archevêque de Vienne, Jean de Norry ; nous ne savons pas d'où il tire ce renseignement ; le nom de Norry ne figure point en tête des instructions (J. HALLER, *loc. cit.*, p. 402).

(3) N. VALOIS, *Histoire de la Pragmatique Sanction de Bourges sous Charles VII*, Introduction, p. LXXI, note 1.

vision arbitraire par le pape des prélatures en question. Les autres monastères d'hommes, ceux de femmes, les bénéfices conventuels, le reste des dignités électives, sera pourvu par scrutin et la confirmation appartiendra aux ordinaires diocésains. Dans l'éventualité où les électeurs, par négligence, ne procéderaient point au vote dans les délais canoniques, les ordinaires, conformément au droit, préposeraient eux-mêmes à ces charges des personnes de leur choix, douées des qualités requises. Le pape ne s'en mêlera qu'en cas d'appel régulier, et en dernière instance, une fois épuisées les juridictions intermédiaires. Là encore, les ambassadeurs tâcheront d'obtenir un décret précis, muni de clauses irritantes.

#### RÉSERVES PAPALES

Dans les églises métropolitaines et cathédrales, toutes réserves concernant les premières dignités capitulaires devront disparaître ; à ces dignités, en effet, incombe presque toujours le soin d'organiser le culte et il convient que leurs titulaires soient bien choisis ; ils le seront conformément aux usages locaux : le plus souvent par l'ordinaire ; d'autres fois, si le chapitre est exempt, par voie d'élection ; et dans ce cas la confirmation appartiendra au prélat. En principe, d'ailleurs, il importera d'abolir la réserve. On ne la maintiendra, tout au plus, que pour les bénéfices possédés par les cardinaux, les officiers de l'administration centrale, les familiers du pape ou des membres du Sacré Collège, à la condition qu'ils s'acquittent réellement et sans fraude d'un service effectif ; et aussi pour les bénéfices laissés vacants par la mort ou la promotion en curie de leur titulaire. Pour ceux des commensaux du pape à titre simplement honoraire, ou des fonctionnaires qui auront cessé leur emploi depuis un an, aucune réserve ne les affectera plus. Toute nomination papale éventuellement contraire à cette règle devra être déclarée, une fois pour toutes, nulle et sans effet.

Le gouvernement de Charles VII ne s'illusionnait pas, cependant, sur la difficulté d'arracher à Eugène IV de pareilles concessions. En prévision d'un refus, il avait tracé aux ambassadeurs leur ligne de repli. A la rigueur, on les autorisait à consentir au maintien des autres réserves approuvées par le décret de réforme du concile de Constance, mais en stipulant bien que c'était pour un temps limité, en attendant mieux, et les franchises de l'Église gallicane dûment mises à l'abri. Ils pourraient également, pour la provision des bénéfices non envisagés dans les articles précédents, agréer la pratique de l'alternative ; mais à parts égales : un mois au pape, un mois aux ordinaires, et ainsi de suite. Avec quelques exceptions, toutefois : les bénéfices fondés pour le service des pauvres, dans les hôpitaux, hospices et établis-

ments charitables, demeureront à la disposition exclusive des ordinaires, mieux à même que le pape d'y nommer des gens utiles. Les cures et chapellenies avec charge d'âme, ainsi que les bénéfices réguliers, ne seront soumis à l'alternative que si leurs revenus excèdent vingt livres tournois ; de valeur moindre, ils dépendront intégralement des ordinaires. De même les offices claustraux, de crainte que les moines ne soient tentés de courir hors de leur cloître pour les briguer en curie ; et également toutes les charges dans les monastères de moniales.

**TAXES** Après la question bénéficiaire, les instructions des ambassadeurs abordaient celle des taxes fiscales. Les envoyés du roi devaient détailler les charges innombrables sous le poids desquelles succombait l'Église de France. Depuis longtemps, l'administration curiale, la Chambre apostolique, ne cessent de l'opprimer. Vacants et annates<sup>1</sup> sont exigés sans aucune modération : au point qu'il faut restreindre le culte dans les églises et que les plus riches bénéfices sont à moitié ruinés ; à quoi s'ajoutent encore les menus services et autres taxes de toute nature. Le pape se doit de les réduire dans une proportion équitable et de faire disparaître les abus. Il édictera donc des prescriptions analogues à celles de Constance : il abolira le principe même des vacants, déclarera qu'ils ne sont point dus comme tels et que la Chambre ne peut faire appel, pour en justifier la levée, à aucune prescription. Le roi de France ne se désintéressait cependant point pour autant des besoins matériels de la papauté. Si Eugène IV voulait bien consentir aux sacrifices qu'on lui demandait, les ambassadeurs admettraient qu'il perçût la moitié de l'ancienne taxe sur les métropoles, évêchés et monastères qu'il pourvoirait directement, ou dont il confirmerait l'élu, de même que sur les autres bénéfices conférés par lui ; mais sur eux seuls, à l'exception de tous autres. Cet impôt s'acquitterait *in partibus*, entre les mains de collecteurs opérant sur place, sans que les assujettis eussent la charge d'en acheminer le montant en curie. Cela se ferait en deux versements, le premier après un an de possession, le second à la fin de l'année suivante. Si le Saint-Père n'admettait pas ce mode de contribution, l'estimant insuffisant, les ambassadeurs lui proposeraient cet autre : tous les bénéfices, de quelque façon qu'ils fussent pourvus, par le pape ou par les ordinaires,

(1) Il semble que les deux mots soient pris ici comme synonymes et désignent le revenu de la première année du bénéfice nouvellement conféré. C'est d'ailleurs le sens nouveau qu'avait pris le mot de « vacant », ainsi que nous l'avons vu plus haut (t. I, p. 264 et t. II, p. 193, n. 6). Un peu plus loin, il sera parlé des « vacants proprement dits », c'est-à-dire, d'après le sens ancien du mot, des revenus venant à échéance entre la mort ou le transfert du titulaire et la nomination de son successeur (ci-dessous, p. 278).



acquitteraient, au profit de Sa Sainteté et des cardinaux, un cinquième du revenu de la première année qui suivrait la vacance : sur place, bien entendu, et seulement après la première année de jouissance. Ce second système avait même la préférence du gouvernement de Charles VII, et les ambassadeurs devaient s'efforcer de le faire accepter. Mais il serait dûment précisé que toutes les autres prétendues redevances, menus services et taxes extraordinaires précédemment exigées à propos des promotions cesseraient absolument d'être réclamées. De même les exactions auxquelles donnaient lieu l'octroi du pallium, le sacre des évêques, la bénédiction des abbés : on n'acquitterait plus que le droit de chancellerie pour les bulles délivrées à ce sujet, et encore ce droit serait-il ramené à un taux raisonnable. L'abus consistant à retenir les lettres apostoliques jusqu'à paiement de sommes supérieures à celles que fixerait l'accord éventuel serait éliminé sévèrement et toute contravention annulée d'avance. Une pratique qui jette sur l'administration papale le soupçon de simonie et favorise les candidats fortunés au détriment de leurs compétiteurs plus vertueux et plus instruits est celle-ci : on accepte en curie des versements supérieurs à ceux que prescrivent les règlements. Le pape interdira donc absolument de rien acquitter aux guichets de la Chambre : tout versement sera fait obligatoirement entre les mains des collecteurs, au siège du bénéfice, et il correspondra exactement à la taxe prescrite. La sanction, contre les contrevenants, sera la privation même du bénéfice obtenu dans ces conditions frauduleuses.

*EXPECTATIVES* Autre cause d'abus fort graves : les grâces expectatives ; elles donnent lieu à d'innombrables litiges, d'où découlent, pour une foule d'ecclésiastiques, d'innombrables vexations. Il faut que le pape en accorde beaucoup moins, qu'il annule même celles qu'il a concédées jusqu'ici et qui n'ont point sorti leur effet. A l'avenir, s'il y tient, qu'il en octroie quelques-unes, mais à valoir sur les seuls bénéfices qui vaqueront pendant ses mois de provision ; et qu'il stipule clairement, pour éviter toute dispute, que le premier bénéfice venant à sa nomination sera pour tel expectant, le second pour tel autre ; et qu'il ne procède à aucune provision normale tant que les dits porteurs d'expectative ne seront point d'abord servis.

*PROCÈS EN CURIE* La nécessité d'aller plaider en cour de Rome les procès bénéficiaux est aussi, pour les Français, une source d'excessifs tracassés. Les ambassadeurs insisteront pour qu'on les dirime désormais dans le royaume ; ne devront être reçues en curie que les causes ayant fait l'objet d'une sentence définitive, toutes ins-

tances locales épuisées, et dont on demandera au pape qu'il en accorde la réouverture. La pratique de la prévention, par le souverain Pontife ou ses légats, ne sera plus admise pour les bénéfices appartenant aux ordinaires, à moins que la négligence des collateurs ne donne lieu à la dévolution, prévue par l'ancien droit. Enfin les vacants proprement dits, c'est-à-dire les revenus échus entre la disparition de l'ancien titulaire et la nomination du nouveau, seront dorénavant réservés à ceux qui peuvent y prétendre par droit, coutume ou privilège, et la Chambre apostolique cessera d'en prélever quoi que ce soit.

*AUTRES DESIDERATA* Après ces articles fondamentaux qui tendaient, en somme, à faire admettre par la papauté le plus possible des franchises gallicanes, les instructions des ambassadeurs leur recommandaient encore diverses réformes : que la curie se montre plus discrète que par le passé dans l'octroi de certaines faveurs entravant la juridiction épiscopale : privilège de l'autel portatif, par exemple, ou faculté de choisir son propre confesseur ; et quand elle les accorde, qu'elle en avertisse au moins les ordinaires diocésains. Que le pape réduise le nombre des cardinaux et qu'il les choisisse dans toutes les nations, compte tenu de l'importance respective de celles-ci ; qu'il cesse de nommer des étrangers aux bénéfices du royaume ; qu'il revise les privilèges des Ordres mendiants et les ramène à de justes proportions ; qu'il renouvelle les peines fulminées jadis contre les coupables de mauvais traitements sur la personne des clercs et surtout des prélats, étant donné qu'un trop grand nombre de « scélérats » n'hésitent pas, sous prétexte que c'est la guerre, à porter la main sur eux.

*C'EST D'EUGÈNE IV QUE LE ROI VEUT TENIR LES RÉFORMES* Charles VII ne doutait pas que le concile ferait aisément gré à la plupart de ces demandes. Mais c'était d'Eugène IV lui-même qu'il entendait les tenir, pour n'avoir point l'air de pactiser avec l'esprit révolutionnaire qui régnait à Bâle. Aussi les instructions de ses ambassadeurs entraient-elles dans les détails les plus circonstanciés, pour obvier au danger d'envenimer une querelle que le roi, au contraire, entendait apaiser. Les envoyés de Charles VII régleraient leur conduite, à Bâle, surtout d'après l'attitude des légats pontificaux. Ceux-ci accepteraient-ils, avec les autres Pères, le projet du gouvernement français ? Alors il n'y aurait plus qu'à le revêtir de la sanction conciliaire, en prenant toutes précautions pour que les décrets fussent rédigés en bonne forme et dûment renforcés de peines opportunes contre ceux qui les violeraient. Mais si, au contraire, les

légats élevaient une protestation ou faisaient la moindre réserve, les ambassadeurs devraient « honnêtement » se désister de leur demande et exposer aux Pères qu'ils ont mission d'aller vers le pape afin de travailler à la bonne entente entre lui et le concile. Ils tâcheront, dans ce cas, d'obtenir que les représentants d'Eugène IV écrivent à leur maître, au sujet des demandes ainsi retirées, une lettre qu'eux-mêmes emporteront.

Au pape, ils remontreront que le roi et le clergé de France auraient pu facilement obtenir, à Bâle, les réformes souhaitées, mais qu'ils désirent les recevoir de son bon gré : que Sa Sainteté fasse donc en sorte que lesdits roi et clergé soient contents d'elle et lui doivent de la reconnaissance. S'il se montre intraitable, il conviendra de lui dire, « en toute honnêteté », que l'Église gallicane prendra ses dispositions pour s'organiser elle-même, sur les bases du droit commun. Il faut cependant espérer qu'il fera preuve de bonne volonté. Auquel cas, les ambassadeurs auront soin de veiller à la forme des documents à établir. Ils n'admettront pas que le pape, dans sa bulle, emploie la formule *pro gratia*, comme s'il accordait une faveur ; ni qu'il dise céder aux instances du roi et du clergé de France, qui ne se présentent pas en suppliants. Ils ne consentiront à aucune clause réservant de prétendus droits ou laissant croire à l'existence d'une quelconque prescription. Ils veilleront enfin à ce que le texte ne porte aucune mention qui pourrait être éventuellement invoquée, plus tard, contre la validité de l'accord.

*PARER AU DANGER DE SCHISME* L'ambassade de 1436 n'avait point comme unique objet d'obtenir à l'Église gallicane un statut conforme à ses désirs. Elle devait surtout conjurer le danger d'un nouveau schisme, et pour cela s'efforcer d'amener le pape et le concile à de mutuelles concessions. D'autres instructions, fort minutieuses, précisent à ce sujet l'attitude de Charles VII. Arrivés à Florence, où résidait alors Eugène IV, les émissaires du roi de France se présenteront « tous ensemble en leurs habis et selon leur ordre ». Ils exposeront à Sa Sainteté « leur créance... laquelle sera en quatre points ». D'abord, les compliments de circonstance : remerciements au pape de toutes ses bontés pour le royaume et notamment des efforts déployés par lui en faveur de la paix ; demande de persévérer dans cet office de médiateur ; protestations de dévouement de la part du roi et de tout le royaume ; assurance du déplaisir que procure le spectacle des entreprises contre la dignité papale ; promesse de s'employer toujours à les faire cesser. Après quoi, les ambassadeurs feront connaître la suite donnée aux instances de l'archevêque de

Crète, Fantino Valaresso, naguère envoyé comme nonce en France : Charles VII a prescrit à ses représentants à Bâle de s'opposer à toute initiative préjudiciable au Saint-Siège. En troisième lieu ils exposeront leur propre activité auprès du concile et à ce moment remettront au pape les lettres de ses légats. S'ils ont obtenu des Pères, comme il faut bien l'espérer, un « apointment qui semblast estre honeste et raisonnable au bien et honneur du pape et de lesglise », ils feront diligence pour qu'Eugène l'accepte et montre « a tous sa sainte entention ». Afin d'apaiser ses soupçons, ils l'assureront que « pour faire entretenir ladite provision ou apointment, [il] trouvera le roy et les princes et les seigneurs de son royaume, ensemble et le clergie dicelluy, tous disposes et deliberes deulx y employer ». Ils lui remontreront « que luy, qui est chief de lesglise et vicaire de Jhesucrist, doit benignement atraire par doulceur et clemence les peres du concile a vraye unite pour eschiver toute division » ; car s'il ne consentait pas à « benignement interpreter a toute bonne entention » les décrets du concile, il s'ensuivrait « cisme et inconvenient irreparable a lesglise ».

Seulement après ces remontrances, destinées à sauvegarder l'union de la Chrétienté, les ambassadeurs exposeront à Eugène IV « le piteux estat du royaume et des esglises de France, la diminucion des rentes dicelles et la desertion de plusieurs » ; ils le prieront de considérer « la grant obeissance, humilite et devocion » que le roi lui témoigne, obéissance « plus favorable que jamais ne fust faite a pape ». Les « exactions et abus qui chascun jour se commettent par les officiers de la court de Rome », lui diront-ils, sont « inportables », et si Sa Sainteté ne voulait pas les « reformer et restraindre », son honneur même en serait compromis. Bref, pour tout ce qui touche les finances et les provisions bénéficiales, ils exécuteront « ce qu'il est contenu es memoires et instructions a eulx baillees particulièrement apart ».

*BALE JUGE CHARLES VII  
TROP FAVORABLE AU PAPE*

Charles VII prévoyait surtout, semble-t-il, des difficultés à Florence. En réalité, elles commencèrent à Bâle. Non point

que le concile trouvât excessives les réformes souhaitées. Bien au contraire : ce fut la sollicitude du roi pour les intérêts de la papauté qu'il jugea hors de raison<sup>1</sup>. L'année précédente il avait voté, dans

(1) La première demande, en effet, que les ambassadeurs adressèrent au concile fut qu'il traitât le pape avec l'honneur qui lui est dû et qu'il lui assurât des ressources proportionnées à ses besoins : *Primo quod reverencia et honore tractetur papa, et debitus ordo regiminis in ecclesia conservetur. Item quod pro necessitatibus universalis ecclesie et competenti ipsius statu supportandis provisio nunc de facto assignetur et statuatur* (Résumé des propositions faites au concile, en assemblée générale, par la légation française, et publié par J. HALLER, dans *Concilium basiliense*, t. I, p. 419). Pour expliquer cette attitude du gouvernement de Charles VII, peut-être n'est-il pas besoin de faire appel à autre chose qu'à la préoccupation d'éviter un schisme menaçant. Il convient pourtant

sa XXI<sup>e</sup> session, un décret *de annatis*, où il supprimait radicalement toutes les taxes de la Chambre apostolique<sup>1</sup>. La nation allemande insista pour qu'Eugène IV l'admît d'abord ; on l'adoucirait par la suite s'il le fallait, et surtout si le pape donnait satisfaction par son comportement<sup>2</sup>.

Une lettre écrite à l'évêque de Meissen, le 12 juillet 1436, par un de ses correspondants bâlois, nous renseigne sur l'irritation des extrémistes<sup>3</sup>. Les ambassadeurs avaient demandé que les prélats du royaume, très appauvris par la guerre, pussent conserver les commendes que le Saint-Siège, à la prière du roi, leur avait accordées<sup>4</sup>. Cela servit de prétexte pour attribuer à la rapacité de l'épiscopat français les efforts de la diplomatie royale : l'initiative de l'ambassade ne venait pas de Charles VII ; il n'était qu'un mannequin entre les mains du clergé. Et l'auteur de cette lettre, à qui le souci des finances allemandes paraît bien avoir enlevé le sentiment du ridicule, ajoutait dramatiquement : « plutôt la mort que la servitude qu'on nous propose ! Il faut alerter les rois, les princes, les comtes, les barons, les villes de Germanie, car si ces charges étaient acceptées, toutes nos provinces se videraient de leur or ; et c'est pour empêcher cet appauvrissement du pays, non point seulement pour faire cesser la simonie, que le concile a supprimé les annates »<sup>5</sup>. Toute cette indignation, ne l'oublions pas,

de rappeler ici que le grand chancelier et le Parlement, et le roi lui-même, étaient redevables à Eugène IV d'une fort importante faveur. C'est ce pape, en effet, qui, en 1432 et 1434, accorda l'*indult perpétuel*, que confirmèrent plus tard Paul III et Clément IX, et qui tint tant de place dans la littérature gallicane jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Il consistait en ceci : les présidents et conseillers du Parlement, et le grand chancelier lui-même, qui, à l'origine, présidait la cour, avaient le droit de présenter par avance soit eux-mêmes s'ils étaient clercs, soit d'autres s'ils étaient laïcs, à un certain nombre de bénéfices à vaquer, et le roi nommait ces candidats par lettres scellées du grand sceau. En réalité, il s'agissait là d'expectatives, puisque les bénéfices désignés n'étaient pas encore vacants. Mais cet indult fut tacitement excepté de l'abolition que fit le concile de Bâle des expectatives, abolition que la Pragmatique Sanction confirma pour la France. Il s'agissait, en effet, disent les glossateurs, d'expectatives *réelles*, accordées par faveur spéciale à la dignité royale au profit du Parlement, alors que seules avaient été supprimées les expectatives *personnelles*. Nous n'avons pas fait allusion à cette question dans le texte de notre récit, puisque finalement les bonnes dispositions du gouvernement de Charles VII pour le pape n'empêchèrent pas le concile de Bâle de publier les décrets étudiés plus loin, et que l'assemblée de Bourges les adopta, avec certaines modifications. La reconnaissance du gouvernement de Charles VII pour l'indult accordé par Eugène IV ne modifia donc pas le cours des événements. Nous ne pouvions cependant passer complètement cette affaire sous silence ; il nous semble que c'est ici surtout qu'elle doit être mentionnée, pour jeter sur les dispositions du roi de France et de son entourage un complément de lumière. Qui voudrait l'étudier d'un peu près n'aurait qu'à se reporter au gros ouvrage de COCHET DE SAINT-VALIER, *Traité de l'indult du parlement de Paris*, 3 vol. in-4°, 1747.

(1) Voir ci-dessous, p. 288.

(2) *Congruentius ergo fuisset decretum ipsam — scilicet de annatis — tam salubre accipere et postea ab ecclesia provisionem postulare, quam secundum exigenciam facere non recusamus, praesertim si suam sanctitatem ad observationem reformationis dispositam efficaciter videamus.* J. HALLER dans *Concilium basiliense*, t. I, p. 422.

(3) J. HALLER, *loc. cit.*, p. 424-426.

(4) *Quoniam guerrarum vastacione in suis proventibus nimium sunt attriti, dimittantur commende per papam ad requestam regis eis concessa.* J. HALLER, *loc. cit.*, p. 419. Cf. JEAN DE SÉGOVIE, dans *Monumenta conciliorum generalium seculi XV*, t. II, p. 892.

(5) *Ista ambasiata non de mente regis procedit, sed archiepiscopi episcopi et alii prelati ceterique curiales regentes regem, qui regitur et non regit, sperantes et habendas commendas pensiones et promo-*

parce que Charles VII proposait d'accorder au pape un cinquième du revenu de la première année de chaque bénéfice. L'Église gallicane payait bien autre chose !

**RÉPONSES DU CONCILE** Finalement, le concile fit aux ambassadeurs une réponse aussi creuse que courtoise : des compliments, des actions de grâce, l'assurance de ne point perdre de vue, certes ! les besoins du pape et d'y pourvoir convenablement ; « mais c'est là chose de grande importance et qui intéresse toutes les églises de la catholicité ; il faut la traiter avec une patiente circonspection, de manière que les décisions prises reçoivent l'approbation générale... Pour le moment, le saint concile ne s'estime pas en état de rallier tous les suffrages. Que le souverain Pontife, le roi Très Chrétien et ses prélats veuillent bien ne s'en point offenser »<sup>1</sup>.

**ACCUEIL EN CURIE** Bref, les envoyés de Charles VII partirent pour la curie les mains vides. Eugène IV paraît ne pas avoir douté de la sincérité de leurs efforts en sa faveur<sup>2</sup>. Mais que se passa-t-il au cours des entretiens qu'il eut avec eux ? S'opiniâtra-t-il dans la défense de ce qu'il croyait pouvoir conserver ? Les événements laissèrent-ils même aux ambassadeurs la possibilité d'exécuter leurs instructions ? En tout cas, rien de positif touchant le régime de l'Église de France ne sortit de ces négociations, que le gouvernement royal avait si minutieusement réglées d'avance. Et cela fut gros de conséquences. Qui peut dire, en effet, comment aurait tourné le conflit entre Bâle et la papauté, si Charles VII, satisfait, s'était ouvertement déclaré pour Eugène IV ? Au moins, selon toute vraisemblance, jamais la Pragmatique Sanction n'aurait-elle vu le jour et le Gallicanisme, s'il avait survécu, se serait acheminé vers une autre destinée.

### § 3. — Les décrets de réforme du concile de Bâle.

Nous avons déjà parlé un peu plus haut du décret *de annatis*, auquel

*veri ad episcopatus prelaturas ad petitiones litterarum regis, quas ad nutum habent, istam ambasiatam procurarunt... Vero si hec servitus deberet introduci, potius optare mortem ! Contra hanc omnes reges principes comites barones civitates germanice nationis deberent excitari, quia per hanc servitutem omnes provincie evacuarentur omni suo auro, et propter hanc evacuationem terrarum annate fuerunt ablate, non solum propter peccatum symonie.* J. HALLER, *loc. cit.*, p. 425.

(1) JEAN DE SÉGOVIE, dans *Monumenta conciliorum generalium seculi XV*, t. II, p. 893. Les ambassadeurs de Charles VII avaient aussi demandé que le concile choisît une autre ville, où il se transférerait, et où les Grecs, de même que le pape, pourraient facilement venir. Sur ce point, comme sur les autres, ils n'obtinrent qu'une réponse dilatoire.

(2) Voir diverses lettres d'Eugène IV, dans J. HALLER, *Concilium basiliense*, t. I : à Simon Charles, du 18 juillet, p. 426 ; à Pierre d'Estampes, trésorier de la cathédrale de Poitiers, du 7 juillet, p. 427 ; au grand chancelier Regnault de Chartres, du 30 août, *ibid.*

se heurta l'ambassade française de 1436. Nous allons le retrouver, car il ne semble pas inutile de jeter maintenant un coup d'œil sur les réformes que vota le concile de Bâle, au moins sur celles qui s'apparentent aux libertés gallicanes. Ce sont elles que l'assemblée de Bourges de 1438 adoptera en grande partie, et d'où Charles VII tirera la charte, provisoire il est vrai, de l'Église de France<sup>1</sup>.

*MENACE DE SUSPENSE CONTRE EUGÈNE IV* La première de ces réformes fut votée le jour même où l'assemblée commença de brandir contre Eugène IV la menace de sanction. Le 13 juillet 1433, dans la XII<sup>e</sup> session<sup>2</sup>, constatant que depuis plus d'un an et demi ils suppliaient en vain le pape de collaborer avec eux pour le bien de l'Église, les « Pères » le sommèrent, « au nom du Dieu tout puissant », d'avoir à déclarer dans le délai maximum de deux mois, sous peine de suspense *ipso facto*, que le concile réuni à Bâle était légitime depuis son ouverture, qu'il n'avait jamais été validement dissous, qu'il devait continuer ses travaux, et que lui-même, Pontife romain, adhérerait à son œuvre sans restriction. En même temps, ils adoptèrent le décret sur l'élection aux prélatures.

*RÉTABLISSEMENT DES ÉLECTIONS* Le premier soin d'un architecte, quand il construit une maison, porte ce texte, est de lui assurer des fondations solides. De même, le saint synode doit se soucier d'abord de procurer aux églises des pasteurs qui les soutiennent fermement par leur doctrine et leurs vertus. Avec quel discernement il faille les choisir, la nature même de leur charge le laisse assez entendre : ne portent-ils pas la responsabilité des âmes que le Christ a rachetées, en mourant pour elles ? Aussi les anciens canons, promulgués sous l'inspiration du Saint-Esprit, ont-ils sagement décidé que chaque église, chaque communauté, choisirait elle-même son chef. Le saint synode, assisté par le même Esprit, entend rester fidèle à cette règle. Il décrète donc la suppression des réserves générales portant sur les églises métropolitaines, cathédrales, collégiales, de même que sur les monastères et autres dignités électives. Il excepte toutefois celles qui sont « encloses dans le corps du droit »<sup>3</sup>

(1) Voir chap. suiv.

(2) MANSI, *Ampliss. collectio*, t. XXIX, col. 56-64 ; JEAN DE SÉGOVIE, dans *Monumenta conciliorum generalium seculi XV*, t. II, p. 398-404. Cf. Journal du notaire Pierre BRUNET, chanoine d'Arras, p. p. J. HALLER, dans *Concilium basiliense*, t. II, p. 446-448.

(3) C'est-à-dire celles qui figurent dans la collection des *Décrétales* de Grégoire IX et le *Sexte* de Boniface VIII, à l'exception des *Extravagantes*. Sur ces réserves, voir G. DE MONSERRAT, *Perutile commentum super Pragmatica sanctione*, 3<sup>e</sup> partie, *Quae sunt reservationes corpore juris clausae*, dans l'éd. de la Pragmatique de F. PINSSON (ci-dessous, p. 303, n. 2), p. 645 et suiv., de même que la glose de Côme GUYMIER, *ibid.*, p. 87, h. Cf. également G. MOLLAT, *La collation des bénéfices ecclésiastiques sous les papes d'Avignon*, p. 24 et suiv.

et celles qui affectent les bénéfices situés sur les propres territoires de l'Eglise romaine. Désormais, toutes les charges électives qui viendront à vaquer seront pourvues par scrutin, et l'élu confirmé suivant les règles canoniques, sauf coutumes, privilèges et statuts locaux légitimes, et maintenu l'usage de la postulation<sup>1</sup>, reconnue par le droit commun.

Le saint synode estime conforme à la raison et utile au bien général que le Pontife romain n'agisse à l'encontre de ce décret salutaire que pour des raisons d'une évidente gravité, formellement exprimées dans la bulle de réservation. Et pour que la stabilité de cette loi soit mieux garantie, tout nouveau pape, au moment de sa promotion, jurera de l'observer inviolablement.

Venaient ensuite un certain nombre de mesures destinées à assurer de bons choix : le concile prescrivait des prières avant les scrutins, il imposait à chaque électeur le serment préalable de ne donner sa voix qu'au plus méritant, il édictait des peines contre les simoniaques, il adressait aux puissants, qu'ils fussent ecclésiastiques ou séculiers, de pressantes adjurations pour qu'ils s'abstinssent éventuellement de toute pression, sollicitation ou menace. En cas d'élection contestée, le supérieur à qui appartenait la confirmation procéderait à une enquête serrée, portant sur les opérations électorales et les mérites respectifs des compétiteurs. Il s'abstiendrait, ce faisant, non seulement d'exiger aucune rétribution, mais même d'accepter aucun cadeau, sous quelque forme que ce fût ; l'enquête ne donnerait lieu qu'à une taxe modérée, destinée au seul salaire du notaire préposé à la rédaction des actes. Toute confirmation opérée dans d'autres conditions serait nulle de plein droit ; en outre, le supérieur convaincu de s'être laissé acheter perdrait son pouvoir de confirmer et encourrait *ipso jure*, pour son délit de simonie, l'excommunication réservée au pape.

Le concile prévoyait enfin l'éventualité où la confirmation appartiendrait au souverain Pontife. Il invitait celui-ci, puisqu'il doit être « le miroir et la règle de toute sainteté », à s'abstenir, lui aussi, de toute rémunération. « S'il agissait autrement de façon notoire, incorrigible et scandaleuse pour l'Eglise », il se verrait déféré au futur concile. Quant aux ressources dont le pape a besoin pour le gouvernement de l'Eglise universelle, l'entretien des cardinaux et ses autres

(1) La postulation s'employait dans les cas où les électeurs voulaient choisir un candidat qu'excluait un empêchement canonique (âge insuffisant, p. ex., ou naissance illégitime). Ils votaient pour lui, mais ce n'était pas une élection proprement dite, conférant à celui qui en était l'objet un *jus ad rem* sur le bénéfice : c'était une demande, *postulatio*, adressée, par voie de scrutin, au supérieur ayant pouvoir sur l'empêchement, aux fins d'obtenir de lui la dispense nécessaire. Il n'était pas tenu de l'accorder ; mais, s'il le faisait, il purifiait ainsi l'élection, et le bénéficiaire de la dispense obtenait alors le même titre au bénéfice que s'il avait été éligible ; il n'y avait pas besoin de procéder à un nouveau scrutin.



charges, les Pères y pourvoient convenablement plus tard, avant de se disperser. Ils ajoutaient cependant cette formule assez énigmatique : « s'il arrive que le saint synode n'ait point pris de décision à ce sujet, il n'entend pour cela porter aucun préjudice à la sainte Église romaine et universelle ni à personne d'autre »<sup>1</sup>.

#### SECOND DÉCRET SUR LES ÉLECTIONS

Au cours des séances préparatoires, un certain nombre de députés avaient formulé des doutes sur la clarté du texte qui fut, néanmoins, finalement adopté. Le concile interdisait au pape d'entraver les élections, sauf dans des cas d'exceptionnelle gravité. Et en même temps il déclarait supprimer les réserves *générales*. Une telle rédaction ne laissait-elle pas supposer que les réserves spéciales restaient loïsibles au pape, comme par le passé, et que la prohibition ne le liait que s'il voulait opérer sur toute une catégorie de bénéfices électifs ? La commission convint que tel n'était point le sens du décret et que la clause restrictive affectait tous les cas, même individuels. Quiconque voulut une attestation écrite de cette interprétation put l'obtenir du greffe<sup>2</sup>. Cette obscurité fut pourtant exploitée par la suite, et le concile dut publier, trois ans plus tard, le 24 mars<sup>3</sup> 1436 dans sa session XXIII<sup>e</sup>, un commentaire officiel. En déclarant que les dignités électives devront être pourvues par scrutin, y disait-il, le saint synode a entendu prohiber toute réserve, aussi bien spéciale que générale, et enlever tout obstacle aux élections canoniques. Et il ajoutait ces explications, qui aggravaient singulièrement le texte de 1433 : « S'il arrive qu'une élection, par ailleurs régulière, s'avère de nature à procurer à l'église, au pays ou au bien public un préjudice grave, le pape, quand il sera sollicité de la confirmer, pourra, avec le consentement de la majorité des cardinaux, refuser la confirmation et ordonner aux électeurs de procéder à un autre vote »<sup>4</sup>.

(1) Cette finale *nec alteri cuiumque*, qui figure dans la recension publiée par MANSI (*loc. cit.*, col. 64), manque dans le texte de JEAN DE SÉGOVIE (*loc. cit.*, p. 405). Il faut la laisser, car P. BRUNET signale dans son journal (*Concilium basiliense*, t. II, p. 446) que le samedi, 11 juillet, à la commission préparatoire, *placuit forma decreti de electionibus etc., concepta per dominos deputatos singularum deputacionum, cum addicione in fine, ubi dicitur « non intendit in aliquo prejudicare sancte Romane et universali ecclesie » : « nec alteri cuiumque »*.

(2) *Item in dicta generali congregatione* (du 12 juillet) *fuit conclusum quod illa clausula ubi dicitur « nisi ex magna et evidenti » etc., super reservacionibus generalibus apostolicis in decreto opposita, intelligatur de reservacionibus specialiter fiendis, et non solum de generalibus. Super quibus placuit quod fiant instrumenta quibuscumque habere volentibus*. Journal de P. BRUNET, dans *Concilium basiliense*, t. II, p. 447.

(3) La date de la XXIII<sup>e</sup> session varie suivant les éditions ; dans MANSI, *op. cit.*, t. XXIX, col. 121, on lit *octavo kalendas aprilis*, c'est-à-dire le 25 mars ; le texte de JEAN DE SÉGOVIE, dans *Monum. concil.*, t. II, p. 856, porte *XI<sup>o</sup> kalendas aprilis*, soit le 22 mars. Il convient de se fier plutôt à P. BRUNET, qui note les événements jour après jour, et qui écrit (*Concilium basiliense*, t. IV, p. 94) : *Die sabbati, XXIII<sup>is</sup> marci M<sup>o</sup> CCCC<sup>o</sup> XXXVJ<sup>o</sup> fuit XXIII<sup>a</sup> sessio hujus sancte synodi celebrata hoc modo, videlicet... etc.*

(4) MANSI, *loc. cit.*, col. 120 ; JEAN DE SÉGOVIE, *loc. cit.*, p. 855.

C'était retirer au Pontife romain le droit de réserve exceptionnelle, qu'on lui avait tout d'abord reconnu. Il ne pouvait plus intervenir que dans les cas où la confirmation dépendait de lui, une fois l'élection faite, et uniquement dans le but d'imposer au collège électoral de nouvelles opérations : il n'était plus question de pourvoir directement.

*SUPPRESSION DE LA RÉSERVE* Dans la même XXIII<sup>e</sup> session, du 24 mars 1436, un autre article étendit aux bénéfices mineurs la suppression de la réserve, opérée jusque-là pour les seules dignités électives. Cette fois, l'expérience aidant, l'on évita toute ambiguïté dans les termes : les réserves pontificales, tant générales que spéciales, visant des bénéfices quels qu'ils soient, en vertu des extravagantes *Exsecrabilis*<sup>1</sup> et *Ad regimen*<sup>2</sup>, des règles de Chancelleries ou de n'importe quelle autre constitution, sont abolies. Seules subsistent, comme pour les prélatures, les réserves inscrites dans le *Corpus Juris*<sup>3</sup> et celles qui affectent les possessions territoriales de l'Église romaine<sup>4</sup>.

*SUPPRESSION DES EXPECTATIVES* Sur ce point, le concile compléta son œuvre deux ans plus tard. Dans sa XXXI<sup>e</sup> session, tenue le 24 janvier 1438, il publia deux décrets<sup>5</sup>, où il régla dans le détail l'activité des collateurs ordinaires. Tout d'abord, il supprima radicalement les expectatives. Les termes dont se servent les Pères à ce propos respirent l'allégresse, la satisfaction d'accomplir de la bonne besogne. « Il a plu à la divine bonté de secouer vigoureusement, de nos jours, l'esprit des hommes qu'enchaînaient les abus. Ils ont cherché le salut par le moyen d'un synode œcuménique qui réformât l'Église en ramenant sa tête et ses membres dans le chemin de la justice et de la sainteté ». Cette tâche réformatrice qui lui incombe, le saint concile de Bâle veut s'en acquitter, en assurant aux églises des ministres dont la science et la vertu fassent rayonner la gloire de Dieu et procurent l'édification du peuple chrétien. Rien n'y a mis obstacle, jusque-là, comme l'abus des grâces expectatives. A des gens dépourvus d'aptitudes, à des inconnus, le pape confère des droits à valoir sur des bénéfices encore pourvus de leurs titulaires, dont ces successeurs désignés souhaitent la disparition le

(1) De Jean XXII. *Corpus juris canonici*, Extrav. de Jean XXII, tit. III, de *praebendis et dignitatibus*, c. un. t. II, col. 1207.

(2) De Benoît XII. *Ibid.*, Extrav. communes, l. III, tit. II, de *praebendis et dignitatibus*, c. 13, t. II, col. 1266.

(3) Voir ci-dessus, p. 283, n. 3.

(4) MANSI, *op. cit.*, t. XXIX, col. 120 ; JEAN DE SÉGOVIE, *loc. cit.*, t. II, p. 856.

(5) MANSI, *ibid.*, col. 161-164 ; JEAN DE SÉGOVIE, *loc. cit.*, t. III, p. 21-25.

plus vite possible, au péril de leur âme. Et les prérogatives de dates, accordées à certains expectants, quelles complications souvent frauduleuses ne procurent-elles point ! Il s'ensuit d'innombrables procès, au grand détriment des finances de chaque pays. On voit des concurrents partir pour Rome et s'y ruiner au point d'en être réduits à l'indigence ; quelquefois même, ils perdent la vie sur les routes. Et celui qui l'emporte n'est pas toujours le possesseur des meilleures bulles, mais le plus astucieux, le plus retors. Pendant ce temps, empêtrés dans l'examen de litiges qui devraient trouver solution ailleurs, les Pontifes romains n'ont plus le moyen de se consacrer aux grandes affaires de leur charge. A ces abus, le saint synode veut mettre fin. Il décide donc que les papes, qui doivent donner le bon exemple en toutes choses, n'accorderont plus d'expectatives, sous aucun prétexte. Celles qu'ils ont accordées déjà, il les annule. Tout au plus tolère-t-il, pour le moment, celles dont les procès apostoliques sont expédiés.

Autre mesure : ni le souverain Pontife ni ses légats ne pourront désormais frapper de réserve un bénéfice encore pourvu. Toutefois le saint synode n'entend pas enlever aux papes à venir tout droit de provision ; il veut seulement ramener ce droit dans de justes limites. Là où le collateur dispose de dix bénéfices, les papes pourront nommer à un ; à deux là où le collateur en a cinquante, ou plus, à sa disposition ; de telle sorte, cependant, qu'ils ne confèrent pas deux prébendes dans une même église, cathédrale ou collégiale.

#### MESURES EN FAVEUR DES GRADUÉS

Le second décret du même jour s'efforça de combler les vœux des universitaires. Il existait déjà une prébende de théologal dans toutes les églises métropolitaines. Le concile décida qu'il y en aurait une désormais dans chaque cathédrale. Le collateur y nommerait un licencié en théologie ou un bachelier formé, qui aurait fréquenté au moins dix ans une Faculté, et qui accepterait de résider et de prêcher une ou deux fois par semaine. On ne lui imputerait pas ses absences des offices capitulaires quand il les légitimerait par une raison d'étude. En outre, dans chaque cathédrale ou collégiale, un tiers des canonicats serait réservé aux gradués, soit en théologie, soit en droit, en médecine ou ès arts. On attribuerait à ces privilégiés la première prébende à pourvoir, partout, dès la publication du présent décret ; puis, après deux autres vacances, la suivante, et ainsi de suite. Ces gradués pourraient obtenir plusieurs bénéfices, à la condition d'assister à l'office dans l'un d'entre eux, jusqu'à concurrence d'un revenu total de deux cents florins de Chambre.

Les cures de villes ou de bourgades entourées de murs seraient attribuées de préférence aux clercs ayant étudié trois ans la théologie ou le droit, ou pourvus du titre de maîtres ès arts : à la condition, bien entendu, d'en trouver qui voulussent les desservir. Chaque année, pendant le carême, les clercs ainsi qualifiés pour les prébendes ou pour les cures feraient connaître leur nom au collateur, en prévision d'une vacance. Faute de cette inscription préalable, la nomination des clercs dépourvus de diplômes aux bénéfices réservés aux gradués serait valide ; elle serait nulle, au contraire, si les gradués s'étaient fait inscrire. Les bénéfices réguliers seraient de même conférés à des religieux instruits, et les collateurs qui ne tiendraient point compte des connaissances intellectuelles devraient être punis par leurs supérieurs ou les chapitres provinciaux.

**ABOLITION DES ANNATES** Le décret *de annatis*<sup>1</sup>, supprimant les taxes papales, fut promulgué, lui, à la XXI<sup>e</sup> session, le 9 juin 1435. C'est un des plus courts, malgré son importance. Comme la mesure ne comportait ni exceptions ni compensations, peu de mots suffisaient à la formuler. « Au nom de l'Esprit divin, le saint synode décide qu'aussi bien à la curie romaine qu'ailleurs, absolument rien ne sera plus exigé, sous forme directe ou indirecte, à l'occasion des confirmations d'élections, de l'admission des présentations et postulations, des provisions, collations, dispositions, élections, postulations, présentations, même faites par des laïcs, institutions, installations, investitures d'églises, même cathédrales et métropolitaines, de monastères, dignités, bénéfices et offices ecclésiastiques quelconques, pas plus qu'à l'occasion des bénédictions, consécration et octrois de pallium ; ni avant ni après ; sous quelque prétexte que ce soit, de lettres, de bulles, de droit de sceau, d'annate, de communs ou menus services, de premiers fruits, de déports<sup>2</sup> ou de toute autre chose ; nonobstant toute coutume, privilège ou règlement contraire. Seule demeure autorisée la perception d'une somme correspondant au juste salaire des rédacteurs, abrégiateurs et enregistreurs, pour le travail matériel de chancellerie. Quiconque aura la présomption d'enfreindre le présent canon, en exigeant, donnant ou promettant quoi que ce soit, encourra les peines prévues contre

(1) MANSI, *op. cit.*, t. XXIX, col. 104 ; JEAN DE SÉGOVIE, *loc. cit.*, t. II, p. 801.

(2) Les déports n'étaient point levés par le Saint-Siège, et c'est ce qui justifie les premiers mots du décret : *tam in curia romana quam alibi*. Ils consistaient dans la retenue, par l'évêque, du revenu de la première année, et quelquefois davantage, du bénéfice nouvellement conféré, sous le prétexte d'éteindre des dettes soit du bénéfice lui-même, soit de l'évêché, soit d'une autre église. Cette pratique se fondait en certains lieux sur la coutume, en d'autres sur un privilège apostolique. Voir à ce propos L. THOMASSIN, *Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise*, 3<sup>e</sup> partie, l. II, ch. 37, éd. de Bar-le-Duc, t. VII, 1867, p. 72-80. Voir également *supra*, t. I, p. 260.

les simoniaques et n'acquerra aucun droit à la dignité ou au bénéfice obtenu dans de telles conditions. Sont annulés d'avance et privés de toute valeur les obligations, promesses, censures, mandements à intervenir éventuellement au préjudice de ce décret très salubre. Si le Pontife romain, ce qu'à Dieu ne plaise, scandalisait l'Église en contrevenant à la présente loi, lui qui doit plus que tout autre observer les constitutions des synodes œcuméniques, il serait déféré au futur concile. Quant aux autres, leurs supérieurs prendront contre eux les sanctions canoniques proportionnées à la gravité de la faute ». Toute l'animosité du concile de Bâle contre Eugène IV s'affirme dans ce texte brutal. Beaucoup plus qu'une réforme, c'était là un acte de guerre, destiné à ruiner l'ennemi. Le gouvernement de Charles VII le comprit sans peine, et nous venons de voir les efforts qu'il déploya, l'année suivante, pour amener les « Pères » à plus de modération.

#### RÉFORME DU SACRÉ COLLÈGE

Avec ces mesures touchant les bénéfices et la fiscalité, mentionnons encore deux autres décrets ; ils donnaient satisfaction à des doléances que nous avons eu maintes fois l'occasion d'entendre. S'occupant, dans sa XXIII<sup>e</sup> session, de l'élection du pape, le concile en profita pour régler la composition du Sacré Collège<sup>1</sup>. Et voici ce qu'il édicta : le dit collège ne doit pas constituer une charge pour l'Église ; la pourpre aura d'ailleurs plus d'éclat si on la confère avec moins de facilité. Le nombre des cardinaux ne devra donc pas, à l'avenir, dépasser vingt-quatre. On les choisira, autant que possible, dans tous les pays, afin qu'ils soient, dans leur ensemble, au courant des affaires de la chrétienté. Il ne pourra pas y en avoir plus de huit appartenant à la même nation, ni deux qui soient originaires d'une même ville ou d'un même diocèse. Ils auront au moins trente ans, devront se distinguer par leur science et leur pratique de l'administration, et justifier du titre de docteur ou de licencié, obtenu après examen rigoureux devant une Faculté de théologie, de droit civil ou de droit canon. Au moins un quart des cardinaux seront maîtres ou licenciés en Écriture sainte. Sur le total, quelques-uns, en petit nombre, pourront être fils, frères ou neveux de rois ou de grands princes, à la condition toutefois de posséder la formation intellectuelle et les qualités morales indispensables à la fonction. En revanche, les neveux du pape ne seront pas admis dans le Sacré Collège, ni les neveux d'un cardinal encore vivant. La bâtardise et les difformités corporelles constitueront des vices rédhibitoires. Le chiffre de vingt-quatre pourra

(1) MANSI, *loc. cit.*, col. 116 ; JEAN DE SÉGOVIE, *loc. cit.*, t. II, p. 852. Martin. — II.

être éventuellement augmenté, si l'Église doit y trouver une très grande utilité, en faveur d'un ou deux hommes que leur sainteté ou l'éclat de leurs vertus signaleraient tout spécialement, bien qu'ils ne possédassent aucun grade universitaire. De même quelques Grecs distingués seront légitimement adjoints au Sacré Collège, lorsque l'union de leur Église à l'Église romaine sera un fait accompli. Quant au choix des nouveaux cardinaux, le pape n'y procédera plus moyennant une simple consultation orale des anciens : chacun de ceux-ci émettra son avis par écrit et le signera de sa main. Il faudra que la majorité des suffrages soit favorable pour que le souverain Pontife procède à la création.

*RÈGLEMENTATION DES APPELS* L'autre décret limitait les recours aux tribunaux de curie<sup>1</sup>. Il fut publié dans la XXXI<sup>e</sup> session, le 24 janvier 1438. Le concile y trace un noir tableau des misères occasionnées par la pratique qu'il supprime. L'Église, dit-il, doit promouvoir avec sollicitude la charité chrétienne dans le clergé et le peuple, ne point permettre qu'on afflige ou opprime indûment son prochain, assurer la justice à chacun, enlever aux pervers la possibilité de nuire et garantir aux gens de bien la paix et la tranquillité. Or un abus s'est introduit, qui cause d'intolérables vexations. Les habitants des pays les plus reculés se voient cités fréquemment en cour de Rome, et quelquefois pour des futilités. S'y rendre est si laborieux, coûte si cher, que plusieurs préfèrent abandonner leurs droits. Les calomnieurs ont ainsi beau jeu pour écraser les pauvres. Ils se font délivrer des bénéfices qui ne leur appartiennent à aucun titre, parce que personne n'est là pour les contredire : aux possesseurs ou prétendants légitimes manquaient les moyens de faire face aux dépenses qu'entraîne le voyage outre-Monts, le séjour en curie et les frais de procès. Pendant ce temps, les tribunaux ordinaires se voient dépouillés de leur juridiction, au mépris de la hiérarchie ecclésiastique, les provinces s'appauvrissent, et ceux qui tiennent de leur dignité suprême la charge des grandes affaires de l'Église universelle n'ont pas le moyen de songer à elles, tant leur esprit est occupé de mesquines disputes. Voulant, selon la mission qu'il tient de Dieu, réformer l'Église dans sa tête et dans ses membres, rétablir partout le bon ordre, assurer le salut des âmes et faire régner la paix, le saint concile décrète qu'au delà de quatre journées de marche de la curie romaine, tous les procès seront désormais instruits et jugés au domicile des plaideurs, par les tribunaux tenant leur

(1) MANSI, *loc. cit.*, col. 159 ; JEAN DE SÉGOVIE, *loc. cit.*, t. III, p. 20.

compétence du droit, de la coutume ou de privilèges. Demeurent toutefois exceptées de cette règle les causes majeures expressément réservées par les canons, et les conflits soulevés par les élections aux évêchés et aux monastères exempts. Si l'une des parties croit devoir appeler de la sentence de son juge, elle le fera devant le supérieur de celui-ci, à l'exclusion de tout autre, même du pape. Quant aux causes relevant immédiatement de lui, le Saint-Père les confiera par rescrit à des juges délégués qui les traiteront sur les lieux, jusqu'au prononcé de la sentence inclusivement. Il ne les retiendra en curie que si les intéressés ont excipé d'une juste suspicion, sommairement prouvée, contre les juges du voisinage. Tout acte violant ce décret très salubre sera nul de plein droit, et les plaideurs y contrevenant se verront condamnés aux frais de procédure. Le concile, cependant, n'entend point viser les cardinaux, le vice-chancelier, le camerlingue, le grand pénitencier, les protonotaires ni les autres officiers de curie en exercice, qui gardent la faculté d'ester devant les tribunaux romains.

Ainsi, la célèbre assemblée bâloise prenait enfin les mesures que le clergé de France réclamait depuis le temps du Grand Schisme. Il ne faut donc pas s'étonner si, désespérant de voir Eugène IV entrer lui-même dans la voie des concessions, l'Église gallicane ait fini par adopter la réforme conciliaire. Elle ne le fera pas, cependant, sans en avoir sérieusement adouci, au profit du pape, les dispositions financières. C'est ce qu'il nous reste à montrer.





## CHAPITRE VI

### LA PRAGMATIQUE SANCTION <sup>1</sup>

*RUPTURE ENTRE LE PAPE ET LE CONCILE* Le 18 septembre 1437, Eugène IV transféra le concile de Bâle à Ferrare <sup>2</sup>. Par une seconde bulle, du 30 décembre, il fixa l'ouverture de la nouvelle assemblée au 8 janvier suivant <sup>3</sup>. Les Bâlois ripostèrent en fulminant contre le pape, le 24 janvier 1438, la suspension dont ils l'avaient menacé six mois plus tôt. Ils déclarèrent prendre en main le gouvernement de l'Église et frappèrent de nullité tout acte d'administration, temporelle ou spirituelle, qu'Eugène IV « oserait attenter ». Les ecclésiastiques devaient lui refuser obéis-

(1) Le terme de *Pragmatica Sanctio* a été utilisé depuis l'époque romaine ; on en trouvera quelques exemples, tirés du droit romain et du droit médiéval, dans *Du Cange*, v<sup>o</sup> *Pragmaticum*. Que signifiait-il exactement, et quelle est la place des « Pragmatiques » parmi les lois ou ordonnances ? Là-dessus, les historiens des institutions diffèrent d'avis. Pour P. DUPUY, *Commentaire sur le traité des libertés de l'Église gallicane*, éd. de 1715, t. I, p. 38, « Pragmatique est une constitution dressée par délibération de conseil, sur ce qui est du règlement d'autrui, comme fut la Pragmatique Sanction de Justinien *ad probandam constitutionem Alamarici et Amalasuntae* ». MOREL, *Le grand dictionnaire historique*, éd. de 1731, t. V, p. 954, fournit les explications suivantes : « L'usage a donné le nom de Pragmatique Sanction aux ordonnances qui concernent les grandes affaires de l'État ou de l'Église, ou du moins les affaires de quelques communautés. D'autres croient que l'on a ainsi appelé les ordonnances qui se faisoient dans les assemblées publiques par le conseil de plusieurs jurisconsultes sçavans dans la pratique du droit, que les anciens nommoient *pragmatikoi*. Quelques-uns veulent que ce nom ait été donné aux ordonnances que les rois faisoient dans une assemblée des Grands du royaume, après avoir bien examiné l'affaire dont il s'agissoit ». Pour ISAMBERT, *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. IX, p. 7, note, une Pragmatique Sanction est une « constitution dressée en conséquence d'une délibération dont l'autorité souveraine ne prenait pas l'initiative, mais qu'elle homologuait » (cette longue note d'Isambert n'est que la reproduction d'un passage de la préface mise par DE VILEVAULT et DE BRÉQUIGNY au t. XIII des *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, p. XLII et suiv.). Toutes ces définitions entrent comme éléments dans le concept qu'on se faisait des Pragmatiques au x<sup>v</sup> siècle. Le terme de Pragmatique Sanction est appliqué à l'ordonnance du 18 février 1407, rétablissant les anciennes libertés (plaidoirie de M<sup>e</sup> Barbin devant le parlement de Poitiers, le 20 novembre 1432, dans N. VALOIS, *Histoire de la Pragmatique Sanction de Bourges sous Charles VII*, pièce 41, p. 76 : « dit que aussi est l'entencion des demandeurs fondée par les ordonnances de la reduction de l'Église de France a ses libertés anciennes, faites si solennellement tous les prelatz du royaume assemblés, comme chascun scet ; ausquelles le Roy donna son autorité, ainsi que bien appartient aux princes ; et fuit tanquam *Pragmatica Sanctio* »). La nation française l'emploie de même, au concile de Bâle, dans ses *Advisamenta* présentés en 1436 (MARTÈNE et DURAND, *Veterum scriptorum et monumentorum amplissima collectio*, t. VIII, col. 919 ; et MANSI, *Conciliorum... amplis. coll.*, t. XXX, col. 1053) pour désigner l'ordonnance de mars 1418. Dans ces deux cas, comme en 1438, il s'agit bien d'une ordonnance faite à la suite de longues délibérations, où interviennent de savants jurisconsultes, et où le roi donne force légale à des dispositions qui n'émanent pas de lui (ancienne législation conciliaire pour 1407 et 1418, décrets de Bâle pour 1438), ce que Dupuy nomme « règlement d'autrui ». Et chaque fois il s'agit bien des « grandes affaires de l'État ou de l'Église ».

(2) Bulle *Doctoris gentium*, dans *Monumenta conciliorum generalium seculi XV*, t. II, p. 1033.

(3) *Ibid.*, p. 1143.

sance, sous peine d'encourir *ipso facto* l'excommunication et la suspension de leurs dignités, bénéfices ou offices. Les vassaux, feudataires ou sujets de l'Église romaine auraient à s'adresser au concile pour toutes les affaires qui, en temps normal, relevaient du souverain Pontife. Les membres de la curie étaient mis en demeure de se disperser dans les quarante jours : les cardinaux et prélats pour venir à Bâle, les employés inférieurs pour gagner le siège de leurs bénéfices respectifs<sup>1</sup>. Précisément, le jour même où cette sentence était publiée, Eugène IV arrivait à Ferrare<sup>2</sup> et prenait la tête de ce qu'à Bâle on allait nommer l'anti-concile<sup>3</sup>. La rupture était consommée.

### § 1. — L'assemblée de Bourges de 1438<sup>4</sup>.

**BUT DE LA CONVOCATION** L'on a cru longtemps que Charles VII avait réuni l'assemblée de Bourges pour étudier la réponse à faire aux ambassadeurs du concile, venus lui signifier la suspension d'Eugène IV et lui présenter les décrets de réforme adoptés jusque-là<sup>5</sup>. En réalité, cette assemblée fut convoquée beaucoup plus tôt. Le roi de France apprit la nouvelle de la suspension le 26 février, alors qu'il se trouvait à Poitiers. Il s'en montra, lui et son Conseil, assez ému. Mais la même lettre qui nous apprend ce détail, et qui est du 28 février, ajoute qu'il « ne contremanda point

(1) *Ibid.*, t. III, p. 25.

(2) Cf. N. VALOIS, *Le pape et le concile*, t. II, p. 122.

(3) Le concile d'Eugène IV ne resta guère qu'un an à Ferrare ; il fut transféré de là à Florence ; c'est sous le nom de « concile de Florence » qu'il est célèbre dans l'histoire, surtout à cause de l'union — d'ailleurs éphémère — qu'il rétablit entre les deux Églises, latine et grecque.

(4) Les renseignements, assez maigres, que nous avons sur cette Assemblée nous sont fournis : 1° par le préambule de la Pragmatique Sanction (voir ci-dessous, p. 304) ; 2° par la brève relation qu'a laissée un des députés de l'université de Paris, docteur assez considérable puisqu'il fit partie de la commission chargée d'étudier et de retoucher les décrets bâlois (publiée par MARTÈNE et DURAND, *Veterum scriptorum et monumentorum amplissima collectio*, t. VIII, col. 945-950) ; 3° par deux fragments d'un journal anonyme du concile de Bâle, publié en 1904, par G. BECKMANN, au t. V du *Concilium Basiliense*, p. 167 et 172 (rapports présentés au concile par les députés revenus de Bourges, les 20 et 24 juillet 1438) ; 4° par une lettre du cardinal Louis Aleman, écrite à la fin d'août 1438 et publiée par N. VALOIS, *Histoire de la Pragmatique Sanction de Bourges sous Charles VII*, pièce 49, p. 89-93.

(5) C'est ce qu'on lit notamment dans HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. VII<sup>a</sup>, p. 1054, et dans DU FRESNE DE BEAUCOURT, *Histoire de Charles VII*, t. III, p. 352 (où l'auteur écrit par erreur que le roi convoqua d'abord l'assemblée à Orléans). Cette croyance a probablement comme origine une mauvaise interprétation d'un passage de Robert GAGUIN, général de l'ordre des Trinitaires, bibliothécaire des rois Charles VIII et Louis XII, chargé par eux de plusieurs ambassades, et qui a laissé des *Rerum gallicarum annales*. A la page 219 de l'édition de Francfort, 1577, on lit ceci : *Carolus apud Bituriges conventu habito, pragmaticam sanctionem, ad insequentem modum, Basiliensis concilii ductus auctoritate, condixit. Apud Basileam, Eugenii IIII Romani Pontificis assensu, congregato concilio, ii, quibus ecclesiasticam tueri dignitatem mandatam erat, leges, communi omnium sententia rite digestas sanxerunt, quas a Carolo admitti, missis ejus rei causa oratoribus, petierunt*. Etc. Ce texte a été reproduit dans DUPLESSIS-D'ARGENTRÉ, *Collectio judiciorum*, t. I<sup>a</sup>, p. 232, et dans MANSI, *Amplis. collect.*, t. XXXI, col. 284. C'est sur lui que s'appuie HEFELE-LECLERCQ, *op. cit.*, p. 1054. Ce texte ne dit pas ce qu'on lui fait dire, mais seulement que Charles VII admit les décrets de Bâle à la demande des ambassadeurs du concile : ce qui est vrai. Mais cela ne prouve pas que l'assemblée de Bourges ait été convoquée dans ce but.

pour cela la réunion de tout le clergé du royaume, ordonnée pour le 1<sup>er</sup> mai »<sup>1</sup>. Vraisemblablement, la convocation dut être lancée quand Charles VII prit le parti d'interdire aux prélats d'aller à Ferrare. Le pape les pressait de s'y rendre ; de son côté, le concile de Bâle faisait savoir qu'il s'opposait au transfert ; et le roi s'effrayait des « grans esclandes et turbacions » qui ne manqueraient pas de se produire si l'on voyait des représentants du royaume aux deux assemblées rivales<sup>2</sup>. Dans une telle conjoncture, il était normal que Charles VII tint à prendre l'avis de son clergé.

## LA FRANCE EN 1438

A cette date, grâce à Jeanne d'Arc, le roi de France avait reconquis sur les Anglais une grande partie de son territoire. Le 12 novembre 1437, il était rentré dans Paris, salué par les « Noëls » de la population en fête<sup>3</sup>. La ville s'était rendue déjà depuis dix-huit mois. A la fin d'avril 1436, l'Université avait exprimé à son « souverain seigneur et père » sa « joyeuse consolacion » ; elle lui avait envoyé une ambassade chargée de lui « exhiber obeyssance, honneur et reverance loyalement » et de lui « déclairer le grant proffit et besoing » qu'elle éprouvait de sa « désirée présence »<sup>4</sup>. C'est dire que la célèbre école ne manqua pas d'être représentée à Bourges<sup>5</sup>. Il est vrai, ses députés y furent en petit

(1) N. VALOIS, *Histoire de la Pragmatique Sanction de Bourges sous Charles VII*, Introduction, p. LXXVIII, note 1.

(2) Ordonnance du 23 janvier 1438, dans *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, t. XIII, p. 255.

(3) DU FRESNE DE BEAUCOURT, *Histoire de Charles VII*, t. III, p. 51.

(4) DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium universitatis parisiensis*, t. IV, p. 580.

(5) L'un des universitaires qui nous a laissé une relation de l'assemblée (ci-dessus, p. 294, n. 4) précise en ces termes la composition de la délégation dont il faisait partie : *De nostro studio Parisiensi fuerunt tres magistri in theologia solemnissimi viri, duo decretistae et unus artista* (MARTÈNE et DURAND, *loc. cit.*, col. 950). Cela ne correspond pas tout à fait aux premières prévisions. En effet, le 23 avril, l'Université désigna, pour la représenter à Bourges, Raoul de la Porte, doyen de la Faculté de théologie, Jean de Courcelles, professeur à la Faculté de droit canon, Henri Thibout, de la Faculté de médecine, un membre de la nation française, le maître ès arts Simon de Bergeris, un de la nation picarde, Jean d'Auchy et un de la nation normande, Pierre Richer, tous les deux théologiens. La nation allemande s'était récusée, *quia pauca habet supposita* (DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium*, t. IV, p. 605, n° 2521). Thibout dut être remplacé par un décrétiste au dernier moment, puisque la relation indiquée ci-dessus ne mentionne aucun médecin ; et sans doute aussi Jean de Courcelles, car nous voyons la Faculté de droit canon, le 15 mai, permettre à ses deux députés de toucher, bien qu'absents, leur indemnité de cours ; et ce sont Jean Chuffart et Eustache Marcade (*ibid.*, n° 2522). — Dans une note à la pièce 2521, p. 605, le P. Denifle, rappelant l'attachement de l'Université aux réserves papales, prétend qu'elle s'opposa *toujours* à la Pragmatique Sanction ; et il renvoie, pour le prouver, au t. II de l'*Auctarium*. C'est le contraire qui est vrai. Ainsi, le 2 septembre 1441, un de ses membres (Antonius de Boraciis) revenant d'auprès d'Eugène IV, se permit d'attaquer violemment la Pragmatique : l'assemblée le désavoua (*Auctarium*, t. II, col. 520-521). Le 25 octobre de la même année, l'Université se plaint que les prélats n'observent pas la Pragmatique, et elle propose la nomination d'un « juge général », qui les contraindrait à en tenir mieux compte (*ibid.*, col. 527). Le 16 novembre, elle écrit au roi pour qu'il assure aux universitaires la jouissance des privilèges que la Pragmatique leur confère (*ibid.*, col. 528). A partir de 1438, l'Université n'a plus la même attitude qu'en 1412 ou en 1418. On peut voir d'autres manifestations de l'attachement de l'Université à la Pragmatique dans DU BOULAY, *op. cit.*, t. V, p. 534, 543, 685.

nombre, mais bien choisis. Car le roi l'avait ainsi voulu <sup>1</sup>. Et ce détail nous explique pourquoi l'on ne vit pas, à cette assemblée, une foule plus considérable de députés <sup>2</sup> : sans doute Charles VII avait-il donné partout les mêmes ordres.

Il faut rendre à l'université de Paris cette justice qu'elle se préoccupait surtout de l'union espérée entre Grecs et Latins. Si la question bénéficiale vient sur le tapis, portent les instructions de ses délégués, Dieu aidera à la régler, pourvu qu'on s'efforce de le bien servir en ce qui touche l'intérêt général de son Église. Elle tint à rappeler, cependant, quelle chose salubre étaient les conciles généraux et quels mérites celui de Bâle s'était acquis déjà <sup>3</sup>.

De son côté, le Parlement avait ressoudé ses tronçons. Le 16 avril 1436, deux présidents et deux conseillers de la cour de Paris viennent faire au connétable de Richemont, qui occupait la ville pour le compte de Charles VII, « révérence et bienvenue ». La cour de Poitiers clôt ses sessions le 20 octobre. Le 1<sup>er</sup> décembre, ses membres, en petit nombre encore, il est vrai, siègent dans la capitale, où ils coudoient les vaincus de la veille <sup>4</sup>. Nul doute que parmi les *viros peritissimos*, les *jurium doctores famosissimos*, dont le préambule de la Pragmatique mentionne la présence à Bourges <sup>5</sup>, ne se trouvassent des membres des deux anciens parlements. L'assemblée de 1438 ne représenta donc pas seulement une fraction de la France, comme elle l'aurait fait quelque deux ans plus tôt, mais celle-ci tout entière.

AMBASSADEURS DU PAPE ET DU CONCILE Bien que fixée au 1<sup>er</sup> mai, l'ouverture n'eut lieu qu'au début de juin <sup>6</sup>. Le roi n'entra lui-même à Bourges que le 10 mai <sup>7</sup>. Il y avait donné rendez-vous aux ambassadeurs qu'Eugène IV et le concile de Bâle lui dépêchaient simultanément <sup>8</sup>. Le pape avait choisi, pour plaider sa cause auprès de Charles VII, d'anciens Bâlois

(1) Du BOULAY, *Historia universitatis parisiensis*, t. V, p. 445 : *Videtur expedire quod pauci et bene electi conformiter ad litteras D. nostri Regis illuc mittantur*.

(2) L'on y vit les archevêques de Reims, de Tours, de Bourges et de Toulouse, vingt-cinq évêques, abbates, priores, capitula et de studiis multi notabiles viri in magno numero (MARTÈNE et DURAND, *loc. cit.*, col. 950). N. VALOIS, *Histoire de la Pragmatique Sanction de Bourges sous Charles VII*, Introduction, p. LXXIX, remarque que l'assemblée de 1438 fut certainement moins nombreuse que celles de 1398 et de 1405.

(3) Ces instructions se trouvent dans Du BOULAY, *op. cit.*, t. V, p. 443-445.

(4) E. MAUGIS, *Histoire du parlement de Paris*, t. I, p. 47-48, 60, 62-63.

(5) *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, t. XIII, p. 268.

(6) Du moins c'est ce que semble dire la relation de l'universitaire parisien déjà citée (MARTÈNE et DURAND, *loc. cit.*, col. 945) : « Ledit conseil mandé au premier jour de may CCCC et XXXVIII. fut continué et entretenu jusqu'au V. jour de juing, auquel jour le roy presida audit conseil, et furent premierement oy... etc. ». On ne voit pas qu'aucune séance ait été tenue précédemment.

(7) Les étapes de son voyage sont indiquées dans la *Chronique de Perceval de Cagny*, éd. d'H. MORANVILLE (Société de l'histoire de France), p. 249.

(8) *Ibid.*, p. 249.

passés à Ferrare : l'archevêque de Crète, Fantino Valaresso, le bénédictin Pierre de Versailles, ancien professeur à la Faculté de théologie de Paris, promu au siège épiscopal de Digne, le franciscain Gonsalve de Valbuena, évêque de Grenade, et l'abbé de Cervatos, en Espagne, Jean Diego <sup>1</sup>. Pour le concile se présentèrent Géraut de Bri-cogne, évêque de Saint-Pons de Tomières ; l'abbé de Vézelay, qui était arrivé à Bâle, en 1436, le premier de tous <sup>2</sup> ; Thomas de Courcelles, professeur fameux à la Faculté de théologie de Paris, un des juges de Jeanne d'Arc <sup>3</sup> ; l'archidiacre de Metz, Guillaume Hugues, et Jean d'Amanzé, sacriste de Lyon, neveu de l'archevêque Amédée de Talaru <sup>4</sup>.

**DEMANDES DU PAPE** Le 5 juin, Charles VII présida la séance d'ouverture ; l'on voyait autour de lui le futur Louis XI, alors Dauphin, le duc de Bourbon, Charles d'Anjou, comte du Maine, Pierre de Bretagne, fils du duc Jean VI, les comtes Bernard de la Marche, Louis de Vendôme, Guillaume de Tancarville et bon nombre d'autres seigneurs <sup>5</sup>. La parole fut d'abord donnée aux ambassadeurs du pape. Valaresso en latin, puis Pierre de Versailles en français, firent le procès du concile de Bâle. L'évêque de Digne se montra particulièrement violent <sup>6</sup>. Ils remirent ensuite à Sa Majesté un écrit résumant leurs conclusions. Ils y demandaient à Charles VII de reconnaître le concile de Ferrare comme œcuménique, d'y envoyer des ambassadeurs ainsi qu'à Eugène IV, et de faire savoir au clergé français qu'un chacun pouvait s'y rendre librement. Quant à l'assemblée bâloise, ils requéraient le roi d'en rappeler ses représentants, de donner à tous ses sujets qui s'y trouvaient l'ordre de la quitter, soit pour aller à Ferrare soit pour rentrer chez eux, et de cesser de

(1) Les deux premiers sont seuls nommés dans MARTÈNE et DURAND, *loc. cit.*, col. 945 ; tous les quatre figurent dans la lettre du cardinal L. Aleman (N. VALOIS, *Histoire de la Pragmatique Sanction de Bourges sous Charles VII*, pièce 49, p. 90). Le journal anonyme du concile de Bâle (*Concil. basil.*, t. V, p. 167 et 172) fait état de Valaresso, de Pierre de Versailles et de l'abbé de Cervatos.

(2) JEAN DE SÉGOVIE, dans *Monumenta conciliorum generalium seculi XV*, t. II, p. 14, le traite d'*alter Nathanael vere Israhelita, in quo communi agnoscendum eum testimonio dolus non erat, desiderio tractus sanctorum operum*. Il apportait le texte fixant la date de l'ouverture du concile, et se présentait au jour dit.

(3) DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium universitatis parisiensis*, t. IV, p. 510 et suiv. (voir la table alphabétique, p. 798). Aeneas Sylvius le dépeint ainsi : *Thomas de Corsellis inter sacrarum litterarum doctores insignis, quo nemo plura ex decretis sacri concilii dictavit, vir juxta doctrinam mirabilis et amabilis, sed modesta quadam verecundia semper intuens terram et velut latenti similis* (*Commentarium de gestis Basileensis concilii*, imprimé dans l'éd. de la Pragmatique de F. PINSSON, p. 768).

(4) MARTÈNE et DURAND, *loc. cit.*, col. 945 ; lettre du cardinal L. Aleman, *loc. cit.*, p. 90.

(5) Préambule de la Pragmatique : *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, t. XIII, p. 269 (voir ci-dessous, p. 304).

(6) *Ille Dignensis episcopus multum inhoneste locutus fuit contra concilium* (*Concil. basiliense*, t. V, p. 167).

correspondre lui-même avec un conventicule qui ne représentait plus l'Église. Ils le priaient, enfin, de déclarer nul et « mettre au néant » le « scandaleux monitoire »<sup>1</sup> suspendant le Saint-Père<sup>2</sup>.

#### DEMANDES DU CONCILE

Les délégués du concile parlèrent le lendemain : Thomas de Courcelles en français et Guillaume Hugues en latin ; celui-ci exposant surtout la question de droit, tandis que le premier s'attachait à montrer les inconvénients de la politique d'Eugène IV et les conséquences désastreuses qu'elle entraînait pour l'avenir. Ce fut, dit un témoin, « très notable cose à oïr ». Les orateurs conclurent en demandant à Charles VII de publier et faire observer, comme roi Très Chrétien, les décrets de réformation votés jusque-là et qui étaient « chose sainte » ; de défendre à ses sujets, « pour le bien universel de l'Eglise », de paraître à Ferrare, afin d'« éviter toute matiere de division, attendu que le saint concile de Basle estoit vray concile et ayant auctorité *a Sancto Spiritu* » ; d'envoyer de nouveaux ambassadeurs qui aideraient à « traiter ce qui estoit à parfaire pour le bien de l'Eglise universelle et la reformation d'icelle, tant *in capite* comme *in membris* » ; de publier enfin, dans le royaume, « et mettre en execution le decret de suspension fait par ledit concile contre le pape »<sup>3</sup>.

#### ACCUSATIONS DES CONCILIAIRES

Les deux ambassades ne se rencontraient pas en séance : chacune y paraissait en l'absence de l'autre<sup>4</sup>. Mais l'écho des discours franchissait vite les murs de la Sainte-Chapelle<sup>5</sup> où se tenaient les réunions. Thomas de Courcelles et l'archidiacre de Metz purent donc répondre aux arguments de leurs adversaires. Ils s'efforcèrent de discréditer l'archevêque de Crète et ses compagnons en les traitant de parjures : n'avaient-ils point prêté serment de fidélité au concile de Bâle ? Et voici que maintenant ils travaillent contre lui<sup>6</sup>. D'après eux, le saint synode aurait lui-même approuvé son transfert en Italie : quelle imposture ! Oui, le pape était en possession d'une bulle qui disait chose pareille ; mais elle émanait d'une minorité factieuse. Et dans quelles circonstances l'avait-on scellée ! Ses auteurs n'avaient pas

(1) *Concilium basiliense*, t. V, p. 167 : *pretensum scandalosum monitorium*.

(2) MARTÈNE et DURAND, *loc. cit.*, col. 945.

(3) *Ibid.*, col. 945, 946.

(4) *Concilium basiliense*, t. V, p. 167 : *Et oratores concilii non intererant proposicioni* (les discours des ambassadeurs d'Eugène IV) *quia sic erat ordinatum*.

(5) Le lieu des réunions est indiqué dans le préambule de la Pragmatique : *In capitulo Sancte Capelle nostre Bituricensis*.

(6) *Concilium basiliense*, t. V, p. 172 ; lettre du cardinal L. Aleman, *loc. cit.*, p. 90.

craint de fracturer, une nuit, le coffre où se conservait la matrice du plomb <sup>1</sup>.

**BRIGUES DES PONTIFICAUX** Les orateurs bâlois remportèrent à Bourges, — au moins l'affirmèrent-ils dans leur propre rapport <sup>2</sup>, — un succès triomphal : même les partisans d'Eugène IV, après les avoir entendus, louaient la conduite des Pères et réprouvaient l'entêtement du pape. Cependant Pierre de Versailles et ses compagnons n'acceptaient pas la défaite. Ils entreprirent la conversion individuelle des seigneurs présents à l'assemblée. L'Église est comme l'État, leur disaient-ils : les sujets réunis ont moins d'autorité que le prince ; de même le clergé, fût-il tout entier d'accord, ne peut rien contre le pape, vicaire de Jésus-Christ. Pressentant sans doute qu'à Bourges leur cause était perdue, ils insistèrent pour qu'on décidât Charles VII à convoquer les États du royaume <sup>3</sup>. Si l'on en croit le cardinal Louis Aleman, ils n'auraient pas reculé devant les promesses de bénéfices et même d'argent <sup>4</sup>. Quelques-uns de leurs interlocuteurs se laissèrent convaincre <sup>5</sup>. Mais les Bâlois, qui travaillaient de leur côté, ne permirent pas que le nombre en fût trop grand. De cette lutte, les spectateurs du dehors remarquèrent surtout la violence passionnée. Conciliaires et pontificaux, note Montrelet, « estoient en grand discors » et « ils diffamoient assez vitupérablement chescun son adverse partie » <sup>6</sup>.

**PROPOSITION DU CHANCELIER** Entre-temps, l'assemblée délibérait <sup>7</sup>. Dès le vendredi, 6 juin, aussitôt que les députés du concile eurent quitté la salle, le grand chancelier, Regnault de Chartres, rappela pourquoi Sa Majesté avait réuni son clergé : « c'estoit afin d'avoir conseil et advis dessus le discord et contrariété des dessusdits, le pape et le concile, et pour eviter toute matiere de scisme ». Il discourut longuement, s'attachant à montrer la coutumière sollicitude des rois de France lorsqu'il s'agissait de

(1) MARTÈNE et DURAND, *loc. cit.*, col. 945. Sur cette affaire, voir N. VALOIS, *Le pape et le concile*, t. II, p. 57-63.

(2) *Concilium basiliense*, t. V, p. 167 : *Quod eciam omnes fautores pape recommendabant facta concilii et detestabantur pape gesta* ; p. 173 : *Taliter quod laici aspernabant propositiones pape et justiciam sacri concilii acceptabant*.

(3) *Ibid.*, p. 172 : *Qui magnam instanciam fecerunt in convocacione trium statuum regni Francie de premissis*.

(4) *Etiam cum promissionibus beneficiorum et pecuniarum* ; N. VALOIS, *op. cit.*, pièce 49, p. 91.

(5) On les voit insister pour que Charles VII fasse gré aux demandes d'Eugène IV : *Que omnia fuerunt denegata, non obstantibus instantia et precibus nonnullorum magnorum principum*. Lettre de L. Aleman, *ibid.*, p. 91.

(6) *Chronique*, t. V, p. 344.

(7) Ce qui suit est tiré de la relation du député de l'université de Paris, dans MARTÈNE et DURAND, *loc. cit.*, col. 946-947.

« labourrer au fait de l'Eglise » et d'écarter d'elle « division et esclandre ». Pour mieux éclairer la religion des membres de l'assemblée, il proposa d'élire deux « notables prélats » qui exposeraient, le lendemain, les divers aspects du problème. Les suffrages désignèrent un théologien, ancien professeur à la Faculté de Paris, Gérard Machet, évêque de Castres et confesseur du roi, et un « solennel juriste », Philippe de Coëtquis, archevêque de Tours.

*EXPOSÉ DES ORATEURS ÉLUS* Le 7 juin, Gérard Machet parla le premier, « moult solemnellement ». Il prouva que le concile œcuménique est supérieur au pape en trois cas : « c'est assavoir en cas de heresie, de schisme et de reformation generale ». Il protesta ne vouloir en rien « desprimer l'autorité du pape, qui est chief de l'Eglise » ; mais il remarqua qu'il pouvait pécher, qu'il n'était pas inamovible de son siège et que l'Eglise avait mission de le redresser s'il déviait du droit chemin. Philippe de Coëtquis, après cela, exposa tour à tour la thèse de Bâle et celle d'Eugène IV, en s'efforçant de mettre « en vérité chacun en son endroit ». Mais de ce second discours, l'auditeur qui nous en a laissé un trop bref résumé retint surtout la critique, faite par l'archevêque, des abus de l'administration romaine, de sa « convoitise », notamment, qui met le royaume de France en « grant travail ». Coëtquis conclut que la réforme s'imposait. Bref, les deux orateurs penchaient plutôt en faveur de Bâle.

*L'ASSEMBLÉE VOTE LA MÉDIATION* Le grand chancelier ouvrit alors la consultation en demandant à chacun son opinion sur ces deux points : le roi pouvait-il assumer le rôle de médiateur entre le pape et le concile ? S'il le pouvait, quels moyens convenait-il qu'il employât ? Les débats durèrent plusieurs jours, car chaque membre de l'assemblée fut « oy tout du lonc ». La première question reçut une réponse affirmative : le roi de France avait « grant part en l'Eglise », il devait suivre l'exemple de ses « progéniteurs » et « labourer *ad concordiam* ». Quant aux moyens, le plus urgent était d'écrire tout de suite à Bâle et à Ferrare, pour que, d'un côté comme de l'autre, on s'abstînt d'aller « plus avant » et que « tout fust en suspens ». Après quoi, une ambassade se rendrait auprès du pape et auprès du concile ; elle rapporterait des renseignements recueillis sur place, qui permettraient de choisir la meilleure façon de travailler à la paix. Conformément à ces conclusions, Charles VII refusa de prendre parti pour ou contre la suspense. Ni les ambassadeurs d'Eugène IV ni ceux du concile de Bâle ne parvinrent, malgré



leurs instances, à le faire sortir de sa réserve. Invariablement il leur répondit qu'il appliquerait tous ses efforts à promouvoir l'union. Non sans un peu de dépit, le cardinal Louis Aleman écrivait de Bâle à un de ses correspondants, vers la fin du mois d'août : « au sujet du décret de suspense, le roi de France suit la chose d'assez près, mais il ne dit mot ; il n'accepte ni ne désapprouve »<sup>1</sup>.

#### EXAMEN DE LA RÉFORME BALOISE

Se prononcer ou non entre le pape et le concile ne fut pas la question qui retint le plus longtemps l'assemblée de Bourges. On se rappelle que la délégation bâloise sollicitait l'adoption immédiate des canons disciplinaires déjà promulgués. L'archevêque de Tours avait conclu sa harangue du 7 juin en déclarant la réforme nécessaire. Une fois décidée la médiation de Charles VII, l'opportunité d'imposer à la France les décrets de Bâle occupa l'ordre du jour. Les députés du concile avaient apporté une copie authentique de ces décrets, scellée du plomb bâlois. L'assemblée nomma une commission de dix membres, prélats ou docteurs, pour les examiner<sup>2</sup>. Cet épluchage dura plusieurs semaines. La commission y travaillait chaque jour et soumettait à l'assemblée plénière des projets successifs ; celle-ci les critiquait souvent, et les commissaires durent procéder à de nombreux remaniements. Tous les articles, en effet, n'étaient point adoptés tels quels ; un certain nombre, comme on va le voir un peu plus loin, subirent de sérieuses retouches. Quand l'assemblée se dispersa, le texte définitif n'était pas encore mis au net et les députés ne purent en emporter copie ; mais ils étaient d'accord sur le fond. Avant de se séparer, ils prièrent le roi de solliciter du concile, « par manière de requeste », l'entérinement des corrections faites aux décrets ; ils reconnaissaient très bien, en effet, n'avoir eux-mêmes aucune autorité sur les décisions d'un synode œcuménique. Préjugeant, toutefois, cette approbation, ils demandèrent à Charles VII de convertir en loi le texte de Bâle ainsi retouché, et de l'imposer sans délai à la pratique du royaume<sup>3</sup>. Cette loi, ce fut la Pragmatique Sanction de Bourges. Elle porte la date du 7 juillet 1438.

#### LETTRE DE CHARLES VII AU CONCILE

Si les « Pères » apprirent avec joie l'échec des légats d'Eugène IV, ils éprouvèrent une certaine déception du succès tout relatif

(1) *Verum est quod, super decreto suspensionis, rex opere satis observat, sed verbo tacet, nec acceptat, nec refutat* ; N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 91.

(2) L'auteur de la relation utilisée ici fit partie de cette commission : « ... mais pour ce que je fus du nombre desdits députés, licet indignus... ». *Ibid.*, col. 949.

(3) « *Item, en la conclusion fu conclu de faire une proposition devant le roy, par laquelle il lui*

remporté par leurs propres envoyés : la France n'approuvait point la suspension du pape et elle n'adhérait qu'avec réserve à la réformation. Aussi mirent-ils peu d'empressement à confirmer les corrections décidées à Bourges. Charles VII leur écrivit le 8 juillet. « Nous avons reçu vos solennels ambassadeurs, leur disait-il, et sur l'avis commun des prélats et autres membres du clergé de notre royaume et Dauphiné, réunis dans notre ville de Bourges, nous avons décidé de procurer, dans la mesure de nos forces, la paix de l'Église universelle : sauvegardé toujours l'autorité des sacrés conciles généraux et l'honneur du Saint-Siège apostolique... En outre, nous avons ordonné l'observation, dans tout notre royaume et Dauphiné, de vos salutaires décrets portant réforme de l'Église, nous proposant toutefois de demander à votre très illustre corps de les modifier sur quelques points, pour ce qui concerne lesdits royaume et Dauphiné ». Ces modifications, une ambassade, qui allait partir au plus tôt, les ferait connaître <sup>1</sup>

APPROBATION DE LA PRAGMATIQUE  
PAR LE CONCILE DE BALE

Plus d'un an s'écoula avant que le concile donnât sa réponse. Au mois de décembre 1438, une commission avait commencé d'examiner la Pragmatique <sup>2</sup>. Mais le 23 mai suivant, l'approbation se heurtait encore à de sérieuses résistances. Le cardinal Louis Aleman, qui prit la parole ce jour-là, nous le fait savoir ; et il ajoutait que cette opposition risquait de « compromettre le bien du concile ». Aussi adjurait-il les Pères de ne point « laisser partir les mains vides » les ambassadeurs de Charles VII, « après huit mois d'instances » <sup>3</sup>. Finalement on se décida, le 17 octobre 1439, à attacher à la Pragmatique la bulle de plomb du concile. Il convient cependant de remarquer la formule qu'employa l'assemblée pour exprimer son approbation : « conformément aux termes délibérés par le concile » de Bourges <sup>4</sup>. Ce « concile » avait donné son avis, la

seroit dit ce qui avoit été fait *pro bono ecclesiae, pro unione*, etc., et après le requerre qu'il vouldist tout accorder, approuver, etc., et *decretum apponere, immo et quod omnia ista locum haberent in regno* ». MARTÈNE et DURAND, *loc. cit.*, col. 949.

(1) La lettre de Charles VII a été publiée par N. VALOIS, *Histoire de la Pragmatique Sanction de Bourges sous Charles VII*, pièce 47, p. 87.

(2) Philippe de Coëtquis, ambassadeur du roi, remercie le concile de *diligencia facta per deputatos, pro qua usque tunc insteterunt circa pragmaticam sanctionem, adjectis modificacionibus quibusdam, confirmandam*. JEAN DE SÉGOVIE, dans *Monumenta conciliorum generalium seculi XV*, t. III, p. 182.

(3) *Commendabat denique Francie regem, qui a principio suis inhibuerat ne Ferrariam irent sub nomine concilii generalis et semper adjuvisset concilium, cujus oratores eciam nomine ecclesie Gallicane, cum avisassent pro certis addicionibus ad decreta recepta, fieret tamen tanta difficultas fortassis ab aliquibus ut bonum concilii impediretur. Rogabat igitur in deputationibus intendi desuper, ne redirent manibus vacuis, post octo menses quibus instanciam fecerant*. JEAN DE SÉGOVIE, *ibid.*, p. 280.

(4) *Patribus eciam respondentibus per verbum « placet », conclusum extitit ut expediretur per bullam*

plupart du temps, de façon catégorique ; mais il s'était borné, quelquefois, à émettre simplement le vœu que les Pères de Bâle retouchassent leur texte. Il paraît bien que ceux-ci ne le voulurent point faire <sup>1</sup>.

## § 2. — Le contenu de la Pragmatique Sanction <sup>2</sup>.

### POUR JUGER ÉQUITABLEMENT DE LA PRAGMATIQUE

Pour apprécier équitablement la Pragmatique Sanction de Bourges et comprendre les sentiments qu'elle a inspirés, il ne suffit pas d'en connaître certains articles réputés principaux. Il faut les avoir tous présents devant les yeux. Quelques-uns, les plus célèbres, restreignaient la liberté du pape en matière de nomination aux bénéfices et attentaient à ses ressources financières :

*pragmatica sancio Francie, juxta deliberatas per concilium qualificaciones.* JEAN DE SÉGOVIE, *ibid.*, p. 405.

(1) N. VALOIS, *Histoire de la Pragmatique Sanction*, Introduction, p. xciv, note 2, nous paraît avoir tort de ranger dans la catégorie des vœux les retouches indiquées par les mots *placuit* ou *visum est* ; ces expressions manifestent bien, au contraire, une décision. Suivant la remarque de GUYMIER, dans PINSSON, p. 285 (voir note suivante) : *Hoc verbum [placuit] est legis promulgatorium*. Elles s'emploient couramment, dans les conciles ou assemblées ecclésiastiques, pour signifier une volonté ferme, et le concile de Bâle ne s'y trompa certainement pas. Il faut restreindre son refus aux modifications demandées, comme dit un avocat en 1440 (*ibid.*, note 3) *sub spe*, et où les gens de Bourges disent, par exemple, que les ambassadeurs du roi s'efforceront d'obtenir que... etc. Nous les verrons au paragraphe suivant.

(2) La Pragmatique Sanction de Bourges fut imprimée pour la première fois en 1484 (DE VILEVAULT et DE BRÉQUIGNY, *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, t. XIII, p. 267, note a). Côme Guymier, conseiller au parlement de Paris et jurisconsulte célèbre, en fit une glose longtemps fort estimée ; elle fut publiée, encadrant le texte, en 1530, à Lyon, chez Jean Crépin, in-8°, en caractères gothiques, sous ce titre : *Pragmatica Sanctio, decretis sanctorum Patrum non parum conformis, immensique thesauri jurisprudentie ac canonice discipline legitima conservatrix, in synodo basilienensi solenniter edita, cum plurimis item ecclesie gallicane modificationibus prout regni ac Delphinatus commoditati congruere videbatur, inibi salubriter repositis. Una cum felici ac digestissimo glosemate juris apprimae consulti omniumque causidicorum suis praesertim temporibus facile principis COSME GUYMIER, etc.* (En appendice était donné le concordat de 1516). Une nouvelle édition parut peu après, en 1538, à Lyon encore et en caractères gothiques, chez Mathias Bonhome, aux frais d'Antoine Vincent : *Pragmatica Sanctio, studiosis utilissima, cum concordatis COSMAE GUYMIER... commentarius, etc.*, in-12. Mais l'édition la plus célèbre, celle qui est le plus souvent citée, est celle de F. PINSSON, Paris, chez François Clousier, 1666, in-fol. : *Caroli septimi Francorum regis Pragmatica Sanctio, cum glossis D. Cosmae Guymier parisini, supremae Galliarum curiae senatoris et inquisitionum praesidis, et additionibus Philippi Probi biturici, ad Pragmaticae Sanctionis et concordatorum dissidia componenda. Accedunt historia Pragmaticae Sanctionis et concordatorum, annotationes marginales et veterum instrumentorum supplementa, opera et studio Francisci Pinssonii biturici, advocati parisiensis* (1184 pages, sans l'index). Un texte commode de la Pragmatique, très bien divisé et « aéré », se trouve au t. II du *Commentaire de M. Dupuy sur le traité des libertez de l'Eglise gallicane* de M. Pierre Pithou, éd. de 1715, p. 6-50. Le meilleur texte, cependant, paraît être celui que DE VILEVAULT et DE BRÉQUIGNY ont inséré au t. XIII des *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, p. 267-291 ; il est établi sur un registre du Parlement, et donne les variantes de l'éd. de 1484 et de celle de Pinsson. ISAMBERT l'a reproduit au t. IX, p. 3-47, de son *Recueil des anciennes lois françaises*, en y ajoutant, en note, la partie de la préface du t. XIII des *Ordonnances* relative à la Pragmatique. On peut trouver également le texte intégral de la Pragmatique Sanction dans le *Recueil des actes, titres et mémoires, concernant les affaires du clergé de France*, t. X, 1722, col. 8-57, où les décrets du concile de Bâle sont imprimés en caractères différents de l'œuvre propre de l'assemblée de Bourges. L'ouvrage de J. LE GENTIL, publié sous le même titre que le précédent, en 1675 (six vol. seulement), le donne de même, au t. II, partie 2, p. 174-204.

ils ont valu fréquemment à l'ordonnance de Charles VII l'épithète de schismatique. Mais d'autres anticipaient l'œuvre réformatrice que le concile de Trente devait réaliser un siècle plus tard : et l'on ne s'étonnera pas qu'en les considérant de nombreux Gallicans aient qualifié de salubre et de saint l'ensemble où ils s'incorporaient.

**PRÉAMBULE** Le préambule<sup>1</sup> rappelle d'abord un des devoirs de la fonction royale, qui est de protéger l'Église et de faire observer les décisions des saints Pères : le roi de France a juré, le jour de son sacre, de n'y point faillir. Suit un éloge du concile de Bâle, dont l'œuvre est nécessitée par les abus criants qui déshonorent la chrétienté ; un historique de l'assemblée de Bourges ; puis un tableau, en dyptique, de l'Église de France, autrefois et à présent : d'un côté, en rose, ce que les rois l'ont faite ; de l'autre côté, en noir, ce qu'elle est devenue par l'ambition de certains hommes, leur « insatiable cupidité, raison de tous les maux ». Cela amène, naturellement, l'habituel couplet sur les réserves, les expectatives, les exactions de la curie, le royaume et le Dauphiné vidés de leur or, les bénéfices aux mains d'étrangers et d'indignes, le culte abandonné, les âmes sans secours, les immeubles en ruine, l'hospitalité qu'on néglige, la foi qui se perd et la simonie triomphante. On ne peut plus tolérer pareilles choses, dit Charles VII, sans offenser Dieu gravement. Or le clergé reconnaît que les décrets du saint concile apportent à ces maux le remède approprié. Il demande donc que le roi les impose à l'obéissance des Français, quelques-uns tels quels, d'autres en les adaptant aux nécessités du pays : sans prétendre empiéter, bien entendu, sur la puissance d'où ils émanent. Ces textes, les voici.

**PÉRIODICITÉ DES CONCILES  
ET SUPÉRIORITÉ DU CONCILE SUR LE PAPE**

C'est en premier lieu, sans changement, deux canons préliminaires, éta-

blissant de quelle autorité procède la réforme : le canon *Frequens*, de Constance<sup>2</sup>, que le concile de Bâle a renouvelé<sup>3</sup>, et qui impose la tenue périodique, tous les dix ans, du synode œcuménique. Puis la première partie d'un décret promulgué le 15 février 1432. où le concile de Bâle, dans sa deuxième session, constatant sa légitimité, affirme qu'il représente l'Église universelle, qu'il tient immédiatement son pouvoir de Dieu, que quiconque refuserait de lui obéir, fût-il pape,

(1) On renverra ici au texte édité par DE VILEVAULT et DE BRÉQUIGNY, au t. XIII des *Ordonnances*. Le préambule occupe les pages 267-270.

(2) *Ordonnances*, p. 270. Voir ci-dessus, p. 141.

(3) *Monumenta conciliorum generalium seculi XV*, t. II, p. 49 ; MANSI, *Ampliss. collectio*, t. XXIX, col. 5.

s'exposerait à des sanctions pénales, et que personne, même le Pontife romain, n'a pouvoir de le dissoudre ou transférer malgré lui<sup>1</sup>.

**ELECTIONS** Viennent ensuite les décisions proprement disciplinaires. D'abord les deux décrets sur les élections, du 13 juillet 1433 et du 24 mars 1436<sup>2</sup>. Mais avec cette précision : quand le pape nommera lui-même un évêque ou un abbé, il ne le consacrera ou bénira que si celui-ci se trouve alors en curie ; autrement il le renverra, pour la cérémonie respective, au supérieur immédiat, métropolitain pour l'évêque, ordinaire diocésain pour l'abbé. Même consacré ou béni par le pape, c'est entre les mains dudit supérieur que le nouveau prélat devra prêter le serment de fidélité. Tout contrevenant sera puni d'une amende payable à l'ordinaire ainsi frustré de son droit, qui en gardera la moitié pour lui et affectera le reste à la fabrique de sa cathédrale. Notons la finale de ce paragraphe, qui jette une lueur affligeante sur la complaisance du clergé. « L'assemblée de Bourges ne croit pas répréhensible que le roi ou les princes, à condition de s'abstenir de toute menace ou violence, usent parfois de *douces et bienveillantes prières* en faveur de sujets méritants et zélés pour le bien du royaume »<sup>3</sup>.

**COLLATION DES BÉNÉFICES** Le très bref décret du 24 mars 1436, supprimant les réserves, est transcrit sans addition<sup>4</sup>. Il n'en va pas de même pour celui de la XXXI<sup>e</sup> session, réglant la collation des bénéfices par les ordinaires<sup>5</sup> ; il donna lieu à de copieuses mises au point<sup>6</sup>. L'assemblée de Bourges décida qu'à Pâques suivantes expirerait la validité des expectatives tolérées par Bâle<sup>7</sup> ; elle émit le vœu<sup>8</sup> que le concile édictât des peines contre

(1) *Ordonnances*, p. 271 ; *Monumenta conciliorum*, t. II, p. 124 ; MANSI, *loc. cit.*, col. 21, art. 1-4.

(2) *Ci-dessus*, p. 283-286.

(3) *Ordonnances*, p. 271-274.

(4) *Ibid.*, p. 274. Cf. *ci-dessus*, p. 286.

(5) *Ci-dessus*, p. 286.

(6) *Ordonnances*, p. 275-280.

(7) L'assemblée de Bourges ne fit pas d'exception pour l'indult du Parlement, qui n'était cependant pas autre chose, comme nous l'avons dit plus haut (p. 280, n. 1), qu'une forme de l'expectative. Sans doute pensa-t-elle que l'exception allait de soi. Mais la glose ne manqua pas de justifier le maintien du privilège. Côme GUYMIER distingue, parmi les *facultates*, celles que le pape accorde à titre personnel, *sicut Innoc. VI tempore suo concessit Joan. Regi Francorum* (Jean II le Bon) *facultatem nominandi ad praebendas in XXX tam metropolitanis quam cathedralibus et collegiatis ecclesiis sui regni*. Celles-là seules ont été abolies par le concile de Bâle et la Pragmatique. Les autres, les *facultates reales*, accordées non pas à la personne, mais à la fonction, le sont *in perpetuum* ; ni le concile ni la Pragmatique n'y ont dérogé, *cum privilegium debeat esse mansurum*. Et Pinsson, glosant la glose, note en marge : *Putat indultis Senatus paris*. F. PINSSON, *Caroli septimi Francorum regis Pragmatica Sanctio*, p. 285.

(8) Les expressions « émettre le vœu, demander, exprimer le désir », employées ici, visent les modifications que l'assemblée de Bourges ne décida pas d'une façon ferme, et que, par conséquent, le concile de Bâle n'homologua point (voir *ci-dessus*, p. 302 et 303, n. 1).

ceux qui obtiendraient à l'avenir de telles grâces, ou s'en prévau-  
draient, et qu'il autorisât dans ce cas le recours au bras séculier ;  
elle amplifia les privilèges des gradués, imposant en retour aux uni-  
versités de tenir à jour la liste de leurs suppôts à pourvoir, et les  
invitant à se montrer plus sévères dans la collation des diplômes,  
sous menace de se voir retirer par le roi leurs privilèges : « car tout  
le monde sait, et en rit, que beaucoup de maîtres seraient bien mieux  
à leur place sur les bancs des disciples ». Le clergé de France ne voulut  
pas exclure Eugène IV de la faculté, reconnue par le concile aux  
*futurs* papes seulement, de nommer à un ou deux bénéfices appar-  
tenant à des collateurs qui en posséderaient un grand nombre ; mais  
il précisa que les mandats apostoliques de provision devraient porter  
la date réelle de leur délivrance, et non pas une date antérieure, comme  
il arrivait souvent dans le passé, et qu'ils ne seraient exécutoires  
qu'un mois après leur présentation au collateur. Au profit d'Eugène IV,  
personnellement, et de lui seul, à l'exclusion de ses successeurs, l'as-  
semblée réserva, « en manière de don gratuit », un certain nombre  
de provisions : quand il arriverait au pape de promouvoir quelqu'un  
lui-même, en vertu du droit commun reconnu à Bâle, il pourrait  
également nommer à tous les bénéfices du royaume ou du Dauphiné,  
dont cette promotion entraînerait la vacance<sup>1</sup> : étant bien entendu,  
toutefois, que ces provisions ne donneraient point lieu à d'autres  
taxes que celles prévues plus loin à l'article des annates. Enfin, le  
clergé exprima le désir que le concile de Bâle interdît au souverain  
Pontife de nommer des chanoines dans les cathédrales ou collégiales  
où le nombre des prébendes serait limité par les statuts capitulaires :  
sauf dans le cas où il voudrait pourvoir quelqu'un d'une dignité ou  
d'un office qui requerrait préalablement la qualité de chanoine ; ce  
serait alors une nomination fictive, équivalant, en somme, à une  
dispense du canonat<sup>2</sup>.

#### INSTANCES JUDICIAIRES

L'article suivant de la Pragmatique est  
le décret *de causis*, où le concile de Bâle,  
dans sa XXXI<sup>e</sup> session, le 24 janvier 1438, régla les instances  
judiciaires<sup>3</sup>. Là encore, les amendements abondent<sup>4</sup>. L'assemblée

(1) Soit que cette vacance allât de droit (parce que la nouvelle dignité était incompatible avec le bénéfice précédemment possédé, tous les deux exigeant la résidence), soit que le pape fit de la démission une condition de la future promotion.

(2) Cette clause, dont l'importance nous échappe aujourd'hui, semble avoir été particulièrement chère à l'assemblée de Bourges. Elle est passée dans le concordat de 1516 : *Commentaire de M. Dupuy sur le traité des libertez de l'Eglise gallicane de M. Pierre Pithou*, t. II, p. 65 : titre IV, *de canonicis ad effectum creandis*. Voir la glose de GUYMER, dans F. PINSSON, *op. cit.*, p. 354.

(3) Ci-dessus, p. 290.

(4) *Ordonnances*, p. 280-282.

réduisit à deux journées de marche, au lieu de quatre, dans le cas où le pape résiderait en France, la distance au delà de laquelle les procès n'iraient pas en curie. Elle demanda que le concile précisât de façon restrictive quels étaient les monastères exempts auxquels il permettait d'ester devant les tribunaux romains : le concile de Constance, en effet, dans sa XLIII<sup>e</sup> session <sup>1</sup>, avait donné de l'exemption une définition trop large pour s'appliquer au domaine de la juridiction contentieuse. Qu'il fixât de même le nombre et la qualité des fonctionnaires de curie qui gardaient le droit de plaider à Rome. Se préoccupant des procès déjà introduits devant la cour pontificale, elle décida qu'ils reviendraient aux juges locaux si les parties n'avaient pas encore été citées ; quant aux appels régulièrement interjetés au pape, et qui devaient se traiter à la résidence des plaideurs, on observerait à leur propos les prescriptions de Boniface VIII relatives à la procédure. Et pour qu'il en soit bien ainsi, le roi munirait le Parlement de lettres d'inhibition.

**APPELS FRIVOLES** Le décret sur les « appels frivoles », pris le 22 janvier 1435, dans la XX<sup>e</sup> session, fut admis tel quel. Afin d'obvier aux lenteurs de la justice, il interdisait d'appeler deux fois d'une sentence interlocutoire et ordonnait aux juges de seconde instance de condamner non seulement aux frais, mais aussi à une amende de quinze florins d'or, la partie convaincue d'appeler sans motif sérieux <sup>2</sup>.

**POSSESSION PACIFIQUE** De même le décret de la XXI<sup>e</sup> session (9 juin 1435) garantissant la possession de ses bénéfices à quiconque en aurait joui pacifiquement pendant au moins trois ans, fût-ce en vertu d'un titre « coloré », c'est-à-dire vrai seulement en apparence, et affecté d'un vice qui en réalité l'invalide, bien qu'on ne l'ait pas décelé tout d'abord <sup>3</sup>.

**NOMBRE ET QUALITÉ DES CARDINAUX** La réglementation bâloise du nombre et de la qualité des cardinaux fut également transcrite sans retouche <sup>4</sup>. Mais une phrase finale laisse apercevoir les sentiments des Français : « sauf qu'elle semble trop rigoureuse contre les neveux des Pontifes romains, s'ils sont, par ailleurs, aussi méritants que d'autres » <sup>5</sup>.

(1) HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. VII<sup>1</sup>, p. 531, *Attendentes*.

(2) *Ordonnances*, p. 282 ; *Monumenta conciliorum generalium seculi XV*, t. II (JEAN DE SÉGOVIE), p. 775 ; MANSI, *Ampliss. collectio*, t. XXIX, col. 103.

(3) *Ordonnances*, p. 282 ; *Monumenta conciliorum*, p. 801 ; MANSI, *op. cit.*, col. 105.

(4) Ci-dessus, p. 289.

(5) *Ordonnances*, p. 283.

**ANNATES** Voici ensuite le fameux décret *de annatis*, de la XXI<sup>e</sup> session, supprimant radicalement les taxes apostoliques <sup>1</sup>. C'est à son propos que l'assemblée de Bourges manifeste le plus clairement sa modération <sup>2</sup>. Le pape actuel, remarque-t-elle, est en ce moment très à court d'argent : tout le monde le sait. Les bénéfices du royaume lui paieront donc un tribut sa vie durant, pour ses besoins, ceux de ses cardinaux et de sa curie. Cet impôt sera d'un cinquième de la taxe inscrite sur les registres de la Chambre apostolique, taxe considérée avant sa réduction par le concile de Constance. L'acquitteront tous les bénéfices taxés à dix livres ou davantage, pourvu, toutefois, qu'ils rapportent, au moment de payer, un revenu au moins égal à la taxe <sup>3</sup>. Quant aux bénéfices non taxés par la Chambre, ils payeront la valeur d'une double décime, c'est-à-dire un cinquième de leur revenu imposable, à la condition que celui-ci atteigne au moins dix livres. Ce qui revient à dire que les bénéfices trop pauvres seront exempts de la contribution. L'assemblée a bien soin de préciser, cependant, que c'est là un don gratuit, qui ne porte aucun préjudice aux libertés gallicanes et qui cessera à la mort d'Eugène IV. Seront soumis au tribut tous les bénéfices, de quelque façon qu'ils vquent, sauf par démission ou permutation, et à l'exclusion des bénéfices de patronage laïc, royal ou autre, qui en sont affranchis. Les assujettis s'acquitteront dans le diocèse, entre les mains du collecteur ou du sous-collecteur, en monnaie usuelle d'or ou d'argent, et en deux versements, l'un au cours de la première année de possession, l'autre au cours de l'année suivante. Contre les récalcitrants, le collecteur se pourvoira devant l'ordinaire diocésain ; s'ils sont exempts de sa juridiction, devant leur supérieur ; au cas où celui-ci ne résiderait pas dans le diocèse, ou ferait preuve de mauvaise volonté, le recours se fera devant l'ordinaire, qui agira alors comme délégué du Saint-Siège, tout appel exclu. S'il arrive qu'un bénéfice vque plusieurs fois la même année, il n'acquittera cependant qu'un seul tribut, dont le montant sera réparti entre les possesseurs successifs ou leurs héritiers.

**CÉLÉBRATION DE L'OFFICE DIVIN** A partir de là, nous n'avons plus que des articles adoptés sans addition ni retouche, et d'une portée incontestablement bienfaisante. Ce sont d'abord six décrets relatifs à la célébration de l'office divin, votés par le concile de Bâle dans sa XXI<sup>e</sup> session, le 9 juin 1435, et qui reflètent un louable souci de restaurer la piété dans les fonc-

(1) Ci-dessus, p. 288.

(2) *Ordonnances*, p. 283-285.

(3) Il s'agit de la taxe de Chambre, dont on devait payer le cinquième.



tions capitulaires<sup>1</sup>. « Si l'on avait à implorer quelque prince de ce monde, porte le préambule du premier, ne surveillerait-on pas son langage et son maintien ? Ne se présenterait-on pas avec un habit décent, des gestes respectueux ? Ne parlerait-on point posément, sans précipitation, l'esprit tout occupé de ce que l'on dit ? A combien plus forte raison convient-il qu'agisse de même celui qui, dans le lieu saint, prie le Dieu tout-puissant ! » Pour qu'il en soit ainsi, le concile édicte donc les prescriptions suivantes. Dans chaque cathédrale et collégiale, au moment voulu, annoncé par la cloche, tous les bénéficiers réciteront les heures<sup>2</sup> canoniales : non pas « au galop », mais sans hâte, avec une pause au milieu de chaque verset des psaumes ; et ils marqueront la différence entre office solennel et office ferial. Ils entreront au chœur revêtus de la soutane, et, par dessus, d'un surplis propre descendant jusqu'à mi-jambe ou d'une cape, suivant la saison. A leur stalle, ils garderont la gravité qu'exigent le lieu et la fonction, s'abstenant de converser entre eux ou de lire autre chose que leurs formules liturgiques. Réunis pour prier en commun, ils ne resteront point bouche close, mais tous, et spécialement les plus élevés en dignité, moduleront avec entrain psaumes, hymnes et cantiques. Ils s'inclineront au nom de Jésus, se lèveront au *Gloria Patri*. Personne ne dira son bréviaire individuellement pendant l'office choral. Le doyen ou son remplaçant veillera à la bonne tenue, et punira ceux qui le méritent en les privant de la « distribution »<sup>3</sup> correspondant à l'heure canoniale où ils auront fauté.

#### ASSISTANCE AU CHŒUR

Chaque bénéficié devra arriver au début de l'office : avant la fin de l'invitatoire pour matines, avant la fin du premier psaume pour les autres heures ; pour la messe, avant le dernier *Kyrie*. Et il restera jusqu'au bout, sauf en cas de nécessité et avec la permission du président. Autrement, il sera tenu pour absent. Un pointeur assermenté notera les défaillances, strictement et sans acception de personnes. Dans les chapitres où les distributions manuelles n'existent pas, une somme

(1) *Ordonnances*, p. 285-287 ; *Monumenta conciliorum*, p. 802-804 ; MANSI, *op. cit.*, col. 105-107.

(2) Par ce terme d'« heures » il faut entendre les différentes portions de l'office divin réparties sur la journée et qui sont : matines, laudes, prime, tierce, sexte, none, vêpres et complies ; régulièrement, elles devraient être récitées de trois heures en trois heures, matines commençant à minuit.

(3) Dans les chapitres, une partie des ressources forme une masse commune, destinée à être partagée entre les seuls chanoines ou chapelains présents aux offices. Toute absence est notée, à chaque « heure », et les manquants — ou les retardataires — ne participent pas aux « distributions manuelles », qui, suivant l'expression consacrée par le droit canonique, *cedunt diligentibus*. C'est là une pratique des plus anciennes, sur laquelle on peut consulter THOMASSIN, *Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise*, 3<sup>e</sup> partie, liv. II, chap. xxxv : dans l'édition de Bar-le-Duc, t. VII, 1867, p. 58 et suiv. Elle est encore obligatoire aujourd'hui, comme en témoigne le can. 395 du *Code de droit canonique*.

sera prélevée sur « les gros fruits »<sup>1</sup> pour en tenir lieu, et répartie entre les assistants. Deux abus devront cesser : celui de considérer comme présent à tout l'office le bénéficiaire qui n'en suit qu'une partie, et celui d'exempter de l'assiduité les prévôts, doyens et autres dignitaires, sous le seul prétexte qu'ils sont des dignitaires.

**RÉCITATION DU BRÉVIAIRE EN PRIVÉ** Quand les clercs récitent leur office en privé, qu'ils se gardent, s'ils veulent que Dieu agrée leurs oraisons, de les marmotter vaille que vaille, de les couper de conversations ou de plaisanteries. Seuls ou en compagnie, de jour ou de nuit, qu'ils prononcent distinctement et avec respect les saintes formules, après avoir choisi un lieu où rien ne les détourne de la dévotion et s'être recueillis au préalable.

**ABSENCE DE L'OFFICE** Tout bénéficiaire qui sera surpris, durant l'office capitulaire, soit à se promener dans l'église ou aux alentours, soit à y bavarder, se verra privé non seulement des distributions afférentes à cette heure mal employée, mais des émoluments de la journée tout entière. S'il récidive après avertissement, il perdra les distributions de tout un mois ; et s'il s'obstine, on le frappera de sanctions plus graves, jusqu'à résipiscence. On prendra également des mesures sévères pour empêcher, dans l'église, les va-et-vient bruyants, propres à troubler l'office.

**BON ORDRE DES CÉRÉMONIES** Pour que l'ordre règne dans les cérémonies et que personne n'ignore la part exacte qu'il y doit prendre, il y aura dans tous les chœurs un écriteau où sera indiqué, pour la semaine ou un temps plus long, ce que chacun devra chanter ou lire. Quiconque manquera d'exécuter ce qui lui revient perdra les distributions de la journée entière.

**CÉLÉBRATION DE LA MESSE** Il y a des prêtres qui ne disent, à la messe, qu'un fragment de *Credo*, omettent le *Pater* ou la préface, se passent de servant. Il y en a qui expédient si bas les prières qu'ils devraient prononcer de façon intelligible, que les assistants ne peuvent les suivre. D'autres se permettent de faire exécuter, pendant qu'ils célèbrent, des chansons profanes. Tous ces délinquants, leurs supérieurs les puniront congruement.

(1) C'est-à-dire sur les revenus fixes des prébendes. C'est encore la discipline imposée par le Code actuel, can. 395.

*L'OFFICE CHORAL MIS EN GAGE* C'est encore le souci de restaurer la décence dans les églises ou les fonctions rituelles qui inspire les trois articles suivants, tirés de la même session XXI<sup>e</sup><sup>1</sup>. Les bénéficiers à court d'argent avaient pris l'habitude de donner à leurs prêteurs une assez bizarre garantie : ils s'engageaient, quelquefois sous serment, à cesser toute participation à l'office divin s'ils ne remboursaient pas au jour dit : en somme, à perdre le profit de leurs distributions. A la suite du concile de Bâle, l'assemblée de Bourges réprova ce genre de caution, la frappa de nullité, infligea aux coupables, au profit de la fabrique, une retenue de trois mois sur la totalité de leurs rentes bénéficiales, et les priva en outre de tous les revenus provenant de l'église délaissée tant qu'ils n'y auraient point repris leur place au chœur.

*RÉUNIONS CAPITULAIRES* Les chanoines ne se gênaient pas pour tenir leurs réunions capitulaires pendant la grand'messe, même les jours de fête, laissant les chapelains de moindre importance vaquer à la liturgie. Cette pratique fut condamnée, sauf le cas d'urgente nécessité. Comme sanction, le président qui convoquerait l'assemblée pour un tel moment perdrait les distributions d'une semaine ; les assistants, celles qui correspondaient à la cérémonie sacrifiée.

*LES SPECTACLES A L'ÉGLISE* Les vieux mystères, qui se proposaient un but de piété autant que de distraction, avaient cédé la place, au xv<sup>e</sup> siècle, à des spectacles moins édifiants, qui se déroulaient, eux aussi, dans les églises. Certains jours, des mimes se déguisaient en évêques, et bénissaient la foule, mitre en tête et crosse en main ; ou bien ils revêtaient « des habits de roi ou de grands personnages », pour célébrer la fête des fous<sup>2</sup>. D'autres fois, c'était de vraies comédies qui se jouaient dans le lieu saint ; on y dansait, hommes et femmes mêlés, et même on y banquetait. Le concile de Bâle avait « détesté » ces pratiques et prescrit, tant aux ordinaires diocésains qu'aux doyens de chapitres et aux recteurs d'églises, de les éliminer, sous peine de confiscation, trois mois durant, de la totalité de leurs revenus ecclésiastiques. Même sanction s'ils autorisaient la tenue, dans les églises ou les cimetières, de foires ou de marchés. Pour réagir efficacement, ils recevaient du concile le pouvoir de recourir aux censures et autres peines canoniques. L'assemblée de Bourges accepta tout cela.

(1) *Ordonnances*, p. 287 ; *Monumenta conciliorum*, p. 804 ; MANSI, *op. cit.*, col. 107-108.

(2) Le jour des Saints-Innocents, 28 décembre.

*CONCUBINAGE DES CLERCS* Elle accepta de même le texte de la XX<sup>e</sup> session (22 janvier 1435) visant les concubinaires <sup>1</sup>. Le concile avait sévi contre eux avec une particulière énergie. Contre les clercs surtout. Deux mois après la publication de ce décret, qui devait être faite dans chaque diocèse, tous les clercs, de quelque dignité qu'ils fussent, vivant publiquement en concubinage, seraient suspens de leurs bénéfices pour un trimestre et leurs revenus affectés à la fabrique des églises respectives. Leurs supérieurs les mettraient en demeure de renvoyer leur concubine dans le plus bref délai. S'ils refusaient, ou la retrouvaient ensuite, ou en prenaient une autre, on les priverait définitivement de tous lesdits bénéfices et ils ne pourraient en recevoir de nouveaux sans dispense préalable, accordée seulement quand ils auraient fourni la preuve d'une sincère conversion. En cas de « retour à leur vomissement », la seconde privation n'admettrait plus dispense. Les conciles provinciaux veilleraient à l'exécution de ces mesures, dépouillant, au besoin, de leur droit de collation les supérieurs négligents. Quand le criminel passible de destitution relèverait directement du Saint-Siège, c'est le concile de sa province qui se chargerait de transmettre au pape le dossier d'enquête. Mais qu'entendre par concubinaires publics ? Non seulement les clercs dont le délit est notoire, soit en droit, par sentence de juge ou aveu devant le tribunal, soit en fait, parce qu'il est tellement évident qu'on ne peut en aucune façon le contester ; mais bien quiconque garde chez soi une femme de moralité douteuse, et refuse de s'en séparer malgré la mise en demeure de son supérieur. En certains pays, les dépositaires de la juridiction ecclésiastique se font eux-mêmes les complices des concubinaires et acceptent de l'argent pour fermer les yeux. Le concile de Bâle ne se borne point à les menacer de la « malédiction éternelle » et des sanctions prévues par le droit : il les condamne en outre à verser aux œuvres pies le double de ce qu'ils ont touché. Il invite les prélats à recourir au bras séculier, quand il le faudra, pour obliger leurs subordonnés à se séparer des femmes suspectes. Il interdit aux pères de garder chez eux les bâtards issus de ces liaisons. Se tournant vers les rois et les princes, il les adjure de n'entraver d'aucune façon l'activité répressive des chefs ecclésiastiques. Il presse, enfin, les simples fidèles de fuir la fornication : mariés, ils pèchent gravement en commettant l'adultère ; célibataires, qu'ils se marient si la continence leur pèse. A leur endroit, quiconque a charge d'âme usera de salutaires objurgations, et, au besoin, des moyens de contrainte dont les arme le droit canonique.

(1) *Ordonnances*, p. 288 ; *Monumenta conciliorum*, p. 773 ; *MANSI*, *op. cit.*, col. 101.

## RELATIONS AVEC LES EXCOMMUNIÉS

Le nombre des excommunications, des suspenses et des interdits portés de façon générale et encourus *ipso facto* s'était multiplié dans de telles proportions pendant le Grand Schisme que l'on ne savait jamais au juste si le prêtre à qui l'on demandait les sacrements n'était pas dans les liens de quelque censure et si l'on pouvait légitimement s'adresser à lui. Cela tourmentait bien des consciences et donnait lieu à maint scandale. Pour y remédier, le pape Martin V, au concile de Constance, en 1418, avait publié la constitution *Ad vitanda scandala*<sup>1</sup>, où il déclarait qu'à l'avenir on ne serait tenu de fuir le ministère des excommuniés, suspens et interdits, que s'ils avaient fait l'objet d'une sentence les visant spécialement. Le concile de Bâle, sans allusion toutefois à ce précédent, avait repris la même formule dans sa XX<sup>e</sup> session (22 janvier 1435). Elle passa telle quelle dans la Pragmatique<sup>2</sup>.

## ABUS DE L'INTERDIT

Y passa également un décret du même jour, restreignant l'usage de l'interdit local<sup>3</sup>. Il ne pourrait plus être jeté sur une ville, une province ou un bourg, si la population tout entière ou les chefs la représentant n'y avaient donné lieu par une faute collective. Contre les crimes individuels des personnes privées, l'on recourrait, au besoin, à l'excommunication. L'interdit local ne serait de mise, ensuite, que si les magistrats, dûment requis par le juge ecclésiastique, refusaient d'expulser dans les deux jours l'excommunié, ou de le contraindre à donner satisfaction ; et cette peine cesserait deux jours après qu'eux-mêmes se seraient finalement exécutés.

## ABROGATION D'UNE DÉCRÉTALE DE CLÉMENT V

Enfin, le dernier article reproduit l'abolition, prononcée par le concile de Bâle dans sa XXIII<sup>e</sup> session (24 mars 1436), d'une décrétale de Clément V<sup>4</sup>. Chaque fois, édictait ce pape, qu'une lettre apostolique mentionnera, parmi ses considérants, la réserve d'une dignité ou d'un bénéfice quelconque, l'acceptation d'une démission ou l'octroi d'une délégation aux fins de l'accepter, une excommunication, une suspense, la qualité de chapelain ou de familier pontifical reconnue à un clerc, ou toute autre chose, cette

(1) HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. VII<sup>1</sup>, p. 548.

(2) *Ordonnances*, p. 289 ; *Monumenta conciliorum*, p. 775 ; MANSI, *op. cit.*, col. 103.

(3) *Ordonnances*, p. 289 ; *Monumenta conciliorum*, p. 775 ; MANSI, *op. cit.*, col. 103.

(4) *Ordonnances*, p. 289 ; *Monumenta conciliorum*, p. 856 ; MANSI, *op. cit.*, col. 121. Il s'agit de la décrétale *Literis nostris*, insérée dans la collection des *Clémentines*, l. II, tit. II, de *probationibus*, c. un. : dans l'édition d'E. FRIEDBERG, col. 1146.

mention constituera une preuve du fait allégué, et l'on pourra s'en prévaloir en justice. Le concile estima qu'en matière odieuse, c'est-à-dire lorsqu'il serait question, pour quelqu'un, de la perte d'un droit, cette mention ne saurait suffire à elle seule et que, devant les tribunaux, il faudrait la corroborer par d'autres preuves, testimoniales ou documentaires.

*AVIS DU CLERGÉ* Là s'arrêtaient les citations. L'ordonnance rappelait ensuite l'avis du clergé, qui était de publier tout de suite et de rendre exécutoires les textes arrêtés à Bourges. En effet, les décrets que l'on n'avait pas modifiés tenaient leur valeur d'un concile général ; quant aux additions ou corrections, l'on escomptait d'avance leur approbation par Bâle. Voici enfin le dispositif : considérant que « si les prêtres doivent prêcher librement la vérité qu'ils tiennent de Jésus-Christ, le prince, de son côté, doit défendre avec confiance et faire respecter la vérité qu'il tient des prêtres et qu'approuve l'Écriture », Charles VII ratifie les décisions de l'assemblée et leur donne force de loi dans la France et le Dauphiné<sup>1</sup>.

*LA PRAGMATIQUE N'EST PAS  
UNE ŒUVRE RÉVOLUTIONNAIRE*

Telle est la Pragmatique Sanction de Bourges. Si l'on a cru devoir en donner ici une analyse méthodique et détaillée, c'est que, parmi les nombreux ouvrages qui parlent d'elle, bien peu la font connaître. En somme, quand elle rétablissait les élections et rendait aux ordinaires le libre exercice de leur droit de collation, elle ramenait la discipline bénéficiale exactement à l'état d'où l'avaient sortie les papes d'Avignon<sup>2</sup>. C'est l'œuvre avignonnaise, encore, qu'elle détruisait en abolissant les annates, puisque Clément V, le premier, les avait réclamées pour le trésor pontifical<sup>3</sup>. Les autres taxes supprimées étaient, il est vrai, plus anciennes. Sans doute, les papes avaient besoin de ressources financières ; mais la Pragmatique y pourvoyait pour Eugène IV ; et si elle ne se préoccupait point de ses successeurs, la porte restait ouverte à de nouvelles contributions, car le clergé de France n'avait jamais manqué, lorsqu'il réclamait la suppression des taxes, d'affirmer sa volonté de subvenir aux besoins de la papauté : à l'égard du pape comme à l'égard du roi, ce qu'il revendiquait, c'était la liberté de s'imposer lui-même<sup>4</sup>.

En exigeant que les procès déferés en cour romaine fussent diri-

(1) *Ordonnances*, p. 290.

(2) Elle conservait, en effet, les réserves inscrites dans le *Corpus juris*, c'est-à-dire les *Décrétales* et le *Sexte*, et émanant des papes jusqu'à Boniface VIII inclusivement.

(3) Ch. SAMARAN et G. MOLLAT, *La fiscalité pontificale en France au XIV<sup>e</sup> siècle*, 1905, p. 23.

(4) Voir t. I, p. 62-63.

més *in partibus*, elle rentrait dans la voie suivie par Boniface VIII, qui, dans ses deux décrétales *Statuimus* et *Statutum*<sup>1</sup>, avait minutieusement réglé la façon d'agir des juges délégués. Dans la partie qui a prêté le plus à la critique, elle n'opérait donc pas une révolution : simplement, elle ramenait les choses à ce qu'elles étaient moins d'un siècle et demi plus tôt, quand la papauté avait quitté les rives du Tibre. Reste, il est vrai, la sanction qu'elle donnait à la thèse de la suprématie conciliaire ; c'est par là surtout qu'elle apparaît condamnable aux catholiques d'aujourd'hui ; mais il convient de se rappeler les idées de l'époque, qui avaient triomphé à Constance et à Bâle. Quant aux mesures adoptées pour le culte divin, la police des églises, la répression du concubinage et le maniement plus modéré des censures, personne ne les a jamais attaquées. Tout cela, il convient de ne point l'oublier si l'on veut comprendre l'attachement que les Français de l'Ancien Régime gardèrent pour l'ordonnance du 7 juillet 1438.

### § 3. — La place de la Pragmatique Sanction dans l'histoire du Gallicanisme.

SON AUTORITÉ SE SUBSTITUE A CELLE  
DE TOUS LES TEXTES ANTÉRIEURS

Dans l'histoire du Gallicanisme,  
la Pragmatique Sanction occu-  
pe une place des plus impor-

tales. A partir de 1438, l'on n'invoque plus l'autorité des conciles parisiens du temps du Grand Schisme, ni les ordonnances de 1407 ou de 1418. L'Église de France possède désormais une charte qui lui paraît d'une tout autre valeur. Il faut se rappeler quelles idées régnaient alors sur le pouvoir respectif du concile général et du pape ; or, la substance de la Pragmatique était fournie par les décrets de l'assemblée de Bâle, dont on ne doutait point qu'elle ne fût œcuménique. Bien plus, l'on croyait de bonne foi que l'approbation pontificale ne lui manquait même point : Eugène IV n'avait-il pas, dans la rédaction définitive de la bulle *Dudum sacrum*, du 15 décembre 1433, entériné d'avance les canons destinés à procurer l'extirpation des hérésies, la pacification de la chrétienté et la réforme de l'Église ? Deux seuls articles échappaient à cette approbation, disait-on, parce que votés à Bâle après la rupture de 1437, dans la session XXXI<sup>e</sup>,

(1) Insérées dans le *Sexte*, l. I, tit. XIV, *de officio et potestate judicis delegati*, c. 13, et l. I, tit. III, *de rescriptis*, c. 11, col. 981 et 941.

(2) Pour cette bulle, voir plus haut, p. 142-144. Cette thèse de l'approbation préalable est soutenue non seulement par les Gallicans outranciers, mais même par des esprits pondérés comme MOREAU, dans son *Grand Dictionnaire historique*, v<sup>o</sup> *Pragmatique Sanction*, éd. de 1732, t. V, p. 955.

alors que l'on ne pouvait plus admettre l'unité morale du concile et de la papauté : le décret *de causis* et le second texte relatif à la provision des bénéfices. Mais, ajoutaient les Gallicans, ces deux articles, « qui se ressentent un peu de la chaleur où estoient les Pères », ont été « fort moderez et adouciz » par l'assemblée de Bourges<sup>1</sup>. La Pragmatique Sanction est donc à leurs yeux une œuvre incontestablement régulière, canonique.

*ELLE A DONNÉ AU GALLICANISME  
SON EXPRESSION LA PLUS PARFAITE* Sans doute sa carrière fut brève, comme loi du royaume, puisqu'en 1516 François I<sup>er</sup> lui substitua le concordat. Sans doute aussi, pendant les quelque trois quarts de siècle où elle resta officiellement en vigueur, les intérêts de la politique royale la firent souvent violer<sup>2</sup>. N'importe. L'attachement à l'ordonnance du 7 juillet 1438 est resté comme la tessère du Gallicanisme. La Pragmatique a donné à celui-ci, en effet, son expression la plus parfaite : elle a affirmé la supériorité du concile sur le pape, admise comme une vérité certaine par les Français depuis Constance ; elle a illustré le principe, essence même des Libertés, que la papauté ne jouit dans le royaume que d'un pouvoir « tempéré », dans les limites des « saints canons ».

*TÉMOIGNAGES DU XV<sup>e</sup> ET DU XVI<sup>e</sup> SIÈCLE* Non seulement les glossateurs jugèrent la Pragmatique « conforme aux décrets des saints Pères » ; non seulement le Parlement refusa de l'abroger et l'université de Paris formula pour son maintien les plus vives instances<sup>3</sup> ; mais en 1560 la chambre ecclésiastique des États d'Orléans insistait encore pour qu'on la remît en vigueur<sup>4</sup>. Dix-neuf ans plus tard, dans une remontrance à Henri III, le clergé revenait sur le même sujet. « Nous ne pensons faillir, Sire, déclarèrent ses orateurs, quand nous dirons qu'il eust esté tres-utile et aux Papes et aux Roys de France que ce concordat n'eust jamais esté fait ; car depuis l'Église de France a decliné, les heresies à l'instant ont pris leur commencement et se sont accreuës comme nous les voyons. L'estat de l'Église durant que les elections

(1) P. DUPUY, *Commentaire*, t. I<sup>er</sup>, p. 50.

(2) N. VALOIS, *Histoire de la Pragmatique Sanction de Bourges*, ch. III de l'Introduction, *L'application de la Pragmatique*, p. xciii-cxxvi.

(3) P. DUPUY, *Commentaire*, t. I<sup>er</sup>, p. 73 et suiv. ; DU BOULAY, *Historia universitatis parisiensis*, t. V, p. 534 (en 1445), 543 (en 1448), 684-686 (en 1467), 732 (en 1478) ; t. VI, p. 13 (en 1503).

(4) « Les ecclesiastiques supplient le roi tenir la main que la reformation faite es conciles de Constance et de Bâle dernièrement tenus et celebrez, même les articles reçus en l'Assemblée de l'Église gallicane tenuë à Bourges du temps du roi Charles VII soient observez ». Extrait du cahier, dans *Recueil des actes, titres et mémoires concernant les affaires du clergé de France*, t. X, 1722, col. 165. Cf. *ibid.*, col. 87.



estoyent en vigueur, comparé a celui qui a suivy vos nominations, monstre assez combien il importait à l'Eglise que le droit des elections demeurast en son entier. Aussi vostre Parlement prevoyoit bien la grande playe que l'Eglise de France et vostre Royaume recevroient, quand il ne voulut jamais approuver l'abrogation de la Pragmatique Sanction, laquelle il a jugé estre conservatrice du droict commun, et un tres-fort obstacle contre tous les abus qui depuis y sont entrez »<sup>1</sup>.

*DU XVII<sup>e</sup> ET DU XVIII<sup>e</sup>* En plein règne de Louis XIV, le grand chancelier d'Aguesseau n'hésitait pas à proclamer la Pragmatique « plus respectée et plus respectable que le concordat » ; avec elle s'ouvre, disait-il, la période moderne du droit ecclésiastique de la France<sup>2</sup>. Et en 1782, les éditeurs des *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, De Vilevault et De Bréquigny, portaient ce jugement sur le document de 1438 : « Cet édit si renommé contient le recueil des décrets du concile de Constance et de Basle sur la discipline ecclésiastique, approuvés par l'assemblée de l'Eglise gallicane, avec des modifications telles que les exigeoient les usages du royaume et les circonstances des affaires... Partout y règne l'esprit de discernement, de modération et d'impartialité »<sup>3</sup>.

*COMMENTAIRE DES AGENTS DU CLERGÉ EN 1722* Aussi bien, si l'on veut savoir ce que l'Eglise gallicane a pensé de la Pragmatique Sanction, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, point n'est besoin de glaner des témoignages épars. Le 29 août 1705, l'assemblée générale du clergé de France décida que ses Agents compileraient les « actes, titres et mémoires » où se trouvaient les sources de la législation ecclésiastique du royaume. En 1722, Anne-François Guillaume du Cambout et Charles-Maurice de Broglio, docteurs en théologie de la Faculté de Paris, qui remplissaient alors les fonctions d'Agents, publièrent le tome X de cette collection, consacré aux matières bénéficiales. Ils y donnèrent le texte de la Pragmatique et du concordat, avec les éclaircissements de leur cru<sup>4</sup>. Il convient de les faire connaître ici un peu en détail,

(1) P. DUPUY, *Commentaire*, t. I<sup>er</sup>, p. 122.

(2) *Œuvres du chancelier d'Aguesseau*, éd. PARDESSUS, 1819, t. XV, p. 140 (fragment d'instruction sur l'étude du droit ecclésiastique). « Je fixe donc l'époque du commencement de l'étude des lois, des actes et des monuments ecclésiastiques au temps de la Pragmatique Sanction, c'est-à-dire à l'année 1438 ».

(3) T. XIII, « contenant les Ordonnances depuis le commencement du règne de Charles VII jusques et compris l'année 1447. Par M. DE VILEVAULT, Maître des Requêtes, Intendant du Commerce maritime, et M. DE BRÉQUIGNY, de l'Académie françoise et de celle des Inscriptions et Belles-Lettres ; à Paris, de l'Imprimerie royale, MDCCCLXXXII », p. XLVIII de la *Préface*.

(4) Les noms et qualités des compilateurs se trouvent dans le « privilège général du Roy ».

pour expliquer les sentiments des Français d'alors à l'égard d'une loi dont on s'accordera plus tard à condamner bien des articles. Que lisons-nous donc sous la plume des Agents du clergé ?

CE N'EST PAS UNE ŒUVRE  
DE TEMPS DE SCHISME

Tout d'abord une légitimation sans réserve de la Pragmatique. Sans doute, remarque-t-on, Léon X l'a qualifiée de *corruptela*, d'œuvre de temps de schisme. Mais il faut s'entendre sur les mots. « Le parlement de Paris dans ses remontrances, et le plus grand nombre de nos meilleurs auteurs, ont soutenu que la Pragmatique n'a point été faite dans le schisme, ils improuvent cet article de la bulle de Léon X qui vient d'être citée, ils soutiennent que le schisme commença par la déposition d'Eugène IV et la création de Félix V. Le concile de Bâle déposa Eugène en 1439, au mois de juin, la promotion de Félix fut au mois de novembre de la même année. L'assemblée de Bourges avait accepté les décrets du concile de Bâle et le roi Charles VII les avait confirmés, l'année précédente : la confirmation est du 7 juillet 1438 ». Léon X et les Gallicans ne prennent pas l'expression de *schisme* dans le même sens. « Il est constant qu'une grande partie des décrets de la Pragmatique ont été faits après que les broüilleries du concile de Bâle avec Eugène IV furent commencées : Eugène IV vouloit faire finir le concile ou le transférer, les Pères du concile ne le vouloient pas et firent plusieurs décrets contre le pape ». Mais cela ne constituait point un schisme proprement dit <sup>1</sup>.

LES PAPES ONT APPROUVÉ  
LES DÉCRETS LES PLUS LITIGIEUX

Au vrai, « le premier titre, qui est de l'autorité des conciles, déplaisoit plus à Rome que tous les autres. Celui-là supposé, on ne peut pas douter que le concile n'ait pu faire les autres ». Or, « le premier titre n'a point été fait dans le schisme, il est tiré de la première et de la seconde session du concile de Bâle. Lorsque ces sessions ont été tenues, il n'y avoit point de division entre le concile et Eugène IV. Ce pape a confirmé les premières sessions, sa bulle est rapportée dans la seizième session. Le concile de Constance a ordonné la même chose. Nicolas V semble avoir approuvé les décrets du concile de Bâle : sa bulle est dans le tome douzième des conciles, page 663 » <sup>2</sup>.

après les tables. Le texte de la Pragmatique occupe les col. 8-57. Suivent les *Observations sur la Pragmatique*, col. 58-88. D'autres remarques intéressantes sont données à propos du concordat, col. 121 et suiv. — Sur la décision de l'Assemblée de 1705 et les anciennes compilations des mémoires du clergé, voir la *Collection des procès-verbaux des Assemblées générales du clergé de France* t. VI, col. 888-893.

(1) *Recueil des actes, titres et mémoires concernant les affaires du clergé de France*, t. X, col. 78.

(2) *Ibid.*, col. 78. La collection de conciles à laquelle on renvoie ici est celle de LABBE et COSSART.

*LÉGITIMITÉ DES MODIFICATIONS* Mais, dira-t-on, la Pragmatique ne se borne pas à reproduire les textes conciliaires : plusieurs y sont modifiés. De quel droit ? « Ce n'est pas que le roy ni l'Eglise de France aient voulu diminuer l'autorité de ce concile, mais parce que les decrets des conciles sur ce qui regarde la discipline extérieure et le gouvernement ne doivent être reçus qu'autant qu'ils sont utiles aux peuples qu'on veut conduire, et qu'il faut des règles différentes suivant les circonstances, les tems et les mœurs des Etats et des siècles. Les conciles generaux ont fait leurs reglemens suivant la disposition qu'ils connoissoient être de la plus grande partie des nations, et quoiqu'il y eut des païs ausquels la pratique de ces loix ne convenoit point dans leur état present, les evêques de ces provinces qui y ont assisté n'ont pas estimé devoir s'y opposer, supposant que l'usage n'en seroit que pour les peuples et les Eglises qui se trouvoient dans les circonstances qui ont obligé de les faire, et que dans les autres on y apporteroit les modifications necessaires, afin qu'elles soient utiles »<sup>1</sup>.

*EXEMPLE DES ÉGLISES ANCIENNES* Aussi bien, « cette manière de recevoir les decrets des conciles, même généraux, en ce qui regarde la discipline, n'est point nouvelle. Les grandes Eglises ont été persuadées dans tous les tems que sans faire injure à ces saintes Assemblées, et sans perdre le respect pour leurs decrets, elles pourroient conserver les coutumes anciennes dont les peuples estoient édifiez, et qui convenoient aux circonstances des tems et des lieux. On scait la vénération que toutes les Eglises avoient pour le premier concile de Nicée, qui est le premier de ceux que l'Eglise reçoit comme generaux ; c'est néanmoins un sentiment ordinaire que le vingtième canon de ce concile, qui ordonne de prier debout aux jours de dimanche, et depuis Pâques jusqu'à la Pentecôte, n'a point été suivi dans plusieurs Eglises, et particulièrement dans celles d'Occident, et que ces Eglises conservèrent leur usage dans ces jours de prier à genoux. Les grandes Eglises ont eu leurs regles et leurs usages particuliers, non seulement dans ce qui concerne l'ordre et les ceremonies du service divin, la solennité des fêtes et les autres choses de discipline que l'on regarde comme moins considérables dans la discipline de l'Eglise, mais aussi dans les empêchements qui peuvent rendre nuls les mariages des catholiques et sur d'autres

*Conciliorum collectio maxima ad regiam editionem exacta, quarta parte auctior, studio Philip. LABBE et Gabrielis COSSARTII, Soc. Jes., in fol., Paris, 18 vol., 1672.*  
 (1) *Ibid.*, col. 58.

points de discipline dont les suites sont considérées comme importantes »<sup>1</sup>.

#### ÉLOGE DES USAGES GALLICANS

La meilleure preuve que les usages locaux de l'Église de France ne sont point condamnables, c'est que beaucoup d'entre eux sont passés dans la législation des *Décrétales*. Par exemple, celui de proclamer les bans, avant les bénédictions nuptiales ; celui de réserver, dans les chapitres, une prébende pour le théologal et une autre, dite préceptoriale, pour l'écolâtre<sup>2</sup>. Dans les lettres originales qui ont fourni la matière de la collection de Grégoire IX, les passages abondent où les papes rendent hommage à nos pratiques. Le compilateur, Raymond de Penafort, a jugé bon de les supprimer. « La sainteté de ce collateur, reconnu dans l'Église, peut faire présumer que ces omissions ont été faites pour rendre l'ouvrage plus court, et sans dessein contre l'honneur de l'Église de France » ; mais « le zèle de quelques célèbres auteurs françois leur a fait avancer qu'il y a eu de l'affectation »<sup>3</sup>.

#### LA PRAGMATIQUE EST BIEN L'ŒUVRE DE L'ÉGLISE GALLICANE

On s'est parfois demandé si la Pragmatique était bien l'œuvre de l'Église gallicane ; si elle n'émanait pas plutôt de l'assemblée de Bourges tout entière, qui comprenait un assez grand nombre de laïcs, dépourvus de qualité pour statuer en ces matières. Il n'en faut point douter : ce qui ne provient pas du concile œcuménique a pour auteur le seul clergé, représentant l'Église de France. « Les termes y sont formels qu'il n'y a eu que les prélats et les autres ecclésiastiques, qui représentoient l'Église de France, qui aient apporté les modifications aux decretis du concile, et même que les peres du concile de Bâle n'envoierent leurs decretis qu'au roi et à l'Église. Cela paroît par le § *Quae quidem*, dans la préface, et par les §§ *Quibus attente* et *Quae omnia*, dans la même préface. Il y en a autant de preuves dans le corps de la Pragmatique qu'il y a de titres ; à la fin de chaque titre l'assemblée accepte ou modifie les decretis ; il est marqué à la fin du premier que par

(1) *Ibid.*, col. 60-61.

(2) *Ibid.*, col. 61-62.

(3) *Ibid.*, col. 63. Parmi les appréciations citées de quelques-uns de ces « célèbres auteurs », voici notamment celle de François FLORENT, dans son *Oratio de recta juris canonici discendi ratione* (l'édition à laquelle se rapporte le renvoi marginal est celle de J. DOUJAT, *Francisci Florentis opera varia canonica collecta et emendata*, Paris, in-4°, 2 vol., 1679) : *Diligentiorum exemplo auditores nostros commonemus ut in Gregorii collectione legenda antiquas collectiones semper adhibeant, in quibus constitutiones Pontificum integriores reperient quas Raymundus a penna forti Barcinonensis, Gregorii noni Tribonianus, passim interpolavit, rescidit et immutavit, ac saepe contra mentem auctorum, quin et nonnunquam necessarias neglexit ; et quod nobis Gallis observandum est, quaedam in rescriptis Pontificum ad honorem et decus gentis nostrae pertinentia, cum supercilium et typhus hispanicus ea ferre non posset, praetermisit.*

l'assemblée on n'entend que les évêques et les autres ecclésiastiques qui representoient l'Eglise de France : *Acceptavit et acceptat prout jacent jam dictorum praelatorum cœterorumque virorum ecclesiasticorum ipsam Ecclesiam representantium congregatio saepe dicta*. Après que l'assemblée eut apporté toutes les modifications qu'elle crut nécessaires, elle conclut que les ambassadeurs du roi feroient instance au concile de la part du roi et de l'Eglise de France pour les faire approuver, *Regii oratores instabunt vice regia et Ecclesiae Regni et Delphinatus* ; on n'y parle point des autres ordres du royaume. Presque tous les mots du § *Ea propter*, qui contient l'approbation ou confirmation du roi sont autant de preuves que la Pragmatique n'a été faite que par l'Eglise de France »<sup>1</sup>.

**L'APPROBATION ROYALE** En s'adressant à Charles VII pour qu'il donne force de loi aux décisions prises, le clergé n'a fait que se conformer au « dessein de Dieu dans l'institution de la souveraineté temporelle », car Dieu a établi « évidemment qu'une des principales obligations des souverains est de protéger l'Eglise et d'emploier leur autorité pour faire observer la religion de Jésus-Christ dans les pays soumis à leur obéissance ». Saint Léon, saint Grégoire le Grand, saint Fulgence, saint Isidore de Séville, ont enseigné cette opinion, que l'on trouve également exprimée dans de nombreux conciles<sup>2</sup>. Tout s'est donc passé, à Bourges, de façon irréprochable.

**LA PRAGMATIQUE N'EST PAS  
ABROGÉE TOUT ENTIÈRE**

Ce qui ressort en second lieu du commentaire donné par les Agents du clergé de France en 1722, c'est que la Pragmatique Sanction n'a jamais été complètement abrogée et que beaucoup de ses articles restent encore en vigueur. Sans doute, quelques auteurs ont prétendu le contraire, se fondant « sur le discours du pape Pie II dans l'assemblée de Mantoue, qui la condamne sans distinction. Le pape Léon X la condamne aussi généralement dans sa bulle qui commence *Pastor aeternus*, publiée dans l'onzième session du cinquième concile de Latran. Le roi Louis XI ne l'a pas traitée avec plus de ménagement, écrivant au pape Jules II : sa lettre est datée de Tours le 27 du mois de novembre 1461 ; on l'a insérée dans la quatrième session du cinquième concile de Latran. Il est évident que le roi Louis XI voulut ôter toute autorité à la Pragmatique »<sup>3</sup>.

(1) *Ibid.*, col. 86-87.

(2) *Ibid.*, col. 69-70.

(3) *Ibid.*, col. 79. Sur la bulle *Pastor aeternus* et sa lecture à la 11<sup>e</sup> session du V<sup>e</sup> concile du Latran (19 décembre 1516), cf. HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. VIII<sup>1</sup>, p. 528 et suiv. — Martin. — II.

## EXÉGÈSE DES BULLES PAPALES

Toutefois, si l'on y regarde de près, on constate que « ce dessein ne fut pas totalement exécuté ». Ni de la part des papes, ni de la part de la royauté française n'eut lieu une abrogation véritable. « Dans plusieurs bulles et autres actes, les papes, sans en excepter Jules II et Léon X, paroissent borner leur condamnation de la Pragmatique aux articles qu'elle contient qu'ils ont regardés comme contraires à la dignité de l'Eglise de Rome et aux canons qui y sont reçus ». Il n'y a, du reste, qu'à lire attentivement, pour s'en convaincre, la préface du concordat lui-même, conclu entre François I<sup>er</sup> et Léon X. On y verra que « ce pape s'est contenté de l'abrogation des articles qu'il a prétendu être contraires à la dignité de l'Eglise de Rome et aux canons reçus dans cette Eglise. Il ne parle que de la bulle de Jules II sans faire mention de celle qu'il avoit fait publier quatre ans après, qui paroît plus étendue. Il peut y avoir de la difficulté à déterminer les articles que ces papes ont condamnés comme étant contraires à la dignité de l'Eglise de Rome et aux canons qu'ils recevoient, parce qu'ils ne les ont point déterminés. Sans entrer dans cet examen peu important par rapport à notre discipline, on s'est renfermé dans ce qui est à notre sujet : savoir si, dans la discipline suivie en France dans notre siècle, la Pragmatique y est regardée comme abrogée dans toutes ses parties »<sup>1</sup>.

DÉCLARATION DE FRANÇOIS I<sup>er</sup>  
ET JURISPRUDENCE DES ARRÊTS

Or, « c'est la doctrine commune du royaume que les articles de la Pragmatique qui ne sont point contraires à ceux qu'on y fait du concordat n'ont pas été abrogés, plusieurs ont été confirmés par d'autres ordonnances et par la jurisprudence des arrêts ; et les autres dont le concordat ne parle point ont été conservés. Le roi François Premier s'en explique assez clairement lorsqu'il expose les raisons qui l'ont obligé de faire ce traité avec le pape Léon X »<sup>2</sup>. Les gens du roi ont affirmé fortement cette vérité dans un avis qu'ils donnèrent, en 1586, à propos des levées d'impôt que

La lettre de Louis XI fut lue le 10 décembre 1512, sur l'ordre du pape Jules II, par le secrétaire du concile Thomas Phedra (ou Fedro), *ibid.*, p. 367. Elle n'est pas adressée à Jules II, comme l'écrivent par mégarde nos compilateurs, mais bien à Pie II, qui occupa le trône pontifical de 1458 à 1464.

(1) *Recueil des actes, titres et mémoires*, t. X, col. 80.

(2) *Ibid.*, col. 80. Voici les paroles de François I<sup>er</sup>, citées à la suite : *Ita confecta temperataque sunt ea conventa ut pleraque Pragmaticae Sanctionis capita firma nobis posthac rataque futura sint, qualia sunt ea quae de reservationibus in universum aut sigillatim factis statuunt, de collationibus, de causis, de frustratoriis appellationibus, de antiquatione constitutionis Clementinae quam litteris vocant, de libere quieteque possidentibus, de concubinariis, quaedamque alia quibus nihil iis conventis derogatum abrogatumque fuit, nisi (si in quibusdam capitibus nonnulla interpretanda immutanda censuimus) quod ita referre utilitatis publicae arbitraremur. Le texte intégral du *præmium* du concordat, d'où ce passage est tiré, se trouve col. 90.*

pratiquaient en France les gens de la curie. « Depuis, dirent-ils, intervint le concordat, qui n'a dérogé à ladite Pragmatique sinon ès points qu'il a expressément corrigez ou revoquez »<sup>1</sup>. Et nos auteurs donnent en outre toute une série d'arrêts, s'échelonnant de 1535 à 1665, d'où il résulte que sur bien des points la législation du 7 juillet 1438 conserve encore toute sa vigueur<sup>2</sup>.

IMPORTANCE DU TÉMOIGNAGE  
DES AGENTS DU CLERGÉ

Nous avons tenu à citer ici de larges extraits du commentaire qu'en 1722, dans une compilation officielle, les Agents du clergé donnèrent de la Pragmatique. Le jugement de ces personnages mandatés nous paraît être le meilleur témoignage d'une tradition, qu'il contribua sans doute à confirmer encore. Ainsi l'on peut voir qu'en plein XVIII<sup>e</sup> siècle l'Église gallicane reste attachée à l'ordonnance de Bourges, qu'elle y restera jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Bien plus, elle en a gardé la nostalgie ; elle n'a cessé de tourner les yeux vers elle ; c'est à elle que le clergé songeait, s'il ne la nommait pas toujours, lorsque dans ses assemblées, non seulement en 1560 et en 1579, comme nous l'avons déjà vu<sup>3</sup>, mais en 1576, en 1582, en 1585, en 1588, en 1598, en 1610, il demandait au roi le rétablissement des élections aux prélatures et le retour aux « saints canons »<sup>4</sup>. Certes, si le concordat ne l'avait supplantée en grande partie, peut-être les inconvénients de son application lui eussent-ils fait perdre beaucoup de son prestige. Mais la célèbre boutade est vraie pour tous les temps : « que la République était belle, sous l'Empire ! »

LA PRAGMATIQUE CLOT  
LA PÉRIODE DES ORIGINES

Il n'est donc pas exagéré de dire qu'à partir de 1438 le Gallicanisme possède la charte où s'exprime son idéal. Que la pratique ne s'y soit guère conformée, que les intérêts de la politique royale l'aient mise presque tout de suite en échec, nul ne l'ignore. Mais ce qui a subsisté, c'est le principe qui l'inspire, à savoir qu'« en France la puissance absolue et infinie du pape n'a point de lieu »<sup>5</sup>, qu'elle est maintenue dans les limites de la législation conciliaire, et que, ces limites, il appartient au roi et à l'Église gallicane de les surveiller de concert et d'en imposer le respect. Or, ce principe, c'est

(1) *Ibid.*, col. 81.

(2) *Ibid.*, col. 81-86.

(3) Cf. ci-dessus, p. 316.

(4) États de Blois de 1576, dans la *Collection des procès-verbaux des Assemblées générales du clergé de France*, t. I, p. 90 ; Assemblée de 1582, *ibid.*, t. I, p. 241 ; Assemblée de 1585, *ibid.*, t. I, p. 283, 289 ; États de Blois de 1588, *ibid.*, t. I, pièces justificatives, p. 132 ; Assemblée de 1598 (article 2 du Cahier), *ibid.*, t. I, p. j., p. 161 ; Assemblée de 1610, *ibid.*, t. II, p. j., p. 1.

(5) Art. 5 des *Libertez de l'Église gallicane*, de P. PITHOU.

l'essence même des Libertés. Affirmé par quelques précurseurs dès 1406, il triomphe en 1438, grâce à la connivence du concile de Bâle, que les Français tenaient pour certainement œcuménique. On ne le mettra plus en doute, aussi longtemps que durera le Gallicanisme. Dès lors, celui-ci est sorti de la période de formation, et l'on peut légitimement arrêter à cette date l'histoire de ses origines.



## CONCLUSION

Juste au moment d'écrire ces dernières lignes, le hasard nous a fait rencontrer un professeur hongrois, historien fort distingué, qui nous a parlé du « gallicanisme » de son pays. Mais, disait-il, au lieu d'avoir sa pointe tournée contre Rome, c'est contre Vienne qu'il se tenait en garde, en s'appuyant sur la papauté. Notre interlocuteur, sciemment et volontairement, assimilait le Gallicanisme au nationalisme ecclésiastique. Contre une pareille équivoque, trop fréquente, nous nous sommes efforcé de réagir au cours de ce travail. Tel que nous le comprenons, le Gallicanisme est un phénomène purement français, qui se caractérise par l'union de l'Église de France avec le roi pour limiter, au nom d'une ancienne législation canonique, les droits du pape sur le pays. Nous avons montré qu'il était issu des discussions qui préparèrent la déclaration de neutralité de 1408.

Toutefois, ce nouveau-né resta frêle assez longtemps, mal vu d'une forte minorité du clergé, tour à tour abandonné et repris par le roi, par l'Université, par le Parlement, au gré des fluctuations de l'intérêt. Il nous a donc fallu suivre sa croissance jusqu'en 1438, où la Pragmatique Sanction de Bourges lui procura une force capable d'assurer son existence. Entre-temps, nous l'avons vu s'assimiler un aliment tonique : la croyance à la supériorité du concile sur le pape.

Mais si de ce Gallicanisme essentiel toutes les « libertés » pourraient à la rigueur se déduire, l'une d'entre elles, cependant, a ses origines propres : celle où s'affirme l'indépendance du roi dans le domaine temporel. Or il se trouve qu'à la date où nous arrêtons cette étude, les trois idées fondamentales dont on s'accorde pour reconnaître qu'elles constituent tout le Gallicanisme, et dont on tirera plus tard « des conséquences presque infinies », se sont également imposées aux esprits français : le roi Très Chrétien ne dépend de personne dans le gouvernement de son État, les assemblées œcuméniques sont au-dessus du pape, le pouvoir du pape en France trouve ses limites dans les canons des vieux conciles et dans les « décrets des saints Pères », législation sacrée dont il appartient à l'Église gallicane, d'accord avec le roi, d'apprécier les contours et d'assurer le maintien.

Ce que l'on appelle communément le gallicanisme politique est né le premier. Sous Grégoire VII et même sous Innocent III, la papauté se borne encore à revendiquer sur le gouvernement des princes chrétiens un droit de haute surveillance et, si c'est nécessaire, de redressement. Gardien de la morale, chef suprême de la société spirituelle, à laquelle appartiennent les princes comme tous les fidèles, le pontife intervient, en cette qualité, même dans les affaires publiques lorsqu'il estime que les dépositaires de l'autorité, laïcs aussi bien qu'ecclésiastiques, abusent de leurs prérogatives. Il leur impose l'observation de leurs devoirs d'état, le souci du bien public, et au besoin, s'il rencontre de leur part une résistance criminelle, il la brise en déliant les sujets du serment de fidélité. Tout cela n'implique aucunement ce que l'on appellera le pouvoir direct.

Mais les anciennes conceptions changent vers le début du XIII<sup>e</sup> siècle. Déjà saint Bernard a écrit quelques phrases que l'on n'oubliera pas. Le passage de saint Luc relatif aux deux glaives, la comparaison biblique du soleil et de la lune, la prétendue Donation de Constantin, alimentent les spéculations doctrinales. Les commentateurs du droit ecclésiastique accumulent les remarques sur la nature du pouvoir respectif du pape et des princes séculiers. De cette fermentation théologique et canonique résulte une théorie nouvelle, d'après laquelle le Christ, souverain roi comme souverain prêtre, aurait laissé à saint Pierre l'intégralité de sa double puissance, que celui-ci aurait transmise à ses successeurs. Le pape possède le glaive temporel comme le glaive spirituel ; s'il accorde l'usage du premier à l'empereur et aux rois, alors qu'il manie personnellement le second, il n'abandonne point pour autant son domaine éminent sur la cité terrestre. Les rois ne sont que ses lieutenants ; il en garde le contrôle, et s'ils abusent de leur délégation, il lui est loisible de la leur enlever : il est leur supérieur, celui des mains duquel ils tiennent tout. La papauté adopta officiellement cette doctrine au cours de sa lutte avec Frédéric II. Elle apparaît dans les écrits de Grégoire IX, elle s'étale dans ceux d'Innocent IV.

Mais à la même époque, dans d'autres milieux, s'élabore une conception toute différente des deux pouvoirs. La réapparition, — probablement au cours des recherches ordonnées par Grégoire VII dans les bibliothèques, aux fins de renforcer spéculativement les droits du Saint-Siège, — des collections oubliées de Justinien ramène au jour la vieille idée romaine de la *potestas* impériale. Celle-ci ne laisse aucune place à une délégation papale. L'empereur est maître du temporel par la volonté de Dieu, et cette volonté se manifeste par le choix du peuple. Les glossateurs commentent ces textes, et un

droit laïc se forme, pour lequel Église et Empire ont la même origine, qui n'établit entre eux aucune subordination, qui leur assigne un domaine propre, où leurs chefs respectifs doivent se cantonner.

La France n'accepta pas sans quelque méfiance un système où l'empereur germanique, successeur des empereurs romains de la grande époque, paraissait dominer sur le reste des princes. Les légistes, et avec eux les jurisconsultes coutumiers, s'efforcent de mettre en évidence l'indépendance du roi par rapport à tout autre souverain. Ils s'appliquent en même temps à renforcer son autorité vis-à-vis des grands vassaux. Ils imposent la maxime qu'il ne reconnaît pas de supérieur sur terre, qu'il ne tient son royaume que de Dieu et de son épée. Vienne à se produire un conflit entre la couronne de France et la papauté, cet axiome servira.

Et le conflit se produisit, en effet, le jour où Boniface VIII prétendit s'immiscer dans le gouvernement de la France, en invoquant les principes théocratiques. Cette lutte, d'où Philippe le Bel sortit vainqueur, donna lieu à toute une floraison d'écrits polémiques, largement répandus. L'opinion prit parti. Une doctrine, spéciale au royaume, fut ainsi formée, qui exprime le gallicanisme dit politique. Elle ne devint uniforme, il est vrai, que beaucoup plus tard, car si les légistes mettaient le roi à l'abri du pape quelles que fussent les circonstances, les théologiens exceptaient le cas d'hérésie ou de schisme. Le pape, disaient-ils, a alors le droit d'excommunier le roi et d'interdire aux sujets tout rapport avec lui ; et il peut s'ensuivre que ceux-ci le déposent. En effet, les uns et les autres plaçaient différemment la souveraineté : pour les légistes, le roi la tient de Dieu, sans intermédiaire, et personne, sur terre, ne peut l'en priver ; pour les théologiens, elle réside dans le peuple, dont le roi n'est que le mandataire. Dans l'hypothèse d'un crime spirituel, le peuple souverain examine la situation créée par la censure et, s'il l'estime opportun, il reprend la disposition d'un pouvoir dont il n'a fait que déléguer l'exercice. Le clergé n'abandonna ces thèses démocratiques qu'au xvi<sup>e</sup> siècle, après les troubles de la Ligue. Alors seulement triompha dans tous les milieux français l'idée du droit divin. Mais depuis longtemps personne n'osait plus soutenir, dans le royaume, que le prince tenait sa puissance d'une commission papale ou que le Pontife romain pût l'en dépouiller lui-même : pour les moins intransigeants, celui-ci ne peut que faire pression sur le peuple, qui reste juge en dernier ressort. Ce résultat est acquis dès le milieu du xiv<sup>e</sup> siècle, bien avant que l'on ne discutât sur la constitution de l'Église.

En revanche, l'histoire des deux autres éléments du Gallicanisme

est étroitement mêlée. Dès le début du Grand Schisme, en 1378, beaucoup de bons esprits songèrent à la réunion d'un concile œcuménique, comme au meilleur moyen d'y mettre fin. Depuis quelques années, en effet, l'appel au concile avait retenti plusieurs fois et l'on s'était familiarisé avec l'idée de ce remède extraordinaire. Les cardinaux Colonna, puis Philippe le Bel, l'avaient invoqué contre Boniface VIII ; Louis de Bavière les avait imités dans sa lutte avec Jean XXII. Tous ces appels se fondaient sur une doctrine incontestée en droit canonique, à savoir que si le Pontife romain, chef suprême des fidèles, échappe en règle générale au jugement de ses subordonnés, une exception cependant doit être faite pour le crime d'hérésie. Dans ce cas, en effet, disait-on, le pape s'exclut lui-même de l'Église et il n'y a plus qu'à proclamer la déchéance de celui que Dieu a déjà rejeté. La tradition s'accordait pour voir dans le concile la juridiction qualifiée pour porter cette sentence. Nogaret et Plaisian, sous Philippe le Bel, comme plus tard Louis de Bavière, eurent grand soin d'alléguer, comme base de leur instance, le grief d'hérésie.

Mais, dans les conjonctures résultant du double vote de 1378, pouvait-on arguer de l'hérésie de l'un des deux rivaux ? Sans doute, des canonistes célèbres mettaient sur le même pied le délit de schisme et celui d'hérésie. Mais quel serait le schismatique, l'inculpé, puisque les deux élections étaient douteuses, qu'Urbain VI et Clément VII étaient peut-être de bonne foi l'un et l'autre, et qu'en tout cas leurs obédiences respectives les considéraient comme pontifes légitimes ? Il fallait trouver à l'appel au concile un autre fondement, faire prévaloir la thèse que même en l'absence des crimes prévus par la tradition, l'Église dans son ensemble était au-dessus de son chef, et que le bien commun, gravement compromis, suffisait à lui permettre de le déposer.

L'élaboration de cette nouvelle doctrine fut possible grâce aux idées récemment répandues, par Marsile de Padoue et surtout par Occam, qui habituèrent les esprits à critiquer l'enseignement classique touchant la constitution de l'Église. Occam, dont les écrits connurent tout de suite un très grand succès, voyait dans la communauté des fidèles le vrai dépositaire des promesses du Christ ; il envisageait l'éventualité d'une Église provisoirement dépourvue de chef humain, ou gouvernée par plusieurs ; il interprétait les intentions du fondateur de la société chrétienne, les ramenant au souci de l'intérêt commun.

Les partisans de la convocation d'un concile pour mettre fin au schisme s'emparèrent de ces nouveautés. Leurs adversaires prétendaient qu'une assemblée qui ne serait point convoquée par le pape

et présidée par lui n'aurait aucune autorité. Non, répliquent-ils : en cas de nécessité, l'Église peut se réunir sans le Pontife romain et prendre des décisions s'imposant à tous, même à lui. Les premiers écrits de cette ligne que nous connaissions émanent de deux docteurs allemands, professeurs à l'université de Paris, Conrad de Gelnhausen et Henri de Langenstein. Très vite ces théories se répandirent et s'imposèrent aux contemporains. Quand se réunit le concile de Pise, en 1409, elles étaient de force à triompher.

Et cependant ce n'est point à elles que l'on dut la déposition des deux papes rivaux, auxquels Alexandre V fut substitué. L'assemblée subit l'influence de prélats et de théologiens particulièrement violents, qui n'hésitèrent pas à soutenir qu'en l'occurrence l'entêtement de Benoît XIII et de Grégoire XII suffisait pour justifier l'accusation de schisme et d'hérésie. C'est comme fauteurs de schisme et hérétiques notoires qu'ils furent condamnés et déclarés déchus. Dès lors, il n'y eut aucun besoin de recourir à autre chose qu'aux conceptions traditionnelles sur le pape *devius a fide*, et la nouvelle doctrine de la suprématie essentielle du concile ne trouva pas d'application.

Six ans plus tard, au contraire, l'assemblée de Constance dut y recourir. Les mesures prises à Pise avaient déçu les espoirs : les rivaux déposés refusaient de se soumettre ; au lieu de deux papes, on en avait trois. La note d'hérésie, qui stigmatisait le Romain et l'Avignonais, bouleversait la chrétienté. On se demandait dans quelle mesure leurs adhérents participaient à leur censure et, dans chaque camp, l'on mettait en question la validité des sacrements administrés par les ministres de l'obédience adverse. Des esprits modérés, soucieux de la paix des consciences, et en premier lieu les Français Pierre d'Ailly et Jean Gerson, l'un cardinal et l'autre chancelier de l'université de Paris, luttèrent pour qu'on observât la charité chrétienne, qu'on ne se traitât plus de schismatique ou d'hérétique, et que le nouveau concile affirmât purement et simplement le caractère absolu de sa prééminence. Ce fut donc en qualité d'instance suprême de l'Église, à qui tous les chrétiens doivent se soumettre, quelle que soit leur dignité, même papale, que l'assemblée de Constance déposa Jean XXIII, successeur d'Alexandre V, qu'elle reçut la démission de Grégoire XII, qu'elle excommunia l'irréductible Benoît XIII, et qu'elle élut Martin V comme pape unique.

Cette doctrine, grâce à quoi le Grand Schisme prit fin, n'est pas d'origine spécialement gallicane, puisque les idées qui en permirent l'élaboration sont dues à un italien et à un anglais, Marsile de Padoue et Occam, et qu'elle fut mise au point surtout par deux allemands, Conrad de Gelnhausen et Henri de Langenstein. Elle ne fut pas admise

seulement en France, et des docteurs de toutes les nations la soutinrent. Bien loin de lui avoir donné sa forme la plus outrancière, les docteurs français qui s'en firent les champions travaillèrent, au contraire, à la débarrasser de ce que d'autres n'hésitaient pas à y introduire et qu'ils jugeaient, eux, incompatible avec la primauté romaine ou l'institution divine de la charge papale. C'est plus tard seulement que l'attachement aux formules de Constance devint comme la propriété exclusive de l'Église gallicane. En effet, après l'échec de l'assemblée bâloise, les autres pays rejetèrent la théorie conciliaire, affectant de n'y voir qu'un expédient de circonstance. Les théologiens français, au contraire, lui restèrent fidèles parce que des hommes comme Gerson, que l'université de Paris considéra toujours comme une de ses plus pures lumières, avaient insisté sur sa valeur intrinsèque et avaient placé en elle leur espoir, dans l'éventualité d'un nouveau schisme, toujours possible. Cette doctrine perdra, dans le royaume, bien des adhérents à partir du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, quand la menace de la Réforme protestante amènera les catholiques à se serrer autour du pape et à exalter ses prérogatives. Elle demeurera cependant chère au Parlement et à un grand nombre d'ecclésiastiques, et jusqu'à la fin du Gallicanisme elle continuera d'être un de ses traits officiels.

L'université de Paris avait adopté la thèse de la suprématie du concile dès 1381. Si la royauté avait cédé à ses instances, peut-être l'occasion ne se fût-elle jamais présentée de revenir aux anciennes libertés. Mais Charles V s'était déclaré, — non sans hésitation, d'ailleurs, — pour Clément VII : les princes qui gouvernèrent pendant la minorité de Charles VI crurent devoir suivre ses traces, en travaillant à gagner des adeptes à l'Avignonnais. Le jeune roi changea de tactique vers 1392 et noua des rapports avec Rome, dans le but d'amener les deux rivaux à se désister simultanément. Les contemporains nommèrent « voie de cession » cette manière de finir le schisme. On la suivit jusqu'en 1406, où il s'avéra certain que l'opiniâtre Benoît XIII, successeur de Clément VII, ne renoncerait jamais à son litigieux pontificat. Après quoi, les Français soucieux de l'union revinrent à la « voie de concile », prônée quelque vingt-huit ans plus tôt par l'Université. Or c'est pendant que l'Église gallicane poursuivait la voie de cession qu'elle décida de récupérer ce qu'elle appelait ses anciennes franchises. Et par ce terme d'anciennes franchises, ou d'anciennes libertés, elle désignait à la fois la provision des bénéfices par les ordinaires, ou, s'il s'agissait d'évêchés et d'abbayes, par élection, et le refus des taxes papales qui pesaient très lourdement sur la plupart des biens ecclésiastiques.

Elle raisonna d'abord ainsi : Benoît XIII résiste dans la mesure où il se sent des partisans ; en distribuant les bénéfices, ou en les promettant, il s'assure une clientèle qui le soutient par intérêt ; le produit des impôts qu'il lève lui sert de même à acheter bien des complaisances. Si on lui supprime ces moyens de corruption, on aura beaucoup plus facilement raison de son entêtement. Ce fut là un des arguments principaux en faveur de la soustraction d'obédience, au concile parisien de 1396. Deux ans plus tard, le même point de vue s'exprime dans une autre assemblée, tenue également à Paris. Mais cette fois apparaît l'idée qu'en enlevant au pape la collation des bénéfices et les secours financiers, non seulement l'on hâte la fin du schisme, mais l'on rentre en possession de droits légitimes, trop longtemps violés. Si bien que la soustraction d'obédience fut votée avec l'arrière-pensée que la conquête des provisions bénéficiales et l'affranchissement des taxes serait chose définitive, et que le jour où la France rendrait au pape sa soumission, cette double réforme n'en demeurerait pas moins acquise.

En quoi l'on se trompait. Charles VI avait retiré à Benoît XIII son obédience sans aucune restriction ; il la lui restitua en bloc. Une ordonnance du 29 décembre 1403 prétendit bien maintenir les libertés rétablies cinq ans plus tôt, mais une seconde, du 9 juin 1404, l'abrogea et remit toutes choses dans le même état qu'avant la soustraction. Le roi croyait aux bonnes dispositions du pape et il voulait éviter de l'aigrir. Pourtant, il lui fallut bientôt revenir de ses illusions et en 1406 un concile parisien délibérait de nouveau sur l'opportunité de rompre avec Benoît. Mais cette fois le souci des libertés passe nettement au premier plan : leur rétablissement n'est plus un simple moyen pour faire cesser le schisme, il a sa fin en soi. L'Église gallicane se sent impuissante à procurer l'union, elle limite ses visées à un objet plus restreint : elle s'occupe de ses propres affaires. Deux ordonnances sanctionnèrent les scrutins ; elles portent la date du 18 février 1407 ; l'une rétablissait les élections aux évêchés et abbayes et rendait aux ordinaires l'exercice de leur droit de collateurs, l'autre interdisait de payer quoi que ce fût aux percepteurs avignonnais. Ces mesures ne revêtaient pas un caractère provisoire, le roi les donnait pour définitives : sauf approbation par le futur concile œcuménique, dont on espérait bien qu'il réformerait l'Église, non seulement dans ses membres, mais aussi dans sa tête.

L'intérêt des conciles parisiens de 1398 et de 1406 réside surtout dans les arguments que développèrent les partisans de la soustraction, ou plus exactement du retour aux libertés. Le pape, soutinrent-ils, ne jouit pas d'un pouvoir absolu ; on n'est tenu d'obéir à ses ordres

que s'ils tendent au bien de l'Église et au salut des âmes, car dans ce cas seulement ils expriment la volonté de Dieu. Jésus-Christ n'a pas fait de lui un autocrate, mais un pasteur.

Notamment, le pape n'a pas le droit de contrevenir à la législation formulée par les anciens conciles généraux ou les Pères dont l'autorité et la sainteté sont admises par l'Église. Ce dépôt est sacré, intangible ; quand le Pontife romain ose y porter la main, il abuse de sa fonction et l'on peut à juste titre lui résister. On s'est abstenu trop longtemps de le faire et un grand mal en est résulté pour l'Église en général et l'Église gallicane en particulier. L'occasion s'offre de secouer un joug devenu intolérable, il s'agit d'en profiter. Pour cela, il convient de faire appel au concours du roi. La nature même de sa charge, les services que ses ancêtres ont rendus à la foi et au culte, les rapports étroits qui n'ont cessé d'exister entre la Couronne et le clergé, font de lui le protecteur-né des églises de France ; il lui appartient de soutenir la résistance des ecclésiastiques du royaume, de sanctionner de son autorité les mesures que ceux-ci estimeront justifiées. En même temps que s'affirme ainsi le caractère conditionnel de la puissance papale, sa subordination aux lois conciliaires, la solidarité de l'Église gallicane et du roi Très Chrétien, le terme de « libertés » prend un sens nouveau. Il avait surtout désigné, jusque-là, les immunités de toute sorte, acquises par le clergé, et que les seigneurs et même le roi pourraient être tentés de violer. Appliqué à la faculté que revendiquait l'Église d'obéir à ses propres lois, il exprimait le souci de s'affranchir de règlements séculiers. Désormais, on l'emploiera pour signifier, avant tout, le droit de résister aux ingérences de la curie pontificale en alléguant les saints canons.

Parmi les champions des libertés, dans ces assemblées de la fin du xiv<sup>e</sup> siècle et du début du xv<sup>e</sup>, une place de choix doit être faite à l'abbé du Mont-Saint-Michel, Pierre Le Roy, dont les interventions dépassent de beaucoup, par leur portée doctrinale, celle des autres orateurs qui soutinrent la même thèse. Ses connaissances historiques, sa science de canoniste, lui permirent de donner à la nouvelle construction ses assises les plus fortes et l'on peut dire de lui, sans exagérer, qu'il est le père du Gallicanisme. Toutefois, l'œuvre édifiée en 1398 et en 1406 ne le fut point avec des matériaux tout neufs. Une longue tradition avait habitué l'Église gallicane à se tourner du côté du roi dans les moments difficiles. Entre elle et lui des liens très forts existaient. Le clergé avait joué un rôle important dans l'établissement des Capétiens ; il avait mis sa force, qui était grande, au service de la dynastie naissante. En retour, les rois l'avaient défendu contre les pouvoirs féodaux. Bienfaiteurs et protecteurs des églises, ils



n'avaient cessé d'être mêlés de très près à la vie religieuse. Le caractère religieux qu'ils tenaient de leur sacre, de leur don de thaumaturges, faisait d'eux les premiers prélats du royaume. Quant à l'idée que les papes devaient respecter les décisions conciliaires, elle est ancienne elle aussi ; on la trouve mainte fois exprimée, par exemple, dans les écrits d'Hincmar de Reims ou dans les textes des assemblées ecclésiastiques du <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle. Mais elle ne s'était pas imposée de façon ferme et permanente, et même un courant contraire avait prévalu, favorisé par la diffusion des collections canoniques, Fausses Décrétales ou recueils d'origine romaine. L'œuvre des conciles parisiens consista surtout à rassembler des éléments épars, utilisés jusque-là de façon épisodique, et d'en faire un système cohérent, qui a duré.

Les ordonnances de 1407 donnèrent force légale aux décisions prises par le clergé. Peu après, la proclamation de la neutralité consacra l'abandon de la voie de cession. A partir de ce moment, l'Église gallicane va tendre vers un double but : l'union de la catholicité et l'affermissement de ses propres franchises. Elle ne faiblit point dans la poursuite du premier, qui fut atteint le jour de l'élection de Martin V, en 1417, grâce à la supériorité, momentanément reconnue par toutes les nations, du concile sur le pape. Mais elle ne tendit pas vers le second avec la même constance. En effet, les libertés gallicanes étaient nées sous l'influence de préoccupations utilitaires ; l'attachement qu'on leur portait ne fut pas tout de suite assez solide, assez doctrinal, pour résister à la pression d'intérêts personnels, que les circonstances n'allaient pas tarder à dresser contre elles.

La délégation qui devait représenter la France au concile de Pise reçut mandat d'obtenir la confirmation des franchises. L'assemblée traita de la réforme avec Alexandre V dès qu'il fut élu. Si le nouveau pape n'accorda pas tout ce qu'on lui demandait, au moins fit-il d'importantes concessions. Mais au moment même où il venait de rétablir les élections pour les évêchés, plusieurs des prélats français qui avaient le plus violemment lutté, naguère, pour obtenir ce résultat s'empressèrent de se faire transférer par lui à des sièges mieux rentés. Au lieu d'attendre que la commission chargée de remédier aux abus dans la collation des bénéfices mineurs eût achevé ses travaux, l'université de Paris, mécontente de la part insuffisante faite à ses supôts dans les dernières provisions, trouva plus avantageux de saisir le pape de son rôle, sollicitant le maximum de ces grâces expectatives contre quoi elle vitupérait si aigrement dans un récent passé. Ce qu'Alexandre V, surpris par la mort en 1410, n'eut pas le temps de lui accorder, elle l'obtint en grande partie de son successeur Jean XXIII et dès lors, bien pourvue, elle prit ardemment la défense de

ce qui lui paraissait, sous le schisme, un intolérable abus. Quitte à retrouver son indignation pour protester contre de nouvelles taxes, quand elle en sentit la menace. Il lui fallut pourtant les payer, car le roi, de son côté, fit ses affaires avec le pape, qui lui permit de lever sur le clergé des contributions à son profit. Le Parlement, pendant ce temps, se préoccupait lui aussi de ce qui touchait ses membres. Il présenta son rôle à Alexandre V, et, suffisamment nanti de prébendes, il fit bon accueil aux légats de Jean XXIII, favorisant la levée de la décime à condition d'en être exempté lui-même.

Au concile de Rome de 1412, qui n'eut pas, du reste, grand retentissement, les représentants du clergé de France n'avaient reçu de leurs commettants qu'une liste anodine de revendications touchant les bénéfices. Cela se comprend : l'influence de l'Université prédomina dans l'assemblée parisienne chargée de la dresser, et l'on sait que la célèbre école avait perdu son zèle réformateur. En revanche, les députés devaient protester contre les exactions papales. Mais ils devaient s'élever non moins vivement contre la trop grande facilité avec laquelle Jean XXIII permettait au roi de pressurer lui-même les ecclésiastiques. Dans ces conditions il ne fallait pas compter, à Rome, sur l'appui des ambassadeurs de Charles VI. En fait, rien ne sortit de ce concile. Le roi seul y trouva profit, car ses émissaires amenèrent Jean XXIII, en le menaçant d'appliquer les ordonnances de 1407, à mettre à la disposition de leur maître un nombre important des meilleurs bénéfices du royaume.

Tout le monde, cependant, ne trouvait pas son compte à ces marchandages. La plupart des prélats supportaient mal d'être frustrés de leur prérogative de collateurs ordinaires. Partisans et adversaires des franchises se heurtèrent violemment au concile de Constance. Après la déposition de Jean XXIII, en 1415, les universitaires essayèrent de faire réserver à l'assemblée les provisions qui naguère appartenaient au pape. Les évêques s'insurgèrent, réclamant l'application du droit commun. Pratiquement, jusqu'à l'élection de Martin V, on se fit des concessions mutuelles, les élections fonctionnèrent pour les prélatures, tandis que le concile nommait lui-même à la plupart des bénéfices moindres. Cependant la question restait pendante. Elle ne put même pas être résolue de façon générale après le conclave. Le nouveau pape conclut des concordats avec les diverses nations, et pour rendre celles-ci plus accommodantes il commença par multiplier les faveurs personnelles. L'université de Paris fut particulièrement bien traitée : le nombre des grâces expectatives qu'elle obtint rendit jalouses les autres écoles.

La lutte fut plus vive encore sur le terrain fiscal, notamment à

propos des annates. Ce n'est pas, certes, qu'on les aimât. Mais par quoi les remplacerait-on ? Car le pape avait besoin d'argent. Et chacun craignait pour soi. De leur côté les parties prenantes, Sacré Collège et fonctionnaires de curie, multiplièrent les intimidations. Dans l'impossibilité de s'entendre, même au sein de la nation française, le concile s'en remit au pape, qui garda les annates. Bref, cette assemblée qui rendit à l'Église l'unité de pontificat se dispersa sans avoir fait beaucoup pour la réforme. Les partisans des libertés gallicanes quittèrent Constance les mains à peu près vides.

Mais la revanche les attendait à Paris. Si les largesses de Jean XXIII avaient disposé le Parlement, vers 1413, à faire bon marché du droit des collateurs et à se montrer conciliant à l'égard de nouvelles taxes, plusieurs conseillers ou gens du roi restaient cependant attachés aux ordonnances de 1407. Leur nombre augmenta dans la mesure où s'affaiblissait le souvenir des bienfaits pontificaux. En outre, en 1417, le connétable d'Armagnac a repris au Conseil une influence prépondérante et il a écarté de Paris plus de vingt parlementaires suspects d'attachement au duc de Bourgogne, qui fait maintenant figure de rebelle. Deux Dauphins venaient de mourir successivement, qui subissaient l'emprise de Jean sans Peur ; le titre est passé au jeune Charles, le futur Charles VII, élevé dans la faction adverse, docile instrument du connétable. Or les Armagnacs représentaient le courant d'opposition à la papauté, alors que les Bourguignons se montraient plutôt disposés à lui complaire.

Le 25 novembre 1417, la cour, dans une consultation, avait déclaré « légitime et expédient » le maintien des franchises gallicanes. Quand la nouvelle de l'avènement de Martin V arriva à Paris, le gouvernement de Charles VI affecta une extrême circonspection : il ne voulait, disait-il, instruit par l'expérience, reconnaître le pape qu'après s'être bien assuré de la validité de l'élection. L'Université, trop prompte à solliciter les faveurs de l'élu, se vit durement rabrouée. Du 1<sup>er</sup> au 16 mars 1418, une assemblée extraordinaire où des prélats, des membres du Grand Conseil, des universitaires, se joignent au Parlement, délibère sur la réponse à faire à l'ambassadeur venu de Constance, apporter officiellement la nouvelle. Elle décide de signifier au pape, en le reconnaissant, le rétablissement des anciennes libertés. Une ordonnance qui porte la date du « mois de mars, après Pâques », sanctionna cet avis. Elle contenait substantiellement les mêmes dispositions que celles de 1407, avec cette différence qu'aucune mention n'y était plus faite de confirmation ou de retouches éventuelles par un futur concile. Cette ordonnance fut publiée le 12 avril et, le lendemain, toutes les cloches de Paris sonnaient en l'honneur de Martin V.

Mais les joyeux carillons furent bientôt suivis du tocsin. Les négociations engagées avec le duc de Bourgogne, en vue de la paix, échouèrent par l'intransigeance des chefs armagnacs. La population de la capitale, déçue, affamée, se souleva ; elle ouvrit les portes aux Bourguignons dans la nuit du 28 au 29 mai et se livra, pendant plusieurs jours, à d'affreux massacres. Charles VI devint prisonnier de Jean sans Peur, le Dauphin réussit à s'enfuir : la France fut coupée en deux. Le duc de Bourgogne révoqua l'ordonnance de mars, mais il dut employer la contrainte pour faire entériner sa décision par la cour. Et pourtant les parlementaires dont il pouvait craindre davantage l'opposition n'étaient plus à Paris ; ils avaient gagné Poitiers, où le Dauphin organisait un gouvernement de fortune. On devine, par comparaison, quel était leur attachement aux libertés gallicanes. L'ordonnance qui venait de les rétablir fut donc maintenue dans les provinces qui échappaient à Jean sans Peur. Ces provinces étaient la vraie France, celle de l'avenir ; le reste n'allait être bientôt plus, pendant quelque temps, qu'une annexe de l'Angleterre.

Des événements politiques de 1418 date la constance, l'indéfectibilité de l'attachement des parlementaires aux anciennes franchises. A partir de ce moment, en effet, cet attachement s'incorpore à leur loyalisme. Quand le parlement de Charles VII rentrera à Paris, il leur gardera une fidélité que la compagnie maintiendra sans éclipse, et contre quoi l'intérêt personnel ne prévaudra plus.

Cependant, le Dauphin ne pouvait s'exposer trop au mécontentement du pape, il lui fallait compter avec les exigences de sa situation difficile. Il se mit en rapport avec Rome, dans le but de donner à son Église un statut acceptable. De 1419 à 1422 les négociations furent presque ininterrompues, et Martin V ne cessa d'insister pour qu'on abrogeât l'ordonnance de 1418. Le concile de Sienne, en 1423, ne modifia pas la cordialité des relations, malgré la violence de quelques Français à poursuivre une réforme dont les légats romains s'effrayaient. Finalement, en 1425, Charles VII décida de lever tous les obstacles mis au libre exercice de la puissance papale dans la France loyaliste. Mais il se heurta à l'obstination du Parlement, qui refusa d'enregistrer l'ordonnance de Chinon, destructrice des libertés gallicanes. Il supplia donc Martin V d'avoir égard à ses difficultés. Des pourparlers qui s'engagèrent à ce propos sortit, en 1426, le concordat de Genazano. C'était une cote mal taillée, qui souleva de nombreuses protestations de la part du Parlement et du clergé, mais qui n'en régla pas moins la vie bénéficiale jusqu'au décès du pape.

Un autre accord fut conclu avec Eugène IV, successeur de Martin V. On en connaît mal les détails, car il fut tenu secret. C'est que déjà

le concile de Bâle était réuni et que les difficultés avaient commencé entre lui et la papauté. La France s'opposait à la dissolution de cette assemblée, mais le roi évitait de faire connaître ce qui aurait pu mécontenter l'un ou l'autre adversaire. Il travaillait, au contraire, à les mettre d'accord. Dans ce but il envoya, en 1436, une ambassade à Bâle et à Rome. En même temps qu'à apaiser les difficultés entre le concile et Eugène IV, elle devait faire accepter de part et d'autre les réformes correspondant aux libertés gallicanes. Elle ne réussit nulle part : les Bâlois trouvèrent Charles VII trop favorable au pape et celui-ci refusa les concessions qu'on lui demandait.

Les événements se précipitèrent : le concile vota ses décrets réformateurs, dont quelques-uns fort durs pour la papauté, et il pria le roi de France de les rendre exécutoires dans ses États. Charles VII n'était plus le « roi de Bourges » de naguère. Grâce à Jeanne d'Arc, il avait récupéré sur les Anglais une grande partie de son territoire. Le 12 novembre 1437, Paris l'avait accueilli dans l'allégresse. Les deux tronçons du Parlement, celui de Poitiers et celui de la capitale, s'étaient ressoudés. L'Université, gravement compromise avec les Bourguignons et les Anglais, et peu fière de ses vingt dernières années, favorable en outre au concile de Bâle, n'était guère en mesure de plaider la cause des réserves papales. L'assemblée qui se réunit à Bourges en 1438, et qui entendit contradictoirement les ambassadeurs du concile et du pape, adopta, en les adoucissant parfois au profit d'Eugène IV, les décrets bâlois qui justement donnaient au royaume les satisfactions que les ordonnances de 1407 et de 1418 avaient tenté de lui procurer. Les anciennes libertés de l'Église gallicane, accordées par un concile œcuménique, devinrent loi du royaume grâce à la Pragmatique Sanction, dont l'Ancien Régime ne perdit jamais le souvenir.

Le Gallicanisme est dès lors en possession de ses éléments essentiels. De ceux-ci, « ou conjointement ou séparément », comme dit Pierre Pithou, les théoriciens déduiront plus tard des conséquences logiques, ou ils leur rattacheront doctrinalement des pratiques « plutôt exercées qu'écrites par nos ancêtres, selon les occurrences et sujets qui se sont présentés ». Il est impossible d'énumérer toutes ces particularités. Mentionnons au moins l'obligation, pour les nonces et légats, de faire vidimer leurs bulles de pouvoir par le Parlement, et de s'en tenir aux corrections éventuelles : moyennant quoi le gouvernement royal gardait le contrôle de toutes les entreprises de la curie ; et surtout l'appel comme d'abus, grâce auquel pouvait saisir la juridiction parlementaire quiconque estimait violés les « saints décrets et canons reçus dans le royaume ».

Qu'elles se rattachent à l'une ou à l'autre des trois maximes étudiées

plus haut, les libertés de l'Église gallicane auront ceci de commun qu'elles se donnent pour un droit local, plongeant ses racines dans une tradition vénérable, mais dont les autres pays n'ont pas nécessairement les mêmes raisons de se prévaloir. Les Gallicans ne regardent pas plus loin que les frontières de la France. En outre, ils s'estiment catholiques, prétendant bien ne point refuser au pape l'exercice de l'autorité qu'il tient de sa charge, instituée par Dieu, et n'interdire que ses « empiétements ». Cette attitude, ils l'adoptent dès l'origine, qu'il s'agisse de protéger l'indépendance du roi contre les prétentions de Boniface VIII, de rester fidèles à la théorie, que les autres pays abandonnent, de la supériorité du concile sur le pape, entendue cependant sous certaines réserves, ou de s'affranchir d'une servitude bénéficiale ou fiscale qui trouble le royaume et l'appauvrit. Tous ces traits caractérisent le Gallicanisme, constituent sa physionomie propre, et permettent de le distinguer des autres courants d'opposition à Rome, avec lesquels on le confond trop souvent.

## TABLE ALPHABÉTIQUE

Les chiffres romains I, II, indiquent le tome ; les chiffres en *italique*, précédés de la lettre n., renvoient aux notes.

— A —

- AARON, I, 217.  
 ABLEIGES (Jacques d'), I, 58 n. 3.  
 ABRAHAM, I, 346 n. 3.  
 ABSALON, I, 184.  
 ACCURSE, I, 135, 139.  
 ACHERY (Jean, év. de Senlis), II, 195.  
 — (Dom Luc d'), II, 84 n. 1, 87 n. 2, 89 n. 3 et 4, 92 n. 1.  
 ACHITOPHEL, I, 184, 185 et n. 1, 189.  
*Ad statum tuum* (bulle de Benoît XI), I, 207 n. 3.  
 ADALBÉRON, I, 41.  
*Ad conditorem canonum* (bulle de Jean XXII), II, 24, 25.  
 ADÈLE, femme de Louis VII, I, 128.  
 ADIMARI (Alamanno), II, 172, 173, 177, 178, 179, 188, 189 n. 1 et 4, 190.  
 ADOLPHE DE NASSAU, I, 162.  
*Ad regimen* (extrav. de Benoît XII), II, 263, 286.  
*Ad vitanda scandala* (constitution de Martin V), II, 313.  
 AENEAS SYLVIVS (Piccolomini), II, 145, 297 n. 3.  
 AFRIQUE (concile d'), I, 29 n. 5, 88 (n. 1 de la p. 87).  
 AGAPET II, I, 52.  
 AGAR, I, 346 n. 3.  
 Age de fer, I, 111.  
 Agents du clergé, II, 317, 318, 321, 323.  
 AGNÈS DE MÉRANIE, I, 144.  
 AGUESSAU (chancelier d'), II, 317 et n. 2.  
 Aide (obligation féodale), I, 59, 63. — (Contribution du clergé, aux *xiv<sup>e</sup>* et *xv<sup>e</sup>* s.), I, 256, 275, 293, 298, 300. — II, 174.  
 AILLY (Pierre d'). Annonce la restitution d'obédience, I, 294, 296. — Ambassadeur près de Benoît XIII, I, 297 n. 5. — Rôle au concile parisien de 1406, I, 314. — Ambassadeur près des deux papes rivaux, I, 334. — Dépendance d'Occam, I, 347 et n. 6 ; II, 53 et n. 3. — Au concile de Pise, II, 78-80, 81, 93 et n. 1. — Au concile de Constance, II, 96-97, 101, 102-106, 107, 109, 117, 118, 119 et n. 3, 120, 121 et n. 2, 122 n. 3 et 4. — Position doctrinale, II, 132-133, 134 et n. 5, 135 n. 2, 138. — Promu cardinal, II, 181. — Flétri par Jean sans Peur, II, 224. — Sa part dans l'élaboration de la doctrine conciliaire, II, 329. — *Apologia concilii pisani*, II, 79 n. 3, 97. — *Epistola diaboli Leviathan*, II, 78. — *De ecclesiae, concilii generalis, romani pontificis et cardinalium autoritate*, II, 132, 135 n. 2.  
 AIX, I, 195, 261, 297 n. 5. — II, 158 n. 2.  
 AIX-LA-CHAPELLE, I, 50, 162.  
 ALAIN DE GALLES, I, 120, 121 n. 1.  
 ALAMANT (Bernard), I, 270, 272, 289 n. 4.  
 ALBANO, I, 157. — II, 114, 217.

- ALENÇON (duc d'), I, 191.  
 ALEXANDRE III, I, 53, 115, 127, 137, 249.  
 ALEXANDRE IV, I, 263.  
 ALEXANDRE V, I, 257, 271. — Élection, II, 93, 329. — Mort, II, 95, 176. — Rôle pour la réforme, au concile de Pise, II, 158, 160, 161, 193, 333. — Relations avec l'université de Paris, II, 162 et n. 3, 164, 165, 166, 167, 168. — Le Parlement lui envoie son rôle, II, 175, 334.  
 ALEXANDRE VI, I, 207.  
 ALEXANDRIE, II, 50, 129. — Patriarche d'Al. (Simon de Cramaud), I, 279 ; II, 84, 92, 155, 161.  
 ALMAIN (Jacques), I, 237. — II, 125 n. 1, 134 n. 4.  
 ALPHONSE V, roi d'Aragon (voir ARAGON).  
 ALPHONSE VI, roi de Castille (voir CASTILLE).  
 Alternative (pour la provision des bénéfices), II, 156 et n. 2, 163, 193, 230 n. 3, 235, 275, 276.  
 AMALFI, I, 134.  
 AMANN (É.), I, 35 n. 3, 37 n. 1, 105 n. 1, 123 n. 2, 348 n. 2. — II, 12 n. 1, 13 n. 4, 42 n. 1, 2 et 3, 53 n. 1.  
 AMANZÉ (Jean d'), II, 297.  
 AMAURY DE MONTFORT, I, 91.  
 AMBROISE (saint), I, 110, 217.  
 AMÉDÉE DE SAVOIE, II, 145.  
 AMEILH DU BREUIL, I, 270, 277, 314, 334, 341.  
 AMIENS, I, 163 (vidame), 169 (évêque). — II, 181, 184 (évêque).  
 Ampoule (sainte Amp. de Reims), I, 73 et n. 3, 74, 225, 231.  
 ANACLET (saint), I, 94.  
 ANACLET III (Pierre de Léon, antipape), I, 53.  
 ANAGNI, I, 198, 205, 206, 208. — II, 58, 206.  
 ANASTASE (empereur), I, 102.  
 ANASTASE II (pape), II, 61.  
 Ancien Régime, I, 31, 32, 35, 37, 39, 208, 214, 221, 239, 290. — II, 281 (n. de 280), 315, 317, 323, 337.  
 Ancien Testament, I, 71, 123, 195, 213.  
 ANCONE, II, 124.  
 ANGERS, I, 136, 252 n. 1, 293. — II, 85, 87.  
 ANJOU : maison d'A., I, 77. — Foulque, comte d'A., I, 90, 126. — Marie d'A., II, 261. — Charles d'A., II, 297. — Louis II d'A., I, 294 ; II, 187, 205.  
 Annates. — Place dans le régime bénéficiaire, I, 255, 260-262, 264, 265 et n. 4. — Projet de suppression au concile parisien de 1396, I, 271. — Plaintes de l'Université contre elles en 1406, I, 308. — Condamnation par l'ordonnance de 1407, I, 331. — Au concile de Pise, II, 160, 161. — Au concile de Rome de 1412, II, 182, 184. — Au concile de Constance, II, 193 n. 6 (différence avec les vacants), 194-201, 335. — Dans le projet d'accord de Charles VII avec Martin V, II, 235. — Au concile de Sienna, II, 246, 252. — Suppression sollicitée d'Eugène IV en 1436, II, 276. — Suppression par le concile de Bâle, II, 281, 282, 288. — Dans la Pragmatique Sanction, II, 306, 308, 314.  
 ANNE (grand prêtre), II, 88.  
 ANSÉGISE, I, 93.  
*Ante promotionem* (bulle de Boniface VIII), I, 173 n. 1.  
*Anteferri*, I, 252 n. 4.  
 ANTENOR, II, 32 n. 4.  
*Antequam essent clerici*, I, 34, 209-210.  
 ANTIOCHE, I, 89. — II, 37, 46, 50, 130, 133. — Patriarche d'A. (Jean Mauroux), II, 92, 113, 117, 121, 191, 194.  
 ANTOINE (saint), I, 76.  
 ANTONIN (saint), II, 147.  
 Appel comme d'abus, I, 239. — II, 337.  
*Appellatio*, II, 10.



- ALBI, II, 175.  
 ALBIGEOIS, I, 306.  
 ALGUIN, I, 35 n. 4.  
 ALEMAN (cardinal Louis), II, 294 n. 4, 297 n. 1 et 4, 298 n. 6, 299 et n. 5, 301, 302.  
 APULIE, II, 198.  
 AQUASPARTA (cardinal d'), I, 160, 161 et n. 2, 176 n. 2, 184, 187.  
 ARAGON, I, 149, 188. — II, 88, 124. — Rois d'A., I, 291 (Martin) ; II, 111 (Ferdinand IV) ; II, 245, 248 (Alphonse V).  
 ARCHIDIACRE (Guido de Baysio, dit l'), II, 15 n. 3, 57 n. 3.  
 AREVALO (Sanchez de), II, 147.  
 ARISTOTE, I, 176, 216. — II, 32, 33, 47, 48, 64, 80, 83.  
 ARLES, I, 50, 195, 261.  
 ARMAGNAC. — Bernard VII, comte d'A. et connétable, II, 124, 203, 205, 218, 221, 222 n. 5, 335. — Les Armagnacs, II, 181, 187, 221, 225, 227, 336.  
 ARNAULD DE CORBIE, chancelier de France, I, 270, 272, 276, 288.  
 ARNDT (W.), I, 49 n. 1.  
 ARNOUL. — Évêque d'Orléans, I, 41, 52 n. 4. — Archev. de Reims, I, 52, 90.  
 ARPAJON (Guillaume d'), II, 234 n. 2.  
 ARQUILLIÈRE (H. X.), I, 29 n. 3, 35 n. 1 et 3, 36 n. 3, 37 n. 2, 112 n. 2, 113 n. 3, 120 n. 1. — II, 14 n. 1, 20 n. 1.  
 ARRAS, I, 185, 277, 297 n. 1. — II, 283 n. 2.  
 Article Quint, II, 166, 167.  
 AS CLOKETTES (Michel), I, 159 n. 4.  
 Assemblée de 1682, I, 29 n. 1.  
 AUBERT, I, 145 n. 4.  
 AUCHY (Jean d'), II, 295 n. 5.  
 AUGUSTE, I, 35, 143.  
 AUGUSTIN (saint), I, 89, 216, 310, 322. — II, 49, 60, 61, 64, 97.  
*Ausculia, fili* (bulle de Boniface VIII), I, 145, 159 (n. 5 de la p. 158), 170-176, 184, 187, 191, 193 et n. 1, 210, 228.  
 AUSSAC (Saint-Palais d'), I, 266 n. 5, 267 n. 2.  
 AUSTRASIE, I, 49, 50.  
 Autel, I, 57.  
*Authentique* (Novelles), I, 135.  
 AUTRICHE (ducs d'). — Albert I<sup>er</sup>, I, 162, 194, 202. — Frédéric, II, 23. — Albert V, II, 112, 113, 141.  
 AUTUN, I, 46, 126.  
 AUVERGNE, I, 111.  
 AUX-BŒUFS (Pierre), I, 313. — II, 225.  
 AUXERRE, I, 136, 191 et n. 2, 193, 198.  
 AVIGNON, I, 32 n. 3, 47, 245, 250, 252 et n. 2, 255, 259, 261, 263 et n. 1, 264, 273, 276, 291, 293, 297, 306, 324, 337, 339, 343, 348, 352. — II, 9, 22, 40, 71, 122 n. 3, 142, 189, 228 n. 1, 235, 237, 314.  
*Avisemens pour le roy Loys*, I, 69 n. 2.  
 AYCELIN (Gilles), I, 163.  
 AYMERY (Pierre), II, 161.

## — B —

- BABUT (E. Ch.), I, 29 n. 1.  
 BACON (Roger), I, 138.  
 BALAAM, I, 199. — II, 20.  
 BALDE, II, 75-76, 86.  
 BALE. — Concile, I, 98, 269 n. 2. — II, 41, 137, 141-146, 147 n. 2, 153, 269, 270, 271, 272, 274 et n. 2, 278, 279, 280 et n. 1, 282, 283, 286, 289, 291, 293-315 *passim*, 316 n. 4, 317, 318, 320, 324, 330, 337. — Ville, II, 113, 215.  
 BALUZE-MANSI, II, 23 n. 2, 25 n. 3, 26 n. 4, 27 n. 1-3.  
 BAR. — Comté de : I, 195. — Cardinal de : II, 79, 216, 220, 242.

- BARBETTE (Pierre), I, 154.  
 BARBIN, II, 293 n. 1.  
 BARCELONE, I, 188.  
 BARION (H.), I, 48 n. 1.  
 BARONIUS, I, 152 n. 2.  
 BARONIUS-THEINER, I, 152 n. 3, 154 n. 2, 158 n. 1 et 5, 160 n. 1, 161 n. 4 et 5, 162 n. 1 et 4. — II, 55 n. 2, 56 n. 1 et 3, 58 n. 1, 147 n. 2, 240 n. 1, 241 n. 1, 258 n. 6.  
 BARRACLOUG (G.), I, 289 n. 4.  
 BARTHÉLEMY DE BARI, II, 66, 206.  
 BARTOLE, I, 135, 136, 139 n. 3.  
 BASIN (Thomas), II, 222 n. 2, 230 n. 5 et 6, 231 n. 4.  
 BASTON (Pierre), II, 88.  
 BATIFFOL (P.), I, 30 n. 1.  
 BAUDOIN DE HAINAUT, I, 129.  
 BAUDRILLART (Al.), II, 138 n. 1.  
 BAUMGARTEN (P. M.), I, 262 n. 3.  
 BAYE (Nic. de), I, 304 n. 1, 306 n. 2-6, 307 n. 3, 308 n. 1, 2, 4, 340 n. 3. — II, 172 n. 5, 173 n. 4, 176-179 notes *passim*, 187 n. 5, 189 n. 3, 193 n. 4, 204 n. 1.  
 BAYEUX, II, 228 n. 1.  
 BEAUBLÉ (Pierre), I, 295 n. 5.  
 BEAUCOURT (Du Fresne de), II, 205 n. 4, 222 n. 1, 229 n. 1, 231 n. 5 et 8, 233 notes, 236 n. 1, 237 n. 1 et 3, 242 n. 2, 244 n. 2, 255 n. 4, 258 n. 2, 259 n. 2, 265 et n. 3, 271 n. 4, 294 n. 4, 295 n. 3.  
 BEAULIEU, I, 189.  
 BEAUMANOIR (Ph. de), I, 58 et n. 2, 4, 59 n. 1, 80 n. 1, 136, 140 et n. 2, 144 n. 3, 147.  
 BEAUNEVEU (Guil.), II, 224.  
 BEAUPÈRE (Jean), II, 141, 253 n. 2 et 3.  
 BEAUVAIS, I, 53, 81 n. 1. — II, 184.  
 BECK (Jean), I, 159 n. 4.  
 BECKMANN (G.), II, 294 n. 4.  
 BEDFORT (duc de), II, 175, 230 n. 3, 231.  
 BELLEPERCHE (Pierre de), I, 136.  
 Bénédiction (taxe papale), I, 263, 268. — II, 194, 288.  
 BENOIT (saint), I, 76, 136.  
 BENOIT III, I, 51.  
 BENOIT XI, I, 207.  
 BENOIT XII, I, 252 n. 2, 256, 258, 259. — II, 120, 263, 264, 286 n. 2.  
 BENOIT XIII. — Élection, I, 243. — Les Français veulent le faire se démettre ; premier retrait d'obédience, I, 38, 97, 244, 245, 246 et n. 2, 270, 272, 273, 274, 276, 277, 279, 280, 284, 287, 288, 289 n. 4. — Prisonnier en Avignon, I, 291. — La France lui rend son obédience, I, 294 et n. 6 ; II, 256, 331. — Ses engagements, I, 295 et n. 5, 296 et n. 3, 297 et n. 1, 298, 301. — Il accorde les aides à Charles VI, I, 300. — L'université de Paris mène la lutte contre lui, I, 302, 303, 304, 307, 308, 310. — Attaques au concile parisien de 1406, I, 313, 314, 315, 319, 322 ; II, 71, 72 et n. 2, 98, 170, 225, 330. — La France se proclame neutre, I, 334, 335 et n. 2, 336, 338, 339, 340 et n. 1, 341, 342. — Benoît XIII et la fiscalité, I, 256, 268, 352. — Au concile de Pise, II, 74, 75, 78 et n. 4, 84, 85, 87, 88, 89, 92, 93, 158, 329. — Au concile de Constance, II, 100, 102, 106, 108, 109, 111, 117, 121, 124, 139. — Après Constance, II, 138, 218, 236.  
 BENOIT XIV (antipape), II, 124.  
 BÉRENGER, I, 108.  
 BERGER (Élie), I, 34 n. 1, 65 n. 1 et 2, 68 n. 1, 81 n. 1, 123 n. 1, 148 n. 4.  
 BERGERIS (Simon de), II, 295 n. 5.  
 BERNARD (saint), I, 72 n. 5, 118-120, 186, 217, 219, 309, 316. — II, 326.  
 BERNARDINS (de Paris), I, 270, 272.

- BERRY (duc de), I, 245, 270, 276, 294, 295, 297, 302, 306, 308, 340 n. 1, 342, 353 et n. 2.
- BERTHE. — Femme de Robert le Pieux, I, 107. — Femme de Philippe I<sup>er</sup>, I, 126.
- BERTRADE DE MONTFORT, I, 126.
- BERTRAND DE BORN, I, 129.
- BESANÇON, I, 195, 261. — II, 196, 197.
- BESS, II, 189 n. 4.
- BIENFAITE (Nic. de), I, 194.
- BILLOT (card. L.), I, 31 n. 1.
- BIRK (E.), II, 272 n. 2.
- BLANCHE DE CASTILLE, I, 68 (note 1 de p. 67).
- BLANCHET et DIEUDONNÉ, I, 258 n. 6.
- BLOCH (Marc), I, 71-78 notes, 167 n. 7.
- BLOIS (États de), II, 323 n. 4.
- BLOIS (secrétaire de Charles VII), 265 n. 4.
- BOHÈME, I, 188. — II, 87, 142, 271, 272.
- BOISRATIER (Guil. de), II, 162 et n. 2, 234.
- BOLOGNE, I, 135, 136, 139 n. 3, 141. — II, 86, 87, 142, 165.
- BONHOMME (Mathias), II, 303 n. 2.
- BONIFACE (saint), II, 12.
- BONIFACE I<sup>er</sup>, I, 282.
- BONIFACE IV, II, 13, 17.
- BONIFACE VIII, I, 34, 53, 77, 81, 84 n. 3, 101, 125, 133, 134, 136 n. 4, 148, 149-208, 209, 210, 211, 226, 227 n. 2, 228, 233, 237, 239, 250, 251, 258, 259, 260, 265, 343, 344, 346. — II, 18-22, 91, 307, 314 n. 2, 315, 327, 328, 338.
- BONIFACE IX, I, 38 n. 3, 273, 301. — II, 75.
- Bonum commune* (ou expressions françaises équivalentes), I, 147, 235, 255, 327. — II, 52, 63, 64, 82, 83, 127, 135, 298, 328.
- BORACIUS (Ant. de), II, 295 n. 5.
- BORDEAUX, I, 46.
- BORETIUS (A.), I, 44 n. 4, 54 n. 2.
- BORETIUS et KRAUSE, I, 81 n. 7, 85 n. 2, 3, 4, 86 n. 2.
- BORSANO (Simon de), II, 55.
- BOSPHORE, I, 115.
- BOSSUET, I, 37, 38 n. 1, 237. — II, 137.
- BOUCHEL (L.), I, 41 n. 3, 51 n. 1.
- BOUCICAUT (Geoffroy), I, 291, 336. — II, 176.
- BOURBON (duc de), II, 168, 187, 297.
- BOURG (Jean de), II, 234 n. 2.
- BOURGEOIS (E.), I, 85 n. 3.
- BOURGEOIS DU CHASTENET, I, 78 n. 2, 271 n. 2, 276 n. 1 et 3, 277 n. 1 et 2, 279 n. 1, 280 n. 4, 284 n. 1, 286 n. 5, 287 n. 4, 289 n. 1 et 2, 297 n. 3, 302 n. 4, 303 n. 2, 310 n. 4 et 5, 313 n. 1 et 2, 314 n. 5, 315 n. 1 et 2, 320 n. 1, 323 n. 1, 337 n. 1, 339 n. 3, 341 n. 3, 342 n. 3, 347 n. 1 et 7, 357 n. 2. — II, 72 n. 1, 79 (n. 4 de 78), 85 n. 1, 97 n. 1, 98 n. 1, 156 (n. 3 de 155).
- BOURGOGNE. — Province, I, 186, 195, 212, 258, 261.
- Ducs, I, 34 (note 5 de 33), 81, 186, 191 n. 4, 198. — Philippe le Hardi, I, 245, 270, 276, 291, 294, 295, 305. — Jean sans Peur, I, 306, 340 n. 2; II, 168, 175, 187, 203, 205, 214, 216, 217 et n. 4, 218, 221, 223, 224, 225, 226, 227, 230, 335, 336. — Philippe le Bon, II, 141, 142, 258.
- BOURGES, II, 161, 162 et n. 1, 196, 205 n. 3, 233, 236, 242. — Archevêques de B., I, 46, 51, 259; II, 234, 296 n. 2. — Roi de Bourges, II, 337. — Concile de 1225, I, 91. — Assemblée de 1432, II, 271. — Assemblée de 1438, II, 281 (note 1 de 280), 283, 294 et n. 4, 5, 295 et n. 5, 296, 299, 301, 302, 303 n. 1 et 2, 304, 305 et n. 7, 8, 306 n. 2, 308, 311, 314, 316 et n. 4, 318, 320, 321, 323.
- BOURGUIGNONS (parti des), II, 205, 217, 221, 222 et n. 2, 229 n. 1, 231, 233, 236, 243, 257, 335, 336, 337.

BOUTARIC (E.), I, 151 n. 2, 156 n. 5, 158 n. 2, 167 n. 6, 176 n. 3, 191 n. 2, 194 n. 3, 195 n. 4, 228 n. 3.  
 BOUTELLER (J.), I, 58 et n. 1, 3.  
 BOUVINES, I, 142, 144.  
 BRAY-SUR-SEINE, II, 221.  
 BRÉQUIGNY (de), II, 293 n. 1, 303 n. 2, 304 n. 1, 317 et n. 3.  
 BRESCIA, II, 147.  
 BRETAGNE. — Province, I, 257 ; II, 196. — Ducs, I, 104, 186, 340 n. 2 ; II, 255, 297.  
 BREUIL (Guil. du), I, 145 n. 4.  
 BROGLIO (Ch. M. de), II, 317.  
 BROILLOT (J.), I, 304.  
 BROOKE (Z. N.), I, 354 n. 1.  
 BRUNHAUT, I, 49.  
 BRUNET. — J. L., éditeur de traités gallicans, I, 221 n. 2, 352 n. 3. — Pierre, journaliste du concile de Bâle, II, 283 n. 2, 285, n. 1, 2, 3.  
 BRUNSCHVIG (L.), II, 137 n. 1.  
 BUCHNER (M.), I, 82 n. 4.  
 BULGARUS, I, 142 n. 1.  
 Bulle d'or (de Grégoire IX), I, 142.  
 Bulle imaginaire de 1302, I, 101, 125.  
 BUONCONVENTO, II, 254 n. 2.  
 BUS (Gervais du), I, 154 n. 3.

## — C —

CABOCHE, II, 187.  
 CADART (Jean), II, 242.  
 CADOÈNE (Bertrand de), II, 244, 249, 252, 259, 260 n. 2.  
 CAGNY (Perceval de), II, 296 n. 7.  
 CAHORS, II, 234.  
 CAILLEMER (E.), I, 134 n. 1 et 2, 135 n. 4, 136 n. 2 et 4, 138 n. 1 et 2.  
 CAIPHE, II, 88.  
 CAJETAN, II, 126 (note de 125).  
 CALASSO (Fr.), I, 80 n. 4.  
 CALIXTE II, I, 45, 46.  
 CALLAËY (P. F.), II, 17 n. 2.  
 CAMBOUT (A. F. G. de), II, 317.  
 CAMBRAI, I, 111. — Pierre d'Ailly, évêque de C., I, 294, 297 n. 5, 314 ; II, 78, 79, 97, 102, 103, 107, 117 n. 1, 119, 121 n. 2.  
 CAMPANI (Jean), II, 224.  
 CAMPANIE, I, 203.  
 CAMPULUS, II, 11.  
 CANA, II, 250 et n. 3.  
 CANARD (Jean), I, 277.  
 CANDIE, II, 93 n. 2.  
 Canons anciens. — Doivent être respectés, même par les papes, I, 32, 52, 86, 87, 89, 90, 91, 96 n. 1, 97, 290, 316, 328 ; II, 65, 162 n. 3, 323, 332, 337. — Comparés aux décrétales, I, 51 n. 1, 88, 101. — Autorité invoquée, I, 267, 271, 285, 287, 289, 308, 325, 329, 330, 332 ; II, 76, 77, 80, 90, 146, 159, 160, 205, 212, 219, 230 n. 3, 268 n. 2. — Fondement des libertés gallicanes, I, 269, 333, 356, 357 ; II, 148, 316, 325.  
 CANOSSA, I, 112.  
 CAPET (Hugues), I, 29, 41, 43, 52, 89, 128.  
 CAPÉTIENS, I, 41, 42, 43, 44, 46, 48, 52, 54, 56, 60, 61, 63, 67 n. 1, 76, 77, 97, 107, 128 et n. 1, 129, 147, 148, 174, 194, 355. — II, 332.  
 CAPOGALLO (Jean), II, 87.  
 CARCASSONNE, II, 111, 161, 162 et n. 1, 191.

- CARLOMAN, I, 50, 51, 72.  
 CARLYLE (A. J.), I, 102 n. 2, 103 n. 2, 106 n. 2, 115 n. 2.  
 CAROLINGIENS (ou époque carolingienne), I, 41, 44, 48, 49, 52, 54, 62, 72, 88, 109, 128, 129, 258.  
 CARTELLIERI (A.), I, 107 n. 4, 129 n. 1 et 3.  
 CARTHAGE, I, 89, 161.  
 CASPAR (E.), I, 112 n. 1 et 3. — II, 11 n. 2.  
 CASTILLE, I, 306 ; II, 124. — Rois de C., I, 127 (Alphonse VI), 294 ; II, 56 (Jean I<sup>er</sup>), 142.  
 CASTRES, II, 300.  
 CATHERINE, fille de Charles VI, II, 231.  
 CATHERINE DE MÉDICIS, I, 38.  
 CAUCHON (Pierre), I, 304.  
 CAULET, I, 30 n. 2.  
 CAVAILLON, II, 243 n. 3.  
 CÉLESTIN (saint), I, 29 n. 5.  
 CÉLESTIN V, I, 155, 165, 166, 198, 199. — II, 19.  
 CERVATOS, II, 297 et n. 1.  
 CÉSAR, I, 143 n. 2.  
 CESARINI (card. Julien), II, 141, 142, 145, 146.  
 CHAISE (La), I, 198.  
 CHAISE-DIEU, I, 189.  
 CHALANT (Ant. de), I, 302 et n. 2.  
 CHALCÉDOINE, II, 145.  
 CHALON, I, 46, 49, 50.  
 Chambre apostolique, I, 151, 254, 255, 259, 262, 263, 264, 267, 268, 269 n. 2, 299, 308. — II, 153, 160, 162 n. 1, 173, 194 et n. 1, 197, 198, 199, 200 et n. 2, 219, 234, 235, 239, 276, 277, 278, 287, 308 et n. 3.  
 CHAMPEAUX (E.), I, 81 (note 9 de 80).  
 Chancellerie (droit de), I, 269.  
 CHAPELLE TAILLEFER (Pierre de la), I, 163.  
 CHARLAS (A.), I, 30 et n. 2.  
 CHARLEMAGNE, I, 29, 35-38, 50, 52, 54, 104, 122, 127, 128, 129 et n. 1, 130. — II, 11.  
 CHARLES MARTEL, I, 49.  
 CHARLES, fils de Louis le Débonnaire, I, 50.  
 CHARLES LE CHAUVÉ, I, 50, 51, 52, 72, 81 n. 7, 85, 86, 87, 88 et n. 2, 89 et n. 4, 93, 104, 105, 106 et n. 1.  
 CHARLES LE SIMPLE, I, 44.  
 CHARLES V, I, 72 n. 5, 75, 78, 82 n. 2, 83, 220 n. 4, 221, 222, 226, 231, 233 et n. 5, 238, 256. — II, 56, 58, 59, 66, 70, 330.  
 CHARLES VI, I, 38, 39, 68 (note de 67), 78 n. 1, 97, 244, 245, 246, 256. — La soustraction d'obédience, I, 270, 271, 272, 273 et n. 4, 274 et n. 2, 275, 287, 291, 293 ; II, 331. — La restitution d'obédience, I, 294, 297 et n. 5. — Benoît XIII lui accorde les aides, I, 298. — Il interdit les taxes pontificales, I, 299. — Puis les autorise, I, 300. — Sollicité pour et contre le pape, I, 300, 302, 303, 307, 309, n. 1. — Rétablit les libertés gallicanes et proclame la neutralité, I, 327, 332, 333, 337, 339. — II, 71, 78, 85 n. 6, 111, 117, 118, 119, 121 n. 4, 330. — Interventions en faveur des universitaires, II, 162, 163. — La décime de 1410, II, 173, 177, 178. — Mauvaise administration des finances, II, 183, 184, 334. — Il s'entend avec Jean XXIII pour nommer aux bénéfices, II, 185, 186, 189 et n. 4, 203, 257 n. 5. — Pendant le concile de Constance, II, 190 et n. 1, 193, 195, 201. — Reconnaissance de Martin V et retour aux libertés, II, 204, 205, 206, 211, 214, 215, 219, 220, 266, 267, 335. — Entre les mains des Bourguignons, II, 221, 224, 225, 227, 228, 230, 336. — Mort, II, 233, 240, 258.  
 CHARLES VII, I, 71, 85, 97. — II, 145, 175, 243 et n. 3, 244 et n. 1, 2, 336, 337. — Dauphin, II, 205, 231, 236, 237 et n. 7, 238, 239 n. 1, 335. — Avènement, II, 240. — Négociations avec Martin V, II, 241, 242, 255 et n. 3, 256, 257 et

- n. 5, 258 et n. 3, 259, 260, 261 et n. 1, 263, 264, 265 et n. 2, 266, 268. — Rapports avec Eugène IV et le concile de Bâle, II, 269, 270, 271, 272, 273, 274 et n. 2, 275, 277, 278, 280 et n. 1, 281, 282 et n. 1, 289. — La Pragmatique Sanction, II, 283, 294 et n. 5, 295, 296, 297, 298, 299 et n. 5, 300, 301, 302 et n. 1, 304, 314, 316 n. 4, 318, 321.
- CHARLES VIII, I, 82 n. 2, 83 n. 1 et 3. — II, 294 n. 5.
- CHARLES IX, I, 83 et n. 3.
- CHARLES DE LORRAINE, I, 41, 129.
- CHARLES DE VALOIS, I, 149, 160, 191, 193, 197, 198, 200.
- CHARLES (Simon), II, 274 n. 2, 282 n. 2.
- CHARLOT, I, 129 n. 2.
- CHARTRES, I, 83 n. 4. — II, 178, 228.
- Chartreux, I, 262, 293.
- CHATILLON, I, 198.
- CHAUDÉSSOLES (Robert de), II, 158 et n. 4, 159 n. 1, 161 n. 4.
- CHELLES, I, 90, 357.
- CHÉNON (E.), I, 134 n. 1, 135 n. 4, 136 n. 3, 4, 5, 137 n. 4, 142 n. 1 et 2, 143 n. 1.
- Chevaliers Teutoniques, II, 140.
- CHEVENON (Bernard de), II, 181, 184.
- CHILDEBERT, I, 48.
- CHILDÉRIC III, I, 186 n. 1, 215, 218.
- CHINON, II, 255 et n. 3, 258, 259, 260, 336.
- Christus Domini*, I, 72, 73.
- Chronique anonyme*, II, 217 n. 4, 221 n. 1, 222 n. 1 et 2, 225 n. 1, 230 n. 5, 231 n. 4.
- CHUFFARD (Jean), II, 253 n. 2, 295 n. 5.
- CHYPRE, II, 87, 113.
- Cisterciens, I, 154 n. 5.
- CITEAUX, I, 149, 165, 189, 203, 270, 324. — II, 196.
- CLAIRVEAUX, I, 118, 119, 219.
- CLAMANGES (Nic. de), I, 244, 293.
- CLARENDON, I, 353.
- Clave non errante*, I, 281.
- Clefs (tradition à St Pierre), I, 114, 124, 171, 185, 215, 219. — II, 35.
- CLÉMENT III, I, 148 et n. 2.
- CLÉMENT IV, I, 68 n. 4, 136, 143, 168, 173, 249, 251, 317 n. 1, 355 n. 2.
- CLÉMENT V, I, 84, 156 et n. 2, 198, 207, 261, 265, 349. — II, 24, 313, 314.
- CLÉMENT VI, I, 252 n. 2, 256, 265, 351. — II, 42 n. 2.
- CLÉMENT VII, I, 243, 247 n. 1, 256, 257, 259, 343. — II, 28, 55, 56, 58, 66, 206, 256, 328, 330.
- CLÉMENT VIII (antipape), II, 124, 139, 245.
- CLÉMENT X, II, 281 (note de 280).
- CLERCQ (Carlo de), I, 48 n. 1.
- CLERGEAC (A.), I, 262 n. 3, 263 n. 1, 264 n. 1 et 4, 268 n. 6, 269 n. 1 et 2.
- Clericis laicos* (bulle de Boniface VIII), I, 150, 152, 153, 154 et n. 1, 171, 209.
- CLERMONT, I, 48. — II, 158, 234, 237, 255 n. 3.
- CLET, II, 70.
- CLOUSIER (Fr.), II, 303 n. 2.
- CLOVIS, I, 48, 54, 73, 77.
- CLUNY, I, 189. — II, 158 n. 4, 161 n. 4, 196.
- COCHET DE SAINT-VALIER, II, 281 (note de 280).
- COCU (Jean le), II, 251 n. 3.
- Code de droit canonique* (actuel), II, 309 n. 3, 310 n. 1.
- Code*, de Justinien, I, 134 n. 3, 135 n. 2, 143.
- Code théodosien*, I, 62, 134.
- Codex canonum*, I, 94, 95.
- COETQUIS (Ph. de), II, 233, 236, 256, 270, 300, 302 n. 2.
- COLARD DE CALLEVILLE, I, 273.

- Collecteurs pontificaux, I, 65, 66, 246, 261, 263, 268, 271, 288, 290, 299, 300, 308, 330, 331. — II, 173, 174, 276, 277, 308.
- Colloquium*, I, 52.
- COLOGNE, I, 343.
- COLOMBAN (saint), II, 13, 17.
- COLONNA. — Cardinaux révoltés contre Boniface VIII, I, 155 et n. 4, 156 et n. 2, 159, 161, 165, 166, 168 et n. 4, 194, 197 ; II, 17-19, 55 n. 1, 328. — Othon (Martin V), II, 211, 226. — Sciarra, I, 205, 206. — Gilles, archevêque de Bourges, I, 259.
- Commende, I, 252-253. — II, 114, 228, 235, 246, 247, 281.
- COMMINGES, I, 163.
- Communs services, I, 255, 262-264, 299, 331 n. 1. — Au concile de Pise, II, 160, 161. — Au concile de Constance, II, 195, 196, 201. — Au concile de Sienne, II, 246, 252. — Supprimés par le concile de Bâle, II, 288.
- Comptes (Chambre des), I, 247 n. 3. — II, 156, 178, 228 et n. 1.
- COMTAT, I, 291.
- Conciles (sont indiqués sous le nom de la ville où ils ont été tenus).
- Concilium basiliense*, II, 274 n. 2, 280 n. 1, 281 n. 2, 282 n. 2, 283 n. 2, 285 n. 1, 2, 3, 294 n. 4, 297 n. 1 et 6, 298 n. 1, 4, 6, 299 n. 2.
- Concilium regium*, I, 52, 53.
- Concordat. — De Constance, II, 192, 230 n. 3, 234 et n. 3, 235, 236, 237, 242, 246, 252, 334. — De Genazzano, II, 261-268, 269, 336. — De François 1<sup>er</sup> avec Léon X, I, 98 ; II, 148, 303 n. 2, 306 n. 2, 316, 317 et n. 4, 322, 323.
- CONCOREGGI (Rinaldo), I, 155.
- Concordia discordantium canonum*, I, 95.
- Concubinage des clercs, I, 94. — II, 312, 315.
- CONDOM, I, 270, 289 n. 4.
- Confirmation (des élections), I, 253-254, 262, 263, 284, 292, 316. — Au concile de Pise, II, 159, 160, 161. — Dans le discours de J. de Montreuil, II, 185. — Au concile de Constance, II, 192. — Ordonnance de 1418, II, 204, 219. — Objet des négociations de Charles VII avec le pape, II, 234, 235, 274, 275, 276. — Au concile de Sienne, II, 246, 252. — Au concile de Bâle, II, 284, 285, 286, 288.
- Consecratio*, I, 62.
- Consécration (ou sacre, des évêques), I, 44, 47, 263. — II, 211, 277, 288, 305.
- CONSTANCE. — Ville, II, 50, 206, 207, 210, 216. — Concile, I, 98 ; II, 211, 212, 215, 217, 223, 226, 243, 313. — Question de la supériorité du concile sur le pape, I, 357 ; II, 9, 29, 41, 73, 74, 84, 93 n. 1, 95-124, 125, 126, 132, 137, 139, 140, 141, 142, 144, 146, 147 et n. 2, 148, 153, 187, 218, 315, 316, 318, 329, 330. — Réforme de l'Église et libertés gallicanes, I, 257 ; II, 164, 189, 190-201, 204, 219, 220, 247, 248, 252, 272, 275, 276, 304, 307, 308, 315, 316 n. 4, 317, 334, 335.
- CONSTANTIN, I, 115, 122, 123, 124, 140, 217. — II, 45, 103 (Voir aussi Donation).
- CONSTANTINOPLE, I, 106, 111, 130, 139, 250 n. 2 ; II, 12, 50. — Patriarche latin de C. (J. de Rochetaillé), II, 194, 253.
- Constitution civile du clergé, I, 31 et n. 2.
- Conventus*, I, 52, 53 n. 2.
- Convocation des conciles. — Par les rois de France, I, 48-52, 53, 54. — Par le pape ou en dehors de lui, II, 39, 56, 57, 58, 62, 63, 64, 65, 68, 75, 76, 80, 89, 95, 99, 103, 128, 140, 328.
- CORBIE, I, 78 n. 1.
- CORMERY, II, 256 n. 1.
- CORNEILLE. — Centurion, II, 83. — Pape, II, 49.
- Corpus juris canonici*, II, 9, 27, 78, 89, 93, 192, 286. — Références aux diverses collections qui le composent, I, 33 n. 3, 114 n. 2, 116 n. 5, 117 n. 1, 129 n. 6, 137 n. 2 et 3, 140 n. 1, 142 n. 3, 144 n. 2, 150 n. 2, 158 n. 4, 179 n. 1, 190 n. 1, 249 n. 1 et 5, 250 n. 2, 251 n. 3 et 4, 253 n. 1, 255 n. 2, 257 n. 1, 258 n. 2-5, 260 n. 3 et 4, 265 n. 1-3, 346 n. 1 et 2, 355 n. 2 ; II, 10 n. 1, 11 n. 3, 12 n. 4, 28 n. 1 et 3, 262 n. 2, 263 n. 5, 283 n. 3, 286 n. 1 et 2, 314 n. 2, 315 n. 1.
- Corpus juris civilis*, I, 86 n. 3, 135, 139, 140 n. 1.

- CORRER. — Antoine, I, 336. — Ange (Grégoire XII), II, 87, 91, 92, 93, 108, 111, 124.  
 CORSINI (card. Pierre), II, 55.  
 COSSA (Balthasar, Jean XXIII), II, 95, 96, 103.  
 COTTIN (Adrien), I, 308-310.  
 COURCELLES (de). — Jean, II, 295 n. 5. — Thomas, II, 297 et n. 3, 298.  
 COURTECUISSE (Jean), I, 273, 277, 348 n. 1. — II, 53.  
 COURTRAI, I, 170 n. 1, 189.  
 COUSINOT (Pierre), II, 242, 259.  
 COUTANCES, I, 144 n. 3, 194, 228 n. 3, 271. — II, 162 n. 3, 222.  
 Coutumes (ou droit coutumier), I, 33 n. 5, 53, 55, 58, 66, 78-81, 86, 87, 96, 143, 179 n. 2, 193, 216, 260, 265, 266, 267, 324, 355 ; II, 38, 219, 319, 327. — Coutumes normandes (anglaises), I, 353, 354, 355.  
*Coutumier de France (Grand)*, I, 58 n. 3.  
 COVILLE (A.), I, 220 n. 5, 226 n. 2, 245 n. 3, 302 n. 5 et 8, 303 n. 1, 304 n. 2 et 3, 305 n. 4, 306 n. 2, 307 n. 4, 308 n. 1-4, 309 n. 4, 352 n. 3. — II, 224 n. 1.  
 CRAMAUD (Simon de), I, 245, 276, 277, 280, 281 n. 1, 284 n. 2, 293 n. 4, 315, 322, 324, 334, 342, 347, 357. — II, 84, 85, 92 et n. 3, 96, 101, 155, 161, 174, 181.  
 CRASSUS (Petrus), I, 134 n. 3.  
 CREIL, I, 157. — II, 206, 210, 215, 216, 218, 220.  
 CRÉPIN (Jean), II, 303 n. 2.  
 CRÈTE, II, 280, 297, 298.  
*Cum ad verum* (can. de Gratien), I, 141.  
*Cum inter nonnullos* (bulle de Jean XXII), II, 24, 25.  
*Cuncta per mundum* (can. de Gratien), II, 10 n. 1.  
 Curia (assemblée), I, 52.  
*Curia regis*, I, 134, 136, 142.  
 CUSA (Nic. de), II, 129-132, 145.  
 CYPRIEN (saint), I, 30. — II, 49.

## — D —

- DAIMBERT, I, 72 n. 6.  
 DAMIEN (S. Pierre), I, 72, 114, 120.  
 DAMMARTIN, II, 254.  
 DAMPIERRE (Guy de), I, 159, 160, 161, 198.  
 Dauphin. — Louis, duc de Guyenne, II, 204, 335. — Jean, duc de Touraine, II, 204, 335. — Charles (le futur Charles VII), II, 168, 175, 205, 206, 207, 208 et n. 1, 209, 210, 221, 223, 229 n. 1. — Rôle dans la publication de l'ordonnance de 1418, II, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 218, 220. — S'enfuit de Paris et organise son gouvernement à Poitiers et à Bourges, II, 231, 233, 336. — Négocie avec le pape, II, 234, 235, 236, 237 et n. 7, 238, 239. Prend le titre de roi, II, 240. — Louis (le futur Louis XI), II, 297.  
 DAUPHINÉ, I, 195, 258, 287, 288, 295, 299, 324, 325, 329, 330, 331, 332, 333, 335 et n. 2, 337. — II, 163, 187, 188, 190, 205, 208, 212, 219, 226, 256, 267, 270, 302, 304, 306, 314.  
 DAVID, I, 217.  
*De auferibilitate papae* (de Gerson), II, 82-83, 100 n. 3 et 5, 101 n. 1, 133.  
 Décime, I, 32 n. 3, 63, 64, 93, 149, 150. — Origine et taux, I, 255-256, 257, 260. — Objet de protestations, I, 293, 299, 300, 304, 331 ; II, 160, 183. — Le clergé en accorde, I, 335 ; II, 193, 274. — Alexandre V en demande, II, 164. — Jean XXIII en obtient, II, 172, 174 et n. 2, 175. — Le Parlement en est exempté, II, 177, 178, 179, 334. — Au concile de Constance, II, 194, 200. — Dans la Pragmatique Sanction, II, 308.  
 Déclaration de 1682, I, 280. — II, 9, 137.  
*De consideratione* (de S. Bernard), I, 118, 119 et n. 4 et 5.  
 Décret : voir GRATIEN (les renvois en notes sont indiqués sous *Corpus juris canonici*).



- Décrétales, I, 32, n. 3, 87, 88, 92, 158, 190, 244, 249, 346, 357. — II, 34, 80, 320.  
*Décrétales* (collection de Grégoire IX), I, 95, 121, 254, 265, 355. — II, 16, 75, 86, 101, 283 n. 3, 314 n. 2 (Les renvois en notes sont indiqués sous *Corpus juris canonici*).  
*Décrétales* (collection des *Faussees D.*), I, 51 n. 1, 62, 94, 115. — II, 333.  
*Defensor pacis* (de Marsile de Padoue), I, 227 et n. 2, 348 n. 3. — II, 32-41, 42, 45, 46, 53, 68 n. 4, 126 et n. 1, 129, 132, 134 et n. 5.  
 DELABORDE (H. F.), I, 129 n. 2, 144 (note de 143).  
 DELACHENAL (R.), I, 83 n. 2.  
 DELISLE (L.), I, 58 n. 3.  
*De modis uniendi ac reformandi ecclesiam* (de Dietrich de Niehem), II, 126 et n. 1, 134 n. 4.  
 DENIFLE (H.), I, 156 n. 1, 159 n. 2, 165 n. 1, 168 n. 2 et 4, 183 n. 1, 286 n. 4. — II, 18 n. 4, 295 n. 5.  
 DENIFLE et CHATELAIN, I, 247 n. 1, 274 n. 2. — II, 162-176 (notes, *passim*), 181 n. 1, 188 n. 4, 191 n. 3, 207 notes, 208 n. 2, 209-211 (notes *passim*), 222 n. 6, 223 notes, 224 n. 4, 225 n. 1 et 2, 227 n. 3 et 4, 229 n. 1, 253 n. 2, 258 n. 6, 295 n. 4, 297 n. 3.  
 Déport, I, 260, 261. — II, 288 et n. 2.  
 Dépouille (droit de), I, 255, 260 n. 2, 265 n. 4, 330. — II, 160, 161, 182, 194, 201.  
 DESCHAMPS (Gilles), I, 272 n. 1, 277 et n. 1, 280, 282, 283, 284 n. 3, 287, 291, 334, 347. — II, 71, 72 n. 1, 162 n. 3.  
*De temporibus spatiis* (bulle de Boniface VIII), I, 152.  
*Deum time* (prétendue bulle de Boniface VIII), I, 175 n. 1.  
*De unitate ecclesiastica* (de Gerson), II, 81, 99, 100 n. 4, 106 n. 3.  
 DEUSDEDIT (card.), II, 13 et n. 1.  
*Dialogue du clerc et du chevalier*, I, 34, 108, 109 et n. 2, 210-214, 220, 224, 227, 228, 230, 233, 352 n. 3.  
*Dialogus* (d'Occam), I, 347 et n. 6, 348 n. 1. — II, 42-54, 64 (note de 63), 68, 69, 72 n. 1, 125, 135 (note de 134).  
*Dictionnaire apologétique*, I, 30 n. 2.  
*Dictionnaire d'archéol. chrét. et de liturgie*, I, 115 n. 3.  
*Dictionnaire de droit canonique*, I, 121 n. 2.  
*Dictionnaire d'hist. et de géogr. eccl.*, I, 110 n. 3, 354 n. 1. — II, 79 (note de 78), 117 n. 1.  
*Dictionnaire de théologie catholique*, I, 102 n. 2, 108 n. 1, 123 n. 2, 348 n. 2. — II, 9 n. 1, 13 n. 4, 17 n. 2, 42 n. 1, 53 n. 1, 96 n. 2, 117 n. 1, 126 (note de 125).  
 DIDIER (évêque de Cahors), I, 49 n. 7.  
 DIDIER (Noël), I, 59-61, notes.  
 DIEGO (Jean), II, 297.  
 DIEPPE, I, 276 n. 1.  
 DIETRICH DE MUNSTER, I, 122 n. 3.  
 DIGARD (G.), I, 149 n. 1.  
 DIETRICH DE NIEHEM : voir NIEHEM.  
 DIGARD, FAUCON, etc., I, 149-208, notes *passim*.  
*Digeste*, I, 135, 143, 174.  
 DIGNE, II, 296 et n. 6.  
 Dime saladine, I, 255.  
*Disputatio inter clericum et militem*, I, 34 n. 3, 108 n. 3, 210 n. 2, 220.  
 Distributions manuelles (dans les chapitres), II, 309 et n. 3, 310, 311.  
*Doctoris Gentium* (bulle d'Eugène IV), II, 293 n. 2.  
 Don gratuit, I, 62. — II, 306, 308.  
 Donation de Constantin, I, 115, 122, 125, 140, 217, 234. — II, 38, 326.  
 Donatisme, I, 30 n. 1.  
 DORMANS (Guil. de), I, 270.  
 DOUET-D'ARCQ, I, 353 n. 2. — II, 87 n. 3, 217 n. 4 et 6, 221 n. 1, 222 n. 4, 240 n. 1.  
 DOUJAT (J.), II, 320 n. 3.  
 DOUZY, I, 52, 88 n. 1.

- DREUX, I, 200.  
 Droit divin des rois, I, 37, 38, 238. — II, 327.  
 Droit romain, I, 134-141, 142, 143, 160, 229, 250, 266. — II, 77, 293 n. 1.  
 DUBOIS (Pierre), I, 144 n. 3, 175, 228 n. 3, 254.  
 Du BOULAY, I, 244 n. 3, 246 n. 2, 272 n. 3, 273 n. 4, 275 n. 2, 287 n. 3, 290 n. 3, 292 n. 2, 296 n. 1, 299 n. 1, 300 n. 1, 306 n. 3 et 6, 308 n. 4, 338 n. 2, 339 n. 1. — II, 154 n. 2, 155 n. 1, 156 n. 1, 162 n. 4, 163 n. 1, 164 n. 2, 188 n. 3, 190 n. 1, 193 n. 3 et 6, 206 n. 1, 3, 4, 207 n. 3, 209-216 (notes *passim*), 218 (note de 217), 223 n. 4, 224 n. 2, 227 n. 4, 228 n. 1 et 2, 230 n. 1 et 2, 295 n. 5, 296 n. 1 et 3, 316 n. 3.  
 Du CANGE, I, 86 n. 1, 263 (note de 262). — II, 293, n. 1.  
 DUCHESNE (F.), I, 53 n. 2.  
 DUCHESNE (L.), I, 35 n. 2, 36 n. 2, 111 n. 2.  
*Dudum sacrum* (bulle d'Eugène IV), II, 143, 144 et n. 2, 315.  
 DUEMLER, I, 35 n. 4.  
 Du FRESNE DE BEAUCOURT : voir BEAUCOURT.  
 Du PERRON (card.), I, 238, 239.  
 Du PIN (Ellies), II, 126 (Pour les renvois à son éd. des œuvres de Gerson, voir GERSON).  
 DUPIN et LABOULAYE, I, 145 n. 3, 146 n. 1.  
 DUPLESSIS D'ARGENTRÉ, II, 294 n. 5.  
 DUPUY (P.), I, 29 n. 6, 30 n. 2, 33 n. 2, 34 n. 4, 67 n. 1, 68 n. 2, 84 n. 3, 102 n. 1, 147 n. 2, 150 n. 1, 151 n. 2, 152 n. 3, 155 n. 1, 156 n. 4, 157 n. 2 et 3, 162 n. 5, 170 n. 2 et 4, 171 n. 1, 174 n. 4, 175 n. 1, 176 n. 1 et 2, 177 n. 1, 180 n. 1, 181 n. 1, 183 n. 2, 189 n. 3, 190 n. 1, 191 notes, 192 n. 4, 193 n. 2, 194 n. 1-3, 196 n. 1, 198 n. 4, 200 n. 1 et 4, 202 n. 1, 203 n. 1 et 2, 204 n. 1, 207 n. 3 et 4, 209 et n. 1, 214 n. 2, 226, 327 n. 1, 330 n. 1. — II, 18 n. 3, 20 notes, 26 n. 4, 153 n. 1, 158 n. 1, 211 n. 1, 216 n. 2, 219 n. 1, 220 n. 1, 238 (note de 237), 242 n. 3, 255 n. 2, 259 n. 1, 260 n. 3, 293 n. 1, 303 n. 2, 306 n. 2, 316 n. 1 et 3, 317 n. 1.  
 DURAGUERRA DI PIPERNO (P.), I, 191 n. 4.  
 DURAND DE MAILLANE, I, 33 n. 2, 79 n. 1.  
 DURAND DE MENDE (Guil.). — L'Ancien, I, 121 et n. 3. — Le Jeune, I, 92, 357 ; II, 31.

## — E —

- EBBON, I, 51.  
 ÉCOSSE, II, 244 et n. 2.  
 Écrouelles (guérison par le roi de France), I, 75-78.  
 ÉDESSE, I, 119.  
 ÉDOUARD I<sup>er</sup>, I, 150, 349.  
 ÉDOUARD III, I, 350, 351, 352, 353.  
*Eger cui levia* (bulle d'Innocent IV), I, 123, 125, 190.  
 ÉGYPTE, I, 64 n. 2. — II, 50.  
 EHRLE (F.), I, 270-277 (notes *passim*), 287 n. 4, 293-296 (notes *passim*). — II, 17 n. 2, 79 (note de 78).  
 Élections des évêques et abbés. — Rôle du roi de France avant le Schisme, I, 43, 44, 48, 174. — Régime canonique, I, 248-249. — Luites et discussions à leur sujet avant le concile de Pise, I, 279, 280, 284, 285, 288, 292, 296, 300, 307, 316, 319, 324, 325, 327, 328, 329, 339 ; II, 153, 154, 157, 159, 330, 331. — A Pise, II, 160, 161, 162. — Entre Pise et Constance, II, 170, 176, 182, 184. — A Constance, II, 192, 334. — Rétablies par l'ordonnance de 1418, II, 204, 212, 219. — Objet de négociations sous Charles VII, II, 234, 246, 256, 274, 275. — Au concile de Bâle, II, 269, 284, 285, 286, 288, 291. — La Pragmatic Sanction, II, 305, 316, 323.  
 Élections des papes, II, 38, 51, 58, 61, 63, 67, 70, 76, 77, 86, 95, 96, 97, 106, 130, 172, 191, 192, 206, 211, 214, 215, 248, 289, 333.  
 ÉLEUTHÈRE, I, 94.

- ELIAS (médecin), II, 91.  
 EMBRUN, I, 195, 261.  
 ÉPERNAY, I, 50.  
 ÉPHÈSE, II, 145.  
 ÉPIKIE, II, 64, 65, 68 et n. 4, 80, 81, 83, 100.  
 ÉPIPHANE, I, 139.  
*Epistola concilii pacis* (d'Henri de Langenstein), II, 66-68.  
*Epistola concordiae* (de Conrad de Gelnhausen), II, 59-66, 67.  
*Epitome Juliani*, I, 134 n. 3.  
 ERCOLE (F.), I, 109 n. 3.  
 ERLER (G.), II, 127 (note de 126).  
 ESCOBAR (André d'), II, 126.  
 ESMEIN (A.), I, 33 n. 4, 57 n. 3, 80 n. 1, 134 n. 1, 135 n. 4, 136 n. 4, 137 n. 4, 139 n. 3, 144 n. 3, 267 n. 2.  
 ESPAGNE (bâtard d'), I, 306.  
*Établissements de St Louis*, I, 136, 145 n. 1, 2, 4, 146 et n. 3.  
 ÉTAMPES, I, 53. — Pierre d'É., I, 233 n. 4.  
 États généraux. — De 1302, I, 177-181. — De 1614-1615, I, 238.  
 ÉTHIOPIE, II, 50.  
 ÉTIENNE III, I, 72.  
 ÉTIENNE. — De Conti, I, 78 n. 1. — De Tournai, I, 120 ; II, 15 n. 5. — Évêque du Puy, I, 107.  
*Etsi de statu* (bulle de Boniface VIII), I, 153, 162.  
*Etsi non dubitemus* (bulle d'Eugène IV), II, 146.  
 EUBEL (C.), I, 161 n. 3, 295 n. 5. — II, 96 n. 1 et 4, 161 n. 5, 162 n. 1, 2, 3, 258 n. 1, 260 n. 1, 263 n. 4, 270 n. 2.  
 EUGÈNE III, I, 119, 219, 309.  
 EUGÈNE IV. — Démêlés avec le concile de Bâle, II, 140-144, 281, 283, 289, 291, 293, 294 et n. 3, 318, 337. — Prétendue reconnaissance de la théorie conciliaire, II, 138, 145, 146, 147 n. 2, 315. — Rapports avec Charles VII, II, 269, 270, 271, 272, 273, 275, 276, 278, 279, 280 et n. 1, 282 et n. 2, 336. — La Pragmatique Sanction, II, 295 n. 5, 296, 297, 298 et n. 4, 299 et n. 5, 300, 301, 306, 308, 314.  
 EUTYCHÈS, I, 102.  
 ÉVRARD DE TRÉMAUGON, I, 226 n. 2.  
 ÉVREUX, I, 198, 200. — II, 155, 222.  
*Exiit a te* (bulle de Boniface VIII), I, 152 n. 2.  
 Expectatives. — Nature et origine, I, 251-252. — Protestations qu'elles soulèvent, I, 66, 246, 285, 297, 315, 325, 328, 350 ; II, 153, 159. — Au concile de Pise, II, 161. — L'Université veut en jouir, II, 166, 168, 169, 170, 171, 184, 190, 193, 333, 334. — Le Parlement aussi, II, 176, 188, 190. — Condamnées par l'ordonnance de 1418, II, 204, 214, 219. — L'Université les redemande, II, 225. — Protestations au concile de Sienne, II, 246. — Réduites en 1426, II, 264. — Nouvelles plaintes, II, 264, 277. — Dans l'indult du Parlement, II, 281 (note de 280), 305 n. 7. — Supprimées par le concile de Bâle, II, 286, 287. — Et par la Pragmatique Sanction, II, 305.  
*Exsecrabilis* (Extravagante de Jean XXII), II, 262, 286.  
*Extravagantes*, I, 346, 347. — II, 283 n. 3 (Pour les références, voir à *Corpus juris canonici*).  
 ÉZÉCHIAS, I, 217.  
 ÉZÉCHIEL, I, 104.

— F —

- FABRE (P.), I, 126 n. 1, 188 n. 1.  
 FABRÈGUES (Jean de), II, 249, 251, 254.  
 FACHINQUANT (Facino Cane ?), II, 88 et n. 2.  
 FALKENBERG (Jean de), II, 75 n. 5, 140.

- Fauvel* (roman de), I, 154 n. 3.  
 FÉLIX V, II, 145, 146, 318.  
 Féodalité (ou féodal), I, 42, 43, 57, 59, 61, 63, 145, 174, 187, 213, 215, 230, 263, 267.  
 FERENTINO, I, 205, 206.  
 FERMO, I, 116 n. 4.  
 FERRARE, II, 145, 147 n. 2, 293, 294 et n. 3, 295, 297, 298, 300.  
 FERRARIS (L.), I, 257 n. 2.  
 FIESCHI. — Cardinal, I, 206. — Luc, ambassadeur de Martin V, II, 210, 212, 216, 220.  
 FILLASTRE (Guil.). — Rôle aux conciles parisiens, I, 271 n. 2, 310 n. 4, 314, 319, 322, 343, 357 n. 2. — Ambassadeur près de Benoît XIII, I, 334. — Au concile de Constance, II, 93 n. 1, 96, 97-99, 101, 102 et n. 4, 107-109, 110 et n. 2, 111 n. 1, 112 n. 1, 113 et n. 2, 117, 118, 119 et n. 1, 123 n. 2, 139, 191 n. 1, 192 et n. 2, 215 et n. 3, 4. — Promu cardinal, II, 181. — Légat pour la paix entre Charles VI et Jean sans Peur, II, 217 et n. 3, 4, 221. — Écrit de curie à Charles VII, II, 236.  
 FINKE (H.), I, 169 n. 1, 229 n. 2, 231 n. 3. — II, 95 n. 2, 96 n. 2, 98 (note de 97), 102 n. 1, 111 n. 3, 122 n. 3, 181-187 (notes, *passim*), 189 n. 4, 191 n. 1, 215 n. 3 et 4.  
 FLANDRE, I, 151, 192, 256. — Guy de Dampierre, comte de Fl., I, 157 n. 1, 159, 160, 161 n. 2, 162. — Robert de Fl., I, 212.  
 FLANDRIN (Pierre), II, 57, 58 n. 1.  
 FLICHE (A.), I, 30 n. 3, 45 n. 2 et 5, 95 n. 1, 112 n. 2, 113 n. 3. — II, 11 n. 2.  
 FLICHE et MARTIN, I, 35 n. 3, 37 n. 1, 105 n. 1. — II, 11 n. 5, 12 n. 1.  
 FLORENCE (et Florentins), I, 158, 159, 160 n. 5, 183 n. 1. — II, 55, 75, 78, 85 et n. 6, 87, 145, 146, 147 et n. 2, 198, 233, 254, 279, 280, 294 n. 3.  
 FLORENT (Fr.), II, 320 n. 3.  
 FLOTTE (Pierre), I, 134, 145, 163, 177, 180, 183 n. 1, 185, 187, 189, 192, 196.  
 FOIX, I, 163. — II, 124.  
 FONDI, II, 58.  
 FONTENAY (sire de), II, 184.  
 FORCALQUIER, I, 195, 258.  
 FOREZ, II, 271.  
 FORGET (Pierre), II, 207.  
 FOUCAUD (Guy), I, 136, 143.  
 FOULQUE (d'Anjou), I, 90, 126.  
 FOURNIER (M.), 137 n. 4, 138 n. 3.  
 FOURNIER (P.), I, 45 n. 1, 94 n. 1, 95 n. 1, 107 n. 3, 109 n. 2 et 3, 135 n. 2, 137 n. 4, 142 n. 2, 144 n. 1, 194 n. 4, 248 n. 1.  
 FOURNIER et LE BRAS, I, 91 n. 2, 94 n. 1, 95 n. 1, 134 n. 3, 135 n. 2.  
 Fous (fête des), II, 311.  
 FRANCFORT, I, 36. — II, 147 n. 2.  
 Franchises (de l'Église gallicane). — Sens primitif, I, 63, 86, 87, 282. — Sens moderne, I, 31, 33, 38, 92, 101, 269, 288, 299, 325, 340, 356 ; II, 153, 171, 172, 175, 186 n. 1, 188, 190, 194, 203, 204, 205, 212, 214, 219, 230, 234, 236, 237, 239, 248, 266, 268, 275, 278, 330, 333, 335, 336 (voir également Libertés).  
 Franciscains, I, 257. — II, 23-28, 52, 55 n. 1.  
 FRANÇOIS D'ASSISE (saint), II, 23, 24, 25, 251.  
 FRANÇOIS 1<sup>er</sup>, I, 82 n. 2. — II, 148, 313, 322 et n. 2.  
 FRASCATI, I, 167 n. 4.  
 Fraticelles, II, 245.  
 FRÉDÉRIC BARBEROUSSE, I, 38, 110, 115, 141.  
 FRÉDÉRIC II, I, 66, 110, 122, 123, 125, 133, 148, 218, 224 n. 1. — II, 18, 326.  
 FRÉDÉRIC III, II, 145.  
 FRÉDOL (Béranger), I, 167 n. 4.  
*Frequens* (décret du concile de Constance), II, 141 n. 1, 147 n. 2, 304  
 FRESNOY, II, 265 n. 5.

FROTGER, I, 46.  
 FULBERT de Chartres, I, 72.  
 FULGENCE (saint), II, 321.  
 FURCY-RAYNAUD, II, 75 n. 5, 126 n. 4, 147 n. 3.

## — G —

GAETANI. — Famille, I, 205. — Benoît (Boniface VIII), I, 156, 158, 165, 166, 169; II, 18 et n. 4, 19.  
 GAGUIN (Robert), II, 294 n. 5.  
*Gallia christiana*, I, 81 n. 1, 147 n. 2, 271 n. 3, 272 n. 1.  
 Garde des églises, I, 34 (note de 33), 43, 58-61, 193, 245 n. 4. — II, 273.  
 GARNIER (Bernard), II, 124.  
 GASCOGNE, I, 151, 163.  
 GAUZLIN, I, 85 et n. 3.  
 GÉLASE (saint), I, 88, 101, 141. — II, 10.  
 GELNHAUSEN (Conrad de), II, 59-66, 67, 68 n. 4, 72 n. 2, 73, 125, 329.  
 GELU (Jacques), II, 216, 217, 236.  
 GENAZZANO, II, 261, 262, 265, 266, 268, 269, 336.  
 GÈNES, I, 336. — II, 50, 97, 176 et n. 1.  
 GÉNESTAL (R.), 32 n. 3.  
 GENÈVE, I, 208. — II, 263 n. 4.  
 GENTIEU (Benoît), II, 183.  
 GEOFFROY (évêque de Chartres), I, 93.  
 GÉRARD DE PARME (card.), I, 161 n. 2.  
 GÉRAUD (H.), I, 146 (note de 145). — Géraud du Puy, II, 111 et n. 3, 119, 191.  
 — Géraud de Bricogne, II, 297.  
 GERBERT, I, 41, 42, 90, 108.  
 GERSON (Jean), I, 237, 293, 334; II, 78 n. 4, 165 n. 1, 223. — Activité avant le concile de Pise, II, 79, 80-83, 84, 97, 106 n. 3, 329. — Au concile de Constance, II, 96, 99-101, 111, 112, 121-122, 218, 224. — Idées sur la constitution de l'Eglise, II, 123 n. 2, 125, 126 et n. 1, 127 (note de 126), 133-134, 135 n. 1 et 2, 138. — Autorité dans l'Université, II, 136 n. 1, 330. — Référence à ses œuvres, dans l'édition d'Ellies Du Pin, I, 347 n. 6; II, 29 (note de 28), 53 n. 3-6, 67 (note de 66), 79 (note de 78) et notes *passim* de 81, 82, 83, 96, 97, 99, 104-106, 112, 117, 120-123, 126, 127, 132-134.  
*Gesta Bonifacii*, II, 13, 15 et n. 1.  
 GIERKE (O. v.), I, 116 n. 2, 348 n. 1. — II, 31 et n. 1.  
 GILLES DE ROME, I, 228 n. 4.  
 GIRARD (Jean), II, 256 n. 1.  
 GLABER (Raoul), I, 90 et n. 3, 91.  
 Glaives (argument des deux), I, 32 n. 3, 115-116, 119, 121, 124, 130, 140, 158, 219. — II, 326.  
 GLANVELL (W. v.), II, 13 n. 1.  
 GLASGOW, II, 244 et n. 2.  
 GLEZ (G.), I, 102 n. 2.  
 Glose ordinaire. — Du *Corpus juris civilis*, I, 135. — Du *Décret* de Gratien, II, 15, 16 n. 2, 18 n. 4, 86.  
 Glossateurs, I, 135. — II, 281 (note de 280), 316, 326.  
 GODEFROY, I, 71 n. 2, 74 n. 2, 81-85 (notes), 97 n. 2.  
 GOLDAST, I, 34 n. 3, 108 n. 4, 210 n. 2, 220 n. 4, 224 n. 1, 226 n. 4, 228, 229 n. 1, 233 n. 5, 234 n. 1, 344 n. 1, 347 n. 5. — II, 16 n. 2 et 4, 31 n. 3, 42 n. 1 et 7, 43 n. 1, 64 (note), 68, 69 n. 2.  
 GOLEIN (Jean), I, 72 n. 5, 73 n. 3.  
 GONTRAN (roi), I, 49.  
 GOTTLÖB (A.), I, 262 n. 3.  
 GOUGE (Martin), II, 234 n. 2, 237, 242, 255, 271.  
*Grandes chroniques de France*, I, 129.  
 Martin. — II.

- GRANDVAL (Artaud de), II, 237.  
 GRASSAILLE (ou *Degrassalius*), I, 73 et n. 3, 75 n. 3, 80 n. 5.  
 GRATIEN (auteur du *Décret*), I, 79 n. 1, 95, 114, 120, 141, 174, 267. — II, 12, 13, 15 et n. 1, 19, 21, 28 n. 3, 125.  
 GRÉGOIRE (saint, le Grand), I, 49, 51, 262, 285, 316. — II, 60, 62, 321.  
 GRÉGOIRE IV, I, 41.  
 GRÉGOIRE VII, I, 36, 45, 46, 53, 76, 92, 94, 95, 106 et n. 3, 110-114, 115, 116, 126, 127, 133, 135, 203 n. 5, 250. — II, 11, 326.  
 GRÉGOIRE IX, I, 64, 68 (note de 67), 122, 129, 138, 142, 173, 188. — II, 320, 326.  
 GRÉGOIRE X, I, 168, 250, 253, 258, 263.  
 GRÉGOIRE XI, I, 256, 257, 260, 261, 343, 351. — II, 63, 206, 226.  
 GRÉGOIRE XII, I, 38 n. 3. — Élection, I, 334. — Politique par rapport à l'union, I, 335 et n. 2, 336, 340. — Abandonné par ses cardinaux, II, 74. — Déposé à Pise, II, 85, 87, 88, 89, 91, 92, 158, 329. — Conserve des partisans, II, 93, 95, 100, 102, 106, 107, 108, 109. — Abdique à Constance, II, 123, 124, 138, 139. — Oncle d'Eugène IV, II, 140.  
 GRÉGOIRE DE TOURS, I, 49.  
 GRENADE, II, 297.  
 GRENOBLE, I, 136.  
 GRIMAUD (Hugues), II, 175, 176.  
 GRISAR (H.), I, 35 n. 2.  
 GUIDO DE BAYSIO, II, 15 n. 3.  
 GUILHEM VIII, I, 144.  
 GUILLAUME LE BRETON, I, 129 et n. 2.  
 GUILLAUME LE CONQUÉRANT, I, 353, 354 n. 1.  
 GUY DE FERRARE, I, 45 n. 2.  
 GUYENNE, I, 30 n. 2. — Louis, duc de G., fils de Charles VI, I, 314 n. 5, 340 n. 2 ; II, 189, 204, 205.  
 GUYMIER (Côme), II, 283 n. 3, 303 n. 1 et 2, 305 n. 7, 306 n. 2.

## — H —

- HADRIEN I<sup>er</sup>, II, 11.  
 HADRIEN II, I, 88, 104, 105 n. 2, — II, 12.  
 HADRIEN IV, I, 251.  
 HALLER (J.), I, 29 n. 2, 40 n. 1, 347 n. 6, 352 n. 3, 353 n. 1 et 2. — II, 274 n. 2, 280 n. 1, 281 n. 2-5, 282 n. 2, 283 n. 2.  
 HAMPE (K.), I, 36 n. 1.  
 HARDT (H. v. d.), II, 126 et n. 2.  
 HAUTEFORT (seigneur de), I, 129.  
 HEFELE-LECLERCQ, I, 37 n. 1, 48 n. 2, 49 n. 3, 50 (notes), 51 n. 2 et 3, 52 n. 2-4, 93 n. 3, 150 n. 5, 151 n. 1, 162 n. 3 et 4, 167 n. 3, 175 n. 2, 192 n. 2, 205 n. 1, 262 n. 4, 265 n. 3. — II, 11 n. 4 et 5, 12 n. 1 et 2, 92 n. 1, 138 n. 1, 140 n. 1, 141 n. 1, 144 n. 4, 201 n. 1, 234 n. 3, 294 n. 5, 307 n. 1, 321 n. 3.  
 HEIDELBERG, I, 343.  
 HENRI I<sup>er</sup> (roi de France), I, 108.  
 HENRI III, II, 316.  
 HENRI IV, I, 75, 82, n. 2, 83 (note de 82 et n. 4).  
 HENRI IV (empereur), I, 30 n. 3, 38, 110, 112, 115, 126, 127, 133.  
 HENRI V (empereur), II, 12.  
 HENRI II (d'Angleterre), I, 127, 255, 353.  
 HENRI V (d'Angl.), II, 230, 231.  
 HENRI VI, II, 231, 253.  
 HENRI VIII, I, 354 n. 1.  
 HENRI DE SUSE : voir HOSTIENSIS.  
 HÉRICOURT, I, 33 n. 2 et 3.  
 HERMANN (de Metz), I, 76, 112.  
 HERMENCARDE, I, 129.

HÉRODE, I, 234.  
 HERVÉ (Jean), II, 253 n. 2.  
 HERVIEU (H.), I, 146 (note de 145).  
 Heures canoniales, II, 309 et n. 2, 310.  
 HINCMAR (de Laon), I, 88 et n. 1.  
 HINCMAR (de Reims), I, 29 n. 3, 41, 44, 50, 51, 52, 73, 88 et n. 1, 2, 89 et n. 4, 93, 94, 104, 105 et n. 1, 2, 180, 280, 357. — II, 333.  
 HINSCHIUS (P.), I, 94 n. 1, 115 n. 3 et 4, 249 n. 3.  
 HIPPONE, II, 49.  
 HIRSCH (K.), 59 n. 2, 67 (note de 66), 68 n. 3 et 4.  
*Histoire littéraire de la France*, I, 82 n. 4, 345 n. 4. — II, 23 n. 1, 32 n. 1.  
 HÖFLER (C.), I, 156, 166 n. 1, 167 n. 4, 192 n. 3, 197 n. 1, 198 n. 2. — II, 42 n. 2.  
 HOHENSTAUFEN, I, 143.  
 HONGRIE, I, 188.  
 HONORIUS (empereur), I, 282. — II, 29 (note de 28).  
 HONORIUS I<sup>er</sup> (pape), II, 13 et n. 4.  
 HONORIUS III, I, 91 et n. 3, 137 et n. 4, 142.  
 Hospitaliers (Ordre des), I, 65.  
 HOSTIENSIS (Henri de Suse, card.), I, 121 et n. 2, 309. — II, 16, 62.  
 HOTOT (Guil. de), II, 256 n. 1.  
 HÜBLER (B.), II, 200 n. 4.  
 HUGO (Glossateur), I, 142 n. 1.  
 HUGUCCIO, II, 15, 17 n. 1, 20.  
 HUGUES. — De Die (ou de Lyon), I, 46, 91, 126. — De Tours, I, 90. — De Saint-Victor, I, 120 n. 1.  
 HUGUES (Guil.), II, 297, 298.  
 HUILLARD-BRÉHOLLES, I, 123 n. 2.  
 HUSS (J.), Hussites, II, 105, 140, 142, 271.

## — I —

IMBART DE LA TOUR (P.), I, 44 n. 3 et 4, 45 n. 1-5, 46 n. 1, 47 n. 3-5, 71 n. 1, 80 n. 3, 126 n. 3, 248 n. 1, 250 n. 5, 255 n. 1. — II, 134 n. 4.  
 Immunités ecclésiastiques, I, 33 et n. 5, 43, 61-69, 86, 93, 97, 244, 290. — II, 332.  
*In Arcano* (bulle d'Eugène IV), II, 143 et n. 2, 144.  
*In cæna Domini* (bulle), I, 278 et n. 9, 321.  
 Indépendance du roi de France, I, 32, 33, 101-239 (*passim* et notamment 101, 106, 133, 146, 191, 214, 218, 224, 228 n. 3, 230, 231). — II, 325, 327.  
 INDES, II, 50.  
 Indult du parlement de Paris, II, 281 (note de 280), 305 n. 7.  
*Ineffabilis amoris* (bulle de Boniface VIII), I, 151, 157.  
 INGEBURGE, I, 148.  
 INNOCENT II, I, 53.  
 INNOCENT III, I, 116-118, 124, 129, 130, 144, 148 et n. 2, 150, 215, 249, 250. — II, 13, 17, 27, 88, 326.  
 INNOCENT IV, I, 34 n. 1, 65, 68 (note de 67), 81, 110, 123-125, 130 et n. 3, 138, 147, 148, 173, 188, 190, 218, 224 n. 4, 258 n. 3, 263, 309, 333. — II, 18, 326.  
 INNOCENT VI, I, 259.  
 INNOCENT VII, I, 38 n. 3, 301, 334. — II, 93, n. 2.  
*Inscrutabilis* (bulle d'Eugène IV), II, 143 et n. 2, 144.  
*Institutes* (de Justinien), I, 134 n. 3, 135 n. 2.  
*Inter cunctas* (bulle de Martin V), II, 140.  
 Investitures, I, 45-47, 63, 126.  
 IRNERIUS, I, 135, 142 n. 1.  
 ISAAC, I, 346 n. 3.  
 ISABEAU (de Bavière, femme de Charles VI), II, 214.  
 ISABELLE (de Hainaut, femme de Philippe-Auguste), I, 129.

ISAMBERT, II, 293 n. 1, 303 n. 2.  
 ISIDORE. — Saint, de Séville, I, 216 ; II, 60, 321. — Pseudo, I, 94.  
 ISMAËL, I, 346 n. 3.

## — J —

JACOBUS (glossateur), I, 142 n. 1.  
 JACQUES (saint), I, 118. — II, 80.  
 JACQUES D'EUSE (ou Duèse, Jean XXII), I, 254.  
 JACQUES DE VITERBE, I, 223.  
 JANVIER, I, 89.  
 JARRY (E.), I, 245 n. 3, 297 n. 6-9, 298 n. 3.  
 JEAN (saint), II, 14, 16, 17, 28, 88, 112.  
 JEAN VIII, I, 89, 93.  
 JEAN X, I, 44.  
 JEAN XII, II, 126 n. 4.  
 JEAN XVIII, I, 90.  
 JEAN XXII. — Activité bénéficiaire et fiscale, I, 254, 256, 257, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 267, 269 ; II, 246, 262, 286 n. 1. — Lutte contre les Franciscains et Louis de Bavière, I, 207, 227 ; II, 23-28, 32, 328.  
 JEAN XXIII, II, 95, 96, 137. — Déposé au concile de Constance, II, 93 n. 1, 102-123 *passim*, 138, 191, 329, 334. — Attitude au concile de Rome, 181-184, 187. — Accord avec l'Université, II, 166-170, 204, 333. — Relations avec le Parlement, II, 176, 177, 203, 334, 335. — S'entend avec Charles VI, II, 185, 187, 189, 257 n. 5, 334. — Obtient la décime, II, 171, 174, 175. — Plaintes contre son administration et ses mœurs, II, 187, 198, 272.  
 JEAN I<sup>er</sup>, de Castille, II, 57.  
 JEAN VI, de Bretagne, II, 297.  
 JEAN D'ANDRÉ, I, 281 n. 2, 310.  
 JEAN DE CAHORS (Jean XXII), II, 23, 25, 28 n. 3.  
 JEAN DE CAPISTRAN (saint), II, 147.  
 JEAN, patriarche de Constantinople, I, 117, 118.  
 JEAN DE FAENZA, II, 15 et n. 5.  
 JEAN DE JANDUN, II, 32 et n. 3, 33, 35, 40, 42.  
 JEAN DE PARIS, I, 229, 233-237, 344-345, 348. — II, 16, 31 et n. 3.  
 JEAN DE RAGUSE, II, 243 et n. 2-4, 244 et n. 2-4, 248 et n. 1, 249 et n. 2, 250 n. 3, 251 et notes, 253 n. 1 et 3, 254 et n. 2, 5.  
 JEAN *de Sanctis*, I, 270 n. 2.  
 JEAN DE SÉGOVIE, II, 272 n. 2, 281 n. 4, 282 n. 1, 283 n. 2, 285 n. 1, 3, 4, 286 n. 3, 4, 288 n. 1, 289 n. 1, 290 n. 1, 297 n. 2, 302 n. 2-4, 307 n. 2.  
 JEAN LE BON, I, 256.  
 JEAN LE TEUTONIQUE, I, 309. — II, 15, 16, 17 n. 1, 20.  
 JEAN SANS PEUR, I, 306. — II, 175, 187, 205, 214, 217 et n. 4, 218 et n. 1, 221, 222, 223, 224, 225, 227, 229, 230, 236, 335, 336.  
 JEAN SANS TERRE, I, 116, 354 n. 1.  
 JEANNE D'ARC, II, 231, 295, 297, 337.  
 JÉRÉMIE, I, 184, 215, 218.  
 JÉRÔME (saint), I, 78, 216, 322. — II, 61, 64.  
 JÉRUSALEM, I, 118. — II, 46, 80, 92.  
 JOAS, I, 213.  
 JOIADA, I, 213.  
 JOSIAS, I, 217.  
 JOSSEAUME (Guil.), II, 250 et n. 3, 251.  
*Journal d'un bourgeois de Paris*, II, 221 n. 3, 222 n. 2, 231 n. 4.  
 JOUVENEL (Jean, avocat du roi), I, 78, 306 n. 3, 307 n. 4, 319, 320, 321 n. 3, 323, 327, 332. — II, 176 et n. 4, 268 n. 2.  
 JOUVENEL DES URSINS (ou JUVÉNAL), I, 67 n. 1, 71 et n. 2, 85, 97, 319 n. 2. — II, 189 et n. 4, 193.



JOYEUSE (épée de Charlemagne), I, 129 n. 1.  
 Jubilé de 1300, I, 158.  
 JULES II, I, 208. — II, 321, 322 (et note de 321).  
 JUPITER, I, 39.  
 JURA, II, 263 n. 4.  
 JUSTINIEN, I, 80, 86 n. 3, 133, 135, 136, 137, 139 et n. 3, 174. — II, 326.  
*Juxta verbum propheticum* (bulle de Boniface VIII), I, 195.

## — K —

Karlotide, I, 129 n. 2.  
 Karolides, I, 129.  
 KERVYN DE LETTENHOVE, I, 149 n. 3, 154 n. 5, 155 n. 1, 157 n. 1, 158 n. 2, 159 n. 3 et 4, 160 n. 2 et 4, 161 n. 4, 162 n. 2, 5, 6, 168 n. 3, 188 n. 2.  
 KLEINCLAUSZ (A.), 35 n. 3, 41 n. 1.  
 KNEER (A.), 59 n. 2, 67 (note de 66 et n. 1), 68 n. 2 et 4.  
 KRUSCH (B.), 49 n. 1.

## — L —

LABBE et COSSART, II, 318 n. 2.  
 LABRIOLLE (P. de), I, 110 n. 3.  
 LACHAT, I, 237 n. 3.  
 LAGARDE (G. de), I, 110 n. 1, 139 n. 1, 220 n. 6, 224 n. 1, 226 n. 2 et 3, 227 n. 1-3, 238 n. 2. — II, 32 n. 3, 40 n. 3, 42 n. 5 et 6, 126 n. 1.  
 LAITRE (Eustache de), II, 229.  
*Lamentatio Ecclesiae*, II, 68-70.  
 LANGENSTEIN (H. de), I, 343. — II, 29 (note de 28), 67-68, 72 n. 2, 73, 125, 329.  
 LANGLOIS (Ch. V.), I, 64 n. 3, 67 n. 1, 68 n. 4, 69 n. 1 et 2, 148 n. 5, 149 n. 2, 150 n. 3, 154 n. 3 et 4, 158 n. 3, 162 n. 3, 167 n. 8, 189 n. 2, 191 n. 3, 192 n. 1, 198 n. 3, 209 n. 2, 210 n. 2, 228 n. 3, 349 et n. 1.  
 LANGRES, II, 228 n. 1.  
 LANGRET (Jean), II, 228 n. 1.  
 LAON, I, 108, 193 et n. 1.  
 LANGUEDOC, I, 163, 186.  
 LAPLATTE (Cl.), I, 56 n. 3, 266 n. 2.  
 LATRAN. — Saint-Jean de L., I, 160, 161. — Conciles du L., I, 82, 150, 170, 249, 251, 255, 257, 258 ; II, 12, 27, 321 et n. 3.  
 LAUFENBOURG, II, 113.  
 LAURIÈRE (Eusèbe de), I, 145 n. 3, 146 n. 1.  
 LAUSANNE, II, 146, 254, 271.  
 LE BRAS (G.), I, 32 n. 3, 34 (note de 33), 62-64 (notes), 93 n. 4, 134 n. 3.  
 LECLER (J.), I, 116 n. 1, 120 n. 1, 333 n. 2.  
 LECLERCQ (H.), I, 115 n. 3. — II, 73 n. 1.  
 LE GENTIL (J.), II, 303 n. 2.  
*Legislator fidelis*, II, 39 et n. 5, 40, 132.  
 Légistes, I, 34, 80, 109 et n. 2, 133-148, 176, 187, 189, 200, 228 et n. 3, 230, 231, 233, 237, 238, 250. — II, 20, 21, 23, 26, 327.  
 LE MOINE (card. Jean), I, 191, 192 et n. 3, 194, 345-347.  
 LENVOISIÉ (Hugues), I, 272 et n. 1.  
 LÉON (royaume), I, 127.  
 LÉON I<sup>er</sup> (saint), I, 89. — II, 145, 321.  
 LÉON III, I, 36. — II, 11, 12.  
 LÉON VIII, II, 126 n. 4.  
 LÉON X, II, 318, 321, 322.  
 LÉON XIII, I, 254.  
 LÉONARD D'AREZZO, I, 336.  
 LEROUX (A.), I, 107 n. 2.

- LE ROY (Pierre).** — Biographie, I, 271. — Au concile parisien de 1396, I, 271 et n. 4, 272. — A celui de 1398, I, 277 et n. 1, 280, 281, 282, 284 et n. 3, 292, 309. — Ambassadeur près de Benoît XIII, I, 291, 334. — Au concile parisien de 1406, I, 315-319, 323, 332, 346, 352 ; II, 98. — Le plus grand canoniste de France, I, 271 n. 2 ; II, 98. — Père du Gallicanisme, I, 357 ; II, 332.
- LESCAR,** II, 243 n. 3, 249, 251.
- LESSHASSIER (Jac.),** I, 79 n. 1, 96 n. 1.
- LESNE (E.),** I, 248 n. 1 et 2.
- LESSAY,** I, 271.
- LESTRANGE (Élie de),** I, 272. — II, 194.
- Lévitique,** II, 172.
- Lex romana (ou lex mundana),** I, 134, 135, 137.
- Liber censuum,** I, 73.
- Liber pontificalis,** II, 19.
- Libertés de l'Eglise gallicane.** — Elles ne sont pas des privilèges, I, 29 n. 5. — Leur nombre peut être infini, I, 32, 357. — Charlemagne n'en a pas eu l'idée, I, 36. — Le sens de ce terme a varié, I, 33. — Sens ancien d'immunité, I, 33, 34, 97, 98, 209, 244, 245, 290, 356. — Le roi en est défenseur, I, 33 n. 5, 64, 66, 67 n. 1. — Ce sont des coutumes, I, 78-98. — En langage moderne, leur essence est de limiter en France l'autorité du pape en s'appuyant sur les anciens canons, I, 29 n. 1, 31, 97, 290, 333 ; II, 148, 316, 324, 325. — L'indépendance du roi au temporel, I, 101, 191, 208 ; II, 325. — Supériorité du concile sur le pape, II, 9, 125, 137, 149. — Sont choses spéciales à la France, I, 224 ; II, 338. — Clergé et Parlement ne les entendent pas de même, I, 239. — Leur prétendu rétablissement en 1398-1407, I, 39, 243, 247, 254, 272, 277, 286, 287, 288, 289, 295, 299, 300, 301, 303, 304, 308, 310, 315, 319, 322, 323, 324, 325, 329, 332, 334, 338, 339, 340, 341 ; II, 154, 157, 158, 164, 293 n. 1, 330, 331, 332. — Sacrifiées ou défendues par intérêt, II, 161, 173, 174, 175, 181, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 197, 201, 203, 333. — Rétablies par l'ordonnance de 1418, II, 205, 206, 211, 212, 215, 216, 218, 219, 225, 231. — Le parlement bourguignon refuse de les sacrifier, II, 227, 228, 229, 230 et n. 3. — Attitude de Charles VII à leur égard, II, 236, 237, 239, 257, 260, 265, 267 et n. 4, 269, 274, 337. — Défendues par le parlement de Poitiers, II, 238, 242, 259, 269 n. 2, 336. — Au concile de Sienné, II, 246, 252. — Au concile de Bâle, II, 283. — Dans la Pragmatique Sanction, II, 308.
- Licet ecclesiarum** (décretale de Clément IV), I, 173 n. 2, 249 n. 5, 317 n. 1, 355 n. 2.
- Licet juxta doctrinam** (bulle de Jean XXII), II, 40.
- LIÈGE,** I, 108.
- Ligue,** I, 37, 239, 305. — II, 327.
- Ligue des barons,** I, 34 n. 1.
- LILLE,** I, 166.
- LIMOGES,** II, 174, 258, 260 n. 1.
- LIN (saint),** II, 70.
- LISIEUX,** II, 90, 222.
- LITHUANIENS,** II, 140.
- Li livres de justice et de plet,** I, 55 n. 2, 80 n. 6 et 7, 136, 137, 145 n. 2.
- Livres carolins,** I, 37 n. 1.
- LIVOURNE,** II, 74.
- LOCHES,** I, 90. — II, 274.
- LONGUEIL (Guil. de),** I, 276 n. 1, 283 n. 2.
- LOPEZ (Sanche),** I, 338.
- LORRAINE,** I, 81 n. 7, 104, 195.
- LOT (F.),** I, 29 n. 4, 52 n. 4, 90 n. 1 et 2.
- LOTHAIRE (roi de France),** I, 42.
- LOTHAIRE II (roi de Lorraine),** I, 104, 111, 134.
- LOUIS LE DÉBONNAIRE,** I, 44 n. 4, 50, 52, 54.
- LOUIS II, LE GERMANIQUE (empereur),** I, 93, 105.
- LOUIS II, LE BÈGUE (roi de France),** I, 81 et n. 7, 82, 84, 85 et n. 3, 86.

LOUIS III, I, 44 n. 1.  
 LOUIS V, I, 42.  
 LOUIS VI, LE GROS, I, 46, 47, 53, 55 et n. 3, 56, 72, 75 n. 5.  
 LOUIS VII, LE JEUNE, I, 53, 55, 56, 61, 82 et n. 2, 4, 5, 128, 129.  
 LOUIS VIII, I, 59, 82 n. 2 et 5, 83, 84, 129 et n. 4.  
 LOUIS IX (saint), I, 59, 64, 65, 67 n. 1, 68 n. 4, 75, 77, 81, 83 n. 1, 129, 134, 136, 142, 143, 144, 148, 154, 156, 163, 166, 192, 245, 256, 333.  
 LOUIS X, LE HUTIN, I, 69 n. 2.  
 LOUIS XI, I, 76. — II, 297, 321 et n. 4.  
 LOUIS XII, I, 208. — II, 294 n. 5.  
 LOUIS XIII, I, 74 n. 2, 82 et n. 2, 83, 84 n. 2.  
 LOUIS XIV, I, 35, 36, 38, 81 n. 5, 333. — II, 317.  
 LOUIS XV, I, 81 n. 5.  
 LOUIS XVI, I, 81 n. 5.  
 LOUIS DE BAVIÈRE. — Empereur, I, 207, 227 et n. 2, 257, 347 ; II, 23-28, 32, 33, 42, 52, 55 n. 1, 93, 328. — Électeur palatin, II, 107.  
 LOUVET (Jean), II, 237, 255, 259.  
 LOYSEL (Ant.), I, 145 n. 3, 146 n. 1.  
 LUC (saint), I, 115. — II, 326.  
 LUCHAIRE (A.), I, 42 n. 1, 43 n. 2, 47 n. 1 et 4, 53 n. 1 et 4, 55 n. 3, 56 n. 1, 68 n. 3, 82 n. 4, 97 n. 3, 116 n. 3, 128 n. 6, 148 n. 3, 250 n. 3.  
 LUXEUIL, II, 13.  
 LYON, I, 65, 136, 195, 208, 261 ; II, 50, 192, 196, 235, 271, 297, 303 n. 2. — Conciles de L., I, 48, 50, 123, 253, 258 et n. 3.

## — M —

MACÉ (avocat), II, 268 n. 2.  
 MACHET (Gérard), II, 223, 242, 258, 300.  
 MÂCON, I, 49, 272, 277. — II, 272.  
 MAÇON (Robert Le), II, 216, 229 n. 1, 234, 237.  
 MAGNIN (E.), I, 121 n. 1.  
 Main du roi, I, 47, 55, 60, 308.  
 MAINE, II, 297.  
 Mainmorte, I, 57.  
 MAIRE (Guil. Le), I, 168, 251.  
 MAJOR (Jean), I, 237. — II, 126 (note de 125), 136 n. 1, 147, 148 et n. 1, 2.  
 MALATESTA (Ch. de), II, 108, 123.  
 Mandat de provision, I, 249, 317. — II, 306.  
 MANNEGOLD DE LAUTENBACH, I, 37.  
 Manichéens, I, 53 n. 3.  
 MANNEQUIN (Jean), II, 267.  
 MANSI, I, 48 n. 4 et 5, 49 n. 2-4, 52 n. 1 et 2, 88 n. 1, 91 n. 3, 93 n. 3, 104 n. 2, 147 n. 2, 249 n. 1. — II, 11 n. 5, 12 n. 1-3, 93 n. 1, 102 n. 2 et 3, 107 n. 1, 108 n. 1, 109 n. 1, 110 n. 1 et 2, 113 n. 2, 115 n. 1, 116 n. 1, 123 n. 2 et 3, 193 n. 6, 194 n. 1 et 2, 234 n. 3, 271 n. 3, 272 n. 1, 283 n. 2, 285 n. 1, 3 et 4, 286 n. 3 et 4, 288 n. 1, 289 n. 1, 290 n. 1, 293 n. 1, 294 n. 5, 304-314 (notes *passim*).  
 MANTOUE, II, 321.  
 MARCA (P. de), I, 33 n. 2, 47 n. 2, 67 n. 1, 81 n. 4. — II, 10, 11 n. 1, 17, 18 n. 1.  
 MARCADE (Eustache), II, 295 n. 5.  
 MARCELIN (saint), II, 11, 61.  
 MARCHE (Bernard de la), II, 297.  
 MARESCHAL (Jean), II, 248 n. 1.  
 MARIE (Ste Vierge), II, 53, 63, 250.  
 MARIGNY (Enguer. de), I, 167 n. 1.  
 MARLES (Henri de), II, 178, 221.  
 MARMOUTIERS, I, 189.

- MARSILE DE PADOUE, I, 227 et n. 2, 238, 348 n. 3. — II, 9, 32-41, 42, 45, 53, 68, 70, 126 et n. 1, 127, 128, 129 et n. 1, 132, 134, 136, 328, 329.
- MARTÈNE et DURAND, I, 75 n. 5, 245 n. 2-4, 247 (note de 246), 274 n. 3 et 4, 294 n. 5 et 8, 295 n. 1 et 2, 296 n. 3, 298 n. 2 et 3, 309 n. 1, 324 n. 1 et 2, 330 n. 1, 335 n. 2, 339 n. 4. — II, 23 n. 1, 41 n. 1, 57 n. 3, 59 n. 2 et 3, 79 n. 3, 85 n. 5, 87 n. 2, 89 n. 3, 92 n. 1, 155 n. 1-3, 156 n. 2, 157 n. 1, 158 n. 2 et 4, 159 n. 1-3, 161 n. 5, 162 n. 1-3, 172 n. 2, 185 n. 2, 257 n. 2, 293 n. 1, 294 n. 4, 295 n. 5, 296 n. 2 et 6, 297 n. 1 et 4, 298 n. 2, 299 n. 1, 302 (note de 301).
- MARTIN (saint), I, 76.
- MARTIN V. — Élection à Constance, II, 124, 329, 333, 334, 335. — Attitude à l'égard de la théorie conciliaire, II, 138, 140. — Reconnaissance par Charles VI, II, 190, 205, 206, 212, 215, 216, 217, 218, 220, 228 n. 1, 335. — Envoie des légats en France, II, 221, 228. — Loué par Jean sans Peur, II, 226. — Rôle pour la réforme au concile de Constance, II, 192, 200, 313. — Rapports avec l'Université, II, 193, 207, 210. — Relations avec le Dauphin, II, 233, 234 et n. 3, 236, 237 et n. 7, 239 et n. 1, 241, 242, 272, 336. — Condoléances pour la mort de Charles VI, II, 240. — Concile de Sienne, II, 243 et n. 1, 245 n. 3, 248 et n. 1, 250, 254 et n. 1. — Concordat de Genazzano, II, 255, 256, 257, 258 et n. 3, 259, 260, 261 et n. 1, 2, 262, 263 et n. 4, 264, 265, 266 n. 2, 267 et n. 3, 269, 270. — Convoque le concile de Bâle, II, 271. — Mort, II, 268.
- MARTIN (V.), I, 32 n. 2, 36 n. 4, 37 n. 6, 207 n. 1 et 2, 252 n. 7. — II, 224 n. 1.
- MARTIN GOSIA, I, 142 et n. 1.
- MATATHIAS, I, 287.
- MATHIEU DE PARIS, I, 142.
- MATHILDE (comtesse), I, 134.
- MATTHIEU (saint), I, 62, 114. — II, 126 (note de 125).
- MAUGIER (Robert), II, 207.
- MAUGIS (E.), II, 203 n. 2 et 3, 204 n. 1 et 2, 227 n. 1, 229 n. 1 et 2, 230 n. 3 et 4, 231 n. 6, 296 n. 4.
- MAUROUX (Jean), II, 113, 117, 121 et n. 2, 191, 194, 195, 200.
- MAYENCE, I, 50, 264.
- MEAUX, I, 50, 198.
- MEEZ (Fr. de), II, 263 n. 4.
- MEHUN-SUR-YÈVRE, II, 265.
- MEISSEN, II, 281.
- MELUN, II, 231.
- MENDE, I, 92, 121. — II, 162 et n. 2.
- Mendiants (Ordres), I, 66, 169. — II, 164, 165, 278.
- Menus services. — Nature et origine, I, 255, 264. — Interdits par l'ordonnance de 1407, I, 331. — Au concile de Pise, II, 160, 161. — Au concile de Constance, II, 194, 195, 196, 201. — Au concile de Sienne, II, 246, 252. — Charles VII proteste contre eux, II, 276, 277. — Le concile de Bâle les supprime, II, 288.
- MERCATELLO (Nic. de), II, 239.
- METZ, I, 81 n. 7. — II, 297, 298.
- MEUILLON (Guill. de), II, 233, 236.
- MICHEL CÉRULAIRE, II, 78.
- MICHEL DE CÉSÈNE, II, 27, 28 n. 1.
- MICHEL DE PISE, II, 252.
- MICHEL L'IVROGNE, I, 106. — II, 11.
- MICHELET, I, 254.
- MILAN (et Milanais), I, 110, 112, 114, 203, 204. — II, 55, 87, 93, 113, 142.
- MINERVE, I, 39.
- Missi dominici, I, 50, 54.
- MOCHESNE (Odard), II, 255 et n. 3, 260, 261 n. 2.
- MODESTIN, I, 137.
- MOÏSE, I, 213, 217, 219.
- MOLIÈRE, I, 216.
- MOLLAT (G.), I, 93 n. 5, 248 n. 2, 249 n. 4, 250 n. 1, 251 n. 1, 252 n. 1, 2 et 6,

- 253 n. 2 et 3, 254 n. 1, 269 n. 4, 349 n. 2, 351 n. 2, 352 n. 1. — II, 23 n. 1, 96 n. 2, 283 n. 3.  
**MONSERRAT** (G. de), II, 283 n. 3.  
**MONSTRELET** (Enguer. de), I, 310 et n. 6. — II, 87 n. 3, 88 n. 3, 158 n. 3, 164 n. 1, 172 n. 4, 173 n. 1, 3 et 5, 175 et n. 2, 217 et n. 4, 6, 221 n. 1, 222 n. 1-4, 225 n. 1, 230 n. 5, 231 n. 1 et 4, 256 n. 1, 258 n. 2, 299.  
**MONT** (Guil. du), II, 254.  
**MONT-SAINT-MICHEL** (abbé du : Pierre Le Roy), I, 271, 280, 284, 315, 318, 357. — II, 155, 332.  
**MONTAIGU** (de). — Jean, I, 340. — Gérard, II, 88, 224, 225.  
**MONTBERON** (sire de), II, 229.  
**MONTEBRUN** (Pierre de), II, 259, 260 et n. 1.  
**MONTEREAU**, II, 214, 221, 230, 236.  
**MONTFERRAT**, II, 113.  
**MONTLHÉRY**, II, 218.  
**MONTMORIN** (Jean de), II, 256 n. 1, 267.  
**MONTPELLIER**, I, 136.  
**MONTREUIL** (Jean de), II, 181, 185-186, 189.  
*Monumenta conciliorum gener. sec. XV*, II, 281 n. 4, 282 n. 1, 283 n. 1, 293 n. 2, 297 n. 2, 302 n. 2, 304-314 (notes *passim*).  
**M. G. H.** (*Monumenta Germaniae historica*), I, 35 n. 4, 36 n. 1, 37 n. 5, 49 n. 1, 51 n. 1 et 2, 54 n. 2, 93 (notes de 92), 107 n. 1, 122 n. 1, 129 n. 7, 183 n. 1, 194 n. 4.  
**MORANVILLE** (H.), II, 296 n. 7.  
**MORERI** (L.), II, 293 n. 1, 315 n. 2.  
**MORIN** (Jourdain), II, 224.  
**MORNAY** (Pierre de), I, 191.  
**MOUCHE** (ou Mouchet), I, 200, 205.  
**MOUTARDIER** (Jean le), II, 253 n. 2.  
**MOUZON**, I, 52.  
**MULIER** (Sanche), I, 272, 277.  
*Mundeburdium*, I, 187.  
**MUÑOZ** (Gilles), II, 124, 245.  
**MUSCIATTO GUIDI DE' FRANCESI**, I, 200.

— N —

- NANGIS** (Guil. de), I, 145.  
**NANTERRE**, II, 220.  
**NAPOLEON I<sup>er</sup>**, I, 254. — II, 137.  
**NARBONNE**, I, 136, 155 n. 1, 163, 170 et n. 2, 174, 184, 198, 277.  
**NATHANAEL**, II, 297 n. 2.  
**NAVARRÉ**, I, 258, 276. — II, 113, 124.  
**NÉDELLEC** (Hervé), II, 31.  
**NEUSTRIE**, Neustriens, I, 42, 50, 51.  
**Neutralité** (de la France à l'égard des papes du Schisme), I, 38, 327, 334, 337, 338, 339, 340, 341. — II, 74, 153, 156 n. 1, 157, 162, 174, 325, 333.  
**NÉVELINC** (Liévin), II, 217, 218.  
**NEVERS**, I, 198.  
**NICE**, II, 91, 111.  
**NICÉE** (concile de), I, 36, 37, 89. — II, 19, 319.  
**NICOLAS I<sup>er</sup>**, I, 41, 51, 52, 87, 92, 94, 104 et n. 2, 105 et n. 3, 111. — II, 11, 15 n. 1.  
**NICOLAS II**, I, 114, 120, 147.  
**NICOLAS III**, II, 24.  
**NICOLAS IV**, I, 168, 169.  
**NICOLAS V**, II, 146, 147, 318.  
**NICOLAS DE FRANCHEVILLE**, I, 166.  
**NIEHEM** (Thierry, ou Dietrich de), I, 336. — II, 126-129, 136.

- Noté**, I, 185. — II, 47.  
**NOGARET** (Guil. de), I, 84 n. 3, 134, 139, 162 n. 5, 167, 198, 199, 200, 202, 205, 206, 207, 221, 227 n. 2, 254. — II, 19-21, 22, 26, 93, 328.  
**Nominalisme**, II, 53.  
***Non liceat papas*** (can. de Gratien), I, 309.  
**NORMANDS**, I, 104 n. 2, 105.  
**NORMANDS** (Jacques des), I, 174 et n. 3, 177, 204.  
**NORRY** (Jean de), II, 274 n. 2.  
**NORVÈGE**, II, 113.  
**NOVARE**, II, 87, 274 n. 2.  
**NOVATIEN**, II, 49.  
***Novelles*** (de Justinien), I, 135, 139.  
***Novit*** (décr. d'Innocent III), I, 117 n. 1, 129.  
**NOYON**, II, 174, 175.  
***Nunc autem*** (can. de Gratien), II, 11 n. 3.  
***Nuper ad audientiam*** (bulle de Boniface VIII), I, 203.  
**NUREMBERG**, II, 113.
- O —
- Obligatio***, I, 263.  
**OCCAM** (Guil. d'), I, 210 n. 2, 227, 238, 347-348. — II, 9, 28, 41-54, 58, 64 (note de 63), 68 et n. 3, 70, 71, 72 n. 1, 125, 128, 129, 134 n. 5, 328, 329.  
**OCTAVIEN**, I, 224 n. 1.  
**OLIVI** (ou Olieu), II, 17 et n. 2.  
**Onction** (des rois de France), I, 41, 71, 72, 73, 77, 78, 225, 226, 232, 320 (voir également Sacre).  
**ORANGE**, I, 136, 195.  
**Ordonnances relatives aux libertés gallicanes**. — Du 27 juillet 1398, I, 287-288, 335, 341. — Du 29 décembre 1403, I, 299, 300 ; II, 331. — Du 9 juin 1404, I, 300 ; II, 331. — Du 18 février 1407, I, 315, 327-333, 338, 339, 340, 352, 353 n. 2, 357 ; II, 153, 154, 158, 164, 170, 172, 175, 176, 181, 187, 189 n. 4, 190, 194, 195, 201, 204, 206 n. 5, 208, 210, 212, 213, 214, 215, 219, 241, 293 n. 1, 315, 333, 334, 335, 337. — Du 20 mars 1409, II, 162. — Du 26 février 1410, II, 164. — Du 15 juillet 1411, II, 177. — De mars 1418, II, 218, 225, 227, 229, 231, 233, 236, 237 et n. 5, 238, 239, 241, 260, 261, 262, 266, 267, 268, 293 n. 1, 315, 335, 336, 337. — Du 9 septembre 1418, II, 225, 227, 229. — De 1422, II, 237, 239, 241, 260. — Du 10 février 1425 (ord. de Chinon), II, 255 et n. 3, 256, 258, 259, 260, 336. — Du 24 novembre 1426 (ord. de Mehun-sur-Yèvre), II, 265, 267. — Du 10 mars 1432, II, 272. — Du 7 août 1441, II, 269.  
***Ordonnances des rois de France de la troisième race*** (Collection des), I, 146 n. 2. — II, 164 n. 4, 174 n. 4, 177 n. 3, 205 n. 1, 208 n. 1, 219 n. 1, 220 n. 2, 224 n. 3, 225 n. 3, 237 n. 7, 261 n. 1, 262 n. 1, 265 n. 4, 267 n. 3, 269 n. 3, 272 n. 3, 293 n. 1, 295 n. 2, 296 n. 5, 297 n. 5, 303 n. 2, 304-314 (notes *passim*), 317 et n. 3.  
**ORLÉANS**. — Ville et université, I, 136, 142, 293 ; II, 85, 87, 294 n. 5. — Conciles, I, 48, 53 et n. 2. — États d'O., II, 316. — Duc d'O. (Louis de France), I, 245, 270, 272, 276, 291, 294, 295, 296, 297, 298, 300, 301, 302, 303, 334 n. 2, 339 ; II, 168, 187, 218, 223.  
**ORSINI** (cardinaux). — Mathieu, I, 191 n. 4. — Napoléon, I, 197. — Jacques, II, 55, 56. — Giordano, II, 114, 217, 221, 228.  
**ORVIETO**, I, 154 n. 2.  
**OSÉE**, II, 81.  
**OSIAS**, II, 98.  
**OTHON LE GRAND**, I, 107. — II, 126 n. 4.  
**OTHON III**, I, 107, 108.  
**OTTO** (H.), II, 32 n. 3.  
**OURSCAMP**, II, 254.  
**OVIDE**, I, 135.

## — P —

- PADOUE**, II, 32 n. 4.  
**PAISLEY**, II, 244 et n. 2, 254 et n. 7, 255.  
**PALACKY** (F.), II, 243 n. 2.  
**PALANQUE** (J. R.), I, 110 n. 3.  
**PALESTINE**, I, 64 n. 2, 256.  
**PALESTRINA**, I, 157, 161, 165.  
**Pallium**, I, 263, 269 et n. 2. — II, 194, 277, 288.  
**PALU** (Louis de la ), II, 271.  
**PAMERS**, I, 30 n. 2, 163, 164, 170.  
**Pandectes**, I, 134, 135.  
**PANGE** (J. de), I, 116 n. 2, 348 n. 1. — II, 31 n. 1.  
**Pape hérétique** (doctrine sur son cas), I, 278 et n. 7, 280 et n. 3. — II, 9, 12-29, 44, 70, 74, 87, 88, 90, 93, 100, 123 n. 2, 124, 125, 328, 329.  
**PARDESSUS**, II, 317 n. 2.  
**PARIS**. — Massacres en 1418, II, 220-222, 223, 224, 225, 229 n. 1. — Rentrée de Charles VII, II, 295. — Conciles d'avant le Schisme, I, 48, 49, 50, 53 n. 2, 126. — Concile de 1395, I, 244-245 ; II, 79 (note de 78). — De 1396, I, 97, 270-272, 273, 275 n. 4, 357 n. 4 ; II, 331. — De 1398, I, 38, 97, 271, 272, 273 n. 5, 275-290, 303, 309, 314, 315, 323, 341, 347, 352, 357 n. 4 ; II, 71, 162 n. 3, 331, 332. — De 1406, I, 38, 39, 78, 97, 271, 297 n. 3, 301, 303, 311, 313-325, 327, 332, 341, 346, 352, 356, 357 n. 4 ; II, 79 (note de 78), 84, 96, 98, 331, 332. — De 1408, II, 154-158, 162, 163 (Voir Parlement, Université. Le nom de Paris revient trop souvent pour qu'il soit possible ou intéressant d'en signaler chaque mention).  
**Parlement de Paris**, I, 136, 137, 193, 239, 247 n. 3, 252, 303, 305, 329, 337, 342, 349 ; II, 148, 156, 162, 165, 171, 172, 173, 187, 193, 209, 230, 256, 303 n. 2. — Se préoccupe surtout de ses intérêts, I, 295 ; II, 154, 168, 169, 175-179, 188, 189, 190, 325, 334, 335. — Interventions en faveur des libertés, I, 306, 307, 308, 320, 332, 333, 340 et n. 2 ; II, 203, 205, 206, 207, 211, 214, 216 et notes, 218, 219, 220 et n. 1, 238, 317, 318. — Il est acquis au Gallicanisme depuis 1418, I, 32 ; II, 229, 330. — Parlement bourguignon, II, 225, 227 et n. 4, 228, 229, 231. — De nouveau unifié, II, 296, 307, 336, 337. — Son indult, II, 281 (note de 280), 305 n. 7.  
**Parlement de Poitiers**, II, 231, 233, 238 (et note de 237), 242, 259, 260, 261, 265, 266, 268 et n. 2, 269 n. 1, 273, 293 n. 1, 296, 336, 337.  
**Parlements d'Angleterre**, I, 354. — De 1307 (Carlisle), I, 349, 352. — De 1343 (Westminster), I, 349. — De 1351, I, 350. — De 1376 (Bon Parlement), I, 351, 352. — De 1380, I, 351, 352, 354 et n. 2.  
**PASCAL** (Blaise), II, 137.  
**PASCAL II**, I, 45, 53, 54, 126, 127. — II, 12.  
**PASCHALIS**, II, 11.  
**Pastellus**, I, 262 et n. 4.  
**PASTOR** (L.), II, 75 n. 5, 126 n. 4, 147 n. 3.  
**Pastor aeternus** (bulle de Léon X), II, 321 et n. 3.  
**PATÉ** (Ferry), I, 65.  
**Patria**, I, 147.  
**Patrice des Romains**, I, 35.  
**Patrimoine de l'Église romaine**, I, 116. — II, 196, 247.  
**P. L.** (Patrologie latine), I, 37 n. 1, 44 n. 1 et 2, 49 n. 5-7, 54 n. 1, 75 n. 5, 88 n. 1 et 2, 89 (notes), 90 n. 3, 91 n. 2, 93 n. 2, 105 n. 2-4, 106 n. 1, 116 n. 4, 118 n. 1 et 3, 119 n. 2 et 4, 126 n. 2, 127 n. 1 et 3. — II, 11 n. 3, 13 n. 3, 14 n. 2-4.  
**PAUL** (saint), I, 110, 123, 193, 195, 211, 213, 215, 219, 232, 296. — II, 37, 40, 46, 48, 60, 83, 88.  
**PAUL III**, II, 281 (note de 280).  
**PAVIE**, I, 81 n. 7. — II, 141, 243, 244.  
**PAVILLY** (Eust. de), II, 183.

- PAYERNE, II, 254.  
 PÉLAGE, I, 78.  
 PENISCOLA, II, 124, 245.  
 PÉPIN LE BREF, I, 35, 50, 71, 73, 104, 130, 186 n. 1, 319.  
 PÉRED (ou Pérai, Pierre de), I, 156, 198 n. 1.  
 PERIER (J.), II, 178.  
*Perdonatio*, I, 82 n. 1, 83 et n. 4, 84, 85 et n. 2.  
 PERELS (E.), I, 51 n. 1 et 2, 93 (note de 92), 107 n. 1.  
 Permis d'élire, I, 44, 47.  
 PERPIGNAN, II, 124.  
 PERROT (E.), I, 147 n. 1, 178 n. 1.  
 PERTZ, II, 18 n. 2.  
*Per venerabilem* (décretale d'Innocent III), I, 116 n. 6, 130, 144.  
 PETIT (Jean), I, 245 n. 3, 297 n. 3, 302 n. 5, 303, 304, 305, 306, 307 et n. 4, 308, 309 n. 4, 314, 322, 334, 352, 357. — II, 72 n. 1, 85, 101, 218, 223, 224 et n. 2, 225 et n. 1, 226.  
 PEYRUSSE (de). — Geoffroy, II, 172, 177. — Renoul, II, 258.  
 PFISTER (Chr.), I, 43 n. 2, 47 n. 1, 53 n. 3, 55 n. 1 et 3, 56 n. 2, 57 n. 1 et 2.  
 PHEDRA (Thomas), II, 322 (note de 321).  
 PHILARGÈS (Pierre), II, 87, 93.  
 PHILIPPE I<sup>er</sup>, I, 46, 53, 55 et n. 3, 76, 81 n. 1, 82 et n. 2, 91, 126, 127, 147, 148.  
 PHILIPPE AUGUSTE, I, 34 (note de 33), 59, 82 et n. 2, 83, 84, 116, 117, 128, 129 et n. 2, 138 (note de 137), 142, 143, 144, 148 et n. 2, 255.  
 PHILIPPE LE BEL, I, 34, 53, 59, 69, 75, 77, 81, 84 et n. 3, 96, 101, 125, 134, 136 et n. 4, 143, 145, 146 et n. 2, 149-208 *passim*, 209, 226, 227 n. 2, 228, 233 n. 4, 237, 239, 254, 256, 304, 333, 334. — II, 21, 22, 26 et n. 4, 55 n. 1, 327, 328.  
 PHILIPPE LE BON, II, 230.  
 PHILIPPE LE HARDI. — Roi de France (Ph. III), I, 59, 149, 156, 163. — Duc de Bourgogne, I, 305.  
 PHILIPPE V LE LONG, I, 254, 261.  
 PHILIPPE VI, I, 256, 351.  
 PHILIPPE II, roi d'Espagne, I, 306.  
*Philippide*, I, 34 (note de 33), 129.  
 PHOTIUS, II, 78.  
 PICQUIGNY (Jean de), I, 163.  
 PIDOE (Jean), II, 184.  
 PIE II, II, 145, 321 et n. 4.  
 PIERRE (saint), I, 72, 105, 107, 113, 114, 118, 119, 121, 123, 124, 125, 126, 130, 139, 160, 161, 170, 171, 185, 187, 190, 193, 204, 206, 211, 216, 232, 236, 246, 281, 296, 309. — II, 10, 11, 14, 17, 18, 31, 37, 40, 45 et n. 2, 46, 48, 50, 52, 53, 61, 70, 78, 79, 80, 83, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 256, 326.  
 PIERRE DE LUNA (Benoît XIII), I, 38 n. 3, 243. — II, 84, 87, 88, 92, 93, 107, 108, 111, 117, 226, 236, 245.  
 PIERRE III, roi d'Aragon, I, 149.  
 PIERRE DE BRETAGNE, II, 297.  
 PIERRE DE CHANTELLE, II, 258.  
 PIERRE D'ESTAMPES, II, 282 n. 2.  
 PIERRE DE VERSAILLES, II, 224, 297 et n. 1, 299.  
 PIERRE DE LA VIGNE, I, 123, 133.  
 PIERRE-SCIZE, II, 271.  
 PIETRO DEL MONTE, II, 147.  
 PINSSON (Fr.), II, 283 n. 3, 297 n. 3, 303 n. 1 et 2, 305 n. 7, 306 n. 2.  
 PIQUET, II, 184.  
 PISE, II, 27, 172, 175, 176, 188, 203. — Concile de 1409, I, 271 ; II, 133, 153. — Question du Schisme, II, 73-93, 95, 97, 99, 102, 103, 106, 107, 109, 110, 138, 139, 218, 329. — Question de la réforme, I, 254, 257 ; II, 158-162, 189, 193, 194, 219, 220, 333.  
 PITHOU (Pierre), I, 29 n. 5 et 6, 32, 87 et n. 1, 290, 356. — II, 323 n. 5, 337.



- PLACENTIN**, I, 136.  
**PLAISIAN** (Guil. de), I, 134, 200-202, 203. — II, 20 n. 1, 21-22, 26, 93, 328.  
**PLANTAGENETS**, I, 349.  
**PLAOUL** (Pierre), I, 271, 272, 273 n. 5, 276 n. 1, 277, 281 n. 1, 283 et n. 2, 286, 307 n. 4, 315. — II, 85, 87, 101, 165, 166.  
**PLATINA**, I, 136.  
**POCQUET DU HAUT-JUSSÉ** (B. A.), I, 167 n. 2, 168 n. 1 et 5.  
**POITEVIN** (Rob.), II, 253 n. 2.  
**POITIERS**, I, 46, 126 ; II, 88, 175, 231, 268 n. 2, 274, 282, n. 2, 294. — Charles de P., II, 228 n. 1.  
**POITOU**, I, 144 n. 3, 230.  
**POLOGNE**, I, 188. — II, 87, 113, 140.  
**PONCET** (Jean), II, 197.  
**PONT-DE-SORGUES**, I, 296.  
**PONTHION**, I, 52, 93.  
**PONTIGNY** (Rob. de), I, 191 n. 4.  
**PONTOISE**, II, 187, 222.  
**PORT-VENDRES**, I, 338 n. 2.  
**PORTE** (Raoul de la), II, 207, 208, 209, 295 n. 5.  
**PORTO**, II, 55, 124.  
**Postulation**, I, 254 n. 1, 329. — II, 284 et n. 1, 288.  
**POTTHAST** (A.), 152 n. 2, 155 n. 1 et 2.  
**POURRAT** (P.), I, 72 n. 3.  
**Pouvoir direct** (du pape sur le temporel), I, 114-131, 160, 161, 171, 184-185, 187. — II, 326.  
**Pouvoir indirect**, I, 207.  
**Pragmatique Sanction**. — Attribuée à saint Louis, I, 67 n. 1, 80 n. 8. — De Charles VII, I, 67 n. 1, 80 n. 8, 98 ; II, 141, 148, 153, 205, 269, 270, 281 (note de 280), 293-324, 325, 337. — Autres emplois du même terme, I, 79 n. 1, 115 ; II, 293 n. 1.  
**PRAGUE**, I, 343. — II, 75 n. 5.  
**PRÉCLIN** (E.), I, 31 n. 2.  
**PRÉMONTRÉ**, I, 189.  
**Présentation** (aux bénéfices), I, 249 et n. 2, 325, 329. — II, 159, 163, 288.  
**PRESLE** (Raoul de), I, 77 n. 2, 220 n. 4, 233 et n. 5.  
**PREVITÉ-ORTON** (C. W.), II, 32 n. 2, 33 n. 2, 39 n. 5.  
*Prima sedes non judicabitur a quoquam*, II, 11, 15 n. 1, 77, 131.  
**Privilège de Pierre**, I, 88.  
**Privilèges ecclésiastiques**, I, 33 et n. 5, 43 et n. 3, 58 n. 3 et 4, 61-69, 83 n. 4, 84, 86, 97, 108, 332, 355, 356.  
*Privilegium canonicum*, I, 82, 84, 85-86.  
*Privilegium fori*, I, 32 n. 3. — II, 34, 265, 268 n. 1.  
**Procès d'Avignon de 1311**, I, 165, 166 et n. 1, 192, n. 3, 207.  
*Procès-verbaux des Assemblées générales du clergé de France* (collection des), II, 318 (note de 317).  
**Procurations**. — Nature et taux, I, 257-259, 260. — Plaintes contre le pape, qui se les approprie, I, 271, 278, 285, 299, 300, 305, 308, 330, 331 ; II, 160. — Alexandre V y renonce, II, 161. — Jean XXIII les lève encore, II, 182. — Le concile de Constance les rend aux visiteurs, II, 194, 201.  
**PROU** (M.), I, 50 n. 3, 147 n. 2.  
**PROVENCE**, I, 188, 195, 258, 294. — II, 90, 237, 255.  
*Proverbes*, I, 159 (note de 158).  
**PROVINS**, II, 227.  
**PULKA** (Pierre de), II, 191 n. 2, 193 et n. 2, 3, 200.  
**PUY** (Le), I, 107, 136. — II, 78, 194.

## — Q —

- Quaestio in utramque partem*, I, 220 n. 4, 228, 229-231, 233, 237.  
*Quaestio de potestate papae*, I, 214.  
 QUENTIN (Dom H.), I, 51 n. 2.  
*Quia vir reprobus* (bulle de Jean XXII), II, 27 n. 2.  
 QUIERZY, I, 85 et n. 3, 86.  
*Quinque compilationes antiquae*, I, 120.  
 Quittance (droit de), I, 268.

## — R —

- RAGUIER (R.), II, 184.  
 RAINALDO DA SUPINO, I, 205, 206.  
 RANDULF (André de), II, 126.  
 RAOUL (archev. de Reims), I, 53.  
 RAPETTI, I, 145 n. 2.  
*Ratio peccati*, I, 116, 117, 118, 124, 186, 188, 196, 233, 236.  
 RAVAT (Pierre), I, 272, 273 n. 5, 277 et n. 1, 278, 280, 292, 294 n. 6, 341.  
 RAVENNE, I, 134 n. 3.  
 RAYMOND DE PENNAFORT, II, 320.  
 RAYMOND DE TOULOUSE, I, 91.  
 RAYNALDI, I, 152 n. 2, 153 n. 1.  
*Recueil des Actes, titres et mémoires*, etc., II, 303 n. 2, 316 n. 4, 318 n. 1.  
 Réforme (de l'Église). — Ce n'est pas ce que poursuit directement le Gallicanisme, I, 30, 31. — Tentée et combattue avant le Grand Schisme, I, 39, 53, 55 et n. 3, 77, 92, 94, 98 ; II, 13. — Promise par Benoît XIII, I, 295. — Les ordonnances de 1407 prétendent l'opérer pour la France, I, 333, 343, 357. — Attendue du concile général, II, 65, 104, 331. — Au concile de Pise, II, 153, 158-162, 169. — Au concile de Rome, II, 182. — Au concile de Constance, II, 114, 115, 118, 122, 129 n. 1, 190, 192, 193, 194, 200, 316 n. 4, 335. — Au concile de Sienne, II, 244, 245, 248, 254, 260 n. 2. — Au concile de Bâle, II, 144, 145, 278, 280, 283, 286, 289, 290, 291, 315, 316 n. 4, 337. — A l'assemblée de Bourges de 1438, II, 298, 300, 301, 302, 316 n. 4.  
 Réforme protestante, I, 31. — II, 41, 330.  
 Régale, I, 30 n. 2, 56, 57, 172, 174, 266 et n. 2.  
 Régent. — Dauphin Charles, II, 233, 236, 237. — Duc de Bedford, II, 231.  
 REGNAULT DE CHARTRES, II, 221, 234, 261 et n. 2, 271, 282 n. 2, 299.  
 REIMS, I, 73. — Archevêques, I, 46, 51, 52, 53, 67 n. 1, 71, 74, 78, 85, 88, 90, 97, 105, 154, 155 n. 1, 339, 341 ; II, 157, 161, 162, 221, 234, 261 et n. 2, 271, 296 n. 2. — Doyen (Guil. Fillastre), I, 310 n. 4, 314, 319, 320 ; II, 98. — Conciles : de 813, I, 50 ; de 1119, I, 46.  
 RELIGIEUX DE SAINT-DENYS, I, 244 n. 3, 274 n. 1, 287 n. 3-6, 288 n. 1, 292 n. 1, 293 n. 3 et 4, 294 n. 4 et 7, 295 n. 1, 296 n. 2, 297 n. 1, 5 et 8, 302 n. 2, 3 et 5, 304 n. 1, 313 n. 1, 314 n. 5, 319 n. 2, 324 n. 1, 327 n. 1, 338 n. 1 et 2, 339 n. 2 et 5, 342 n. 1. — II, 89 n. 1 et 3, 90 n. 1, 91 n. 1, 112 n. 1, 113 n. 1, 115 n. 1, 116 n. 1, 154 n. 1, 155 n. 1, 157 n. 3, 164 n. 2 et 3, 165 n. 2, 184 et notes, 187 n. 2 et 3, 221 et n. 2, 4, 222 n. 2 et 3, 224 n. 4, 230 n. 5, 231 n. 1, 2, 4 et 7.  
*Rem non novam* (extrav. de Boniface VIII), I, 346 n. 1, 347.  
 REMONNET DE LA GUERRE, II, 222 n. 5.  
 REMY (saint), I, 73, 217.  
 RENAN (E.), I, 174, 200 et n. 2, 3, 206 et n. 1, 2, 228 n. 3.  
 Réserve (des bénéfices), I, 47, 93. — Origine et conséquences fiscales, I, 249-251, 260, 261, 265. — Objet de protestations, I, 177, 279, 299, 300, 315, 322. — Condamnée par l'ordonnance de 1407, I, 325, 328 ; II, 153. — Au concile de Pise, II, 161. — L'Université favorable à son maintien, II, 171, 190, 295 n. 5, 337. — De même le Parlement en 1410, II, 176. — Au concile de Constance, II, 191, 192. — Supprimée par l'ordonnance de 1418, II, 212, 219. — Au concile

- de Sienne, II, 246. — Charles VII en demande la mitigation, II, 264, 275. — Abolie par le concile de Bâle, II, 283, 285, 286, 287. — Et par la Pragmatique Sanction, II, 305.
- Restitution d'obédience, I, 294, 295, 296, 300, 302, 304, 314. — II, 331.
- REVIGNY (Jacques de), I, 136.
- Révolution française, I, 39.
- Rex gloriæ virtutum* (bulle de Clément V), I, 207.
- Rex pacificus*, I, 214-220, 224, 227, 228.
- RHODE, II, 87.
- RICHARD II (roi d'Angleterre), I, 354 n. 1.
- RICHELIEU, I, 38.
- RICHEMONT (connétable de), II, 296.
- RICHER. — Archev. de Sens, I, 93. — Pierre (docteur), II, 295 n. 5.
- RICHIER, I, 73 n. 2.
- RIGORD, I, 34 (note de 33), 143 et n. 2.
- RIVIÈRE (J.), I, 34 n. 2 et 4, 37 n. 3, 77 n. 2 et 4, 92 n. 1, 108 n. 3, 109 n. 3, 112 n. 3, 113 n. 1 et 2, 114 n. 1, 115 n. 1, 120 n. 1, 123 n. 1, 133 n. 2, 149 n. 1, 190 n. 3, 194 n. 4, 210 n. 2, 214 n. 2, 228 n. 3 et 4, 229 n. 1 et 2, 250 n. 3, 344 n. 1, 345 n. 3. — II, 13 n. 3, 32 n. 3, 40 n. 4, 41 n. 1, 2 et 5.
- ROBERT LE PIEUX, I, 54, 55 et n. 3, 56, 72, 76, 107.
- ROBERT DE BAVIÈRE, II, 89.
- ROBERT DE TRÈVES, I, 52.
- ROBERTIS (Nic. de), II, 172.
- ROCHETAILLÉ (Jean de), II, 194, 253, 254 et n. 1.
- ROCQUAIN (F.), I, 64 n. 2, 68 (note de 67), 106 n. 3, 111 n. 1, 112 n. 1, 123 n. 1, 126 n. 3, 127 n. 2, 139 n. 2, 148 n. 2, 158 n. 2 et 5, 161 n. 3 et 5, 169 n. 2, 198 n. 3, 201 n. 3, 202 n. 1, 203 n. 5. — II, 147 n. 2.
- RODOLPHE DE SOUABE, I, 112.
- Roi de France. — Souverain ès choses temporelles, I, 144, 174, 178, 188, 195, 225, 320. — Ne reconnaît pas de supérieur au temporel, I, 158, 159, 160, 175, 187, 194, 207, 218 ; II, 208, 327 (voir également Indépendance). — Ne tient de nulluy, I, 145 et n. 2, 189 ; II, 327. — Empereur en son royaume, I, 109, 320, 321 ; II, 208. — Roi par la grâce de Dieu, I, 178 et n. 1, 199, 233 n. 5. — N'est pas pur lay, I, 71, 72, 78. — Accomplit des miracles, I, 76, 226, 331 ; II, 333 (voir également Écrouelles). — Reçoit la communion sous les deux espèces, I, 75. — Touche les vases sacrés, I, 75.
- Roi des Romains, II, 128. — Adolphe de Nassau, I, 162. — Albert d'Autriche, I, 194, 197. — Robert de Bavière, II, 89. — Sigismond de Luxembourg, II, 95, 103, 106, 107, 108, 117, 142, 211, 212, 213, 218. — Frédéric III, d'Autriche, II, 145.
- ROMAIN (cardinal), I, 91.
- Romana mater Ecclesia* (bulle de Boniface VIII), I, 152.
- ROME, I, 30 et n. 2, 31, 32 n. 3, 35, 38 n. 3, 47, 48, 51 n. 2, 53, 54, 64, 68 (note de 67), 87, 88, 89, 90, 92, 102, 105, 106, 115, 137, 146, 147, 148, 156, 159, 161, 162, 166, 168, 169, 170, 173, 177, 180, 194, 197, 200, 208, 217, 221, 223, 224 n. 1, 227, 243 n. 1, 254, 269 n. 3, 272, 273 et n. 1, 275, 301, 309, 314, 334, 335 n. 2, 336 ; II, 19, 22, 34, 35, 37, 38, 40, 45, 46, 49, 50, 53, 56 n. 3, 62, 63, 69, 70, 71, 129, 131, 132, 133, 138, 140, 142, 144 n. 1, 146, 147, 157, 176, 177, 188, 189, 199, 203, 206, 208, 212, 213, 217, 236, 237, 238, 239, 243, 249, 253, 254, 255, 256, 257, 259, 260, 261, 266, 277, 280, 287, 290, 307, 318, 322, 325, 330, 336, 337, 338. — Conciles : de 988-989, I, 107 ; de 1302, I, 170 n. 1, 172, 173, 177, 186, 189, 191, 192, 194 ; de 1412, II, 169, 182-184, 187, 334 (voir également Latran).
- RONCAGLIA, I, 141.
- Rotuli parliamentorum*, I, 349 n. 4, 350 n. 6, 351 n. 1 et 3, 352 n. 2, 354 n. 2.
- ROUEN, I, 155 n. 1, 272. — II, 243 n. 3, 253.
- ROUFFIGNAC (Hugues de), II, 258.
- ROUSSEL (Guil.), II, 169, 208.

ROY (Guy de), I, 339, 341. — II, 157, 161.  
 RUFIN, I, 120 et n. 2. — II, 15.  
 RYMER (Th.), I, 350 n. 3, 355 n. 1.

## — S —

Sacerdoce et Empire (querelle du S. et de l'E.), I, 107, 109, 125, 207.  
 SACHSENHAUSEN, II, 23, 25, 26.  
 SACOSTA (Nic.), II, 88.  
*Sacra* (taxe), I, 268.  
 Sacre des rois, I, 41, 71-74, 75, 81-87. — II, 333 (voir Onction).  
 SAINT-ANDRÉ DES ARTS, II, 209.  
 SAINT-ANTOINE DE VIENNOIS, II, 237.  
 SAINT-ANTONIN de Pamiers, I, 163.  
 SAINT-AUGUSTIN de Limoges, II, 259, 260.  
 SAINT-BASLE de Verzy, I, 52, 89, 357.  
 SAINT-BERNARD de Paris, II, 172.  
 SAINT-DENYS, I, 75, 292 n. 1, 296, 307. — II, 231.  
 SAINT-CLAUDE, II, 263 n. 4.  
 SAINT-EUSÈBE (titre), I, 166.  
 SAINT-EUSTACHE. — Titre, I, 155 ; II, 57, 58 n. 1, 95. — De Paris, I, 323.  
 SAINT-FOUR, II, 243 n. 3, 244, 249, 251, 252, 259, 260.  
 SAINT GEORGES *in Velabro*, II, 55.  
 SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, I, 162, 168. — II, 222.  
 SAINT-GILLES, II, 155.  
 SAINT-JULIEN de Tours, I, 198 n. 1.  
 SAINT-MAIXENT, II, 88.  
 SAINT-MARC (titre), I, 107, 109. — II, 215, 217 et n. 4.  
 SAINT-MARTIN de Paris, II, 155.  
 SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS, II, 225.  
 SAINT-MÉDARD de Soissons, I, 156 et n. 5, 165, 166, 198.  
 SAINT-OYAND DE JOUX, II, 263 n. 4.  
 SAINT-PAPOUL, II, 234.  
 SAINT-PAUL de Rome, I, 161.  
 SAINT-PIERRE de Rome, I, 156.  
 SAINT-PIERRE-DE-VIENNOIS, II, 256 n. 1.  
 SAINT-POL (comte de), I, 185, 200. — II, 229.  
 SAINT-POL-DE-LÉON, II, 233, 256, 270.  
 SAINT-PONS, I, 273 n. 5, 277, 281, 283, 341. — II, 297.  
 SAINT-QUENTIN de Beauvais, I, 81 n. 1.  
 SAINT-REMY de Reims, I, 73 et n. 3, 74.  
 SAINT-TAURIN d'Évreux, I, 271.  
 SAINT-VICTOR de Marseille, I, 339 n. 1.  
 SAINTE-GENEVIÈVE de Paris, I, 169.  
 SAINTE-MACRE de Fimes, I, 44 n. 1.  
 SAINTE-MARIE de Lille, 251 n. 3.  
 SAINTE-MARIE *in Via Lata* (titre), I, 155.  
 SAINTS-JEAN-ET-PAUL (titre), I, 55.  
 SAINTES, I, 272. — II, 172.  
 SAINTONGE, I, 144 n. 3.  
 SAISSET (Bernard), I, 163 et n. 1, 164, 170, 197 n. 2, 201 n. 3.  
 SALEMBIER (L.), I, 347 n. 6. — II, 73 n. 1, 78 n. 3 et 4, 96 n. 3 et 5, 117 n. 1.  
 SALOMON, I, 127 n. 1.  
*Salus populi suprema lex esto*, II, 52.  
*Salvator mundi* (bulle de Boniface VIII), I, 170.  
 SAMARAN (Ch.), II, 222 n. 2, 230 n. 5.  
 SAMARAN-MOLLAT, I, 254 n. 3, 255 n. 5, 256 n. 1, 257 n. 2, 259 n. 1, 260 n. 1, 261 n. 1 et 3, 262 n. 2, 265 n. 4, 266 n. 1, 268 n. 1, 269 n. 3. — II, 314 n. 3.

- SAMSON, I, 127 n. 1.  
 SARDIQUE (c. cile de), I, 89.  
 SARRASINS, I, 26, 47, 91.  
 SAUXILLANGES, II, 158.  
 SAVOIE, I, 258, 302. — II, 142, 196.  
 SAVOISY (Henri de), II, 221, 234.  
 SAVONE, I, 335, 336.  
 SAXE, II, 113.  
 SCADUTO (F.), II, 31 n. 4.  
 SCHAFFOUSE, II, 112, 113.  
 SCHALM (J.), I, 159 n. 1.  
 SCHARD (S.), II, 76 n. 2, 87 n. 1, 129 n. 1 et 2.  
 Schisme (Grand Sch. d'Occident). — Époque du, I, 48, 243, 252, 253, 255, 262, 264, 265, 267, 269 n. 3, 286, 291, 324, 352 ; II, 52, 68, 73, 103, 123, 147, 162 n. 3, 170, 241, 246, 247, 256, 291, 313, 315, 334. — Naissance, II, 28, 41, 55, 64, 66 et n. 2, 206. — Recherche des moyens d'y mettre fin, I, 244, 273, 275, 279, 280, 282, 302, 303, 313, 322, 334, 337, 338, 340 ; II, 71, 80, 101, 104, 106, 107, 112, 153. — Le rétablissement des libertés gallicanes invoqué comme un de ces moyens, I, 246, 310, 315, 316, 343 ; II, 331. — Fin cherchée par le moyen du concile général, II, 59, 60, 65, 67, 70, 76, 78, 125, 138, 158, 328. — Les papes rivaux accusés de le nourrir, II, 85, 86, 89, 91. — Le concile de Constance l'éteint, II, 114, 115, 139, 190, 215, 329.  
 SCHOELL et KROLL, I, 86 n. 3, 139 n. 4.  
 SCHOLZ (R.), I, 210 n. 2, 211 n. 2, 214 n. 2, 220 n. 2, 228 n. 4, 229 n. 1, 233 n. 4.  
 SCHRAMM (P. E.), I, 74 n. 3, 134 n. 3.  
 SCHREUER (H.), I, 84 n. 1.  
 SCHRÖRS (H.), I, 29 n. 3, 89 n. 4.  
 SCHUBERT (H. v.), I, 45 n. 1, 248 n. 1.  
 SCHULTE (P. v.), I, 120 n. 3. — II, 15 n. 3, 16 n. 1 et 3, 17 n. 1.  
 SCHWALM (J.), I, 183 n. 1, 194 n. 4.  
*Sciat maxima tua fatuitas* (prétendue réponse à Boniface VIII), I, 102 n. 1, 176 n. 2, 184 n. 3.  
*Scire te volumus* (prétendue bulle de Boniface VIII), I, 102 n. 1, 175 n. 1.  
*Secundum divina* (bulle de Boniface VIII), I, 170 n. 2.  
 SÉEZ, I, 295 n. 5.  
 SENLIS, I, 144 n. 3, 163. — II, 165, 195, 222.  
 SENNACHÉRIE, I, 204.  
 SENS (archevêque de), I, 46, 72 n. 6, 93, 155 n. 1, 198, 270. — II, 155, 221, 234.  
 Serment. — De fidélité des sujets à leur souverain, I, 112, 114, 155, 195, 205, 231, 338 ; II, 326. — Des évêques au roi, I, 47, 53, 155, 180. — Des évêques au supérieur ecclésiastique, I, 254, 281 ; II, 305. — Des papes du grand Schisme (d'abdiquer), I, 246, 277 ; II, 87, 89. — Serment du sacre, I, 81-87, 97, 199, 282, 332 ; II, 20, 213.  
*Sexte* (de Boniface VIII), I, 260, 317 n. 1, 345, 347. — II, 283 n. 2, 314 n. 2 (Références à son contenu indiquées sous *Corpus juris canonici*).  
 SICILE, I, 188, 294, 340. — II, 156, 187, 205, 242, 255.  
 SIENNE, I, 336. — Concile de 1423-1424, II, 141, 243-254, 255, 260 n. 2, 336.  
 SIGEBERT, I, 49.  
 SIGISMOND de Luxembourg (roi des Romains, puis empereur), II, 95, 103, 104, 106, 107, 111, 113, 117, 118, 124, 142, 144 n. 1, 211, 215, 217.  
 SIGON, I, 111.  
 SIMON DE BEAULIEU, I, 165.  
 SIMONET (Pons), II, 194, 195, 197.  
 SINGER (H.), I, 120 n. 2.  
 SINUESSA (concile de), II, 11.  
*Si papa* (can. de Gratien), II, 12 n. 4, 16 n. 2.  
*Si quis suadente diabolo* (can. du II<sup>e</sup> concile du Latran), I, 170.  
 SISTERON, II, 88.  
 Martin. — II.

- SIXTE (saint), I, 78.  
 SIXTE-QUINT, I, 207.  
 SOISSONS, I, 50, 51, 65, 93, 104.  
 Soleil et lune (comparaison, pour prouver la suprématie papale), I, 32 n. 3, 121, 185, 215, 218, 229. — II, 326.  
 Somme rurale, I, 58.  
 Somnium viridarii, I, 226, 227.  
 Songe du Vergier, I, 220-228, 238, 352 n. 3. — II, 41 et n. 4.  
 Sortie d'argent (interdiction), I, 151, 172, 351. — II, 188, 238.  
 SOUCHON (M.), II, 75 n. 6.  
 Soustraction d'obédience, I, 38, 97, 270, 271, 272, 274 n. 2, 276, 277, 278, 279, 281, 283, 284, 286, 289, 291, 293, 296, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 306 et n. 3, 307, 308, 310, 313, 314, 324, 334, 335, 337, 341. — II, 9, 99, 170, 331.  
 Souveraineté (notion), I, 37, 56, 138, 158, 238-239. — II, 135, 327.  
 Spirituels, II, 23.  
 STAGGIA, I, 205.  
 Statuimus (décrétale de Boniface VIII), II, 315.  
 Statute of Provisors, I, 350, 351.  
 Statutes of the realm, I, 350 n. 8, 351 n. 5, 354 n. 2.  
 Statutum (décrétale de Boniface VIII), II, 315.  
 Stoyco (ou Stojkovič, Jean de Raguse), II, 243.  
 Strutz (U.), I, 45 n. 1, 211 n. 2, 248 n. 1.  
 Subdiaconicum (taxe), I, 268.  
 Subside caritatif, I, 63, 256-257, 260. — II, 173, 177, 198.  
 SUGER, I, 72 et n. 6, 75 n. 5.  
 Super Petri solio (bulle de Boniface VIII), I, 194 n. 3, 203 n. 1, 204 et n. 1.  
 Super specula (décrétale d'Honorius III), I, 142.  
 Supériorité du concile sur le pape (doctrine de la). — Est un élément du Gallicanisme, I, 32, 357 ; II, 9, 153, 157, 325. — N'est pas gallicane dans ses origines, II, 10, 70, 125. — Ni par la nationalité de ceux qui la soutinrent, II, 125, 136. — Ni par ses outrances, II, 125, 136. — En quoi elle est gallicane, II, 137, 149. — Elle n'apparaît pas dans l'appel des Colonna, II, 18. — Ni dans ceux de Nogaret et de Plaisian, II, 19, 22. — Ni dans celui de Louis de Bavière, II, 27. — Ni immédiatement au début du Grand Schisme, II, 57. — Rendue possible par Marsile de Padoue, II, 38, 40. — Adoptée par le souci de rétablir l'union, II, 29, 58. — Mise au point par Conrad de Gelnhausen, II, 61. — Et par Henri de Langenstein, II, 68. — Soutenue par Gerson, II, 81, 82, 83, 112, 121. — Par Pierre d'Ailly, II, 80, 102, 120. — Par Dietrich de Niehem, II, 128. — Par Nic. de Cusa, II, 129. — Par Zabarella, II, 77, 129 n. 1. — Elle dérive de l'idée de la compétence du concile sur le pape hérétique, II, 125. — On n'eut pas besoin de l'utiliser à Pise, II, 84, 88, 90, 329. — Proclamée à Constance, II, 108, 111, 112, 113-116, 118, 119, 123, 133. — Attitude, à son égard, de Martin V, II, 139, 140. — D'Eugène IV, II, 144. — Abandonnée par les autres pays après le concile de Bâle, II, 147. — Affirmée à Bourges en 1438, II, 300, 316. — Aujourd'hui réprouvée, II, 73.  
 Supplicatio, II, 11.  
 SYLVESTRE I<sup>er</sup>, I, 115, 234.  
 SYLVESTRE II, I, 90, 108.  
 SYMMAQUE, I, 282. — II, 11.  
 SYRIE, II, 50.  
 SZNURO (J.), II, 193 n. 1, 200 n. 4.

## — T —

- TALARU (Amédée de), II, 192, 271 et n. 5, 297.  
 TANCARVILLE (Guil. de), II, 297.  
 TANGUY DU CHASTEL, II, 231.  
 TARASCON, II, 297.

- TARDIF (Ad.), I, 135 n. 1 et 4, 136 n. 1, 3-5, 137 n. 1 et 4, 142 n. 2.  
 TARENTAISE, I, 195, 261.  
 TARRAGONE, I, 188.  
 Taxe (des bénéfices), I, 255, 260, 261, 262, 263.  
 TÉLESPHORE, I, 94.  
 Templiers, I, 65, 84, 201 n. 4. — II, 90.  
 Tenir (expression féodale), I, 145, 177, 178, 185, 187, 189, 215, 230.  
 TENORIO (Pierre), II, 57.  
 TERRE SAINTE, I, 153, 255.  
 TESTE (Guil.), I, 349.  
 TEUTBERGE, I, 111.  
 Théocratie, I, 106 n. 3, 110, 123, 125, 133, 216, 224. — II, 327.  
 THÉODEBERT, I, 48, 49.  
 THÉODORIC, I, 282. — II, 11.  
 THÉODOSE, I, 110, 135.  
 THÉODUIN, I, 108.  
 THIBAUT DE CHAMPAGNE, I, 128.  
 THIBOUT (Henri), II, 295 n. 5.  
 THIEL (A.), I, 103 (notes).  
 THIERRY II (roi des Burgondes), I, 49.  
 THOISY (Jean de), II, 171.  
 THOMAS BECKET (saint), I, 72, 127 n. 3, 354.  
 THOMAS D'AQUIN (saint), I, 77, 136. — II, 68 n. 4, 147.  
 THOMASSIN (L.), I, 252 n. 6, 253 n. 3, 254 n. 1, 255 n. 3, 258 n. 1, 260 n. 2, 261 n. 2, 265 n. 4, 267 n. 1. — II, 288 n. 2, 309 n. 3.  
 THURY (card. de), II, 164.  
 TILLEMONT (Lenain de), I, 68 (note de 67).  
 TIMOTHÉE (saint), I, 211, 215, 219.  
 TIVOLI, I, 161, 205.  
 TODI, I, 336.  
 TOLÈDE, II, 57.  
 TOLOMEO DE LUCQUES, I, 77 et n. 4.  
 TOMBE (monastère de la), II, 214, 221.  
 Tome de Gélase, I, 103, 107, 141.  
 TORQUEMADA. — Jean de, glossateur, II, 17 n. 1. — Jean de, Maître du Sacré Palais sous Eugène IV, II, 145, 146, 147.  
 TOSCANE, I, 159, 160 n. 5, 183 n. 1, 205. — II, 75.  
 TOSTI (L.), I, 155 n. 4.  
 TOULOUSE, I, 306. — Comté, I, 163, 306. — Archevêque, II, 155, 296 n. 2. — Université, I, 136, 272, 277, 293, 303, 304, 305 ; II, 85, 87. — Concile (de 829), I, 50.  
 TOURAINE, I, 144 n. 3. — II, 204, 205.  
 Tournai, II, 155, 171.  
 TOURS, I, 108 ; II, 270, 321. — Archevêque, I, 90, 270, 277, 314, 341, 353 ; II, 155, 216, 220, 236, 296 n. 2, 300, 301. — Conciles : de 567, I, 49 ; de 813, I, 50 ; de 1163, I, 137. — États de 1468, I, 97.  
 TRÉGUIER, I, 154.  
 TRENTÉ (concile de), I, 36. — II, 52.  
 TRÈVES, II, 132.  
 Trivium, I, 134.  
 TROCON (Jean), II, 267.  
 TROIE, I, 231.  
 TRONCHIENNE (Jean de), I, 159 n. 4.  
 TROYES, I, 65, 303. — II, 230.  
 TSCHACKERT (P.), II, 78 n. 2, 79 n. 1 et 3, 97 n. 2 et 4.  
 TUETÉY (A.), II, 221 n. 3.  
 TUR (Guil. Le ), II, 208.  
 TURIN (concile de), I, 29 n. 1.

## — U —

ULPIEN, I, 137.

*Unam sanctam* (bulle de Boniface VIII), I, 190-196, 238 n. 2. — Glose sur elle, I, 229, 231-233, 236.

Université de Paris, I, 32, 142, 169, 334 n. 2, 345, 348 ; II, 58, 78, 204, 205, 211, 213, 218, 230, 243. — Importance, I, 342-343 ; II, 147, 334. — Attitude au début du Grand Schisme, II, 58, 59, 71. — Mène la lutte contre Benoît XIII, I, 244, 245, 246 et n. 2, 247 n. 1, 270, 271, 273 et n. 5, 274 et n. 2, 275 n. 2, 277, 286, 301, 302 et n. 2, 303, 304, 306, 307, 313, 314 et n. 5, 315, 324, 339 et n. 5, 343 ; II, 75. — Poursuit le rétablissement des libertés gallicanes, I, 247, 275, 286 n. 4, 309 n. 1 et 4, 310, 322, 330, 340, 353 n. 2 ; II, 155, 156 et n. 1, 325. — Se plaint d'être mal pourvue de bénéfices, I, 293 ; II, 162. — Profite des réserves et les favorise, I, 252, 295 ; II, 154, 163, 164, 166, 167, 168, 169, 186 n. 1, 189, 190, 191, 192, 193, 207, 208, 210, 325, 333. — Proteste contre les taxes, I, 308 ; II, 171-174, 176, 179, 183, 184, 186 n. 1, 197. — Tient les deux papes rivaux pour hérétiques, II, 85, 87. — Sa position en face de la théorie conciliaire, II, 67 n. 1, 70, 72 n. 2, 79, 81, 82, 84, 101, 111, 112, 125, 148, 329, 330. — Peu d'activité pour la réforme aux conciles de Pise et de Rome, II, 158, 181, 182. — Difficultés avec le Parlement et le Dauphin en 1418, II, 206, 207-210, 335. — Servilité à l'égard de Jean sans Peur, II, 223, 224 et n. 2, 225, 226, 227, 337. — Au concile de Sienna, II, 248 et n. 1, 253. — A l'assemblée de Bourges de 1438, II, 294 n. 4, 295 et n. 5, 296, 299 n. 7. — Reste attachée à la Pragmatique Sanction, II, 295 n. 5, 316.

URBAIN II, I, 45, 53, 91, 93, 126, 127, 262.

URBAIN IV, I, 264.

URBAIN V, I, 255 n. 5, 259, 261 n. 1. — II, 174, 224, 226.

URBAIN VI, II, 28, 55, 56, 57, 58, 71, 75, 139, 206, 328.

UZÈS, I, 295 n. 5. — II, 259, 260.

## — V —

Vacance. — Des bénéfices en général, I, 260, 261, 265, 267, 288, 299, 317 n. 1, 330, 331 ; II, 160, 182, 194, 198, 200, 220, 246, 262, 264, 266, 272, 277, 288, 306 et n. 1, 308. — Des évêchés, I, 55, 172, 175, 263 ; II, 234. — Du Siège apostolique, II, 17, 56, 57, 93, 191. — Vacance *in curia*, I, 249, 261, 324 ; II, 182, 234, 262, 264, 275.

Vacants. — Nature et origine, I, 255, 260 n. 2, 264-266, 267 n. 1 ; II, 193 n. 6, 276 n. 1. — Charles VI interdit de les payer au pape, I, 299, 300, 328, 331. — Alexandre V y renonce au concile de Pise, II, 161. — Jean XXIII continue de les exiger et l'Université veut qu'on s'en plaigne au concile de Rome, II, 182. — Protestation unanime du clergé de France en 1416, II, 193. — Charles VII rappelle les anciennes interdictions et ordonne qu'ils iront à qui de droit, II, 238, 276, 278.

VALARESSO (Fantino), II, 280, 297 et n. 1.

VALBUENA (Gonsalve de), II, 297.

VALENCE, en France, I, 49 (concile de 584). — En Espagne, II, 124.

VALENTINIEU, I, 203.

VALÈRE (évêque d'Hippone), II, 49.

VALÉRI (saint), I, 128 n. 2.

VALOIS (Henri III), I, 208.

VALOIS (N.), I, 243 n. 2, 245 n. 1-3, 246 n. 1, 268 n. 4, 270 n. 1, 272 n. 1 et 2, 273 n. 1-3, 274 n. 5, 275 n. 1 et 3, 286 n. 3 et 4, 287 n. 2 et 3, 289 n. 4, 291 n. 1, 293 n. 1 et 5, 295 n. 3-5, 297 n. 2 et 4, 298 n. 4, 301 n. 1 et 2, 302 n. 6 et 7, 306 n. 1-4, 307 n. 1, 2 et 4, 311 n. 1, 313 n. 1, 322, 334 n. 1-3, 335 n. 4, 336 n. 1, 340 n. 1, 341 n. 2, 343 n. 2, 353 n. 1. — II, 23 n. 1 et 3, 24 n. 1, 32 n. 1, 3 et 4, 39-41 (notes *passim*), 55-57 (notes *passim*), 59 n. 1 et 2, 66-68 (notes *passim*), 71-76 (notes *passim*), 84 n. 2, 90 n. 2, 91, 95, n. 1 et 2, 97 n. 2, 101 n. 2,



- 104 n. 2, 106 n. 2, 112 n. 1, 118 n. 1, 119 n. 3, 123 n. 1, 126 n. 4, 139-147 (notes *passim*), 155 n. 1 et 2, 156 n. 2, 158 n. 2, 162 n. 2 et 3, 169 n. 4, 174-176 (notes *passim*), 181 n. 2, 187 n. 4, 189 n. 1 et 2, 191 n. 5, 192 n. 1, 201 n. 1, 204 n. 2, 206 n. 2, 210 n. 1, 215 n. 3, 217 et notes, 231 n. 3, 234 n. 1, 237 n. 2, 4-6, 239 n. 2, 241 n. 1, 242 n. 1 et 2, 243 n. 1-3, 244 n. 1, 249 n. 1, 250 n. 3 et 4, 253 n. 2, 254 n. 1 et 4, 257-259 (notes *passim*), 261 n. 1, 263 n. 1-3, 264 n. 1, 265 et n. 1, 5, 267-271 (notes *passim*), 273 n. 1, 274 n. 2 et 3, 293-303 (notes *passim*), 316 n. 2.
- VANSTEENBERGHE (E.), II, 126 n. 4, 129 n. 3, 132 n. 4, 145 n. 2.
- Vas electionis* (Extrav. de Benoît XII), I, 258.
- VATICAN. — Concile, I, 39. — Archives, I, 254 ; II, 91, 192 (note de 191).
- VAUDOIS, I, 234.
- VENDÔME (Louis de), II, 297.
- VENISE, II, 91.
- VER (concile de), I, 50.
- Verba delirantis filiae* (bulle de Boniface VIII), I, 183.
- VERDUN (concile de), I, 52.
- VERMANDOIS, I, 144 n. 3.
- VERNET (F.), I, 108 n. 1.
- VÉZELAY, II, 254, 297.
- Vicarius Dei*, I, 37 et n. 3, 222, 225.
- Vicarius Petri*, I, 37.
- VICENCE, I, 155.
- VICTOR III, II, 13.
- VICTOR V (Octavien, antipape), I, 53.
- VIDAL (J.-M.), I, 30 n. 2, 163 n. 1, 170 n. 3, 197 n. 2, 201 n. 4.
- VIENNE (en Dauphiné), I, 195, 261 ; II, 274, n. 2. — Concile, I, 92, 168, 251, 256, 265, 266 n. 4 ; II, 31, 55 n. 1.
- VIENNE (en Autriche), I, 343. — II, 325.
- VIGNAUX (P.), I, 348 n. 2. — II, 53 n. 1.
- Vigor ecclesiasticus*, I, 85, 86.
- VILETTE (Phil. de), I, 296, 297 n. 1.
- VILLIEN (A.), I, 279 (note de 278).
- VILLEVAULT (De), II, 293 n. 1, 303 n. 2, 304 n. 1, 317 et n. 3.
- VILLIERS DE L'ISLE-ADAM, II, 222.
- VINCENT (Ant.), II, 303 n. 2.
- VIOLLET (P.), I, 43 n. 3, 56 n. 4, 64 n. 2, 68 (note de 67), 71 n. 1, 80 n. 2, 81 n. 3, 102 n. 1, 107 n. 5, 108 n. 2, 111 n. 1, 113 n. 3, 128 n. 1-5, 129 n. 1, 4 et 5, 133 n. 1, 145 n. 1, 2 et 4, 146, 178 n. 1, 208 n. 1. — II, 12 n. 3, 13 n. 2 et 4.
- VIRGILE, I, 135.
- VISCONTI. — Les V., I, 257. — Jean, II, 113.
- VIVIERS, I, 152.
- Voie de cession, I, 38, 243, 244, 245, 246, 247 n. 1, 270, 274 et n. 2, 275, 276, 295, 296 n. 3, 298, 335. — II, 54, 71, 72, 98, 330, 333.
- Voie de compromis (ou d'arbitrage), I, 244, 246. — II, 98.
- Voie de concile, I, 243, 244. — II, 54, 59, 79, 330.
- Voie de convention, I, 245. — II, 98.
- VOOSEN (E.), I, 112 n. 2.
- VOSGES, I, 143.

## — W —

- WALDRAD, I, 111.
- WALSINGHAM, II, 222 n. 4.
- WAQUET (H.), I, 72 n. 6.
- WICKLEF, II, 105.
- WINKELMANN (Ed.), I, 123 n. 2.
- WORMS, I, 50.
- WULFADE, I, 51.

## — Y —

YVES (saint), I, 154.

YVES DE CHARTRES, I, 47, 53, 54 n. 1, 72, 91 et n. 2, 93, 127 et n. 1, 180, 263. —  
II, 13.

## — Z —

ZABARELLA (François), II, 76-78, 84, 86, 95, 114, 118, 129 n. 1.

ZACHARIE (saint, pape), I, 103, 130, 186 n. 1, 204, 215, 218, 224, 319.

ZÉPHIRIN (saint), I, 94.

## TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<b>LIVRE IV</b> <b>LA SUPÉRIORITÉ DU CONCILE SUR LE PAPE.</b>	
<b>CHAPITRE PREMIER. — LA TRADITION CANONIQUE AVANT LE GRAND SCHISME. . . . .</b>	<b>9</b>
La thèse conciliaire et le Gallicanisme, 8.	
§ 1. — Principe général de la supériorité du pape sur le concile. . . . .	10
On ne peut appeler d'un jugement du pape, 10. Le pape au-dessus du jugement des hommes, 11.	
§ 2. — L'hypothèse du pape hérétique . . . . .	12
Le texte des <i>Gesta Bonifacii</i> , 12. Honorius I <sup>er</sup> , 13. Innocent III, 13. Les décrétistes, 15. Explication de l'anomalie, 16.	
§ 3. — Au temps de Boniface VIII . . . . .	17
Appel des Colonna, 17. Appel de G. de Nogaret, 19. Appel de G. de Plaisian, 21.	
§ 4. — Jean XXII et Louis de Bavière . . . . .	22
Jean XXII et les franciscains, 23. Manifeste de Sachsenhausen, 25. Louis de Bavière copie Philippe le Bel, 26. Encyclique de Michel de Césène, 27. Insuffisance des anciennes conceptions pour remédier au schisme, 28.	
<b>CHAPITRE II. — LES IDÉES RÉPANDUES PAR MARSILE DE PADOUE ET OCCAM TOUCHANT LA CONSTITUTION DE L'ÉGLISE . . . . .</b>	<b>31</b>
Quelques précurseurs, 31.	
§ 1. — Le <i>Defensor pacis</i> . . . . .	32
Les auteurs, 32. Le titre, 32. Idées politiques, 33. Sources de l'autorité dans l'Église, 33. Négation du pouvoir coercitif à l'Église, 34. Négation des droits fiscaux, 35. Pas de hiérarchie de droit divin, 35. Choix des chefs, 36. Saint Pierre n'eut aucune primauté, 37. D'où vient l'autorité des papes, 37. Prééminence légitime, 38. Le concile, 38. Rôle de l'empereur, 39. Le pape, délégué de l'Église, 40. Influence du <i>Defensor pacis</i> , 40.	

§ 2. — Le <i>Dialogue</i> d'Occam. . . . .	41
Marsile de Padoue et Occam, 41. Caractère du <i>Dialogue</i> , 42. Influence du <i>Dialogue</i> , 44. Substance du <i>Defensor Pacis</i> , 45. Église du Christ et Église romaine, 46. Hypothèse de tout le clergé devenant hérétique, 46. Même tous les hommes, 47. Papes multiples, 47. Cas de nécessité, 48. Unité de l'Église, 49. Le pape n'est pas nécessairement l'évêque de Rome, 50. La réalité, 50. Pouvoir légitime du pape, 51. Succès d'Occam, 52.	
CHAPITRE III. — A LA RECHERCHE D'UN REMÈDE AU SCHISME. . . . .	55
§ 1. — Premiers tâtonnements . . . . .	55
Proposition des cardinaux urbanistes, 55. Pas de nouveauté à l'assemblée de Paris de 1378, 56. Ni en Espagne en 1379, 56. Argumentation des opposants, 58. Travail fécond à l'université de Paris, 58.	
§ 2. — Conrad de Gelnhausen . . . . .	59
Instigation de Charles V, 59. Nécessité du concile, 60. Le concile supérieur au pape et au Sacré Collège, 61. Objections, 62. Trois principes fondamentaux, 62. Réponse aux adversaires, 64. Solutions pratiques, 65. Dernières paroles de Charles le Sage, 66.	
§ 3. — Autres tributaires d'Occam . . . . .	66
Henri de Langenstein, 66. <i>Lamentatio ecclesiae</i> , 68. La théorie conciliaire n'est pas d'origine spécialement gallicane, 70. Retard dans l'adoption de la théorie, 70.	
CHAPITRE IV. — LE CONCILE DE PISE (1409) . . . . .	73
Le concile de Pise n'a pas utilisé la nouvelle théorie, 73. Les chefs de file, hommes violents, n'en ont pas eu besoin, 73.	
§ 1. — La littérature conciliaire . . . . .	74
Décision des cardinaux, 74. Balde, 75. Zabarella, 76. Pierre d'Ailly. L' <i>Epistola Diaboli Leviathan</i> , 78. Lettre aux cardinaux, 79. Les vingt propositions, 79. Jean Gerson, 80. <i>De unitate ecclesiastica</i> , 81. Discours à la délégation anglaise, 81. <i>De auferibilitate papae</i> , 82. En 1409, la doctrine est mûre, 84.	
§ 2. — La déposition des deux papes rivaux . . . . .	84
Opinion des Français sur Benoît XIII, 84. Et sur Grégoire XII, 85. Les Florentins, 85. Les Bolonais, 86. Autres témoignages, 86. La vieille théorie sur le pape hérétique va suffire, 87. L'acte d'accusation, 89. Grieffs complémentaires, 90. La sentence, 92. Le concile de Pise reste dans la ligne de l'ancien droit, 93. Élection d'Alexandre V, 93.	

## CHAPITRE V. — LE CONCILE DE CONSTANCE (1415-1416). . 95

Jean XXIII succède à Alexandre V, 95. Situation nouvelle, 95.

- § 1. — Les protagonistes français. . . . . 96  
Pierre d'Ailly, 96. Guillaume Fillastre, 97. Jean Gerson, 99. Ce sont des hommes modérés, 101.

- § 2. — Préambules . . . . . 101  
Fillastre et P. d'Ailly contre les mesures violentes, 101. P. d'Ailly et la suprématie du concile, 102. Lettre antérieure de P. d'Ailly à Jean XXIII, 104. P. d'Ailly réunit les théologiens, 105.

- § 3. — Les Français préconisent la démission des trois papes. 106  
Arrivée de l'empereur, 106. Fillastre pose la question de la triple démission, 107. Réaction des partisans de Jean XXIII, 109. Réplique de P. d'Ailly, 109. Et de G. Fillastre, 110. L'idée de la démission est adoptée, 110.

- § 4. — Décret sur la suprématie du concile . . . . . 111  
Arrivée des ambassadeurs de Charles VI, 111. Fuite de Jean XXIII, 111. Discours de Gerson, 112. Jean XXIII s'éloigne davantage, 113. Quatrième session (31 mars 1415), 113. Cinquième session (6 avril), 115.

- § 5. — Attitude des cardinaux français et des ambassadeurs de Charles VI . . . . . 116  
Réserve inattendue des cardinaux français, 117. Cardinaux et ambassadeurs aux 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> sessions, 118. Sur quoi porte l'opposition, 118. Prétendu désaveu de P. d'Ailly, 119. Déclaration de Gerson, 121. Fin du Grand Schisme, 123.

CHAPITRE VI. — POSITION DOCTRINALE DES GALLICANS  
VIS-A-VIS DU CONCILE ET DU PAPE . . . . . 125

- § 1. — Excès de certains auteurs étrangers . . . . . 125  
Dietrich de Niehem, 126. Le pape n'est pas le chef de l'Église, 127. Influence de Marsile de Padoue, 127. Nicolas de Cusa, 129. Nature de la « priorité » du pape, 130. Elle est fondée sur le consentement du peuple, 131. Le pape n'est pas nécessairement l'évêque de Rome, 131.

- § 2. — Les Gallicans soucieux d'orthodoxie . . . . . 132  
Critique de Marsile de Padoue. P. d'Ailly, 132. Primauté de droit divin, 132. Gerson, 133. Le bien commun de l'Église, 134. Distinction, dans le pape, de la charge et de la personne, 135.

- § 3. — Comment s'explique le maintien, en France, de la théorie conciliaire. . . . . 136  
Autorité du concile de Constance, 137. Attitude embarrassée de Martin V, 139. Eugène IV et le concile de Bâle, 140.

Le pape dissout le concile, 141. Résistance des Pères, 142. Eugène IV est obligé de céder, 144. L'interprétation qui prévaut, 144. La doctrine commune, 146. La France ne suit pas le mouvement, 147.

### LIVRE V

#### LES LIBERTÉS DE L'ÉGLISE GALRICANE DEPUIS LEUR RÉTABLISSEMENT JUSQU'A LA PRAGMATIQUE SANCTION DE BOURGES.

#### CHAPITRE PREMIER. — LES LIBERTÉS DE L'ÉGLISE GAL- RICANE ET LE CONCILE DE PISE (1408-1412) . . . . . 153

Les Français n'ont d'abord qu'un attachement d'ordre pratique aux franchises gallicanes, 154.

##### § 1. — Organisation d'un régime bénéficial conforme à l'ordonnance du 18 février 1407 . . . . . 153

Avantages assurés aux clercs gradués, 154. Commission créée pour veiller aux provisions, 155. Adoption de l'alternative, 156. Les élections, 157. Réserve de l'approbation du concile, 157.

##### § 2. — La réforme au concile de Pise . . . . . 158

La nation française élabore un projet, 158. Le concile et la provision des bénéfices, 159. La question des taxes, 160. Réponses d'Alexandre V, 160. Chacun pense à soi, 161.

##### § 3. — L'université de Paris et la question bénéficiale après le concile de Pise . . . . . 162

L'université de Paris fait bon marché des franchises, 162. Elle est déçue par le régime de 1408, 162. Difficultés avec Alexandre V, 164. Le pape se montre bien disposé, 165. Jean XXIII et l'« Article quint », 166. Instances pour la date du rôle, 166. Plaintes amères, 167. L'« Article quint » est accordé, mais avec des restrictions, 167. L'université proteste, 168. Elle finit par obtenir satisfaction, 169. L'université champion des réserves papales, 169.

##### § 4. — L'université de Paris et les taxes pontificales . . . . . 171

Première légation d'Alamanno Adimari, 171. L'Université contre la décime, 172. Appel au Parlement, 173. Menaces contre le légat, 173. Le roi d'accord avec le pape, 174.

##### § 5. — Les libertés gallicanes et le Parlement . . . . . 175

La cour présente son rôle à Alexandre V, 175. Accueil favorable fait aux légats, 176. Les parlementaires se croient exempts de la taxe, 177. Double jeu d'Adimari, 177. Réaction des parlementaires, 178. Explications du légat, 178. L'exemption est admise, 178.

CHAPITRE II. — LES LIBERTÉS DE L'ÉGLISE GALRICANE  
ET LES CONCILES DE ROME ET DE CONSTANCE (1412-1418). 181

§ 1. — La réforme au concile de Rome . . . . . 181

Peu d'enthousiasme des Français pour le concile de Rome, 181. Projet de l'assemblée du clergé touchant les bénéfices, 182. Touchant les finances, 182. Les levées royales, 183. A Rome, la délégation française manque de zèle, 184.

§ 2. — Accord de Jean XXIII et du roi de France après le concile de Rome . . . . . 184

Charles VI veut une délégation du pape, 184. Discours de Jean de Montreuil, 185. Menaces, 186. Promesses de Jean XXIII, 186. Les Armagnacs au pouvoir, 187. Le Parlement pour certaines libertés, 188. Deuxième légation d'Adimari, 188. Triomphe des calculs intéressés, 189.

§ 3. — Les libertés gallicanes au concile de Constance. . . . 190

Projet de remettre en vigueur les ordonnances de 1407, 190. Tentative de réserver au concile les provisions papales, 191. L'université de Paris travaille contre les collateurs ordinaires, 191. Les nations n'arrivent pas à s'entendre à propos des bénéfices, 192. Ni les Français entre eux, 192. Débats sur la fiscalité romaine, 193. La question de l'annate et des services, 194. Pourquoi l'on hésite à supprimer les annates et les services, 196. Protestations du Sacré Collège et de la Chambre, 197. Manifeste de l'Université, 197. La réforme n'est faite qu'en partie, 200.

CHAPITRE III. — LA RECONNAISSANCE DE MARTIN V PAR  
LA FRANCE ET LE RÉTABLISSEMENT DES LIBERTÉS  
(1417-1419) . . . . . 203

§ 1. — Dispositions du gouvernement français lors de l'élection du nouveau pape. . . . . 203

Épuration du Parlement par le connétable d'Armagnac, 203. Consultation du 25 novembre 1417, 204. Le nouveau Dauphin, 204. Engagement de Charles VI, 205. L'Université se met en rapport avec Martin V, 206. Réprimandes du Gouvernement, 207. L'Université en appelle au pape, 207. Le Parlement la condamne, 208. Excuses de l'Université et libération des prisonniers, 209. Martin V signe le rôle de l'Université, 210.

§ 2. — L'ordonnance de mars 1418 . . . . . 210

Annnonce officielle de l'élection de Martin V, 210. Avis du conseil extraordinaire tenu du 1<sup>er</sup> au 16 mars, 211. Bonne occasion pour rétablir les libertés, 212. Projet de mentionner les libertés dans le traité que l'on espère signer avec Jean sans Peur, 213. En reconnaissant Martin V, le roi lui signifiera le rétablissement des libertés, 214. Que penser des scrupules de Charles VI, 215. Le Dauphin et le roi approu-

vent l'avis, 216. On décide de se hâter, 216. Rapport de Jacques Gelu, 216. Crainte d'union entre le pape et le duc de Bourgogne, 217. Teneur de l'ordonnance, 218. L'ordonnance est publiée et Martin V reconnu, 220. Les libertés de l'Église gallicane imposées sans réserve, 220.

§ 3. — La réaction bourguignonne . . . . . 221

La paix négociée avec Jean sans Peur, 221. Obstination d'Armagnac et fureur des Parisiens, 221. Les Bourguignons à Paris. Massacres, 222. Le duc de Bourgogne poursuit sa réhabilitation. L'Université, 223. Ordonnance en faveur de Jean Petit, 224. Jean sans Peur absous de ses censures, 224. Révocation de l'ordonnance de mars 1418, 225. Le Parlement refuse d'enregistrer les lettres de révocation, 227. Première mention d'un enregistrement forcé, 229. Le Parlement est désormais gallican par principe, 229. La France bourguignonne revient aux réserves et aux taxes apostoliques, 230. La vraie France autour du Dauphin, 231.

CHAPITRE IV. — CHARLES VII ET MARTIN V (1419-1431). . 233

Raisons des tâtonnements du Dauphin, 333.

§ 1. — La politique ecclésiastique du « Régent » (1419-1422). 233

Ambassade à Martin V, 233. Projet de *Modus vivendi*, 234. Bénéfices, 234. Annates, 235. Appels en curie, 235. Résultats de l'ambassade, 236. Charles annonce qu'il va abolir l'ordonnance de 1418, 236. Au contraire, il la confirme, 237. Pourquoi ? 237. Influence du Parlement, 238. Le serment de 1418, 239. Indignation de Martin V, 239. Le pape et l'avènement du nouveau roi, 240. Charles VII n'a plus les mêmes excuses que son père, 241. Le pape multiplie les démarches, 242. Nouveau projet de statut, 242.

§ 2. — Le concile de Sienne (1423-1424). . . . . 243

Source principale d'information, 243. La représentation française, 243. Méthode de travail, 244. Les Français sont prêts les premiers, 245. Ils préconisent des réformes radicales, 245. Frayeur des légats, 248. Désunion parmi les Français, 249. Les légats proposent leur arbitrage, 249. On les récuse, 250. Incident de G. Josseaume, 250. Manifeste de la nation française, 251. Manœuvre des légats, 252. Arrivée de Jean de Rochetaillé, 253. Il s'unit aux légats pour dissoudre le concile, 253. Vains essais de résistance, 254.

§ 3. — Le concordat de Genazzano (1426) . . . . . 255

L'échec de Sienne ne provoque pas de rancœur en France, 255. L'ordonnance de Chinon, du 10 février 1425, 255. Pleine satisfaction donnée au pape, 255. Charles VII et son serment de 1418, 256. Souci de la paix des consciences, 257. Demande d'indult pour nommer aux bénéfices, 257. Réponses de Martin V, 258. Protestation du procureur général, 259. Nuage entre la curie et le gouvernement de Charles



VII, 259. Les ordonnances et la pratique, 260. A la recherche d'un statut régulier, 261. Trois bulles liquident le passé, 261. Un acte de la chancellerie règle, pour l'avenir, la question bénéficiale, 263. Le concordat et la sanction parlementaire, 265. Réserves du premier texte de l'ordonnance de Mehun-sur-Yèvre, 265. Le pape n'accepte pas cette rédaction, 267. Texte définitif, 267. Pratique du concordat, 268.

## CHAPITRE V. — AU TEMPS DU CONCILE DE BAË (1431-1438). 269

- § 1. — Les premières années du pontificat d'Eugène IV (1431-1436) . . . . . 269  
 Accords de 1432, 269. Possibilité de recours à Bâle, 270. Assemblée de Bourges de 1432, 271. Propagande hussite en France, 271. Charles VII pour le concile, 272. Ordonnance réservant les bénéfices aux clercs du royaume, 272.
- § 2. — L'ambassade royale de 1436. . . . . 274  
 Instructions aux ambassadeurs, 274. Élections, 274. Réserves papales, 275. Taxes, 276. Expectatives, 277. Procès en curie, 277. Autres desiderata, 278. C'est d'Eugène IV que le roi veut tenir les réformes, 278. Parer au danger de schisme, 279. Bâle juge Charles VII trop favorable au pape, 280. Réponses du concile, 282. Accueil en curie, 282.
- § 3. — Les décrets de réforme du concile de Bâle . . . . . 282  
 Menace de suspense contre Eugène IV, 283. Rétablissement des élections, 283. Second décret sur les élections, 285. Suppression de la réserve, 286. Suppression des expectatives, 286. Mesures en faveur des gradués, 287. Abolition des annates, 288. Réforme du Sacré Collège, 289. Réglementation des appels, 290.

## CHAPITRE VI. — LA PRAGMATIQUE SANCTION . . . . . 293

- Rupture entre le pape et le concile, 293.
- § 1. — L'assemblée de Bourges de 1438 . . . . . 294  
 But de la convocation, 294. La France en 1438, 295. Ambassadeurs du pape et du concile, 296. Demandes du pape, 297. Demandes du concile, 298. Accusations des conciliaires, 298. Brigues des pontificaux, 299. Proposition du chancelier, 299. Exposé des orateurs élus, 300. L'assemblée vote la médiation, 300. Examen de la réforme baloise, 301. Lettre de Charles VII au concile, 301. Approbation de la Pragmatique par le concile de Bâle, 302.
- § 2. — Le contenu de la Pragmatique Sanction. . . . . 303  
 Pour juger équitablement de la Pragmatique, 303. Préambule, 304. Périodicité des conciles et supériorité du concile sur le pape, 304. Élections, 305. Collation des bénéfices, 305. Instances judiciaires, 306. Appels frivoles, 307. Possession pacifique, 307. Nombre et qualité des cardinaux, 307.

Annates, 308. Célébration de l'office divin, 308. Assistance au chœur, 309. Récitation du bréviaire en privé, 310. Absence de l'office, 310. Bon ordre des cérémonies, 310. Célébration de la messe, 310. L'office choral mis en gage, 311. Réunions capitulaires, 311. Les spectacles à l'église, 311. Concubinage des clercs, 312. Relations avec les excommuniés, 313. Abus de l'interdit, 313. Abrogation d'une décrétale de Clément V, 313. Avis du clergé, 314. La Pragmatique n'est pas une œuvre révolutionnaire, 314.

§ 3. — La place de la Pragmatique Sanction dans l'histoire du Gallicanisme . . . . . 315

Son autorité se substitue à celle de tous les textes antérieurs, 315. Elle a donné au Gallicanisme son expression la plus parfaite, 316. Témoignages du xv<sup>e</sup> et du xvi<sup>e</sup> siècle, 316. Du xvii<sup>e</sup> et du xviii<sup>e</sup>, 317. Commentaire des Agents du clergé en 1722, 317. Pour eux, ce n'est pas une œuvre de temps de schisme, 318. Les papes ont approuvé les décrets les plus litigieux, 318. Légitimité des modifications, 319. Exemple des Églises anciennes, 319. Éloge des usages gallicans, 320. La Pragmatique est bien l'œuvre de l'Église gallicane, 320. L'approbation royale, 321. La Pragmatique n'est pas abrogée tout entière, 321. Exégèse des bulles papales, 322. Déclaration de François I<sup>er</sup> et jurisprudence des arrêts, 322. Importance du témoignage des Agents du clergé, 323. La Pragmatique clôt la période des origines, 323.

CONCLUSION. . . . . 325

TABLE ALPHABÉTIQUE . . . . . 339

TABLE DES MATIÈRES . . . . . 375

Imprimé  
sur les presses de l'imprimerie  
**AVENIR S.A.**  
10, rue de l'Avenir  
1207 Genève  
Suisse

